

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°212

NOVEMBRE 2002

~ ~ À NOS LECTEURS ~ ~

En raison d'une actualité kurde abondante et des vacances de fin d'année, ce numéro du Bulletin paraît avec du retard. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser et espérons de bien vouloir rapidement le retard accumulé.

La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID) et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **PARIS : CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR « L'AVENIR DES KURDES EN IRAK » À L'ASSEMBLÉE NATIONALE**
- **ELECTIONS TURQUES : DÉROUTE DES PARTIS DE LA COALITION GOUVERNEMENTALE, VICTOIRE DES DEUX PRINCIPAUX PARTIS DE L'OPPOSITION**
- **NEW-YORK : LA RÉOLUTION 1441 SUR LE DÉSARMEMENT DE L'IRAK, ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ À L'ONU**
- **ANKARA : ABDULLAH GUL NOMMÉ PREMIER MINISTRE**
- **VALÉRY GISCARD D'ESTAING DÉCLARE QUE L'ENTRÉE DE LA TURQUIE DANS L'UNION EUROPÉENNE REPRÉSENTERAIT « LA FIN DE L'UE »**
- **ÉTAT D'URGENCE OFFICIELLEMENT LEVÉ DANS LES DEUX DERNIÈRES PROVINCES KURDES DE DIYARBAKIR ET DE SIRNAK**
- **AINSI QUE...**

PARIS : CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR « L'AVENIR DES KURDES EN IRAK » À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Institut kurde de Paris a organisé le vendredi 29 novembre dans la Salle Victor Hugo de l'Assemblée nationale française une conférence internationale sur « *L'avenir des Kurdes en Irak* ».

Plus de quatre cents personnes, dont 112 journalistes, des diplomates, des parlementaires, des chercheurs, des responsables

de partis politiques et des ONG ont participé à cette importante journée d'information et de réflexion qui s'est tenue à un moment où la perspective d'une guerre en Irak suscite beaucoup d'inquiétudes sur le sort de la population kurde.

Après des décennies de guerres et de persécutions, une grande partie des Kurdes d'Irak vivent

dans une zone de sécurité vaste comme la Suisse protégée par l'aviation anglo-américaine. L'administration de Saddam Hussein est absente de cette zone mais elle contrôle encore une partie du Kurdistan irakien, en particulier les provinces pétrolifères de Kirkouk et Khanaqin. Dans le Kurdistan libre, les Kurdes gèrent eux-mêmes leurs affaires.

Après des débuts difficiles, l'expérience d'auto-gouvernement a permis aux Kurdes de reconstruire leur pays dévasté,

de mettre en place un Parlement élu, une administration, des universités et des institutions qui assurent à leur région, un essor économique, culturel et démocratique sans précédent. Cela malgré les contraintes du régime des sanctions appliqué à l'ensemble de l'Irak, à l'embargo interne que Bagdad fait subir au Kurdistan et aux menées hostiles de certains Etats voisins. Cependant, l'autonomie de fait ne profite actuellement qu'à 3,7 des 6 millions de Kurdes irakiens. Les autres, toujours sous la férule de Bagdad, subissent une politique d'arabisation et tentent de fuir par tous les moyens la répression pour se réfugier en Europe occidentale dans des conditions de plus en plus dramatiques.

Que va devenir l'autonomie kurde en cas de conflit ? le statu quo actuel est-il tenable ? Quelle est la situation des Kurdes et des minorités du Kurdistan ? Quel avenir politique pour les Kurdes en Irak ? Et quel rôle pour la France et pour l'Europe dans l'Irak de demain ?

Tels étaient les thèmes principaux abordés dans les tables rondes de la conférence. Pour débattre dans un esprit pluraliste de ces questions, la conférence a réuni des experts occidentaux comme Alain Gresh, rédacteur en chef du Monde diplomatique, Gérard Chaliand, expert en géopolitique, de retour du Kurdistan, Pierre-Jean Luizard, spécialiste de l'Irak, Jonathan Randal, ancien correspondant du Washington Post au Proche-Orient, et Hamit Bozarslan, maître de conférence à l'Ecole des Hautes études en sciences sociales, mais aussi des

personnalités arabes et kurdes représentatives des principaux courants politiques de la société irakienne : Adnan Mufti, vice-Premier ministre du Gouvernement régional kurde, Fuad Hussein, vice-président de l'Institut kurde de Paris, Dr. Najmaddin Karim, président de l'Institut kurde de Washington, Dr Mowaffaq Al Rubaie, opposant chiite irakien, Mme Nasrine Berwari, ministre de la reconstruction du gouvernement régional kurde, Pir Khidir, directeur du centre culturel yézidi Lalesh, Jewdat Najar, ministre d'Etat turcoman du Gouvernement régional kurde, Albert Yelda, homme politique assyro-chaldéen, Ghassan Attiya, opposant irakien, Siyamend Othman, analyse irakien indépendant, Adil Abdul Mahdi, porte-parole du Conseil suprême de la révolution islamique et Hushyar Zibari, chef du département des relations internationales du PDK.

De plus, la participation des deux leaders kurdes, Massoud Barzani et Jalal Talabani, conférait un caractère tout à fait exceptionnel à cette conférence. De nombreuses personnalités politiques occidentales comme Bernard Dorin, ambassadeur de France, Bernard Kouchner, ancien ministre de la Santé, Peter Galbraith, ancien ambassadeur américain en Croatie, François Loncle, vice-président de la commission des affaires étrangères, Aymeri de Monstesquiou, sénateur, de retour de Kurdistan et Hubert Vedrine, ancien ministre des Affaires étrangères, ont bien voulu accepter de participer à la conférence pour faire partager

leur expérience et leur vision de l'avenir de l'Irak.

Dans son allocution d'ouverture de la conférence, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, a notamment déclaré : « que l'on soit pour ou contre la guerre, on ne peut faire l'économie d'une réflexion, sur l'après-Saddam Hussein ^a et la situation des Kurdes, d'autant plus qu' « avec les deux grands partis kurdes qui depuis onze ans administrent le Kurdistan, la paix, la démocratie et une relative prospérité ont été établies dans une région dévastée par des décennies de guerre ». Il a souligné que la conférence a été entièrement organisée par l'Institut et que ce n'était ni à la demande du gouvernement français, ni à l'initiative de tel ou tel parti politique.

Gérard Chaliand, de retour du Kurdistan a indiqué que « les Kurdes savent ce qu'ils veulent et, contrairement à ce que pensent les dirigeants turcs, ils se situent dans le cadre d'un Etat irakien, au sein duquel ils souhaitent partager le pouvoir avec les autres composantes de la population ^a. Le Kurdistan « est un exemple unique au Moyen-Orient traitant les minorités ethniques et la religion avec autant d'ouverture ^a, a-t-il poursuivi M. Chaliand avant de rappeler les progrès réalisés (infrastructures, santé, éducation) dans cette région. « Reste à savoir où l'on va ^a, a-t-il demandé. M. Chaliand s'est aussi inquiété du fait que « les Etats-Unis comptent se servir de la démocratie comme d'une arme contre des pays comme l'Iran et l'Arabie saoudite ^a. « L'objectif de la guerre est infiniment plus facile à réaliser que la vision de l'après-guerre ^a, a-t-il estimé.

Pour l'opposant chiite irakien installé à Londres Mouaffaq al Rubaïe, il est essentiel que « les Kurdes soient incorporés dans un Etat irakien unifié, mais décentralisé, et que la majorité chiite (55 % de la population environ) cesse d'être aliénée » de la vie politique. « Pour éviter son démembrement, l'Irak devra être doté d'une structure fédérale » afin d'en finir avec un système où les sunnites conduisent seuls les affaires de l'Irak comme ils le font depuis la création de cet Etat en 1921, a-t-il indiqué. « Trois maux caractérisent la situation de l'Irak : la dictature, la persécution des Kurdes et la discrimination contre les chiïtes. La démocratie, le fédéralisme et l'abolition de la discrimination sont des solutions à ces maux », a estimé cet opposant.

« Démocratie et fédéralisme agissent comme des mots magiques. Mais il appartient avant tout aux Kurdes de définir leur choix », a indiqué de son côté Adel Abdul Mahdi, porte-parole du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (ASSRI, principal mouvement chiïte basé en Iran), rejetant toute idée de « tutelle sur les Kurdes ».

Mme Nasrine Berwari, ministre de la reconstruction, a apporté son expérience de terrain : « L'Irak est un pays de divisions, la plupart anciennes, mais d'autres engendrées par le régime. Au Kurdistan irakien, le développement d'institutions politiques et de services publics contribuent à la promotion de l'intégration et à la coopération. Un grand pas a été fait avec des élections libres et justes en 1992, où un Parlement régional a été établi. Des efforts volontaires ont été faits pour inclure tous les

membres des différents groupes religieux et ethniques dans ce processus. Des procédés qui encouragent la participation civique ont été mis en place pour développer les expériences en lien direct avec les systèmes et les procédures que requière la démocratie. L'année dernière, pour la première fois depuis 1957, des élections libres et justes sous le contrôle d'observateurs internationaux ont eu lieu dans une douzaine de municipalités. Et plus récemment, la réunification de l'Assemblée nationale kurde, après une période d'interruption regrettable. Nous vous assurons que nous aimons et nous protégeons notre diversité de longue date, où tous les groupes ethniques et religieux vivent ensemble, et participent même de façon active aux festivités des uns et des autres. »

« Aujourd'hui, il y a plus de 700 000 garçons et filles qui vont à l'école, dans 3000 écoles. En 1991, il n'y avait que 800 écoles construites par le régime baathiste dans la région. Nous croyons en l'éducation (...) L'éducation primaire et secondaire peut être suivie en langue kurde, arabe, syriaque et turque. Nous avons trois universités... En partenariat avec le secteur privé qui devient de plus en plus dynamique dans la région, nous avons développé l'accès illimité à l'Internet par satellite. Et actuellement, tout le monde peut avoir l'accès Internet à domicile, sans aucune restriction. Mon ministère de la reconstruction est particulièrement attentif à la situation des personnes qui ont été déplacées à l'intérieur du pays: ce qui est le cas, selon un rapport de l'ONU, pour 23% des habitants du Kurdistan irakien, pour des raisons de sécurité, des problèmes de mines, et de la politique d'arabisation des

régions kurdes sous contrôle du régime actuel. La réinstallation de ces personnes a été très populaire durant ces 11 dernières années (...). Et notre effort de réinstallation des populations peut être un bon exemple pour l'ensemble de l'Irak en cas de chute du régime (...) « Les Kurdes et les groupes minoritaires qui vivent au Kurdistan irakien ont leurs propres écoles, chaînes de télévision, journaux, partis politiques et ONG (...) Les femmes jouent un rôle de plus en plus important sur la scène politique, sociale et économique (...) »

« Depuis 1990, 25 résolutions ont été passées pour résoudre seulement la question humanitaire en Irak (...) L'une de ces résolutions est le numéro 986, ou pétrole contre nourriture, qui est appliquée depuis 6 ans maintenant (...) Un trait important du programme est que des fonds spéciaux sont réservés à des projets strictement humanitaires. Ils ne peuvent être utilisés pour autre chose (...) La gestion et la direction de l'ONU est faible à l'heure actuelle. Pour chacune de ses agences, ce programme représente le programme le plus grand dans le monde. L'ONU n'a pas le personnel le plus apte en Irak, la plupart ont des contrats à durée déterminée, qui ne dépassent pas souvent 12 mois. Beaucoup ne sont pas professionnels. Il est probable qu'aucun autre programme onusien n'est meilleur que celui-ci. »

Pour Siyamend Othman, analyste irakien indépendant, « On spéculé beaucoup sur les objectifs des Américains, mais il y a peu de discussions sur les aspirations des Irakiens ». Il a conclu en mettant en garde contre la tentation des « divisions ethniques ».

La table-ronde consacrée au rôle de l'Europe et de la France en Irak était évidemment très attendue : Voici des extraits des interventions des personnalités qui s'y sont exprimées :

Bernard Kouchner : « Nous revenons du Kurdistan. Les changements sur place sont exceptionnels... sont prodigieux... dans les deux zones. Félicitons-nous, la pensée y est semblable et félicitons-nous, il y a peu de temps les deux zones s'affrontaient. »

« Au Kurdistan il y a actuellement un esprit d'unité et non d'affrontement. L'exercice de la démocratie quotidienne y est visible. Le Parlement fonctionne. Il s'attache, avec toutes les communautés représentées, à travailler sur une Constitution qu'ils veulent fédérale et même si c'est un peu prématuré. C'est un formidable exemple que ce travail précis, militant et politique. La vie quotidienne y est raisonnablement normale pour un pays, pour une région, non pas un pays assiégé (...) Au Kurdistan, la mortalité infantile a baissé de 88 pour 1000 à 62 pour 1000 depuis 1988, 1994 et 2002. C'est-à-dire que la mise en scène de la mort des enfants à Bagdad est une chose qui vient du gouvernement de Saddam Hussein... Je pourrais vous dire que plus de 20 hôpitaux ont été construits dans cette région du Kurdistan, avec le même argent. Je pourrais vous dire que les hôpitaux fonctionnent malgré les pressions et ... à Suleimanieh, l'université qui n'existait pas il y a six ans, a 7500 étudiants [aujourd'hui], plus de la moitié sont des filles et j'en ai vu aucune qui portait le voile... il y a une presse libre et des réunions politiques. »

« Il me semble quant même plus positif, même dans une situation dangereuse, de faire accéder, d'aider à accéder, de constater la maturité d'un peuple qui va vers la démocratie et qui en emprunterait les formes qu'elle soit sous l'influence grâce à l'ONU... ou à l'UE... Dans l'histoire, il sera quant même très spectaculairement injuste que nous ne laissions pas, que nous n'aidions pas, ne facilitions pas ou nous ne rangions pas du côté de la démocratie pour un peuple, le peuple irakien qui voudrait s'y diriger, au nom de la crainte de terrorisme alors que nos amis kurdes qui sont ici en majorité n'ont jamais dans toute leur lutte depuis des siècles accepté le terrorisme comme un instrument politique, qui n'ont jamais posé une bombe chez des innocents, jamais assassiné des innocents... »

Hubert Védrine, l'ancien ministre des affaires étrangères a, pour sa part, déclaré : « Même si le désarmement de l'Irak a effectivement eu lieu, même si tout le monde est convaincu y compris les Américains, si on a affaire au même type de régime qui par hypothèse pourrait ne pas avoir changé... Qu'est ce qu'on fait après ? Je le dis très simplement : ça me paraît impossible de se borner à supprimer les sanctions de surveillance, c'est impossible en réalité. Alors je ne sais pas quel type de vigilance il faut maintenir après, mais si on ne maintient pas une forme de pression, sous une forme ou sous une autre, je ne vois pas comment on pourrait mettre en œuvre le fédéralisme dont vous parliez. Je ne vois pas comment on pourrait préserver pour les Kurdes, tous les acquis, les acquis de la résolution 688, les acquis des années récentes, les acquis de ces

réalisations kurdes politiques et économiques... »

« Je crois que sans attendre il faudrait imaginer une conférence internationale sur l'avenir de l'Irak, y compris les Kurdes... l'Irak du Nord, démocratique aujourd'hui. Une conférence internationale qui sera préparée sous l'égide de l'ONU avec toutes les forces politiques irakiennes concernées, y compris bien sûr les Kurdes, mais d'autres forces aussi pour commencer à réfléchir à l'ensemble de ce processus. Il faut ouvrir le processus de préparation de l'avenir. Il faut y associer tous les pays potentiellement concernés, toutes les forces politiques potentiellement concernées et un moment ou un autre ça devrait conduire à une nouvelle résolution du conseil de sécurité qui devrait encadrer le processus dont j'ai parlé... engager les membres permanents, engager les membres non permanents, engager les groupes régionaux, engager les grands pays voisins ; une résolution pour définir pour l'Irak de demain et donc aussi pour les Kurdes dans ce système fédéral auquel nous pensons tous, un régime international de réinsertion contrôlée dans l'environnement régional de l'Irak ».

De son côté, le vice-président socialiste de la commission des affaires étrangères, François Loncle a déclaré qu'il était pour « un groupe à vocation internationale, un groupe d'étude... enfin dans cette Assemblée sur la question kurde, permettant que l'on traite avec toutes les formations politiques réunies à l'Assemblée nationale les questions qui concernent directement le peuple kurde... »

« Songez, mes chers amis, que depuis plusieurs années il n'y a dans notre Assemblée, et je considère cela comme une honte, il n'y a pas de groupe d'étude sur les Kurdes, mais il y a un groupe d'amitié France-Corée du Nord, France-Biélorussie, et un groupe France-Irak, qui n'est pas un groupe d'amitié mais qui est quant même un groupe à vocation internationale. Il est grand temps que nous ayons une attitude éthique toutes formations politiques confondues qui correspondent à l'engagement de certains d'entre nous... l'Irak de demain a besoin des Kurdes qui pourraient être les éléments déterminants d'une construction démocratique et fédérale... L'idée d'Hubert Védrine d'une conférence internationale préparant cet avenir est une idée qui devrait pouvoir faire son chemin »

Le sénateur Montesquiou, UMP, de retour du Kurdistan a, de son côté, indiqué qu'« il y a une grande exemplarité dans ce qui se passe dans cette partie nord de l'Irak. Peshmerga veut dire... l'homme qui va au-devant de la mort, les peshmergas ont choisi aujourd'hui la paix... La paix en un peu plus de 10 ans a créé quelque chose d'extraordinaire... on roule parfois sur des routes à deux voies, j'ai fait des centaines de kilomètres dans cette région et j'ai été vraiment bluffé et dans la liste qu'a fait Bernard Kouchner tout à l'heure il a oublié un point important, 12 000 écoles créées... Et je compte aussi faire venir des amis afghans pour leur dire vous pouvez désespérer devant l'état de votre pays, l'état de ruine de votre pays, venez voir ce que les Kurdes ont réussi à faire dans le nord de l'Irak. »

L'ex-ambassadeur américain en Croatie, Peter Galbraith, a,

quant-à-lui, souligné que « dans son cœur, chacun d'entre eux [les Kurdes d'Irak] aspire à un Etat indépendant et il faudrait que les décideurs politiques prennent cela en considération », il a également indiqué qu'« une quelconque intervention militaire turque dans une future guerre ou l'après-guerre sera un désastre non seulement pour l'Irak mais aussi pour la Turquie »

Les deux dirigeants du Kurdistan irakien Massoud Barzani et Jalal Talabani qui ont été reçus le 26 novembre par Christian Poncelet, le président du Sénat, le 27 novembre par Renaud Muselier, secrétaire d'Etat français aux Affaires étrangères—en l'absence du ministre Dominique de Villepin en déplacement d'urgence en Côte d'Ivoire —et le 28 novembre par le ministre français de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, et le 29 novembre le Haut représentant européen Javier Solana, ont clos la conférence en se prononçant clairement pour un Etat fédéral en Irak.

Longuement ovationnés par la salle, se tenant par la main pour marquer leur réconciliation et leur unité, les deux leaders kurdes ont tenu des propos tout à fait semblables sur l'avenir des Kurdes et celui de l'Irak.

« Notre projet s'inscrit dans le cadre d'un Etat fédéral, pluraliste et doté d'un gouvernement central », a déclaré Jalal Talabani, qui a précisé que les Kurdes irakiens n'ont pas de velléités d'indépendance, dans l'éventualité d'un renversement du régime de Saddam Hussein, et que les dirigeants turcs ne

doivent pas s'en inquiéter. « Bien sûr le peuple kurde, comme beaucoup d'autres, a droit à son auto-détermination, mais ce droit peut conduire à un Etat indépendant, comme à une confédération ou encore à une fédération. Le peuple kurde n'a pas choisi l'indépendance, mais la fédération dans le cadre des frontières existantes, et cela pour plusieurs raisons. D'abord, nos voisins ne sont même pas en faveur de l'autonomie kurde ou d'une fédération kurde, alors que dire de l'indépendance du Kurdistan. La communauté internationale n'est pas en faveur de l'indépendance également... L'opposition irakienne a unanimement accepté une fédération kurde. Mais, le statut fédératif nous donne un autre droit, celui de devenir partenaire du gouvernement central», a affirmé Jalal Talabani qui a ajouté : « Nous avons décidé de céder certains de nos droits en faveur d'un régime irakien fédéral (...) Nous devons être demain partenaire dans l'esquisse de la politique irakienne, dans les affaires étrangères, dans la défense, les affaires générales (...) un vrai partenaire du gouvernement central qui doit être un gouvernement de Kurdes, de Turcomans, d'Arabes chiites et sunnites, ensemble réunis. Ils doivent être sur un pied d'égalité pour gouverner l'Irak (...) Le régime irakien a tout fait contre nous. Nous ne pouvions l'anéantir et il ne pouvait nous réduire au néant. C'est la raison pour laquelle nous sommes obligés de négocier, notamment avec un nouveau régime, avec un régime démocratique en Irak (...) pour obtenir un accord concernant les droits des Kurdes. Mais il nous faut des garanties, pas seulement dans la Constitution mais aussi de façon pratique »

Jalal Talabani a également salué le combat de la diaspora kurde en soulignant : « Nous pensons qu'ils doivent aussi regarder de près nos réalisations et critiquer notre travail à l'intérieur du pays et en mettant parfois la pression sur les leaders kurdes quand ils font des erreurs ; ils doivent nous conduire à une solution ultime pour la cause kurde »

« Nous voulons un Irak démocratique, unifié, et nous voulons voir la fin du nettoyage ethnique contre le peuple kurde », a, de son côté, déclaré Massoud Barzani, dans son intervention de clôture de la conférence avant d'ajouter : « Désormais nous avançons main dans la main et nous espérons que la division ne reviendra plus. Nous ne pouvons nous contenter d'être des spectateurs de l'Histoire, nous devons jouer un rôle déterminant et positif dans l'Irak de demain. Nous souhaitons protéger la paix et la démocratie mais aussi l'équilibre ethnique et religieux. Nous souhaitons lutter contre l'extrémisme. Il est indéniable qu'en tant que peuple nous ayons des droits, mais nous savons tous qu'il y a une grande différence entre ce qu'on a et ce qu'on peut obtenir. C'est pourquoi, sans état d'âme ni précipitation, nous avons élu un Parlement. Nous avons élaboré un projet de fédéralisme car nous pensons qu'il s'agit là de la meilleure formule pour l'Irak. Que ceux qui accusent les Kurdes de séparatisme soient attentifs à la situation irakienne et au fait que le peuple kurde organise l'Irak. »

« Le fédéralisme n'est pas une séparation mais plutôt une organisation de l'unité irakienne. C'est le renforcement de l'unité et de la fraternité des Kurdes, des Arabes

et de l'ensemble des ethnies qui vivent en Irak. Nous voulons, en tant que Kurdes, un Irak fédéral, parlementaire, démocratique et pluraliste. Nous ne voulons plus que les Kurdes soient des citoyens de seconde catégorie, nous ne voulons plus d'Irakiens de seconde catégorie. Nous voulons que les citoyens d'Irak aient enfin la chance de clarifier leurs droits et leurs devoirs » a-t-il ajouté.

Il a également souligné : « Nous n'accepterons de menaces de personne et nous ne nous permettrons pas d'en faire usage (...) C'est par la paix, la fraternité et la compréhension mutuelle que nous ferons avancer les choses. C'est pourquoi nous tendons une main amie à nos voisins et nous leur proposons de vivre dans le respect mutuel. Nous n'entendons pas intervenir dans les affaires de nos voisins ni représenter une menace pour eux. Au nom de la liberté et de la dignité de notre peuple, nous n'accepterons aucune pression extérieure dans le règlement de nos

affaires intérieures, ni aucune humiliation de qui que ce soit »

Pour conclure, il a précisé sa position sur la ville de Kirkouk en déclarant : « Nous disons que Kirkouk est une ville du Kurdistan, la réalité historique et géographique le prouve. La ville de Kirkouk est située sur le sol kurde mais cela ne signifie pas que cette ville soit réservée aux seuls Kurdes. Kirkouk peut être aux Kurdes, aux Arabes, aux Turkomans, aux Assyriens (...) Mais faire des concessions sur l'identité kurde de la ville de Kirkouk n'est pas possible. »

La conférence, qui a fait salle comble, a également donné la parole aux participants qui ont interpellé les intervenants sur différents points. Une grande partie des interventions de la conférence peuvent déjà être consultées sur le site Internet de l'Institut : www.institutkurde.org Les actes seront ultérieurement publiés.

ELECTIONS TURQUES : DÉROUTE DES PARTIS DE LA COALITION GOUVERNEMENTALE, VICTOIRE DES DEUX PRINCIPAUX PARTIS DE L'OPPOSITION

LA coalition qui, depuis 1999, gouvernait la Turquie a été très largement désavouée lors des élections du 4 novembre. Les 3 partis qui la composaient et qui avaient ensemble obtenu 53,2 % des suffrages des électeurs en avril 1999 n'ont, cette fois-ci, réalisé qu'un score total de 14,6 %. La chute la plus vertigineuse a été enregistrée par le Parti de la gauche démocratique (DSP) de

Bulent Ecevit qui, en 3 ans est passé de 22,1 % des suffrages à 1,1 %. Le Premier ministre sortant achève ainsi sa longue carrière politique, marquée du sceau d'un nationalisme turc intolérant et d'une hostilité viscérale aux droits du peuple kurde, sur une débâcle humiliante. Son partenaire d'extrême-droite, le Parti de l'action nationaliste, malgré ses surenchères chauvines a, avec 8,3 % des voix, perdu la moitié de

son audience et la totalité de ses sièges au Parlement. Le Parti de la mère-patrie (ANAP) de Mesut Yilmaz, malgré ses engagements pro-européens et son ouverture à certaines revendications culturelles kurdes, a été également sanctionné pour sa participation à une gestion gouvernementale qui s'est traduite par l'appauvrissement de la grande majorité de la population et l'enrichissement d'une petite minorité d'affairistes pillant, avec la complicité des gouvernants, les richesses du pays. Avec un score de 5 %, contre 13,2 % en 1999, l'ANAP est aussi éliminé du Parlement.

Le vainqueur incontesté du scrutin du 4 novembre est le Parti de la justice et du développement (AKP) de l'ancien maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, qui obtient 34,3 % des suffrages. Le système électoral turc, conçu pour marginaliser les partis indésirables selon l'armée (kurdes, musulmans, extrême-gauche) et amplifier la représentation des partis nationalistes turcs agréés, se retourne cette fois-ci contre ses auteurs, en permettant à l'AKP, issu de la mouvance islamiste, de disposer d'une large majorité de sièges (363 sur 550) au Parlement. Ce parti, qui se veut conservateur et pro-européen, va donc gouverner le pays. Il aura, entre temps, réussi à marginaliser la formation rivale plus traditionaliste, le Parti du bonheur (SP), fondé par les fidèles de l'ancien Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, qui obtient tout juste 2,2 % des voix. Au total, les deux partis issus de l'ancien parti

Refah, avec un score total de 36,8 %, auront, en 3 ans, presque doublé les voix de la mouvance islamiste. Celle-ci a puisé l'essentiel de ses voix supplémentaires chez les électeurs traditionnels d'ANAP et du Parti de la juste voie (DYP) de Tansu Çiller. Ce dernier parti, bien que dans l'opposition depuis plus de 3 ans n'a pas réussi, avec 9,5 % des suffrages, à franchir la barre des 10 % et restera donc absent du Parlement. Son électorat semble conserver encore un fort mauvais souvenir de la gestion du gouvernement Çiller.

Enfin le Parti de la nouvelle Turquie, créé récemment par l'ex-ministre des Affaires Etrangères, Ismail Cem, avec 1,4 % des voix, semble condamné à disparaître de la scène politique. Le Jeune Parti (GP) animé par le magnat des médias, Cem Uzan, jouant les Berlusconi turcs, offrant à tour de bras des concerts et des banquets gratuits pour séduire l'électorat n'a pu, malgré le soutien massif de ses chaînes de télévision, franchir la barre fatidique des 10 %. Son score de 7,5 % l'autorise cependant à persévérer et à se préparer pour des échéances futures.

Dans le Kurdistan, la compétition électorale a opposé l'AKP au parti pro-kurde DEHAP. Celui-ci est arrivé premier dans les provinces d'Agri, de Bitlis, de Diyarbakir, de Hakkari, de Mardin, de Mus, de Kars, de Siirt, de Dersim, de Van, de Batman, de Sirnak, d'Igdir.

De son côté, l'AKP l'a emporté à Adiyaman, Ardahan, Bingöl, Elazig, Erzincan, Erzurum, Antep, Maras, Kilis, Malatya. Le DEHAP qui a, dans l'ensemble de la Turquie, obtenu 1 953 627 voix, soit 6,2 % des suffrages exprimés, ne franchissant pas la barre des 10 %, n'aura pas de députés, tandis que l'AKP obtient 73 sièges dans les provinces kurdes où le CHP, malgré son faible score, aura 24 élus.

En raison d'un système électoral particulièrement injuste, près de la moitié de l'électorat (45 %) ne sera donc pas représenté dans le Parlement d'Ankara. Un système plus équitable aurait donné la configuration suivante au Parlement (seuil 5 %) : AKP : 266 sièges ; CHP : 117 ; DEHAP : 51 sièges ; DYP : 43 sièges ; MHP : 33 sièges ; GP : 28 sièges ; ANAP : 8 sièges ; INDÉPENDANTS : 4 sièges

NEW-YORK : LA RÉOLUTION 1441 SUR LE DÉSARMEMENT DE L'IRAK, ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ À L'ONU

Un résolution anglo-américaine sur le désarmement de l'Irak a été adoptée en quelques minutes, le 8 novembre, à l'unanimité, par les 15 membres du Conseil de sécurité de l'Organisation des nations unies (ONU), réunis en session

publique. Cette résolution, 1441, durcit le régime d'inspection de l'arsenal irakien tout en offrant une « dernière chance » à Bagdad avant une éventuelle intervention militaire.

Le texte, qui a été négocié, mot à mot, par les 5 membres

permanents du Conseil de sécurité, rappelle que l'Irak a été plusieurs fois mis en garde contre les « *sérieuses conséquences* » auxquelles il s'exposerait s'il continuait à faire obstacle au travail des inspecteurs en désarmement. Ce texte prévoit que la Commission de contrôle de vérification et d'inspection de l'ONU (Cocovinu) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) commencent leurs inspections d'ici 45 jours, c'est-à-dire d'ici le 23 décembre.

La résolution déplore que « *l'Irak n'ait pas fourni d'état définitif, exhaustif et complet, comme il est exigé dans la résolution 687 (1991), de tous les aspects de ses programmes de mise au point d'armes de destruction massive et de missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 kilomètres et de tous les stocks d'armes de ce type, des composantes, emplacements et installations de production ainsi que de tout autre programme nucléaire, y compris ceux dont il affirme qu'ils visent des fins non associées à des matériaux pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires* ». De même, elle déplore que « *le gouvernement irakien ait manqué à ses engagements en vertu de la résolution 687 (1991) pour ce qui est de mettre fin à la répression de sa population civile et d'autoriser l'accès des organisations humanitaires internationales à toutes les personnes ayant besoin d'aide en Irak, en vertu des résolutions 686 (1991), 687 (1991) et 1284 (1999) pour ce qui est du rapatriement et de l'identification des nationaux du Koweït et d'Etats tiers détenus illégalement par l'Irak,*

ou la restitution de biens koweïtiens saisis illégalement par l'Irak ».

La résolution rappelle que le cessez-le-feu de février 1991 mettant fin à la guerre du Golfe reposait « *sur l'acceptation par l'Irak* » de la résolution 687 lui demandant d'éliminer ses armes de destruction massive sous l'égide de l'ONU et ainsi « *décide que l'Irak est et demeure en violation patente des obligations* » qui lui incombent. La résolution souligne que l'Irak devrait permettre aux inspecteurs « *d'avoir accès immédiatement, sans entraves, inconditionnellement et sans restriction à la totalité des zones, installations, équipements, relevés et moyens de transport qu'elles souhaitent inspecter, y compris sous terre, et d'avoir accès à tous les fonctionnaires et autres personnes que la Commission ou l'AIEA souhaitent entendre, selon des modalités ou dans des emplacements que choisiront la Commission ou l'AIEA, dans l'exercice de leurs mandats respectifs sous tous leurs aspects, décide, en outre, que la Commission et l'AIEA pourront à leur gré mener des entretiens dans le pays ou à l'extérieur, qu'elles pourront faciliter le voyage à l'étranger des personnes interrogées et des membres de leur famille et que, lorsque la Commission et l'AIEA le jugeront bon, ces entretiens pourront se dérouler sans la présence d'observateurs du gouvernement irakien* » et que les inspecteurs « *auront le droit d'entrer en Irak et d'en sortir sans restriction, le droit de se déplacer librement, sans restriction (...) et le droit d'inspecter tout site et bâtiment, y compris (...)*

présidentiel (...) malgré les dispositions de la résolution 1154 » (de 1998 - ndlr: plus favorable à l'Irak pour ces sites).

La résolution précise que « *la Commission et l'AIEA auront le droit, afin de bloquer un site à inspecter, de déclarer des zones d'exclusion, zones voisines et couloirs de transit compris, dans lesquels l'Irak interrompra les mouvements terrestres et aériens de façon que rien ne soit changé dans un site inspecté ou enlevé de ce site* ».

Par ailleurs, le Conseil de sécurité décide que « *la présentation d'informations fausses ou l'existence d'omissions dans les déclarations soumises par l'Irak en application de la présente résolution et le fait de ne pas se conformer à tout moment à la présente résolution et de ne pas coopérer pleinement à son application constitueront une nouvelle violation patente des obligations de l'Irak et seront signalés au Conseil aux fins d'évaluation* ».

Bagdad a, par ailleurs, 30 jours pour faire une déclaration complète et exacte de ses programmes de développement d'armements biologiques, chimiques et nucléaires ainsi que de son programme de missiles balistiques. La France et la Russie ont également obtenu des Etats-Unis que la résolution prévienne explicitement, en cas de violation, que le Conseil de sécurité se réunira immédiatement pour discuter de la conduite à tenir.

ANKARA : ABDULLAH GUL NOMMÉ PREMIER MINISTRE

ABDULLAH Gul, vice-président du Parti de la justice et du développement (AK), a été nommé le 16 novembre Premier ministre à la place du chef de ce parti, Recep Tayyip Erdogan, qui ne pouvait prétendre au poste en raison de son inéligibilité parlementaire. M. Gul, qui a immédiatement promis des réformes pour relancer l'économie et promouvoir les normes démocratiques du pays, a été nommé par le président Ahmet Necdet Sezer, mais choisi par le charismatique Erdogan, qui conserve son poste de dirigeant du parti AK. M. Erdogan a d'ailleurs quasiment volé la vedette à M. Gul, en convoquant une conférence de presse sur les objectifs politiques du parti, une heure avant la nomination de ce dernier, dont l'arrivée à la présidence en a presque été occultée sur les chaînes de télévision. « *Nous introduirons des mesures pour combattre la torture, et les droits et libertés de base seront élevés aux normes internationales dans le cadre du processus pour rejoindre l'UE* », a notamment affirmé M. Erdogan, qui quittait le pays peu après, pour une courte visite à la communauté chypriote-turque de Chypre du nord. « *Tous les obstacles à l'éducation seront levés* », a encore affirmé M. Erdogan, évoquant le problème du foulard islamique dont le port est interdit dans les universités et les administrations publiques, en raison de son association avec l'islam politique.

M. Gul, 52 ans, un économiste au

langage pro-occidental, a affirmé être prêt à relever les défis auxquels le pays est confronté, et notamment ceux de l'économie, cause première de la défaite de la coalition sortante, dirigée par le Premier ministre, Bulent Ecevit.

Le 58ème gouvernement de la Turquie a été formé le 18 novembre. Avec trois vice-Premier ministres, le gouvernement comprend 24 noms dont une femme. Ainsi, Abdullatif Sener, Mehmet Ali

Sahin, Ertugrul Yalçınbayir, sont nommés vice-Premiers ministres, Yasar Yakis, ministre des Affaires Etrangères, de même que Vecdi Gonul, ministre de la Défense, Abdulkadir Aksu, ministre de l'Intérieur, Huseyin Çelik, ministre de la Culture, et Cemil Çiçek, ministre de la Justice. Deux anciens ministres de la précédente législature, Erkan Mumcu, ministre de l'Education Nationale, Murat Basesgioglu, ancien ministre de l'Intérieur, devenu ministre du Travail, siègent également au gouvernement, Güldat Aksit, ministre du Tourisme, est la seule femme.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING DÉCLARE QUE L'ENTRÉE DE LA TURQUIE DANS L'UNION EUROPÉENNE REPRÉSENTERAIT « LA FIN DE L'UE »

VALÉRY Giscard d'Estaing, président de la Convention européenne chargée de préparer une Constitution pour l'Europe élargie a jeté un gros pavé dans la mare au cours d'un entretien accordé au *Monde* daté du 8 novembre, au moment où les 105 conventionnels achevaient à Bruxelles une session plénière consacrée notamment à l'Europe sociale. « *La Turquie est un pays proche de l'Europe, un pays important, qui a une véritable élite mais ce n'est pas un pays européen* », a-t-il déclaré dans un entretien accordé le 7 novembre à 4 journalistes, dont ceux du *Monde*. « *Sa capitale n'est pas en Europe, elle a 95 % de sa population hors d'Europe* ». Son adhésion représenterait « *la fin de l'Union européenne* », puisqu'on ne

pourrait plus dire « *non* » aux nombreux autres pays qui, comme le Maroc, caressent l'idée d'une adhésion.

Les réactions à ces déclarations n'ont pas tardé, même si le sujet n'a pas été évoqué au sein de la Convention. Les représentants du Parlement turc n'ont pas caché leur colère d'être ainsi traités par « *leur* » président comme des membres de seconde zone qui n'ont pas voix au chapitre. « *Il est l'équivalent des intégristes musulmans* », a déclaré Ali Tekin, un parlementaire du Parti de la mère patrie (ANAP) qui représentait son pays à la Convention. « *C'est un intégriste chrétien. Il pense que l'Union est un club chrétien* ». Le vice-président de la Convention, le Belge Jean-Luc Dehaene, a implicitement

critiqué cette contribution, dont il se dit certain qu'elle a été « émise à titre personnel », alors qu'à aucun moment Valéry Giscard d'Estaing ne le précise.

Valéry Giscard d'Estaing prend en effet à contre-pied la position

officielle de l'UE, qui a déclaré en décembre 1999, au sommet d'Helsinki, que la Turquie « est un pays candidat qui a vocation à rejoindre l'Union européenne sur la base des mêmes critères que ceux qui s'appliquent aux autres candidats ».

Les détenus sont souvent privés d'avocats et des cas de torture perdurent.

L'état d'urgence donnait des pouvoirs accrus aux autorités civiles et militaires, leur permettant notamment de limiter la liberté de la presse et les droits civils. Les affrontements dans le Kurdistan ont donné lieu à de nombreuses violations des droits de l'Homme à l'encontre des autorités. Pour les milieux d'affaires, la fin de cette situation « anormale » devrait augmenter les investissements dans la région la plus défavorisée du pays, depuis l'ouest industrialisé de la Turquie.

Par ailleurs, la presse kurde rapporte que quelques 400 villageois du district d'Andaç, province de Sirnak, ont, le 6 décembre, quitté leur village pour la frontière kurde d'Irak, après avoir été humiliés et menacés par le commandant de la gendarmerie qui ne semble pas se soucier du retour du régime ordinaire dans la région. Les villageois ont menacé de demander l'asile au Kurdistan d'Irak si les exactions ne cessaient pas.

L'ÉTAT D'URGENCE OFFICIELLEMENT LEVÉ DANS LES DEUX DERNIÈRES PROVINCES KURDES DE DIYARBAKIR ET DE SIRNAK

L'état d'urgence imposé depuis 15 ans au Kurdistan de Turquie en proie à la répression des forces armées a pris fin officiellement le 30 novembre, conformément à une décision votée en juin 2002 par le Parlement et saluée en son temps par l'Union européenne. L'Union européenne réclame de profondes réformes politiques et une amélioration de la situation des droits de l'Homme en Turquie, comme préalables à l'ouverture de négociations d'adhésion souhaitées par Ankara. « Une période nouvelle, normale, a commencé pour la région », a déclaré le ministre de l'Intérieur, Abdulkadir Aksu, à Diyarbakir.

kurdes, depuis cette date. Les combats se sont fortement atténués depuis la capture, en 1999, du chef du PKK Abdullah Öcalan, qui a ordonné à ses hommes de transposer leur lutte sur le terrain politique et culturel.

Les habitants kurdes de Diyarbakir ont salué cette levée de l'état d'urgence comme une première étape, espérant qu'elle permettra d'apporter la paix et d'améliorer la situation économique. Selon un rapport du Conseil de l'Europe de juillet 2002, la police à Diyarbakir reste largement en retard par rapport au reste du pays en matière de respect des droits de l'Homme.

AINSI QUE...

Les mouvements de défense des droits de l'Homme critiquaient depuis longtemps cet état d'urgence octroyant de larges pouvoirs en matière d'arrestation et de détention aux forces de sécurité. Il avait été imposé en 1987, 3 ans après le début du lancement par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de la lutte armée, qui a fait plus de 30.000 morts, pour la plupart

• **MASSOUD BARZANI REÇU PAR BASHAR AL-ASSAD À DAMAS:** Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) s'est rendu le 16 novembre à Damas sur invitation du gouvernement syrien. Après des entretiens avec Abdal-Halim Khaddam, vice-

président syrien, Abdallah Al-Ahmar, secrétaire adjoint du parti Baas, et des officiels européens et américains à Damas, Massoud Barzani a été, le 20 novembre, reçu par le président syrien Bashar Al-Assad.

Selon le quotidien kurde *Brayati* daté du 21 novembre, les discussions ont porté sur la situation en Irak et le Kurdistan irakien. Massoud Barzani s'est ensuite envolé pour Paris pour participer à la conférence internationale sur l'avenir des Kurdes en Irak, organisée, le 29 novembre, par l'Institut kurde de Paris.

• **LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME DÉCLARE IRRECEVABLE L'APPEL DE LA TURQUIE CONDAMNÉE DANS L'AFFAIRE DES DÉPUTÉS DU DEP.** La Grande chambre de la Cour européenne des droits de l'Homme a, le 6 novembre, déclaré irrecevable l'appel formé par la Turquie contre la décision de la Cour européenne condamnant, le 11 juin 2002, Ankara dans l'affaire des 13 députés kurdes du parti de la Démocratie (DEP). La Cour européenne des droits de l'Homme avait condamné la Turquie pour avoir « violé le droit à des élections législatives libres en prononçant la déchéance de 13 députés kurdes » et avait fixé le montant de la compensation à 50 000 euros pour chaque député. La Turquie devrait également régler 19 500 euros pour frais et dépens.

• **VISITE À WASHINGTON DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES TURQUES.** Le chef d'état-major turc, Hilmi Ozkok, s'est, le 4 novembre, rendu aux Etats-Unis sur invitation des autorités américaines pour rencontrer le secrétaire d'Etat, Colin Powell, ainsi que Donald Rumsfeld,

secrétaire d'Etat à la Défense, son adjoint, Paul Wolfowitz et Mme Condolezza Rice, conseiller à la Sécurité Nationale du président américain. Le véritable patron de la Turquie, le général Özkök a négocié avec Washington les conditions de la collaboration de la Turquie à une éventuelle intervention militaire américaine contre l'Irak, sans éprouver le besoin d'attendre la formation du nouveau gouvernement issu des urnes afin de tenir éventuellement compte de ses orientations. Les résultats des entretiens du général Ozkok n'ont pas été communiqués.

• **TROIS NOUVELLES VICTIMES DE LA GRÈVE DE LA FAIM LANCÉE DANS LES PRISONS TURQUES.** Deux détenus en grève de la faim sont décédés le 30 novembre et le 1er décembre, portant à 60, au moins, le nombre de prisonniers morts d'inanition depuis le lancement fin 2000 de la campagne de protestation contre une réforme des conditions pénitentiaires. Un autre détenu, Serkan Karabulut, 32 ans, s'était éteint le 8 novembre dans un hôpital d'Ankara après un jeûne de 400 jours, ne consommant que des vitamines et de l'eau sucrée.

La réforme pénitentiaire prévoit le transfert des prisonniers dans des établissements plus modernes dotés de cellules individuelles. Ses adversaires estiment qu'elle exposera les détenus à des brutalités policières. Le gouvernement turc affirme que les nouvelles prisons répondent aux normes européennes et les juge

nécessaires pour briser l'emprise des bandes criminelles et des mouvements d'activistes politiques sur les grands quartiers de prison.

Alors que la plupart des grévistes de la faim, qui sont issus de groupes de gauche, ont mis fin à leur mouvement, une vingtaine continuent d'observer des jeûnes, d'après les estimations des mouvements de défense des droits de l'homme. Ils prolongent leur vie de plusieurs centaines de jours en buvant de l'eau salée ou sucrée et en absorbant des vitamines.

• **AFFRONTLEMENTS ENTRE LE PKK ET DES SOLDATS TURCS AU KURDISTAN D'IRAK.** 3 Turcs ont été tués et 2 autres blessés dans une embuscade tendue fin novembre dans le Kurdistan irakien par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kadek), a rapporté le 2 décembre le journal kurde indépendant *Jamawar*. Selon le journal, publié à Erbil (Kurdistan), les 5 personnes se trouvaient au moment de l'attaque à bord d'un véhicule des services de sécurité turcs près de Sarsang, dans la province kurde de Dohuk, non loin de la frontière avec la Turquie, où sont déployées des unités militaires turques. « Trois occupants de la voiture ont été tués et deux autres grièvement blessés dans l'embuscade tendue fin novembre près de Sarsang par des hommes armés du Kadek », a indiqué le journal. La région de Sarsang est située à plus de 100 km de la frontière irako-turque.

• **LA PRESSE KURDE DÉNONCE L'INGÉRENCE TURQUE DANS LES AFFAIRES DU KURDISTAN IRAKIEN.** Selon le quotidien kurde *Hawlati* daté du 11 novembre, un officier turc des forces de contrôle de la paix (PMF), déployées dans la région kurde depuis 1997, a été nommé au poste de responsable de la branche de Koy-Sinjaq du Front turcoman d'Irak. « *Walid Ali, d'origine turque, doit remplacer Muwaffaq Muhammad, un Turcoman irakien* » écrit le journal.

Le PMF a été établi et déployé au Kurdistan irakien en avril 1997 à la suite de l'accord d'Ankara, soutenus par les Etats-Unis entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), pour contrôler le cessez-le-feu décrété entre les deux formations. Cette force, fondée par l'administration Clinton, est essentiellement composée de Turcomans irakiens, mais commandée par les officiers d'Etat turc. Les membres turcomans du PMF appartiennent au Front turcoman irakien, une organisation de coalition directement soutenue aussi bien politiquement que financièrement par la Turquie.

Selon *Hawlati*, cette nomination constitue « *une ingérence directe dans les affaires du Kurdistan [irakien] et démontre sans ambages le soutien de la Turquie au Front turcoman* ».

Par ailleurs, 5 partis politiques turcomans ont, au cours d'une conférence de presse à Erbil, le 5 novembre, annoncé

l'établissement d'une Association nationale turcomane, une nouvelle formation de coalition turcomane. Ces 5 partis ne partagent pas la ligne politique du Front turcoman irakien, fondé en 1994, qui ne reconnaît pas l'administration régionale du Kurdistan irakien.

La nouvelle organisation turcomane, regroupe l'association culturelle turcomane, le Parti de la fraternité turcomane d'Irak, le Parti de la libération nationale turcomane, le Parti de l'union turcomane irakienne et le Parti démocratique turcoman du Kurdistan. La nouvelle coalition se donne comme objectif de promouvoir les droits culturels, politiques et à l'éducation de la minorité turcomane du Kurdistan irakien.

Les Turcomans se sont progressivement établis au nord de l'Irak au 16^{ème} siècle, le long des routes militaires et commerciales reliant Constantinople à Bagdad. Faute de statistiques fiables, le nombre de Turcomans en Irak est estimé entre 300 000 et 350 000 personnes. Aujourd'hui, la grande majorité d'entre eux vivent dans la région sous contrôle irakien, où, comme les Kurdes, ils font objet de déplacements par les autorités irakiennes.

• **DÉFECTIONS ET MISÈRE DANS L'ARMÉE IRAKIENNE.** Selon le numéro de novembre de *Tariq Al-Sha'b* (La voie du peuple), publication du Parti communiste irakien, les unités

militaires du 5^{ème} corps d'armée irakienne, déployé le long de la frontière délimitant la région sous administration kurde et le reste de l'Irak, souffrent de plus en plus de l'affaiblissement de leur moral et vivent dans une situation misérable, alors que la corruption est largement répandue parmi les officiers.

« *Une bonne partie des soldats se rassemble à Mossoul devant l'entrée des mosquées et des commerces chaque vendredi, mendiant de l'argent pour pouvoir manger correctement ou payer le voyage à destination de leurs gouvernorats, particulièrement depuis que la majorité des soldats sont originaires des gouvernorats du sud* » souligne le journal.

Il précise que la situation concerne particulièrement le 1^{er} régiment de la brigade 606, bataillon 16, déployé dans le secteur de Shekhan. « *Actuellement la présence réelle des quatre compagnies de ce régiment n'excède pas 150 soldats, alors qu'ils devraient être entre 400 et 500...* »

Le journal souligne que l'officier de sécurité interdit aux soldats d'écouter la radio. « *Ceux qui possèdent une radio risquent d'être emprisonnés pour un mois et voient leur radio confisquée* » ajoute-il.

La corruption et la misère sévissent largement dans l'armée régulière irakienne, alors que les forces paramilitaires irakiennes, telles que les Fedayis de Saddam et autres forces militaires comme les gardes républicaines et les gardes républicaines spéciales, reçoivent un traitement tout autre.

Turkey's Kurds hope new MPs keep old promises

LONG-DELAYED REFORMS HAVE YET TO APPEAR

Language, schooling among key issues for sector of population ignored by Ankara

Mahmut Bozarslan
Agence France Presse

DIYARBAKIR, Turkey: Turkish Kurds are hoping the new government elected in Sunday's key vote will finally implement reforms granting them long-denied rights such as Kurdish language teaching in schools.

The reforms, a key requirement for the country's coveted eventual entry into the European Union, were adopted in August by the outgoing Parliament but have failed to materialize.

"Certain laws were adopted by the Parliament but nothing has been done to put them into operation," said former Kurdish militant Abdulmelik Firat.

He is standing as an independent candidate in Sunday's vote triggered by outgoing Prime

Minister Bulent Ecevit's poor health and divisions within his ruling coalition over the scope of the EU reforms.

Firat, a former deputy, is the chairman of the pro-Kurdish party for rights and liberties which is not running as it does not have national representation - a requirement under electoral laws. He hailed the adopted reforms which will also allow Kurdish-language radio and television broadcasts.

"It is progress to recognize the identity, existence and language of a disowned people," he said.

But he stressed the need for EU pressure to ensure they do not just lay dormant on paper, adding Turkey will be forced to fulfil all the criteria set for European Union for membership.

So far the EU has frustrated Turkey's call to join the bloc, hailing reforms undertaken so far but refusing to even set a date for the start of accession talks.

The elections in Europe's largest Muslim-populated country will be closely watched by the

EU, which is insistent that Ankara boost its rights record.

Turkey has never forgiven the Kurds for their support of a 15-year bloody rebellion to establish a Kurdish homeland in the southeast. The armed rebellion by the Kurdistan Workers Party (PKK) ended only after years of bloody clashes, during which hundreds of thousands of Kurds were displaced from their villages, with many still in ruins.

Firat embodies the Kurds' long struggle since the foundation of modern Turkey. He is the grandson of the Sheikh Sait, hanged when Turkish authorities quashed the first Kurdish rebellion in 1925.

"If Turkey keeps its promises undertaken as part of its bid to join the EU, that will clear the way toward resolving the Kurdish question," said Kurdish economist Fehmi Demir.

But he remains sceptical and has accused authorities of trying to "cheat" the Turkish public and Europe by adopting reforms without implementing them.

"To tell Kurds to learn their

own language through private lessons mocks them and the countries of the EU," he said.

Under the reforms, Kurdish-language courses would be available only in private institutions, and so far only one private school in Istanbul has organized lessons.

Debate also rages over whether state radio and television should broadcast programs in Kurdish or if they should be aired on private channels.

Only one pro-Kurd party, the HADEP, is taking part in Sunday's polls, but it is unlikely to garner the 10 percent of the vote that is required to enter Parliament.

The US-based group Human Rights Watch on Wednesday sharply criticized Ankara for failing to help displaced Kurds return home.

According to official statistics, some 380,000 people were expelled from their villages during the rebellion, but other figures from nongovernmental organizations put the number as high as 1 million.



HADEP supporters flash the victory sign during a campaign rally in Ankara

HALABJA



Sortie de classe à Halabja, en 2002. L'emprise de l'islam est de plus en plus forte.

VILLE MARTYRE

En 1988, Saddam Hussein fit bombardier de gaz mortels cette petite ville du Kurdistan. Quatorze ans plus tard, on y souffre toujours



AVEC son bazar, ses mécaniciens, ses ferblantiers, ses restaurants où l'on sert du kebab sur fond de musique orientale, la petite ville de Halabja, adossée aux hautes montagnes qui forment la frontière avec l'Irak au sud-est du Kurdistan d'Irak, ressemble à n'importe quel gros bourg ordinaire de la région. Les femmes y sont peut-être un peu plus voilées qu'ailleurs, l'étranger peut-être un peu moins bien accueilli. Mais il y règne un étrange parfum de tristesse, un relent de fatalisme, une atmosphère de défiance qui tranche avec l'insouciance et la joie de mise dans les autres villes de la région kurde d'Irak

devenue de facto autonome, dans la foulée de l'après-guerre du Golfe, en 1991. « Même Dieu nous a oubliés ! », ose un habitant de Halabja.

Car la population de cette petite ville (35 000 habitants) est restée marquée par le gazage chimique ordonné au printemps 1988 par Saddam Hussein, au cours duquel 5 000 personnes, des civils pour la plupart, sont mortes dans d'atroces souffrances. Des 12 000 blessés alors recensés, on n'a jamais su combien ont péri. La ville était alors située sur la ligne de front de la « première guerre du Golfe », celle qui a opposé pendant huit ans l'Irak laïque à la République islamique d'Irak. A l'orée du bourg, les stigmates des combats sont encore là : maisons rasées par l'armée irakienne, échoppes aux murs en ruine noir-

cis. Un peu plus loin, un monument a été érigé à la mémoire des victimes du bombardement chimique : la statue d'un homme qui fait rempart de son corps pour protéger son enfant.

Quatorze ans ont passé, mais le souvenir de cette journée du 16 mars 1988 est resté intact. Dans son bureau de l'hôpital de Halabja, le docteur Bakhtiar Faiq raconte : « J'avais quinze ans. Notre maison avait été détruite, et mes parents s'étaient réfugiés en Iran avec le reste de mes frères et sœurs. Moi, j'étais resté chez ma tante à Halabja pour ne pas perturber ma scolarité, car j'étais bon élève. Quelques jours avant le 16 mars, les peshmergas [combattants] de l'UPK [Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, l'une des deux principales formations kurdes] et les pasdarans [« gardiens de la révolution » iranienne] avaient pris la ville après en avoir chassé l'armée irakienne. Nous avons de la famille chez les combattants ; ils nous ont conseillé de fuir sans attendre les représailles de Bagdad. Nous avons donc pris le chemin de Bawa Kochak, un village sur une colline proche de Halabja. De là, j'ai tout vu. »

La mâchoire du jeune homme se crispe, ses yeux clairs s'assombrissent, il poursuit : « Toute la matinée, les bombardiers irakiens ont pilonné la ville sans relâche, les gens étaient dans des abris. Aux environs de 14 heures, les avions sont revenus, mais, cette fois-ci, les bombes larguées, des sortes de bidons, ne faisaient aucun bruit. C'était étrange. Aussi étrange que l'odeur qui s'est dégagée ce jour-là et les jours suivants : une odeur de pomme et d'ail pourris. De loin, j'ai vu des animaux qui gisaient à terre. Puis des gens qui sortaient des abris. Ils marchaient puis tombaient, comme tombent les feuilles des arbres en automne. Plus tard, profitant d'une accalmie, la population a cherché à fuir vers les villages avoisinants, mais, à 20 heures, les avions sont revenus, ils ont à nouveau largué des substances chimiques aux alentours, sur les fuyards. Nous, nous étions dans notre abri au village sur la colline, nous avons mis des mouchoirs sur nos visages et nous avons attendu la mort. »

Son collègue, le docteur Zaniar, dentiste à l'hôpital, n'a rien oublié non plus : « Après la prise de la ville par les pasdarans, les gens s'attendaient à des représailles de la part de l'armée irakienne. Nombre d'entre eux ont tenté de fuir, mais les routes, celle qui menait à Souleimaniya au nord-ouest, tout comme celle qui va vers l'Irak à l'est, avaient été coupées par les peshmergas pour empêcher l'exode. Puis les Irakiens ont bombardé avec des substances chimiques [un mélange de gaz sarin, de tabun et de VX] et pas seulement Halabja, et pas seulement le 16, mais les trois jours qui suivirent. Le village d'Anab, par exemple, n'était que cadavres, les voitures ne pouvaient plus circuler, à moins de rouler dessus. Certains corps étaient noirs, comme calcinés. Les gens criaient, respiraient du gaz, leurs yeux étaient rouges, exorbités, ils perdaient la vue, les corps se vidaient, les enfants vomissaient. Certains étaient pris de crises de fou rire. » Diffusées par des correspondants de guerre iraniens, les images des rues de Halabja, jonchées par les corps sans vie de

femmes tenant leurs nourrissons contre leur sein ou par ceux de familles entières, pétrifiées sur place alors qu'elles tentaient de fuir l'horreur, ont, à l'époque, marqué les opinions publiques occidentales. Elles ont, en revanche, moins ému les gouvernements et les organisations internationales, qui se contentèrent de vagues condamnations de principe. « Les nationalités sont difficiles à déterminer tant pour les armes que pour leurs utilisateurs », déclarait le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, un mois après le bombardement. Réunie à Genève en août 1988, la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies estima - par 11 voix contre 8 - qu'il n'y avait pas lieu de condamner l'Irak. Hormis le bombardement de Halabja, le plus dévastateur, l'arme chimique avait pourtant été utilisée contre d'autres villages kurdes, ainsi que contre l'armée iranienne lors des combats de 1988 dans la péninsule de Fao, au sud.

« Je ne te raconterai pas mon histoire, elle est trop triste, elle te ferait pleurer »

SUHEIBA AMA SAID, 53 ANS

En pleine guerre Iran-Irak, Saddam Hussein est alors perçu comme un rempart de laïcité contre la république des ayatollahs. Il est avant tout l'allié des puissances occidentales et arabes qui lui fournissent armes et crédits contre l'Iran islamique. Un officier du renseignement militaire américain, le colonel Walter Lang, cité dans le *New York Times* du 18 août, confiait que le souci majeur de son service à l'époque était de « faire en sorte que l'Irak ne perde pas ». La France vend à Bagdad

Mirage et hélicoptères. L'Allemagne et la Grande-Bretagne fournissent d'autres technologies. Des experts allemands allongent la portée des missiles Scud de fabrication soviétique pour qu'ils puissent atteindre des villes iraniennes. Enfin, comme le rappelle opportunément Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, « en septembre 1988, George Bush père fit bloquer une résolution du Congrès américain qui prévoyait des sanctions contre l'Irak. Un peu plus tard, un crédit de 1 milliard de dollars fut accordé à ce pays. »

Assise sur un vieux sommier à ressorts, dans la cour de sa petite mesure de parpaings, au centre de Halabja, Suheiba Ama Said, 53 ans, n'est que reproches. Une fois servi le traditionnel verre d'eau fraîche, cette grande paysanne au visage de madone plante son regard d'aveugle sur ses visiteurs impromptus : « Je ne te raconterai pas mon histoire, elle est trop triste, elle te ferait pleurer. » Le jour du bombardement chimique, Suheiba, la veuve, a perdu quatre de ses sept enfants. Pudiquement, elle égrène les prénoms et les âges des « petits ». Elle n'en dira pas plus. « Il m'en reste trois, mais je n'ai plus de joie, regarde mes yeux. » Elle triture nerveusement les extrémités de son foulard de coton blanc, interroge : « Qu'es-tu venue faire ici ? Nous

soigner ? » Un silence, puis une invitation à prendre place à côté d'elle : « En quatorze ans, je n'ai rien reçu, aucune aide, rien, de personne, pourtant, j'en ai vu défilier, à qui j'ai raconté mon histoire. Personne n'est venu à mon secours, ni les islamistes ni les autres. Et vous, les pays riches, pourquoi n'avez-vous rien fait ? Pourquoi je ne peux pas me faire opérer à l'étranger ? Ne serait-ce que d'un seul œil... Mais qui se soucie de nous ? Seuls les Iraniens nous ont aidés. C'est dans leurs hôpitaux que nous avons été soignés, ce sont eux qui nous ont aidés à ensevelir nos morts, c'est en Iran que nous avons été hébergés avant de pouvoir rentrer. »

Son voisin, le vieux Hadji Muhammad, 77 ans, rappelle lui aussi que « les Iraniens ont beaucoup fait. Moi, je n'étais pas très atteint, mais ma femme oui. Elle a séjourné quelques mois à l'hôpital à Ispahan. Puis nous sommes restés en Iran des mois dans un camp de réfugiés ». Sa femme, Fouazia, 70 ans, souffre des yeux et d'une insuffi-

Nous pourrions les opérer nous-mêmes, mais il faudrait un petit coup de pouce de l'extérieur car, à Halabja, il n'y a aucune ressource. Ici, les trois quarts de la population sont au chômage », explique le docteur Bakhtiar.

Les gens de Halabja restèrent en Iran jusqu'en 1991. A la fin de la guerre, en août 1988, la ville était devenue une place forte de l'armée irakienne. Le retour ne fut possible qu'en 1991, lors du « soulèvement anti-Saddam ». Mais très vite, la région tout entière passa aux mains du mouvement islamique du Kurdistan, une nébuleuse de groupuscules d'obédience salafiste (un courant rigoriste de l'islam) qui exercèrent leur pouvoir jusqu'à l'automne 2001.

Aujourd'hui, l'UPK, parti kurde qui gère la zone sud-est du Kurdistan, a repris le contrôle de la localité. Pourtant, dans des vallées encaissées à la frontière iranienne, à 12 kilomètres de Halabja, des irréductibles, ceux d'Ansar-al-Islam (Partisans de l'islam), font régner sur quelques villages un ordre à la manière des talibans. Ils ont perpétré ces dernières années de nombreux attentats, dont l'assassinat en 2001 de François Hariri, un cadre du parti de Massoud Barzani, et sont à l'origine, en juillet de cette année, de l'explosion d'une bombe dans un restaurant, à Erbil (capitale administrative, au nord-ouest), qui a fait un mort, un enfant de huit ans.

LES plus « modérés » des islamistes, ceux qui sont disposés à coopérer avec l'UPK, ont été intégrés dans les structures de l'administration locale, se voyant attribuer des subventions et des postes pour leurs cadres. En plein centre-ville, non loin du bazar, « le groupe d'Osman Abdul Aziz », qui se décrit comme « salafiste et pacifiste », possède ainsi son propre camp, avec son drapeau et une milice en armes. Le groupe a également sa propre chaîne de télévision qui diffuse, entre autres, « des émissions de dogme religieux » plusieurs heures par jour. Plus loin, au cœur de la ville, se dressent deux imposantes mosquées neuves, construites « grâce à des fonds privés venus du Qatar », indique Warzer Salim, le responsable de la chaîne.

« Le fait que la région, toutes ces années durant, ait été tenue par des islamistes n'a certainement pas incité les donateurs. C'est un cercle vicieux, nous sommes coupés du monde et le monde se coupe de nous », confie Akram, un jeune infirmier de l'hôpital. Selon lui, il y a quelques années, une collaboratrice de l'ONG Qandyl a été la cible d'un tireur alors qu'elle circulait en voiture, tête nue sans foulard. « Elle n'a pas été touchée mais, depuis, personne n'est revenu. »

« Qui, d'ailleurs, pourrait bien venir dans cette région oubliée du monde ? Les Américains ? Il est un peu tard et puis, pouvons-nous vraiment compter sur eux ? Renverser Saddam Hussein, je suis pour, mais de quoi sera fait l'après ? », s'inquiète-t-il. Et de soupirer, dans un accès de fatalisme : « De toutes façons, rien n'a jamais brillé ici. Cela fait trop longtemps que nous sommes plongés dans les ténèbres. »



Hadji Muhammad et sa femme Fouazia.

Marie Jégo

Les paradoxes d'une conversion à l'Europe

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

La récente conversion du Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste modéré), en faveur de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne n'a pas fini de susciter des interrogations. Sincère ou non, voici maintenant plus d'un an que son chef, Recep Tayyip Erdogan, assure vouloir ancrer le pays dans le giron européen. Il y a quelques jours encore, lors d'une rencontre avec les ambassadeurs des pays membres, à Ankara, il a réaffirmé son intention de pousser la Turquie à satisfaire les critères d'adhésions de Copenhague.

« Recep Tayyip Erdogan a besoin de l'Europe, assure Rusen Cakir, auteurs de nombreux ouvrages sur les mouvements islamistes turcs et candidat aux élections législatives aux côtés de l'ancien ministre des affaires étrangères, İsmail Cem. C'est une garantie pour l'AKP qui a compris que la seule référence à la communauté musulmane n'était pas suffisante. Résultat, les dirigeants de cette formation ne parlent plus aujourd'hui d'islam mais d'Europe. »

Le paradoxe apparaît encore plus étonnant si l'on prend en compte la formation politique de M. Erdogan, profondément influencé dès son adolescence par le mouvement islamiste Milli Görüs (« Vision nationale », fondé en 1969 par Necmettin Erbakan). « Selon les membres de ce mouvement, le monde n'était qu'un vaste complot où la politique internationale

« Aujourd'hui, l'Europe représente, aux yeux d'une partie des dirigeants islamistes, un espace de démocratie ! »

le était organisée en sous-main par les juifs, explique l'expert. D'abord anti-américains, ils sont devenus anti-européens parce que l'espace communautaire formait un club chrétien. Aujourd'hui, l'Europe représente, aux yeux d'une partie

des dirigeants issus de Milli Görüs, un espace de démocratie ! »

Les racines de ce ralliement remontent au mois de juin 1997, date à laquelle Necmettin Erbakan, alors premier ministre, a été forcé de démissionner sous la pression des militaires. « A partir de cette date, l'islamisme a décliné dans le pays, affirme Nuray Mert, maître-assistante en sciences politiques à l'université de Bilgi et éditorialiste au quotidien Radikal. Les dirigeants ont dû ajuster leur politique pour éviter une radicalisation de leur mouvement. » L'UE devient alors une sorte de « parapluie juridique » capable d'empêcher les militaires, une fois la Turquie intégrée, d'anéantir une nouvelle fois leurs ambitions.

« Il y a vingt ans, j'étais moi aussi contre l'UE. Mais aujourd'hui, j'ai changé d'avis. Le plus important, à propos de l'adhésion, ce sont les valeurs universelles telles que la démocratie, les droits de l'homme, les libertés et le respect du droit », déclarait Recep Tayyip Erdogan, le 23 janvier 2000, au quotidien islamiste Zaman. Une façon d'évoquer à mots couverts les avantages dont pourrait bénéficier sa forma-

tion dans l'hypothèse d'une adhésion. « Certains dirigeants communistes du bloc de l'Est sont bien devenus, en une matinée, anticommunistes après 1989. Ici, pour les islamistes, c'est la même chose. Ils ont tout simplement compris que l'islamisme pur et dur était fini. Ils ont accepté la défaite », commente Rusen Cakir.

« Demander si M. Erdogan est sincère ou non n'est pas la bonne question, poursuit Nuray Mert. C'est avant tout un pragmatique, pour qui la Cause n'est pas si importante. Le but étant d'arriver au pouvoir, il est réellement déterminé à faire des concessions. »

Cette longue marche pourrait toutefois se révéler semée d'embûches en cas de refus de Bruxelles. « La Turquie pourrait alors se refermer sur elle-même, les mouvements nationalistes reprendre de l'ampleur et les militaires revenir sur le devant de la scène. Ce scénario pourrait être fatal à l'AKP », souligne Ahmet Sever, ancien correspondant du quotidien à grand tirage Hürriyet et de la chaîne de télévision CNN-Türk à Bruxelles.

N. Bo.

Election-test pour une Turquie européenne

ISTANBUL

de notre correspondante

Le gouvernement qui émergera des élections législatives organisées, dimanche 3 novembre, en Turquie aura la tâche difficile de redresser l'économie, de poursuivre les réformes économiques et politiques et d'ancrer fermement la Turquie sur la voie de l'Europe. Les sondages prédisent une vague de fond qui pourrait engloutir plusieurs des formations qui ont dominé la vie politique récente. Les Turcs descendent rarement dans la rue pour exprimer leur frustration, mais, comme ils l'ont démontré par le passé, ils punissent leurs dirigeants lors des élections.

Deux formations semblent d'ores et déjà assurées de bénéficier du désenchantement d'un public à la recherche de nouveaux espoirs. Le Parti de la justice et du développement (AKP), fondé en 2001 après la dissolution du Parti de la vertu, est en tête de toutes les enquêtes malgré la décision du conseil électoral d'interdire la candidature de son dirigeant, Recep Tayyip Erdogan. L'ancien maire d'Istanbul avait purgé une peine de prison pour avoir déclamé publiquement un poème religieux.

La procédure judiciaire intentée auprès de la Cour constitutionnelle pour obtenir la fermeture de l'AKP ne semble pas avoir découragé ses



Des supporters du Parti de la justice et du développement (AKP) portent des masques à l'effigie de leur leader, Recep Tayyip Erdogan (interdit de candidature aux élections législatives) lors d'un meeting à Corum, le 16 octobre. La formation islamiste modérée est la grande favorite du scrutin du dimanche 3 novembre.

partisans. Les institutions étatiques demeurent méfiantes à l'égard de ce parti conservateur, dont plusieurs dirigeants ont un passé islamiste. Ceux-ci affirment avoir évolué et le programme du parti évite toute référence à la religion qui, par ailleurs, ne divise plus la société turque comme dans les années 1990, au moment de la montée du Parti de la prospérité.

Le Parti républicain du peuple (CHP), fondé par Atatürk, représente, lui, les espoirs de la gauche la-

que. Le CHP, qui n'était pas présent dans le Parlement sortant, se prépare à un retour en force. Grâce à la présence dans ses rangs de l'ancien ministre de l'économie, Kemal Dervis, le CHP peut compter sur l'appui de nombreux hommes d'affaires, qui veulent assurer la continuité des réformes économiques entreprises avec le FMI.

La corruption, les liens incestueux entre le monde politique et certaines banques en faillite, ainsi que des années de mauvaise ges-

tion, ont laissé la Turquie exsangue. Malgré des signes timides de reprise, la population continue de souffrir de la récession. Le chômage touche plus de 2 millions de personnes, notamment les jeunes.

Les trois partis membres de la coalition actuelle ne peuvent pas être tenus pour seuls responsables d'une crise qui se préparait depuis longtemps, mais ils risquent d'en payer la facture. Parmi eux, seul le Parti d'action nationaliste (MHP) paraît proche des 10 % de votes

nécessaires pour entrer au Parlement. Le Parti démocratique de gauche (DSP) semble aussi affaibli que son dirigeant, le premier ministre Bülent Ecevit, âgé de 77 ans, dont la maladie avait déclenché les turbulences gouvernementales qui ont conduit à ce scrutin anticipé. Quant au Parti de la mère patrie (ANAP), malgré les efforts considérables déployés par son dirigeant, Mesut Yılmaz, pour accélérer la mise en place des réformes nécessaires à l'adhésion à l'UE, il souffre d'une image ternie par des accusations de corruption.

FIN D'UN SYSTÈME

En limitant l'accès à l'Assemblée

nationale, le système de barrage exclut les votes de millions d'électeurs. Parmi les partis qui se battent pour être représentés au Parlement figurent le parti pro-kurde Dehap, qui s'est allié à de petits groupes de gauche pour augmenter ses chances, le Parti de la juste voie de Tansu Ciller, ainsi qu'une formation nouvelle, le Parti jeune, qui joue le rôle d'élément surprise de cette campagne électorale. Mené par un propriétaire de médias à la Berlusconi, dont le message est résolument populiste, nationaliste et anti-FMI, le Parti jeune promet la lune à des électeurs démunis qui veulent désespérément croire à des lendemains meilleurs. Son dirigeant,

Cem Uzan, auquel les compagnies Nokia et Motorola ont intenté un procès pour détournement de 3 milliards de dollars, utilise ses chaînes de radio et de télévision pour se faire entendre.

Malgré une campagne caractérisée surtout par le grand nombre d'indécis, un paysage politique très différent devrait émerger de ces élections, qui signalent la fin d'un système politique clientéliste. Les liens entre les partis politiques et les instruments financiers ont été rompus par les réformes économiques, les politiciens ne peuvent plus puiser dans les coffres de l'Etat, désormais verrouillés, pour attirer les électeurs à coup de subsides et

de crédits. La population veut de nouveaux dirigeants.

Au niveau de l'économie, le plan de restructuration introduit avec l'appui du FMI a permis d'assainir et de stabiliser le système financier, mais le remboursement de la dette mobilise pour l'instant l'essentiel des ressources de l'Etat et limite sa capacité d'améliorer les conditions de vie de la population. Pour encourager les investissements étrangers et amorcer une véritable reprise, la Turquie a besoin de stabilité. C'est ce que les électeurs turcs espèrent obtenir lors du vote du 3 novembre.

Nicole Pope

La question kurde absente de la campagne

Même si le Parlement a voté en août plusieurs

amendements pour la reconnaissance de droits culturels

LE FIGARO

3 NOVEMBRE 2002

Istanbul : de notre correspondant

Une fois de plus, la question kurde aura été absente de l'enjeu électoral. Aucun des partis classiques n'ose l'aborder et les formations qui s'y essaient sont immédiatement cataloguées de « séparatistes », ce qui entraîne harcèlements et poursuites. L'ambiance, toutefois, n'est pas aussi lourde que ces dernières années et une représentation kurde au Parlement n'est pas totalement exclue.

Deux partis à « coloration » kurde, le Hak-Par (Parti des droits et libertés) et le Hadep (Parti du peuple démocratique), font actuellement l'objet d'une procédure d'interdiction. Pour parer à toute éventualité, le Hadep, de loin la formation la plus importante, avait anticipé et déposé les statuts d'une autre formation, le Dehap (Parti démocratique du peuple), dès 1997.

C'est sous cette appellation que les Kurdes sont partis en campagne. A la mi-octobre, le procureur de la Cour de cassation a bien essayé de faire interdire de suffrage ce parti de secours, mais le haut bureau électoral ne l'a pas suivi.

Crédité de 3 à 6 % d'intentions de vote par les différents sondages, le Dehap ne semble pas a priori en mesure de passer la barre des 10 % indispensables pour siéger à la Chambre, mais la proportion des indécis est telle (autour de 30 %) que tous les espoirs lui sont encore permis. D'autant que l'ambiance semble s'être notablement apaisée dans les provinces à majorité kurde. Dans un entretien avec le quotidien *Milliyet*, Murat Bozlak, le leader du Dehap, affirmait récemment qu'« il n'y a pas eu de pressions policières (pendant la période préélectorale). En 1999, nous n'avions pas pu faire campagne dans de nombreux villages, on nous avait même tiré des

sus. (Aujourd'hui), nous pouvons nous déplacer partout en Turquie comme les autres partis ».

Pressé par les échéances européennes, le Parlement a voté en août dernier treize amendements particulièrement libéraux dont l'autorisation d'enseigner la langue kurde et de l'utiliser dans les médias audiovisuels. Mais, au-delà des aspects culturels, l'essentiel de la question kurde tourne cependant autour du retour des personnes déplacées. Selon un rapport parlementaire datant de 1998, les forces de sécurité ont évacué « illégalement » et détruit plus de 3 500 villages et hameaux kurdes, poussant vers l'exil « entre 400 000 et un million de personnes ».

Le but de cette politique de la terre brûlée était d'éradiquer les possibles sources de ravitaillement du PKK. Le Parti des travailleurs du Kurdistan a arrêté sa lutte armée en 1999, suite à l'arrestation de son

chef Abdullah Öcalan. Pour contrebalancer ce « nettoyage tactique », plusieurs programmes de retour aux villages ont été initiés, selon le gouvernement mais, sur le terrain, les choses ne semblent guère avoir évolué.

L'ONG américaine Human's Right Watch vient d'ailleurs de publier un rapport accablant sur la question qui accuse directement les autorités civiles et militaires de « faire obstruction au retour de centaines de milliers de personnes ». Il semble par ailleurs que les projets de réhabilitation gouvernementaux ne soient rien d'autre qu'un programme de création de villages stratégiques, destinés à concentrer la population dans des zones contrôlables. Les demandes d'aide au financement adressées à la communauté internationale ont d'ailleurs été régulièrement refusées.

E. B.

Ankara a reçu un prêt de 17 milliards de dollars en 2002

Un important débiteur du FMI

Lamia Oualalou

A la veille d'un saut dans l'inconnu politique, les Turcs sont au moins sûrs d'une chose : la communauté internationale ne les lâchera pas. Elle l'a déjà clairement fait sa-

voir, début 2002, en débloquant, via le Fonds monétaire international (FMI), un nouveau prêt de 17 milliards de dollars (17 milliards d'euros), faisant de la Turquie le plus important débiteur du FMI.

Membre de l'Otan, candidat à l'entrée à l'Union européenne (UE), pays majoritaire-

ment musulman et voisin de l'Irak, la Turquie sait que, s'il le faut, les Américains pousseront une nouvelle fois les Occidentaux à remettre la main à la poche.

Cette option est loin d'être une hypothèse d'école. Après avoir traversé la plus grave récession de son histoire de-

puis la Seconde Guerre mondiale, avec un repli du produit intérieur brut (PIB) de 7,5 % en 2001, la Turquie n'est pas tirée d'affaire. La crise bancaire de novembre 2000 et la plongée de la livre turque en février 2001 ont achevé de vider les caisses du pays. La dette publique domestique, la plus inquiétante, est passée de 48 milliards de dollars à 79 en 2002 !

Comme au Brésil, la gestion de cette dette est particulièrement ardue. Elle dépend en bonne partie du taux de change de la devise turque,

3 NOVEMBRE 2002

LE FIGARO

toute rechute provoquant une inflation de la dette. Pour le reste, ce sont les taux d'intérêts qui gouvernent. Or face à la défiance que suscite Ankara, ils atteignent des sommets.

En conséquence, l'Etat, réempruntant sans cesse pour rembourser à échéances toujours plus rapprochées, s'enferme dans une spirale de surendettement inquiétante.

« Il est impératif que la perception du risque turc s'atténue rapidement », insiste Béatrice Auzouy, en charge des questions politiques dans les pays émergents à l'organisme financier CDC Ixis. Sans quoi, le spectre du défaut de paiement, ou plus pudiquement, de « restructuration de la dette », pourrait prendre

corps.

D'abord très rassurants, les partis politiques ont progressivement opté pour un discours visant à la « libération de la Turquie de la tutelle du FMI ». Seul le CHP de centre-gauche de Denis Baycal, qu'a rejoint l'ancien ministre des Finances et chouchou des marchés Kemal Dervis, ne s'est pas lancé dans cette rhétorique qui refuse le gel des dépenses budgétaires, promet l'embauche de nouveaux fonctionnaires et le rééchelonnement de la dette.

Ce programme, s'il était appliqué, aurait un effet dévastateur sur la crédibilité du pays, le coupant probablement des financements internationaux. Il serait également très périlleux pour l'économie

turque. Contrairement à la dette des pays sud-américains, celle de la Turquie est essentiellement détenue par des agents économiques locaux, surtout des banques. Arrêter de les rembourser signifierait une installation durable du pays dans la récession.

« Quelle que soit la coalition qui sortira des urnes, celle-ci traversera une période de purgatoire de quelques mois puisqu'elle comprendra des islamistes qui n'ont jamais gouverné », souligne pour sa part Guillaume Rougier-Brierre, responsable du cabinet d'avocats Gide-Loyrette-Nouel à Istanbul.

L'attitude de la nouvelle équipe à l'égard du FMI ne sera pas le seul élément déter-

minant. Le respect des considérables acquis institutionnels – telle l'indépendance de la Banque centrale – constituerait un signe très positif. « L'ennui, poursuit Guillaume Rougier-Brierre, c'est qu'autant les Turcs n'ont pas peur de cette alternance politique, autant les étrangers sont circonspects. » De grands groupes européens, par exemple la Société générale, ont remis toute opération en Turquie au lendemain des élections. Il est donc à craindre que les investissements étrangers, qui représentent 0,5 % de la richesse nationale turque depuis 1990, soit dix fois moins que dans les grands pays d'Europe centrale, restent durablement faibles.

De quelle Europe parlons-nous ?

Progressivement l'Union européenne s'élargit en rassemblant dans l'espace, chacun avec sa spécificité, tous les pays qui ont la vocation européenne, définie traditionnellement à partir de trois critères

1916 plus d'un million de victimes, retenons principalement l'occupation ottomane qui a duré jusqu'à sept siècles et les ressentiments profonds qui en ont résulté à l'égard des Turcs chez les peuples balkaniques.

La civilisation : même si elle a enregistré des progrès, notamment sur le plan de la laïcité et même de la famille sous Kemal Atatürk, la Turquie relève de la civilisation musulmane. De ce fait, elle ne partage pas, tant s'en faut, les mêmes valeurs que la civilisation européenne qui a une base judéo-chrétienne avec différents apports (Grèce et Rome, la Renaissance, le siècle des Lumières, la Révolution française). Même si l'appartenance à la civilisation européenne n'implique pas forcément foi et encore moins

pratique religieuse, elle comporte un profond attachement à certaines valeurs communes aux peuples européens comme le respect des droits de l'homme, pris individuellement, et leur projection collective, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme l'égalité de l'homme et de la femme, et ce qui en découle : le libre choix du conjoint, le partage de l'autorité parentale, au sein de la famille monogame, comme la séparation du laïque et du religieux, dans une société démocratique qui garantit les libertés, y compris celle des cultes.

La Turquie aurait-elle la vocation européenne, condition nécessaire mais qui n'est pas suffisante, serait-elle admissible que, pour être admise dans l'Union européenne, il lui faudrait en outre satisfaire à trois autres

exigences.

La première est celle d'une bonne stabilité politique, ce qui n'est pas assuré car la Turquie est impliquée dans le conflit odysséen, politiquement et militairement, en soutenant la République turque de Chypre du Nord, non reconnue par la communauté internationale. Beaucoup plus grave, elle doit faire face sur son propre territoire aux aspirations identitaires des Kurdes qui représentent 1/5 de sa population totale et la moitié du peuple kurde, fort d'une trentaine de millions d'hommes répartis sur cinq pays.

La seconde est une pratique démocratique satisfaisante, ce que contredit notamment le poids considérable de l'armée turque exercé sur les institutions et dans la vie publique, même si ses interventions se révèlent parfois opportunes et salutaires, le retour en force de l'islam et surtout une dangereuse pro-

gression de l'islamisme qui concerne actuellement 30 % de la population (avec un maire islamiste à Ankara et à Istanbul et même naguère un premier ministre islamiste), sans oublier le refus de signer en 1981 la Déclaration islamique universelle des droits de l'homme qui se réfère à la charia.

Troisième exigence, enfin, un développement économique compatible avec celui des Etats membres de l'Union européenne, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui pour la Turquie.

Passerait encore s'il s'agissait de petits pays, majoritairement musulmans mais imbriqués géographiquement dans l'Europe comme l'Albanie

et la Bosnie, mais ce n'est pas le cas pour la Turquie qui, avec 70 millions d'habitants aujourd'hui et 90 millions vers 2025, deviendrait le pays le plus peuplé de l'Union européenne. Aussi, pour ne citer que la conséquence la plus significative, à quoi bon les accords de Schengen si des millions de Turcs pouvaient entrer et s'installer librement dans l'Union européenne ?

Certes, la Turquie est un partenaire privilégié pour l'Union européenne sur le plan militaire et sous

l'angle économique. Mais on est là dans le domaine conjoncturel, les traités et les accords pouvant toujours être reconsidérés, tandis qu'avec la construction européenne on demeure sur le plan structurel qui se veut stable et définitif. En ce qui concerne l'élargissement de l'Union européenne, ce n'est pas aux politiques seuls – et encore moins aux intellectuels – de décréter ce qui est européen et ce qui ne l'est pas, c'est aux peuples européens de se reconnaître comme tels entre eux. Confrontés aux graves problèmes posés par l'immigration – qui ne saurait être supprimée mais qui doit être maîtrisée –, pour sûr qu'à leur niveau les peuples de l'Union européenne s'opposeraient à l'admission de la Turquie qui n'y a pas sa place. Cela ne veut pas dire que l'Union européenne ne doit pas entretenir de bonnes relations avec la Turquie, comme avec les autres pays voisins du Sud et du Sud-Est méditerranéen, bien au contraire, mais le voisinage, c'est une chose et la parenté c'est tout autre chose.

* Préfet honoraire.

PAR
LOUIS MOREL

basés sur la géographie, l'histoire et la civilisation et qui sont reconnus comme tels, tant au niveau des Etats que plus encore dans la conscience des peuples. C'est là une exigence fondamentale parce qu'elle conditionne l'homogénéité de l'ensemble européen. Avoir la vocation européenne, c'est manifeste pour les douze pays actuellement candidats, mais ce n'est pas vrai pour le treizième. En effet, si l'on veut construire une Europe homogène, et pourtant fraternelle, la Turquie ne répond aucunement aux critères exigés, et ce pour les raisons suivantes.

La géographie, puisque seulement 3 % de son territoire se trouve en Europe tandis que le principal s'étale sur la vaste Anatolie qu'on appelait naguère l'Asie mineure.

L'histoire : sans remonter jusqu'aux croisades, « guerres extérieures de la chrétienté », sans parler du génocide arménien faisant en

Au Kurdistan turc, l'espoir de tourner la page sur quinze ans de conflit passe par les urnes

Le parti pro-kurde Dehap est le plus populaire dans la région, même s'il n'a jamais franchi, à l'échelle nationale, la barre des 10 % des voix nécessaires pour être représenté à l'Assemblée

HAKKARI
(sud-est de la Turquie)
de notre envoyée spéciale

Une foule colorée est alignée au bord de la route escarpée qui domi-

REPORTAGE

« Les gens ne veulent plus la guerre. Ils veulent pouvoir s'exprimer librement »

ne la gorge du Zap, où deux convois électoraux composés de dizaines de véhicules se croisent avec difficulté. Le paysage est spectaculaire, l'atmosphère joyeuse. Des bambins agitent avec enthousiasme les drapeaux du parti pro-kurde Dehap au son des tambours et des zurnas (hautbois), sous le regard indulgent de leurs mères, vêtues des longues robes garnies de paillettes ou de fils brillants des Kurdes de la région. De jeunes supporters, affichant les couleurs jaune, rouge et verte du nationalisme kurde, défilent, le bras levé en signe de victoire, les véhicules du mouvement rival, le Parti de la justice et du développement (AKP, parti islamique modéré), qui tente lui aussi de gagner des suffrages pour les élections législatives du dimanche 3 novembre.

Dans cette vallée isolée, coincée entre l'Iran et l'Irak, les partis traditionnels turcs suscitent relativement peu d'intérêt. Le contraste est frappant sur la place de la ville, où une foule modeste s'est réunie pour écouter Recep Tayyip Erdoğan, chef de l'AKP, en tête, selon les sondages, dans le reste du pays. A cette communauté de montagnards, M. Erdoğan parle de pauvreté, de chômage et d'injustice ; il promet 15 000 km de routes à double voie. Mais il n'évoque qu'à demi-mot le sujet qui les intéresse le plus : la situation politique des Kurdes. Ici l'état d'urgence n'a été levé qu'en juin et le conflit qui a déchiré la région pendant quinze ans est encore présent dans toutes les mémoires.

« UN VOTE DE RÉACTION »

« 40 % de la population sont des réfugiés », explique Metin Tekçi, membre du parti Dehap. « Ils veulent tous retourner dans leur village, mais ils ont besoin d'aide. » Les habitants de Hakkari admettent

que la situation s'est améliorée : l'époque où les échoppes devaient fermer à 18 heures en raison du risque d'affrontement est révolue, les routes ne sont plus interdites d'accès pendant plus de la moitié de la journée. Mais les contrôles

routiers des gendarmes demeurent fréquents : « Ils fouillent même nos femmes », s'insurge un paysan. L'élevage a presque disparu. La contrebande - de mazout, de drogue - en provenance d'Iran est la seule source de revenus.

A 200 kilomètres de là, la ville de Van, avec ses 300 000 habitants, paraît plus prospère, mais les doléances sont similaires. Ici également, le parti pro-kurde est le plus populaire même si, au niveau national, il n'a jamais réussi à franchir la barre des 10 % des voix nécessaires pour être représenté à l'Assemblée nationale. « La population locale n'a pas encore le droit de s'exprimer librement : c'est pourquoi elle choisit notre parti, affirme Mehmet Emin Aydemir, dirigeant du Dehap dans la province de Van. Qui est le candidat, quel est son programme... cela n'est pas important. C'est un vote de réaction, une façon de démontrer qu'ils font partie d'une communauté qui ne peut pas être ignorée. »

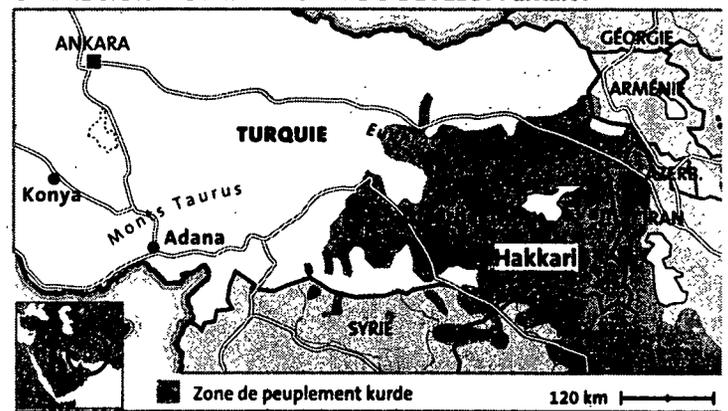
SYSTÈME TRIBAL

« Les réformes constitutionnelles et légales ont brisé un tabou, c'est vrai, mais elles ne sont pas considérées comme suffisantes, explique un avocat. Il y a toujours des restrictions sur l'usage de la langue kurde. La plupart des ONG qui suivent ce dossier ont eu des procès. Au niveau de l'application, les autorités ne sont pas entièrement sincères. »

Gülşen Varisli en sait quelque chose. La jeune étudiante avait déposé une pétition, en janvier, en compagnie de 825 autres étudiants de l'université de Van, réclamant le droit à l'enseignement en kurde. Son intention était de contribuer au débat sur l'usage du kurde dans l'enseignement et l'audiovisuel, qui dominait alors la politique turque. « Un bus nous attendait à la sortie du rectorat pour nous emmener au poste de police, » explique Gülşen Varisli. Les signataires ont été accusés d'assistance au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste armé) et une

quinzaine d'entre eux, dont Gülşen Varisli, considérés comme des meneurs, ont été emprisonnés pen-

UNE RÉGION RESTÉE À L'ÉCART DU DÉVELOPPEMENT



dant six mois. « C'était une démarche personnelle, affirme Ozlem, une étudiante en géographie de 23 ans. Nous n'avons aucun lien avec un parti politique. » Les avocats consultés par les étudiants sur la légalité du document qu'ils avaient présenté au recteur, parmi lesquels le président du barreau de Van, Hüsnü Ayhan, ont eux aussi fait l'objet d'une procédure judiciaire avant d'être acquittés.

Si l'identité kurde est un facteur important dans ces élections, les tribus le sont tout autant. « La structure féodale était affaiblie au début des années 1980, mais elle a été renforcée après 1984 par le conflit », explique Kadri Salaz, président de l'Association des jeunes hommes d'affaires de Van. Pour lutter contre le PKK, le gouvernement, s'appuyant sur les rivalités tribales, avait armé des milices kurdes qui sont toujours en fonction. Les habitants se plaignent qu'ils abusent fréquemment de leur position. Dans la province de Diyarbakir, des miliciens ont récemment ouvert le feu sur des réfugiés qui retournaient dans leur village. Trois personnes ont été tuées. L'incident n'est pas isolé.

Le système tribal est cependant exploité par les partis qui, en sélectionnant leurs candidats, s'assurent des dizaines de milliers d'électeurs. « Les tribus sont une réalité en Turquie », explique Mehmet Kartal, candidat du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), qui estime pouvoir obtenir 95 % des votes de sa branche des Buruki, soit environ 27 000 votes. M. Kartal admet que sa famille a longtemps soutenu un parti conservateur ; il a choisi le CHP pour son programme et son équipe dirigeante, qui inclut l'ancien ministre

de l'économie, Kemal Derviş.

La population n'a pas abandonné l'espoir d'un changement. « Les gens ne veulent pas la guerre, dit Abdulwahab Ertan, avocat à l'Association turque des droits de l'homme, à Van. Ils veulent être des citoyens de première classe ; ils veulent pouvoir s'exprimer plus librement. »

70 % DE CHÔMAGE

Les réformes introduites dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne devront être confirmées par le prochain gouvernement, qui assurera leur mise en application. « La Turquie est à un tournant. Est-ce qu'elle va s'ouvrir ? » demande İsmail Goldas, candidat du Dehap. Après quinze ans d'un conflit qui a détruit le tourisme et l'agriculture locale, les Kurdes de l'Est et du Sud-Est anatolien continuent d'espérer, sans trop y croire, qu'Ankara va enfin développer la région.

Des immeubles commerciaux luxueux, au centre-ville, témoignent du succès de la contrebande, mais la présence dans les rues de nombreux enfants sales et mal vêtus prouve qu'elle ne profite pas à l'ensemble de la population. « Il y a 70 % de chômage dans la région, explique Kadri Salaz. Si l'on veut maintenir la paix et éviter un retour à la violence, priorité doit être donnée au développement. Ces élections sont un test pour la région et pour la démocratie turque. »

Nicole Pope

Le Monde

DIMANCHE 3 - LUNDI 4 NOVEMBRE 2002



La Turquie glisse dans l'islamisme

Avec 35% des voix, le Parti de la justice et du développement obtiendrait la majorité absolue à l'Assemblée.

Ankara envoyés spéciaux

Les islamistes modérés du Parti de la justice et du développement (AKP) de Recep Tayyip Erdogan, l'ancien maire islamiste d'Istanbul, triomphent aux législatives de dimanche, et cette victoire sans appel est lourde d'inconnues, alors que les Quinze doivent décider à la mi-décembre d'une éventuelle date pour les négociations d'adhésion avec la Turquie. «*Nous sommes à l'orée d'une nouvelle ère*», a lancé Recep Tayyip Erdogan. Il a appelé à respecter le résultat des urnes en citant Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la République: «*La souveraineté appartient sans condition à la na-*

tion.» Forts de 35 % des voix, selon les premières estimations, les islamistes seraient en mesure de remporter de 280 à 350 des 550 sièges de la Grande Assemblée, grâce à la répartition des restes.

Visage. La plupart des 18 partis en lice n'ont pas réussi à franchir le seuil des 10 %. Seul le CHP de Deniz Baykal (Parti républicain du peuple), parti fondé par Mustafa Kemal en 1923, membre de l'Internationale socialiste, était en milieu de soirée assuré de rentrer au Parlement avec près de 20 % des suffrages. Tandis que le DYP (Parti de la juste voie, centre droit) de l'ex-premier ministre, Tansu Ciller, était crédité d'à peine plus de 10 %.

Non représentés dans le Parlement sortant, l'AKP et CHP ont en commun d'offrir un visage neuf à un électoralat qui subit depuis deux ans une grave crise économique et financière avec 2 millions de chômeurs et une dévaluation de 60 % de la livre turque par rapport au dollar. Le vote protestataire a sanctionné les partis de la défunte coalition gouvernementale (gauche-droite-extrême droite) présidée par Bülent Ecevit, 77 ans, vieux leader charismatique de la gauche nationaliste, dont la maladie a entraîné ce scrutin anticipé.

La victoire de l'islamisme profil bas de l'AKP (lire ci-contre) sonne comme une revanche, cinq ans après la démission for-

cée sous pression des militaires du vieux leader Necmettin Erbakan, Premier ministre pendant à peine un an à la tête d'un gouvernement de coalition. Aujourd'hui comme alors, la percée des islamistes, même modérés, est un défi aux défenseurs les plus intransigeants de la République. «*L'arrivée au pouvoir de l'AKP représenterait un coup pour la laïcité, car ce parti est en tête de liste de ceux qui n'affichent pas leurs réelles intentions*», affirmait peu avant le vote le Premier ministre sortant Bülent Ecevit qui hier soir, a reconnu sa défaite. Le président de la République, Ahmet Necdet Sezer, a annoncé qu'il désignerait lui-même le futur Premier ministre. Selon la tradition, c'est une fonction qui revient au leader du parti le

plus important. Mais déclaré inéligible, Recep Tayyip Erdogan ne peut pas l'être. L'AKP a gardé le flou, laissant entendre que sa direction proposerait un Premier ministre par intérim. **Caducue.** Evoquée avant le vote, l'hypothèse d'un «*compromis historique à la turque*», c'est-à-dire un gouvernement regroupant islamistes et kémalistes pour faire face aux urgences économiques et internationales, semble caduque. L'avance de l'AKP étant trop forte et le programme économique des islamistes inquiétant Kemal Dervis, le ministre des Finances, proche du CHP et maître d'œuvre de la cure d'austérité. ●

RAGIP DURAN et MARC SEMO

Erdogan ou la victoire de la bête noire

Le camp laïque se méfie de ce populiste, adepte de l'islam politique.

Istanbul de notre envoyé spécial

C'est un tribun au verbe enflammé. Mais, depuis des mois, Recep Tayyip Erdogan, 48 ans, l'ancien maire islamiste du grand Istanbul et de ses 12 millions d'habitants, veille à éviter tout dérapage verbal. «*Les minarets*

sont nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les minarets nos casernes et les croyants nos soldats», avait-il lancé il y a cinq ans dans un discours, citant un poème de Ziya Gökalp, un des pères du nationalisme turc. Il fut destitué de son poste de maire, condamné à la prison

pour incitation à la haine religieuse et passa quatre mois derrière les barreaux. Déclaré inéligible, il ne siégera donc pas dans au Parlement. Il ne pourra pas non plus devenir Premier ministre. Erdogan n'en est pas moins le grand vainqueur. Créé il y a à peine un an, son

Parti de la justice et du développement, l'AKP, s'affirme comme la première force politique du pays. Son islamisme «*modéré*», sinon moderniste, se veut ouvert à l'Europe. Pourtant, beaucoup doutent de la réalité de cette mutation. L'ancien maire d'Istanbul reste la bête

noire du camp laïque et de l'armée, gardienne des valeurs de la République laïque et jacobine créée par Mustafa Kemal. Une procédure a été ouverte devant la Cour constitutionnelle pour l'obliger à renoncer à la direction de l'AKP, et le parti risque l'interdiction.

Gouaille. Dans ses harangues, Recep Tayyip Erdogan se garde de toute allusion à la religion, cultivant plutôt le populisme. Il évoque le quotidien difficile «des Turcs si pauvres dans un pays si riche». Idole du petit peuple des banlieues devenues des bastions de l'islam politique, il joue sur son terrain. Sec, plutôt râblé, le visage barré d'une courte moustache, il a gardé une gouaille et des inflexions faubouriennes. Il est né à Kasimpasa, vieux quartier de la métropole du Bosphore célèbre pour ses mauvais garçons forts en gueule. Enfant, il vendait des *simits*, ces petits pains en anneau, pour compléter les revenus d'une famille pauvre et religieuse. Ses études, il les fit dans un *imam-hatip*, un lycée destiné à former les imams. Bon attaquant de l'équipe de foot du quartier, il voulut passer professionnel. Son père l'en empêcha.

Inscrit à la faculté d'économie et de commerce, il commença dès 16 ans à militer au Milli Görüs (la Voie nationale), l'organisation du vieux chef islamiste turc Necmettin Erbakan, qui dénonçait «les complots de l'Occident et des juifs». Il le suivit dans ses partis successifs régulièrement interdits, puis au Refah (le Parti de la prospérité), qui devint lors des législatives de 1995 la première force politique du pays avec 21,1 % des voix.

Déjà alors, dans ce parti très traditionaliste, le jeune maire d'Istanbul se posait en moderniste. «En privé, à l'époque, il ne cachait pas son rejet de la démocratie, de la laïcité ou de l'Europe, ce club des croisés. Il était un islamiste fervent, et il le reste, même s'il sait devoir aujourd'hui être réaliste», témoigne un proche. La femme et les trois filles d'Erdogan portent le foulard. Deux d'entre elles et son fils étudient outre-

«Le peuple des banlieues sait qu'il reste un islamiste de cœur et lui seul d'ailleurs arrive réellement à le mobiliser.»
Mehmet Metiner, ex-conseiller d'Erdogan



Necmettin Erbakan, chef islamiste de l'ex-Refah, au côté duquel Recep Tayyip Erdogan a débuté.

atlantique grâce à des aides données par un homme d'affaire ami. Sa fortune personnelle semble pourtant assez consistante. L'an dernier le parquet d'Ankara a ouvert une enquête l'accusant d'avoir «injustement acquis» quelque 189000 euros après sa destitution de son poste de maire.

Le grand tournant pour Recep Tayyip Erdogan, comme pour une grande partie des islamistes turcs, fut le «coup d'Etat postmoderne» du 28 février 1997. Sans déployer ses chars et sans prendre le pouvoir, l'armée toute-puissante au Conseil national de sécurité obligea Necmettin Erbakan à renoncer à son poste de Premier ministre. Le Refah fut interdit quelques mois plus tard. «Erdogan a alors compris qu'il était impossible de défier frontalement l'Etat et qu'il fallait transformer le parti en quelque chose de nouveau, mélangeant les valeurs traditionnelles et l'ouverture au monde», explique l'islamologue Rusen Cakir. L'AKP refuse l'étiquette islamiste. Ses dirigeants se proclament «musulmans-démocrates» comme on peut être en Occident «chrétiens-démocrates».

Bien sûr, la plupart des dirigeants et les gros bataillons des cadres comme des militants viennent des rangs de l'ex-Re-

fah, mais il y a aussi beaucoup de nouveaux. Electoralement, il ratisse plus large. Erdogan martèle désormais que «l'adhésion à l'UE est le plus grand projet de la Turquie». Tactique de dissimulation? Voire... «Il a compris que la perspective d'une intégration dans l'Europe représente la meilleure garantie de liberté d'expression et de développement pour l'islam politique», souligne Mehmet Metiner, kurde et islamiste libéral, l'un de ses ex-conseillers à la mairie. Il ne se renie pas non plus quand il clame haut et fort son attachement «à un Etat véritablement laïque».

Rasoir. Depuis longtemps, les groupes islamistes turcs demandent la suppression du Directoire des affaires religieuses, qui contrôle tous les imams du pays. C'est un jeu sur le fil du rasoir, avec compromis et concessions tactiques pour gagner encore un peu plus d'espaces dans la société puis peu à peu dans les institutions. «Le peuple des banlieues sait qu'il reste un islamiste de cœur, et lui seul d'ailleurs arrive réellement à le mobiliser», souligne Mehmet Metiner. L'Etat turc reste plus décidé que jamais à mettre Recep Tayyip Erdogan hors jeu, convaincu que l'AKP s'effondrera une fois privé de son leader charismatique ●

MARC SEMO

DINAR KURDE



Ci-dessus, les cambistes dans les rues d'Erbil, au Kurdistan. Ci-dessous, les deux monnaies concurrentes : le dinar officiel à l'effigie de Saddam Hussein et le dinar « suisse » au portrait du penseur arabe Ibn Etham. Abandonné par Bagdad en 1991, ce dernier a toujours cours chez les Kurdes.

Depuis 1991, le dictateur irakien imprime ses billets. Les Kurdes, eux, ont gardé l'ancienne devise. Valeur rare et recherchée, il est source de fierté et de mille difficultés



CONTRE DINAR "SADDAM"

LE geste est toujours le même : calée entre l'annulaire et le majeur, une liasse de billets défile à toute allure, palpée au passage par le pouce et l'index qui comptent.

Au marché au change de Suleymanieh, la grande ville du sud-est de la région kurde d'Irak, ces liasses sont partout : sous l'aiselle de changeurs ambulants qui les proposent à la criée ; disposées en tas sur de petites tables au grand air ; traînées dans de grands sacs à pommes de terre dans les couloirs du souk couvert, où tout un quar-

tier est dévolu aux opérations de change.

Celles-ci se font principalement autour des deux monnaies qui coexistent en Irak depuis la fin de la guerre du Golfe : le dinar des Kurdes et celui « de Saddam ».

Avant 1991, une seule monnaie avait cours dans tout le pays : le dinar « suisse », comme on dit ici. Fabriqué à l'étranger (en Suisse disent les uns, en Grande-Bretagne selon d'autres), il jouissait d'une bonne tenue par rapport au dollar (en 1984, 1 dollar américain valait 8 dinars irakiens).

Épuisé par huit années de guerre avec l'Irak, défait après l'invasion du Koweït et la guerre du Golfe qui s'ensuivit, soumis à un impitoyable régime de sanctions, l'Irak

se mit bientôt à fabriquer sa propre monnaie : un dinar sur papier ordinaire, dépourvu de filigrane mais à l'effigie de Saddam Hussein.

Or ce « dinar de photocopie », comme disent sarcastiquement les Kurdes, s'est tellement déprécié (1 dollar vaut aujourd'hui près de 2 000 nouveaux dinars), qu'au lieu de compter à la main les imposantes liasses de « Saddam », les cambistes du souk de Suleymanieh les pèsent. Les acheteurs sont le plus souvent des Kurdes, nombreux à se rendre en visite familiale dans la partie du Kurdistan administrée par Bagdad.

« Ce dinar n'a pas cours dans notre région. De toute façon, ça n'est pas de l'argent. Nos échanges avec le reste de l'Irak se font en dollars », tranche le directeur de Dream City, un centre commercial assorti d'un parc d'attractions à Dohouk, la capitale économique du nord de la région kurde, non loin de la frontière avec la Turquie.

La partition monétaire recoupe celle qui s'est produite en Irak en 1991, lorsqu'une résolution de l'ONU a créé la « zone de protection » kurde (42 000 km² pour 3,7 millions d'habitants). Une autre résolution (« pétrole contre nourriture » en 1996) lui accorda 13 % des revenus du pétrole irakien, soit beaucoup plus que ce que Bagdad n'avait jamais accordé à ce territoire.

Fort de cette manne, gérée par onze agences onusiennes qui travaillent en étroite collaboration avec les autorités locales, le Kurdistan d'Irak connaît un degré de prospérité et d'autonomie inégalé. Depuis 1991, les 3,7 millions de Kurdes possèdent donc leur propre administration, leur police, leur armée (70 000 hommes) et aussi leur propre monnaie, l'ancien dinar « suisse » (à l'effigie du penseur arabe Ibn Etham) dont ils ont conservé l'usage.

Celui-ci est moins fluctuant que le dinar « de Saddam », dont le cours peut varier d'heure en heure.

« A Bagdad, le gouvernement est reconnu mais la monnaie est illégale ; au Kurdistan d'Irak c'est le contraire », ironise un intellectuel. Fiers des résultats obtenus en onze ans, une administration efficace, de nouvelles routes, l'école primaire pour tous, le désarmement de la plupart des milices, les Kurdes aiment aussi à rappeler qu'ils ont opté pour « le vrai dinar ». Mais ils savent aussi que ce choix est source de mille difficultés. Fabriqués il y a plus de quarante ans, les billets de banque en circulation dans la région kurde sont tous griffonnés, annotés, déchirés, rafistolés à l'adhésif. Petit à petit, les plus détériorés sont retirés de la circulation, mais ils ne sont pas remplacés puisqu'ils ne sont plus imprimés. La masse monétaire diminue ainsi inexorablement.

De surcroît, les coupures de 25 dinars ayant été retirées de la circulation par Bag-

dad en 1993, ne restent que les coupures de 5 et de 10. « *Aujourd'hui, c'est le jour de la paye. Ce sont des liasses et des liasses qu'il faut; les trouver n'est pas facile* », explique M. Fazel, le propriétaire du meilleur hôtel d'Erbil, la capitale administrative de la région. Le salaire moyen tourne autour de 700 dinars (70 euros), il faut donc 70 billets de 10 ou 140 billets de 5. La crise de liquidités a été récemment au centre d'une réunion du gouvernement de la province kurde, qui a exhorté les commerçants à remettre en circulation les dinars « suisses » enfouis dans les bas de laine dans l'attente de l'intervention, tout en décidant d'utiliser davantage le dollar pour faire face à la pénurie de monnaie locale.

« *Moi, je crois que nous avons fait une erreur en gardant le dinar irakien, nous aurions dû adopter le dollar* », explique Kadyr, 47 ans. Autrefois propriétaire d'une petite fabrique d'objets utilitaires en matière plastique non loin de Kirkouk, dans la partie du Kurdistan restée sous administration de Bagdad, il a vu l'œuvre de sa vie détruite par les combats qui ont suivi le soulèvement kurde du printemps 1991. Désormais installé à Suleymanieh, Kadyr a racheté un terrain et tente de rebâtir sa fabrique. « *Tout le monde ici est fatigué de la guerre et des armes, ce que nous voulons c'est vivre bien. Mais l'incertitude est plus forte que tout. Qui peut dire ce qui va se passer dans quelques mois ?* », interroge-t-il.

« *Tous les scénarios sont possibles, y compris celui d'un nouvel exode dans les montagnes au prix de milliers de morts* », s'alarme ce père de famille. Son souhait de voir le dollar devenir la monnaie officielle fait écho au scénario imaginé par d'autres : « *Si les Etats-Unis interviennent, le Kurdistan ne va-t-il pas devenir une colonie américaine ? A moins que l'on nous donne aux Turcs* », suppose un vendeur de pastèques. « *Inch'Allah, les deux scénarios sont bons pour nous !* », ricane son voisin d'étal. « *Si nous devenons une colonie, nous serons riches. Si nous sommes intégrés à la Turquie alors nous ne serons plus 3, 7 millions de Kurdes mais six fois plus !* », s'écrie-t-il, tout content de sa trouvaille. Mais ce dinar « suisse » cristallise aussi tous les rêves de la population kurde d'Irak. Le premier d'entre eux, c'est de voir la fin du régime de Saddam Hussein qui a fait déporter, enlever, gazer, disparaître des centaines de milliers de Kurdes depuis les années 1970.

« *Après le changement de régime à Bagdad, notre dinar va gagner, c'est sûr ! Il deviendra la seule monnaie officielle pour*

tout l'Irak », s'enthousiasme Ali Ahmad Kameran, propriétaire d'un bureau de change à Suleymanieh. Dans l'officine encombrée de sacs de billets, tous les présents se mêlent à la discussion. Deux jeunes hommes, qui se tiennent par la main, interviennent dans le débat : « *l'attente autour d'une éventuelle intervention en Irak affecte notre monnaie* », explique l'un d'eux, « *nous manquons d'argent car trop de gens accumulent du dinar suisse en prévision de la guerre à venir* », ajoute l'autre. « *Nous sommes très inquiets, mais cela fait vingt ans que nous le sommes* », lâche dans un éclat de rire Ali Ahmad, le patron.

En septembre 2002, les choses se sont précipitées : en quelques semaines, sur fond de rumeurs d'une intervention américaine à Bagdad, le dinar suisse s'est brusquement apprécié par rapport au dollar (10 dinars pour 1 dollar en septembre, contre 18 pour 1 auparavant). « *Le dollar est en chute libre ! C'est exceptionnel ! Et pour autant cela ne signifie pas que notre économie va bien, non, c'est parce que la masse monétaire s'amenuise. C'est un gros problème. Si nous n'injectons pas très vite de l'argent frais je ne sais pas ce qu'il adviendra* », explique Siraj Barzani, responsable d'un programme de déminage au département de l'action humanitaire à Erbil. « *Cette situation reflète l'incertitude de notre position : autonomes de facto mais pas de jure, nous ne sommes pas légitimés par la communauté internationale* », souligne-t-il.

La surévaluation de la monnaie locale a heurté de plein fouet les programmes de développement (construction, réhabilitation, adduction d'eau) dont les onze agences onusiennes ont la charge dans le cadre de la résolution « *pétrole contre nourriture* ». Celles-ci font appel à des entrepreneurs du cru, payés en dollars. Mais eux-mêmes achètent leurs matériaux et règlent leur main-d'œuvre en dinars. « *Cette situation affecte considérablement mon travail* », déplore Nasreen Mustafa Sideek, qui gère le secteur de la construction. « *Des logements devaient être construits avant l'hiver pour nos déplacés internes [800 000 personnes en tout] or tout est retardé de deux mois. Les entrepreneurs locaux déplorent un manque à gagner de 30 % et l'ONU fait comme si de rien n'était. Aucune compensation n'est prévue ! Or la surévaluation du dinar se produit aussi parce que l'ONU est un gros fournisseur de billets verts. C'est en dollars que sont rémunérés les employés locaux des agences onusiennes. C'est tout le système onusien qu'il faut revoir. Tout est trop lent, trop bureaucratique !* », se plaint cette jeune Kurde diplômée de Harvard.

GÉRARD GAUTHIER, le directeur de l'institut français des langues à Erbil, ne sait pas comment faire pour boucler son budget : « *Comment vais-je combler le trou produit par la brusque réévaluation du dinar ? C'est ce que je me demande chaque jour* », confie cet amoureux de la culture locale qui parle couramment le kurde (kurmandji comme zorani).

Son institut, une petite structure créée il y a six mois avec l'aide de la fondation France Libertés et du gouvernement régional, propose des cours intensifs de langues (anglais et français), appréciés des jeunes – notamment des employés locaux de l'ONU – qui cherchent à se perfectionner en anglais, ou manifestent de l'intérêt pour la culture française. Mais Gérard Gauthier ne reçoit aucune aide extérieure. « *Le Quai d'Orsay répond que tout doit passer par Bagdad, "le seul gouvernement légitime"*. Pour espérer toucher des subsides du gouvernement français il faudrait que la responsable des services culturels à Bagdad vienne jusqu'ici, ce qui, bien sûr, lui est refusé. Et le son de cloche est le même du côté de l'Union européenne », déplore-t-il.

Paradoxalement, la vigueur de cette monnaie locale révèle les ambiguïtés et les limites de l'existence de la région kurde restée malgré tout dépendante de Bagdad : le mandat de l'ONU est lié au pouvoir central irakien et tous les projets doivent être approuvés à Bagdad. La santé du dinar kurde ne masque pas non plus le profond malaise qui pousse les jeunes à l'immigration clandestine, comme ceux qui, en septembre en Italie, ont été retrouvés morts étouffés dans le camion qui les transportait.

Dehors, de nombreux jeunes gens désœuvrés errent dans les rues d'Erbil. Certains d'entre eux tenteront peut-être un jour leur chance en Europe. Car si les armes se sont tuées, si un début de stabilité s'est installé au Kurdistan d'Irak, l'isolement est grand, l'incertitude est totale sur ce que sera l'avenir et plus du quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Dyar, un jeune garçon de Suleymanieh, réfugié en Suède depuis plusieurs années, explique : « *Ces gens sont prêts, au péril de leur vie, à monter sur n'importe quelle barcasse, à grimper dans n'importe quel véhicule pour rejoindre les côtes européennes. Comprenez bien, ça n'est pas par plaisir !* »

Marie Jégo

« A Bagdad, le gouvernement est reconnu mais la monnaie est illégale.
Au Kurdistan d'Irak, c'est le contraire »

Les islamistes veulent rassurer les laïcs

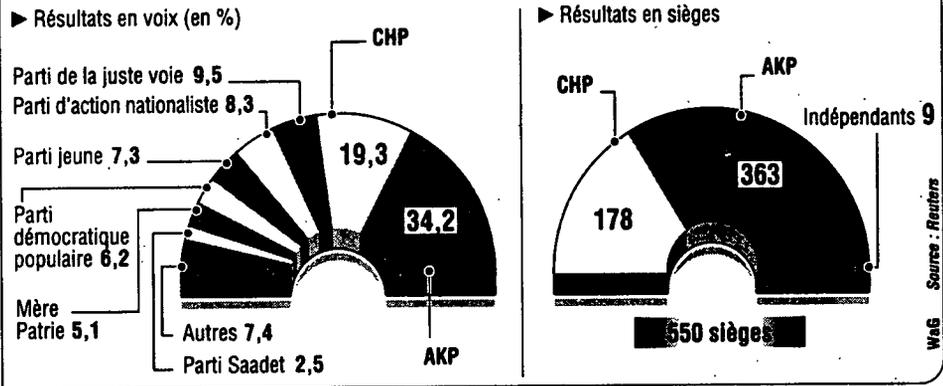
Istanbul :
de notre correspondant
Eric Biegala

« Carton rouge pour la classe politique » ; « colère au sortir des urnes »... Ces manchettes des journaux d'hier donnent le ton. Davantage peut-être que la victoire des islamistes modérés du Parti de la justice et du développement (AKP), ce qui a frappé les commentateurs turcs, c'est la gifle reçue par les partis traditionnels. Selon les projections en sièges, le Parlement sera divisé en deux parties inégales : 363 députés pour l'AKP, sur un total de 550, et 178 pour la gauche kémaliste (CHP). Neuf autres élus, sans étiquette, pourraient permettre à l'AKP d'atteindre les 367 voix nécessaires pour modifier la Constitution. Tous les autres partis sont rejetés dans les limbes extraparlimentaires.

Le seuil des 10 % de suffrages exprimés nécessaires pour entrer au Parlement a joué le rôle d'un couperet. A l'origine, il était conçu pour empêcher l'arrivée de formations indésirables pour le régime, comme les partis kurdes. Cette fois-ci, il a fauché les partis de gouvernement, qui furent aux affaires ces vingt dernières années. Les anciens premiers ministres Tansu Çiller (droite), Mesut Yılmaz (centre droit) et le sortant Bülent Ecevit (gauche nationaliste) ont tous annoncé leur démission imminente de la présidence de leur mouvement. Le vice-premier ministre Devlet Bahçeli (MHP, droite ultranationaliste) a fait de même. Hier, Ecevit a présenté la démission de son gouvernement au président de la République. Pour ce vétéran de la scène politique turque, le camouflet est sévère. A peine 1,3 % des électeurs lui ont renouvelé leur confiance.

Le gouvernement sortant a payé cher sa gestion heurtée de la crise économique. Les Turcs ont également gardé en mémoire les gaffes répétées de

Un tiers des voix, deux tiers des sièges pour l'AKP



l'équipe Ecevit. Ce sont elles qui ont précipité et entretenu la pire récession qu'ait connu le pays depuis 1945. Si la reprise semble au coin de la rue pour les investisseurs et les marchés, la situation reste précaire pour de très nombreux foyers. Selon le quotidien *Sabah*, moins de 10 % de l'électorat peut afficher un revenu mensuel supérieur à 1 milliard de livres turques (600 euros). On estime que les mises à pied durant les dix-huit derniers mois ont pu atteindre 2 millions de personnes.

Les islamistes modérés de l'AKP avaient pour eux de ne pas avoir été aux affaires depuis 1997, et surtout de compter dans leurs rangs Recep Tayyip Erdogan. En temps de crise, la réputation de l'ancien maire d'Istanbul, célèbre pour ses services sociaux, a fait merveille (lire ci-dessous).

La large victoire de l'AKP, et le bonus parlementaire que leur donne l'absence d'un troisième parti à la chambre, confère à ces

conservateurs islamisants une légitimité sans ambiguïté. Elle devrait leur permettre de gouverner de façon stable. D'ailleurs, les marchés ont réagi de façon positive, la Bourse s'envolant de + 6,14 % hier. Il reste encore à savoir comment va réagir l'« Etat profond », c'est-à-dire l'appareil administratif, ju-

diciaire et surtout militaire.

Les généraux ont décrété en 1997 une « guerre sainte » à l'envers contre l'Islam politique. Cible désignée, Recep Tayyip Erdogan n'a pas pu passer entre les mailles du filet. Les quatre mois de prison purgés en 2000 pèsent aujourd'hui de tout leur poids. Ils l'empêchent d'être élu, de siéger à la Chambre et, conséquemment, de diriger le gouvernement.

Dès hier, l'« Etat-profond » s'est rappelé au bon souvenir de l'AKP. Le procureur de la Cour de cassation, Sabih Kanadoğlu, a averti le Parti de la justice et du développement qu'il ne disposait plus que de quinze jours pour présenter sa défense devant la Cour constitutionnelle. Le procureur cherche en effet à obtenir l'interdiction du parti. Il dénonce son non-respect des dispositions découlant de la condamnation d'Erdogan, notamment celle demandant son départ de la présidence du parti.

Du côté de l'état-major, le silence, et sans doute l'attentisme, dominant. Le patron des forces armées, le général Hilmi Özkök, s'est envolé pour un voyage d'une semaine aux Etats-Unis. Il doit s'entretenir avec les principaux chefs civils et militaires de l'Administration de George W. Bush d'une éventuelle opération américaine en Irak.

De retour à Ankara, le chef

d'état-major devra rendre compte de ses entrevues à un nouveau premier ministre. Les principaux cadres de l'AKP doivent se réunir en conclave aujourd'hui pour désigner celui qui devrait prendre les rênes

du prochain gouvernement. Deux noms circulent dans les cercles proches du parti : celui d'Abdullah Gül, figure de proue des « réformistes » de l'Islam politique, et de Vecdi Gönül, un ancien gouverneur passé directeur de la police, puis juge.

Une autre inconnue sera la réaction du président de la République, Ahmet Necdet Sezer, un laïc convaincu. Il a laissé entendre qu'il ne se laisserait pas imposer le nom d'un premier ministre. Si le chef de l'Etat devait pressentir une autre personnalité que celle retenue par l'AKP, le premier ministre désigné ne pourrait probablement pas obtenir un vote de confiance du Parlement. Une crise persistante autoriserait alors le président à dissoudre l'Assemblée pour convoquer une nouvelle fois des législatives anticipées. De nombreux rebondissements sont encore possibles en Turquie.

Turkey's Islamic leader moves to reassure west

The Guardian Tuesday November 5 2002

Owen Bowcott in Ankara

Recep Tayyip Erdogan, the former mayor of Istanbul who led Turkey's moderate Islamic party to a landslide victory in Sunday's election, yesterday announced plans to tour European capitals to advance his country's claim to EU membership and to reassure nervous western allies.

With the pressing question of who will become the prime minister left unresolved — Mr Erdogan is disqualified from assuming the post by court action — his Justice and Development party (AKP) spent the day stressing its commitment to Turkey's existing international obligations: Nato, the United Nations and the International Monetary Fund.

His sudden passion for international affairs may be intended to send calming signals to Turkey's military high command, which forced out the last Islamic-led government five years ago. The prime minister then, Necmettin Erbakan, pointedly emphasised diplomatic contacts with the Arab world, much to the annoyance of the generals.

Mr Erdogan, who flew from Istanbul to Ankara as the election results came through on Sunday night, said yesterday that he had informed the EU's ambassador before the election that he was "ready to pay visits to EU capitals". The AKP leader's first visit is likely to be to Greece, building on the rapprochement between the longstanding rivals.

"Thirty-five minutes ago, I had a telephone conversation with Mr Simitis, the Greek prime minister," Mr Erdogan said. "He extended his congratulations to me ... and he is sending two officials to Ankara to discuss the visit I will make to Greece ... We are determined

to take measures to accelerate Turkey's entry to the EU."

On the IMF, to which Turkey is one of the biggest debtor nations, the AKP leader promised: "We will sit down with the IMF and go through each article of the [loan] programme. We will request changes if we deem them necessary." His party is hoping to extract some easing of the IMF's financial restrictions.

Mr Erdogan's diplomatic status and authority in the party on such issues may become



Istanbul after the vote. The 'Muslim democrats' won by a landslide Photograph: Valdirin Xhemaj/EPA

problematic once the AKP forms a government. Yesterday he confirmed that it would begin meetings today to decide who will be selected to become the prime minister.

Speculation is already rife. Abdullah Gul, deputy chairman of the AKP, is a leading contender but many suspect his abilities might eclipse Mr Erdogan's position outside the national assembly.

Vecdi Gonul, a former chairman of one of the supreme courts, is another candidate recognised as an experienced administrator. Abdulkadir Aksu, a former local governor, is a possibility as a caretaker.

Mr Erdogan sidestepped the question yesterday of whether his party's overwhelming majority in the assembly could be used to change the constitution or the laws which currently prevent him from becoming a candidate.

His party won 363 seats out of 550 seat assembly, leaving them four votes short of a two thirds majority needed to change the constitution. There are, however, nine independents, some of whom could be sympathetic. The Republican People's Party (CHP) holds the remaining 178 seats.

As well as being disqualified from standing as a parliamen-

tary candidate Mr Erdogan is also facing a legal action by the state prosecutor which would force him to stand down from the leadership of the party. A further action is underway to close the party altogether.

Meanwhile, the AKP still has to convince its humiliated political opponents and the military establishment that it has no secret Islamist agenda.

Confronted with the same allegation again yesterday, he replied: "We are fed up listening to these types of questions. We are not a political party based on religion. The best way to find out whether this is true or not is to watch."

The AKP, he said, was a "party of the right of centre" which had "reshaped the political centre ... and brought together the right of centre in one place in a stronger manner"

The pre-election party programme implied that Islamic beliefs were a private matter. "The AKP regards secularism as an important condition for democracy," their policy document declared. "The basic idea behind secularism is the impartiality of the state towards all religious beliefs ... In this sense secularism is also a principle of freedom. It ... restricts and limits not the individual but the state."

Guarded reaction from EU

Ian Black in Brussels

Brussels gave a low-key response to the election results, which could be crucial in determining whether Turkey will be given a coveted date for starting EU membership talks.

Javier Solana, the EU's foreign policy chief, pledged that the union would "work with the future Turkish government ... in the same constructive spirit which inspires our current relationship".

The European commission was even more guarded, urging the new government to follow the path of reform.

Jonathan Faull, the commission spokesman, sidestepped questions about the AKP's Islamist roots.

"We are not hung up on labels," he insisted. "We are interested in what it does on a daily basis."

Behind the scenes, however, it was clear that the result had sharpened the EU's long-standing difficulty in deciding whether a country of 68 million Muslims should become part of the club.

"We are now in the midst of the dilemma we feared," said one Brussels diplomat.

Turkey has been an official candidate since 1999, but has yet to begin accession talks because of concerns about its human rights record.

Some describe their ideology as conservatism with Islamic roots, and others have called them "Muslim democrats", on the analogy of Europe's Christian Democrats.

Abdurrahman Dilipak, chroniqueur au quotidien islamiste radical «Vakit» : «Personne ne doit empêcher l'AKP de gouverner»

Istanbul envoyés spéciaux

Intellectuel très populaire dans les milieux islamistes turcs, Abdurrahman Dilipak, chroniqueur du quotidien islamiste radical *Vakit*, répond aux questions de *Libération*.

Quelles suites voyez-vous à la victoire de l'AKP ?

Une période très délicate commence. Ce parti a gagné mais il doit maintenant mériter la confiance des électeurs et la conserver. L'AKP fait face à de grands obstacles : le risque de décevoir les espoirs de sa base, l'opposition au Parlement et surtout la résistance des forces profondes du système, sur fond de contexte international difficile alors que se précisent les menaces contre l'Irak. Il lui faudra montrer beaucoup d'intelligence pour contourner ces écueils. Personne en tout cas ne doit empêcher l'AKP de gouverner, car il a la légitimité des urnes. Si l'AKP perd, c'est la Turquie tout entière qui perdra.

Considérez-vous l'AKP comme un parti islamiste ?

C'est avant tout une force populiste attrape-tout, très pragmatique, née dans une période de transition. Beaucoup de ses dirigeants, de ses cadres et de ses militants vivent dans un déchirement psychologique permanent. Ce qu'ils pensent, ce qu'ils disent et ce qu'ils font n'est pas la même chose. En outre, ils sont aujourd'hui un peu comme ces gagnants à la loterie

qui essaient de faire croire que leur soudaine richesse est le fruit de leur travail. Les fleurs qui s'épanouissent trop tôt se fanent vite. La situation les contraint à une approche politique réaliste. Ils n'aiment pas le FMI, mais ils savent qu'une fois au pouvoir, ils auront à payer les salaires des fonctionnaires. Or notre budget ne couvre même pas le service de la dette. N'oublions pas non plus la réalité de «l'Etat profond» (l'armée et le Conseil national de sécurité, ndlr) : jusqu'à quel point un gouvernement en Turquie peut-il réellement décider et influencer le cours des choses ?

Il y a cinq ans, le 28 février 1997, le Premier ministre islamiste, Necmettin Erbakan, avait dû démissionner sous la pression de l'armée. Son parti avait été dissous. Quelles leçons en tirez-vous ?

Cela nous a permis de comprendre qu'il ne fallait plus se contenter des slogans creux et de formules à l'emporte-pièce. La société s'est trouvée ce jour-là face à la réalité profonde de l'Etat et elle l'a payé cher. Nous en avons tiré la leçon et surtout nous sommes restés unis. Une grande partie de la société a compris qu'elle ne devait pas tout attendre de la poli-

tique et devait agir par elle-même. Ses initiatives montrent *a contrario* toutes les carences de l'Etat. Nous l'avons vu par exemple lors du séisme d'août 1999. Une nouvelle génération est apparue (dans le mouvement islamiste, ndlr), qui ne refuse pas la tradition mais qui l'interroge. Nous étions fermés sur nous-mêmes, eux s'ouvrent à tout ce qui nous était étranger. Nous voulons que tout le monde puisse vivre à sa guise, les croyants comme les non-croyants.

Craignez-vous une réaction hostile des Européens ?

La coalition occidentale n'est pas très homogène. Si un de ces pays tente de mener une politique erronée contre la Turquie, la première réponse viendra des musulmans vivant sur place. Dans de nombreux pays de l'Union européenne, ils ont de par leur nombre un poids politique croissant. Certaines décisions comme le verdict de la Cour européenne des droits de l'homme, qui a entériné l'interdiction du Refah (le grand parti islamiste turc dissous en 1998 sur décision de la Cour constitutionnelle turque ndlr), ont affaibli à nos yeux la crédibilité de l'Europe. La décision de la Cour de Strasbourg était en effet d'abord politique. Nous ne sommes pas contre l'Occident, mais nous ne l'idéalisons pas ●

Recueilli par RAGIP DURAN et MARC SEMO

Les dossiers internationaux s'accumulent

Luc de Barochez

Une secousse en Turquie se ressent en Europe comme au Proche-Orient. Le tremblement de terre politique qui a ébranlé dimanche le pays de Kemal Atatürk touche au cœur de ce qui définit la Turquie moderne : le primat de la laïcité, le rôle de l'armée dans la vie politique, l'alliance avec l'Occident. La victoire du parti musulman AKP pourrait avoir des répercussions sur plusieurs dossiers internationaux touchant de près la Turquie, de l'Irak à Chypre en passant par la défense européenne et le conflit israélo-arabe. Ces changements devront être appréciés dans le long terme. Dans un premier temps, les orientations internationales de la Turquie devraient être maintenues. En particulier, Ankara va continuer à demander avec insistance son adhésion à l'Union européenne (UE). Mais le lancement éventuel d'une opération militaire américaine en Irak pourrait forcer le gouvernement à choisir plus vite qu'il ne le souhaiterait entre la solidarité sans faille avec Washington et une voie plus indépendante.

► **UNION EUROPÉENNE**

La victoire de l'AKP renforce, en Europe, les préventions de ceux qui pensent qu'un pays musulman n'a pas sa place au sein de l'Union européenne. Mais à Ankara, les dirigeants du parti affichent

leur orientation pro-européenne. La Turquie a déjà un statut de pays candidat à l'UE, entériné par les Quinze en 1999. Activement soutenue par Washington, elle attend du sommet de Copenhague, les 12 et 13 décembre, une date pour le début des négociations d'adhésion. Les Quinze se contenteraient cependant de ne lui donner qu'un rendez-vous, reportant d'autant la fixation de la date fatidique. L'AKP sera appelé à poursuivre vigoureusement dans la voie des réformes, en matière de respect des droits de l'homme et d'extension des libertés publiques, mais aussi dans le domaine économique. Sans fermer la porte à l'adhésion, le président Jacques Chirac a averti la Turquie, le mois dernier à Bruxelles, qu'elle était « encore loin » du respect des critères démocratiques exigés pour l'entrée dans l'UE.

► **CHYPRE**

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, devrait publier à la mi-novembre ses propositions visant à établir une structure confédérale et biconfessionnelle à Chypre, afin de surmonter la division de l'île. Le temps presse, car la Turquie a menacé d'annexer la partie nord du pays, qu'elle occupe depuis 1974, si l'UE acceptait, au sommet de Copenhague, d'inclure Chypre divisée dans la liste des pays qui bénéficieraient de la prochaine vague d'élargissement de l'Union. Les Quinze se disent prêts à donner leur accord même si les deux

communautés chypriotes, la grecque et la turque, n'arrivent pas à s'entendre d'ici à Copenhague sur un plan de réunification de l'île. La crise serait alors ouverte. Un gouvernement pro-islamiste en Turquie ne devrait pas modifier sensiblement la ligne suivie par ses prédécesseurs sur ce dossier explosif.

► **DÉFENSE EUROPÉENNE**

Sans les moyens de planification militaire et de transport stratégique de l'Otan, la défense européenne n'est rien. Or, la Turquie, membre de l'Otan mais pas de l'UE, exige un droit de regard sur la mise à disposition de moyens réclamés par les Quinze. Cette revendication déplaît souverainement à Athènes. Tous les efforts de compromis se sont jusqu'ici brisés sur l'opiniâtreté de la Turquie et de la Grèce. L'idée que la défense européenne puisse trouver une première illustration en se substituant à l'Otan pour le maintien de la paix en Macédoine - une petite opération, d'à peine 800 hommes - achoppe sur cet obstacle. L'Otan a accepté de rester en Macédoine jusqu'au 15 décembre. Le nouveau gouvernement d'Ankara se montrera-t-il plus souple que son prédécesseur sur ce dossier ? Si c'est le cas, que lui donneront les Quinze en échange ? A terme, c'est tout le lancement de la force européenne de réaction rapide de 60 000 hommes, prévu l'an prochain, qui est menacé.

► **IRAK**

Les vives réticences manifestées par l'Arabie saoudite et d'autres pays arabes face aux projets militaires américains en Irak accentuent l'importance stratégique de la Turquie pour Washington. La mise à disposition de bases aériennes et d'autres facilités en Turquie serait indispensable si les Etats-Unis lançaient une opération d'envergure pour renverser le régime de Saddam Hussein. La base d'Inçirlik, en Anatolie, est déjà utilisée par les avions de combat américains et britanniques pour faire appliquer l'interdiction de survol du nord de l'Irak imposée à l'aviation irakienne. L'AKP a fait savoir qu'il ne soutiendrait aucune action américaine, sauf si l'ONU y a donné son feu vert.

► **ISRAËL**

L'alliance stratégique conclue en 1996 par la Turquie et Israël, qui s'est concrétisée par le développement d'une coopération militaire et économique multiforme, est mise à l'épreuve par la victoire islamiste. Cependant, le poids de l'armée dans la vie politique turque, le souci de préserver l'alliance privilégiée avec Washington et la volonté de promouvoir la candidature d'Ankara à l'UE devraient inciter l'AKP à la plus grande prudence sur ce dossier. L'analyste israélien Ephraïm Inbar observait hier que l'AKP « n'est pas une formation anti-israélienne ».

L'Europe veut croire que les islamistes seront modérés

TURQUIE. La victoire sans appel, dimanche, de ceux qui se présentent comme des islamistes modérés, trouble les Européens, qui s'interrogeaient déjà sur l'opportunité de faire de ce pays musulman, pivot de l'Otan, un partenaire à part entière de l'Union.

A PRES AVOIR, sous le choc, « flotté » pendant quelques heures, Européens et aussi Américains ont finalement décidé hier que le triomphe dimanche à Ankara des « islamistes modérés » n'était pas nécessairement un drame. Et qu'il était urgent, même si l'événement est considérable, de... ne pas s'affoler. Les Etats-Unis choisissent de se féliciter ostensiblement de « la vigueur de la démocratie turque ». En Europe, la présidence danoise de l'Union, zélée, fait part de son « impatience » de travailler « en étroite coopération » avec le nouveau pouvoir turc. Quant aux Espagnols, ils vont même jusqu'à proclamer qu'il n'y a aucun problème, islamisme ou pas, puisque l'Europe de 2002 n'est pas... « un club chrétien ». En écho, le vainqueur des élections, Recep Tayyip Erdogan, qui ne sera pas Premier ministre puisqu'il est toujours sous le coup d'une condamnation pour « incitation à la haine religieuse » (« Les minarets sont nos baïonnettes », lançait-il il y a trois ans), affiche une foi européenne spectaculaire. Il dit son intention de faire au plus vite une tournée des capitales des Quinze. Il veut montrer, dit-il, qui il est, à quoi il croit et pourquoi il n'y a aucune raison que son pays, place forte laïque de l'Otan, soit demain mis au ban de la communauté internationale, et singulièrement de l'Europe, dont il espère devenir enfin membre à part entière.

Ainsi, à entendre Erdogan, il n'y aura pas demain en Turquie de « bataille du foulard ». Même si, dit-on, sa femme et ses filles en portent un.

Américains et Européens savaient que ce scrutin législatif était à hauts risques, que la classe politique en place était discréditée, que l'économie turque était exsangue, que les plus démunis se sentaient abandonnés, que le Premier ministre sortant, Bülent Ecevit, 77 ans, était hors jeu. Mais jamais ils n'avaient imaginé que le Parti de la justice et du développement, revendiquant un islamisme modéré et conduit par un leader populiste de 48 ans, ancien maire d'Istanbul, parviendrait à rassembler

à lui seul la majorité des sièges dans la nouvelle Assemblée. A la faveur



de l'abstention des uns, et du rejet violent de sortants épuisés.

Du coup, quand les résultats tombent tard dimanche, c'est le choc, presque la consternation. De Berlin à Paris, de Londres à Washington, on discute, on calcule, on se concerte. Quelques-uns se font les avocats d'une ligne dure. C'est la ligne réaliste qui prévaut : la Turquie est mise sous surveillance, mais on affecte de prendre au mot le nouvel homme fort. Un profil bas qui s'explique : 1. Au nom de quoi les chantres occidentaux de la démocratie remettraient-ils en cause les résultats d'un scrutin non truqué ? 2. Mettre au ban des nations la Turquie, n'est-ce pas prendre le risque de la faire basculer pour le coup dans les bras d'islamistes radicaux ? 3. Comment oublier, à l'heure du défi irakien, que la Turquie, avec ses bases américaines, est un pays clé de l'Alliance atlantique ? Mieux vaut donc composer. Il reste que, de succès islamiste en succès islamiste, l'Europe, pourtant si compréhensive, finit par s'inquiéter. En se demandant s'il ne serait pas bon pour elle de redécouvrir les va-

CLES

- **Superficie :** 780 000 km², répartis principalement en Asie et une partie en Europe (dont Istanbul).
- **Population :** 67,3 millions d'habitants (80 % de Turcs et 20 % de Kurdes).
- **Capitale :** Ankara.
- **Religion :** 99,8 % de la population est musulmane (2/3 de sunnites et 1/3 de chiïtes).
- **Statut :** république centralisée, monocamérale, indépendante depuis 1923.
- **PNB :** 2 133 € par habitant.
- **Croissance :** - 6,5 % en 2001.
- **Taux de chômage :** 10,6 %.

leurs qui la rassemblent. Et qui sont, à ses yeux, universelles.

**DOMINIQUE DE MONTVALON
ET BERNARD MAZIÈRES**

LE PAYSAN

MARDI 5 NOVEMBRE 2001

FINANCIAL TIMES TUESDAY NOVEMBER 5 2002

TURKEY ELECTION

Leaders fall on swords as voters rise in rebellion

The election outcome has left Turkey in the unfamiliar position of having a two-party parliament, says **Leyla Boulton**

For a country not known to rise up in revolt, the electoral slaughter of a whole generation of old-style leaders was the closest Turkey is likely to come to a revolution. For years, Turks had complained about their political leaders with a crushing passivity as their living standards sank and government mismanagement and corrup-

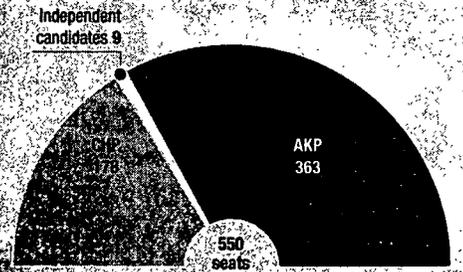
tion drove the country towards bankruptcy. Yesterday, with one newspaper trumpeting an "Anatolian revolution", citizens seemed surprised by the strength they had demonstrated at the ballot box on Sunday in a general election called early after the ruling coalition of outgoing prime minister Bulent Ecevit collapsed.

Some remained worried by the victory of the Justice and Development party (AKP), an untried party viewed with suspicion for its Islamist roots, contained by just one opposition rival, the left-leaning Republican People's party. This is the only other group to have crossed the 10 per cent threshold required for parliamentary representation. The expulsion from parliament of parties that have been in and out of office over the past 20 years was another matter, however. With no mercy for left or right, young or old, the cull included AKP's own competition: Contentment, a front party for Necmettin Erbakan, the founder of political Islam forced out of office by the armed forces in 1997. This time, however, change was brought about not by the army but by the people. The election result gives Turkey its first two-party parliament since multi-party democracy was introduced in 1954 and then suspended by a military

coup in 1960. Yesterday Turks were hoping for a new era of political stability. They will need it, if the country is finally to rehabilitate its shaky economy and advance towards membership of the European Union. "We needed a clean-out of the old system," said Behic Ozek, 50, a businessman. Candan Ersoy, a 28-year-old child-minder, agreed. "The best thing about this election is that we won't have to see the same ugly old faces any more, and that the new government, at the end of its term in office, will not be able to say 'oh we were not able to keep our promises because we lacked a parliamentary majority'." The shakeout was still continuing yesterday, as leaders of defeated parties fell like dominoes. This in itself was unusual, given that Turkish politicians typically have refused to resign even when defeated at the ballot box. First to go, in the early hours of yesterday morning, was Devlet Bahçeli, leader of the National Action party



Parliamentary election results



Justice and Development Party (AKP)
34.3 per cent and 363 seats. The party defines itself as conservative democrat but it hails from the modernist wing of the Islamist movement, which has prompted concerns from Turkey's secular establishment.

Republican People's Party (CHP)
19.4 per cent and 178 seats. Turkey's oldest party, formed by Turkey's founder, Kemal Ataturk in 1923. It is a social democratic party, which has been out of office for 18 months.

Other parties that failed to pass 10 per cent threshold to gain parliamentary representation

Party	%
True Path Party (DYP)	9.5
Nationalist Action Party (MHP)	8.3
Young Party (GP)	7.3
Democratic People's Party (DEHAP)	6.2
Homeland (ANAP)	5.1
Labour Party (SP)	2.5
Democratic Left Party (DSP)	1.2
New Turkey Party (YTP)	1.2
Grand Unity Party (BBP)	1.0

Provisional figures based on final count from all 172,002 ballot boxes. Total of 32.7m votes counted. Turnout 79 per cent of the 41m registered voters. Official results are expected to be announced by the High Election Board in the coming days.

Sources: Reuters Pictures by AP, Reuters

The losers



Bulent Ecevit
Outgoing prime minister's whose poor health and judgement led to the election and the downfall of his Democratic Left Party



Cem Uzan
Leader of the Young Party failed to break the 10 per cent threshold to gain parliamentary representation despite a xenophobic campaign

(MHP), the biggest coalition partner. He had called the early election after opposing reforms to join the European Union - a goal shared by a majority of Turks.

Then, instead of capitalising on the small but important anti-foreign vote, as planned, the MHP's support base was split by Cem Uzan, a businessman who used modern advertising techniques and his own media to sell a more dangerous, xenophobic brew.

While Mr Bahçeli was praised for his decision to step down, sighs of relief

were also breathed among educated Turks that Mr Uzan, a businessman who faces criminal court cases at home and abroad, had also fallen beneath the 10 per cent threshold for entering parliament.

unwieldy coalition's decision to hold early elections as "political suicide".

But many blamed his own refusal to hand over his Democratic Left party to a younger, more dynamic successor before his health

his New Turkey party.

Most brazen until she stood down from the leadership of the centre-right True Path party was Tansu Çiller, Turkey's first female prime minister. A populist who has been tainted by sleaze allegations, Mrs Çiller had lectured the outgoing government on its economic failings after herself plunging the country into financial crisis in 1994.

Another casualty, who resigned yesterday, was Mesut Yılmaz, the deputy prime minister and leader of the Motherland party, the junior coalition partner. Although he had worked hard to advance Turkey's candidacy for the EU, Mr Yılmaz was also troubled by sleaze allegations - a reputa-

tion not helped by his firing of Sadettin Tantan, the former interior minister who had dared mount a serious onslaught on corruption.

It is now up to AKP to do better. It has few excuses to fail and perhaps more incentive to succeed. "Since this party would like to legitimise its position both abroad and at home, it may represent a chance for Turkey to accelerate long-overdue political and economic reforms," says Omer Faruk Gençkaya, a political scientist.

Additional reporting by Funja Guler.

'The best thing about this election is that we won't have to see the same ugly old faces any more'

But the most pathetic victim of all was Mr Ecevit, the ailing 77-year-old prime minister who slipped from biggest winner in the last elections to biggest loser, with just over 1 per cent of the vote. He described his

problems plunged the government and financial markets into chaos this summer. Ismail Cem, the ex-foreign minister who led a defection from Mr Ecevit's party, melted away with little more than a percentage point for

Turkey stays calm after Islamists win

Party leader affirms strong ties to U.S.

By Ian Fisher

The New York Times

ISTANBUL: There was no hint of panic here Monday, rather much polite talk from all quarters about not rushing to judge Turkey's new leaders, a party with a strong Islamic identity that swept the nation's elections Sunday.

The financial markets rose, as did the Turkish lira against the dollar, apparently soothed by early statements from the party's leader, Recep Tayyip Erdogan, who crisply named his first priority as speeding up talks to join the European Union.

In victory speeches and interviews, he talked about keeping strong ties to the United States and said he could support war with a fellow Muslim nation, Iraq, under certain circumstances.

Even his new official rival, Deniz Baykal, head of the only other party to win a place in Parliament on Sunday, declined to call Erdogan a threat to Turkey's closely guarded secularism.

"Such accusations would put the country into distress," said Baykal, leader of the Republican Peoples Party, the new opposition. "We have to act in good faith."

"But I will retain caution," he added. "The whole world will be watching developments very carefully."

Businessmen, diplomats and Western leaders all said Monday that the Justice and Development Party would have to prove its professed commitment to the moderate, secular and pro-Western platform it ran on in the cam-



Fatih Saribas/Reuters

Erdogan addressing his first news conference after the Turkish election.

paign. Those promises are especially immediate, as the EU moves to decide in December whether to start formal accession talks and the United States ponders an attack on Turkey's neighbor, Iraq.

"Everybody is sort of watching and waiting to see how this will move," said one Western diplomat in the capital,

Ankara. "There is the question of their leaning: Are they going to do Islamist things? But the indications that I have seen is that they are going to try to do political reform to stay in power."

"They have seen what happened before when Islamicists came into power," the diplomat said.

Erdogan, 48, the former mayor of Istanbul, and his party won over 34

percent of the vote in Sunday's election, enough to allow it to form a government on its own with about 360 seats in a 550-seat Parliament.

But much suspicion remains: He and many party leaders belonged to the Welfare Party, the first Islamist party to hold power in Turkey. The army nudged it from office in 1997, and Erdogan has since disavowed Islam as part of politics or government.

On Monday, Erdogan himself dismissed any speculation that the army, which has been silent on Erdogan and views itself as the fail-safe protector of Turkey's democracy, would have reasons for concern, either.

"This army is our army," he told foreign reporters in a news conference Monday. "Nothing should come between us and them."

Most political analysts say that Turkey's 40 million voters did not pick Erdogan for his Islamic credentials: Rather, voters appeared to be protesting against incumbents who have presided over a bad economy and rife corruption. And Erdogan, a powerful speaker as well as a figure of much charisma and drive, won high marks for his performance as mayor of Istanbul between 1994 and 1998.

The analysts also say that he probably benefited from a backlash against the overt drive to exclude him from power: In September, he was barred from running himself for Parliament, because of a 1997 conviction for reciting a poem a court said incited religious hatred.

The ban is still in place, and he is not permitted at the moment to hold office - itself a contentious issue because it

raises questions over who will actually wield power in the new government. On Tuesday, party leaders will meet to discuss whom to nominate to the position of prime minister.

Erdogan has said nothing on the question, but the Turkish press has circulated three names: Abdullah Gul, Erdogan's deputy, who is considered a Western-leaning moderate; Vecdi Gonul, a former police and court administrator who is friends with the nation's president, Ahmet Necdet Sezer, and Abdulkadir Aksu, a former interior minister.

On Monday, European leaders said they welcomed the victory of Erdogan's party, saying that its platform gave no immediate reason for alarm. "There is clearly a will to pursue rapprochement with the European Union," said Javier Solana, the EU chief for foreign affairs.

"We will have to judge the next Turkish government by its acts."

But a first major test will come in December, at an EU summit meeting in Copenhagen, where ministers will decide whether to open formal talks for Turkey's joining, a move strongly supported by the United States.

Even before this election, there have been many questions about whether the EU would ever accept Turkey, with concerns ranging from Turkey's shaky record on human rights to the stresses already placed on the EU as it looks to expand to 10 new members. An issue rarely mentioned in public is whether the EU is eager to accept a Muslim nation with more than 60 million people, and some experts wonder if it will be even less inclined to do so if Turkey is headed by a government with strong Is-

lamicist roots.

For Erdogan, experts say, the emphasis on joining the EU is both economic and political. Polls here show a strong support for Turkey's joining, as a way to ease the nation's deep economic crisis.

Hasan Unal, a professor in the department of international relations at the Bilkent University in Ankara, said the EU could also offer Erdogan and his party protection: The EU will demand assurances of Turkey's commitment to democracy, a case that will not be helped if the army ever moves against Erdogan and his party.

"They think they will be pressured by the military at one point or another" because of their Islamist past, Unal said. "So they believe that Turkey's connection to the European Union would be the best way of easing the military pressure on them."

Experiment in Turkey

& EDITORIALS & COMMENTARY

The Washington Post

Turkey's voters did not necessarily intend to marry Islamic values with Western democracy when they gave a parliamentary majority to the upstart Justice and Development Party in Sunday's general election. By most accounts, Turks mainly wanted to punish the entrenched political establishment for leading the country into a deep economic crisis, attended by seemingly endemic corruption. Yet the alternative the voters chose amounts to something of a political experiment.

With roots in earlier Islamic parties outlawed for testing Turkey's secular order, the Justice and Development Party describes itself as a center-right movement that aspires to create a Muslim-world analogue to the Christian Democratic parties of Europe. Many Turks fear that this platform is doomed to fail, or that it may be mere camouflage for a more fundamentalist agenda.

Yet, for Turkey's sake and for that of democracy in the Middle East, it should be given a fair chance.

Justice and Development and its leader, Recep Tayyip Erdogan, would face a daunting political landscape even if they were not subject to pressure from the military and the legal establishment. Turkey is on the brink of economic collapse. Its bid for membership in the European Union appears likely to be rebuffed shortly, and it could face a crisis on Cyprus, where a rump ethnic Turkish state may be stranded by an EU invitation to the government that rules the Greek side of the island. Meanwhile, the United States is preparing for a possible military campaign against Iraq, Turkey's neighbor.

Erdogan has outlined a moderate and careful approach to these challenges. He has strongly supported Turkish membership in the EU and the

political reforms needed to achieve it, and says he will carry out economic reforms. On Iraq, he has hewed to the Turkish mainstream, voicing concern about war but signaling that he would defer to the United Nations or to a decision by the Turkish military.

Although as mayor of Istanbul he pursued an Islamist agenda, he says he has changed his approach. His party has taken in secular conservatives and nominated many women. Erdogan says his aim is to broaden Turkish democracy and make room for more free expression of all kinds, including moderate Islamic practice.

It is important that Erdogan be held to this agenda. Turkey cannot afford a

radical change of foreign policy or a domestic revolution at this moment of crisis. The military, which ousted a previous Islamic government in 1997, can be expected to intervene again in the event of such a shift. But the military and the legal authorities, who have prohibited Erdogan from holding office and are trying to ban his party, should give Justice and Development an opportunity to perform.

The Bush administration, too, should seek to build a partnership, while continuing to urge European governments to begin negotiating Turkey's EU membership. While Erdogan may fail, he could succeed in creating a model of democratic political practice sorely needed in the Muslim world.



Le Monde
ÉDITORIAL

Notre enjeu turc

5 NOVEMBRE 2002
Le Monde

UN PARTI islamique a les moyens de gouverner la Turquie. C'est sans vral précédent depuis 79 ans, date de la création de la Turquie moderne, constituée en Etat laïque. C'est sans précédent dans l'histoire des pays membres de l'OTAN, dont la Turquie, proche allié des Etats-Unis, est l'un des piliers. Cela représente un défi énorme pour l'Union européenne, qui, en ces temps huntingtoniens de prétendu conflit de civilisations, s'appête à accueillir prochainement la Turquie dans ses rangs. A s'en tenir à ces quelques éléments, la victoire, dimanche 3 novembre, du Parti de la justice et du développement (l'AKP) mériterait déjà d'être

qualifiée d'« historique ». Il y a plus.

Le triomphe de l'AKP, parti islamique créé sur les restes d'une formation islamiste interdite, bouleverse de fond en comble la scène politique turque. La plupart des partis traditionnels ont été balayés. La hiérarchie militaire, plus attachée à la laïcité de l'Etat qu'à la démocratie, est défiée. Elle avait fait tomber un gouvernement islamiste en 1997. Elle est, cette fois, confrontée à une formation qui, avec près de 35 % des suffrages, va disposer de 363, au moins, des 550 sièges du Parlement. Même pour des généraux habitués à exercer leur tutelle sur la vie politique du pays, c'est un score

difficile à ignorer.

Il s'impose d'autant plus à l'armée que le patron de l'AKP, Recep Tayyip Erdogan, injustement interdit d'élection, n'a rien d'un mollah intégriste. A 48 ans, cet ancien maire d'Istanbul, toujours sanglé dans un impeccable costume-cravate, refuse le terme d'islamiste. Son parti se veut un parti conservateur, « respectant les valeurs » d'un pays de 66 millions d'habitants majoritairement musulmans ; une formation, dit-il, proche de ce qu'ont pu être les partis chrétiens-démocrates dans l'Allemagne ou dans l'Italie d'après-guerre ; une organisation qui veut « accélérer » l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. L'AKP entend préserver le caractère laïque de l'Etat : elle n'a pas la charia pour programme ; elle a présenté 10 % de femmes sur ses listes ; elle a donné son accord au programme du FMI pour sortir la Turquie de la crise. Elle a tout cela sur les épaules. Et plus

encore.

L'AKP a la responsabilité historique d'afficher la compatibilité de l'islam avec la démocratie. Elle doit prouver qu'un « islamisme centriste » est concevable, pour reprendre l'expression du politologue Olivier Roy ; et qu'il peut intégrer le jeu politique sur un mode effectivement proche de la démocratie-chrétienne. L'enjeu est colossal pour la hiérarchie militaire turque, qui doit laisser gouverner M. Erdogan ; pour l'AKP aussi, qui est comptable de ses promesses. Mais l'enjeu dépasse le cadre de la Turquie.

Si l'AKP sait réconcilier l'islam et la modernité, la leçon vaudra pour le monde arabe. L'exemple pourrait être déterminant d'un parti qui ferait la synthèse entre un ancrage culturel dans l'islam et un attachement indéfectible à la démocratie, au respect des droits de l'homme — et surtout de la femme. Ce serait un tournant au Proche-Orient.

Herald INTERNATIONAL Tribune

Thursday, November 7, 2002

Turkey, Israel, Iraq ■ By Stanley A. Weiss

A Mideast future worth imagining

Imagine. A pro-Western democratic Iraq forges an alliance with the only other democracies in the Middle East, Turkey and Israel. Surrounded and squeezed by U.S. forces and allies on all sides, Syria and Iran sever their terrorist ties with Hezbollah in Lebanon and Hamas and Islamic Jihad in the Palestinian territories.

Starved of cash and weapons, Palestinian suicide bombers become a rarity. A moderate Palestinian Authority emerges. No longer fearing a Palestinian terrorist state on its borders, Israel ends its untenable occupation of the West Bank and the Gaza Strip.

Without daily television images of Israeli soldiers killing Palestinians to distract Muslims from what the United Nations calls a "poverty of opportunities" across the Middle East, frustrated young populations turn on their aging, corrupt rulers. In Iran, Saudi Arabia and elsewhere, oppressive regimes succumb to public demands for more political freedom and economic opportunity.

The Arab-Israeli conflict gives way to historic handshakes on the White House lawn. Arab-Israeli trade blossoms, with Israeli tourists spending millions in Baghdad, Damascus, Tehran and Beirut.

Sound absurd? No more so, perhaps, than the notion, in the darkest hours of World War II, that a post-Hitler Germany could underpin a democratic, prosperous and peaceful Europe.

And it seems that this is the sort of vision the White House has in mind as it contemplates its next move in the Middle East. President George W. Bush speaks of a "very different future" for the region with a democratic Afghanistan, Palestine and Iraq "inspiring reforms throughout the Muslim world." Political and economic liberty, he says, "can triumph in the Middle East."

Ahmad Chalabi, leader of the Iraqi National Con-

gress, the umbrella opposition group, agrees. "The greatest chasm in the region is not between Arabs and America," he tells me, "it's between the people and their own governments."

In fact, the building blocks of an Iraq-Turkey-Israel alliance already exist. The historic military ties that Ankara and Jerusalem inaugurated in 1996 are now a military, political and economic partnership. Turkish and Israeli sailors and pilots train together. Ankara gets prized Israeli high-tech weapons. Jerusalem gets coveted Turkish water and a partner in a hostile neighborhood. Boosted by a free trade agreement and Israeli tourists vacationing in Turkish seaports, bilateral trade topped \$1 billion last year.

This partnership will grow, despite the newly empowered Islamic-rooted Justice and Development Party. When it comes to defense matters in Turkey, the military controls the civilians.

A democratic Iraq would have the same enemies that have bound Ankara and Jerusalem: Syria and Iran's support for terrorism, Iran's missiles and weapons of mass destruction, and militant Islamic fundamentalism. Baghdad and Ankara would share other compelling security and economic interests: preventing an independent Kurdistan in northern Iraq and ensuring the free flow of Iraqi oil.

Building ties between Baghdad and Jerusalem would be harder, but not impossible. Senior leaders from the Iraqi National Congress, which is bound to play a prominent role in a post-Saddam Iraq, have met openly with Israeli officials.

An Iraqi government heavily dependent on U.S. economic and military assistance would have enormous incentive to make peace with Israel. Think Egypt 1979 and Jordan 1994.

Other members of a new security arrangement would, over time, include Jordan, which has sent observers to the Turkish-Israeli naval exercises and

which Israel has offered to include under its Arrow missile defense shield.

Israel and India, a secular democracy with the world's second largest Muslim population, are cementing their military ties out of a common fear of Pakistan's "Islamic bomb" and radical Islam.

Risks abound. The Middle East is littered with the wreckage of failed defense pacts that only heightened tensions. Alliances can provoke counter-alliances. Syria, with a chemical and biological arsenal that dwarfs Saddam Hussein's, could deepen its ties with Iran. A largely non-Arab axis of Turks, Jews Americans and Iraqis could be a recruiting bonanza for Al Qaeda.

Yet early returns from the Turkish-Israeli partnership reveal the potential rewards. Arab governments have sought Turkish influence with Jerusalem on the Israeli-Palestinian conflict. Suddenly facing two potential fronts and fearing a Turkish invasion, President Hafez Assad ended Syria's historic support for the terrorist Kurdistan Workers Party in 1998. His son Bashar has tried to offset the Ankara-Jerusalem partnership by mending fences with Turkey and Jordan.

When the Turkish-Israeli military partnership was first announced, the Israeli defense minister, Yitzhak Mordechai, declared: "When we lock hands, we form a powerful grip." The 22 regimes of the Arab League fear an even more powerful grip — an Iraq-Turkey-Israel axis of hope that could begin transforming the Middle East from tyranny and theocracy to freedom and democracy. That's a future worth imagining — and working for.

The writer is founder and chairman of Business Executives for National Security and former chairman of American Premier, a mining and chemicals company. He contributed this personal comment to the International Herald Tribune.

En Jordanie, les exilés irakiens partagent une peur : Saddam Hussein

Depuis dix ans, ils sont 5 millions de personnes à avoir fui le régime de Bagdad. 1,5 million d'entre eux ont transité par Amman. Aujourd'hui, ils sont encore 300 000 dans la capitale

AMMAN

de notre envoyé spécial

Pourvu qu'elle soit « bien ciblée », Ali Abdel Amir est pour. « Résolution pour » l'offensive

REPORTAGE

Les plus démunis survivent à la lisière des camps de réfugiés palestiniens

américaine qui se profile à l'horizon irakien. Le ton n'est pas revanchard. Le regard brun sous la tignasse noire exprime plutôt une grande lassitude. Le feu américain sur Bagdad, « c'est malheureusement la seule solution pour abattre Saddam Hussein, l'unique chemin de notre rédemption, la seule échappatoire aux sanctions internationales qui martyrisent mon malheureux peuple ». Ali Abdel Amir parle parfois comme un poète. Il l'est. A 45 ans, il est aussi vétérinaire, rédacteur en chef d'une revue culturelle irakienne en exil - *Al-Massala* - et, à ses heures, critique littéraire pour un journal d'Amman.

LE SQUARE DES DAMNÉS

Originaire de Babylone, Ali est chiite. Là-bas, de l'autre côté du désert, il appartient à la majorité religieuse réprimée d'Irak. Ici, en Jordanie, il est d'une espèce en voie de disparition, celle des exilés irakiens qui osent encore parler, nommément, du régime voisin. Les autres, officiers dissidents, braves de salon, résistants authentiques ou opposants d'opportunité, ont compris depuis longtemps que le climat de la capitale jordanienne n'était pas sain pour eux. Ils sont partis plus loin, à Londres, New York ou Stockholm, hors de portée des sicaires de Saddam et des *moukhabarates* jordaniens, les agents de la sécurité royale qui ont ordre d'empêcher tout activisme contre un « pays ami ».

Depuis dix ans, sur les 5 millions d'Irakiens actuellement en exil - un quart de la population - on estime qu'au moins 1,5 million ont passé par la capitale jordanienne. Comment pratiquer une opposition active dans un « pays frère » qui

dépend à 100 % de Saddam Hussein pour son approvisionnement pétrolier, où le maître de Bagdad dispose de nombreux alliés et de solides relais en haut lieu et où la plupart des gens - dans la minorité jordanienne « de souche » et plus encore dans la majorité d'origine palestinienne - voient plutôt le rais moustachu comme, au choix, « un héros de l'arabité, un rempart contre l'impérialisme américain, le seul leader régional assez courageux pour défier le sionisme israélien » ?

En contrebas du djebel Al-Jawfa, l'une des sept collines de la « ville blanche », le quartier central d'Amman s'ouvre sur la grand-place Al-Hachémite, du nom de la dynastie qui règne sur le pays. C'est ici, face aux ruines du grand amphithéâtre romain, allongés sur les bancs publics ombragés ou attablés dans les restaurants bon marché qui fleurissent le pays - Le Bagdad, Le Babylone... - que les Irakiens d'Amman se rencontrent. Sunnite bagdadi, le jeune Hussein rentre tout juste de là-bas. Il a rapporté un gros transistor qu'on l'a chargé de vendre et quelques lettres qu'il étale soigneusement sous le soleil. Les promeneurs s'arrêtent, regardent, cherchent leurs noms. Ou celui d'un ami qu'on préviendra qu'il a des nouvelles du pays.

La grand-place Al-Hachémite, pour les 300 000 Irakiens d'Amman, c'est la poste centrale, la salle des pas perdus, la gare de triage où l'on se chuchote les noms des employeurs au noir, ceux des honnêtes marchands de faux visas ou de vrais passeports, voire l'identité de tel passeur véreux qui avait promis, contre plusieurs milliers de dollars, la Suède, Berlin ou Londres via la Thaïlande ou l'Indonésie. Et dont les clients, vendus ou malchanceux, sont revenus s'échouer ici, dans le square des damnés de Saddam.

C'est la deuxième fois que le jeune Hussein fait l'aller-retour Amman-Bagdad. Douze à quinze heures de taxi collectif sur l'unique ruban d'asphalte brûlant, à travers le désert. La plupart des Irakiens suivent le même chemin que leur pétrole, qui arrive chaque jour à Amman dans des flottilles de camions-citernes. Ils n'ont pas les moyens de prendre l'un des quatre vols « charters » hebdomadaires de la Royal Jordan Air qui relie, depuis deux ans - avec la béné-

diction américaine -, les deux capitales. Hussein ne dira pas son nom. « Ma mère et mes deux sœurs sont encore là-bas... » On sait les barbares représailles dont le régime est capable sur les parents restés en otage.

A 22 ans, Hussein n'a connu que la guerre et les privations. Il a appris la prudence. Quelques milliers de ses compatriotes, professeurs, ingénieurs, médecins, ou hommes d'affaires vivent également au royaume. Toujours dans la terreur d'être arrêtés et renvoyés en Irak, les autres vendent des cigarettes de contrebande,

pièce louée à plusieurs le plus souvent. A tous, jusqu'à présent, la Jordanie accorde des visas de six mois. Après, sauf emploi légal et garant local, il faut partir. Beaucoup restent. Or, plus d'un Jordanien sur quatre est au chômage, la crise perdure et les Irakiens, accusés d'une montée de la criminalité et de la prostitution, sont devenus des boucs émissaires. « A Amman, "Irakien" est presque devenu une insulte », dit un médecin.

Hussein, lui, n'a rien à craindre des agents de la sécurité royale. Il est repassé par la case départ, il a payé les 400 000 dinars irakiens

Washington espère un vote de l'ONU jeudi

Les Etats-Unis devaient soumettre, mardi 5 novembre, au Conseil de sécurité des Nations unies leur projet de résolution modifié sur le désarmement de l'Irak. Les Américains espèrent obtenir un vote dès jeudi. « L'idée est de mettre (le texte) sur la table demain (mardi) avec un vote possible jeudi », a déclaré lundi un haut responsable de l'administration Bush sous couvert de l'anonymat. « Nous avons tenu compte des points de vue que nous avons entendus », a déclaré le porte-parole du département, Richard Boucher, à propos des critiques de la France et de la Russie.

A Bagdad, le président irakien Saddam Hussein, tout en estimant inutile un nouveau texte, a affirmé que son pays « prendra en considération » toute résolution adoptée par l'ONU sur l'Irak, « en considérant qu'elle « ne couvre pas les visées belliqueuses des Etats-Unis ». Les Etats-Unis ont traité par le mépris ces nouvelles déclarations. « Cela semble différent de ce qu'il a dit hier, et c'est probablement différent de ce qu'il dira demain », a ironisé Richard Boucher. - (AFP.)

font le manœuvre à Amman ou le journalier au noir dans la vallée du Jourdain. Sans droits, sous-payés, en butte à l'hostilité d'autres migrants - Egyptiens, Philippins - ou de chômeurs jordaniens, ils s'entassent dans de sordides taudis, à la lisière des camps de réfugiés palestiniens et dans quelques hôtels borgnes. Ceux-là sont devenus des ombres.

« PRESQUE UNE INSULTE »

Seules les femmes, entièrement voilées de noir - ce qui ne se pratique guère chez les Jordaniennes -, dessinent des silhouettes repérables. Des chiïtes peut-être. Ils sont nombreux chez les migrants. Les chrétiens et sunnites en fuite ont trouvé relais et réseaux d'entraide à Amman. Absent de Jordanie, le chiïsme n'a pas d'existence légale.

Ses dizaines de milliers d'adeptes irakiens se taisent. Pour eux, pas de mosquée, pas d'école pour les enfants, juste quelques discrets « majlis », lieux clandestins de culte et de rencontre -, une petite

(200 euros) du permis de sortie délivré par Bagdad. Il est en règle, il a droit à six nouveaux mois de liberté. Mais il n'ignore pas que les sbires de Saddam « savent tout » de ce qui se passe dans la communauté. Ses petits yeux vifs scrutent sans cesse les alentours. Il se dit « certain » que « quand les Américains viendront, les Bagdadis les applaudiront ».

Patrice Claude

Le Monde

MERCREDI 6 NOVEMBRE 2002

Embarras de l'Union européenne

Bruxelles :
de notre correspondant
Pierre Bocev

La victoire électorale d'un parti islamiste modéré qui ne se voit plus comme tel a accru l'embarras des européens qui, dans leurs relations avec Ankara, temporisent depuis quarante ans. Le discours officiel reste égal à lui-même. La Commission européenne, explique son porte-parole chargé de l'élargissement, Jean-Christophe Filori, n'a « pas d'a priori ». Elle « jugera sur pièces » et refuse, jusqu'à preuve du contraire, de « dire que c'est une Turquie islamiste ».

Sur le fond, rarissimes sont les dirigeants de l'Union européenne (UE) à être favorables à une adhésion de la Turquie. L'époque n'est plus à dire, comme Helmut Kohl en son temps, que l'Europe est un « club chrétien ». Ana Palacio, ministre espagnol des Affaires

étrangères et chrétienne-démocrate comme l'ancien chancelier allemand, juge « évident » qu'un « pays et une société islamiques ont leur place dans l'Union (qui n'est pas un club chrétien) ».

Mais le pouvoir impose une retenue de langage. Exemple, Hubert Védrine : tant qu'il était

au Quai d'Orsay, son discours était « politiquement correct » à souhait. Aujourd'hui, une interview à *La Libre Belgique* lui délie la langue : « La Turquie, dit-il, n'est pas un pays d'Europe et n'a pas plus de raison d'être dans l'Union européenne que nous dans l'Organisation de l'unité africaine. »

Reste donc à encourager le futur gouvernement d'Ankara à apporter la preuve de sa prise de position pro-européenne. « Il peut, s'il le veut, très rapidement », le faire, a expliqué hier Günter Verheugen, le commissaire à l'Élargissement. Et de citer la libération des prisonniers politiques, ou encore la fin effective de la torture. « S'ils le font, commente un fonctionnaire de

l'institution, nous sommes dans la mouise. »

Il va pourtant falloir se décider. Fort des réformes du mois d'août, qu'il claironne vouloir poursuivre, le parti AKP réclamera des Quinze, au sommet de Copenhague, une date pour ouvrir enfin les négociations d'adhésion. Pour Günter Verheugen, les relations turco-européennes se trouvent dans une phase de « test ». « Personne ne veut les avoir au sein de l'Union, fait observer un diplomate. Mais personne ne sait comment les garder dehors. Nous n'avons pas de justifications. » Le moment est peut-être enfin venu pour les Quinze de se poser la question qu'ils éludent : quelles sont les frontières de l'Europe ?

Pression américaine sur les Quinze

Les Etats-Unis ont demandé hier aux Quinze d'encourager la Turquie à « rester liée à l'Occident » en fixant, lors du prochain sommet européen de Copenhague, une date pour l'ouverture de négociations d'adhésion avec Ankara. Le secrétaire d'Etat américain adjoint pour les affaires politiques, Marc Grossman, en visite à Athènes, a également appelé la Turquie à « saisir l'occasion (pour) qu'une solution à Chypre (...) devienne de plus en plus proche ».

LE FIGARO MERCREDI 6 NOVEMBRE 2002

L'armée apporte son appui aux islamistes

L'armée turque, garante des valeurs laïques du pays, a donné hier mardi sa bénédiction au vainqueur des élections, un parti aux origines islamistes dont les dirigeants s'apprêtent à former le gouvernement.

« Les résultats reflètent la volonté du peuple, je la respecte », a dit le chef d'état-major turc, le général Hilmi Ozkok, à la presse turque lors d'une visite à Washington. « Les élections se sont déroulées conformément aux règles démocratiques », a-t-il ajouté dans une première déclaration commentant l'arrivée massive au pouvoir d'une formation aux colorations islamistes, même si celle-ci préfère se qualifier de conservatrice ou de centre droit.

Le Parti de la justice et du développement (AK) a remporté une écrasante victoire aux législatives avec plus de 34 % des voix (363 sièges sur 550). Sa direction a entamé mardi des discussions, qui pourraient durer plusieurs jours, afin de déterminer qui sera son candidat au poste de premier ministre.

Le président turc, Ahmet Necdet Sezer, a annoncé qu'il recevrait, séparément, jeudi les leaders des deux seuls partis à avoir remporté des sièges au prochain Parlement - le leader de l'AK, Recep Tayyip Erdogan, et le leader du Parti social-démocrate prolétaire (Parti républicain du peuple), Deniz Baykal. Aucune indication n'a été fournie

sur ces réunions, mais le président est chargé de nommer le premier ministre.

Normalement, cette tâche est simple puisque le président nomme le dirigeant du parti majoritaire au Parlement et ce dernier obtient ensuite un vote de confiance à l'Assemblée.

Cette fois, la tâche est compliquée par le fait que M. Erdogan a été déclaré « inéligible » aux élections, en raison d'une ancienne condamnation pour « incitation à la haine religieuse », et ne peut donc prétendre au poste de premier ministre. Le candidat qui disposerait des meilleures chances de former le prochain gouvernement serait Abdullah Gul, vice-président du parti, selon la presse.

Ce théoricien du parti, âgé de 52 ans, était ministre d'Etat dans le premier gouvernement islamiste

de Turquie (1996-1997) dirigé par Necmettin Erbakan. Leur parti a été dissous par la justice pour « activités antilaïques ».

L'AK, fondé l'an dernier sur les cendres d'un parti islamiste interdit, lui-même successeur du parti de M. Erbakan, se défend de toute idéologie religieuse. Mais ceux qui le contestent craignent qu'il ne cherche à remettre en question l'ordre laïque, dont l'armée est le garant. Des coups d'Etat militaires ont renversé trois gouvernements turcs depuis 1960, et la simple pression de l'armée a eu raison du premier gouvernement islamiste du pays en 1997.

M. Erdogan, 48 ans, s'est attaché mardi à souligner à nouveau l'ancrage occidental de la Turquie lors d'un entretien avec M. Baykal.

Les deux formations ont décidé de faire cause commune pour faire

avancer la candidature de la Turquie à l'UE, avant que le sommet européen de Copenhague, les 12-13 décembre, ne se prononce sur l'élargissement.

La Turquie réclame avec insistance l'ouverture dès l'an prochain des négociations sur son adhésion. Pour promouvoir la candidature de la Turquie, M. Erdogan devrait prochainement visiter plusieurs des capitales européennes, à commencer par Athènes. « Le sommet européen de Copenhague doit donner à la Turquie le résultat qu'elle attend », a dit M. Erdogan. M. Baykal, de son côté, a estimé que c'était le « droit » de la Turquie d'obtenir un résultat positif à Copenhague.

Les marchés financiers turcs semblaient accueillir avec satisfaction l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement stable en Turquie, après quelque dix ans de gouvernements de coalition. La Bourse d'Istanbul a enregistré une hausse de 10,17 % mardi, après une première hausse de 6,1 % lundi.

(AFP.)

Un geste sur Chypre

« Nous sommes en faveur d'un règlement [à Chypre] sur la base du modèle belge. » Cette petite phrase, prononcée hier par Recep Tayyip Erdogan, le grand vainqueur des élections de dimanche, est le premier signe d'assouplissement de la position turque, la première déclaration turque en faveur d'une réunification de l'île sous la forme d'un seul Etat. Le « modèle belge » a été retenu par Alvaro de Soto, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, alors que Kofi Annan s'apprête à présenter un plan de règlement vers le 15 novembre. Répondant à l'invitation du premier ministre grec Costas Simitis M. Erdogan doit pour sa part se rendre bientôt à Athènes.

Eric Biégala à Istanbul

AKP faces difficult task of representing southeast

Turkish Daily News November 6, 2002
By Fatma Demirelli

November 3 polls left its undisputed winner, the Justice and Development (AK) Party, with an additional burden -- to address problems that have beset southeastern Anatolia for decades. A much-criticized election system gave it a majority of seats from this troubled region and left the true frontrunner, the pro-Kurdish Democratic People's Party (DEHAP), outside Parliament.

In addition to sparking a heated debate over what policies an AK Party government would pursue in critical issues of economy, EU membership and foreign policy, the November 3 polls also posed a difficult question of parliamentary representation: 45 percent of votes could not forge a path into the 550-seat Parliament because they were cast for parties that failed to pass a 10 percent election threshold for seats in Parliament.

Pro-Kurdish DEHAP was one of 16 parties that remained outside of Parliament, despite a rate of support in 13 eastern and southeastern provinces that, in some places, exceeded even 50 percent. As the second biggest party in most of these provinces, the AK Party won 35 seats in Parliament from the region, though the total rate of votes for it there barely reached 20 percent. The Republican People's Party (CHP), the second party to pass the 10 percent threshold, won 15 seats. The region also sent seven independent deputies to Parliament.

Diyarbakir, the biggest province in southeastern Anatolia, was the scene for the most stark discrepancy between votes and representation: Winning 56.1 percent of the votes, DEHAP won no seat in Parliament. AK Party won six seats in the province with 15.9 percent of votes and the CHP got two deputies with only 5.9 percent.

In Van, a far eastern province, DEHAP won no seat despite an overwhelming 40.8 percent of support, while AK Party won six seats with 25.8 percent. For the CHP, which won one seat, a mere 5.1 percent support was enough.

AK Party won three seats and the CHP won one in the southeastern province of Siirt, with 17.5 and 8.9 percent respectively. DEHAP received 32.2 percent of votes in the province.

"AKP aware of responsibility"

"AK Party is aware that there is a problem of representation in this region," said Egemen Bagis, an AK Party deputy from Istanbul. He added the party will formulate policies to address main difficulties in the region.

"Votes that were cast for DEHAP in the region are a message for us from its people, telling us the region has been deprived of sufficient care at the hands of the state for years," Bagis said. Party officials tend to think of the region's problems in economic terms, failing to identify an ethnic-based strain. "The regional economy collapsed long ago in eastern and southeastern Anatolia. People are desperately looking for a remedy," said Maliki Ejder Arvas, an AK Party deputy from Van.

Arvas said the AK Party government would treat all parts of Turkey on an equal basis and give priority to policies to revitalize the troubled agricultural and stockbreeding sectors. "AK Party feels the heavy burden of addressing problems of the entirety of Turkey, with its all regions, on its shoulders" said Bagis, insisting that unemployment was the most important issue that confronted the people of the region.

"There is no ideological or ethnic camp in Turkey. There are only the rich and the poor," he said.

* * * * *

Iran Reportedly Pledges Help in Ousting Qaeda From North Iraq

New York Times November 6, 2002 By DANIEL J. WAKIN

AMASCUS, Syria, Nov. 5 - An Iraqi Kurdish leader said today that Iran had promised military help to oust Islamic militants suspected of having ties with Al Qaeda from a swath of northern Iraq. The militants are believed to have carried out raids, assassinations and bombings in the region, including an attack on a Kurdish checkpoint outside Halabja, near the border with Iran, on Monday night.

The Kurdish leader, Jalal Talabani, said in an interview here that he had not consulted the United States about such a

plan. He said he would expect nothing in return from the United States for waging such a fight, nor did he say whether American approval would be sought for the action. "They are America's enemies and the Kurdish people's enemies and the enemies of the people of the Middle East," he said of the militants, adding, "The day we need America's support we will go and talk to them."

He added: "We are planning to do it with the support from our brothers in Iran to clean the area of this terrorist group." He did not elaborate on the kind of aid Iran would give and declined to provide the timing or details of a possible attack. "They promised to help us in this plan," he said. Mr. Talabani, echoing other Kurdish officials, said the militants in northern Iraq are Arabs who came from Afghanistan and number about 120, with several hundred Kurdish allies. They operate in a mountainous patch on the border with Iran.

Kurdish leaders contend that the militants have ties with Al Qaeda, but United States officials are skeptical and have not given direct military aid, as they did for the Philippines and Yemen after the attacks on Sept. 11. Other Islamic-oriented parties operate in the area.

Mr. Talabani hedged a bit. "I cannot say if they are Taliban or Al Qaeda, but they are people from Afghanistan, and they are well trained there," he said.

Mr. Talabani leads the Patriotic Union of Kurdistan, one of the two main Kurdish groups that hold sway in northern Iraq under the protection of American and allied warplanes. He was on a mission to reassure neighboring countries that the Kurds of northern Iraq have no intention of establishing an independent state.

He arrived in Syria on Friday after four days in Iran.

"The message which we are always giving to Turkey, Iran and Syria is about the Kurdish determination to remain within the framework of Iraq," he said, "to have a united, democratic, federative parliamentary Iraq, not to support any separatist movement." Syria, Iran and particularly Turkey, which fought a 15-year war against its own Kurdish insurgency, are fearful that Kurdish independence could stir similar desires in their own Kurdish populations.

It was unclear whether Mr. Talabani's assertions about taking on the militants were merely posturing. But whether the offensive he described comes to pass, his statement portrayed the Iraqi Kurds as fighting on the side of the United States as they seek a role in a Iraqi government free of Saddam Hussein.

In the clash last night, the militants attacked a Patriotic Union of Kurdistan checkpoint outside Halabja, Mr. Talabani said. They left behind two dead, one an Arab and the other a Kurd, and retrieved other casualties, he said, while the Kurdish forces suffered two dead and two wounded. The Iraqi Kurds have thousands of men under arms and have built the semblance of a minstate, paving roads, building schools and reconstructing villages. Allied planes began enforcing a no-flight zone over Iraq after the Persian Gulf war.

One question is whether the Iraqi Kurdish fighters would take part in military actions against the Iraqi Army if war breaks out. Mr. Talabani said he had not been asked to do so by the Americans. "It depends on the agreement between Iraqi opposition and the United States," he said. He also said he was opposed to long-term American control of Iraq. "We would not fight it, but of course politically we will oppose it," he said.

Representatives of the 3.6 million Iraqi Kurds, after years of internal fighting, took an important step toward unity last month when their parliament met for the first time in six years. It discussed a draft constitution that called for an Arab-Kurdish federation in Iraq. The Kurdish entity would have its own defense force, a legislature and an executive branch, though the central government would control foreign affairs and decisions about oil investment.

The proposed Iraqi Kurdish capital would be Kirkuk, a potentially explosive idea. The Turks have threatened to seize Iraqi territory if the Kurds take Kirkuk Province, which is rich in oil and has a volatile mix of Turkmen, Arabs and Kurds. Arabs elsewhere in Iraq may resent Kurdish domination of oil interests in the province.

But Mr. Talabani dismissed such fears, saying that greater oil reserves lay elsewhere and that the Kurds had promised to share the oil. He also backed away from the suggestion that Kirkuk would be a Kurdish capital. "It is not the last decision," he said.

Iraqi opposition groups are expected to meet this month in Brussels to coordinate their efforts. Mr. Talabani said he had high hopes that the parties would come to an agreement over a post-Saddam structure.

* * * * *

The west's unlikely ally in the Middle East

RAY TAKEYH

As war clouds loom over Iraq and a nuclear disclosure makes North Korea suddenly relevant again, the third member of the "axis of evil" is fast approaching a decisive moment in its relationship with the west. Iran appears at last to be leaning in the right direction: the news at the weekend that Iranian security forces detained at least one of Osama bin Laden's sons along with several hundred people suspected of having links to the al-Qaeda organisation is the most recent indication of the change of mood. Moreover, Iranian officials are now signalling grudging support for the US campaign against Iraq and an even more reluctant, but real, willingness to lessen tensions with Israel. The Bush administration must acknowledge these desires for better relations with the west - or risk derailing the war on terrorism.

Iran qualified for the exclusive "axis of evil" triad thanks to its serial support for terrorism and determined pursuit of nuclear weapons. And the reality is that both of those charges still largely apply. But Iran's competitive internal politics always differed from the stark dictatorships of Iraq and North Korea and political debate has slowly produced a rough consensus in Tehran around the need to use the present circumstances to rationalise Iran's relations with Washington.

This conclusion emanates from a recognition among all of Iran's fractious factions that the country has suffered from its insistence on remaining on the sidelines in each of the region's post-cold war conflicts. Iran proved a constructive bystander during US military actions against Saddam Hussein in 1991 and against the Taliban regime in Afghanistan more recently. Still, official intransigence in dealing with the US meant that, in both cases, Tehran's co-operation went unrewarded. This time, with public opinion in favour of reaching out to Washington, Iranian political groups of all complexion are loath to let the opportunity pass.

Iran's conservatives are now speaking openly about the need for improved relations with Washington - and not just over Iraq

Iran is an unlikely ally in the impending US campaign and it is also an uneasy one. Concerns about the dangers posed by Iraq are matched by anxieties about the projection of US power on Iran's periphery. This mixture of opportunity and threat initially sparked unease in Iran - if not active opposition - to US war plans. However, in recent weeks Iran's usually cantankerous clerics have signalled a readiness to be helpful. The bitter memories of the Iran-Iraq war, in which 20,000 of its soldiers were killed by Iraqi chemical weapons, are seared on the country's collective conscience - even today, Iran continues to see Mr Hussein's regime as an existential threat.

The intriguing aspect of this shift in Iran's perspective is that it is driven by the conservatives, who control the levers of power. Former president Ayatollah Hashemi Rafsanjani, Iran's foremost power broker, has even appropriated George W. Bush's rhetoric, calling Iraq's manufacturing programmes for weapons of mass destruction evidence that "it is an evil state".

Beyond rhetoric, Iran has taken certain steps to buttress its new policy. Tehran has allowed the Supreme Council for Islamic Revolution, the Iran-based Shia opposition group, to co-operate with the US, while intimating to visiting Kurdish delegations that it is prepared to assist the cause of overthrowing Mr Hussein.

These pronouncements from the conservatives are not limited to the issue of Iraq; they are now speaking openly about the need for improved relations

with Washington across the board. Other prominent conservatives hint unashamedly about their openness to negotiations with the US, while a close ally of Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, has opened an office in Dubai for this purpose.

This new pragmatism may also be affecting Iran's long-held belligerence toward Israel. In a little-noticed statement recently, Iran's Foreign Ministry offered an unprecedented endorsement of a two-state solution to the Israeli-Palestinian conflict. This position drew fire from Hamas, one of its radical Palestinian clients, which blasted Tehran for "taking steps which are not acceptable in Islamic terms".

The Bush administration's resolute war against terrorism and its expressed determination to put pressure on recalcitrant regimes has yielded fruit in an unlikely place. As Tehran modifies its belligerence, Washington should ease some of its own prohibitions.

US-Iran relations are hardly on the verge of normalisation, as Tehran continues to seek weapons of mass destruction and has yet fully to extricate itself from the Arab-Israeli conflict. But a more nuanced policy is evident. Washington should engage Iran over Iraq and assure Tehran that its interests will be taken into consideration as the US plots its strategy.

At the same time, the US should remain vigilant and disrupt Iran's nuclear research programme, while putting pressure on Tehran to follow up on its recent declarations on Israel.

Through such a gradual and subtle approach, the US can not only secure an important ally for its campaign against Mr Hussein but also slowly compel Iran's leadership to transcend the ideological traps that have alienated its own population.

The writer is a fellow in international security studies at Yale University

★ FINANCIAL TIMES MONDAY NOVEMBER 4 2002

Chypre, premier test européen pour les futurs dirigeants turcs

Le gouvernement issu des élections législatives devra très vite s'engager sur le dossier de l'île divisée

LA QUESTION chypriote va très vite avoir valeur de test de la politique européenne du nouveau gouvernement turc qui sera formé après les élections législatives du dimanche 3 novembre.

En décembre, les Quinze doivent confirmer, au cours de leur sommet de Copenhague, que Chypre adhèrera à l'Union en 2004, dans la nouvelle vague d'élargissement prévue à cette date. L'Union a tou-

jours espéré, sans trop y croire, que cette adhésion forcerait les responsables chypriotes et la Turquie à trouver au préalable un règlement de la division de l'île. A défaut, elle s'est résolue à signer l'accord d'adhésion avec le seul gouvernement de Nicosie, représentant légal, aux yeux de la communauté internationale, de la République de Chypre. Dans ce cas, une clause du traité d'adhé-

sion préciserait que ces dispositions s'appliqueront à l'ensemble de l'île dès qu'il sera mis fin à la division.

Depuis qu'en 1974 le nord de l'île a été occupé par les troupes turques intervenues pour défendre la communauté turque contre les visées annexionnistes de la Grèce des colonels, celle-ci est coupée en deux par une sorte de rideau de fer

qui passe au milieu de la capitale. La partie turque, dont les Chypriotes grecs ont été expulsés, représente 33 % du territoire pour seulement 120 000 habitants, contre 600 000 environ côté chypriote grec. Elle est administrée par le gouvernement d'une République autoproclamée de Chypre-Nord, présidé par le vétéran de la cause turque Rauf Denktash, qui réclame, pour un éventuel règlement, la

partition de l'île en deux entités souveraines liées dans une vague confédération. Les Grecs veulent au contraire une structure fédérale au sein de laquelle les deux parties seraient représentées proportionnellement dans une île démilitarisée, c'est-à-dire évacuée par les troupes turques.

JEU DU CHAT ET DE LA SOURIS

L'approche de l'élargissement a provoqué une relance des négociations sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. Des rencontres régulières ont eu lieu depuis le début de l'année entre le président Glafkos Kléridès et son vieil adversaire de toujours, Rauf Denktash. Le 15 novembre, l'ONU doit remettre un rapport très attendu pour proposer de nouvelles solutions.

Les hésitations des Européens sur l'entrée de la Turquie, un jour, dans l'Union, ajoutent à l'incertitude. Le gouvernement turc sortant de Bülent Ecevit, qui a fait passer nombre de réformes politiques demandées par les Quinze et attendait d'en être récompensé par la fixation d'une date d'ouverture de négociations, s'est plaint de ne pas avoir reçu de réponses claires du



« L'Union européenne doit attendre si elle veut contribuer à une solution »

ABDULLAH GUL

sommet de Bruxelles, le 25 octobre. Les Quinze y ont néanmoins fait savoir qu'ils étaient sensibles à ces réformes et qu'ils ne fermaient

aucune porte pour le moment.

De part et d'autre, on joue un peu au chat et à la souris, tout le monde attendant que l'autre fasse le premier pas. Il reste de fortes réticences en Europe à accepter l'idée que la Turquie musulmane intègre un jour l'UE. Un geste d'Ankara sur Chypre, d'ici au sommet de Copenhague, placerait cependant ceux qui s'y opposent en position délicate. Même la Grèce et les Chypriotes grecs se sont déclarés en faveur de cette intégration si les Turcs confirment leurs dispositions à se normaliser. « Plus la Turquie se comporte comme un pays d'Europe, mieux cela est pour nous », estime le ministre chypriote des affaires étrangères, Ioannis Kasoulidès, qui vient d'effectuer une visite de trois jours à Paris.

Il reste qu'il sera délicat pour le futur gouvernement turc de s'enga-

ger très vite sur Chypre sans contrepartie tangible. Même si ce gouvernement maintient la ligne d'ouverture à l'Europe, il devra tenir compte de l'armée, qui conserve une voix prépondérante au sein du Conseil national de sécurité. Le principal candidat du Parti de la justice et du développement (AKP) pour diriger le gouvernement, en cas de victoire, Abdullah Gul, a averti qu'il faudrait aux nouveaux dirigeants du temps pour négocier une solution, prévenant que l'entrée de Chypre dans l'Union sans l'aval d'Ankara provoquerait des tensions durables. « L'Union européenne doit attendre si elle veut contribuer à une solution », a-t-il déclaré au *Financial Times*.

Henri de Bresson

Iran : arrestation du leader réformateur Abbas Abdi

Les conservateurs ont obtenu la fermeture de deux instituts de sondage

ABBAS ABDI, l'une des figures les plus connues du camp réformateur en Iran, a été arrêté, lundi 4 novembre, à son domicile à Téhéran. Le même jour, le juge du tribunal de la presse, l'ultraconservateur Saïd Mortazavi, accusait dans des déclarations publiées par le quotidien *Jomhouri-e-islami* la société d'études et d'enquêtes d'opinion Avenir, dirigée par M. Abdi, d'avoir été payée par l'institut américain Gallup pour effectuer quatre sondages sur des « affaires intérieures iraniennes ». Quatre jours plus tôt, Avenir avait été fermée et deux collaborateurs de M. Abdi interpellés. L'un d'eux a été remis en liberté le lendemain.

L'arrestation de M. Abdi a un aspect symbolique. Elle a eu lieu le jour anniversaire de la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran en 1979. L'intéressé qui en était alors l'un des meneurs est aujourd'hui un partisan du dialogue et de l'ouverture. Mais cette arrestation est surtout la dernière expression en date de l'extrême nervosité de la faction la plus rigide du pouvoir iranien pour tout ce qui touche aux relations avec les Etats-Unis.

A la mi-octobre, un autre institut de sondage, la Société nationale d'étude de l'opinion publique, avait été fermée et son directeur, Behrouz Gheranpayeh, arrêté. Pour justifier ce tour de vis, la justice avait invoqué un sondage, commandé par le gouvernement réformateur, selon lequel 74 % des Iraniens se déclaraient favorables à un dialogue avec les Etats-Unis, si l'intérêt national l'exigeait.

M. Gheranpayeh est accusé d'espionnage et de collusion avec l'organisation (armée) des Moudjahidine du peuple, basée en Irak. Accusation qui, de l'avis général, est une construction de l'esprit et traduit le refus délibéré de la faction la plus rigide du pouvoir de voir la réalité en face, et d'admettre que l'opinion publique iranienne, déçue par les performances du pouvoir toutes tendances confondues, évolue à contre-courant des grands dogmes de la république islamique. L'hostilité à l'égard des Etats-Unis en est précisément un, au même titre, ou presque, que ce qui est au fondement même la république islamique : le principe du *velayat-e-faqih*, c'est-à-dire le pouvoir absolu du Guide.

L'« ERREUR » AMÉRICAINE

La question des relations avec les Etats-Unis est aussi une pomme de discorde entre la faction la plus dure du pouvoir iranien et les partisans du changement. L'ancien ministre de l'intérieur, Abdollah Nouri, en sait quelque chose, qui avait été condamné à la prison il y a trois ans, pour avoir, entre autres, prôné un dialogue avec Washington. Ironie de l'histoire, le Guide de la république, l'ayatollah Ali Khamenei, a gracié lundi l'ancien ministre, parce que son frère, le député Ali Reza Nouri, avait été tué quelques jours plus tôt dans un accident de voiture.

La récurrence de la rhétorique anti-iranienne de l'administration américaine ne facilite pas les choses. Tout récemment encore, le secrétaire américain à la défense,

Donald Rumsfeld, prévoyait la chute comme un fruit mûr « emporté par son propre poids » du régime iranien conduit par « une très petite clique de religieux ». De telles déclarations, comme l'idée de classer l'Iran, aux côtés de l'Irak et de la Corée du Nord, dans cet « axe du Mal » tracé par le président George W. Bush, ne sont pas de nature à aider en Iran le camp des partisans de l'ouverture. « Je crois que le président Bush n'a pas tardé à se rendre compte qu'il a fait une énorme erreur en parlant de l'axe du mal », a sobrement commenté le président réformateur Mohammad Khatami lors d'une toute récente visite officielle à Madrid. Manière de dire que le président américain a saboté l'occasion d'engager une communication bilatérale après les attentats du 11 septembre et à la faveur de la crise afghane.

Le débat qui, à l'initiative des réformateurs, s'était malgré tout engagé en Iran sur l'opportunité de prendre langue, ou non, avec les Etats-Unis avait poussé le Guide à confier à une commission ad hoc la tâche de sonder le pour et le contre.

Mais, en mai, la justice, sous l'autorité du Guide, décrétait que toute plaidoirie publique en faveur d'un tel dialogue tiendrait du délit. Le semblant de décrispation, même théorique, n'aura donc servi qu'à permettre aux durs, conduits par le Guide, de reprendre en main le monopole de la discussion, a fortiori de la décision.

Mouna Naïm

Kofi Annan appelle à un vote unanime et assiste aux ultimes réglages du texte

Une réunion du Conseil a permis de prendre acte des dernières réserves de la Russie et de la Syrie

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, est venu assister, mercredi 6 novembre, à la réunion du Conseil de sécurité consacrée à l'examen du texte de résolution sur l'Irak déposé par le Royaume-Uni et les Etats-Unis. A la sortie, il a répété qu'un vote le plus large possible lui paraissait primordial. « *J'espère que tous vont rechercher un large consensus, a-t-il dit. Ce que je préférerais c'est une décision unanime. Quinze à zéro.* »

L'ambassadeur français a de la même façon souhaité la plus large unanimité. Après la satisfaction affichée par la France, il reste notamment à convaincre la Russie. L'ambassadeur Lavrov a fait des remarques sur le texte. Il a confirmé la volonté de son pays de « *parvenir à un accord* » d'autant que la demande russe de référence à la levée des sanctions a été incluse (sous la forme d'une mention de la résolution 1382 du 29 novembre 2001). Mais il a estimé qu'il restait dans le paragraphe 4 du projet « *une menace de recours automatique à la force* ».

Les Américains estimant avoir les neuf voix nécessaires pour

l'adoption du texte, ils peuvent se passer de la Russie. Mais il n'est pas sûr que la France voterait pour si les Russes s'abstenaient...

Etudiant le texte à la loupe, les spécialistes ont noté une trace d'ambiguïtés dans le fameux paragraphe 4, par exemple. Celui-ci dit que si les Irakiens font de fausses déclarations de leurs armements, l'affaire sera « *rapportée* » au Conseil, une réelle avancée du point de vue des Français. Mais curieusement, il n'est pas dit par qui.

Jusqu'à présent, il était admis que les violations étaient rapportées par Hans Blix, le diplomate suédois en qui tout le monde affiche une confiance inébranlable. Mercredi, M. Blix a fait savoir au Conseil qu'il avait lui-même participé à la rédaction de la Convention de Vienne sur les Traités internationaux de 1969. Il s'estime donc bien placé pour juger des éventuelles « *violations patentes* » (*material breach*) que commettrait l'Irak : c'est la Convention de Vienne qui a inventé cette infraction...

Les 15 membres du Conseil devaient commencer jeudi l'examen du texte, paragraphe par paragraphe, pour s'attaquer aux amen-

dements. La Russie en a annoncé quelques-uns.

La France n'a pas émis d'objections sur le texte tel qu'il est mais a indiqué qu'elle soutiendrait les remarques du chef des inspecteurs. Celui-ci avait fait des réserves sur plusieurs dispositions pratiques : elles ont été largement prises en compte, à l'exception du délai de

Il n'est pas sûr que la France voterait pour si les Russes s'abstenaient

30 jours - qu'il juge peu réaliste - donné à l'Irak pour déclarer ses biens d'usage double, civil et militaire. « *Cela peut aller jusqu'aux hôpitaux, qui utilisent des produits chimiques* », explique un expert.

L'ambassadeur des Etats-Unis, John Negroponte, a annoncé qu'il entendait soumettre le projet au vote « *dans la journée de vendredi* ». Mais la Syrie, seul membre arabe du Conseil, a suggéré un report

à lundi en raison du début du Ramadan. La Syrie était jusqu'à présent classée dans les votes négatifs, au mieux abstentionnistes. Si les Américains souhaitent obtenir sa voix, il n'est pas exclu que le vote n'ait lieu que lundi. Le représentant américain a tenté de dissiper tous les malentendus sur les intentions cachées qu'auraient les Américains. Il a redit que son gouvernement ne s'efforçait aucunement d'obtenir, par ce texte, une autorisation immédiate d'attaquer l'Irak. Les Etats-Unis veulent « *donner une chance aux Nations unies* », a ajouté M. Negroponte. « *Et nous croyons que la résolution qui a été déposée est le meilleur moyen d'obtenir le désarmement de l'Irak par des voies pacifiques.* »

A Pékin, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a refusé d'indiquer, jeudi, si la Chine comptait ou non s'abstenir. « *Dans l'ensemble, il nous semble que les nouvelles propositions américaines ont pris en compte les sujets de préoccupations* » de plusieurs pays, a-t-il dit, en plaidant pour de nouvelles consultations.

C.L.S

Le Monde
ÉDITORIAL

Résolution

D'ICI à la fin de la semaine, le Conseil de sécurité de l'ONU devrait voter une résolution sur l'Irak. Elle marquera la fin d'une formidable bataille politico-diplomatique qui a eu lieu ces dernières semaines à New York (lire le récit de notre correspondante pages 2 et 3). L'aspect d'obscur querelle sémantique qu'elle a pu revêtir ne doit pas cacher l'essentiel. La bataille a porté sur le respect de certains principes élémentaires, mais fondamentaux, pour la communauté internationale. C'est une affaire importante qui s'est jouée là, et dans laquelle la France a eu son rôle.

A l'origine, il y a la volonté du président George W. Bush, passé sa campagne d'Afghanistan, de s'en prendre à l'Irak. L'Afghanistan, c'était simple : on attaquait un régime, celui des talibans, qui se confondait,

largement, avec Al-Qaida, l'auteur des attentats du 11 septembre 2001. L'Irak, c'était plus compliqué. Avant même l'agression terroriste contre New York, George W. Bush avait clairement laissé entendre son désir d'« *en finir avec Saddam Hussein* ». L'Irak est un peu un test de virilité sur la scène politique américaine, particulièrement chez les républicains. Seulement voilà, les Etats-Unis n'ont jamais fourni la preuve de l'implication de Bagdad dans les attentats du 11 septembre, pas plus qu'ils n'ont établi de liens formels entre Saddam Hussein et Al-Qaida.

Qu'à cela ne tienne, disait-on, il y a quelques mois, à Washington : l'Irak, en violation des résolutions de l'ONU, développe des armes de destruction massive que, par antiaméricanisme viscéral, Saddam Hussein pourrait mettre à la disposition de groupes islamistes. Cette seule menace virtuelle placerait les Etats-Unis en situation de légitime défense, assurait-on, à la Maison Blanche, et les autoriserait à immédiatement attaquer l'Irak.

Au terme d'une bataille au sein de l'administration - remportée par le secrétaire d'Etat Colin Powell mais dans laquelle le Britannique Tony Blair a aussi pesé -, le président a changé de cap. Il a compris que, sauf à heurter de front la quasi-totalité de la communauté internationale, il devait en passer par l'ONU avant de s'en prendre à l'Irak.

Il a alors trouvé sur son chemin la France pour obtenir le respect de certains principes-clés. Déclarant Bagdad en viola-

tion du régime de désarmement imposé à l'Irak, ce dont tout le monde convient, M. Bush voulait que le Conseil de sécurité l'autorisât à user automatiquement de la force. Paris a dit non : pas de recours automatique à la force. La résolution donne à l'Irak « *une dernière occasion* » de se conformer à ses obligations : accepter le retour des inspecteurs du désarmement et leur laisser toute liberté. Deuxième principe : en cas de violation de ces dispositions, le Conseil de sécurité devra se réunir à nouveau et « *examiner la situation* », sous-entendu avant l'usage de la force - la formule laisse place à bien des interprétations.

L'évolution par rapport à la position initiale des Etats-Unis est importante. Ce n'est pas faire preuve d'antiaméricanisme que de s'en féliciter.

GISCARD MET LES PIEDS DANS LE PLAT TURC

L'adhésion d'Ankara sonnerait la fin de l'Europe, selon VGE.

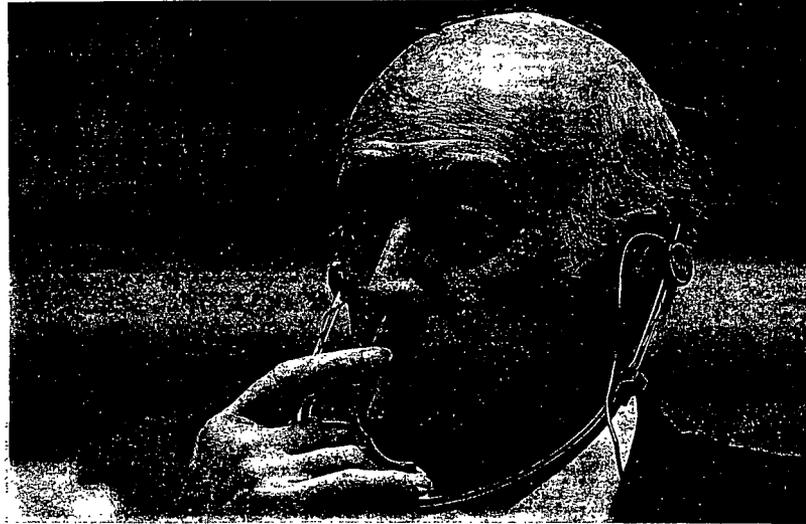
Bruxelles (UE)
de notre correspondant

Foin de la langue de bois officielle: en déclarant que «la Turquie n'est pas un pays européen», car «sa capitale n'est pas en Europe» et «95 % de sa population est hors d'Europe» (1), et que son adhésion sonnerait «la fin de l'Union européenne», Valéry Giscard d'Estaing a déclenché une belle tempête diplomatique. Car, en faisant cette déclaration à un petit groupe de journalistes, dont nos confrères du Monde, il semble avoir oublié qu'il présidait une Convention chargée de préparer la Constitution de l'Europe élargie à laquelle participent des représentants... turcs. En effet, Ankara a obtenu le statut de «pays candidat ayant vocation à rejoindre l'Union» lors du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement d'Helsinki en décembre 1999.

Les conventionnels ne cachent pas leur embarras après la sortie de VGE. «Je ne l'aurais pas fait personnellement», a admis Jean-Luc Dehaene, vice-président de la Convention, qui a répondu, seul, aux questions des journalistes. Prudemment, Giscard avait préféré s'éclipser de Bruxelles, renonçant à la traditionnelle conférence de presse qui clôture les sessions plénières de la Convention.

Appel à démissionner. Les réactions des représentants turcs ont été à la hauteur de l'outrage: «Giscard d'Estaing est l'équivalent des intégristes musulmans», a déclaré Emre Kocaoglu, un parlementaire du parti de la Mère Patrie (conservateur, balayé lors des élections législatives de dimanche dernier): «Il pense que l'Union est un club chrétien. Si c'est comme ça, il ne fallait pas nous inviter à la Convention.»

Pour Kürsat Eser, issu du même parti, VGE a ouvert une crise au sein de l'Europe: «C'est son comportement qui



est la fin de l'Europe.» Le député européen Jan Andersson, un social-démocrate suédois, n'a pas été en reste en appelant VGE à démissionner de son poste de président puisqu'il prend le contre-pied des Quinze.

La Commission a aussi rapidement pris ses distances avec VGE en estimant, en particulier, que l'adhésion de la Turquie ne signifierait nullement la «fin de l'Union». Danuta Hübner, la représentante du gouvernement polonais, rappelle qu'on «promet beaucoup à la Turquie depuis quarante ans. L'Union n'est pas fondée sur un critère géographique mais sur des critères politiques et économiques». Hubert Haenel (représentant du Sénat français à la Convention), insiste aussi sur le fait «qu'il y a une Turquie

qui est en Europe et que l'on ne peut rejeter purement et simplement. On a des responsabilités vis-à-vis de la Turquie car, même si on peut le regretter, on a été trop loin avec elle»...

Alain Lamassoure (député européen français), proche de VGE, estime lui aussi qu'une «offre a été faite à la Turquie. Il n'y a pas d'éléments nouveaux qui nous permettent de la retirer». D'autres conventionnels, tout en craignant que Giscard ait affaibli son autorité sur la

Convention, se félicitent néanmoins qu'il ait «mis les pieds dans le plat», selon l'expression d'Hubert Haenel. Alain Lamassoure se réjouit par exemple que le débat sur «les frontières ultimes de l'Europe» ait enfin été lancé. Le député tchèque Josef Zelenec estime que «ce qui est en jeu à la Convention, ce ne sont pas seulement les problèmes institutionnels, mais aussi une vision de l'Union».

Inquiétudes. Reste à savoir quelles ont été les motivations réelles de Giscard d'Estaing: a-t-il agi en franc-tireur, au risque de se suicider politiquement, ou en service commandé parce que certaines capitales européennes commencent à s'inquiéter sérieusement d'une éventuelle adhésion turque? Comme le dit un membre de son entourage: «C'est le meilleur moment pour dire des choses: après les élections en Turquie et avant le sommet de Copenhague de décembre prochain qui doit se prononcer sur une éventuelle date de début de négociation avec la Turquie.»

«Club chrétien». A Paris, au contraire, on estime que le moment est particulièrement mal choisi pour lancer un tel débat alors que les islamistes dits «modérés» viennent juste d'arriver au pouvoir et que le pire est toujours possible. En outre, on est un tantinet choqué par l'argumentation très «club chrétien» de Giscard. Côté allemand, on dément aussi toute implication. Après tout, Berlin milite désormais officiellement pour une adhésion à terme d'Ankara. Comme le dit un diplomate, «80 % des Turcs naturalisés allemands ont voté SPD. Schröder le sait». Ça, c'est de la grande politique... ●

JEAN QUATREMER

(1) Le pourcentage est plus près de 80 %.

Vives réactions en Turquie

Le vainqueur des élections législatives turques, Recep Tayyip Erdogan, a annoncé vendredi qu'il entamera par l'Italie, le 13 novembre, sa tournée des capitales européennes pour promouvoir la candidature de la Turquie à l'UE avant le sommet européen de Copenhague.

Le chef du Parti de la justice et du développement (AKP), formation issue de la mouvance islamiste, doit ensuite se rendre le 18 novembre en Grèce et le lendemain en Espagne. Interrogé par les journalistes sur les propos du président de la Convention pour l'avenir de l'Europe, Valéry Giscard d'Estaing, pour qui «la Turquie n'est pas un pays européen», Erdogan a répondu: «La Turquie est membre du Conseil de l'Europe, membre de l'OCDE et de l'Otan. Dire de telles choses à propos d'un pays qui est membre de tels organismes ne peut être imputable qu'à l'émotion.» Par ailleurs, le ministre turc des Affaires étrangères sortant, Sukru Sina Gurel, a appelé les dirigeants de l'AKP à abandonner leur «complexe d'infériorité» vis-à-vis de l'Union européenne concernant la candidature du pays à l'UE et le dossier chypriote. Il a mis en garde contre une approche qui permettrait à «d'autres pays» de profiter de la situation. De son côté, Recep Tayyip Erdogan avait évoqué pour Chypre une solution sur la base du «modèle belge», un Etat fédéral, ce qui a provoqué un malaise des diplomates turcs qui préconisent un système confédéral pour réunifier l'île, divisée depuis 1974 en parties turque et grecque. (D'après AFP)



romancier turc, resitue la victoire des islamistes dans l'histoire de son pays.

La Turquie ne doit pas avoir peur de sa propre diversité

Le triomphe des islamistes modérés de l'AKP aux élections du 3 novembre vous a-t-il surpris?

Il y a six mois nous jouions avec des amis à faire des prévisions sur les résultats d'éventuelles élections anticipées et j'avais donné Recep Tayyip Erdogan vainqueur avec 33 % des voix. Finalement, je n'étais pas loin du compte. Une grande partie de l'opinion publique conservatrice, et pas seulement islamiste, considère ce leader comme quelqu'un qui a été opprimé pour ses idées et qui, pour elles, a dû passer quatre mois en prison (le leader de l'AKP avait été condamné «pour incitation à la haine religieuse» après avoir cité dans un discours en 1997 les vers enflammés de Ziya Gökalp, poète et intellectuel nationaliste du début du siècle, ndlr). En outre, il fut un très bon maire d'Istanbul et n'a pas été sali dans des scandales. Ses manières de parler ou de bouger plaisent aux gens. Il insiste sur la justice sociale. Il emploie des mots simples pour des idées simples. Il vient du peuple et il paraît être «un mec qui en veut». Je suis personnellement un libéral, plutôt de gauche, et je connais certes son passé de militant islamiste radical. Je me refuse néanmoins à avoir des a priori à son égard et j'espère que les Européens auront une attitude similaire. Après tout il y a une certaine ironie à voir aujourd'hui ce tribun jadis ennemi de l'Occident et de l'UE qu'il pourfendait comme un «club de croisés» se transformer en l'un des plus fervents défenseurs de l'intégration européenne.

«Nous sommes à la frontière entre deux mondes et notre histoire comme notre culture en découlent. A mes yeux cela représente une chance.»

Cette conversion n'est-elle pas un peu rapide? Etes-vous inquiet?
Je suis inquiet, bien sûr, mais surtout de ce que pourraient être les réactions de ce que

nous appelons l'Etat profond (la haute administration, l'appareil judiciaire et surtout l'armée, ndlr). Je crains aussi ces cercles laïcs proches de l'Etat qui estiment avoir le droit de décider à la place des gens. L'AKP va bientôt s'installer au pouvoir et cela me semble normal puisque ce parti a la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Cela montrera à tous ceux qui plaçaient leurs

espoirs en un Premier ministre islamiste que l'on ne peut résoudre les problèmes par un coup de baguette magique. Affronter la crise économique et financière implique par exemple d'obéir aux règles du FMI et du système financier international. Ce retour aux réalités des électeurs de l'AKP ne pourra qu'être salutaire pour la démocratie.

Pensez-vous que cela suffira à entraîner le déclin d'un mouvement qui s'affirme avec toujours plus de force depuis dix ans?

Les médias occidentaux dramatisent cette poussée islamiste et décrivent comme nouveaux et inquiétants certains phénomènes qui existent en Turquie depuis au moins deux siècles. Afin d'enrayer le déclin de l'Empire ottoman, une partie des élites fortement représentées au sommet de l'Etat et parmi les intellectuels ouverts aux idées des Lumières avait lancé des réformes. Celles-ci suscitaient de très fortes résistances populaires au nom de la tradition et de l'islam. Les formes de ces mouvements de résistance à la modernisation ont varié ainsi que les étiquettes dont ils furent affublés. Aujourd'hui ce sont les islamistes, mais leur importance ne doit pas être exagérée.

Pour vous il s'agit moins d'un vote isla-

miste que d'un vote protestataire?

Ce pays a été plongé ces deux dernières années dans une très grave crise économique et financière. Le niveau de vie de millions de gens a régressé de façon sensible alors que la redistribution des richesses en Turquie est déjà l'une des plus injustes du monde. Ici, les pauvres sont terriblement pauvres. A chaque scrutin ils ont l'espoir qu'arrivera le nouveau parti qui va les sauver. Cela bien sûr n'arrive pas et ne pourra jamais arriver, mais ces attentes perpétuellement déçues de toute une partie

de la population expliquent l'ampleur de ces déplacements de voix qui marquent chaque élection. Beaucoup de Turcs ne votent pas pour un programme. Ils ne montrent pas une fidélité particulière pour telle ou telle culture ou famille politique. Les très baroques coalitions gouvernementales qui se sont succédé ces dix dernières années, mêlant droite et gauche ou même gauche et extrême droite, ont en outre accru l'écœurement et la désillusion. Ici, on vote pour punir et pour hurler ses frustrations.

Vous avez plusieurs fois affirmé que la Turquie n'est pas prête pour l'Europe. Qu'entendez-vous par-là?

Je veux être clair: mon plus grand rêve est de voir un jour la Turquie pleinement intégrée au sein de l'Union européenne et je suis bien convaincu qu'il n'y a pas d'autre choix sinon celui de tomber entre les mains des barbares. Si nous ratons cela, si nous ne réussissons pas à développer nos relations avec l'UE, ce sera une véritable catastrophe.

trophe. Mais, en même temps, je ne crois pas que la Turquie soit réellement prête à rejoindre l'Union. Son grand problème vis-à-vis des Quinze, c'est la réalité de quelque 70 millions d'habitants dont le revenu annuel moyen est à peine de 2500 dollars et dont beaucoup rêvent avant tout de pouvoir venir travailler en Europe. Toutes les autres questions viennent après, la culture, la religion, les frontières communes avec les pays du Moyen-Orient ou les droits de l'homme. Dans les sondages au moins 70 % des Turcs interrogés affirment qu'ils veulent l'Europe plus que tout, et c'est aussi la politique de l'Etat. Mais en même temps la plupart des Turcs ne sont pas conscients de ce qu'implique l'intégration. Etre dans l'Europe, cela signifie abdiquer une partie de notre souveraineté et de notre identité. Seuls quelques intellectuels réfléchissent sur ces thèmes que la nation comme l'Etat préfèrent en général ignorer.

N'y a-t-il pas une certaine schizophrénie des Turcs quant à leur identité?

Le véritable trouble réside plutôt dans le fait que beaucoup d'intellectuels et de décideurs estiment qu'être à la fois en Occident et en Orient représente une maladie. Nous sommes en effet géographiquement à la frontière entre deux mondes et notre histoire comme notre culture en découlent. A mes yeux cela représente une chance. Nous avons des partis qui veulent une Turquie totalement occidentale, ou totalement turque, ou totalement islamique. Ces projets radicaux sont réducteurs. Notre richesse est au contraire d'être tout cela à la fois. Lors de l'instauration de la république, après la Première Guerre mondiale, les dirigeants du pays estimaient que nous avions perdu l'empire parce que l'Occident était le plus fort. Ils ont pensé naïvement qu'il fallait reprendre le modèle au plus vite. Ce raccourci impliquait l'oubli du passé dont l'éradication de la part arabico-persane de notre héritage, en purgeant la langue et en adoptant l'alphabet latin. Nous voulions ainsi nous intégrer à marche forcée dans la culture européenne. En fait nous avons seulement effacé des pans entiers de notre mémoire sans réussir vraiment à développer autre chose. L'une des conséquences est l'affirmation d'un nationalisme assez primitif sans

Un écrivain de la nouvelle génération

Ohran Pamuk, 50 ans, est aujourd'hui le romancier le plus connu de la nouvelle génération des écrivains turcs. Ses livres – comme *Le Livre noir* ou *Mon Nom est rouge* – publiés en France chez Gallimard ont été traduits en treize langues. Stamboulote de naissance, de cœur et de raison, parfait anglophone, il veut pleinement assumer les diversités de l'héritage culturel turc, la tradition

ottomane comme la modernité républicaine, qu'il mêle dans ses romans.

vraies racines qui peut facilement dériver en un chauvinisme xénophobe et antioccidental où prospèrent l'extrême droite comme les islamistes. Le grand échec de la république a été de ne pas avoir réussi à créer une culture laïque qui prenne vraiment en compte la tradition comme l'histoire et parle à toute la nation.

Comment réagissez-vous à cela en tant qu'écrivain?

Quand j'ai commencé, je voulais écrire comme Balzac, ce qui est très typique de cette jalousie et de cette obsession pour l'Occident qui ont marqué toute la génération précédente des écrivains turcs. Puis j'ai fini par comprendre que cela ne menait nulle part et qu'il est indispensable aussi de nous référer à notre passé. Je puise dans la mythologie soufie comme dans les contes persans classiques. Je les associe à des techniques et des thèmes contemporains. Je fais des collages. L'identité de la Turquie d'aujourd'hui fonctionne d'ailleurs de cette façon.

Ce modèle républicain et jacobin est aujourd'hui en crise. Que proposez-vous?

La Turquie ne doit pas avoir peur de sa propre diversité. Il faudrait la laisser en jouir. La trop forte insistance de l'Etat à effacer toutes les différences culturelles, y compris par l'éducation, lèse certains droits démocratiques et permet à l'armée de justifier sa tutelle politique. Il y a toujours en Anatolie des Grecs, des Juifs, des Arméniens et tant d'autres minorités, dont les Kurdes qui représentent à eux seuls dix à douze millions de personnes. Depuis les années 30 jusqu'aux années 80, tous ont été contraints de mettre leurs différences sous le tapis au nom de la construction d'une nouvelle identité nationale et républicaine. Les temps ont changé. La Turquie est désormais assez forte pour pouvoir accepter l'existence de communautés différentes et l'affirmation des identités doit être perçue non comme un danger mais comme une richesse. Il n'y a jamais eu réellement dans le pays une discussion ouverte sur ce passé, sur les massacres massifs d'Arméniens pendant la Première Guerre mondiale et les répressions contre les Kurdes après l'instauration de la république, sur les excès du jacobinisme pour mettre la société en coupe réglée, sur les persécutions contre les «minoritaires» – Juifs, Grecs et Arméniens – pendant la Deuxième Guerre mondiale. Mais, dans leur imaginaire national, les Turcs se

considèrent avant tout comme des victimes: nous avons un grand empire qui nous a été arraché et de quoi pourrions-nous être coupables sinon de l'avoir perdu? Cette nécessaire plongée dans notre histoire récente, cette réflexion sur nos

propres fautes sont aussi difficiles que douloureuses, y compris pour les intellectuels. Nous avons été, et depuis trois générations, les grands bénéficiaires de ce jacobinisme radical.

Pensez-vous que l'armée est prête au nom de la future intégration européenne à abandonner ses prérogatives?

L'armée vit une contradiction. D'un côté elle affirme représenter l'héritage de Mustafa Kemal, c'est-à-dire l'occidentalisation et la marche vers l'Europe. De l'autre elle a institutionnalisé son rôle de tuteur de la République, mais cet engagement est incompatible avec la pleine démocratisation nécessaire à l'intégration dans l'UE. Les militaires s'en sortent en conservant leur engagement dans la politique, mais ils essaient de plus en plus d'y mettre les formes et de le rendre moins évident. Cela marche pour le moment, d'autant que les Européens sont en la matière très hypocrites. Beaucoup d'entre eux ne voient pas d'un trop mauvais œil cette vigilance d'une armée qui garantit la stabilité du pays, quitte ensuite à déplorer son poids trop marqué sur la vie publique et à en tirer argument pour fermer la

Quel peut être aujourd'hui le rôle d'un intellectuel en Turquie?

Le vote par le Parlement en un temps record l'été dernier de réformes voulues par les Européens comme l'abolition de la peine de mort ou l'élargissement des droits pour les minorités est aussi le résultat de la bataille que nous menons depuis au moins dix ans. Sans exagérer la portée de notre action, je crois que nous avons eu – Yachar Kemal, d'autres intellectuels et moi-même – un certain impact sur l'opinion publique. Nous répétons sans cesse que si la guerre avec les Kurdes continuait, jamais la Turquie ne pourrait même sérieusement discuter avec les Européens d'une éventuelle intégration. Nous dénonçons les interdictions de livres, les violations des droits de l'homme, les tortures dans les commissariats, qui hypothéquaient notre avenir européen. Nous parlions de la corruption et de la gabegie du système politique. En Turquie, la quasi-totalité des médias est contrôlée par une poignée de grands groupes aisément manipulables par l'Etat. Il n'y a pas la place pour des voix libres et dissonantes. Notre célébrité nous donne ce privilège de pouvoir nous exprimer dans leurs colonnes ou sur les écrans et de rappeler ces vérités ●

Recueilli par RAGIP DURAN et MARC SEMO



IRAK Bagdad a sept jours pour accepter les termes de la résolution adoptée hier par le Conseil de sécurité

Unanimité à l'ONU contre Saddam Hussein

New York :
de notre correspondant
Jean-Louis Turlin

Saddam Hussein a maintenant sept jours à compter d'hier pour accepter les termes de la résolution que le Conseil de sécurité des Nations unies vient d'adopter à l'unanimité sur le désarmement pacifique de l'Irak. De sa réponse dépendra, comme l'a encore rappelé le président George W. Bush en saluant le vote onusien, la guerre ou la paix. L'ONU vient de remporter la première bataille. Clé du succès : une unité retrouvée sur un régime renforcé des inspections du désarmement, qui laisse aux Irakiens une réelle possibilité de coopération tout en éliminant celles de tricher impunément comme dans le passé. Mais on est passé au bord du gouffre : un vote étriqué, traduisant la division de la communauté internationale, aurait voué à l'échec l'approche diplomatique vue comme celle de la dernière chance.

En acceptant le retour des inspecteurs après quatre ans de refus, Bagdad avait ouvert une brèche au sein du Conseil de sécurité entre les partisans d'une nouvelle résolution et ceux qui, comme la Russie, estimaient suffisantes les dispositions existantes. La France avait donné juridiquement raison à Moscou mais s'était ralliée à Washington pour juger politiquement souhaitable l'adoption de nouvelles règles du jeu. Allait alors s'ouvrir un imbroglio diplomatique de deux mois.

Les premières propositions américaines firent naître le doute sur les intentions réelles de George Bush : le désarmement de l'Irak ou le changement de régime à Bagdad. La menace explicite de punir militairement, unilatéralement et de façon quasi automatique la moindre violation irakienne de nouvelles règles jugées inapplicables ou provocantes ne fut freinée que par le risque d'un veto de la part d'un des trois membres permanents opposés au texte américain la France, la Russie et la Chine puis par l'absence d'une majorité parmi les dix membres non permanents.



C'est un texte remanié, privilégiant la primauté des inspections en Irak et leur efficacité, qui a obtenu l'adhésion du Conseil de sécurité des Nations unies. (Photo David Karp/AP.)

C'est donc un texte profondément remanié, privilégiant la primauté des inspections et leur efficacité, qui a scellé l'adhésion du Conseil de sécurité hier. Et la France y est pour beaucoup. « Cette résolution conforte le rôle et l'autorité du Conseil de sécurité. C'était là l'objectif principal et constant de la France », a déclaré avant le vote son représentant permanent

Jean-David Levitte qui s'est battu sur la moindre virgule pour lever toute ambiguïté sur la fameuse démarche en deux temps imposée par la France :

toute nouvelle violation irakienne sera examinée par les Nations unies avant toute décision sur ses conséquences. Côté français, on estimait avoir obtenu satisfaction sur quatre points essentiels : le « recentrage du débat sur le désarmement » (et non sur le changement de régime), la suprématie

du droit international sur l'unilatéralisme, l'adoption d'un régime d'inspections rigoureux mais non provocant et l'élimination de l'automatisme d'une attaque américaine. Sur ce dernier point, la Russie a été plus difficile à convaincre. Le deux-temps a été clairement accepté par les Etats-Unis, mais le flou demeure sur le troisième temps qui n'est pas précisé dans la résolution : les « conséquences graves », auxquelles s'exposerait l'Irak en ne coopérant pas « pleinement », laissent-elles à

Washington les mains libres pour intervenir militairement sans le feu vert explicite de l'ONU, sous forme d'une nouvelle résolution ? C'est en tout cas l'interprétation qu'en font les diplomates américains - George Bush n'a cessé de rappeler que les Etats-Unis se réservaient le droit d'agir si l'ONU ne le faisait pas. Leurs collègues français sont persuadés d'avoir arraché le maximum en s'assurant qu'avant d'en arriver au troisième temps, la procédure sera respectée et le Conseil de sécurité ne sera pas court-circuité.

La face est donc sauve pour tout le monde. Le texte n'est pas parfait mais le catalogue des concessions américaines prend en compte l'essentiel des moindres desiderata exprimés, qu'il s'agisse (à la demande de la Russie) du rappel de la levée hypothétique des sanctions prévue par la résolution 1382, de la mention du rôle positif joué par le secrétaire général de l'ONU

Kofi Annan et par la Ligue arabe à celle de la Syrie, ou d'une multitude de détails techniques pour faciliter le bon déroulement des inspections. Sur ce point, la France avait choisi de s'en remettre aux recommandations du chef des inspecteurs Hans Blix, seul juge sur le terrain. Sur le fond, c'est-à-dire l'accès immédiat et sans limites aux sites d'inspection, le Conseil de sécurité a légitimement emboîté le pas à Washington. A Saddam de jouer.

Le vote surprise de la Syrie

Seule voix arabe au Conseil de sécurité de l'ONU, la Syrie n'avait pas ménagé ses critiques contre les efforts de ses partenaires, estimant qu'une nouvelle résolution était inutile. Les diplomates s'attendaient à ce qu'elle s'abstienne hier. Elle a finalement voté pour, après avoir subi de fortes pressions des Etats-Unis, mais aussi de la France. Jacques Chirac a téléphonné hier à son homologue syrien, Bachar al-Assad, peu de temps avant le vote.

Pour ou contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne

Dans un entretien au « Monde », Valéry Giscard d'Estaing prend le contre-pied des engagements donnés à Ankara. « La Turquie n'est pas un pays européen », affirme-t-il. Accepter son entrée serait donner un coup d'arrêt au processus d'intégration. Sa position relance la polémique

BRUXELLES

de notre bureau européen

Dans le concert du « politique-correct » à propos de la candidature de la Turquie à l'Union européenne, Valéry Giscard d'Estaing a décidé de jeter un pavé dans la mare. Le président de la Convention sur l'avenir de l'Europe se déclare farouchement hostile à une telle perspective. Il l'a dit sans ménagement dans un entretien accordé, jeudi 7 novembre, à quelques journalistes. « La Turquie est un pays proche de l'Europe, un pays important, qui a une véritable élite, mais ce n'est pas un pays européen », estime-t-il, ajoutant : « Sa capitale n'est pas en Europe, elle a 95% de sa population hors d'Europe, ce n'est pas un pays européen ».

Se disant « frappé par la pauvreté du débat sur l'élargissement au-delà du continent européen », l'ancien président français a estimé qu'il s'agit d'un débat qu'on ne peut « traiter légèrement » et qui, en tout état de cause, « ne dépend pas principalement des votes de l'électorat turc ». La priorité des Quinze, estime-t-il, doit être de réussir l'actuel processus d'élargissement de l'Union, qui va accueillir dix nouveaux pays en 2004.

Jusqu'à présent, a-t-il rappelé, « nous n'avons pas été capables d'adapter nos institutions à l'élargissement à l'intérieur du continent européen ». Nul ne sait si, dans dix ans, cet élargissement sera considéré comme réussi. Dans l'immédiat, a insisté M. Giscard d'Estaing, l'Union doit résoudre le problème du finan-

cement de l'élargissement et de la « cohésion future » de l'Europe.

M. Giscard d'Estaing ne croit pas que les Quinze se soient liés les mains lors du sommet européen d'Helsinki, en décembre 1999, lorsqu'ils ont accordé à la Turquie un statut de pays-candidat. Il ne croit pas davantage qu'ils seront obligés de franchir une nouvelle étape dans cette direction lors du sommet européen de Copenhague, en décembre.

Il constate, d'autre part, que « ceux qui ont le plus poussé à l'élargissement en direction de la Turquie sont les adversaires de l'Union européenne ». Ils ont eu ce moyen dans les années 1980, explique-t-il, en faisant ainsi allusion à la Grande-Bretagne, « pour dire "on va rendre le système fragile, et donc on ira vers une espèce de zone de libre-échange commune à l'Europe et au Proche-Orient" ». Ils se sont dit « avec un tel système, on est tranquilles, parce que l'intégration s'arrête ». Ce n'est pas du tout le projet de l'Union européenne.

DYNAMISME DÉMOGRAPHIQUE

Le président de la Convention regrette que l'on ait « toujours tenu vis-à-vis des dirigeants turcs un langage ambigu, puisque la majorité des membres du Conseil européen s'est en réalité prononcée contre [l'adhésion de la Turquie], mais on ne l'a jamais dit aux Turcs ». M. Giscard d'Estaing entrevoit diverses conséquences à une éventuelle adhésion de la Turquie. En raison de son dynamisme démographique (la Turquie compte aujourd'hui

66 millions d'habitants), « ce serait le plus grand Etat membre de l'Union européenne », et elle disposerait « du groupe parlementaire le plus nombreux au Parlement européen ». En outre, explique-t-il, « le lendemain du jour où on ouvrira des négociations avec la Turquie, vous aurez une demande marocaine [d'adhésion à l'Union], le roi du Maroc l'a dit depuis longtemps ». Dès lors que l'on « sort du continent », note M. Giscard d'Estaing, « pourquoi sortir du continent à l'est et ne pas sortir à l'ouest ? ».

Estimant que le problème de l'élargissement hors d'Europe est un problème de fond, M. Giscard d'Estaing précise : « Je donne mon opinion : c'est la fin de l'Union européenne ! » Certes, estime-t-il, on peut dire qu'il faut faire « une organisation régionale de l'Europe et du Proche-Orient, avec des institutions, un grand marché, etc. », mais c'est « un autre projet », insiste-t-il. « On ne peut pas discuter, comme nous le faisons, de la législation interne de l'Union, sur des points extrêmement sensibles de la vie quotidienne uniquement européens, et dire que certaines discussions seraient étendues

à des pays qui, pour des raisons tout à fait estimables, ont une autre culture, une autre approche, un autre mode de vie. »

Au lieu d'une adhésion, M. Giscard d'Estaing prône des liens du type de ceux qui unissent les Quinze à l'Ukraine, c'est-à-dire un pacte de partenariat et de coopération. Au sein de la Convention, a conclu



« Je donne mon opinion : c'est la fin de l'Union européenne ! »

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

M. Giscard d'Estaing, « nous raisonnons sur une Europe à 25 plus 2, point ! » [les dix pays candidats qui vont entrer en 2004, ainsi que la Roumanie et la Bulgarie].

Les propos de M. Giscard d'Estaing vont totalement à contre-courant de la position officielle des Quinze. Lors du récent sommet européen de Bruxelles, l'Union s'est félicitée des « mesures importantes » prises par Ankara pour satisfaire aux critères politiques de Copenhague. « La perspective de l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie s'en trouve renforcée », précisent les conclusions. L'Union a encouragé les autorités turques à

prendre de nouvelles mesures, « ce qui permettra de progresser vers l'adhésion de la Turquie ».

Le premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen, dont le pays préside l'Union européenne, a confirmé, mercredi, que la Turquie « doit être traitée comme tous les autres pays candidats ». Il a souligné que la Turquie ne pourra obtenir une date pour l'ouverture de négociations d'adhésion que lorsqu'elle aura répondu aux critères de Copenhague.

L'Allemagne a longtemps entretenu une ambiguïté sur sa position. Peu avant le sommet de Bruxelles, son ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, a toutefois rappelé que la revendication de la Turquie d'appartenir à la « famille européenne » a été acquise à Helsinki, et qu'il fallait cesser l'hypocrisie consistant à considérer la Turquie comme un pays candidat « qui restera toujours sans date ». Jacques Chirac et Dominique de Villepin, ministre des affaires étrangères, sont également favorables à cette adhésion.

La Commission européenne s'est toujours montrée plus réservée. Günter Verheugen, commissaire européen chargé de l'élargissement, s'était employé, en septembre, à refroidir les attentes d'Ankara : « Je ne crois pas qu'ils affiche-

Sommet d'Helsinki, 1999 : Ankara « a vocation à rejoindre l'Union »

● La première demande. C'est en décembre 1963 que la Turquie présente implicitement sa candidature à la Communauté européenne, lors de la signature d'un accord d'association. La demande formelle d'adhésion est faite le 14 avril 1987.

● Le sommet d'Helsinki. Le Conseil européen, qui s'est tenu dans la capitale finlandaise les 10 et 11 décembre 1999, a conclu que la Turquie « est un pays candidat qui a vocation à rejoindre l'Union européenne sur la base des mêmes critères que ceux qui s'appliquent aux autres candidats (...) ». La

Turquie bénéficie d'une stratégie de préadhésion visant à encourager et à appuyer ses réformes ».

● Le dialogue politique avec les Quinze. Celui-ci s'est notamment poursuivi sous les présidences française, suédoise et belge de l'Union. Les Turcs doivent satisfaire à quatre critères politiques (démocratie, Etat de droit, respect des droits de l'homme et protection des minorités), ainsi que deux critères économiques (économie de marché viable et capacité à faire face à la

pression concurrentielle dans l'Union).

● Les réformes engagées par Ankara. Les autorités turques ont aboli la peine de mort, levé l'interdiction qui frappait les langues non turques, et permis, dans une certaine mesure, l'enseignement du kurde. Elles ont supprimé l'état d'urgence dans certaines provinces. Aujourd'hui, les Quinze insistent sur l'élimination totale de la torture, sur la libération de tous les prisonniers pour délit d'opinion, enfin sur une stricte séparation entre le pouvoir civil et l'armée.

ront avant la fin de l'année un bilan suffisant permettant de rendre un jugement final sur le respect des critè-

res politiques », avait-il affirmé.

Arnaud Leparmentier
et Laurent Zecchini

Droite et gauche françaises sont fortement divisées

Pour ou contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ? A droite, **François Bayrou**, président de l'UDF, a déclaré au Monde : « Je me suis toujours prononcé contre l'entrée de la Turquie dans l'UE. Cette décision est une erreur historique grave dont Lionel Jospin et Jacques Chirac portent la responsabilité. La Turquie est un pays musulman qui n'appartient pas à l'Europe. Peut-on imaginer que le plus grand pays de l'UE soit le moins européen ? » Pour sa part, **Alain Madelin**, ancien président de DL (UMP), indique que « sur la forme, l'adhésion de la Turquie pose un grave problème à l'Europe, dont les peuples n'ont pas été consultés. C'est surréaliste et inacceptable. Sur le fond, la Turquie n'appartient à l'Europe ni par l'histoire ni par la géographie. L'Europe doit proposer une alternative à ce pays, qui peut être un lieu où laïcité et islam

modéré cohabitent en proposant un accord d'association commerciale, politique et militaire ».

Mardi 5 novembre, lors du débat avec François Hollande dans le cadre du « Grand débat RTL-Le Monde », **Alain Juppé**, président provisoire de l'UMP, avait déclaré à propos de la Turquie que « personne ne sait où passent exactement les frontières de l'Europe. Il existe trois critères : géographique, idéologique et politique. Pour les pays qui ne rempliraient pas ces trois critères, il faudra définir une sorte de partenariat renforcé ou d'association privilégiée entre ces pays et l'UE ».

François Hollande, premier secrétaire du PS, nous a déclaré : « La Turquie est un pays candidat, mais nous ne sommes pas dans l'urgence. Il serait injuste de nous déterminer par rapport à tel ou tel pays en fonction de sa religion. Il faut au

préalable que l'Europe définisse ses frontières. La Turquie doit remplir un certain nombre de conditions, mais, pour l'instant, elle est loin de les réunir. »

Pierre Moscovici, secrétaire national chargé de l'Europe au PS et représentant de la France à la Convention de l'Europe, affirme : « Je n'admets pas la thèse selon laquelle la Turquie ne serait pas européenne parce qu'elle n'est pas chrétienne. L'Europe n'est pas un club chrétien. » **Francis Wurtz**, député européen et dirigeant national du PCF, se déclare « choqué » par les propos de VGE. « C'est la position traditionnelle des forces conservatrices, qui considèrent l'UE comme un club chrétien où la Turquie n'aurait pas sa place. Nous ne partageons absolument pas cette conception. La Turquie aura sa place dans l'Union européenne si elle le désire dès lors qu'elle satisfait aux critères démocratiques valables pour tous les pays candidats. »

Noël Mamère, député Vert, exprime lui aussi son « désaccord » avec M. Giscard d'Estaing. « Il faut intégrer ce pays. Par ailleurs, on voit bien que c'est la perspective de l'entrée dans l'Union qui a fait faire à la Turquie de formidables progrès en matière de droits de l'homme : suppression de la peine capitale, reconnaissance des langues et des cultures minoritaires. L'intégration dans l'Union peut être un vrai levier pour la reconnaissance du peuple kurde. »

Enfin, **Mgr Jean-Pierre Ricard**, président de la conférence des évêques de France, interrogé mercredi,

a jugé qu'il était « difficile de fermer les portes de l'Europe à la Turquie ». Il a estimé que le Parti de la justice et du développement semblait « ouvert à la construction européenne ». Les évêques précisent que leurs réserves ne concernent pas l'islam, mais les droits de l'homme.

Service France

M. Védrine pour un « partenariat stratégique »

« Le problème de la Turquie a été mal posé au départ », a expliqué, jeudi 7 novembre, au Monde, l'ancien ministre socialiste des affaires étrangères, Hubert Védrine. « C'est un grand pays, stratégique, qui n'est pas en Europe, mais en Asie mineure. » Pour lui, « s'abriter derrière les critères de Copenhague pour exiger toujours plus de démocratie des Turcs » en vue d'une adhésion à l'UE est « un jeu de masques hypocrite. On va de promesse en promesse à leur égard avec une gêne de plus en plus grande ». L'Union doit, dit-il, « fixer ses frontières et bâtir avec des pays frontaliers, comme la Russie et la Turquie, un partenariat stratégique, qui serait plus que l'association, mais moins que l'adhésion ». Et s'il est trop tard pour revenir en arrière vis-à-vis d'Ankara ? « Alors, il n'y a pas de raisons de s'arrêter à une Union à 25. On ira vers une Europe à 35, à 40, avec la Russie, l'Ukraine, la Turquie, les pays balkaniques et du Maghreb, qui sera un grand espace économique et de stabilité, dans lequel l'intégration politique se fera au sein d'un noyau dur » beaucoup plus restreint.

Islamiste, démocrate, conservateur, comment qualifier l'AKP ?

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Comment qualifier le Parti de la justice et du développement (AKP) ? Ce parti, créé sur les cendres d'une formation islamiste interdite, est-il islamiste, islamiste modéré, musulman conservateur, islamo-démocrate, islamique ou autre chose ? La question embarrasse les commentateurs. Comment définir ce parti dont le leader, Recep Tayyip Erdogan, surnommé dans sa jeunesse le « Mujahid », refuse aujourd'hui le terme d'islamiste, soutient l'entrée de la Turquie dans l'Europe et entend préserver le caractère laïque de l'Etat ?

« Ce parti, âgé de quinze mois, est issu d'une tradition islamiste pure et dure, mais ses dirigeants veulent tourner la page », assure Rusen Cakir. Cet auteur de nombreux ouvrages sur les mouvements islamistes turcs propose d'utiliser le terme d'« ex-islamiste »

pour qualifier le mouvement. « L'AKP n'est pas encore un parti démocratique, mais il veut le devenir. A charge pour ses dirigeants de le prouver aujourd'hui », admet-il.

Les plus sceptiques jugeront ce pari risqué. Dans la presse turque, c'est la valse des définitions. « Erdogan a affirmé qu'il ne fallait plus exploiter la religion dans ce pays. Il faut donc le définir comme musulman démocrate ou comme démocrate », écrit Ertugrul Özkök, éditorialiste au quotidien *Hürriyet*. Dans le même journal, Bekir Coskun tire lui la sonnette d'alarme : « L'islam politique est arrivé au pouvoir en Turquie, il s'agit d'un gouvernement basé sur une politique religieuse. » Hikmet Cetinkaya, du quotidien kémaliste *Cumhuriyet*, opposé à l'AKP, déplore, quant à lui, que « presque tous nos éditorialistes ont changé du jour au lendemain en décidant que l'AKP est un mouvement de centre-droit. C'est une grave erreur. Nous avons maintenant

au pouvoir un parti islamiste. » L'islamologue Ali Bulaç souligne que « Erdogan représente l'islam politique, alors que Erdogan est un musulman démocrate proche des partis chrétiens-démocrates européens ».

Recep Tayyip Erdogan, nouvel Helmut Kohl du Bosphore ? « Dans le fond, on se moque de la définition, ironise Ali Bayramoglu, du quotidien proche de l'AKP, *Yeni Safak*. C'est un conservateur démocrate, dans le sens libéral du terme, mais surtout légitimé par les urnes. » Plume acerbe des médias turcs, il défend le changement opéré par les milieux islamistes turcs : « Il y a eu tellement de conflits en Turquie ces dernières années que les résultats de ces élections donnent l'impression d'entrer dans une période normale. » Un point de vue qui méritera expertise à la lumière du futur gouvernement.

Nicolas Bourcier

Le Monde

SAMEDI 9 NOVEMBRE 2002

Quel régime après Saddam ?

« LA DÉMOCRATIE est une médication lourde. Elle doit être administrée à petites doses, sinon vous risquez de tuer le patient. » Ainsi s'exprime, à propos de l'avenir de l'Irak, le grand orientaliste Bernard Lewis, lors d'un colloque tenu à Washington, début octobre, par un groupe de réflexion très proche de l'administration Bush, l'American Enterprise Institute for Public Policy (AEI). Richard Perle, directeur du Defense Policy Board auprès du Pentagone, en est l'un des dirigeants. Intitulé du colloque : « Le jour d'après - les plans pour l'Irak post-Saddam ». Il y fut beaucoup question de démocratie, et plus encore des obstacles à son avènement, dans un Irak débarrassé de son tyran.

La lecture des minutes du colloque fournit une idée assez précise de l'état d'esprit prévalant aujourd'hui dans de larges cercles de l'administration américaine. La quasi-totalité des intervenants - politiciens et experts américains, intellectuels irakiens et membres du Congrès national irakien (CNI), le principal regroupement de l'opposition en exil - se rassemblaient autour d'une idée-force : la guerre, sous le parapluie des Nations unies ou d'une coalition internationale plus ou moins étoffée, mais dans les deux cas sous conduite américaine, est inéluctable. Car les Etats-Unis ne sauraient se contenter d'« une demi-mesure », qui consisterait, dit Richard Perle, à « retirer des mains [de Saddam Hussein] ses armes de destruction massive. (...) La seule solution en Irak est de remplacer les brutes qui gouvernent actuellement par le genre de personnes que vous voyez autour de cette table ». Pour Richard Perle, le renversement, par une intervention armée, de la dictature irakienne ne serait que le premier acte d'une stratégie qui vise à ramener les pays du Proche-Orient dans le giron occidental, de la même manière - il y fait expressément référence - que le président Reagan élaborait une stratégie afin d'acculer l'« empire du mal » soviétique et de restaurer la démocratie dans les Etats d'Europe centrale.

Plusieurs intervenants ont insisté sur le fait que le Moyen-Orient se trouvait à un moment-clé, « le plus important depuis la chute de l'empire ottoman en 1917 », dira l'opposant irakien Kanan Makiya. Plus provocant, Bernard Lewis aura cette phrase : « Le temps est compté aux peuples du Moyen-Orient pour surmonter leurs différences et

apprendre à coopérer. S'ils y parviennent, ils pourront faire de grandes choses. Sinon, le terroriste suicidaire deviendra la métaphore de toute cette région. »

Instaurer la démocratie en Irak ? Cela ne se passera pas « de la manière dont on s'y attendait en Europe centrale », prévient l'opposant Rend Rahim Francke, de l'Iraq Foundation. Le professeur Lewis résume, avec causticité, la problématique. « Deux points de vue prédominant, dit-il. Le premier veut que les Arabes soient incapables de former un gouvernement démocratique, qui est un phénomène purement occidental. Ils sont différents de nous. (...) Quoi que l'on fasse, ces pays seront régis par des tyrans corrompus, et le but d'une bonne politique étrangère est d'assurer que ces tyrans sont amicaux et non hostiles. Ce point de vue-là est communément perçu comme celui des pro-Arabs » aux Etats-Unis. Rires dans la salle. L'autre point de vue veut qu'« il soit possible, avec notre aide et sous notre conduite, d'établir des démocraties dans ces pays, en les y aidant graduellement. Ce point de vue-là s'appelle l'impérialisme ». Nouveaux éclats de rire. Si le premier est récusé par principe - l'objectif de l'intervention occidentale en Irak ne saurait se réduire à remplacer un « tyran hostile » par un « tyran amical » - et si le second risque de régénérer une alliance de tous les Irakiens contre la puissance « néo-impérialiste » (« mettre en place un gouvernement servile, c'est partir battu au départ », prévient encore Bernard Lewis) -, quel type de solution « médiane », de « démocratie à petite dose » reste-t-il ?

Deux options émergent du débat. La première est calquée sur « le modèle turc ». Non pas celui issu du scrutin du 3 novembre, qui a vu l'arrivée au pouvoir d'un parti islamique « moderniste », mais celui qui prévaut à Ankara depuis l'instauration du kémalisme. Au dire d'un de ses partisans, il implique l'adoption d'une Constitution laïque et démocratique garantissant l'intégrité territoriale du pays et le prémunissant contre toute pression intérieure à caractère ethnique ou religieux. Et, surtout, « quelqu'un pour la défendre » dans un environnement potentiellement hostile - ce quelqu'un ne pouvant être que l'armée.

DES TROUPES NÉCESSAIRES

Le régime de l'Irak post-Saddam serait ainsi voisin de ceux que l'on connaît en Turquie, ou enco-

re au Pakistan et en Algérie : un système politique garantissant un gouvernement élu, placé sous la haute surveillance d'un état-major, autonome mais fondamentalement pro-occidental, lequel détermine les options du pays en matière de politique régionale et de sécurité. Un gouvernement qui, sur les questions décisives, serait au service de l'armée, et non l'inverse, comme l'exigent les normes occidentales de la démocratie.

La seconde option, beaucoup évoquée lors du colloque, consiste en une restauration de la monarchie hachémite à Bagdad. Celle-ci, installée sur le trône en 1921 par les Britanniques avec l'aval de la Société des nations, avait été emportée en 1958 par une révolution autant sociale que politique. « Si l'on fait appel à eux, les Hachémites (...) diront oui, mais je ne les vois pas lancer un mouvement royaliste pour y parvenir », pronostique Bernard Lewis. En attendant, la quasi-totalité des participants estimaient nécessaire la présence d'un important contingent de troupes coalisées sous commandement américain pour une période de plusieurs années. Les débats entre eux portaient sur les dimensions de ce contingent (70 000, 100 000 ou 150 000 hommes ?), sa composition (très internationale ou essentiellement américain ?) et ses prérogatives : uniquement sécuritaires ou également politiques ?

Professeur à Harvard et auteur de plusieurs ouvrages sur son pays, l'Irakien Kanan Makiya a tenté de proposer une perspective qui serait, admet-il, totalement révolutionnaire au Proche-Orient : l'avènement d'un Irak démocratique, laïque, fédéral, multiethnique et multiconfessionnel, rompant carrément avec toute référence au nationalisme arabe - un Irak, selon ses dires, qui « sera l'Etat de ses citoyens égaux en droits, donc, il faut en être conscient, un Irak non arabe ». Ses propos n'ont suscité que très peu de commentaires. Comme si cette option-là, visant à surmonter les antagonismes religieux et nationaux du pays le plus « divers » du monde arabe, était, décidément, bien utopique. Les solutions imaginées à Washington sont-elles plus « réalistes » ?

Sylvain Cypel

La résolution sur l'Irak devait être massivement approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU

AU TERME de plus de sept semaines de difficiles négociations, la résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'Irak devait être votée vendredi 8 novembre. Les quinze membres du Conseil devaient se réunir à 10 heures à New York (16 heures en France) pour adopter ce texte d'origine américaine et britannique qui, après les multiples amendements qu'il a subis, était assuré de recueillir la quasi-unanimité.

L'épilogue de ce bras de fer a été

annoncé jeudi soir, après une ultime journée de discussions au Conseil et une dernière série d'échanges téléphoniques au sommet entre Paris, Washington et Moscou. Mercredi soir, alors que des responsables français avaient déjà fait part de leur optimisme en dépit d'« ambiguïtés » subsistant dans le texte, Jacques Chirac, après s'être entretenu avec Vladimir Poutine, demandait au chef de la diplomatie française, Dominique de Villepin, de monter une dernière fois au cré-

neau pour obtenir des Américains une nouvelle modification du texte.

Jeudi soir cet ultime combat se concluait par un entretien téléphonique entre Jacques Chirac et George Bush, ce dernier accédant à la demande française. Aucune ambiguïté n'entachait plus dès lors le mécanisme d'un éventuel recours à la force décrit par la résolution : seuls les inspecteurs en désarmement de l'ONU seront habilités, le cas échéant, à rapporter les manquements de l'Irak à ses obliga-

tions. Leur rapport devra faire ensuite l'objet d'un examen au Conseil de sécurité.

La France a donc obtenu satisfaction sur l'essentiel de ses revendications telles que le président de la République les avait exposées, dès le 9 septembre, à la presse américaine. « La France n'a eu qu'un but dans cette négociation, a déclaré M. Chirac jeudi, donner une chance au désarmement de l'Irak dans la paix. A l'Irak maintenant de comprendre que cette chance est la der-

nière.»

Renforcé par sa victoire aux élections du 5 novembre, George Bush a, lui, lancé un appel à la responsabilité et à l'action, à l'intérieur comme à l'extérieur, au cours d'une conférence de presse jeudi à la Maison Blanche. S'agissant de Saddam Hussein, dont il a répété qu'il « traite avec Al-Qaida », le président américain a expliqué que la résolution soumise au Conseil de sécurité de l'ONU « est une résolution de désarmement », qui passe par « un régime d'inspection (...) l'obligeant à montrer au monde qu'il désarme effectivement ».

A ceux d'avoir en vue le contrôle des réserves pétrolières irakiennes, M. Bush a répondu que les Etats-

rons, afin que le monde soit plus sécurisé.

« Je ne fixe pas de délais », a-t-il dit, insistant seulement sur le fait que le dirigeant irakien devra se soumettre à la nouvelle résolution de l'ONU, volontairement ou sous la contrainte de la force. Il a répété que la guerre n'est pas son « premier choix », mais, au contraire, « le dernier ».

M. Bush a beaucoup insisté sur les efforts entrepris à l'ONU, depuis deux mois, pour parvenir à un accord. Le langage entendu à Washington depuis quelques jours a sensiblement évolué. A la Maison Blanche comme au département d'Etat, l'accent est mis sur le succès

que représente l'adoption d'une résolution par la grande majorité voire la totalité des membres du Conseil. L'exécutif cherche à minimiser, vis-à-vis de son opinion publique, les concessions qu'il a dû faire, mais il prend soin aussi de ménager ses partenaires du Conseil en soulignant l'importance qu'il donne à leur vote.

Aux termes de la résolution 1441, la communauté internationale somme l'Irak d'ouvrir ses usines, ses casernes, ses bureaux et ses palais présidentiels aux inspecteurs en désarmement de l'ONU, sous peine de « graves conséquences ». Les inspecteurs sont dotés de pouvoirs étendus : ils pourront interrompre

la circulation, se faire communiquer tous les documents qu'ils souhaitent et interroger qui bon leur semble. Ils pourront aussi « faciliter le voyage à l'étranger des personnes interrogées et des membres de leur famille ». Contrairement au souhait premier de l'administration Bush, ils ne seront ni armés ni accompagnés de militaires mais des Casques bleus garderont leurs quartiers.

Bagdad a sept jours pour notifier son « intention » de coopérer; trente jours après l'adoption de la résolution pour présenter une liste de tous ses programmes d'armements prohibés et de ses productions chimiques ou biologiques à usage civil, ce qui concerne aussi bien l'industrie pétro-chimique que les laboratoires des hôpitaux.

Intervenant en dernière minute au Conseil de sécurité jeudi, la Syrie avait demandé que le vote sur la résolution soit reporté à lundi, soit après la réunion de la Ligue arabe qui doit avoir lieu ce week-end au Caire. Sa demande a été rejetée par les Etats-Unis, « pour ne pas risquer de défaire le consensus », a indiqué un diplomate anglais à l'ONU.

Bagdad : un texte « annonçant la guerre »

Le délégué irakien permanent à la Ligue arabe, Mohsen Khalil, a dénoncé jeudi 7 novembre, le projet de résolution 1441 du Conseil de sécurité, affirmant qu'il s'agit d'un « projet pour annoncer la guerre » à son pays. « L'administration américaine a annoncé qu'elle agira contre l'Irak, soit dans le cadre du Conseil de sécurité, soit hors du Conseil », a-t-il ajouté. Selon lui, « il n'y a pas besoin d'adopter une nouvelle résolution au Conseil de sécurité, puisque l'Irak a annoncé sa disposition à accorder toutes les facilités aux inspecteurs pour compléter leur mission ».

A Bagdad, le quotidien Babel, dirigé par Oudaï Saddam Hussein, le fils aîné du président irakien, a affirmé que le projet américain ouvrait la voie à la guerre contre l'Irak mais estimé qu'il était « voué à l'échec ». « Il ressort du contenu du projet que, malgré ce que nous avons déjà donné et ce que nous céderons » en matière de désarmement, « le résultat sera le même : une agression », écrit-il, exhortant Paris et Moscou à « empêcher Américains et Britanniques de se servir de l'ONU pour réaliser leurs objectifs agressifs ».



« Le seul moyen d'agir avec Saddam Hussein est de rassembler la communauté internationale »

GEORGE W. BUSH

Unis « n'ont pas l'intention de conquérir qui que ce soit ». « Le seul moyen d'agir avec Saddam Hussein, selon moi, est de rassembler la communauté internationale pour le convaincre de désarmer », a affirmé le président, tout en ajoutant : « S'il ne désarme pas, nous le désarme-

Service international

Le Monde
ÉDITORIAL

9 NOVEMBRE 2002

Le choix de Saddam

LA BALLE est dans le camp de Saddam Hussein, déclarait dès jeudi 7 novembre Dominique de Villepin, le ministre français des affaires étrangères : la guerre ou la paix. La résolution 1441, votée vendredi par le Conseil de sécurité de l'ONU, fait peser la plus lourde des responsabilités sur le président irakien. La résolution a été votée à l'unanimité des quinze membres du Conseil, y compris par la Syrie, actuellement le seul pays arabe membre de cette instance. Résolument opposés à une nouvelle guerre dans la région, et disposant du droit de veto au Conseil, la Russie, la Chine, la France ont dit « oui » à ce texte, au même titre que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Cette unanimité est censée exercer une pression maximale sur la dictature irakienne. Celle-ci a une semaine pour

dire qu'elle accepte les termes de la résolution, votée sous le régime du chapitre VII de la Charte des Nations unies, qui autorise l'emploi de la force.

Tout le monde convient que Saddam Hussein, en violation de l'accord de cessez-le-feu signé par l'Irak en 1991, dispose encore d'armes de destruction massive biologiques et chimiques et qu'il s'emploierait à se doter de la bombe atomique.

Washington et Londres sonnent le carillon de l'apocalypse : à les en croire, l'Irak - un pays du tiers-monde, sous embargo onusien depuis plus de dix ans - a de quoi faire trembler une partie de la planète et serait prêt à permettre à des réseaux terroristes de puiser dans ses stocks. Nombre d'experts, parmi les plus neutres et les plus crédibles, sont beaucoup plus

sceptiques sur la dangerosité réelle de l'équipement irakien, et sur la disposition du régime à les remettre à des terroristes islamistes. La vérité est sans doute que personne n'en sait trop rien : depuis 1998 et une série d'accrochages avec les autorités de Bagdad, les équipes d'inspecteurs du désarmement de l'ONU ne sont plus venues en Irak.

La résolution votée vendredi les y renvoie. Elle leur donne toute liberté de travail. Les inspecteurs devront être à pied d'œuvre dans les quarante-cinq jours. Entre-temps, l'Irak devra avoir transmis à l'ONU le détail de son arsenal d'armes de destruction massive. Ce sont des dispositions extrêmement contraignantes. Saddam Hussein peut dire oui et chercher à temporiser. Il peut juger, au

contraire, qu'accepter ce texte ou un début de démantèlement de ses armes serait humiliant ; que cela déstabiliserait sa dictature et marquerait le début de la fin pour un pouvoir qu'il exerce par la torture et la terreur. Les rares déclarations venues de Bagdad laissent penser que tel pourrait bien être le choix de Saddam Hussein. Il porterait alors une fois de plus la responsabilité d'une décision catastrophique.

S'il dit oui, ce sont les intentions américaines qui seront à l'épreuve. Les inspections sont l'occasion d'incidents quotidiens et d'autant de prétextes à déclencher une opération militaire. La réalité de l'objectif américain sera mise au jour : désarmer l'Irak ou renverser Saddam Hussein ? Le spectre de la guerre rôde plus que jamais dans la région du Golfe.

Subjugation in 14 steps – Baghdad faces tough tests to avoid conflict

This is an edited version of the revised draft resolution on Iraq presented by the United States on Wednesday to all members of the 15-nation UN security council.

The security council ...

1 Decides that Iraq has been and remains in breach of its obligations under relevant resolutions, including resolution 687 (1991), in particular through Iraq's failure to cooperate with UN inspectors and the International Atomic Energy Agency, and to complete the actions required under paragraphs 8 to 13 of resolution 687 (1991).

2 Decides to afford Iraq a final opportunity to comply with its disarmament obligations under relevant resolutions and accordingly decides to set up an enhanced inspection regime with the aim of bringing to full and verified completion the disarmament process established by resolution 687 (1991) and subsequent resolutions of the council.

3 Decides that, in order to begin to comply with its disarmament obligations, the government of Iraq shall provide to the United Nations monitoring, verification and inspection commission (Unmovic), the IAEA, and the council, not later than 30 days from the date of this resolution, a currently accurate, full and complete declaration of all aspects of its programmes to develop chemical, biological and nuclear weapons, ballistic missiles, and other delivery systems.

4 Decides that false statements or omissions in the declarations submitted by Iraq and failure by Iraq to comply with, and cooperate fully in the implementation of, this resolution shall constitute a further breach of Iraq's obligations and will be reported to the council for assessment in accordance with paragraph 11 or 12 below.

5 Decides that Iraq shall provide Unmovic and IAEA immediate, unimpeded,

unconditional, and unrestricted access to any and all areas, facilities, buildings, equipment, records, and means of transport which they wish to inspect. It further decides that Unmovic and the IAEA may at their discretion conduct interviews inside or outside of Iraq, may facilitate the travel of those interviewed and family members outside of Iraq, and that, at the sole discretion of Unmovic and the IAEA, such interviews may occur without the presence of observers from the Iraqi government. It instructs Unmovic, and requests the IAEA, to resume inspections no later than 45 days following adoption of this resolution and to update the council 60 days thereafter.

6 Endorses the October 8 2002 letter from Unmovic and the IAEA to General al-Saadi of the government of Iraq and decides the contents of the letter shall be binding upon Iraq.

7 Decides that Unmovic and the IAEA shall determine the composition of their inspection teams and ensure that these teams are composed of the most qualified and experienced experts available. Unmovic and the IAEA shall have unrestricted rights of entry into and out of Iraq,

the right to free and unrestricted movement to and from inspection sites, and the right to inspect any sites and buildings, including immediate and unrestricted access to presidential sites.

Unmovic and the IAEA shall have the right to be provided by Iraq the names of all personnel currently and formerly associated with Iraq's chemical, biological, nuclear and missile programmes.

Security of Unmovic and IAEA facilities shall be ensured by sufficient UN security guards. Unmovic and the IAEA shall have the right to declare, for the purposes of freezing a site to be inspected, exclusion zones, including surrounding areas

'Iraq must provide immediate, unimpeded access to any and all areas'

and transit corridors, in which Iraq will suspend ground and aerial movement.

Unmovic and the IAEA shall have the free and unrestricted use and landing of fixed and rotary-winged aircraft, including unmanned reconnaissance vehicles.

Unmovic and IAEA shall have the right verifiably to remove, destroy, or render harmless all prohibited

weapons, subsystems, components, records, materials, and other related items, and the right to impound or close any facilities or equipment for the production thereof.

Unmovic and the IAEA shall have the right to free import and use of equipment for inspections and to seize and export any equipment, materials, or documents taken during inspections, without search of their personnel or baggage.

8 Decides Iraq shall not take or threaten hostile acts against representatives or personnel of the UN or of any member state taking action to uphold any council resolution.

9 Demands that Iraq confirm within seven days of that notification its intention to comply fully with this resolution and demands further that Iraq cooperate immediately, unconditionally, and actively with Unmovic and the IAEA.

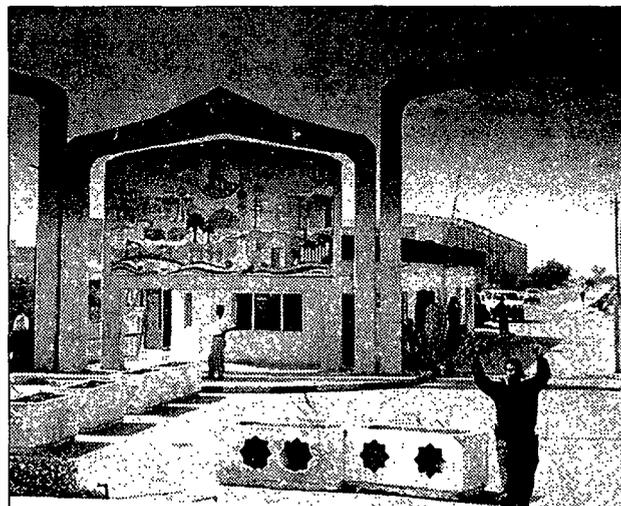
10 Requests all member states to give full support to Unmovic and the IAEA.

11 Directs the executive chairman of Unmovic and the director general of the IAEA to report immediately to the council any interference by Iraq with inspection activities, as well as any failure by Iraq to comply with its disarmament obligations, including its obligations regarding inspections.

12 Decides to convene immediately upon receipt of a report in accordance with paragraphs 4 or 11 above, in order to consider the situation and the need for full compliance with all of the relevant resolutions in order to restore international peace and security.

13 Recalls, in that context, that the council has repeatedly warned Iraq it will face serious consequences as a result of continued violations.

14 Decides to remain seized of the matter.



The An-Nasr site, north of Baghdad, which the US suspects of producing weapons Photograph: Karim Sahib/EPA

UN council backs resolution on Iraq, 15-0

'Serious' action vowed if arms team is blocked

By Terence Neilan

The New York Times

UNITED NATIONS, New York: After more than seven weeks of diplomatic wrangling and finessing, the United Nations Security Council unanimously agreed Friday on a resolution requiring that Iraq show that it has abandoned its weapons of mass destruction or face "serious consequences."

The 15-to-0 vote came as something of a surprise, because Syria had been widely expected to abstain and the Russians had still been expressing some doubts about the measure earlier in the day.

The resolution, sponsored jointly by the United States and Britain, gives UN arms inspectors "immediate, unimpeded and unconditional" rights to search anywhere, including President Saddam Hussein's palaces, for chemical, biological or nuclear weapons.

It goes on to threaten Iraq with "serious consequences" if it fails to cooperate, a clear allusion to the use of force by the United States. An advance team of arms inspectors is expected to arrive in Baghdad on Nov. 18.

Passage of the resolution brought almost immediate congratulations to the United Nations — and unambiguous warnings to Saddam — from President George W. Bush and Prime Minister Tony Blair of Britain.

Iraq has seven days to indicate whether it will accept the terms of the resolution and 30 days to reveal all its chemical, biological and nuclear programs.

The new measure still leaves the United States free to attack Iraq without a formal second UN resolution authorizing the use of force. But it requires the Security Council to assess any serious violation that could lead to war.

Iraq's ambassador to the United Nations, Mohammed Douri, said after the vote that Baghdad would study the resolution and decide "whether we can accept it or not." But he told Reuters that he was "very pessimistic."

"This resolution is crafted in such a way to prevent inspectors to return to Iraq," he told the news agency.

Bush welcomed passage of the resolution and called it an opportunity for Saddam to disarm peacefully, a move that could mean the end of sanctions imposed after Iraq's invasion of Kuwait in 1990.

"The resolution approved today presents the Iraqi regime with a test — a final test," Bush said in the White House Rose Garden. "Iraq must now, without delay or negotiations, fully disarm, welcome full inspections and fundamentally change the approach it has taken for more than a decade."

"He must submit to any and all methods to verify his compliance," Bush added, referring to Saddam. "His cooperation must be prompt and unconditional or he will face the severest consequences."

"The world has now come together to say that the outlaw regime in Iraq will not be permitted to build or possess chemical, biological or nuclear weapons. That is the judgment of the United States Congress. That is the judgment of the United Nations Security Council. Now that world must insist that that judgment be enforced."

With Secretary of State Colin Powell standing beside him, the president sent a message to the people under

Saddam's rule. "All patriotic Iraqis should embrace this opportunity to avoid war," Bush said, urging them to cooperate with weapons inspectors.

Disarmament in Iraq is a certainty, Bush said, adding, "The only question for the Iraqi regime is to determine how."

Blair addressed a personal message to Saddam.

"Cooperate fully, and despite the terrible injustices you have often perpetrated on others, we will be just with you," he said in London at No. 10 Downing Street. "But defy the United Nations' will, and we will disarm you by force. Be under no doubt, whatever, of that."

"Conflict is not inevitable, but disarmament is," he said.

Syria's deputy ambassador to the United Nations, Fayssal Mekdad, said Damascus had voted for the resolution after receiving assurances from key nations "that this resolution would not be used as a pretext to strike Iraq" and "reaffirms the central role of the Security Council," The Associated Press reported.

Senior administration officials in Washington said the negotiations that led to unanimity had amounted to "an excruciatingly difficult task," as one of them put it, and that the U.S. ambassador to the United Nations, John Negroponte, had not received word of Syria's agreement until he was walking into the council chamber. Negroponte quickly relayed the news to the White House.

Asked who had lobbied the Syrians and what had been said to them, a senior official said, "I think Syria just ultimately saw where their interests were in this matter." The official noted that Secretary-General Kofi Annan himself had spoken to delegates from Syria, a neighbor of Iraq, just before the vote.

"The key to this resolution," one official said, "is to give this regime one last chance to comply. Of course, there is always that chance."

After the vote, Negroponte said the resolution "affords Iraq a final opportunity."

"To the government of Iraq, our message is simple: Noncompliance no longer is an option," he said.

Negroponte reminded delegates that Annan said Sept. 12, and again Friday, that the council "must face its responsibilities."

Annan also said Friday, "I urge the Iraqi leadership for the sake of its own people to seize this opportunity and thereby begin to end the isolation and suffering of the Iraqi people."

The chief arms inspector of the United Nations, Hans Blix, said an ad-

vanee team of inspectors was planning to go to Baghdad on Nov. 18. He added that he was pleased with the full council support for the resolution, which "strengthens our mandate very much."

The advance team would be involved mostly with logistics and preparations for resuming full inspections, but Blix has said that some surprise checks could be done.

Inspectors will have up to 45 days to begin work, and must report to the council 60 days later on Iraq's compliance.

■ Powell missive swayed Syria

Secretary of State Colin Powell sent a message to Foreign Minister Farouk Shara of Syria to help seal the Arab state's support Friday for Security Council Resolution 1441 on disarming Iraq, according to the official Syrian press agency SANA. Agence France-Presse reported from Damascus.

It said Annan also played a role in swaying Syria, currently the only Arab state on the council, by defending the resolution in a telephone call with President Bashar Assad.

In a message sent before Syria joined in the unanimous vote in favor of the U.S.-drafted resolution, Powell said Iraq was being given a peaceful way out of the crisis.

"The final version" of the resolution, Powell told Shara, "following Syrian, French and Russian amendments, offers Iraq a chance to eliminate its weapons of mass destruction in a peaceful way," SANA reported.

The United States "would not have gone to the trouble of discussions over these past weeks with Security Council members if its intention had been to use the resolution as a pretext to declare war" on Iraq, he said.

The New York Times

November 9-10, 2002



ALON ARAZ-PANOS FOR TIME

Patrons get a taste of the U.S. at Tehran's Super Star burger joint

sales at fast-food chains like McDonald's and KFC have fallen precipitously. But Iranians, who are Persians, not Arabs, are less emotionally connected to the plight of the Arab Palestinians. As hostility toward the U.S. grows throughout the Arab world, the majority of Iranians remain remarkably pro-American. According to a recent poll, 65% feel Iran should re-establish ties with the U.S.

Hard-liners complain that Iranians are sullyng themselves with U.S. soft drinks and "American sandwiches," as a conservative paper disdainfully referred to hamburgers. In a quest to provide a homegrown alternative to Barbie, the government launched Dara and Sara dolls, clothed modestly in traditional garb. The dolls proved so unpopular that toy stores in Tehran don't bother to carry them anymore, though the pink boxes of authentic Barbies still fly off the shelves.

While Islamic Barbie failed, Iranian fast-food outlets modeled on American burger chains are succeeding. At Tehran's Super Star, which imitates the American franchise Carl's Jr., smiling employees wear polo shirts monogrammed with the Carl's Jr. star, THANK YOU is printed on the swinging door of the trash can, and a comments box solicits complaints. The only design element that would be out of place in an authentic branch is the discreet plaque reminding customers to PLEASE RESPECT ISLAMIC MORALS. When rumor spread that Super Star procured its buns from an American burger franchise in the Persian Gulf, the crowds only grew. "We're totally overwhelmed," says a manager. "Next we're going to open a KFC like Tehran has never seen."

LETTER FROM IRAN

Azadeh Moaveni/Tehran

How the "Great Satan" Became Just Great

Iranians want freedom, but until then American stuff is the next best thing

ONE OF THE HOTTEST shops in Tehran these days sits on a tree-lined street in the fashionable district of Elahieh. Its name is too risqué, by local standards, to be displayed on the storefront. Instead, gilt letters spell it out on a dusky rose wall inside: Victoria's Secret. Iranian women flock here to rapturously fawn over delicate silk negligees, lace underwear and other fripperies that are available nowhere else in the Islamic Republic. While the franchise is fake, the goods are authentic. So the shop offers Iranian women a twofold illicitness: sexy lingerie that

flagrantly violates Islamic notions of modesty, plus a MADE IN THE U.S.A. label. "What kind of underwear this is I don't know," says a bemused waiter at the coffee shop next door, as he watches young women stream past.

Victoria's Secret Tehran is just the raciest manifestation of the growing popularity of American products in Iran. While elsewhere in the Middle East consumers are boycotting American goods to protest U.S. foreign policy, Iranians can't get enough of them. Coca-Cola's exports to Iran have increased nearly threefold this year. Toy stores are struggling

to keep up with the growing demand for Barbie dolls.

Not even President George W. Bush's branding of Iran as part of an "axis of evil" has cooled Iranians' ardor for U.S. products. Restive young people, tired of the constrained social life prescribed in Iran, associate brand-name icons of American culture with the freedoms they're denied. "The labels remind them of the lifestyle they crave and see on MTV," says Mina Bahrami, a mother of two teenagers. Iranians embrace products of the "Great Satan" as one small way to register their discontent with the religious conservatives who control their country. "Why do I only drink Coke?" asks Goudarz Amini, 13. "Because if it's not from here, it represents something better."

Elsewhere in the region, the Arab boycott of U.S. goods—a protest against Washington's support for Israel in its conflict with the Palestinians—has gathered enough momentum so that

“The labels remind them of the lifestyle they crave.” —MINA BAHRAMI, mother of two

Giscard: Turkey isn't part of Europe

Head of EU panel angers Ankara by maligning entry

By Thomas Fuller

International Herald Tribune

BRUSSELS: The head of the European Union's constitutional convention broke from the official position of the 15-member bloc Friday over Turkish membership, saying Turkey was not a European country and that it would be "the end of the European Union" if Ankara were allowed to join.

In an interview with *Le Monde* published Friday afternoon, Valéry Giscard d'Estaing, the former president of France who head's Europe's constitutional convention, alluded to Turkey's Muslim population and high birthrate and said the country had "a different culture, a different approach, a different way of life."

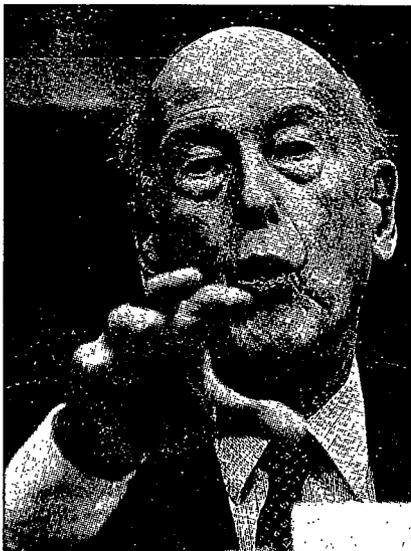
"Its capital is not in Europe, 95 percent of its population live outside Europe, it is not a European country," Giscard said.

If Turkey were admitted, he said, other Middle Eastern and North African states, starting with Morocco, would demand to join. "In my opinion, it would be the end of the European Union," he said.

Giscard's comments are the latest signs of ambivalence of European leaders toward Turkey and come at a delicate time in relations with Ankara. The remarks caused puzzlement and anger in Brussels and led one Turkish convention delegate to describe Giscard as a "Christian fundamentalist."

The Union is trying to strike a deal with Turkey on the divided island of Cyprus, which is scheduled to join the Union in 2004, and to solve a dispute with Turkey over the creation of a small pan-European army. Turkey is a member of the NATO, and the EU wants Ankara's agreement to use equipment and troops that the alliance also uses.

The European Commission, the executive arm of the Union, attempted Friday to distance itself from Giscard's words, saying the



Gerard Certes/Agence France-Presse

Giscard angered Turks by saying it would be "the end" of the EU if Turkey joined.

EU's policy toward Turkey — which was accepted as an official candidate for membership in 1999 — remained unchanged.

A commission spokesman, Jean-Christophe Filori, said that Giscard had the right to express his opinion. But analysts said he had gone beyond that. In the *Le Monde* interview Giscard effectively said that the constitutional convention would not take into account the prospect of Turkey's joining the Union.

"We are basing everything on a Europe of 25 plus 2 — period," he said, a reference to the 10 countries due to join the EU in 2004, and plans to admit Bulgaria and Romania later in the decade. Last month the EU pointedly declined to set a date for opening negotiations with Turkey to join the Union.

But Giscard's comments were confusing because each of the 13 official applicant countries to the

European Union — including Turkey — have sent three delegates at the convention.

Mesut Yilmaz, a Turkish delegate to the convention who is deputy prime minister in the outgoing Turkish government, called for Giscard's resignation. "They have invited us to the European convention on equal footing," Yilmaz said by telephone from Ankara. "It's a pity that such a person is chairman of the convention."

"Mr. Giscard belongs to this minority group within the European Union which still considers the EU as a Christian club," he said.

Turkey's ambassador to the European Union, Oguz Demiralp, said the notion that Europe was only for Christian countries was "outrageous."

"For us Europe is a secular and open entity," he said.

Ali Tekin, another Turkish representative at the convention, called Giscard "a Christian fundamentalist." When the Union decided to accept Ankara as a candidate in 1999, EU leaders issued a joint communiqué that said, "Turkey is a candidate state destined to join the Union." Since then, however, officials have sent decidedly mixed signals to Ankara about its future membership.

Edmund Stoiber, the unsuccessful challenger for chancellor in Germany's September elections, criticized Turkey's candidacy earlier this year, saying "Europe cannot end on the Turkish-Iraqi border." Many other EU officials expressed doubts more privately. The Union's leaders are scheduled to address the question of a starting date for membership negotiations with Turkey at a summit meeting next month in Copenhagen.

With much riding on EU-Turkey relations and the possibility of a war in Iraq, analysts said Giscard's comments were badly timed.

"It seems uncharacteristically maladroït," said Peter Ludlow, a specialist on the European Union. "It's difficult to see why he needed to say this or how this can help the work of the convention."

Heather Grabbe, an expert on the enlargement of the Union at the Center for European Reform in London, said Giscard's words made life harder for the very people in Turkey whom the European Union wanted to encourage.

"This just undermines the reformers and modernizers in Turkey," she said. "It undermines all the people who pushed through with great difficulty the legislation over the summer about human rights and minority rights."

Herald INTERNATIONAL Tribune

November 9-10, 2002

How Islamic is Turkey's new political star?

By Karl Vick

The Washington Post

ISTANBUL: Forty years before he took Turkey by storm leading a party with Islamic roots to power in an avowedly secular republic, Recep Tayyip Erdogan was a soccer player of no small promise. He brought to the game explosive speed, impressive stamina and a particular talent for keeping one eye on the ball and the other peeled for his old man.

Soccer was considered vaguely scandalous in the poor, devout neighborhood where Erdogan's family had migrated from the conservative countryside. Some saw in the game echoes of the brutal slaughter of the prophet Mohammed's grandchildren, whose killers made sport of kicking their severed heads.

"It was a wrong Islamic interpretation, but old people believed it," said Saban Sari, who played opposite Erdogan. "Times change. Today I'm playing football with the imams of the mosque."

In Turkey, not to mention the Western world that long has considered it the best model of a democratic Muslim nation, the question is whether Erdogan has changed as well.

As the charismatic chairman of the triumphant Justice and Development Party (AKP), Erdogan, 48, emerged from the Nov. 3 parliamentary election as the most powerful man in Turkish politics. But he is also the most problematic. The office a winning party chairman would be expected to assume, prime minister, is closed to Erdogan — along with every other public post — by his 1998 conviction for "Islamic sedition."

The party's 50-member governing board is scheduled to meet this week to decide on a name to forward to President Ahmet Necdet Sezer, who formally appoints the prime minister.

On Sunday, Erdogan called on his party to stick to Turkey's secular laws.

"We have no time for political hostilities," he said in a televised address to his deputies. "You must not do anything at all that will disturb society. I believe that nothing unpleasant will occur in the AKP Parliament."

In a Muslim nation founded on strict secular rules, Erdogan entered public life under the banner of political Islam. The movement is based on a literal interpretation of the Koran's many instructions on governance, demanding that Islamic law, or Sharia, become the law of the land. And Erdogan, while a leader of the now-defunct Welfare Party that governed Turkey for 12 erratic months ending in 1997, sounded like a true believer.

"Thank God, I am for Sharia," Erdogan once said. And: "One cannot be a secularist and a Muslim at

the same time." And: "For us, democracy is a means to an end." Such statements haunted the former Istanbul mayor through this year's election campaign.

This time, Erdogan's new party, Justice and Development, disavowed political Islam and swept into power talking not religion but economics. In assembling the first single-party majority to rule Turkey in more than 10 years, the party marshaled popular outrage at an insular political establishment blamed for the country's worst recession in half a century.

That mattered little to Turkey's secular establishment, however, and skepticism over AKP's professed commitment to secularism remains so widespread that it's the context for jokes among the party faithful. At the party's Istanbul office last week, a district chairman left visiting reporters with a wry smile and a word of warning to the colleague remaining behind:

"Don't tell them about the hidden agenda!"

Some say the easy humor reflects a new reality.

"I know that they gave up Islamism," said Rusen Cakir, an AKP critic and author of "Erdogan: The Story of a Transformation." "They are ex-Islamists, that is my personal feeling. They became another thing. But what, I don't know."

The question has significance beyond Turkey, a country of 67 million that for centuries has been a natural bridge between East and West, Islam and Christendom. But in Turkey, a strategic U.S. ally valued for its stability — especially in advance of a possible war in neighboring Iraq — the rise of Erdogan's party highlights the peculiar brand of democracy that has taken root in a political system where mere expressions of faith have been forbidden.

"The first time I went to America I was struck by the way politicians were talking," said Ali Carkoglu, a political scientist in Istanbul and defender of Turkey's strict secularism. "They were constantly making reference to God!"

For half of the last millennium, Istanbul was the political seat of Islam. The sultans who ruled an Ottoman Empire reaching from the Balkans through the Holy Land also maintained the caliphate, or head of the world Muslim community.

The gradual decline of the empire tracked the rise of Europe, a situation not lost on many educated Turks, who lamented a reluctance to embrace obvious advances, such as the printing press, on the ground that they originated with "infidels."

When the Ottoman Empire finally collapsed after World War I, an army commander who came to be known as Mustafa Kemal Ataturk founded the nation-state of Turkey. Passionate in his belief that progress lay in emulating the West, Ataturk set about subduing Islam as a political force, bundling the caliph onto the Orient Express and enforcing secularism as the foundation of the republic.

In the eight decades since, secularism

itself has come to resemble a state religion in Turkey. Personal expressions of faith that are protected as fundamental rights in the United States and Europe — such as a woman covering her hair, as the Koran advises — are grounds for denying admission to state universities or employment as a civil servant.

The son of a civil servant and a housewife, Erdogan reflected the Kasimpasa neighborhood of his youth, a rough col-

lection of wooden shanties, outdoor plumbing and water drawn from wells. "He was a bit of a hard guy," said an associate. But he was always religious, and grew more so after his father sent him to a state-run religious school.

In the mid-'80s, Erdogan joined the Welfare Party, an organization that rose from Turkey's Nakshibandi movement, a sect in the moderate Sufi order of Islam's Sunni branch. The party, like the sect, advocated neither replacing Turkey's secular republic with an Islamic state nor its Swiss-based legal system with Sharia. The emphasis was on religion's usefulness

in lifting personal morality to improve public life.

Turkish voters put Welfare in power in 1996, and the party's leader, Necmettin Erbakan, became

prime minister. But Erbakan unsettled Turks by inviting religious leaders to his official residence and visiting the Libyan leader, Moammar Gadhafi, who insulted him. The "nightmare" of Erbakan's government, as one Turkish newspaper headline put it last week, ended in 1997 in a widely applauded "soft coup" engineered by the National Security Council, the military-dominated body that oversees elected governments.

Erdogan, meanwhile, spent four years as mayor of Istanbul, a tenure that was widely regarded as impressive. The ancient city, split between Asia and Europe by the splendid Bosphorus Strait, had swollen to 10 million by economic migrants like his parents. Between 1994 and 1998, Erdogan's administration installed water lines, sanitation and transit systems.

But Erdogan's provocative comments on Sharia and democracy, as well as

moves restricting the availability of alcohol in Istanbul, rankled the military. At a defiant 1998 rally, he read a poem describing mosques as barracks and minarets as helmets. He was convicted of Islamic sedition and sentenced to 10 months in prison, although he was released after four. His punishment remains controversial, not least because the offending poem is recommended

reading by Turkey's Ministry of Education.

After Welfare was banned in 1998, its leadership dividing into rival camps. Erbakan led conservatives into a new party, called Contentment. It finished eighth Sunday, with 2 percent of the vote.

Moderates founded AKP, which won the election with 34 percent, almost double the second-place finisher's total and, under Turkey's system of proportional representation, enough for a parliamentary majority.

AKP's founders, including Erdoğan, described the party as "conservative democratic" and likened it to the Christian Democrats of Europe, who ground their policies in the dominant faith of their constituents but take care not to lay religion over politics.

"AKP is not a religious party," said Mehmet Muezzinoglu, the Istanbul party chairman. "But it's a party in which religious people can feel at home, can feel at peace."

The party looks secular. Unveiling the AKP platform Sept. 29, Erdogan was introduced by a woman in a sharp Western suit and flowing hair. The platform he read out hit hard on economic issues and government management and scarcely touched on religion.

Party officials and others say the Western appearance reflects not only political necessity but also a realization that its future lies where Ataturk pointed: in Europe.

International Herald Tribune
Monday, November 11, 2002

Turkey • By Jonathan Sugden and Minky Worden

A law against torture is the way into the EU

ISTANBUL

Now that Turkey's government has been swept from power, the international community is asking what the newly elected leaders mean for the future of human rights and especially Turkey's relationship with its European neighbors.

Sunday's elections capped a year of remarkable human rights progress in Turkey, with more advances than any year since the 1980 military coup. These included repeal of the death penalty, removal of some significant restraints on Kurdish and other minority language education and broadcasting, and a new draft law to guard against torture.

But more reforms are needed for Turkey to meet the European Union's "political criteria" for membership: the protection of human rights, rule of law and respect for minorities.

The Justice and Development Party, known by its Turkish initials as the AKP, won the polls by a surprisingly large margin. It ran on a platform that included basic rights protections. Its leader, Tayyip Erdoğan, has himself been banned from joining Parliament because of a past conviction for the expression of non-violent opinion.

The election of a party whose president was stripped of his political rights is generally interpreted as the electorate's slap in the face for the state forces that manipulated the justice system to obtain his conviction and exclusion from the race.

Some Turkish commentators warn that the AKP's support stems from strongly nationalist and religious elements with a poor record on the protection of human rights. They suggest that this new conservative government's interest in human rights will evaporate once it has amended the law under which Erdogan was convicted and stripped of his political rights, and lifted the headscarf ban which prevents many devout Muslim women from attending university.

Both are indeed serious violations. But Turkey also faces a number of other human rights challenges, including restrictions on the press and free expression, unacceptable prison conditions and violations of the rights of the hundreds of thousands driven from their homes by security forces in their 15-year conflict with Kurdish separatists.

There is recognition at the highest levels that legal reforms are needed. Ahmet Necdet Sezer, a judge and former president of the constitutional court, was elected president of the Turkish Republic in May 2000 after making a series of bold speeches calling for the legal system to be "cleansed" of repressive features and "regulations of a police state."

Torture is still widespread. In August, Human Rights Watch wrote to the Turkish

justice minister detailing 31 reports of torture involving 55 individuals since February 2002. In early October, the justice minister presented a draft torture-curbing law ensuring that all detainees get access to a lawyer from the first moment of detention.

In its Accession Partnership document, the EU called on Turkey "to undertake all necessary measures to reinforce the fight against torture." The EU specifically mentioned "aligning legal procedures concerning pre-trial detention with the provisions of the European Convention on Human Rights and with the recommendations of the Committee for the Prevention of Torture."

Turkey has committed to do so, but until now has not fulfilled this undertaking.

If Turkey's new leaders want to send a clear message of separation from past human rights abuses, there could be no better first step than quickly to pass the anti-torture law already in draft form.

It would signal to Turkish society, the EU and the international community the government's firm commitment to the human rights of all Turkish citizens.

How quickly can the torture reform be passed? The raft of major rights legislation was passed in record time this summer, in less than a week.

Moving quickly to pass torture reform could even put Turkey's level of legal protection against torture ahead of several other European member states, giving the country some badly needed high ground as it pushes its candidacy for Europe.

The EU will make the key decision on setting a date for Turkey to join at its summit in Copenhagen next month. So time is short.

A law offers no protection unless it is implemented. One month may not be sufficient time to show a convincing statistical drop in torture allegations. The new government should ensure that during those four weeks lawyers can visit their clients in police custody in all cases and in even the most far-flung regions of the country.

Thorough implementation in the first days and weeks would help to establish a firm expectation of such access in the minds of police and defense lawyers alike.

Turkey's sophisticated and educated society has chafed long enough at the threat of torture, along with paternalistic restrictions on freedom of expression, association, and religion. Swiftly adopting an agenda of rights reform will not only win Turkey kudos from the EU and abroad, but also at home.

The writers, who observed the Turkish elections for Human Rights Watch in New York, contributed this comment to the International Herald Tribune.

Les migrants qui occupent une église de Calais refusent de demander l'asile en France

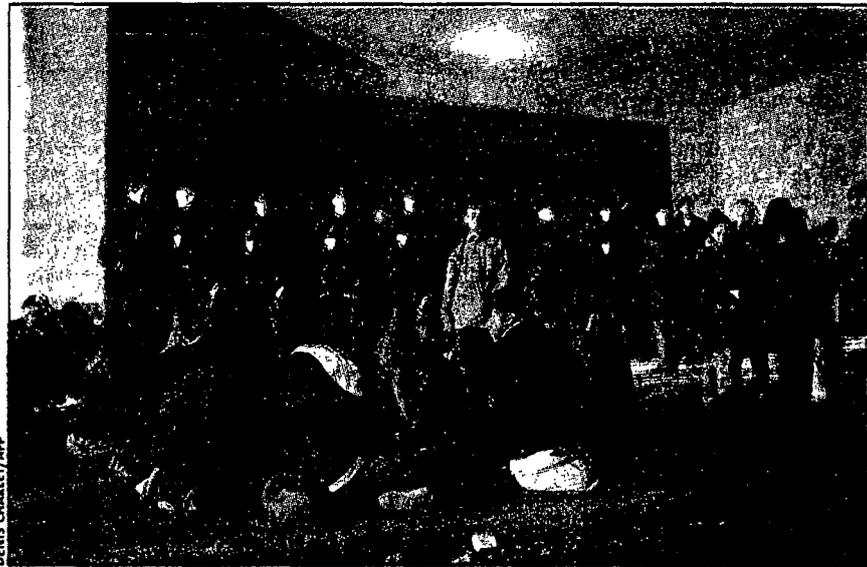
Convaincus qu'ils vont être répartis par le Haut-Commissariat aux réfugiés ou qu'ils peuvent aller en Angleterre, ils refusent les offres d'hébergement de la préfecture et les conseils des associations

CALAIS

de notre envoyé spécial

Une petite centaine de Kurdes irakiens et afghans avaient passé, mardi 12 novembre, leur troisième nuit dans la petite église Saint-Pierre-Saint-Paul, près du port de Calais. Un cordon de CRS déployé lundi vers 18 heures empêchait quiconque d'entrer dans l'édifice religieux, même pour y apporter des soins et des vivres. Les occupants étaient, en revanche, libres de sortir. Le préfet, qui avait employé la même méthode pour vider le premier gymnase qu'ils avaient occupé, a précisé qu'il n'avait « pas de projet d'évacuation imminente » et mise visiblement sur leur lassitude. Mais les migrants sont déterminés : ils veulent accéder au centre de Sangatte. Pour y parvenir, ils ont entamé, dimanche soir, une grève de la faim.

Toute la journée de lundi, des représentants de la préfecture, mais aussi des élus calaisiens, un représentant des paroisses et les membres du collectif d'associations ont déployé des trésors de patience pour tenter de convaincre les occupants de l'église que leur intérêt était de déposer une demande d'asile en France, ou d'accepter de réfléchir à la question au chaud et hors de la pression des passeurs, loin de Calais. En vain. Sur 120 migrants présents, 12 seulement ont accepté de monter dans les cars qui les attendent toujours devant l'église, contre 32 la veille (*Le Monde* du 12 novembre). Quelques dizaines se sont éclipsés discrètement lors de la demande d'évacuation lancée par le maire et le sous-préfet, mais d'autres sont arrivés juste avant le déploiement



DENIS CHARLET/AFIP

Lundi 11 novembre, devant l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, à Calais, un cordon de CRS interdit l'accès du bâtiment, occupé depuis le 9 novembre par une centaine d'étrangers qui ont trouvé portes closes au centre de la Croix-Rouge de Sangatte, fermé à partir de mardi 5 novembre.

des forces de police. Une dizaine d'Afghans se reposent à l'écart. « Sangatte ne doit fermer qu'en mars 2003. Pourquoi nous empêche-t-on d'y entrer aujourd'hui ? s'indigne l'un d'eux. On aurait dû au moins nous prévenir il y a trois mois, nous ne serions pas venus jusqu'ici ! » Aucun n'est intéressé par l'offre du gouvernement d'un retour chez eux avec aide financière et ils se disent prêts à vivre « dans n'importe quel pays qui nous offrira un passeport ». Pourquoi pas la France ? « Mais, parce qu'ici nous n'obtiendrons rien. Mon oncle vit en France depuis quatre ans, il n'a toujours pas de papiers, lance Mohammad. Tandis qu'à Sangatte, nous obtiendrons dans quatre mois une maison, un travail et de l'argent dans un autre pays. » La repré-

sentante de la préfecture n'est guère étonnée de ce stupéfiant discours : « Ils sont persuadés que le HCR [Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés] va les répartir dans le monde comme cela a été fait pour les boat people, dit-elle. Face à de telles rumeurs, nous sommes impuissants. »

« DU TRAVAIL ET DES PAPIERS »

Les Kurdes irakiens sont tout aussi déterminés. « S'ils veulent, eux aussi, entrer à Sangatte, c'est qu'ils sont persuadés d'avoir plus de chance d'obtenir satisfaction en restant groupés », explique un traducteur. La Grande-Bretagne reste leur but. Mir Ahmad, chirurgien de 27 ans, avoue qu'il hésite. « En Angleterre, dit-il, je n'aurai pas de problème de langue et je crois que je pourrai exercer mon métier beaucoup plus facilement. » Ahmed Nawzid, 19 ans, déserteur de l'armée irakienne, dont les parents « ont été tués par Saddam Hussein », veut y rejoindre son frère. Tous disent avoir de la famille, des amis ou, au moins, des contacts outre-Manche et ils savent que plusieurs dizaines de clandestins passent encore en Angleterre tous les jours, à Calais ou entre Cherbourg et Zeebrugge.

Entouré par ses compatriotes attentifs, un Irakien répond vertement à la représentante de la préfecture qui lui conseille de « ne pas risquer sa vie » pour passer clandesti-

nement en Grande-Bretagne, où ses chances d'obtenir l'asile ne sont pas meilleures qu'en France. « Votre hébergement, on s'en fiche. Ce qu'on veut, c'est du travail et des papiers. En Grande-Bretagne, on se débrouillera, c'est notre problème. Vous n'avez pas de solution pour nous ici. Cela se voit. » « Ils n'ont pas confiance et je les comprends, commente Michaël Dauvergne, porte-parole du collectif d'associations. On leur offre brusquement l'asile et le couvert - loin de Calais et par petits groupes - alors que, depuis une semaine, ils sont malmenés par la police qui leur a donné des papiers leur enjoignant de quitter le territoire ! » Quelques militants associatifs sont restés dans l'église pour y continuer leur travail d'explication, tandis que les élus calaisiens étaient reçus, mardi matin, par Nicolas Sarkozy.

Jean-Paul Dufour

M. Sarkozy : « Pas de polémique irresponsable »

Nicolas Sarkozy est décidé à défendre sa décision sur Sangatte. Dans un entretien paru mardi 12 novembre dans *Le Figaro*, le ministre de l'intérieur explique que « Sangatte n'est pas fermé puisque 5 000 étrangers s'y sont fait recenser et qu'environ 1 800 y passent quotidiennement la nuit ». La décision de ne plus prendre de nouvelles inscriptions a été prise « afin de pouvoir régler humainement la situation de ceux qui s'y trouvent ». « Nul n'est condamné à errer dans les rues comme on voudrait le faire croire », insiste M. Sarkozy. Le ministre de l'intérieur dénonce ensuite les associations et partis politiques qui ont pris position contre la fermeture du centre : « La situation est suffisamment complexe voire dramatique depuis quatre ans (...) pour qu'on ne la complique pas par des polémiques irresponsables ». M. Sarkozy s'en prend en particulier à « ceux qui sont complices d'une situation d'impasse absolue depuis quatre ans et qui n'ont rien fait. L'action du gouvernement actuel est une condamnation de l'immobilisme d'hier ». Pour lui, l'avancement de la date de fermeture était « préparé, voulu et réfléchi ».

L'islam radical s'est implanté dans l'est du Kurdistan irakien

Près de la frontière iranienne, des groupes extrémistes font régner une loi proche de celle des talibans

Le Monde 13 NOVEMBRE 2002

SULEYMANIEH
(Kurdistan d'Irak)

de notre envoyée spéciale

La porte de la geôle s'ouvre. Une trentaine d'hommes, jeunes et bar-

REPORTAGE

« Autrefois, cette région était un fief communiste. Que s'est-il passé ? »

bus, assis en tailleur à même le sol, lèvent les yeux sur les entrants. La prison, un bâtiment neuf, est située au cœur de Suleymanieh (500 000 habitants), la grande ville du sud-est du Kurdistan d'Irak, située à quelques heures de route de l'Iran. Gérée par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, l'une des deux principales factions kurdes, cette région pauvre et enclavée subit, bien plus que le Nord, l'influence de groupuscules extrémistes islamistes. « Nous avons ici, en détention provisoire, des droits communs et des islamistes. Ces derniers ne sont pas plus d'une centaine », explique le colonel Hassan Nori, des services de sécurité de l'UPK.

« Selam ! », lance-t-il à la cantonade. Les prisonniers se lèvent. On amène bientôt, dans le bureau du colonel, un jeune homme d'une vingtaine d'années à peine. Didar est un Kurde originaire d'Erbil, la capitale administrative, au nord-ouest. Il a été pris, il y a trois mois, alors qu'il cherchait à faire exploser,

au beau milieu d'un poste de contrôle de l'UPK, le gilet bourré de 5 kg de TNT qu'il portait sur lui.

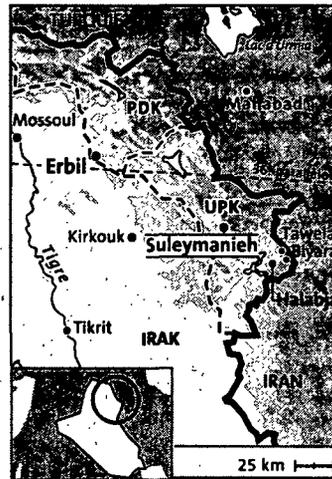
Le jeune homme raconte : « Je suis mécanicien de formation. J'étais sans travail. A la mosquée, à Erbil, j'ai rencontré un gars d'Ansar al-islam [les Partisans de l'islam, un groupuscule extrémiste islamiste implanté dans des villages à la frontière avec l'Iran] qui m'a invité à rejoindre Byara [l'un des villages]. Là-bas, Abu Abdullah [un chef] m'a donné ces explosifs pour "tuer le plus possible de cafres" [infidèles], m'a-t-il dit. Pour cette action, je devais aller au paradis, avec ses jardins, ses fontaines et ses 70 vierges. (...) Je regrette », murmure Didar.

Le colonel Nori explique : « Ces gamins sont très manipulables. Ils sont totalement frustrés. Pensez donc : ils ne voient jamais de jeunes filles, ne peuvent avoir de relations amoureuses avec elles. En fait, derrière tout cela, il y a un problème de sexe. (...) Cela n'enlève rien au danger représenté par ces extrémistes, surtout ceux de Biara et Tawela [des camps d'irréductibles, à la frontière iranienne], qui récupèrent des jeunes paumés et les forment au maniement des explosifs », poursuit le colonel.

CAMPS IMPRENABLES

Dans une pièce attenante à son bureau, il montre, au sol, cinq gros sacs remplis de capsules métalliques ou de petits sachets cousus, remplis d'une substance explosive : « Du TNT que nos policiers ont saisi récemment aux postes de contrôle », explique-t-il. Le chef des services de sécurité de la ville, M. Serkaut, estime à 800 le nombre de combattants isla-

A LA FRONTIÈRE DE L'IRAN



mistes retranchés dans ces camps situés à la frontière iranienne. Avant septembre 2001, ils contrôlaient la région au sud de Suleymanieh, dont la ville d'Halabja. Mais en septembre 2001, les islamistes radicaux regroupés sous le nom de Jund al-islam (« Soldats de l'islam ») ont tenu une embuscade à des combattants de l'UPK. Ceux-ci ont perdu 40 hommes, retrouvés éborgnés et mutilés. Depuis, l'UPK a repris le contrôle d'Halabja. Mais les extrémistes tiennent encore quelques poches de territoire où ils ont établi un ordre semblable à celui des talibans en Afghanistan. La sécurité locale soupçonne ce groupe (rebaptisé Ansar al-islam) d'avoir reçu des financements d'Abu Qutada, un idéologue salafiste (courant rigoriste de l'islam), d'origine palestinienne, récemment arrêté à Lon-

dres. « Parmi ceux d'Ansar al-islam, il y a des Kurdes mais aussi des Egyptiens, des Jordaniens et même des Irakiens », détaille M. Serkaut.

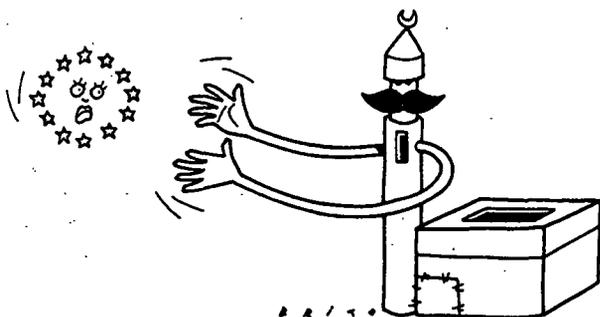
« Ces camps, situés dans des vallées encaissées à la frontière iranienne, sont impenables », rappelle M. Serkaut. Il réfute l'idée d'un soutien iranien à ces groupuscules : « Les Iraniens font ce qu'ils peuvent. Ils ont fait un geste positif en refoulant Mala Krekar [le chef d'Ansar al-islam] vers les Pays-Bas, où il est détenu depuis. » D'autres groupuscules islamistes moins radicaux ont été intégrés dans l'administration locale et touchent des subventions. « Ils peuvent exister s'ils respectent le cadre légal », résume M. Serkaut.

Certains, comme ceux du « groupe d'Ali Abdulaziz », influents à Halabja, ont leur propre chaîne de télévision. Ces « salafistes pacifistes » refusent la violence, mais partagent les mêmes vues rigoristes que les extrémistes. Salim Warzer, qui dirige la chaîne des fondamentalistes d'Halabja, s'érige, par exemple, contre la pratique « non conforme à l'islam » - mais répandue dans cette région - qui consiste à prier sur les tombeaux de saints (cheikhs) : « C'est une concurrence faite à Dieu et puis la charia [loi coranique] ne le permet pas. » Un homme d'affaires kurde de Suleymanieh, rentré au pays après des années passées à Londres, n'en revient pas : « Que c'est-il passé ? Autrefois cette région était un fief de communistes purs et durs. D'où viennent ces courants d'un islam radical jusque-là inconnus de nous ? »

Marie Jégo

CHRONIQUE

par Serge Marti



La marche turque

LORSQUE, début octobre, la Commission avait communiqué la liste définitive des pays candidats invités à entrer dans l'Union euro-

péenne (UE) à compter de 2004 - huit nations de l'ex-bloc soviétique plus Malte et Chypre -, les Etats-Unis avaient été les pre-

miers à s'indigner de voir la Turquie éloignée du futur club des vingt-cinq. Washington a été une des premières capitales à féliciter les dirigeants de l'AKP pour leur victoire aux élections législatives du 3 novembre, 34,2 % des voix étant allées au Parti de la justice et du développement, ce qui lui confère la majorité au Parlement d'Ankara.

LIEU DE TRANSIT

L'intérêt américain pour le sort de la Turquie, lequel a valu à ce pays, confronté à une grave crise économique, de bénéficier d'une aide très importante du Fonds monétaire international (FMI) alors que d'autres pays émergents en déroute (telle l'Argentine) ne recueillaient qu'un succès d'estime, tient à sa position-clé de membre de l'OTAN, depuis 1952, situé dans une région stratégiquement ultrasensible. De par sa proximité géographique avec l'Irak, l'Iran et certaines Républiques

de l'ex-URSS; de par sa nature de lieu de transit obligé pour le pétrole et le gaz qui, déjà, circulent dans la région et dont le volume devrait s'accroître.

« Nous pensons depuis longtemps que l'avenir de la Turquie est en Europe », dit Richard Boucher, le porte-parole du département d'Etat américain lorsqu'on l'interroge sur l'un des plus fidèles alliés des Etats-Unis. A en juger par les réactions timorées des responsables européens, notamment dans l'entourage de la Commission, après la victoire électorale des islamistes modérés turcs, tout le monde ne partage pas l'enthousiasme de l'administration Bush à l'égard de la marche turque vers l'UE, feignant d'ignorer que sa candidature remonte à 1987. « La Turquie n'est pas en Europe », n'a pas craint d'affirmer, notamment, Valéry Giscard d'Estaing qui s'attelle à rédiger de nouveaux textes fondateurs.

L'UE ne pourra pas tergiverser très longtemps sur l'appartenance ou non de ce pays au continent. Les 12

et 13 décembre, à l'occasion du sommet de Copenhague, elle devra se prononcer sur l'ouverture de négociations d'adhésion avec cette spécificité qu'est la Turquie. République laïque, de culture musulmane, elle est suspectée de voir son islamisme « modéré » se radicaliser sous la pression de la rue, première victime de la

récession provoquée par la crise financière de février 2001 qui s'est traduite, à ce jour, par le licenciement de près de deux millions de salariés, une chute de 50 % de la livre turque et un accroissement général de la pauvreté.

Coincé entre la montée en flèche des problèmes sociaux, l'amical pression du FMI qui lui a

accordé 16 milliards de dollars pour faire face à ses échéances immédiates, une dette extérieure qui atteint plus de 160 milliards de dollars, le tout sous le regard soupçonneux de l'armée, traditionnellement républicain, l'AKP de Tayyip Erdogan devra convaincre autant Bruxelles que ses créanciers. Heureux présage : la Bourse

et la livre turque ont déjà repris des couleurs. Autre motif d'espoir : c'est la Grèce qui assurera la présidence de l'UE début 2003. Athènes a assuré son ennemi de longue date de son soutien à « la marche européenne de la Turquie ». Voilà qui devrait rassurer les Européens. Les « vrais ».

Une victoire franco-américaine

par Philip H. Gordon et Justin Vaisse



On ne peut que se réjouir de l'accord intervenu entre la France et les Etats-Unis qui a ouvert la voie à l'adoption de la résolution 1441. Il faut saluer le remarquable travail effectué par les ambassadeurs Jean-David Lévy et John Negroponte et leurs délégations pour parvenir à un texte équilibré et acceptable par tous. Cet épisode démontre une nouvelle fois que la France et les Etats-Unis, quand ils travaillent ensemble, peuvent parvenir à une solution meilleure pour tous, et forte d'une plus grande légitimité, que celle défendue au départ par chaque pays.

Quelles leçons peut-on tirer de cet accord, et quels sont les scénarios pour demain ?

Il est bon de rappeler quels équilibres sous-tendent le texte final de la résolution 1441. D'un côté, une partie de l'administration Bush souhaitait obtenir une résolution tellement dure dans ses demandes à l'Irak que Bagdad l'aurait rejetée à coup sûr, fournissant ainsi un prétexte d'intervention militaire automatique.

De l'autre, les Français tendaient à adoucir le régime des inspections à un point tel que celles-ci risquaient de fournir à Saddam Hussein une quasi-couverture pour poursuivre ses programmes nucléaires et biologiques, et à rendre la menace par trop ambiguë.

Le texte finalement adopté donne une vraie chance aux inspections, en instaurant un régime dénué de provocation gratuite vis-à-vis de Saddam Hussein, et cependant suffisamment sévère pour être efficace.

Enfin, la France a préservé l'autorité du Conseil de sécurité (pas plus d'automatisme de l'action militaire qu'auparavant) sans diluer les effets de la menace.

Si Paris peut se réjouir de ce succès diplomatique, il faut bien voir que sa position au Conseil de sécurité n'était tenable qu'en raison de sa proximité avec la position d'un grand nombre de pays du monde, dont la France s'était habilement fait le porte-parole. La fronde alle-

mande contre Washington a également servi ses intérêts, en la faisant apparaître comme modérée, tout au moins ouverte au dialogue. Par ailleurs, plusieurs alliés des Etats-Unis, dont certains points d'appui régionaux, avaient déclaré qu'ils ne prêteraient leur concours à une opération militaire - ou ne concéderaient leur soutien silencieux - que si les Etats-Unis obtenaient un mandat multilatéral et tentaient d'abord sérieusement la voie des inspections.

Car la principale gagnante dans l'affaire est l'ONU, qui se voit confortée dans son rôle d'instance de légitimation internationale, en dépit de ses défauts, et même si elle ne reflète qu'imparfaitement les rapports de forces internationaux. De ce point de vue, la France a joué un rôle essentiel - mais qui lui bénéficie aussi au premier chef - en laissant entendre, en juillet dernier, qu'un accord était envisageable et que les positions européenne et américaine étaient conciliables, pour peu que cette conciliation prit place à New York.

Ce faisant, elle a renforcé ceux qui, dans l'administration Bush, refusaient le contournement de l'ONU et l'ont finalement emporté, conduisant le président américain à engager les négociations par son discours du 12 septembre plutôt que de choisir la voie de l'unilatéralisme.

Après tout - même les diplomates français en conviennent - Bush aurait pu se passer d'un nouveau cycle de négociations à l'ONU ; il aurait disposé pour cela d'une base juridique (fondée sur les résolutions 687 et suivantes) plus ferme, par exemple, que celle dont la communauté internationale s'est prévalu pour bombarder la Serbie en 1999. La résolution 1441 renforce donc également l'aile la plus multilatéraliste de l'administration américaine.

Paradoxalement, si l'on veut être honnête, c'est pourtant à l'aile unilatéraliste - les Rumsfeld, Cheney, Wolfowitz - que l'on doit la mobilisation de la communauté internationale. Ce sont leurs menaces d'agir sans consulter les Nations unies qui ont rendu possible un accord sur les

inspections, de même que ce sont leurs menaces d'entrer en guerre qui rendent aujourd'hui ces inspections crédibles.

Sans cette épée de Damoclès, Saddam Hussein n'acceptera jamais de respecter ses engagements internationaux. C'était, au fond, l'explication de vote de nombreux sénateurs démocrates au Congrès le 11 octobre : voter en faveur des pouvoirs de guerre demandés par Bush, avançaient-ils, est la meilleure façon de garantir les inspections, et donc éventuellement la paix.

On ne peut cependant prédire que ce scénario soit le plus probable. Saddam Hussein a maintes fois démontré l'importance qu'il attache à ses programmes nucléaire et biologique. Plutôt que de les abandonner et d'obtenir la levée des sanctions, il a préféré se priver - et priver son peuple - des revenus du pétrole (équivalents depuis 1991 à plus de 150 milliards de dollars), et il sait que son pouvoir serait peu à peu miné par ces inspections intrusives. Le deuxième scénario, celui d'un rejet clair de la résolution, est donc également possible.

Mais c'est le troisième scénario, celui d'une demi-acceptation par Saddam Hussein des inspections, celui d'un double jeu, qui est le plus probable. C'est aussi celui qui mettra le plus à l'épreuve la communauté internationale, dont la crédibilité - celle de l'ONU, en fait - a été engagée par la résolution 1441. Car les Etats-Unis n'auront certainement pas le même seuil de tolérance vis-à-vis des manœuvres dilatoires du dictateur irakien que la France ou d'autres pays. Si Bagdad refuse de laisser les inspecteurs interroger

PHILIP H. GORDON est chercheur à la Brookings Institution (Washington D.C.). **JUSTIN VAISSE**, historien, enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris.

un scientifique, ou ne déclare, par exemple, que quinze laboratoires d'armes biologiques alors que les services de renseignement occidentaux en connaissent dix-huit, le Conseil de sécurité déclencherait-il

la guerre pour un scientifique ou trois laboratoires ?

Bref, si un grand pas a été accompli à New York le 8 novembre, et si la balle est désormais dans le camp de Saddam Hussein, les mois à venir vont sûrement se révéler difficiles. Les Etats-Unis et la France devront impérativement retrouver l'esprit de coopération démontré à l'ONU jusqu'ici pour permettre à la communauté internationale d'avancer plus unie, et plus forte.

Le Monde

13 NOVEMBRE 2002

US says Iraqi parliament's rejection is pure theatre

Ewen MacAskill
Diplomatic editor

The White House accused Iraq of engaging in pure theatrics yesterday, after its parliament voted to reject the United Nations resolution on weapons inspectors.

The unanimous parliamentary decision was accompanied by a surprise interjection from Uday Hussein, one of two sons of the Iraqi president. Contrary to the view of the parliament, he recommended acceptance. He also called for independent Arab monitors to watch over the work of the inspectors.

The US national security council spokesman, Sean McCormack, said: "There isn't anybody that takes the voice of the Iraqi parliament seriously."

"There is only one voice that matters in Iraq under the regime of Saddam Hussein,

and that's Saddam Hussein. "This is pure theatre."

Iraq has until Friday to give a formal response. President Saddam is still expected to accept the resolution, as rejection would set in motion a US-led military offensive against Iraq. The country's parliament — effectively a puppet of the president — will be unable to affect the final decision.

The parliament's speaker, Saadoun Hammadi, said its vote was "a message to the United States that the people of Iraq are united behind their leadership; and it also shows that the people of Iraq know that in the UN resolution ... there are major allegations which are baseless."

The Iraqi government claims it has no biological, chemical or nuclear-related weapons.

The parliament said Presi-

dent Saddam should "adopt what it considers appropriate to defend the Iraqi people and Iraq's independence and dignity, and authorises president Saddam Hussein to adopt what he sees as appropriate, expressing our full support for his wise leadership".

A letter from Uday — who controls the newspaper Babel and the country's sports interests — was given to parliamentarians before the vote. "We have to agree to the UN security council resolution with limits on certain points, but not, we say, conditions," it said.

"There should not be approval of the resolution without an Arab umbrella, or, if this is not possible, then under the so-called Arab League; and there should be Arab experts or technicians and monitors [on the inspec-

tion teams] who are familiar with the nuclear, chemical and biological side."

The letter was also distributed to reporters in Baghdad by the information ministry.

Uday's brother, Qusai, has in recent years been groomed to succeed President Saddam.

In the clearest statement yet from France about the use of force, the French foreign minister, Dominique de Villepin, said yesterday that force would be used against President Saddam if he did not cooperate with the inspectors.

In Russia, the Interfax news agency quoted the deputy foreign minister, Yuri Fedotov, as calling on Baghdad "to exercise self-control and pragmatism" and accept the resolution.

Special report on Iraq
guardian.co.uk/iraq

November 13 2002

The Guardian

Baghdad orders 1 million doses of poison gas antidote

Owen Bowcott

Iraq is understood to have ordered about a million doses of anti-nerve agent drugs from Turkey, raising fears that Saddam Hussein's regime is planning to deploy chemical weapons in the event of an American and British attack.

Both the requested drugs — atropine and obidoxime chloride — are standard issue for military medical kits in conflicts where poison gas is likely to be used.

Baghdad approached suppliers of the drugs in Turkey over recent months. Iraqi authorities also tried to obtain significant quantities of the

auto-injectors which deliver the drug into a person's leg.

Tens of thousands of doses are believed to have been delivered across the border to the Iraqi military. The US government is now pressing Turkey to ban further sales; Ankara has signalled it is willing to comply.

According to senior sources in the Bush administration, quoted by the New York Times: "If the Iraqis were going to use nerve agents they would want to take steps to protect their own soldiers, if not their population. This is something US intelligence is very concerned about."

Atropine blocks the body's uptake of lethal nerve agents such as sarin and VX, both of

which Iraq is known to have manufactured. They were among the cocktail of deadly nerve agents dropped on the Kurdish town of Halabja in 1988 killing 5,000 people.

During the Gulf war the Pentagon sent a senior Defence Intelligence Agency officer to tour the Al Faw peninsula following an Iraqi chemical weapons-led assault.

The officer saw zones marked off as contaminated and found containers for atropine, suggesting that Iraqi soldiers had injected themselves to protect against gas which might have blown back over their positions.

The UN office for the Iraq programme, which monitors

sanctions against the regime, said yesterday it was checking its records to see if any orders had been placed for atropine. The Turkish embassy in London said it could not immediately confirm the report.

Atropine is more commonly given to resuscitate patients suffering a heart attack and its sale to Iraq is permitted under the sanctions regime if it can be demonstrated to be purely for medical use. If it is suspected it is intended for military purposes, it is banned.

The Foreign Office's recently released dossier on Iraq's weapons of mass destruction alleged that President Saddam's forces had developed mobile laboratories for the production of biological warfare agents and could deliver chemical weapons on to the battlefield at as little as 45 minutes' notice.

International Herald Tribune
Wednesday, November 13, 2002

Turkish leader backs UN plan for Cyprus

Reuters

NICOSIA: A United Nations peace plan for Cyprus was bolstered Tuesday when the winner of the election in Turkey threw his weight behind efforts to reunify the island.

The blueprint announced by the UN secretary-general, Kofi Annan, would reunite Greek and Turkish communities segregated for 30 years, creating a Swiss-style government with broad and

effective power-sharing.

The two sides of the divided Mediterranean island and their backers in Greece and Turkey said the plan announced Monday deserved close study and would not be rejected out of hand.

But the most powerful signal came from Recep Tayyip Erdogan, leader of the party set to form Turkey's next government, who said a solution to the division of Cyprus would help Turkey's own EU-membership ambitions and its

relations with Greece.

"No matter how much we say 'It's not related, they're not linked,' solving the Cyprus issue would not just accelerate the EU process but also be a concrete and useful step to overcoming many problems between Turkey and Greece," Erdogan was quoted as saying by the state-run Anatolian news agency.

Cyprus has been divided since Turkey invaded in 1974 in response to a Greek Cypriot coup backed by Athens.

Cette communauté de 60 000 âmes a mis à profit l'autonomie régionale pour revivifier sa culture et sa foi. Mais elle s'inquiète pour l'avenir.

La fragile renaissance des chrétiens du Kurdistan

LE FIGARO MERCREDI 13 NOVEMBRE 2002

Depuis l'autonomie du Kurdistan irakien, en 1991, l'heure est à l'espoir pour la minorité chrétienne du nord de l'Irak. Autorisés à enseigner leur langue - l'araméen - dans leurs propres écoles et à disposer de leurs propres partis politiques, les chrétiens du Kurdistan sont parvenus à faire revivre une culture menacée dans le sud de l'Irak par la politique d'arabisation de Saddam Hussein.

Irbil :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui

A l'heure où le soleil commence à disparaître derrière la vieille citadelle d'Irbil, au rythme du muezzin, la soirée ne fait que commencer pour les quelque 20 000 habitants d'Ain Kawa. Dans cette banlieue chrétienne de la capitale administrative du Kurdistan irakien, les filles s'affichent sans foulard, exhibant leurs yeux cernés de khôl et leur gros chignon gonflé à la laque. Au détour d'une ruelle, des gamins s'amusent à s'asperger avec l'eau de la fontaine, sous le regard attendri de l'épicier du coin. Dans sa vitrine, les bouteilles de vodka voisinent avec les canettes de bière et de whisky. Un parfum de romance à l'italienne plane sur Ain Kawa.

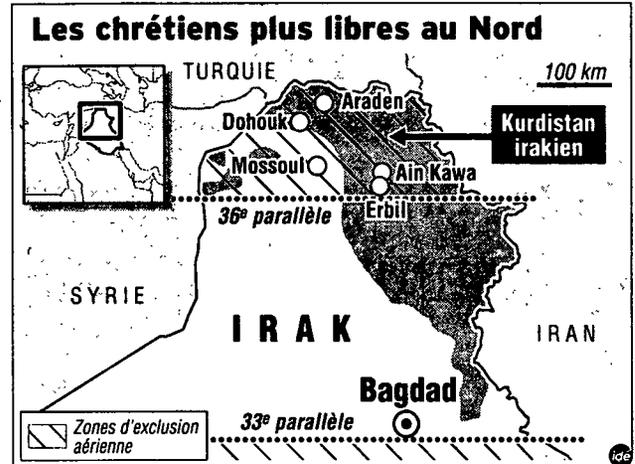
« Nous ne nous sommes jamais sentis aussi heureux et aussi libres », constate l'écrivain Aziz Nabati, auteur d'un livre de grammaire en araméen, la langue pratiquée par le Christ il y a plus de 2 000 ans, que les chrétiens du Kurdistan s'efforcent aujourd'hui de faire revivre. « Depuis le soulèvement populaire des Kurdes du nord de l'Irak, en 1991, les chrétiens célèbrent un nouvel âge d'or », ajoute Nabati. Des années 60 jusqu'à la fin des années 80, la politique d'arabisation menée par Saddam Hussein et les nombreuses exactions contre les Kurdes n'ont pas épargné la communauté chrétienne du nord de l'Irak. Dans leur politique d'épuration massive (on parle de 4 500 villages kurdes détruits dans les années 80), les

baasistes ont tous rasé sur leur passage, y compris de vieilles églises assyriennes et chaldéennes, jetant sur la route de l'exil des milliers de chrétiens. Certains intellectuels chrétiens furent même exécutés pour avoir distribué des textes critiquant l'arabisation à outrance.

Aujourd'hui, les deux églises d'Ain Kawa attirent chaque jour de nombreux fidèles, bien décidés à faire naître une culture qui était en voie de disparition malgré la politique de respect des minorités religieuses, notamment chrétienne, affichée par Bagdad. Depuis 1991, l'actuel gouvernement régional a favorisé la cohabitation entre la majorité sunnite et les minorités chiite, chrétienne et zoroastrienne.

Les quelque 60 000 chrétiens qui sont restés au Kurdistan se partagent entre les chaldéens, rattachés à l'Eglise catholique, et les assyriens, tenant de la doctrine de Nestorius, patriarche de Constantinople, dont les thèses furent rejetées au concile d'Ephèse

(431), et puis la petite communauté arménienne. Contrairement à leurs coreligionnaires de Bagdad, ils possèdent tous leurs journaux et leurs propres chaînes de télévision. On retrouve aussi des chrétiens aux postes de ministres, comme ceux de l'économie et de l'industrie. Cinq députés



assyriens siègent également au Parlement kurde, qui s'est réuni au complet le 4 octobre, en présence des deux grands chefs de l'opposition kurde, Massoud Barzani, leader du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et Jalal Talabani, chef de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan).

Interdite d'enseigner sa langue, l'araméen, par le régime de Saddam Hussein, la minorité chrétienne dispose désormais de 27 écoles à travers tout le Kurdistan. A Dohouk, l'évêque Rabban s'appête même à inaugurer un nouvel établissement, grâce à

une aide de la Mission enfance, sur un terrain de 10 000 mètres carrés offert par le gouvernement régional kurde. Parfaitement francophone, champion de volleyball et blagueur dans l'âme, on l'imaginerait bien prêcher

la bonne parole dans les banlieues françaises. « Ma place est ici, auprès de mes concitoyens », explique Mgr Rabban, qui célèbre la messe trois

fois par semaines, dans les petites bourgades du Nord, aux alentours de son village natal de Komiané. Il anime également, chaque année, la

grande fête du 15 mai, qui célèbre dans la région d'Araden le martyr de Soltan Mahdâ-khté, un saint tué en Iran au IV^e siècle. « Une occasion de se retrouver entre chrétiens, de faire la fête, de danser et de célébrer notre culture », explique le Mgr Rabban.

« Au regard de l'histoire, 90 % des chrétiens d'Irak sont originaires du Nord, c'est-à-dire du Kurdistan. Pour nous, il est très important de pouvoir aujourd'hui redonner vie à ce berceau de notre civilisation », ajoute Aziz Nabati, qui se met un point d'honneur à parler en langue araméenne avec sa femme et ses deux enfants.

Assis derrière le bureau de son diocèse d'Irbil, l'archevêque Yacoub Cher se réjouit de cette vitalité. « Ici, nous sommes respectés en tant que chrétiens. Nous avons beaucoup plus de libertés que dans les pays voisins, notamment

l'Iran et surtout l'Irak », dit-il. Mgr Cher ne peut s'empêcher d'évoquer les pressions indirectes sur les quelque 800 000 chré-

« En cas d'intervention, Saddam pourrait se venger sur les Kurdes, ne faisant aucune différence entre les diverses communautés religieuses »

tiens irakiens (environ 3 % de la population irakienne) dont il a régulièrement des nouvelles : en particulier l'interdiction de donner des noms chrétiens aux nouveaux-nés.

Et pourtant, Saddam Hussein a toujours cherché à s'assurer leur soutien, rappelant à l'occasion que Tarek Aziz, son vice-premier ministre, est d'origine chaldéenne. Il y a quelques semaines, la mort mystérieuse d'un évêque kurde en territoire irakien,

alors qu'il rentrait d'une visite à Bagdad, a pourtant fait planer le doute sur le traitement réservé aux chrétiens.

La parenthèse de prospérité dont profitent les chrétiens kurdes du nord de l'Irak, pourrait-elle se refermer ? Mgr Yacoub Cher en a bien peur. « *En cas d'intervention américaine sur Bagdad, Saddam Hussein serait bien capable de se venger, une fois de plus, sur la population kurde ne faisant aucune différence entre les diverses commu-*

nautés religieuses », remarque le petit homme à la barbe blanche. Pour Yacoub Cher, il est également temps de prendre en compte une autre menace : celles des islamistes, basés à la frontière avec l'Iran, responsables entre autres de l'assassinat, en février dernier, de François Hariri, l'ancien gouverneur d'Irbil, d'origine assyrienne. L'arrestation du mollah Kraka, le chef d'Ansar al-Islam (un groupe islamiste comprenant quelque 800 militants), il y a

deux mois, à l'aéroport de Téhéran, et sa livraison aux Pays-Bas a permis de démanteler cette nébuleuse, sans pour autant faire avorter les actes criminels individuels. « *L'avenir est sombre, s'inquiète Yacoub Cher. J'aimerais tellement vous en dire plus, mais dans le contexte actuel, il faut mieux ne pas être trop bavard.* »

Le Monde

DIMANCHE 10 - LUNDI 11 NOVEMBRE 2002

Au Kurdistan, on rêve du renversement du « bourreau »

KALAK (Kurdistan d'Irak)
de notre envoyée spéciale

Sur le Grand Zabe, le fleuve qui coule à moins de 20 kilomètres à l'ouest d'Erbil, la capitale administrative du Kurdistan d'Irak, deux mon-

REPORTAGE

« Oui, nous sommes inquiets, mais nous espérons que cette fois sera la bonne »

des se font face : à l'ouest, le territoire géré par Bagdad ; à l'est, la région kurde (42 000 km² pour 3,7 millions d'habitants) devenue, de facto, autonome dans la foulée de l'après-guerre du Golfe. Depuis 1991, les deux ponts qui enjambent ce fleuve - un affluent du Tigre - sont gérés, l'un par les troupes irakiennes, l'autre par les forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani. Situés à moins d'un kilomètre les uns des autres, soldats irakiens et peshmergas (combattants) du PDK s'observent.

« Ils patrouillent là-bas, le long des collines ? On dirait qu'ils se font plus actifs ces derniers temps ! », s'esclaffe Ali Gafour Kakeyi, un combattant du PDK, installé sur le sommet d'une tour, principal poste avancé des Kurdes au-delà du fleuve. Depuis cette hauteur, on aperçoit les allées et venues des soldats irakiens qui effectuent leurs rondes le long des collines, à 500 mètres de là. « Et ces tentes disposées tous les 200 mètres, c'est là-dessous qu'ils cachent leurs armements », explique

le peshmerga. Muni, comme la plupart de ses compagnons, d'une vieille kalachnikov, Ali Gafour ne semble guère inquiet.

L'activité des Irakiens, comparée au dénuement apparent des peshmergas, ne lui fait ni chaud ni froid. Y a-t-il un plan kurde de défense en cas d'attaque ? Quels sont les armements dont les Kurdes disposent face aux forces irakiennes bien équi-

pées ? « Il faut le demander à notre commandement, moi je ne sais rien », esquive-t-il. Babekir Zebari, le commandant militaire adjoint de la région de Dohouk, plus au nord, précise : « Pour le moment, les Américains ne nous ont rien demandé, ni base militaire ni rien. » Pourtant, une idée suffit à faire briller les yeux du peshmerga Ali Gafour, celle du « prochain renversement de Saddam par l'Amérique ». Car, comme tant d'autres Kurdes, Ali a le maître de Bagdad en horreur. Il y a vingt ans, sa famille a été déportée de Kirkouk, la grande ville pétrolière située plus au sud et restée, dans la foulée de l'après-1991, sous le contrôle de Bagdad. La maison familiale a été détruite, les membres du clan ont été torturés puis expulsés sans rien pouvoir emporter.

« EN PREMIÈRE LIGNE »

« Nous ne pouvons plus vivre avec ce régime. Tout le monde ici vit dans l'attente d'un mauvais coup de Bagdad. Nous sommes en première ligne si quelque chose se passe. Mais nous ne pouvons nous empêcher de souhaiter que quelque chose se produise », conclut-il.

Non loin du poste d'observation du PDK, les habitants du village de Kalak vaquent à leurs occupations.

Le soleil est au zénith, les rues de terre battue sont quasi désertes, seuls des effluves de cuisine orientale s'échappant des cours fermées indiquent que la vie s'est déplacée à l'intérieur. Bientôt les deux écoles primaires libèrent leurs flots d'écoliers : petits garçons et petites filles (têtes non couvertes) en uniformes bleu et blanc, qui rentrent à la maison pour le déjeuner. Chato Ramazan Simo, 48 ans, cultivateur et épicier, offre l'hospitalité d'une pièce fraîche avec pour seul mobilier des matelas à même le sol et un poste de télévision muni d'une antenne satellite.

« Fuir ? Et où ? J'ai toujours habité ici, tout comme mes ancêtres », explique ce père de quinze enfants. Son histoire, comme celle de tant d'autres Kurdes, n'est que chagrin. « Mon père a été tué par l'armée irakienne en 1974 [lors du soulèvement contre le pouvoir central]. Ensuite j'ai été mobilisé dans le conflit Iran-Irak, une vraie boucherie [1980-1988], que j'ai déserté. Puis ce fut la guerre du Golfe et le soulèvement kurde de 1991. »

« TOTALEMENT DÉMUNIS »

Il poursuit : « A cette époque, ma famille a perdu les trois quarts de ses terres, restées de l'autre côté. En 1992, l'armée irakienne a effectué une incursion à Kalak, repoussée, heureusement, par nos combattants. Mais les Irakiens ont tout miné. Rien que chez moi, 14 personnes sont décédées à cause des mines. Oui, nous sommes inquiets, mais nous espérons que cette fois sera la bonne. »

Même son de cloche chez Mohammad Kadyr, 28 ans, dont la maison haute au toit plat est située juste en face des lignes irakiennes. Chauffeur de son état et père de cinq enfants, il confie sa peur : « Nous sommes totalement démunis, or, le jour où l'Amérique attaquera, Saddam s'en prendra à nous ! »

A moins d'un kilomètre, sur le pont « tenu par Saddam », des véhicules civils font la queue pour passer « côté irakien ». Ce sont des familles d'Erbil ou des environs qui vont rendre visite à des parents. D'autres y vont pour effectuer des démarches administratives. Les passeports irakiens restent délivrés par l'administration de Bagdad ; les cartes d'identité et les permis de conduire coexistent : ceux délivrés par Bagdad et ceux émis par l'administration régionale kurde.

Ainsi, Saman, 25 ans, a pris un jour de congé pour aller à Mossoul pour renouveler son passeport. « Tout ce que nous avons aujourd'hui : la liberté, l'éducation, la santé et la paix, nous avons payé cher pour l'avoir. Mais nous sommes prêts à tout sacrifier pour être débarrassés du bourreau de Bagdad. Et les Arabes de Mossoul pensent comme nous. » Puis il tient à préciser : « Nous n'avons aucun problème avec la population arabe, le problème c'est ce régime que nous détestons. »

Marie Jégo

Pour sa longue oppression du peuple irakien, Saddam Hussein mérite d'être renversé par tous les moyens. Mais il ne semble pas que ce soit le prétexte de George Bush.

L'ennemi, c'est la tyrannie

par SALMAN RUSHDIE

Le romancier britannique, auteur notamment des «Versets sataniques», livre chaque mois une chronique à «Libération».

Au cas où cela vous aurait échappé – et vu les proportions que prennent les manifestations contre la guerre, c'est tout à fait possible: il y a un excellent argument qui plaide pour un «changement de régime» en Irak. De plus, c'est un argument qui devrait séduire aussi bien les faucons bush-et-blairistes, que les libéraux au grand cœur; il devrait également rallier l'opinion publique occidentale, et tous ceux que l'entière oppression d'une nation musulmane inquiète.

Il est fondé sur le fait que, depuis plus de trente ans, le peuple irakien est en permanence harcelé. Saddam a appauvri ses citoyens, les a assassinés, gazés et torturés. Il les a envoyés périr par dizaines de milliers dans des combats futiles. Sans relâche, il les a réprimés, bâillonnés, maltraités, massacrés.

Saddam et sa bande de compères issus du même village que lui, Tikrit, sont d'impitoyables criminels, et font de l'Irak un enfer vivant. Ce n'est pas parce que nous avons fermé les yeux sur cette horrible réalité qu'elle a cessé d'exister (et ce «nous» englobait, jusqu'il y a peu, le gouvernement américain, supporter de la première heure du «séculier» Saddam, contre les «fanatiques» islamistes de la région).

De même, sous peine de minimiser la situation sur place, il ne faut pas tomber dans le piège des politiques du monde musulman, qui se servent de l'Irak comme alibi pour dénoncer les tyrans de la mondialisation que sont, à leur sens, les Etats-Unis.

Et, de fait, les souffrances du peuple irakien sont peu à peu enterrées sous les arguments tapageurs – et mal étayés – de la position américaine, où Saddam Hussein apparaît surtout comme un traître à l'Occident, plutôt que vis-à-vis de son propre peuple.

Pendant des années, les groupes d'opposants irakiens en exil ont bien tenté d'interpeller l'Occident. Pourtant, l'administration Bush ne leur accordait pas une once d'attention, allant jusqu'à émettre des remarques désobligeantes sur Ahmed Chalabi, leader le plus probable d'un Irak démocratisé. Washington a récemment changé de ton.

Bien. On peut toujours trouver suspecte la constitution de l'axe Wolfowitz-Cheney-Rumsfeld autour de la création et du soutien à un Irak libre et démocratique, mais cela reste tout de même l'objectif le plus souhaitable. Toutes les voix démocratiques irakiennes qui parviennent encore à percer, et tous les leaders potentiels d'un nouvel Irak qui sont encore en vie, invoquent désespérément ce changement de régime.

Les Américains et les Européens de gauche, es-

sentiellement désireux de marquer leur opposition à Bush, iront-ils pour cela jusqu'à donner l'impression de soutenir Saddam (tout comme ils semblaient préférer la continuité de la loi des talibans à l'intervention des Américains sur le sol afghan?). Malheureusement, certains facteurs compliquent sérieusement la situation, et notamment le fait que l'administration Bush reste viscéralement attachée à l'idée d'action préventive, par laquelle elle s'est aliénée nombre de ses alliés traditionnels. Une action unilatérale menée par la seule superpuissance mondiale aurait toutes les allures de la tyrannie parce que, ma foi... c'est de la tyrannie.

À supposer que les Etats-Unis appliquent cette nouvelle politique de guerre préventive, cela entraînerait un phénomène d'insécurité sur leur propre territoire; car si l'Amérique se réserve le droit d'attaquer tel ou tel pays sous prétexte qu'il ne lui «revient pas», alors, ceux qui nourrissent les mêmes sentiments à son égard se sentiraient, disons, obligés de lui retourner le compliment.

Autre point problématique, le fait que le gouvernement américain s'entête à inscrire son obsession anti-Saddam dans un combat plus large contre «le terrorisme». Tandis qu'Al-Qaeda affirme son emprise, et fait jaillir de nouvelles menaces sur le monde libre en prenant pour cible d'innocents vacanciers à Bali, ceux qui parmi nous ont soutenu la guerre contre Ben Laden et son réseau ne peuvent s'empêcher de ressentir l'initiative américaine contre l'Irak comme un moyen de «détourner l'attention»; une manière de se focaliser sur un ennemi facilement préhensible... contrairement à l'insaisissable nébuleuse qui a ouvertement déclaré la guerre aux Etats-Unis.

Les accointances entre Saddam et Al-Qaeda, on le sait très bien, ne sont pas avérées, alors que la présence de certains de ses leaders sur le sol pakistanais, et leur infiltration dans les services secrets de ce pays, n'est plus du tout un secret. Pour autant, personne ne parle d'attaquer le Pakistan.

De même, le flou qu'entretient l'Amérique sur ses projets pour un Irak post-Saddam et sur sa propre «stratégie de retrait» n'est pas de nature à inspirer confiance. Certes, l'administration parle de démocratie. Mais l'Amérique est-elle vraiment

déterminée: un, à démanteler cet Etat fondé sur un parti unique (le Parti baasiste); deux, à éviter la solution musclée qui, dans le passé, a tant séduit les scénaristes de la mondialisation. Et trois: l'Amérique a-t-elle les reins assez solides pour maintenir ses troupes en Irak en nombre suffisant, voire à hauteur des effectifs militaires déployés au Vietnam, pendant ce qui pourrait facilement du-

rer toute une génération, c'est-à-dire le temps que la démocratie prenne racine dans un pays qui n'en a aucune expérience? Un pays, qui plus est, tiraillé par ses divisions internes et ses tentances séparatistes.

Et comment l'Amérique répondra-t-elle aux accusations suivant lesquelles tout régime (y compris démocratique) consolidé par la force militaire américaine, ne serait plus qu'un pantin à la solde de Washington? Et si jamais l'Irak commence à «effriter», échappant ainsi à la vigilance du géant américain, l'administration est-elle préparée à payer les pots cassés?

Voici certaines des raisons qui font que, parmi d'autres, je reste sceptique sur les grands desseins nourris par Bush au sujet de l'Irak. Mais, en écoutant les témoignages irakiens sur les innombrables atrocités commises sous le règne de Saddam, j'aurais tendance à dire que si les inspecteurs de l'ONU se rendent effectivement de nouveau en Irak; et si, comme on peut le supposer, Saddam se rabat sur ses habituelles ruses obstructionnistes, ou rejette la nouvelle résolution de l'ONU... alors, le reste du monde devra cesser de se contenter d'attendre, rallier les Américains et les Britanniques pour débarrasser la planète de ces exécrables despotes et de leurs acolytes.

Ce qu'il faut en tout cas clamer haut et fort, c'est que la première des justifications à un changement de régime en Irak, c'est l'effroyable et interminable souffrance de la population

de ce pays. Et ce, loin devant l'argument qui pointe une «possible offensive militaire de l'Irak sur l'Amérique». Seule une guerre de libération peut sembler légitime. Et ce n'est certainement pas la guerre que l'Amérique tente actuellement de défendre ●

Salman Rushdie est écrivain.
(traduction de la rédaction)

CHYPRE Kofi Annan a proposé une union de deux États

Athènes et Ankara saluent le plan de paix de l'ONU

LE FIGARO MERCREDI 13 NOVEMBRE 2002

A peine sorti des cartons de l'ONU, le plan de paix pour Chypre présenté par le secrétaire général, Kofi Annan, a reçu hier de vifs encouragements de la Turquie et de la Grèce. Le nouvel homme fort d'Ankara, le dirigeant du parti musulman, Recep Tayyip Erdogan, a estimé que « la résolution du problème chypriote peut à la fois accélérer le processus d'intégration européenne de la Turquie et, dans le même temps, constituer un pas en vue de surmonter beaucoup des difficultés entre la Grèce et la Turquie ». Il a réitéré sa préférence pour une forme de gouvernement « s'inspirant du modèle belge » à Chypre, mais fondée sur « l'égalité, l'indépendance de deux États

séparés ». A Athènes, le ministre des Affaires étrangères, Georges Papandréou, s'est réjoui que le plan Annan garantisse « la représentation unique, la souveraineté unique et la nationalité unique » à Chypre. Les États-Unis et l'Union européenne ont également encouragé les deux communautés, chypriote grecque et chypriote turque, à négocier sur la base du projet de l'ONU. Le président de la Commission européenne, Romano Prodi, a réaffirmé que, même en l'absence de règlement interchypriote, le sommet des Quinze qui doit se réunir les 12 et 13 décembre à Copenhague confirmera Chypre parmi les 10 pays invités à adhérer à l'UE en 2004.

L'Union européenne peut promouvoir « un réseau de sécurité pour les deux communautés grecque et turque, parce que l'UE pourrait être un parapluie pour la sauvegarde des droits de chacune d'elles, y compris par rapport à d'éventuelles tentations de la Turquie concernant le sud de l'île », observe Béglitis. Il souligne qu'un règlement politique à Chypre doit impérativement favoriser « une solution qui ne bloque pas le fonctionnement de l'UE ».

Avocat infatigable du rapprochement gréco-turc engagé il y a trois ans, le chef de la diplomatie, Georges Papandréou, « considère que la voie de la Turquie vers l'UE a fait baisser la tension entre les deux pays et créé un nouveau dynamisme pour un règlement à Chypre ». De fait, c'est à l'approche du rendez-vous final de Chypre avec l'Union que les négociations directes interchypriotes, gelées depuis quelques années, ont repris en janvier 2002, à un rythme soutenu.

La victoire des islamistes modérés aux élections turques, dé-

but novembre, va-t-elle faire s'effondrer ce bel échafaudage ? Réponse peut-être lundi prochain. L'homme fort de la Turquie, Recep Erdogan, est attendu à Athènes, première capitale européenne sur son agenda. Les dirigeants grecs notent que sa large victoire électorale lui donne les coudées franches. Et ses déclarations sur un règlement à Chypre « sur la base du modèle belge » les incitent à un optimisme prudent.

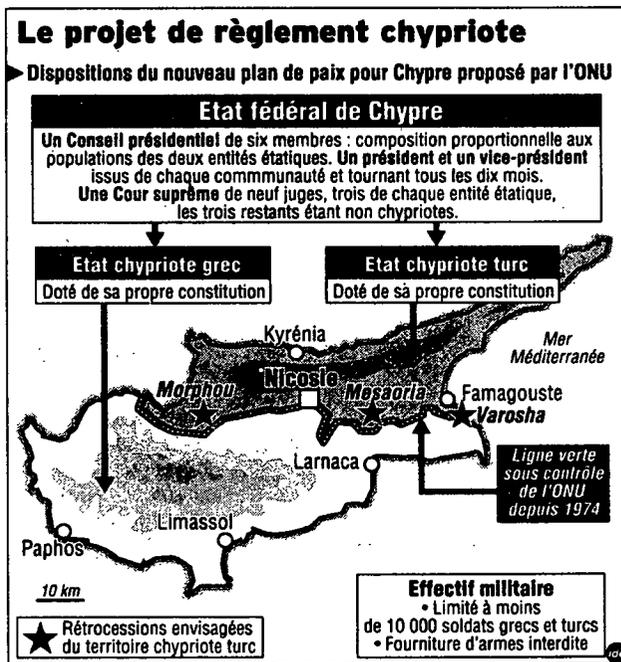
Si ce scénario se réalise, souligne-t-on côté grec, il sera « beaucoup plus facile de créer un climat de stabilité et de confiance avec la Turquie », de résoudre les litiges territoriaux en mer Égée, et d'assurer avec les Turcs un rôle régional dans le foyer agité des Balkans. Ce qui ferait l'affaire des Européens comme des Américains. Car, à long terme, « la Turquie n'a pas d'autre option que le choix de l'Union européenne », juge l'éditorialiste Georges Capopoulos, l'un des meilleurs spécialistes grecs de politique étrangère.

Athènes : Frédéric Scamps

Perçue par certains décideurs européens comme une épine dans le pied de l'Union, l'entrée de la République de Chypre dans le club élargi des 25 est au contraire vue, à Athènes, comme un facteur de paix dans une Europe allant de la mer du Nord à l'Eurasie. Elle offre, selon les dirigeants grecs, un puissant stimulant à un accord de paix sur l'île divisée, et elle ouvre la perspective d'une entrée de la Turquie dans l'Union européenne. En somme, la Méditerranée orientale se retrouverait pacifiée au sein d'une même grande famille.

Le tournant remonte à décembre 1999, au sommet européen d'Helsinki. Les Quinze décident que la partition de Chypre, dont les Turcs occupent 37 % du territoire depuis 1974, n'est pas réhabilitée à son inclusion dans la deuxième vague de l'élargissement. C'est la contrepartie obtenue par les Grecs à leur feu vert à la validation de la candidature officielle de la Turquie à l'UE.

Pour le monde hellénique, Chypre est une affaire sentimentale. Six cent mille Grecs, séparés des deux cent mille Turcs par une « ligne verte » gardée par l'ONU, vivent sur cette terre de moins de 10 000 km², mais ô combien stratégique : seuls 200 km la séparent des côtes li-



banaise et syrienne, 60 km de la côte turque. Or on est à 800 km d'Athènes. Les Grecs, marqués par trois siècles d'occupation ottomane, ont vécu le débarquement de troupes turques à Chypre en 1974 comme « une humiliation », rappelle Iannis Antonopoulos, professeur d'histoire contemporaine à l'université de sciences politiques d'Athènes.

Aux yeux du premier ministre, Costas Simitis, et de toute la classe politique, l'entrée de l'île divisée dans l'Union (1) est

donc « une priorité stratégique nationale », au point qu'avec l'arme du droit de veto Athènes a rapidement fait savoir que l'Europe serait élargie, Chypre compris, ou ne le serait pas.

Partisans résolu de l'élargissement dans son ensemble, les

Grecs souhaitent « un équilibre » de l'Union, incluant le flanc sud-est. « Sinon, on ne ferait que la moitié du chemin », estime Panos Béglitis, porte-parole du ministère grec des Affaires étrangères.

L'arrivée de Chypre dans

(1) En droit, toute l'île de Chypre entrerait dans l'Union, puisqu'elle n'est légalement représentée que par un seul État, la République de Chypre. En pratique, la partie administrée par la République turque de Chypre du Nord serait écartée des bénéfices des retombées de l'adhésion.

M. Erdogan, en tournée européenne pour promouvoir la candidature de la Turquie à l'UE

Le chef de file de l'AKP a déploré les commentaires « malheureux » de Valéry Giscard d'Estaing

ISTANBUL

de notre correspondante

Le dirigeant du Parti de la justice et du développement, Recep Tayyip Erdogan, devait se rendre à Rome, mercredi 13 novembre, pour sa première visite à l'étranger depuis sa victoire électorale le 3 novembre. Les entretiens avec le président du Conseil, Silvio Berlusconi, ont pour but de promouvoir la candidature de la Turquie à l'Union européenne avant le sommet européen de Copenhague du 12 décembre. M. Erdogan prévoit également de visiter d'autres capitales européennes au cours des prochains jours, notamment Athènes, Madrid le 18 novembre et Bruxelles deux jours plus tard.

« Nous allons passer le message que nous sommes prêts à appliquer les critères d'adhésion à l'Europe en très peu de temps, » a déclaré M. Erdogan. « Il y a de sérieuses inquiétudes concernant la torture, les fondations caritatives des minorités religieuses, l'enseignement dans la langue maternelle et la liberté d'expression », a admis le dirigeant du AKP, affirmant que ces problèmes seraient résolus rapidement. « Avec notre gouvernement, une opposition qui pense la même chose et le soutien de la société civile, nous avons la force d'accomplir cela. »

Le dirigeant du AKP demeure certes déterminé à obtenir une date précise pour l'ouverture des négociations d'adhésion lors du sommet européen de Copenhague, en décembre, mais contrairement à cer-

tains politiciens du passé, M. Erdogan a opté pour une attitude plus conciliante à l'égard des Européens. Il rappelle volontiers que la date n'est pas une fin en soi et que la population turque bénéficiera de l'application des critères politiques d'adhésion.

En réponse à Valéry Giscard d'Estaing, qui a déclaré dans *Le Monde* que l'adhésion de la Turquie signifierait « la fin de l'Union européenne », M. Erdogan a rappelé que son pays



« Nous sommes prêts à appliquer les critères d'adhésion à l'Union européenne »

RECEP TAYYIP ERDOGAN

fait déjà partie de nombreuses organisations européennes et occidentales, notamment le Conseil de l'Europe et l'OTAN.

« CLUB CHRÉTIEN »

Dans un entretien avec le *Times*, Recep Erdogan a déploré les commentaires « malheureux » de l'ancien président français qui, a-t-il déclaré, devrait « réfléchir avant de parler ». L'Europe n'est pas un « club chrétien », affirme M. Erdogan, ajoutant que « l'UE ne devrait pas faire des gestes qui menaceraient le dialogue interculturel » ou « endommager l'enthousiasme que notre peuple ressent pour le processus d'adhésion. »

Les semaines à venir seront cruciales

pour la candidature de la Turquie. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, vient de soumettre un plan basé sur le modèle suisse pour résoudre les problèmes intercommunautaires de Chypre. M. Erdogan y a réagi favorablement. « Résoudre la question de Chypre n'aurait pas seulement pour conséquence d'accélérer le processus avec l'Union européenne, ce serait également une étape concrète et utile pour surmonter les nombreux problèmes entre la Turquie et la Grèce », a-t-il déclaré.

Le nouveau Parlement se réunira le 14 novembre et, selon la tradition, le président de la république, Ahmet Necdet Sezer, devrait nommer le lendemain un membre du parti vainqueur pour former le prochain gouvernement. M. Erdogan, qui n'était pas éligible en raison d'une condamnation pour « incitation à la discrimination religieuse », ne peut pas devenir premier ministre. Abdullah Gül, bien connu dans les cercles diplomatiques à Ankara, semble pour l'instant le candidat le plus probable.

La situation de Recep Erdogan pourrait être rectifiée grâce à un amendement à l'article 76 de la

Constitution, qui lui permettrait de présenter sa candidature lors d'élections partielles. Mais l'AKP devra agir avec prudence pour éviter des tensions avec les institutions laïques du pays, qui demeurent méfiantes. Le seul parti d'opposition, le CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate), a signalé qu'il pourrait apporter son soutien.

Le président de la république a récemment averti que « la loi ne doit pas être politisée » et adaptée aux besoins d'une personne. M. Erdogan a rappelé que le « peuple avait exprimé sa volonté » lors des élections du 3 novembre et qu'un tel amendement ne pouvait pas, dès lors, être interprété comme s'appliquant à un seul individu.

De plus, le dirigeant de l'AKP estime que les critères d'adhésion à l'Union européenne exigent la levée des obstacles à la liberté d'expression. Quatre candidats, dont M. Erdogan, l'ancien premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, le dirigeant du parti pro-kurde Hadep et un activiste des droits de l'Homme avaient été exclus par le conseil électoral.

Nicole Pope

Dans la banlieue d'Istanbul, le petit peuple de l'AKP attend « de quoi manger et du travail »

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Le mois sacré du ramadan, « ramazan » en turc, vient de commencer il y a quelques jours à peine.

REPORTAGE

A Esenler, le local du parti est devenu le bureau des plaintes et des espoirs

ne. La pluie ruisselle sur les trottoirs défoncés où les passants semblent avoir gardé la mine enjouée des lendemains de victoire. Ici, à Esenler, une de ces banlieues populaires d'Istanbul, les électeurs ont plébiscité, le 3 novembre, à 54 %, l'AKP, la formation de Recep Tayyip Erdogan : le résultat le plus élevé enregistré lors des législatives pour cette mégapole de plus de 12 millions d'habitants.

Au deuxième étage d'un immeuble brut de béton de l'artère principale, les portes du local du parti sont grandes ouvertes. Affiches du

leader charismatique et coupures de presse tapissent les murs du couloir. Les bureaux sont vides. « Ils étaient tous là, encore hier, pour fêter notre succès et organiser la suite », annonce Idris, fier commis, assis derrière sa table de réception.

Lunettes dorées, portable en ceinture et chemise cintrant son torse musculeux, il est entré à l'AKP pour trouver du travail, comme d'autres se présentent à l'ANPE. Licencié de l'usine Mercedes en 2001, « à cause de la crise économique », il n'a « jamais fait de politique auparavant ». Même si le passé de militant islamiste de Recep Tayyip Erdogan ne lui évoque « pas grand-chose », Idris est persuadé : « Tayyip a changé, sinon il ne serait pas aussi populaire. »

Chaque jeudi, de 14 heures à 17 heures, durant la campagne élec-

torale, Idris a inlassablement enregistré noms et adresses des personnes venues se présenter dans ce qui était devenu un bureau des plaintes aux couleurs de l'AKP. « Que demandent les gens ? De quoi manger et du travail, explique-t-il, incapable d'évaluer leur nombre. C'était toujours plein. Aux plus nécessiteux, on envoie régulièrement des sacs de nourriture. » Récoltes de fonds, collaboration avec la mairie tenue par l'AKP : le parti, tout comme son prédécesseur, le Refah, est en première ligne sur le front de la misère. Demain au pouvoir à Ankara, il devrait, selon une tradition clientéliste bien ancrée dans les formations politiques, faire profiter, dans une plus large mesure, les villes qu'il détient des subsides de l'Etat.

Elles sont deux, le souffle court. Vaincues de la tête aux pieds, elle

répètent avoir voté pour M. Erdogan, mais attendent toujours une aide pour sortir de leur quotidien de misère. « L'hiver arrive, et cela fait huit mois que nous sommes sans gaz. Nous n'avons pas pu payer le loyer deux mois de suite et un de nos enfants est malade », se plaint la plus âgée avant d'accuser : « Le murta [chef de quartier] distribue les aides publiques à des femmes qui ont des voitures. » Idris sourit, jette un œil vers un ailleurs meilleur et

leur demande de revenir la semaine prochaine. « Quand on est pauvre, la croyance s'en va », marmonne-t-il, un rien philosophe, en les regardant descendre l'escalier.

« COMME UN RÉSEAU »

Ihsan prend place devant le bureau. Il vient demander sa carte du parti. Ancien vitrier du quartier, il veut adhérer à l'AKP « pour peut-être trouver du travail ». Comment ? « C'est comme un réseau. Il y

a plein de gens comme moi », explique-t-il. Parti travailler en Russie dans des chantiers après avoir perdu son emploi, il dit gagner suffisamment d'argent pour s'être payé un billet uniquement pour venir voter AKP. « Nous ne sommes pas contre le kémalisme, mais nous sommes opposés à ce que l'islam soit si mal vu », souligne cet ancien électeur du MHP (ultranationaliste), âgé de 38 ans. D'une voix forte, il s'adresse à une veuve venue, elle

aussi, pour les aides : « Revenez une autre fois, cela vous fera du bien », avant d'ajouter, désabusé : « Tout le peuple est là pour attendre que le pain arrive et lui tombe dans la bouche. » Comme les autres, elle quitte les lieux les mains vides en affichant un sourire confiant. L'attachement à l'AKP est sans faille. Pour l'instant.

Nicolas Bourcier

Plutôt qu'une intégration risquée à l'Union, il faut proposer un partenariat à la Turquie.

L'Europe de l'Atlantique à l'Irak?

par SYLVIE GOULARD

Voici trois ans déjà que les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze ont décidé que « la Turquie est un pays candidat qui a vocation à rejoindre l'Union européenne ».

Malgré l'enjeu, il n'y a guère eu de débat public, ni d'explications. Certains Etats membres seraient tentés d'ouvrir bientôt les négociations avec les Turcs. Valéry Giscard d'Estaing, président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, où siège la Turquie, s'est prononcé contre cette adhésion. Que doivent en penser les citoyens? Nous essaierons de répondre à quatre questions simples.

L'Europe est-elle un « club chrétien » ?

Non, l'Union, qui compte des millions de musulmans en son sein, ne saurait reposer sur un ostracisme religieux contraire à la liberté de culte et à la tolérance. Les chrétiens chercheraient en vain dans l'Evangile la justification d'une telle ségrégation; les héritiers des Lumières ne sauraient faire à Voltaire un tel affront. Fermer la porte à un peuple en raison de sa religion reviendrait pour les Européens à se renier eux-mêmes.

L'Union européenne est-elle un outil géopolitique?

Oui, mais dans les limites du raisonnable et selon des critères définis par nous-mêmes. La réconciliation franco-allemande, la consolidation de la démocratie en Grèce ou en Espagne, la sortie du communisme en Europe centrale ont effectivement été facilitées et accompagnées par l'intégration communautaire. Les partisans de l'adhésion turque recherchent les mêmes effets bénéfiques. Ils ont raison d'affirmer que la stabilisation de la Turquie, pays charnière entre l'Europe et le Moyen-Orient, est incontestablement dans notre intérêt. La perspective de

l'élargissement a déjà incité les Turcs à entreprendre des réformes (abolition de la peine de mort par exemple). Elle peut conforter l'élite turque, plus modérée que les masses.

Toutefois, l'adhésion de la Turquie poserait des problèmes inédits en raison de la taille du pays et de sa situation géographique. Elle reviendrait à donner à l'Union des frontières communes avec l'Irak et à l'impliquer directement dans les conflits de cette région. Ce n'est pas forcément le meilleur service à lui rendre alors même que la politique étrangère et de sécurité commune balbutie. L'aventure pourrait « importer » l'instabilité dans l'Union au lieu « d'exporter » la stabilité en Turquie.

Ensuite, il n'est pas de décision diplomatique qui, à elle seule, puisse aboutir. Tout traité d'adhésion de la Turquie devra être ratifié par les parlements des Etats membres ou par les peuples. Or, le risque est grand de voir se développer une coalition ralliant, contre l'adhésion turque, aussi bien les eurosceptiques que les pro-européens déçus. Les citoyens ont déjà bien du mal à comprendre l'élargissement en cours. Les gouvernements ne cessent de clamer qu'ils veulent rapprocher l'Union des citoyens, la rendre plus démocratique. C'est notamment la raison pour laquelle une Convention a été réunie. Comment peuvent-ils, dans le même temps, bouleverser les équilibres intra-européens sans demander l'avis de personne? Faute de tenir compte de l'opinion publique, les gouvernements européens courent le risque de se retrouver face aux Turcs les mains vides. Le projet européen en souffrira, sans bénéfice aucun pour le peuple turc.

Peut-on étendre à la Turquie le bénéfice des politiques communes?

Oui en théorie, difficilement en pratique. C'est l'existence de politiques communes (la Politique agricole commune, les fonds structurels

destinés à financer des infrastructures dans les régions les moins développées par exemple) qui a largement contribué au succès de l'entreprise communautaire. Cette solidarité entraîne des transferts financiers non négligeables. A cet égard, les besoins de la Turquie, dont la plus grande partie est rurale et sous-développée, seraient immenses. Les hommes politiques qui soutiennent l'entrée de la Turquie sont-ils prêts

à en payer le prix? On peut en douter quand on voit, par exemple, leurs réticences face à l'extension de la politique agricole à la Pologne.

Ensuite, les politiques communes supposent des institutions supranationales efficaces et acceptées. En raison de son dynamisme démographique, la Turquie jouirait rapidement dans l'Union d'une position dominante, tant au Parlement européen qu'au Conseil, distançant bientôt les grands Etats fondateurs (France, Italie et, dans une moindre mesure, Allemagne). Rien n'indique que les Européens soient prêts à accepter cette évolution ni, du reste, que la population turque soit ouverte à tous les transferts de sou-

veraineté nécessaires.

Une solution alternative existe-t-elle?

A l'évidence, il va falloir l'inventer. La seule réponse européenne aux besoins de développement économique et de stabilité politique de son environnement ne saurait être « l'adhésion ou rien ». Si c'était le cas, il faudrait, après la Turquie, accepter le Maghreb, demandeur d'investissements et de stabilité. Et ainsi de suite, *ad absurdum*. Pour tous les pays situés à la périphérie de l'Union, divers partenariats sont envisageables, de l'adhésion à l'espace économique européen à des associations *ad hoc* assurant facilités commerciales, échanges culturels, dialogue politique et libre circulation des personnes.

L'Europe de l'Atlantique à l'Irak est un projet démesuré qui n'a pas le soutien des citoyens européens. La poursuite de l'intégration politique doit l'emporter sur les considérations géopolitiques. Nous devons le dire aux Turcs maintenant plutôt que de les humilier plus tard par des référendums négatifs où les populistes de tous bords n'hésiteront pas à utiliser le seul argument qui, dans cette discussion, n'est pas valable et peut mettre le feu à nos banlieues: celui du « choc des civilisations » ●

Sylvie Goulard est chercheuse associée au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri).

La seule réponse européenne aux besoins de développement économique et de stabilité politique de son environnement ne saurait être « l'adhésion ou rien ».

14 NOVEMBRE 2002

LES DEPUTES IRAKIENS S'EN REMETTENT AU RAIS

Ils rejettent la résolution de l'ONU sur le retour des inspecteurs.

A lors que la communauté internationale attend toujours la réponse officielle de Saddam Hussein à la résolution 1441 de l'ONU sur le désarmement, le Parlement irakien a voté hier son rejet à l'unanimité tout en s'en remettant à une décision de la direction irakienne. Les députés ont en effet jugé qu'elle était « mieux placée pour savoir ce qui devrait être fait dans l'intérêt de l'Irak, de sa sécurité et de son indépendance ».

« **Théâtre politique** ». Pour justifier cette recommandation, le ministre de la Culture et membre du Parlement Hamed Youssef Hammadi a estimé devant l'Assemblée que « tout ce que la résolution 1441 fait, c'est de reporter la guerre à un moment choisi par les Etats-Unis », ce qui fait que les hostilités seront alors déclenchées à leur initiative plutôt qu'à la suite d'un mandat de l'ONU. Réagissant au vote, un porte-parole de la Maison Blanche a



Le vote des députés, hier, à l'Assemblée. C'est désormais au Conseil de commandement de la révolution, que le raïs préside, de statuer sur la résolution 1441.

qualifié de « théâtre politique » la recommandation du Parlement, ajoutant que Washington attendait toujours la réponse officielle de Bagdad. S'adressant à des journalistes, le président américain George

W. Bush a aussi minimisé cette première réaction irakienne: « Le Parlement irakien n'est rien d'autre qu'une chambre d'enregistrement pour Saddam Hussein. Il n'y a pas de démocratie. Ce type est un dictateur et nous

devons attendre de voir ce qu'il va dire. » Avant de poursuivre: « C'est fini, nous ne négocions plus. Il n'y a plus de temps. Saddam Hussein a dit qu'il désarmerait et il doit maintenant désarmer. »

Agents secrets. De son côté, le général Tommy Franks, chef du commandement central américain, a souligné hier que Bush « n'avait pas pris la décision d'entrer en guerre contre l'Irak », même si les forces armées américaines continuaient de s'y préparer. Toutefois, selon le *Los Angeles Times*, qui cite des sources kurdes, des agents secrets américains sont d'ores et déjà présents dans le nord de l'Irak, de facto autonome, pour préparer le terrain à l'éventuelle offensive que les Etats-Unis préparent contre le régime irakien. ●

J. - P. P.

Le scénario bien rodé de Saddam Hussein

Il devrait accepter le texte de l'ONU pour se poser en sauveur de la paix.

Simple chambre d'enregistrement des volontés du régime de Saddam Hussein, le Parlement a jeté hier un peu de poudre aux yeux en proposant, à l'unanimité, au terme d'une réunion extraordinaire, le rejet de la résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU sur le désarmement de l'Irak. Une proposition qui permet au président irakien d'essayer de sauver la face, en particulier envers les populations des pays arabes dont il se veut le champion, alors que sa décision est probablement prise. Même si 47 d'entre eux ont pris la parole au cours des débats pour critiquer la résolution qui, selon eux, viole la souveraineté de l'Irak et enfreint la loi internationale, les 250 députés irakiens se sont ensuite empressés de s'en remettre au raïs pour lui demander d'adopter l'action qu'il juge opportune dans l'intérêt du pays.

Contre-pied. D'ici le 15 novembre, le Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance dirigeante en Irak, présidée par le raïs, devrait donc prendre le contre-pied du Parlement et accepter cette résolution qui durcit le régime d'inspection de ses programmes d'armes de destruction massive, mais lui donne « une dernière chance » d'éviter une intervention militaire. Déjà, Oudaï Saddam Hussein,

le fils aîné du raïs qui passe pour un « faucon » au sein de la direction irakienne, a préparé le terrain, en adressant hier une lettre à la Chambre pour demander aux députés d'accepter la 1441. Cette mise en scène devrait s'achever par un discours de Saddam Hussein, coloré de panarabisme, au cours duquel il annoncera l'acceptation de la résolution au prétexte qu'il faut sauvegarder la paix dans toute la région. Selon un observateur de la vie irakienne, le raïs devrait notamment s'adresser à ses pairs arabes qui lui ont demandé avec instance, notamment ce week-end via la réunion des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe au Caire, de céder aux injonctions onusiennes. Hier, le président égyptien Moubarak est d'ailleurs revenu à la charge: « S'il y a une attaque en Irak, cela concernera tout le monde et mènera à des actes de terrorisme et de violence, qui n'arriveront peut-être pas immédiatement, mais cela procurera une occasion aux groupes terroristes. »

A ces chefs d'Etat, il devrait signifier qu'il a accepté d'aller à l'encontre des désirs de son peuple — que le

Parlement est censé représenter — pour accéder à leur requête. En contrepartie, il devrait leur demander de prendre leurs responsabilités pour faire face à la volonté de Washington qui cherche à le renverser. Il pourrait aussi, comme l'a fait valoir Oudaï dans sa lettre, leur demander d'exiger la participation d'experts et d'observateurs « arabes » aux missions des inspecteurs en désarmement de l'ONU.

Suspense. Grâce ce scénario bien rodé, déjà mis en œuvre lors de la crise internationale qui a suivi l'invasion du Koweït, Saddam Hussein échapperait à un rôle de vaincu pour se replacer dans un rôle de chef de la cause arabe, prêt à sacrifier les intérêts de son pays et de ceux de la Nation arabe pour la paix. Le raïs, qui n'avait hier soir toujours pas fait connaître sa réponse, a choisi de faire durer le suspense. Cela permet au régime de suggérer qu'il y a un débat au sein du CCR. La direction de l'Irak est effectivement collégiale, même si Saddam Hussein est sans cesse sous les feux de la rampe. « Avant toute grande décision, il y a toujours discussions au sein du CCR, même si c'est le président irakien qui, in fine, fait prévaloir ses vues », souligne une source diplomatique à Bagdad. ●

JEAN-PIERRE PERRIN

'We want to go to Sangatte or die,' warn asylum seekers sheltering in Calais church

Up to 100 refugees threaten to set themselves on fire in bid to get to UK

Jeevan Vasagar in Calais

Up to 100 asylum seekers claiming sanctuary in a Calais church threatened to set themselves on fire yesterday if they were refused permission to enter the Sangatte refugee camp.

Calais faces a mounting refugee crisis as asylum seekers arrive daily but the French authorities insist no newcomers would be allowed into the Red Cross camp.

Despite a recent crackdown on people smugglers operating

in Sangatte, refugees continue to head for the camp, regarding it as a first step to a new life in Britain.

One asylum seeker at the church doused himself in lighter fluid and tried to set himself on fire yesterday morning before the flames were beaten out by police officers.

Riot police surrounded the disused St Pierre and St Paul church, where Afghan and Iraqi Kurd refugees had been sheltering since Saturday.

The asylum seekers rejected an offer allowing them to claim asylum in France. Inside the church, one man was cheered as he shouted: "We want to go to Sangatte or die. We want to go to England or die."

Michel Heuzé, the French regional government official who is negotiating with the refugees, emerged from the church at midday to admit: "We don't have a solution. We have to find one." The official had offered the refugees a five-day reprieve in which they would be free to wander Calais without being arrested for vagrancy.

Bread and water

Responding to the offer, a man inside the church said: "Five days is not enough. We need a month to get to England."

The men in the church are living on bread, apples and water and sleeping on the wooden pews.

The building has been closed since January for renovation,

is unheated, and has only one toilet, which is overflowing despite attempts by the refugees to keep the church clean.

The refugees have been sheltering in the church since being evicted by police from a nearby sports centre at the weekend.

Three years ago, similar scenes of migrants sleeping in a Calais park prompted the opening of the Red Cross centre at Sangatte.

A local priest, Jean-Pierre Boutoille, who brought in a bag of croissants in the morning, said: "Sangatte does not welcome new refugees. But they continue to come. A hundred yesterday – and today?"

"The cold is coming and hunger takes hold, not to mention the psychological shock of the 'police welcome!'"

The refugees, who have paid an average of \$7,000 (£4,600) to be smuggled from their homes, are desperate to reach Britain and find work so they can repay their debts and support their families.

Mohammed Saeed, a 20-year-old Afghan who left the church and was barred from re-entering by police, said: "England has jobs, and they give you a passport early. The French government does not give you a passport."

"There is only war in Afghanistan, fighting every day."

Mohammed and up to 50 others have dosed down in the church car park while several hundred other refugees are sleeping rough in the streets.

The shelter in the church was arranged by local refugee action group CSUR,



A refugee walks past riot police officers guarding the church in Calais where asylum seekers are sheltering after the Red Cross camp closed to newcomers Photograph: Michel Spingler/AP

which is opposed to the French government's increasingly tough line on asylum seekers.

The spokesman Michael Dauvergne criticised the interior minister, Nicolas Sarkozy, who spoke recently of "sending a message to the world that we will not be taking in new refugees here".

Mr Dauvergne a 26-year-old teacher said: "We need to find a solution for everybody. Mr Sarkozy is very hard. We are afraid for these people."

The action group deny they have political motives, but there were signs of orchestration in the stand-off at the church.

Twice yesterday, the 12ft wooden doors of the church were thrown open to reveal a group of refugees posing for pictures with a stained glass crucifixion scene on the wall behind them.

On the second occasion a man standing in the centre held up a placard reading: "We want to go to Sangatte or to die."

The United Nations high commissioner for refugees is screening the existing 1,100 residents of Sangatte to decide which are genuine refugees. Britain will take half those given refugee status before the camp finally closes in April.

A Home Office spokeswoman said the crisis at the church was a matter for the French authorities. She denied that the mounting problems in Calais suggested that Sangatte should be reopened.

"It is increasingly difficult to get to the UK from northern

France illegally. There is increased security around the tunnel and the port.

"We believe closure of Sangatte was the right move. Sangatte acted as a magnet. With closure, the numbers of would-be illegal immigrants will decline."

A coach was parked outside the church all day waiting to take refugees to a camp at Arras, 40 miles to the south, where they will be able to claim asylum in France. Two refugees boarded the bus yesterday. Most of the men speak no French.

More on Sangatte at guardian.co.uk/refugees

The Guardian

November 13 2002

MATCH 14 NOV. 2002

KURDISTAN l'alliance sacrée contre Saddam

Ils attendent la bataille décisive d'une guerre commencée il y a plus de deux siècles. Les trois millions de Kurdes d'Irak, comme leurs frères de Turquie, d'Iran, de Syrie, ont toujours été de farouches opposants aux régimes centralisateurs. Mais aujourd'hui, ils ne revendiquent plus la naissance d'un Etat autonome, ils sont prêts à se battre pour l'établissement d'une démocratie fédérale à Bagdad, la seule forme de gouvernement qui pourrait sauvegarder leurs droits. Pour Paris Match, l'ancien ministre Bernard Kouchner a retrouvé ces hommes dont il a si souvent défendu la cause. Il a été surpris par la métamorphose du pays : sous la protection des patrouilles de l'aviation américaine et britannique, se sont apparus les premiers signes de la prospérité. On vit mieux aujourd'hui au Kurdistan que dans les régions contrôlées par Saddam Hussein.

Bernard Kouchner rencontre les hommes qui lui ont permis d'approcher le ligne de front. A 2 000 mètres d'altitude, à la frontière irakienne, les combattants kurdes font face aux islamistes qui, selon Bernard Kouchner, le Premier ministre kurde, sont en relation avec Saddam Hussein.
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL BERNARD KOUCHNER
PHOTOS BENOIT OYEBERGH



MATCH
AU NORD DE L'IRAK, PROTÉGÉS PAR L'AVIATION AMÉRICAINE, LES COMBATTANTS KURDES NE SE DÉCHIRENT PLUS MAIS BATISSENT UNE DÉMOCRATIE. OUI, BERNARD, AIDERA GEORGE BUSH DANS SA CROISADE CONTRE LE MAÎTRE DE BAGDAD



Un kilomètre sépare ces deux scènes. En haut, des réfugiés venus de la partie du pays encore occupée par les troupes. Pour eux, l'enfer est en guerre. En bas, c'est l'espoir de retrouver leur village. En bas, Bernard Kouchner croise une lycéenne locale. Jusqu'à la population kurde n'avait connu une si longue période de prospérité.



A la frontière avec l'Irak, le commandant des Peshmergas me montre les grottes des volontaires de Ben Laden. Je réalise que, si les Américains attaquent, les forces kurdes joueront le rôle des troupes de Massoud en Afghanistan

PAR BERNARD KOUCHNER

Le monde retentit d'une clameur : sus à Saddam Hussein qui cachera dans ses palais des armes interdites. Mais qui tente de protéger les populations irakiennes elles-mêmes contre ce tyran ? Des centaines de milliers de civils ont péri de son fait. Les Irakiens sont-ils condamnés à toujours souffrir ? S'il faut agir en Irak, c'est d'abord pour faire cesser les crimes du dictateur contre son peuple.

Je viens de passer dix jours au Kurdistan d'Irak, à l'invitation de mes amis de l'Union patriotique du Kurdistan, avec leur représentant à Bruxelles, Ahmed Barmani.

Les Français qui croient que les Kurdes vivent encore à l'âge de pierre seront étonnés. En Irak, les provinces kurdes du Nord se sont libérées à la faveur de la guerre du Golfe et, aidées par l'Onu, gèrent leurs propres affaires. Cette responsabilité assumée par des gouvernements efficaces autorise un développement qu'elles n'ont jamais connu. Université, écoles, hôpitaux, commerce, liberté de la presse, religion peu contraignante, activité culturelle, tourisme même : un boom immobilier et économique kurde contraste avec la pauvreté et l'oppression des populations soumises à Bagdad. Les Kurdes sauront-ils enseigner la démocratie dans la capitale ? Ils le souhaitent, prêts à participer, comme leurs cousins chiïtes, à un gouvernement provisoire. Et pour cela, ils demandent le secours des Nations unies et une résolution spécifique.

J'ai assisté aux débats d'un Parlement moderne qui accueille les élus des deux partis : l'Union patriotique du Kurdistan de Talabani, le Parti démocratique du Kurdistan de Barzani. On y discutait d'un projet de Constitution fédérale pour l'Irak.

« La liberté du Kurdistan passe par la démocratie à Bagdad, affirme Jalal Talabani. Et nous devons défendre cette démocratie nous-mêmes, aux côtés de nos alliés. »

Voici les réponses de mes amis kurdes à mes questions. Elles m'ont, une nouvelle fois, convaincu.

Est-ce l'embargo international qui tue les enfants irakiens ?

Suleimaniya, capitale de la région. Une ville étonnamment moderne, animée, embouteillée, commerçante. J'attaque brutalement : « Pourquoi vos enfants meurent-ils ? » Le directeur de la santé sursaute. « Pourquoi nos enfants meurent moins, voulez-vous dire ? Parce qu'on les vaccine, on améliore l'hygiène, on surveille les eaux et la nourriture. On les soigne mieux depuis quatre ans grâce à l'argent de la résolution 986 de l'Onu ! »

Le ministre intervient : « Voulez-vous les chiffres ? »

– Vos chiffres ? Comment les croire ?

– Vous êtes offensant. Non, les chiffres officiels, ceux de l'Unicef. »

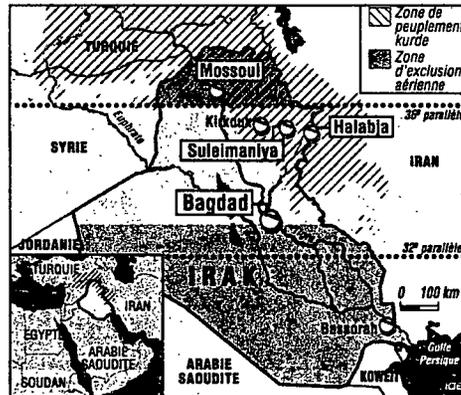
Le ministre me tend une série de courbes

portant le sigle international : « La mortalité infantile au Kurdistan est la plus basse de l'histoire de notre pays. Au-dessous de 5 ans, elle est de 68 pour 1 000, elle était de 82 pour 1 000 pendant la guerre avec l'Irak et de 89 pour 1 000 de 1989 à 1994. »

– Pourquoi dit-on, en France, que les enfants meurent de l'embargo ?

– Parce qu'à Bagdad on met la mort en scène. Parce que Saddam ne veut pas commander assez de médicaments et qu'il ne les distribue pas aux hôpitaux. Il utilise les maladies infantiles comme un instrument politique. Lui et les compagnies pétrolières offrent des billets d'avion à des faux témoins et à de vrais menteurs. Il récompense les associations avec des bons en pétrole qui les rendent immédiatement riches. C'est le responsable des maladies infectieuses qui parle.

Le ministre reprend : « En effet, hélas, on meurt plus à Bagdad que dans les zones libérées



Au sud du 32^e parallèle et au nord du 36^e s'étend une zone d'exclusion aérienne. Le Kurdistan a ainsi accédé à une sorte d'indépendance de fait qui fait rêver plus de 20 millions de Kurdes turcs, iraniens, syriens.

du nord du pays, là où nous nous servons nous-mêmes des médicaments qui nous sont remis. »

Le Dr Yadgar Hachman a 50 ans et les cheveux entièrement blancs. Il porte une cravate élégante, comme les autres membres du gouvernement kurde de la zone libérée de Suleimaniya, par principe, pour montrer qu'il désapprouve les barbes hirsutes et les cols ouverts, selon les canons d'une mode répandue dans la région. Il me reçoit avec ses directeurs. Tous parlent anglais, allemand ou suédois. Ils ont fait des études dans divers pays : mélange des cultures européennes et kurde. Le ministre me dit que les enfants de ces exilés découvrent l'islam avec étonnement. Voyant les aînés à barbe grise s'incliner vers La Mecque pour la prière, certains pensent qu'il s'agit d'un sport !

« Mais ces enterrements de Bagdad, ces cris de la foule ? »

– A Bagdad on hurle comme on vote : sur

commande. Si on ne vote pas, si on ne crie pas, votre nom est rayé de la liste du quartier par le représentant du parti Baas. Et vous ne recevrez plus rien de l'Onu.

– Ne me dites pas que l'Onu est aux ordres !

– Au terme de la résolution 986, c'est le gouvernement irakien qui fait les listes.

– Ces enterrements d'enfants, quand même...

– Hélas, il y en a. Mais les médecins des hôpitaux de Bagdad ont l'ordre de tenir les cadavres d'enfants dans les chambres froides. On les enterre par groupes sur ordre du gouvernement et les manifestations de rue sont alors organisées.

– Le manque d'antibiotiques est une invention, selon vous ?

– C'est le ministère de la Santé de Bagdad qui passe les commandes. Il n'y a jamais eu d'embargo ni en médicaments ni en vivres. L'Onu ne fait que contrôler les listes demandées par Bagdad, sans surveiller la distribution. Pour les provinces kurdes, libérées de l'autorité de Bagdad, nous recevons 13 % du total, alors que nous représentons 23 % de la population.

– Pourquoi ne trouve-t-on rien à Bagdad ?

– Les médicaments se retrouvent dans les circuits privés, dans les pharmacies ou les cliniques, au prix fort, ou bien dans les pays voisins. Saddam Hussein fait stocker les médicaments au lieu de les distribuer. La résolution 986 a été signée avec le gouvernement "légal", pas avec ses victimes. L'O.m.s. n'a pas le droit de visiter un hôpital sans sa permission et avec un accompagnateur du gouvernement ! Sauf chez nous, au Kurdistan. »

« Avec cet argent que nous recevons de l'Onu, ajoute le ministre, nous avons ici construit des hôpitaux. Nous en avons 7 et 43 dispensaires. Nous en avons 21 et 293 dispensaires. Et plus de 1 000 écoles supplémentaires. »

A Suleimaniya, fief de la gauche kurde, on respecte les cultures et les coutumes. La presse compte plus de 30 publications, il n'y a pas de censure, l'alcool est en vente libre. Les femmes sont rarement voilées. A l'université, sur 7 500 étudiants, les filles sont majoritaires. La polygamie est interdite par la loi ainsi que les crimes d'honneur. Dans l'Irak de Saddam Hussein, polygamie et crimes dits d'honneur – pour adultère surtout – sont acceptés.

« Vous allez encore m'examiner comme une curiosité, vous allez vous apitoyer puis vous repartirez et les survivants continueront à mourir dans leur solitude ! » La jeune femme de Halabja tremble de colère. Sa silhouette est couverte de voiles, on ne voit que son visage et ses mains fines. Elle hurle : « Je vous ai déjà vu une fois ici, avec Danielle Mitterrand et qu'est-ce que vous avez fait pour nous ? Une école, je sais, mais pourquoi revenir : pour encore me faire pleurer sur nos morts ? (suite page 56) »

Les relations de Saddam avec Al-Qaïda remontent à 1994. A l'époque, les terroristes avaient quinze camps sur le territoire irakien affirme l'ayatollah Hakim

(suite de la page 55) Pourquoi votre pays soutient-il Saddam Hussein? Et vos French Doctors qui sont partis, hein, pourquoi?» Je ne peux pas lui dire nos efforts, les obstacles sur le chemin du Kurdistan, les visas impossibles à obtenir. Mais comme elle a raison et comme nous sommes égoïstes! Elle a été brûlée sur tout le corps, opérée en Iran et en Norvège. Sa famille entière, 11 personnes, figure parmi les 5 000 habitants de la ville morts presque instantanément le 16 mars 1988, quand des avions irakiens ont bombardé, tôt le matin, cette bourgade au pied des montagnes sur la frontière iranienne. Ces appareils, dont certains avaient été vendus par la France, larguèrent d'abord des bombes classiques puis revinrent l'après-midi avec des armes chimiques. C'était la première fois depuis la Première Guerre mondiale. Un mélange de sarin, de VX et de phosgène, dira-t-on plus tard. A cette époque, l'Irak était notre allié. On disait «notre ami Saddam», et ceux qui tentaient d'aider les populations irakiennes martyrisées passaient pour des traîtres ou des illuminés.

HALABJA, LA VILLE MARTYRE : ICI, JE CROIS A UN IRAK OÙ LES KURDES DEMAIN SERONT LE FERMENT DE LA DEMOCRATIE

La jeune femme se souvient de l'odeur de fruit acide, elle élève encore la voix. Tahsin Ali, fils d'imam, est médecin. Les religieux ont repris de l'influence dans la région. «Bush et Saddam se valent, me dit-il. En 1988, tous les pays ont fermé les yeux, Saddam était l'allié des Américains contre l'Iran. Aura-t-il fallu le 11 septembre pour qu'on se souvienne de l'existence du monstre? J'en veux à ces pays riches d'être aussi lâches.»

Je marche dans les rues de Halabja. Depuis ma visite en 1992, la ville a été comme ravagée, mais les accrocs demeurent visibles. Les ruines sont plus impressionnantes que les maisons neuves, la bibliothèque, le centre social, l'école financée par la fondation de Danielle Mitterrand. Handicap International a bâti un centre modèle de réadaptation et de prothèses.

Sur la petite place veille une sentinelle de pierre et de glaise représentant un père qui tente de protéger son fils des vapeurs toxiques.

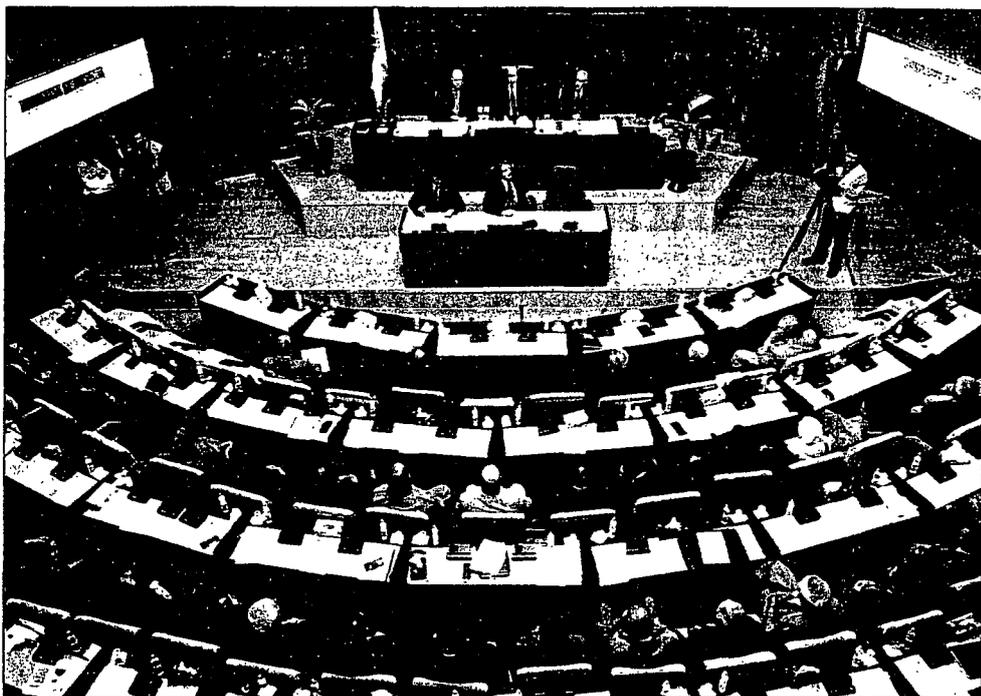
On dit du maire de Halabja, barbe et cravate, qu'il est un musulman modéré. Nous marchons encore silencieux de la mairie au cimetière. Il s'arrête devant une des fosses communes. Derrière un petit mur, un terrain vague où pousse une herbe maigre. Quinze cents corps furent enterrés là, qu'il fallut entasser à la hâte. L'homme étend ses deux paumes vers le ciel. Il explique la solitude des victimes et s'indigne du soutien international à l'assassin. Je lui réponds que je crois à un Irak où les Kurdes, demain, seront le ferment de la démocratie. Il évoque le pire des crimes de Saddam dans sa campagne de purification ethnique :

Anfal. Selon le verset coranique, Anfal veut dire butin. Tout appartient aux vainqueurs : biens matériels et êtres humains.

En 1988, entre Kirkouk et Suleimaniya, les troupes irakiennes enlevèrent et déportèrent les Kurdes, femmes et enfants surtout. Les filles furent prostituées de force et vendues dans les Emirats du Golfe ; 182 000 personnes furent portées disparues. On cherche toujours les fosses communes. Les pays occidentaux fermèrent les yeux. L'Arabie Saoudite et le Koweït renflouèrent les caisses. Peu reconnaissant, Saddam, en août 1991, envahit le Koweït. Pour le pétrole, les puis-

de leurs liens avec Al-Qaïda. L'un d'eux mimera pour Benoit Gysenbergh l'attentat suicide qu'on lui avait ordonné de commettre (voir encadré).

On me propose de voir de près les extrémistes musulmans qui tiennent certains villages frontaliers. Une route impossible vers les sommets. Il pleut et, dans deux semaines, la neige rendra la piste plus dangereuse encore. Nous sommes à 2 000 mètres au-dessus de la plaine ocre, dans la vallée de Darashir. Les garnisons de peshmergas, les combattants kurdes, et de soldats réguliers se font plus nombreuses. Le commandant et le ministre Saidi nous expliquent qu'ils sont 700 et



Les habitants de la région autonome du Kurdistan sont les seuls Kurdes à avoir leur Assemblée. Elle se tient à Irbil. Les sièges sont répartis entre représentants de l'Union patriotique, U.p.k., et du Parti démocratique, P.d.k.

sances réagirent. Au détour de la guerre du Golfe, les populations irakiennes elles-mêmes libèrent leur pays : 12 provinces sur 18 tombèrent aux mains des partis démocratiques et des chiïtes. L'Amérique de Bush Senior, la France et la Grande-Bretagne prirent peur. De quoi? De la démocratie? Ils confortèrent l'assassin. Comme dans le cas des taliban afghans, ils préférèrent le pire des dictateurs à l'inconnue démocratie.

Le président Bush n'a pas convaincu l'opinion publique internationale des liens entre l'organisation de Ben Laden et les services secrets irakiens. Qu'en pensent leurs victimes - les Kurdes et les chiïtes? Pour ces derniers, par la bouche de l'ayatollah Hakim, dont la famille a été décimée, les liens sont évidents. Barham Salih, le Premier ministre du gouvernement régional de Suleimaniya, a échappé de peu, en mars dernier, à un attentat organisé par des membres d'Al-Qaïda. Cinq de ses gardes du corps furent tués.

Saddam Hussein s'appuie-t-il sur les réseaux Ben Laden? Au Kurdistan, on en est sûr. Dans la prison de Suleimaniya, quatre prisonniers parlent

qu'une première bataille à l'arme lourde, puis au corps à corps, a permis de repousser ces islamistes vers sept villages à l'exacte limite de l'Iran, où ils peuvent se réfugier à tout moment. Les Kurdes ne souhaitent pas déclencher un conflit avec leur puissant voisin et il faut négocier. Les échanges de coups de feu et de mortiers sont fréquents.

Ces groupes armés que nous observons en contrebas se nomment Ansar al-Islam (les soutiens de l'Islam). Ils sont en rapport direct avec Ben Laden. Cent cinquante d'entre eux seraient venus récemment d'Afghanistan. Le commandant des peshmergas nous désigne les routes et les grottes qu'ils occupent. Leurs villages ont adopté la loi de l'islam des taliban. Ils ont monté un réseau de transports et se livrent à des attentats au Kurdistan.

Selon Barham Salih, le Premier ministre, ces extrémistes entretiennent des liens étroits avec Saddam Hussein qui poursuit dans toute la région sa politique de nettoyage ethnique aux dépens des Kurdes et des Turkmènes. Il affirme que ces villages ont été préparés pour servir de re-

fuge aux volontaires de Ben Laden. Barham Salih dit que «le débat sur l'Irak doit traiter de liberté et de tolérance. Le monde civilisé doit intervenir pour sauver le peuple irakien de la tyrannie et de la dictature. C'est cet objectif qui doit guider les opérations, et non la critique de la politique des Etats-Unis».

Si les Américains décident d'attaquer Saddam, les forces kurdes joueront le rôle qui fut celui des troupes de Massoud en Afghanistan.

Les Kurdes veulent libérer Kirkouk, leur capitale, occupée par une forte garnison de l'armée irakienne, qui y poursuit un véritable nettoyage ethnique appelé «arabisation». La route de Kirkouk se poursuit vers Bagdad. Qui arrivera le premier dans la capitale, les forces chiïtes de l'ayatollah Hakim massées en Iran, ou les forces démocratiques des Kurdes? La course est lancée. En cas de guerre, le débat sur la nécessité d'un mandat de l'Onu deviendra pressant. Kurdes et chiïtes en comprennent l'importance.

A Téhéran, je rends visite à l'ayatollah Hakim, le chef des chiïtes irakiens, réfugié en Iran depuis la guerre. Petite maison bien gardée au sol de marbre blanc, dans un quartier périphérique de l'immense capitale. Le ministre des Affaires étrangères iranien a annoncé que ses soldats pourront utiliser le sol iranien comme base arrière pour attaquer Saddam. Le vent tourne, les Iraniens se rapprochent des Américains.

Hakim se veut libéral, il parle de droits de l'homme et de société civile. Son visage est doux, ses yeux malicieux, mais un ayatollah peut toujours en cacher un autre.

«Cinquante personnes de ma propre famille ont été tuées par Saddam Hussein. Cinq de mes frères, sept de mes neveux. Je n'ai pas entendu le monde occidental.

- N'avez-vous confiance qu'en les Américains?

- Non. J'étais proche de la position française sur le rôle de l'Onu. Mais je crains que ce ne soit une échappatoire. Si la France ne veut pas opter pour un changement de régime en Irak, alors plus personne ne sera d'accord avec elle. Son attitude est ambiguë. Vous, la France, vous avez fait voter la résolution 688 sur l'ingérence, pourquoi ne pas la joindre au document discuté au Conseil de sécurité?

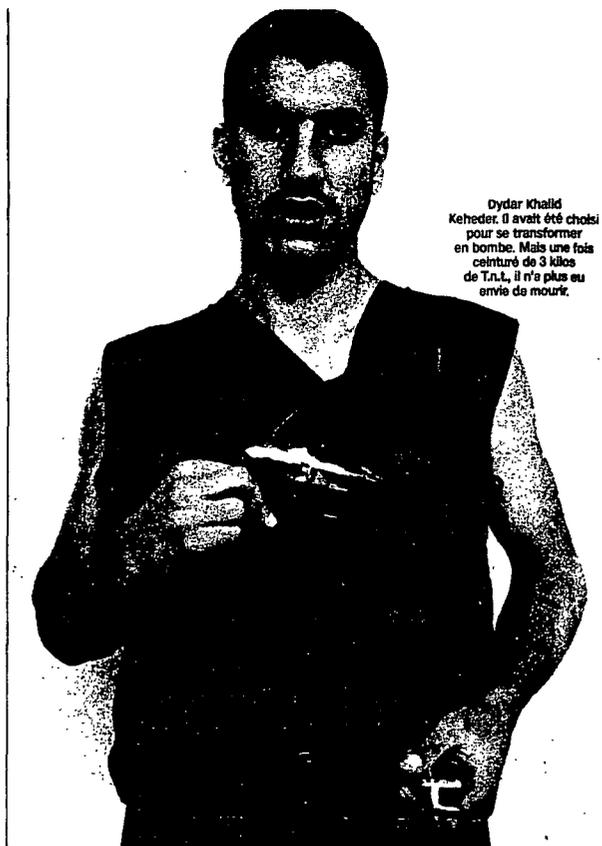
- Saddam entretient-il des rapports avec Al-Qaïda?

- Bien sûr. Leurs relations remontent à 1994. Al-Qaïda avait quinze camps sur le territoire irakien, près de l'Arabie Saoudite, et un quartier général à Zaïfaraniya.

- Comment voyez-vous l'avenir en cas d'éviction de Saddam? Avec un mandat de l'Onu ou des Américains?

- Les Américains sont indispensables pour l'action, l'Onu pour installer la démocratie. Nous avons des propositions pour un gouvernement provisoire de technocrates et un conseil des représentants... A bientôt à Bagdad, Docteur? ■

Bernard Kouchner publie «Le premier qui dit la vérité» (éd. Robert Laffont).



Dydar Khalid Keheder, il avait été choisi pour se transformer en bombe. Mais une fois ceinturé de 3 kilos de T.n.t., il n'a plus eu envie de mourir.

La confession d'un kamikaze repent

Dans le bureau du directeur de la prison de Suleimaniya, Dydar Khalid Keheder, 19 ans, a accepté de revêtir la ceinture d'explosifs avec laquelle il a eu l'intention de se transformer en bombe vivante, il y a deux ans. Et il a raconté à notre photographe Benoit Gysembergh, son histoire. Originaire d'Arbil, ce fils de militaire kurde engagé dans l'armée irakienne fréquentait la mosquée de la ville. C'est là qu'il a rencontré un compatriote de 26 ans qui l'a convaincu de rejoindre un maquis islamiste. A la frontière de l'Irak et de l'Irak, dans des montagnes imprenables, Ben Laden voulait créer un nouveau foyer d'activité terroriste, le responsable en était Abdullah al-Chafi. C'est ainsi qu'à quelques kilomètres de chez lui le jeune Dydar a retrouvé 500 à 700 combattants, selon les estimations, au sein desquels vivait une bande à part, 150 anciens d'Afghanistan qui formaient les commandos d'élite.

Dydar s'est entraîné pendant sept mois au bout desquels on l'a convoqué pour lui parler des 72 vierges qui, au paradis, attendent les martyrs d'Allah. Il avait été choisi pour se transformer en bombe vivante, et commettre un attentat suicide devant le Q.g. des

peshmergas, à Said Sadeq, à 7 kilomètres au nord de Suleimaniya.

Le 16 juin 2000, le jeune homme se rend au domicile d'un complice intégriste chez qui il passe la nuit, et qui le conduit le lendemain devant le camp des combattants kurdes. Il se présente à l'entrée. Mais il a peur. Il n'a plus envie de mourir ni de tuer des gens qu'il ne connaît pas. Les gardes qui l'observent trouvent sa conduite étrange et lui demandent ce qu'il veut. Il leur avoue qu'il est ceinturé de 3 kilos de T.n.t. Il est aussitôt plaqué à terre et neutralisé.

Dans la prison de Suleimaniya, ils sont plusieurs extrémistes, comme lui. D'autres ont été arrêtés alors qu'ils tentaient de rejoindre le maquis islamiste. Parmi eux un Français.

Les islamistes tiennent 13 villages en Irak. Une ligne de front les sépare des Kurdes. Des obus sont échangés régulièrement. Aujourd'hui, on ignore si ces extrémistes islamistes sont armés par l'Irak ou par l'Irak de Saddam. En cas d'attaque, il leur suffit de se réfugier de l'autre côté de la frontière iranienne. Une coordination entre Kurdes et Irakiens permettrait de les déloger facilement. ■

Iraq accepts UN resolution on return of inspectors

But letter to Annan stops short of full commitment

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

WASHINGTON: Iraq said Wednesday that it had accepted "without conditions" the UN Security Council resolution that sets in place a tough new regime of weapons inspections to begin next week.

"We are always opting for the path of peace," the Iraqi ambassador to the United Nations, Mohammed Douri, told reporters.

That acceptance, two days before a Friday deadline, will permit the return of a first team of UN inspectors on Monday, the first such team allowed in Iraq since 1998. They will be there under Security Council Resolution 1441, passed unanimously Friday, which President George W. Bush has said can only be flouted on risk of war.

The official U.S. response to Iraq's acceptance was one of skepticism.

"We've heard this before from Saddam Hussein," said Scott McClellan, a White House spokesman. "Now we need to see it by Saddam Hussein's actions. The onus continues to be on Saddam Hussein."

Douri, the Iraqi ambassador, delivered a formal letter of acceptance from Foreign Minister Naji Sabri to the office of Secretary-General Kofi Annan. Annan was in Washington, where he was to meet with Bush. Douri vowed cooperation, saying that Iraq was acting to save its own people, and the region, from war.

But the letter stopped short of a clear commitment to abide by all of the UN terms and to accept anything inspectors might do. Iraq "will take into consideration" the conduct of inspectors and considers that "safeguarding our people's dignity, security, independence" is a "sacred duty." The Washington Post reported.

"We don't understand why it takes nine pages of diatribe to say 'yes,'" a senior State Department official told The Associated Press. "We're going to have to look at it very carefully to see if they in fact do say yes."

Bush reiterated Wednesday that the United States would show "zero tolerance" for any Iraqi failure to cooperate. He said he would tolerate no "deception or denial or deceit" from President Saddam Hussein.

Iraq's acceptance of the UN resolution was not unexpected, although the Iraqi Parliament on Tuesday had unanimously rejected it, in an exercise decried by the Bush administration as a charade intended for the Iraqi public.

Saddam, left even more isolated than

in the past by the 15-to-0 Security Council vote — even Syria, a hard-line Arab state, joined in — made no public comment about the letter.

Whether Baghdad decides now to cooperate fully, or test inspectors' patience and play for time, its acceptance of the resolution meant it had passed a first UN hurdle. That should buy it at least 25 days' leeway before a next deadline arises.

Many questions hover over that period about the extent to which Baghdad will accommodate inspectors in pursuit of biological, chemical and nuclear weapons programs, and about what level of nonresponsiveness the United States and other Security Council members might tolerate. Those issues could cause strains within the council.

Douri made an assertion Wednesday which, if repeated when Iraq formally declares the extent of its banned weapons programs and delivery systems to the UN, in a report due by Dec. 8, could be viewed as a "material breach" justifying war: He said that Iraq had no such programs.

Iraq thus finds itself in the position either of having to make itself a liar by declaring on Dec. 8 that it does have banned programs, or maintaining its denials and facing the wrath of a U.S.-led coalition.

Washington has promised to discuss any Iraqi defiance at the Security Council before deciding whether to act against Baghdad.

The United States and Britain have catalogued hundreds of suspicious sites and reportedly want inspectors to focus on about 100 of them to begin with. They have said abundant evidence, gathered by satellite and other means, points to ongoing efforts by Iraq to develop weapons of mass destruction.

The Iraqi letter charged that Bush and Prime Minister Tony Blair of Britain — Bush's "lackey," the letter called him — had fabricated the allegations against Iraq. It said that their "lies and manipulations" would be exposed.

Because Iraq has had four inspection-free years to conceal its weapons factories and laboratories, and because of an 11-year history of Iraqi flouting UN resolutions, Britain and the United States say the burden is on Iraq to fully report all weapons sites.

It is unclear how, in practice, any differences between the Western-compiled lists and those supplied by Baghdad will be resolved.

But McClellan said Wednesday that the UN resolution made it clear that "any false information or omissions are considered" as "a further material

breach."

Still unknown is how aggressively inspectors may seek to test Iraqi compliance by focusing on highly sensitive sites, which the resolution permits them to visit without restriction, including presidential compounds and mosques.

The United States has urged a very aggressive approach.

If war is declared, Defense Department planners hope it begins before mild early-year temperatures have passed.

The United States and Britain have been building up forces in the region, and are thought to be aiming for a possible war as early as the beginning of the year.

Secretary of State Colin Powell told an ABC-TV interviewer that a judgment of Iraq's compliance could be months away. "We will have to make a judgment at some point in the future, when the inspectors report, as to whether or not we believe we are getting to the truth or not," he said.

In some ways, Saddam's cooperation — or apparent cooperation — could complicate U.S. attempts to balance the inspections track with the war preparations. "The more cooperative Iraq is," said General Wesley Clark, the former North Atlantic Treaty Organization supreme commander, "the more complicated things will be for the Pentagon."

Other UN member-countries, Clark noted on CNN, might not consider minor Iraqi violations to rise to the level of a *casus belli*.

Should Iraq fire a single missile at a U.S. or British warplane over the northern or southern flight-exclusion zones, as it has done scores of times, this technically would violate the new resolution.

The Iraqi letter clears the way for the arrival Monday in Iraq of an advance team of inspectors, led by the chief UN inspector, Hans Blix, in charge of biological and chemical inspections, and Mohamed El Baradei, who heads the International Atomic Energy Agency, which is in charge of nuclear inspections.

Herald INTERNATIONAL Tribune

November 14, 2002

Saddam accepte la résolution de l'ONU

Isabelle Lasserre

Finalement, c'est oui. Et même un oui sans conditions. Après 24 heures de suspens, le Conseil de commandement de la révolution (CCR), dirigé par Saddam Hussein, a accepté la résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui durcit le régime des inspections.

La nouvelle a été annoncée, un jour avant la date limite, par l'ambassadeur d'Irak à l'ONU, qui a remis la lettre d'acceptation de son gouvernement, signée par le ministre des Affaires étrangères, au Secrétaire général des Nations unies. « *Cela fait partie de notre politique qui est de protéger notre pays, de protéger la nation, de protéger notre région de la menace d'une guerre qui est réelle* », écrit Najî Sabri.

Saddam Hussein est donc passé outre la recommandation des députés, qui avaient recommandé mardi, à l'unanimité, le rejet d'une résolution jugée « *injuste* » et « *mauvaise* ». Mais les experts et les responsables de l'ONU s'en doutaient. La décision du Parlement, considéré comme une « *chambre d'enregistrement* » par George Bush, qui a parlé

mardi de « *théâtre politique* », n'avait pas inquiété outre mesure les capitales occidentales. Signe que le chef de l'Etat s'apprêtait sans doute à plier, son fils Oudaï avait exhorté les parlementaires à entériner le texte de l'ONU. Quant aux médias locaux, qui se font d'ordinaire l'écho de la vie politique officielle, ils avaient curieusement passé sous silence, hier, l'avis négatif du Parlement.

Selon les termes de la résolution, Bagdad a désormais trente jours pour soumettre la liste détaillée de tous ses programmes d'armements aux inspecteurs de l'ONU, dont les éléments précurseurs se rendront sur place dès lundi prochain.

C'est Hans Blix, le chef du programme d'inspection des armements des Nations unies, qui sera chargé de décider si les

autorités irakiennes satisfont ou non aux conditions posées par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Saddam Hussein n'aura cette fois pas droit à l'erreur. Au moindre faux-pas, le régime irakien s'expose en effet à de « *graves conséquences* », une intervention militaire américaine. La résolution du Conseil de sécurité, considérée comme une concession par Washington, accorde une « *dernière chance* » à l'Irak. Mais les autorités américaines l'ont encore répété cette semaine : elles feront preuve d'une « *tolérance zéro* » face à au moindre écart de Bagdad. « *S'il choisit de ne pas désarmer, nous le désarmerons. Cela devrait être clair pour Saddam Hussein et pour*

tout le monde... La résolution ne nous empêche pas de faire ce qui doit être fait... », a déclaré hier George Bush quelques minutes avant l'annonce de l'ambassadeur irakien. La marge de manœuvre de Saddam Hussein n'a sans doute jamais été aussi réduite. S'il agit avec finesse, il peut éviter la guerre. C'est la version optimiste. La pessimiste a cependant davantage de partisans. Notamment aux États-Unis, où les analystes s'attendent à ce que le raïs irakien cherche à préserver son arsenal en jouant à cache-cache avec les inspecteurs de l'ONU, comme il l'a déjà fait après la guerre du Golfe en 1991.

A Washington, les responsables américains ne se font

guère d'illusions. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a encore émis des doutes lundi sur le fait que les inspections de l'ONU puissent aboutir au désarmement de l'Irak. « *Cela va être très dur pour les inspecteurs de trouver quelque chose* », a dit Rumsfeld, affirmant que le régime irakien avait dispersé ses armes illégales en les enterrant profondément.

Il a davantage confiance dans les forces armées américaines qui sont, dit-il, « *parfaitement capables de changer ce régime, de trouver ces armes et de les détruire* ». Ne manque plus que le prétexte.



L'ambassadeur d'Irak à l'ONU a remis la lettre d'acceptation de son gouvernement, signée par le ministre des Affaires étrangères, au Secrétaire général des Nations unies. (Photo Reuter.)

En dépit d'une unanimité de façade contre une intervention américaine en Irak, les Iraniens sont partagés sur la politique à adopter.

Et l'Iran dans tout ça?

par MOHAMMAD-REZA DJALILI

15 NOVEMBRE 2002



A lors que l'éventualité d'une guerre contre le régime irakien est toujours évoquée, il faut essayer de comprendre la position iranienne. Pour qui entreprend cet examen, ce qui frappe c'est qu'en dépit d'une hostilité officielle affichée à l'égard d'une attaque américaine en Irak, le point de vue iranien est très complexe. Il y a un décalage entre la société et le pouvoir sur cette question et, à l'intérieur même du séraï islamique, l'unanimité n'est que de façade.

La frontière irano-irakienne est la plus longue frontière internationale de l'Irak et, depuis la disparition de l'Union soviétique, c'est aussi la plus longue frontière terrestre que l'Irak partage avec l'un de ses voisins. Mais l'importance de cette frontière ne réside pas uniquement dans ses dimensions, elle s'explique aussi du fait que, sans être tout à fait étanche, elle représente la ligne de démarcation entre la plaine de Mésopotamie et le plateau d'Iran, entre le monde arabe et le monde iranien et, dans le passé, entre l'Empire ottoman et l'Empire perse. Du temps de ces deux empires, durant des siècles, un des enjeux majeurs de la rivalité entre Ottomans sunnites et Persans chiïtes situés dans les villes de Mésopotamie. La formation de la ligne frontière actuelle entre l'Irak et l'Irak est en grande partie la résultante de l'évolution des rapports de forces entre les deux empires musulmans prémodernes.

Pour des raisons historiques et à cause des liens religieux qui unissent la majorité chiïte d'Irak à l'Etat iranien, comme le relève très justement Pierre-Jean Luyard, «aucun pays, même arabe, ne bénéficie en Irak d'une influence comparable à celle de l'Iran». Cependant, depuis l'indépendance de l'Irak, officialisée en 1932, ce pays est très rarement parvenu à entretenir avec son voisin iranien des relations sinon amicales du moins normales. Ces relations, que l'on peut qualifier allègrement de relations de mauvais voisinage, ont été marquées de tensions, d'accrochages aux frontières et même d'une sorte de «guerre froide» durant les années 1969-1975. Ce n'est qu'à partir de 1975, après la signature de l'accord d'Alger, mettant un terme aux contentieux frontaliers, que les tensions entre les deux pays ont connu une période d'accalmie. Après la révolution islamique de 1979, en dépit du fait que Khomeïny avait trouvé refuge durant près d'une quinzaine d'années en Irak – ou peut-être justement à cause de ce séjour –, les rapports entre les deux Etats se sont détériorés.

Si à l'époque du Shah, malgré leur mésentente, l'Irak et l'Irak étaient parvenus à éviter un conflit armé ouvert, il en ira tout autrement avec le régime des ayatollahs, théoriquement arabophile et surtout révolutionnaire comme le régime baasiste irakien. Le 22 septembre 1980, Saddam Hussein donne l'ordre à ses troupes d'attaquer l'Irak. Ainsi débute la guerre Iran-Irak, qui va durer huit ans, causer la mort de centaines de milliers de personnes, entraîner des dommages matériels évalués à plusieurs centaines de milliards de dollars.

Si la responsabilité du déclenchement de cette première guerre du Golfe, comme d'ailleurs celle de la deuxième, revient entièrement à Saddam Hussein, cela ne déresponsabilise pas le régime islamique qui par ses provocations a contribué au lancement du conflit et surtout à son prolongement, une fois l'Irak ayant récupéré, en 1982, l'essentiel de son territoire. Au-delà de ses causes immédiates, cette guerre s'explique aussi par l'existence de multiples litiges frontaliers – essentiellement sur le Shatt al-Arab –, de controverses sur les résidents d'origine iranienne vivant dans les villes saintes

et expulsés régulièrement, la question kurde, les différends dans la région du golfe Persique, etc.

En tout état de cause, c'est autour de considérations contradictoires qu'une politique iranienne face à l'évolution de la situation en Irak doit être élaborée. Ainsi, les responsables iraniens ne peuvent faire l'impasse sur un certain nombre de données.

Ils doivent en premier lieu tenir compte du fait qu'aucun dirigeant étranger depuis au moins deux siècles n'a fait plus de mal au peuple iranien que Saddam Hussein. Même si certains islamistes au pouvoir aujourd'hui en Iran minimisent l'importance du sentiment national iranien en mettant l'accent uniquement sur ses attaches religieuses, il est plus qu'évident que les Iraniens, comme tout autre peuple, ne peuvent oublier de sitôt leurs morts, leurs handicapés à vie, les destins de familles bouleversées, les villes, les industries, les

Une des craintes du régime iranien est qu'en augmentant les capacités de production du pétrole irakien, les Américains fassent baisser le prix du baril.

routes, écoles et hôpitaux détruits par un régime qui, quatorze ans après la proclamation du cessez-le-feu, détient encore des prisonniers de guerre, ne reconnaît pas ses responsabilités, n'a jamais évoqué des possibilités d'indemnisation... Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que de nombreux Iraniens se réjouissent de l'éventualité de disparition du régime de Saddam Hussein, tout en ayant à la fois de la compassion pour le peuple irakien, première victime du dictateur de Bagdad, et une distance critique par rapport à la politique américaine à l'égard de leur propre pays.

Un autre aspect non négligeable à prendre en considération est qu'avec la disparition du régime de Saddam Hussein, l'une des menaces stratégiques

les plus dangereuses pour ce pays disparaîtrait en même temps. En effet, les armes de destruction massive dont disposerait le régime irakien sont d'abord dangereuses pour les voisins de l'Irak et parmi ceux-ci, en premier lieu, pour l'Iran. Si durant les années 1980, Bagdad n'a pas hésité à utiliser ses missiles et armes chimiques contre les populations iraniennes, rien ne prouve qu'il n'en sera pas encore de même au cas d'une nouvelle confrontation armée entre les deux pays. De plus, au niveau régional, un Irak militairement affaibli est en soi un gain stratégique pour l'Iran.

Par ailleurs, l'installation d'un nouveau régime à Bagdad ne peut être pour l'Irak pire que celui de Saddam Hussein, mais dans l'hypothèse où ce régime, comme le promettent les Américains, serait de nature démocratique et laïque, il aurait un impact positif en Iran même où des couches de plus en plus nombreuses de la société expriment leur ras-le-bol et aspirent, comme le montrent beaucoup d'indices, à la démocratisation, à la sécularisation, à la sortie d'un régime clérical qui les étouffe. Ceci évidemment n'est pas du goût du régime islamique.

Ceci étant, et malgré l'existence de points de vue divergents au sein du régime islamique par rapport aux conséquences

d'une intervention américaine en Irak, les responsables de premier plan du pouvoir, comme Khamenei, Khatami et Rafsandjani, s'accordent sur plusieurs arguments.

L'intervention et ensuite la présence américaine en Irak complètent l'encerclement de l'Irak. En effet, installés au sud du pays dans la zone du golfe Persique depuis le début des années 1990, les Américains sont aujourd'hui présents à l'est en Afghanistan et au Pakistan, au nord dans les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale et en Géorgie. A l'ouest, la Turquie, membre de l'Otan et proche allié des Etats-Unis et d'Israël, est depuis longtemps accessible aux forces

américaines. Avec la présence américaine en Irak, la boucle est bouclée. Cette situation contribuera non seulement à renforcer l'isolement politique de l'Irak, mais aura aussi pour conséquence une réduction considérable de ses capacités d'actions stratégiques.

Sur le plan économique également, la levée des sanctions qui pèsent sur la production pétrolière de l'Irak et l'implication des sociétés pétrolières occidentales dans la remise en marche et la modernisation des installations irakiennes auront pour effet d'augmenter considérablement la capacité de production de l'Irak dont les réserves prouvées sont à l'heure actuelle plus importantes que celles de l'Irak. Cette situation peut rapidement avoir une incidence importante sur le marché pétrolier international et contribuer à faire baisser les prix du pétrole. Dans ce cas, la situation économique chancelante de l'Irak irait en s'aggravant, ce qui ne manquerait pas d'avoir des conséquences néfastes sur le plan social et politique à l'intérieur du pays. Une autre crainte du régime est que le nouveau pouvoir irakien n'opte pour un fédéralisme réel donnant une grande autonomie aux régions et aux ethnies, surtout au Kurdistan. Cette situation pourrait avoir des effets aussi sur les minorités kurdes iraniennes et renforcer les tendances autonomistes à l'intérieur de l'Irak, même si la configuration historique et nationale de l'Irak est très différente de celle de l'Irak.

Enfin, il existe aussi une crainte rarement avouée mais néanmoins réelle, celle de l'effet domino. Si les Américains réussissent en Irak pourquoi ne pas passer au pays suivant placé sur la liste de l'axe du Mal tel que défini par George Bush?

Ceci dit, certains esprits font le raisonnement suivant: qu'on le veuille ou non, les Etats-Unis sont malgré tout les alliés naturels de l'Irak. Hier ils ont débarrassé l'Afghanistan des talibans, antichiiites et anti-iraniens, et demain ils débarrasseront le régime islamique de Saddam Hussein, ce que Téhéran n'est pas parvenu à faire en huit ans de guerre. Les plus machiavéliques pensent qu'à terme les Américains finiront par s'enliser dans les deux pays et qu'alors l'heure viendrait pour le régime islamique de jouer ses cartes à la fois en Afghanistan et en Irak. Vu la situation à l'intérieur même de l'Irak, ce pari semble des plus risqués ●

Mohammad-Reza Djalili est professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales et à l'Institut d'études du développement, à Genève. Dernier ouvrage paru: «Iran: l'illusion réformiste» (Presses de Sciences-Po, 2001).

Cinq tués dans des combats entre l'UPK et Ansar Al-Islam



ERBIL (Irak), 11 nov (AFP) - 21h34 - Cinq personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées dans des affrontements la semaine dernière entre combattants de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) et d'Ansar Al-Islam (les Partisans de l'islam) dans le Kurdistan, a rapporté lundi un journal kurde.

"De violents affrontements ont opposé la semaine dernière des hommes armés kurdes et des partisans d'Ansar Al-Islam dans le village de Zamaque, proche de la frontière irako-iranienne", a indiqué le journal Hawlati, publié dans la ville de Sulemaniya, dans le Kurdistan.

Selon le journal, "trois (membres) de l'UPK et deux d'Ansar Al-Islam ont été tués dans les affrontements, qui ont également fait des blessés dans les deux camps".

Le groupe Ansar Al-Islam, basé dans le Kurdistan irakien, est soupçonné de liens avec le réseau terroriste Al-Qaïda, d'Oussama ben Laden.

Pour sa part, l'hebdomadaire kurde Jamawar a indiqué que les services de sécurité à Erbil, dans le Kurdistan, avaient "démasqué" un réseau lié à Ansar Al-Islam dans cette ville, et arrêté quatre de ses membres.

"Les autres membres de ce réseau ont pris la fuite pour se réfugier dans la ville de Mossoul", dans le nord de l'Irak, contrôlée par le pouvoir central de Bagdad, selon le journal.

"D'importantes quantités d'armes et de munitions ont été saisies" par les services de sécurités kurdes, a poursuivi l'hebdomadaire.

L'UPK de Jalal Talabani et le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani contrôlent le Kurdistan irakien, qui échappe totalement au pouvoir de Bagdad depuis la guerre du Golfe, en 1991.

Suspendue du barreau pendant un an pour avoir utilisé le mot "Kurdistan"



ISTANBUL, 20 nov (AFP) - 14h09 - La vice-présidente de l'Association turque des Droits de l'Homme (IHD), Eren Keskin, a déclaré mercredi qu'elle avait été suspendue pour un an de ses fonctions d'avocate par le barreau d'Istanbul.

Me Eren Kekin a expliqué lors d'une conférence de presse à Istanbul qu'elle avait été condamnée en 1997 pour "propagande séparatiste" par une Cour de sûreté de l'Etat - verdict confirmé en 1999 par la Cour de cassation - pour avoir utilisé le mot "Kurdistan" dans une interview accordée en 1997.

La peine de 13 mois de prison n'avait jamais été appliquée, faisant l'objet d'une amnistie conditionnelle de 3 ans et devenue caduque le 3 septembre dernier en l'absence de toute autre condamnation.

Mais, sur requête de la Direction des affaires juridiques du ministère de la Justice, le conseil de discipline du barreau d'Istanbul a décidé le 24 septembre, trois semaines après expiration du délai de péremption, d'appliquer la sanction administrative qui accompagnait la condamnation au pénal.

Me Keskin a dénoncé une décision "illégal", indiquant qu'elle engagerait un recours devant le tribunal administratif, mais sans grand espoir de voir la décision cassée.

"Il est scandaleux et honteux qu'un juriste soit condamné par ses propres confrères pour ses seules opinions", a estimé l'avocat Kemal Ertas, présent à la conférence de presse.

Bien que non appliquée, "ma condamnation fait d'ores et déjà l'objet d'un recours devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme, et cette nouvelle décision ne fera qu'augmenter les indemnités que devra payer l'Etat turc", a-t-elle commenté.

Or, cet Etat turc que certains saluent pour sa laïcité et sa «modernité» s'est construit par l'exclusion alors que l'Europe se veut modèle d'intégration.

Depuis 1915, les Arméniens attendent la reconnaissance d'un génocide que les Turcs nient avec l'aplomb que leur confère la certitude que l'Occident ne leur en tiendra pas rigueur.

C'est que l'Etat turc a toujours su jouer du chantage économique pour faire

avancer ses intérêts, et, vis-à-vis de la France, troisième exportateur d'armes conventionnelles, les arguments étaient de poids. Le lobby pro-turc s'est bien sûr empressé de saluer les «énormes» progrès constitués par l'abolition de la peine de mort et la reconnaissance des langues kurde et arménienne (*quid* du laze et de l'araméen parlé par les Assyro-Chaldéens?). Le million et demi d'Arméniens génocidés et les grévistes de la faim

morts dans les prisons et dont la presse ne parle plus apprécieront. Les Arméniens, de l'autre côté de la frontière, ne risquent pas de venir parler arménien en Turquie, puisque la frontière est toujours fermée par les Turcs qui veulent asphyxier le jeune Etat arménien. Oui, l'Europe va dilapider son budget et perdre son âme à «intégrer» cette Turquie-là.

Michel Abrahamian
(Carpentras)

ANOTHER KURDISH ISLAMIC MILITIA -- JUST WHAT IRAQI KURDISTAN NEEDS

RFE/RL IRAQ REPORT Vol. 5, No. 38,
15 November 2002 By David Nissman

The formation of another Kurdish Islamic army, announced by the Kurdistan Islamic Group (KIG) in its newspaper "Komal" on 19 October, adds another element of instability to the region. The accompanying unrest was heightened by a report from the Al-Sulaymaniyah newspaper "Hawlati" on 11 November ("RFE/RL Newslines," 12 November) noting a clash between forces of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Ansar al-Islam in which three peshmerga (militia of the PUK) were killed as were two members of the Ansar al-Islam. It will be recalled that the Ansar al-Islam (Supporters of Islam) is an offshoot of the Jund al-Islam (Army of Islam) which also began as a military force of the KIG. The question must be asked: why does the KIG need an army?

On the surface, the answer is easy: the KIG needs an army to fight with the PUK because the main strength of the KIG is on the territory controlled by the PUK. In the past, KIG armed groups have been supported by Iran, and are based in the region closest to Iran. The best known locality in this region is Halabcha, which was gassed by Iraq in 1988 and resulted in 5,000 deaths (the town still has lingering effects from the attack) and is heavily under the influence of Iran. There had been, and is, an agreement with Iran that the PUK would not interfere with the rights and authority of the Muslim groups on its territory. In 2001, Iran warned the PUK not to attack any of these Islamic groups, according to Harem Jaff in KurdishMedia.com of 12 September 2001.

But the configuration of power in the region has changed. This was largely brought about by the rapprochement between Jalal Talabani's PUK and the Kurdistan Democratic Party (KDP), which permits a greater degree of coordination and collaboration between troops of the formerly opposing Kurdish factions. It also weakens Iran's position as a powerbroker between the Muslim groups and the PUK. Most important, the situation has the potential to bring Iranian armed forces in contact with, if not confrontation with, Turkish armed forces, which have roamed freely over KDP territories for several years.

History should not be forgotten: for 200 years Ottoman and Iranian armies fought each other for control of the territory of Iraqi Kurdistan. Now there is another threat of an invasion, namely an invasion led by U.S.-coalition forces of Iraq itself, if Baghdad fails to comply with the latest UN resolutions on weapons inspections. It should be borne in mind that any invasion of Iraq could come from the north, that is, over the territory of Kurdistan. In an interesting note, Jalal Talabani, secretary-general of the PUK, earlier this month denied meeting Iranian officials and discussing the elimination of the Ansar al-Islam, although he did admit meeting Muhammad Baqir al-Hakim, who heads the very powerful Shi'ite movement in southern Iraq, the Supreme Council for the Islamic Movement in Iraq (SCIRI). What actually was discussed between the two is still unknown (see "RFE/RL Iraq Report," 8 November 2002). But if a discussion was held on the elimination of the Ansar al-Islam, it would have been to the point. The Ansar, as was mentioned earlier, is an outgrowth of the Jund al-Islam, and Mala Bapir, the emir of the KIG, decided to create a new army (jund). This decision was taken by the KIG in mid-October. In other words, he is recreating the very same type of organization which he earlier condemned.

Yet the Al-Sulaymaniyah newspaper "Kurdistani Nuwe" reported on 9 November that Jalal Talabani said that "Iran has promised to help us to drive out the terrorist anti-Islam supporters [meaning the Ansar al-Islam] from the border area that is under their control." He said further that "this group is hostile to the U.S., the Kurdish people and the people of the Middle East. We have not requested help from the U.S. We hope to deal with this problem with the help of our brothers in Iran in order to cleanse the area from this terrorist group. The Iranian brothers have promised to offer us help to carry out this plan."

Talabani also stressed the point that he had conveyed a message to Turkey, Iran, and Syria that the "Kurds are determined to remain within the framework of Iraq because the Kurds support a united Iraq with a parliamentary, federal and democratic regime, and do not support any secessionist movement."

The primary worry of Turkey and Iran, the most important and lasting players in the region, is the development of a movement in the direction of Kurdish independence because of the size of their own Kurdish minorities who might find some fuel for their own nationalistic tendencies in an independent Kurdistan formed from part of Iraq. When one considers that Iraq is a relatively new country, in the sense that it was formed only in the period after 1920 after the loss of the empire by the Ottomans, in this sense it is up for grabs.

In this context, one must ask what Mala Bapir and his KIG want. The creation of another Muslim militia, perhaps radicalized like the Jund al-Islam and its successor the Ansar al-Islam, can only stimulate neighboring powers, such as Turkey and Iran, to make their own claims to the area. One thing is clear: the creation of this new militia, or army, will not be a force for stability.

L'Irak avant la tempête

Les Irakiens, résignés et inquiets, se préparent au pire. Leur allégeance au régime est souvent une pure façade. Reportage

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
OLIVIER WEBER

A Kirkuk comme ailleurs en Irak, une double menace étreint les « sujets » du raïs de Bagdad. Celle des cieux et celle des greniers vides. La menace des cieux, c'est l'attente du déluge de feu. La résolution 1441 sur le désarmement irakien votée aux Nations unies le 8 novembre vaut mise en demeure, qui donne une dernière chance à Saddam Hussein pour désarmer avant une intervention militaire américaine. Une résolution perçue comme un blanc-seing, aussi, par la Maison-Blanche, qui aurait déjà planifié une attaque massive avec une mobilisation de 250 000 hommes (voir encadré p. 54). L'autre menace, c'est la pénurie, les garde-manger béants, malgré la richesse de la contrée, et d'abord celle de ses entrailles : l'or noir du Nord qui, avec les gisements du Sud, place l'Irak au deuxième rang des réserves mondiales.

A la sortie de Kirkuk la poussiéreuse, à l'approche des montagnes kurdes, au-delà d'un champ de terre ocre où joue au football une kyrielle d'adolescents dépenaillés, on aperçoit un puits de pétrole en feu. L'épaisse fumée se dégageant de ces collines désertiques, résidu de l'huile qui se consume, ne dérange pas le moins du monde les habitants du hameau voisin, affairés à bricoler et à nettoyer leur pas de porte. Ici, dans ce carré de maisons modestes, bataillent rebuts de naphte et grains de sable à la tombée du jour. Puis le feu s'éteint et, dans les masures, le silence s'installe. Le nuage sombre qui surgit de cette terre meurtrie n'est rien au regard de l'ombre du « système Saddam » qui s'insinue tel le vent jaune jusqu'au cœur des Irakiens.

Dans ces parages de Kirkuk se mē-

lent toutes les fanfaronnades du régime baasiste et les peurs de la société irakienne. Ici se croisent sunnites arabes, fidèles du clan Saddam, Kurdes – ils sont majoritaires – et Turkmènes. Pour devancer la délation, ce nerf de la dictature, on en rajoute sur le chapitre de la soumission à Saddam Hussein, présenté, c'est selon, comme « l'Oncle », « le Grand », « le Président ». Les langues sont prolixes pour mieux se dédouaner d'une accusation. Certains y croient, la plupart non. Le maître de Bagdad a beau jouer les mentors du monde arabe, le grand ordonnateur de ce vent de délation, il n'est qu'un roi en sursis, fût-il assis sur les derricks de Kirkuk – l'Irak, peuplé de 24 millions d'âmes, exploite 11 % du pétrole mondial, pour un revenu de 12 milliards de dollars en 2001. Vue de la ville septentrionale, la forteresse irakienne semble aussi fragile que les murs de ses demeures, lézardés par le temps et la frénésie de la dictature.

Au seuil de sa maison en construction, un sergent de l'infanterie, 31 ans, claironne qu'il attend l'ennemi américain de pied ferme. Tandis qu'un voisin assure, sous le manteau, que tous les habitants de la ville n'espèrent qu'une

chose, la curée, la fin du potentat. Cet employé d'une compagnie pétrolière en veut pour preuve l'hypocrisie des piliers du régime, les nantis, les hauts fonctionnaires, les officiers. « Ils savent que leur régime a des pieds d'argile. Cette guerre, si elle survient, sera la dernière de Saddam. » Et de montrer le puits de pétrole qui vient d'éteindre ses flammes : « Nous sommes assis sur un trésor et Saddam a fait de ce pays un enfer. »

Kirkuk, la ville kurde plongée dans l'attente de la guerre, est à l'image de l'Irak. Traverser le pays de « l'entre-deux-fleuves », l'ancienne Mésopotamie, aux derricks rouillés et aux routes défoncées, c'est errer dans un royaume de la terreur, voyager dans un fief du silence. C'est voir surgir à tout moment les attributs du pouvoir totalitaire, champs de pétrole, garnisons à foison, et les symboles de l'effroi : affiches à la

gloire du maître de Bagdad, slogans du dictateur, postes de contrôle aux abords des villes. Comme la fumée noire du derrick et le vent jaune du soir, trésors et peurs se confondent.

La ville, dont les pieds baignent dans l'hydrocarbure, sait qu'elle est en première ligne. « C'est ici que les Américains



« Ils savent que cette guerre, si elle survient, sera la dernière de Saddam. »

Les plans du Pentagone

Le Pentagone est prêt à mener une guerre en deux temps contre l'Irak : d'abord contre le régime et ensuite contre l'armée, si vraiment il le faut. Les derniers plans connus et, dit-on, approuvés par le président Bush prévoient une première offensive destinée à ébranler les piliers du pouvoir de Saddam Hussein : bombardements des palais présidentiels, des forces de sécurité et des sites supposés

receler des armes de destruction massive. Cette première phase aérienne devrait durer moins d'un mois.

Parallèlement, les forces américaines et britanniques prendraient pied en Irak dans trois régions : l'Ouest, pour établir très vite une zone tampon dans le désert qui éviterait des attaques chimiques ou bactériologiques contre Israël ; le Nord, pour chercher

le soutien des Kurdes ; le Sud, pour obtenir celui des chiites. L'invasion des zones périphériques serait accompagnée d'une vaste campagne psychologique en direction de l'armée irakienne pour l'inciter à rendre les armes ou à les retourner contre Saddam.

Cette première phase ne devrait pas faire, ou peu, de victimes civiles, ce qui devrait reconforter l'opinion internationale et signaler aux Irakiens que cette attaque n'est pas dirigée contre eux mais contre leurs leaders.

Les choses deviendraient beaucoup plus complexes si, à l'issue de cette première salve, le

régime et son armée résistaient toujours. L'état-major envisage maintenant une force de 250 000 hommes pour « finir le job », c'est-à-dire, le cas échéant, aller jusqu'à Bagdad pour déposer Saddam Hussein. C'est beaucoup plus que les 75 000 soldats envisagés dans un premier temps, mais le général Tommy Franks, qui dirigerait les opérations, a beaucoup insisté. Il redoute plus que tout des combats de rue dans Bagdad ou Tikrit, où la supériorité technologique

américaine serait moins décisive. Le chiffre de 250 000, soufflé dans l'oreille de la presse américaine au lendemain du vote de la résolution, est-il un coup de bluff pour faire flancher Saddam, ou au moins son armée ? Un haut responsable militaire cité par le *New York Times* prévient : « Nous n'avons pas l'intention de tuer beaucoup de soldats irakiens, mais nous le ferons s'ils sont assez stupides pour se battre. » ■ **Jean-Bernard Cadier** (à Washington)

lanceront leur offensive, dit un médecin de l'hôpital Saddam, qui gagne une misère, 18 euros par mois. Ils balayeront les champs pétrolifères. Et dans la ville il y aura d'innombrables dégâts. On sera très vite débordés... » Il y a ceux qui ont déjà préparé leurs bagages, dans le plus grand secret, pour fuir vers une campagne désolée, une maison de famille, une montagne avoisinante. Il y a ceux aussi qui se disent prêts à se battre, à l'instar d'Ahmed, 23 ans, mécanicien, enrôlé dans l'armée populaire Al-Qods (Jérusalem), comme plus d'un million d'autres Irakiens. Sa mission ? Défendre Kirkuk, puis Bagdad, point de confluence des armées de Saddam Hussein. La tactique est claire : déclencher une bataille de rues, attirer l'ennemi dans le piège de la guerre urbaine.

Il y a aussi les profiteurs, les riches familles qui ont joué de l'embargo, ont sauté les frontières, ont ramené à Kirkuk et Bagdad les produits de luxe pour le plus grand bonheur, non du peuple, mais des *elgnia gdud* (nouveaux riches), privilégiés qui attisent les rancœurs des déshérités. Tel Ahmed Aziz, antiquaire opulent qui guette les familles sans le sou, résolues à se débarrasser de leur héritage, qu'il revendra à bon prix aux clients qui déboulent en Mercedes. « Ceux-là, on les hait », dit un architecte au chômage contraint de travailler dans les champs pour survivre et gagner 25 000 dinars par mois (12 euros).

En finir avec cette comédie

Cette attente de la guerre, Kirkuk la vit à la fois avec bonheur et anxiété. A entendre les doléances de la rue, il s'agirait



Repères

Superficie : 434 000 km²
Population : 24 millions d'habitants
Capitale : Bagdad
Monnaie : dinar irakien
PNB/hab. : 820 \$ (France : 21 410 \$)
Pétrole : 11 % des réserves mondiales
Langues : arabe, kurde, syriaque

Composition ethnique : Arabes, 75 à 80 %, Kurdes, 15 à 20 %, Turkmènes, Assyriens
Religions : musulmans, 97 % (chiïtes, 60 %, sunnites, 35 %), chrétiens, 3 %
Président de la République : Saddam Hussein, depuis juillet 1979.

de faire vite. Non pas seulement ébranler le régime, mais liquider son raïs. En finir avec cette vaste comédie qui commence dès les premiers mots, les badges affichés au revers de la veste, les autocollants « J'aime Saddam » sur les pare-brise. A Kirkuk veillent les agents en civil et la soldatesque à chaque coin de rue. « Ils terrorisent aujourd'hui, mais certains prennent des gants, dit un chauffeur de taxi. Ils savent que le peuple, sinon, leur fera la peau. »

A Tikrit, antre du système Saddam, nul besoin de pression psychologique : ici, aux sources du clan, le régime se consolide de lui-même, lié à l'enfant du pays par une communauté de destin - Saddam est né dans un village voisin,

Al-Auja, interdit d'accès. Dans ce bourg de béton étalé sur la route des plateaux désertiques, berceau du raïs mais également de Saladin, vainqueur des Francs en Terre sainte au XII^e siècle, les fidèles de Saddam se préparent à l'ultime combat. A l'entrée de la ville, une immense fresque surmonte la route, qui dépeint un Saddam Hussein aux commandes d'une triple bataille, celle d'Al-Qadissiya contre les Perses au VII^e siècle, celle de Saladin ferrailant devant Jérusalem aux mains des Francs, et celle du Koweït en 1990-1991, surnommée Omar al-Mariq (la Mère de toutes les batailles). Plus loin, un porche gigantesque garde l'entrée du palais du président, surmontée de deux cavaliers à l'effigie de Saddam. Le palais, qu'un guide propagandiste s'évertue à présenter comme un entrepôt à grains, est vide, tout comme l'hôtel Saddam, qui domine la luxueuse résidence. Au troisième étage, les chambres offrent un point de vue imprenable et inoubliable sur les deux visages du pouvoir saddamien : richesses incommensurables et grande solitude.

A l'université de Tikrit, à la sortie nord de la ville, ensemble de bâtisses en béton sur le sable bordées par un amphithéâtre à ciel ouvert, le recteur adjoint chante les louanges du président, « l'amour du peuple, notre cœur à tous », mais ne dit mot sur la ville, dont le nombre d'habitants demeure secret. En contrebas, la rangée de 4 x 4 sur le parking indique l'aisance des professeurs, soigneusement triés sur le volet. « Etre étudiant à Tikrit, indique un professeur d'histoire de Bagdad, c'est montrer que l'on gravite autour du clan et que l'on



Devant une bijouterie, à Bagdad

« Nous sommes assis sur un trésor et Saddam a fait de ce pays un enfer. »

► s'approche de Saddam. Les retombées en sont encore plus grandes. »

Enseignant du secondaire de 50 ans, Ahmed Rachid Kalaf, lui, est confiné au rôle de thuriféraire du régime sans en toucher les prébendes. Devant le sépulcre de l'imam Al-Arbein, mort au VII^e siècle durant la bataille contre les Perses, un monument de briques traditionnelles, reconstruit sur l'ordre de Saddam Hussein en 1993, l'enseignant, rondouillard et volubile, clame que son président bien-aimé est le digne continuateur des rois de Babylone et que lui rêve de mourir en martyr sous le feu ennemi, « afin de lutter contre l'arro-

gance américaine ». Dans la cour du monument, il vante les qualités de Tikrit, siège du renouveau, et défile dans ses mots tout le passé glorieux de l'Irak dont Saddam serait le dépositaire, depuis Sumer et la Mésopotamie, berceau de la civilisation, « plus grand empire du monde », le Bagdad des Abbassides, « cité de la paix » où affluaient les savants du monde entier. Pur produit du système, affilié au clan des Douri, dont est issu le numéro deux du régime, Izzat Ibrahim, l'enseignant vit chichement. Pour survivre, ce passionné de la Révolution française, qui connaît son Robespierre sur le bout des doigts, fa-

brique des confiseries et des chocolats vendus aux enfants du coin.

Au sortir du tombeau, une atmosphère étrange semble envelopper Tikrit, « le dernier bastion à tomber », avertit un observateur occidental. Comme si le cœur n'y était plus. Comme si la propagande avait tiré ses dernières cartouches, dans l'attente du grand jour. Les jardins verts dispersés sur cette lande rocailleuse prouvent que Tikrit ne manque jamais d'eau. Mais, sitôt passé la dernière arche à la gloire de Saddam, cavalier dressé sur un destrier blanc, suivi de près par des cohortes de fantassins porteurs de missiles, on aperçoit des sacs de sable, tandis qu'une vieille Chevrolet bleue, qui lâche des volutes de gaz d'échappement, roule à contresens. Nul doute que la citadelle du dogme irakien se prépare elle aussi à vivre un état de siège dans une bataille que n'arrêteront plus les rentes claniques, l'une des clés du régime.

« Les enrichis de la guerre »

A Bagdad, l'attente de la guerre engendre des comportements paroxystiques. D'un côté, le peuple des Bagdadis, certes nationaliste mais brisé, qui a reçu double ration sur les cartes de ravitaillement et vit grâce à la débrouille, les seconds emplois le soir, le commerce de pacotille. De l'autre, les nantis du régime, entrepreneurs inféodés à Saddam, riches familles qui déambulent dans les restaurants huppés des bords du Tigre et de la rue Arasat, ceux que l'on appelle aussi les « enrichis de la guerre ». Au restaurant Al-An-

L'énigme de l'après-Saddam

Dans la roulette irakienne, qui sortira du lot ? L'après-Saddam a beau être planifié par les stratèges du Pentagone, il manque une donnée clé : le successeur. Trop de candidats se pressent aux portes. Et nul Hamid Karzai pour l'heure à l'horizon.

Afin de tenter de remédier à leurs divisions, les caciques de l'opposition vont se réunir à Bruxelles du 22 au 24 novembre.

Seront présents les deux chefs kurdes, Jalal Talabani et Massoud Barzani, ainsi que les représentants du Congrès national irakien d'Ahmad Chalabi et un envoyé de l'ayatollah chiite Hakim, protégé des Iraniens. Au total, 35 formations. Fait nouveau : les Kurdes veulent avoir leur part du gâteau. « Avant, dit le conseiller et représentant spécial de Talabani, Ahmad Bamar-

ni, ancien député au Parlement kurde, Bagdad ne nous intéressait pas. Désormais, si ! Car les Kurdes veulent rester en Irak. » Les deux partis kurdes, l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Talabani et le PDK (Parti démocratique) de Barzani, affirment posséder assez d'armes, issues des stocks de 1991, lorsque l'armée irakienne a détalé des montagnes du Nord,

pour s'avancer vers Bagdad. Un scénario à l'afghane, avec des troupes débarquant de la montagne ? Plusieurs capitales européennes pencheraient pour cette hypothèse.

Au menu de la conférence de Bruxelles : les négociations sur un partage du pouvoir et un statut éventuel de fédération. Des représentants américains seront là. Nul doute qu'ils pèseront de tout



Massoud Barzani et Jalal Talabani ■

leur poids pour tenter de faire taire les dissensions. Dans les montagnes kurdes, selon plusieurs sources, les agents et émissaires des Etats-Unis

chargés de reconnaître les lieux, d'installer des moyens de communication et de former des éclaireurs sont déjà à pied d'œuvre. O. W.

► nab, au-delà des magasins Hugo Boss et Sony, où un repas équivaut au salaire mensuel d'un petit fonctionnaire, la terrasse est comble. Au cours de ce mariage aisé, des jeunes femmes se déhanchent tandis que des hommes boivent de l'arak, bouteille cachée sous la table afin de respecter l'interdit. Dans la senteur des narguilés à la pomme fraîche ou au soda Seven Up à 2 euros, les clients éméchés, fils de la nomenclature de Bagdad, riches commerçants et bénéficiaires de l'embargo, dansent devant le chanteur Samir, chemise ouverte sur poitrine velue, dont le registre

plaintes lancinantes. « *Que cette dictature meure au plus vite*, souffle un informaticien. *Ici, plus personne n'y croit.* »

La débrouille, c'est aussi la revente des moindres trésors, tels ces livres bradés au marché aux puces d'Al-Mutanabi, à deux pas de la rue Rachid, où l'un des fils de Saddam, Oudal, fut victime d'une tentative d'assassinat. Sur ces étals, on découvre pêle-mêle un dictionnaire d'hébreu-arabe, un livre sur Hitler, un autre sur la poupée Barbie, ainsi que divers manuels scolaires. Étudiants dans une faculté privée de géographie à 45 euros l'inscription annuel-

l'inscription annuelle. L'un pratique le bodybuilding sans modération à 2 000 dinars par semaine – soit 1 euro –, l'autre lit tout ce qu'il trouve. Quant aux cinémas, mieux vaut les éviter si l'on veut se changer les idées : au Babel, on donne cette semaine-là « Opération Condor », tandis que la salle voisine projette « Zone de danger ».

Aux antipodes de la ville, près de la grande mosquée Kadimiya, Haydar, 13 ans, a dû abandonner l'école voilà sept ans pour nourrir les siens – trois frères et deux sœurs – en vendant des cigarettes chez un kiosquier, à deux pas de la rue des bijoutiers où abondent les bracelets en or. « *L'Irak est un pays riche où vivent beaucoup de pauvres*, dit le portefaix haut comme trois pommes en nettoyant sa boutique ambulante. *C'est peut-être normal, après tout...* » Son rêve : apprendre à lire et à écrire pour ne plus être aveugle dans sa ville.

Atmosphère de fin de règne

Contre celui qui se proclame prophète en son pays, digne descendant de Mahomet, le peuple des aveugles gronde, en silence et à sa manière. A Saddam City, banlieue dure de Bagdad, les vols sont de plus en plus fréquents. « *La délinquance juvénile a doublé en quelques années*, dit un éducateur. *Et encore, nos chiffres sont sous-évalués...* » Jeunes filles livrées à la prostitution, cambriolages dans les beaux quartiers de plus en plus spectaculaires, détournements de matériels d'entreprise sont monnaie courante, alors que 30 % de la population vit au-dessous du seuil de survie. « *Tout cela est nouveau*, souffle l'éducateur. *Comme si on vivait une fin de règne...* »

A Babylone, devant le palais en partie reconstruit des anciens rois, une autre forteresse domine la plaine de ses pierres ocre et de ses immenses terrasses. C'est l'une des résidences de Saddam Hussein, bâtie sur une colline pour mieux démontrer la filiation du raïs, qui se veut le nouveau Nabuchodonosor, avec l'empire de jadis. « *Lui ne se fait jamais annoncer* », dit craintivement un ingénieur qui vit dans la ville voisine. Même si, là-haut, les lampadaires brillent, le maître de céans n'est pas présent ce soir dans son décor de carton-pâte. En contrebas, au sein des ruines de Babylone, ce ne sont pas les jardins qui sont suspendus mais le temps. Aux abords du palais de Saddam, château kitsch et cible facile, entre mythe babylonien, gloire vantée et déchéance désirée, nul ne sait qui sera le prochain convive ■



Le restaurant branché Al-Annab, à Bagdad

Le peuple des Bagdadis a reçu double ration sur les cartes de ravitaillement...

s'étend de Frank Sinatra à Michael Jackson, en passant par le rap et Madonna.

Pour la façade, la cause est entendue : « *Saddam, le Soleil des pays arabes, représente le peuple, donc le peuple ne peut le critiquer* », énonce doctement Basen Saleh Al-Jeishi, universitaire rencontré dans la ville de Samarra, devant un des lieux saints du chiisme, au retour d'une assemblée protocolaire en présence du raïs. Mais la réalité est autre : dans cette atmosphère de silence, la consigne est d'attendre que « le Bagarreur » (Saddam) se débusque et que le régime s'effondre. Les classes moyennes ? Paupérisées, voire broyées, sous les contraintes de l'embargo, fût-il allégé, et sous l'inertie du régime, davantage affairé à financer ses armées qu'à semer les graines du développement. A l'instar d'une affiche du potentat qui se craquelle sous les bourrasques du Sud, la chape de plomb laisse percer de temps à autre des

le, sise dans une maison où beaucoup restent debout faute de chaises, Tarek et Abdelrahman, en chemise blanche et pantalon rapiécé, viennent acheter sous ces arcades vieillottes aux balconnets lézardés des brochures mal photocopiées avant de rejoindre leurs boulots respectifs, serveur de restaurant et employé dans une bijouterie. A 22 et 23 ans, ils n'ont connu que la guerre et la pénurie. Conflits avec l'Iran, de 1980 à 1988 – 1,5 million de morts –, avec le Koweït et le monde occidental, en 1990 et 1991 – des milliers de morts –, puis l'embargo.

A la faculté, les professeurs leur parlent souvent de la prochaine bataille, et enseignent les méthodes d'évacuation et de traitement des blessés. Eux ont été enrôlés de force dans la milice populaire Al-Qods, après une formation d'un mois. Ils n'ont aucune idée de leur avenir, mais s'attendent à saisir bientôt leur fusil. Les loisirs ? Ils sont

Le Congrès des opposants irakiens n'aura pas lieu à Bruxelles

C'EST DÉSORMAIS CERTAIN : les opposants irakiens ne pourront pas tenir de congrès en Belgique. Le chef de cabinet de Louis Michel, le ministre belge des affaires étrangères, en a informé, vendredi 15 novembre, Borhan Gaf, le représentant à Bruxelles du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'une des six formations de l'opposition irakienne à l'origine du projet.

L'objectif des organisateurs étant de discuter de « l'après-Saddam Hussein », il est en contradiction avec la position de la Belgique, qui a toujours réclamé le désarmement de Bagdad et non le renversement du régime irakien, a déclaré au *Monde* le porte-parole du ministère belge des affaires étrangères, Jean-Philippe Rousseau. Bruxelles a toujours œuvré pour l'adoption par l'ONU d'une résolution qui permette de désarmer l'Irak. C'est désormais chose faite, et le gouvernement belge entend laisser les Nations unies jouer leur rôle sans interférence.

Le coup est rude pour les organisateurs, qui avaient prévu de réunir du 22 au 25 novembre dans la capitale belge leurs assises, les premières de cette importance depuis dix ans. Des chambres avaient même été réservées dans un hôtel à l'intention des quelque 200 personnes

supposées y participer. Jeudi, ils avaient annoncé que la rencontre serait différée, les autorités belges ayant fait valoir, selon eux, qu'elles ne disposaient pas d'un délai suffisant pour la délivrance des visas. Ils espéraient qu'un report de deux semaines permettrait de régler le problème. Leur espérance fut vaine.

« REVIREMENT » DE LA BELGIQUE

Les deux parties donnent des versions différentes de la genèse de cette affaire. Selon une source de l'opposition irakienne, des contacts préliminaires avaient été pris avec le ministère belge des affaires étrangères dès le début du mois de septembre et Bruxelles avait alors indiqué que le congrès pourrait se tenir à titre « privé » pour peu que les demandes de visas soient faites dans un délai raisonnable de trois semaines à un mois avant la réunion.

Selon cette version, les autorités belges, tout en refusant de discuter du congrès lui-même, ont confirmé leur accord dans la deuxième semaine d'octobre et assuré que des mesures seraient prises pour accélérer la délivrance de visas aux intéressés.

Nouveau rebondissement mardi 12 novem-

bre : reçu au ministère des affaires étrangères belge, le comité chargé de préparer le congrès s'est entendu dire qu'aucune dérogation spéciale ne serait faite pour la délivrance de visas aux participants. Après le refus net et clair qui leur a été communiqué vendredi, les organisateurs s'interrogent sur les raisons de ce qui, à leurs yeux, est un « revirement » de la Belgique.

L'administration chargée du dossier irakien a été saisie pour la première fois de ce projet de congrès le 10 octobre, affirme pour sa part le porte-parole du ministère belge des affaires étrangères. Il s'agissait alors d'une idée dont les paramètres, la nature, l'objectif et la date, n'étaient aucunement définis. C'est seulement le 5 novembre que les organisateurs ont fourni des données précises, qui ont permis au ministre de prendre une décision.

En optant pour la Belgique, les organisateurs souhaitaient prendre une certaine distance, fût-elle formelle, avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne qui prônent ouvertement le renversement du régime irakien. Il est fort probable à présent qu'ils doivent se replier sur Londres.

Mouna Naïm

Herald Tribune INTERNATIONAL November 16-17, 2002

The right war strategy ■ By Ralph Peters

Saddam can be beaten in four days

The U.S. war to oust Saddam Hussein's regime began this week — with a series of newspaper reports outlining America's military strategy. Normally such leaks would be met with howls from the Pentagon that the media had betrayed the military by publishing U.S. secrets. But this time it was different. The Department of Defense wanted summaries of its war plan published. It was the beginning of a psychological operation to convince the Iraqis that we Americans are serious, we're coming and we mean to win.

Leaking parts of the plan was intended, above all, to reach Saddam's military commanders, to convince them not to give orders to employ weapons of mass destruction, to suggest they drag their feet and jump sides at the earliest opportunity and to persuade them to fear us more than they fear Saddam.

Second, broadcasting the plan was meant to assure the Shiites in the south, the Kurds in the north and disaffected Sunni Muslims in Iraq's center that we intend to go all the way this time. Given our abandonment of Iraq's minorities when they rose up against Saddam in the wake of Desert Storm, some strong guarantees are necessary, if we expect them to play anything but a wary, passive role in the campaign. In an ideal scenario, regional groups would flock to support us, while Iraqi military commanders would switch sides and fight against Saddam's loyalists as our proxies.

Unfortunately, our plan is a Bill Clinton special. Rather than using every asset we have short of nuclear weapons from the moment the first shot is fired, operations would begin with another desper-

ate attempt to prove that airpower alone can win big wars — even though it has not happened yet and will not happen soon.

The initial role of the smallish contingents of ground forces in the theater of war would be janitorial. The army and marines would seize facilities to support the air war and facilitate logistical support, as well as further troop deployments, if needed. The secret within the not-so-secret plan is that the top decision-makers are hoping that Saddam's regime will collapse. Maybe so. But wise soldiers don't go to war with hope as their primary weapon.

In war, you cannot count on your enemy conforming to your desires. Examining the plan as outlined, any experienced staff officer would note serious problems.

First, this isn't really our plan — certainly not our ideal plan. This is, in a dangerous sense, a plan forced on us by the Saudis. Despite President George W. Bush's constant assurances that the Saudis are our friends, they have refused to allow us to use the multibillion-dollar air operations command center we built on their territory, and they will not allow any U.S. troop deployments in support of ousting Saddam. Without the use of Saudi territory, our planners have serious real estate problems.

Second, insiders report that Defense Secretary Donald Rumsfeld continues to look for all possible excuses to trim the army's contribution. This advances his personal agenda of pushing high-tech weapons and cutting troops, but it badly cripples our flexibility in the looming war with Iraq.

Third, the "conveyor belt" approach by which troops would continue to be deployed throughout

the conflict, starting with a minimum force on the spot and eventually reaching the maximum number of troops and resources required, assumes that everything will go our way and that the flow of soldiers and supplies will be uninterrupted. But large forces in theater from the start — the largest contingent possible under the geographic constraints — are our best insurance policy. If Rumsfeld's elegant plan goes wrong and we do not have the forces on hand to reverse any unanticipated setbacks immediately, here is what will happen:

The world community will cry out for a ceasefire. The president's political advisers will panic and ask how to cut their losses. Congress will begin instant recrimination over who lost the war even before the war is really lost. And a war that should be a relatively easy win for the United States will turn into a paralyzing embarrassment.

Were we to employ our full range of resources, the Iraqi military would be essentially finished in three to four days. Instead, we're planning for a war that, optimistically, will take three to four weeks of increasingly intense operations but could drag on much longer. In other words, we don't intend to go for a knockout in the first round, even though we have the ability to do so. War is not a testing ground for a defense secretary's pet theories. We tried that in Vietnam. In war, you pile on, with everything you've got. Try to fight a war on the cheap, and you're likely to get what you pay for.

The writer is a retired U.S. Army officer and author of *Beyond Terror: Strategy in a Changing World*. He contributed this comment to *The Washington Post*.

Le Monde

DIMANCHE 17 - LUNDI 18 NOVEMBRE 2002

Les Etats-Unis font face à une opposition irakienne plus désorganisée que jamais

Le département d'Etat et le ministère de la défense s'opposent sur l'aide à apporter à Ahmed Chalabi, président du Conseil national irakien

WASHINGTON

de notre correspondant

Si les Etats-Unis font la guerre et mettent fin au règne de Saddam Hussein, par qui et comment l'Irak sera-t-il gouverné ? Personne n'en sait rien. L'opposition irakienne, en dépit – ou peut-être à cause – des efforts américains pour l'amener à s'unir, est plus désorganisée que jamais. Les réunions qui se sont succédé depuis trois mois, à Washington, n'ont débouché sur rien, et la conférence qui devait se réunir à Bruxelles, le 22 novembre, a été annulée par les autorités belges.

Le risque, dans l'hypothèse d'une guerre, est celui du chaos, ce qui nourrit la thèse des partisans d'une administration provisoire, militaire ou internationale. Les différents pôles du gouvernement américain s'opposent quasi ouvertement sur le sujet. Ahmed Chalabi, président du Congrès national irakien (CNI), est soutenu par le ministère de la défense, ou par une partie de ce ministère, mais toujours considéré avec méfiance par le département d'Etat.

Lorsqu'il avait adopté l'Iraq Liberation Act, en 1998, le Congrès avait prévu une aide de 100 millions de dollars pour aider l'opposition irakienne. Par la suite, le département d'Etat et l'Agence centrale de renseignement (CIA), chargés de distribuer cette aide, ont estimé que M. Chalabi et le CNI ne présentaient pas de garanties suffisantes. Officiellement, cet obstacle est levé depuis le début de l'année. Dans un entretien au *Monde*, en janvier, Richard Armitage, numéro deux du département d'Etat, assurait que, dès lors que les procédures comptables étaient respectées par le CNI, les aides allaient lui arriver. La suite n'a pas confirmé cette déclaration.

En septembre, après une série

de réunions auxquelles avaient participé, à Washington, les représentants de six partis kurdes, sunnites et chiïtes, républicains et monarchistes, le Pentagone devait fournir au CNI, pour un programme d'espionnage en Irak, l'aide financière que continuaient à lui refuser Colin Powell et ses collaborateurs. Là encore, la promesse semble ne pas avoir été tenue.

« L'opposition irakienne n'a pas de fonds propres », explique Fareed

La situation de M. Chalabi est parfois comparée à celle du général de Gaulle

Yasseen, physicien de Boston, qui se veut un opposant indépendant. « Le bon côté de la chose, ajoute-t-il, c'est qu'elle n'emploie pas de méthodes contraignantes auprès de l'émigration, mais le mauvais côté, c'est qu'elle n'a pas de message rassembleur. » Les choses sont plus compliquées. Sans ressources propres, les mouvements d'opposition dépendent de l'aide américaine. Or, explique Laith Kubba, universitaire en exil à Washington, « M. Chalabi a le pouvoir de priver de financement les autres organisations » parce que, au sein du groupe des six, les décisions doivent être prises à l'unanimité. Dans le même temps, le président du CNI dispose de ses propres connexions, qui lui assurent, selon M. Kubba, un financement particulier.

M. Chalabi est soutenu par la droite républicaine, principalement par les inévitables néoconservateurs, que l'on rencontre ici comme sur les autres aspects du dossier irakien.

Richard Perle, président du Defense Policy Board, organisme consultatif du Pentagone, a été l'instigateur d'un colloque organisé, le 3 octobre, par l'Institut américain de l'entreprise, place-forte des néoconservateurs. Aziz Al-Taei, porte-parole de l'Iraqi American Council, organisation d'Irakiens exilés aux Etats-Unis, qui se présente comme neutre et soucieuse de rassembler les diverses composantes de l'opposition, considère que M. Chalabi « a le soutien du lobby juif ». « C'est la raison pour laquelle il est bien reçu dans les médias et au Congrès », ajoute M. Al-Taei. Cependant, aucune des organisations qui militent pour la communauté juive ou pour Israël n'a pris position dans le débat sur l'avenir politique de l'Irak. Quant au Congrès, le climat n'y était pas particulièrement favorable, jusqu'à maintenant, à M. Chalabi, mis à l'index par un des hiérarques démocrates, le sénateur du Vermont, Patrick Leahy, maître du financement des opérations extérieures.

Ren Rahim Francke, qui dirige la Fondation pour l'Irak, organisation militant pour la démocratie et les droits de l'homme, rejette l'accusation des adversaires de M. Chalabi, selon laquelle il aurait cherché à torpiller la conférence de Bruxelles en demandant qu'y participent quelque 300 représentants des milieux intellectuels, des organisations non gouvernementales, plutôt que de la limiter aux membres des partis politiques, parmi lesquels il est minoritaire. « C'est nous qui avons lancé une pétition dans ce sens, dit-elle, et le CNI s'est rallié à cette position parce que la pétition a remporté un succès immédiat. » M^{me} Francke conteste que M. Chalabi et le CNI soient soutenus par la défense et combattus par les affaires étrangères. « C'est

toute l'administration qui ne nous aide pas ! », dit-elle.

La situation de M. Chalabi est parfois comparée à celle du général de Gaulle pendant la seconde guerre mondiale. Le chef de la France libre ne plaisait pas aux Américains, et l'OSS (Bureau des services stratégiques) entretenait ses propres réseaux de renseignement, susceptibles de devenir des relais politiques après la défaite de l'Allemagne. De la même façon, en Irak, la CIA mène son propre jeu. Elle a envoyé ses agents au Kurdistan irakien, sans qu'on sache si son objectif est d'encourager les tentatives autonomistes contre Saddam Hussein ou, au contraire, de les contrôler pour rassurer la Turquie.

Autre similitude, le Pentagone avait prévu, en 1944, d'inclure la France dans la zone couverte par l'Amgot, l'administration américaine des territoires occupés. L'un des schémas évoqués pour l'Irak est aussi celui d'une administration militaire américaine. Mais les dirigeants politiques du Pentagone n'y sont pas favorables. Si un gouvernement provisoire irakien ne peut pas être mis sur pied, ils préféreraient, selon certaines sources, qu'un administrateur soit nommé par l'ONU, comme Bernard Kouchner au Kosovo.

Patrick Jarreau

■ **Saddam Hussein** est prêt à verser 3,5 milliards de dollars à la Libye pour que ce pays accorde l'asile politique à sa famille et à certains membres de son régime en cas de guerre avec les Etats-Unis, a rapporté, samedi 16 novembre, le quotidien britannique *The Times*, qui cite des sources diplomatiques à Tripoli. Le projet aurait été discuté par des émissaires irakiens à Tripoli en septembre, puis à Damas en octobre. – (AFP.)

En Turquie, le numéro deux de l'AKP, Abdullah Gül, est nommé premier ministre

Convoqué par le président turc, samedi, le chef du gouvernement pressenti devait remettre, dimanche, la liste de ses ministres. Lundi, Recep Tayyip Erdogan doit se rendre à Athènes

ISTANBUL

de notre correspondante

C'est désormais certain : Abdullah Gül sera le prochain premier ministre de Turquie. Le président devait convoquer M. Gül samedi à midi et lui confier la tâche de former le nouveau gouvernement. Le dirigeant du Parti de la justice et du développement (AKP), Recep Tayyip Erdogan, s'était rendu, vendredi 15 novembre, au palais présidentiel de Çankaya où, au cours d'un très bref entretien avec le président turc, Ahmet Necdet Sezer, il a soumis au chef de l'Etat les noms choisis par son parti. M. Erdogan aurait apparemment proposé trois noms, en soulignant sa préférence pour Abdullah Gül.

Abdullah Gül, qui est âgé de 52 ans, était le favori dès le départ, mais certains craignaient que ce choix crée des frictions avec les institutions étatiques, compte tenu du fait qu'il avait occupé un poste ministériel au sein du gouvernement du premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, forcé de quitter le pouvoir en 1997 sous la pression des militaires, et que son épouse porte le foulard islamique. D'autres prédisaient que M. Erdogan choisirait un

candidat moins populaire, qui ne menacerait pas sa position à la tête du parti.

La nomination de M. Gül illustre à quel point l'atmosphère a changé en Turquie depuis les élections du 3 novembre, puisque le chef de l'Etat, kémaliste de bonne souche, ne s'est pas opposé au choix de l'AKP. Elle démontre également que M. Erdogan, sûr de son pouvoir, ne voulait pas d'une « marionnette » à la tête du gouvernement et qu'il a opté pour un politicien expérimenté et bien connu du public. M. Gül en est à son quatrième

mandat parlementaire ; il a assumé des fonctions ministérielles dans le passé ; il a des contacts fréquents avec le corps diplomatique étranger à Ankara et il est de plus membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Il n'était pas évident cependant qu'Abdullah Gül accepte de jouer le rôle de premier ministre, sachant que cette fonction serait vraisemblablement temporaire. Un consensus est en train de se former en Turquie sur la nécessité de corriger la situation anormale créée par l'interdit électoral imposé à M. Erdogan, qui

est en contraste flagrant avec la popularité qui a porté son parti au pouvoir. De nombreux éditoriaux ont été écrits sur ce sujet et Kemal Dervis, ancien ministre de l'économie et député de l'opposition, a, lui aussi, déclaré que le poste de premier ministre devrait revenir au leader du AKP.

M. Erdogan avait été reçu comme un chef de gouvernement, lors de sa récente visite à Rome, où il avait rencontré le premier ministre italien, Silvio Berlusconi. Un accueil similaire est attendu à Athènes, Madrid, Dublin, Londres, Strasbourg et Bruxelles où le dirigeant de l'AKP doit se rendre dans les prochains jours pour soutenir la candidature de la Turquie à l'entrée dans l'UE.

Au siège de l'AKP, M. Erdogan, M. Gül et plusieurs autres dirigeants ont travaillé jusque tard dans la nuit pour mettre la dernière touche au programme du gouvernement. M. Erdogan a clairement indiqué que le programme d'Abdullah Gül serait le sien : l'AKP joue la collégialité et c'est d'ailleurs au travail d'équipe qu'il doit une grande partie de son succès.

Nicole Pope

Importantes échéances pour le gouvernement

La Turquie fait face à d'importantes échéances : il reste moins d'un mois avant le sommet européen de Copenhague. Il est probable qu'Abdullah Gül retournera au palais présidentiel, dimanche 17 novembre, pour soumettre au chef de l'Etat une liste de ministres composant un cabinet aminci, qui ne comptera vraisemblablement que 23 membres. Avec l'aval du président, le gouvernement sera officiellement formé et pourra s'atteler aux réformes nécessaires pour relancer l'économie et pour convaincre les Européens de fixer une date pour le début des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE. La question de Chypre sera le premier test : M. Erdogan et son parti ont adopté une attitude positive à l'égard du plan soumis par l'ONU. Le leader de l'AKP, qui avait prévu de se rendre dans la partie nord de Chypre, samedi, avant sa visite à Athènes, le 18, a dû annuler son voyage car le dirigeant chypriote turc, Rauf Denktaş, se trouve encore à New York où il a récemment subi deux interventions de chirurgie cardiaque.

Turkish moderate vows Islamic-democratic model

By Dexter Filkins

The New York Times

ANKARA: Turkey's newly named prime minister, a moderate politician from a party with Muslim roots, proclaimed over the weekend that his administration would show the world that Islam and democracy could work together.

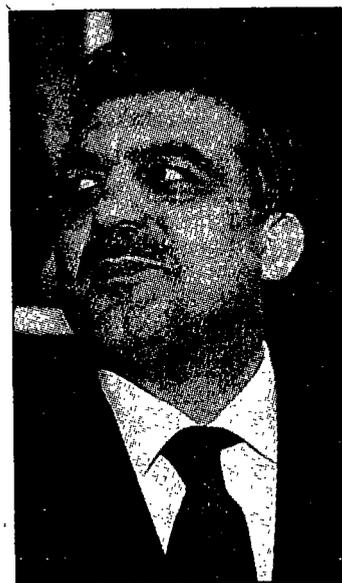
The politician, Abdullah Gul, became a leading candidate for prime minister after the overwhelming election victory of the Justice and Development Party, which swept aside much of Turkey's governing class in elections this month. With his party firmly in control, Gul, a former economics professor and son of a machinist, seems certain to be affirmed in the post when the new Parliament gathers this week.

The victory of Gul and his party was

an important moment in this country of about 67 million people, which has long struggled with its identity as a largely Islamic nation oriented toward the West. The victory challenges the foundations of the Turkish republic, which was established in 1923 as a secular state. Turkey's sole previous experience with an Islamic-minded government ended in 1997 when the military forced it from power.

Appearing at the president's office, Gul, who was appointed on Saturday, expressed confidence that both Turkey's democracy and its Western leanings could thrive under an Islamic leadership. He declared that one of his top priorities would be to win Turkey's admission into the European Union, and he carefully refrained from spelling out any sort of Islamic agenda.

"We want to prove that a Muslim identity can be democratic, transparent and



Tarik Tinazay/Agence Franco-Presse

"Turkey will be an example for the world," said Abdullah Gul, the prime minister-designate.

compatible with the modern world," Gul said in an interview. "We will prove this. Turkey will be an example for the world."

Gul, 52, emerged as an unusual choice for prime minister. Ordinarily, the post would have gone to the party's leader, Recep Tayyip Erdogan, who is also Turkey's most popular politician. But Turkish law prohibits Erdogan from holding elected office because of a conviction four years ago for reading aloud a poem that was regarded as inciting religious hatred. Many Turks believed that the conviction was politically motivated, and Gul may try to amend the constitution to allow Erdogan to replace him.

Gul, who is fluent in English, affirmed Turkey's friendship with the United States and its membership in NATO. But he is likely to come under political pressure should the United States attack Iraq. Tur-

key's economy sustained huge losses in the Gulf war in 1991, and the country was swamped by 500,000 Kurdish refugees.

Turkey has been battling a Kurdish-led insurgency for years, and Turkish leaders fear that an attack on Iraq might inspire Kurds on both sides to seek their own state.

Though Turkish public opinion is running against an invasion of Iraq, Gul hinted that he would support the Americans if war came.

"As far as Iraq is concerned, of course the first thing is to avoid war," Gul said. "But at the same time we don't want to see weapons of mass destruction in a neighboring country."

Both Gul and Erdogan were previously members of the Welfare Party, which espoused an Islamic agenda and formed a coalition government in the mid-1990s. After a year in office, that government

was forced from power by the Turkish military, which has long regarded itself as the guardian of a secular state.

Gul has spoken of abolishing a law that prohibits women from wearing headscarves in schools and government offices. Indeed, his wife often wears a headscarf, and under the present law, it would be illegal for her to attend public functions if she wore one.

But political analysts say both Gul and Erdogan learned from their experience in 1997 that they cannot push an Islamic agenda too far. They campaigned on a promise to rid the government of corruption and revive the economy.

"There is nothing wrong with having democracy, secularism and Islam," said Hikmet Cetin, a former foreign minister and a leading member of the opposition in Parliament. "We have to show the world that."

Special Republican Guard: Iraq's loyal and formidable force

By Vernon Loeb

The Washington Post

Despite doubts about the overall fighting capability of the Iraqi military, the Pentagon considers Iraq's Special Republican Guard a formidable combat force willing to fight and die defending President Saddam Hussein, according to senior U.S. military officers.

Overseen by Saddam's son, Qusay, the Special Republican Guard consists of 15,000 troops whose mission is to protect the president and secure Baghdad, the Iraqi capital. It is the most loyal military component of the system under which Saddam maintains power.

The system is dominated by intelligence, security and military units comprised largely of members of Saddam's Bu Nasir tribe, its three clans and soldiers from Saddam's hometown of Tikrit.

Should President George W. Bush wage a war against Iraq, attacking these interlocking power centers will be a focus of the U.S. war effort, according to defense officials.

Overall, the Iraqi military is but a shadow of what it was at the start of the Gulf War. Its 430,000 troops are less than half of the million-plus soldiers in uniform 11 years ago, and its fighting equipment — minus 1,200 armored vehicles destroyed during the war — is old and decrepit. But the U.S. military's respect for the loyalty, discipline and fighting capabilities of the Special Republican Guard and, to a lesser extent, the 80,000 troops of the Republican Guard, remains high.

"I don't think the folks I'm dealing with are thinking this is going to be a cakewalk; it never is," one four-star general said. "Anybody with a gun in his hand who is defending his town or his

tribe can be a pretty tough opponent, especially when he's in his own backyard."

The first of Saddam's security rings to be encountered by U.S. forces, should the Bush administration begin an invasion, would be the 17 divisions of the regular army arrayed in northern, eastern and southern Iraq.

The army consists of about 300,000 conscripted troops in 11 infantry divisions, three armored divisions and three mechanized infantry divisions. Most analysts inside and outside the military say they see the army as poorly trained, led and equipped and think only parts of it, notably the six heavier divisions, would show much resistance and effectiveness if attacked by U.S. forces.

The 80,000 troops of the Republican Guard make up the next ring. Organized in six divisions around Baghdad, including three armored divisions, the Republican Guard is considered a much more viable fighting force by the Pentagon and CIA. It is led by commanders from Saddam's tribe and from Tikrit and equipped with all 600 of Iraq's remaining T-72 tanks.

"I certainly don't take them lightly, and I don't know anyone who might have to fight them who does," a U.S. general said of the Republican Guard. "They are a tough force who will know the terrain and the cities. I believe they will fight hard."

Next, within Baghdad and Tikrit, are the 15,000 elite troops of the Special Republican Guard, equipped with 100 tanks and other armored fighting vehicles as well as Russian-made Sagger antitank guided missiles.

The Special Republican Guard's armored forces defend entrance routes to Baghdad, and plainclothes units

protect Saddam when he travels.

"They're not the best soldiers in the world in terms of being able to execute combined arms operations," said Scott Ritter, a former Marine intelligence officer who became the United Nations' chief weapons inspector in Iraq in the mid- to late 1990s. "But they're tough, they're loyal and they will fight to the death."

Ritter said Saddam had created strong bonds between his Bu Nasir tribe and other dominant Sunni tribes through marriage and appointment, effectively insulating his power structure from defections. In that regard, Ritter said, the Iraqi leadership structure is fundamentally different from that which kept the Serbian leader, Slobodan Milosevic, in power in Yugoslavia, the setting of the 1999 U.S.-led air war to liberate Kosovo.

"Milosevic's cronies were all about wealth," Ritter said. "With Iraq's regime, it's about the tribe, it's about the family, it's about influence, it's about pride."

The Special Republican Guard is controlled directly by Qusay Saddam and the Special Security Organization, whose 5,000 members guard the president and oversee other security units, including the Republican Guard. The Special Security Organization and the Special Republican Guard are the most feared security organizations in Iraq.

Saddam Hussein's personal secretary, Abid Hamid Mahmud Tikriti, oversees the Special Security Organization with Qusay Saddam, according to U.S. officials. Mahmud works closely with Jamal Mustafa Abdullah Sultan Tikriti, another member of Saddam's inner circle who is a cousin to the Iraqi president and is married to his youngest daughter, Hala.

Monday, November 18, 2002

INTERNATIONAL
Herald Tribune

IRAK Après le feu vert donné par Bagdad à la résolution 1441, des divergences éclatent entre l'ONU et les faucons de la Maison-Blanche

Bush espère pousser Saddam Hussein à la faute

Les États-Unis ont réagi hier de façon très sceptique après le feu vert donné par Bagdad à la résolution 1441 de l'ONU. La Maison-Blanche a rappelé sa volonté de poursuivre une politique de « tolérance zéro » en matière de violation par l'Irak des obligations que la résolution lui impose.

Washington :
de notre correspondant
Jean-Jacques Mevel

Pour recueillir une signature unanime au bas de la résolution 1441, il fallait enterrer les divergences sous une bonne couche d'ambiguïté. L'accord de Bagdad suffit à les exhumer : le débat est relancé entre ceux qui font du désarmement de l'Irak une course contre la montre et ceux qui l'abordent comme un jeu de

patience.

Bien dans leur rôle, George W. Bush et Kofi Annan ont été les premiers, dès mercredi, à exposer les nuances. Le président américain, volontiers gendarme de la planète, promet une « tolérance zéro » face à Saddam Hussein, à ses manœuvres, à ses incartades. L'arbitre des Nations unies, lui, s'inquiète déjà de ce qui ressemblerait « à un prétexte hâtif ou bancal pour justifier la guerre ».

Les pessimistes jugeront qu'entre les va-t-en-guerre et les jusqu'au-boutistes de la paix, le fossé comblé au Conseil de sécurité ne pouvait que se rouvrir, sous le regard ravi des Irakiens. Les optimistes expliqueront que l'ONU et les États-Unis continuent de jouer sur deux registres complémentaires, la carotte et le bâton. À leur crédit, il faut déjà

mettre le vote sans faille de la résolution du 8 novembre et l'agrément préalable du maître de Bagdad.

Pour la cohésion des Nations unies, comme pour la soumission de Saddam Hussein, le premier test se situe le 8 décembre, date à laquelle Bagdad devra rendre « une déclaration à jour, exacte et complète » de ses programmes chimiques, biologiques, nucléaires et balistiques. Quelle en sera la teneur ? L'ambassadeur à l'ONU, Mohammed el-Douri a déjà donné le ton, en démentant d'un bloc les accusations occidentales : l'Irak, assure-t-il, « ne possède ni ne possédera aucune arme de destruction massive ».

Les yeux fixés sur l'échéance, l'équipe de la Maison-Blanche se contente pour le moment de hausser les épaules. Le président, d'après son porte-parole,

est convaincu que l'Irak dispose d'armes interdites. George W. Bush passe à l'étape suivante : « Nous ne tolérerons aucune dissimulation, aucune supercherie, aucun mensonge, un point c'est tout. »

Si la Maison-Blanche a des preuves, elle les garde visiblement pour plus tard, comme elle l'avait fait au long du débat aux Nations unies. Tout laisse penser que Washington cherche à piéger l'Irak en flagrant délit de mensonge, le 8 décembre, lorsqu'il présentera son inventaire. D'ici là, les États-Unis cacheront ce qu'ils savent – et ce qu'ils ne savent pas, laissant Saddam Hussein dans l'incertitude jusqu'au moment où il rendra sa copie. Le délai permettra aussi de renforcer les troupes américaines dans le Golfe.

D'après la résolution 1441,



Kofi Annan et George W. Bush, mercredi à la Maison-Blanche. Le président américain promet une « tolérance zéro » face à Saddam Hussein, alors que le secrétaire général des Nations unies s'inquiète déjà de ce qui ressemblerait « à un prétexte hâtif ou bancal pour justifier la guerre ». (Photo Pablo Martinez Monsivais/AP.)

« de fausses informations ou des omissions » dans le rapport irakien suffiraient à constituer une nouvelle violation des engagements. Le Conseil de sécurité s'est abstenu de définir les « graves conséquences » qui devraient suivre. C'est à ce stade que les 15 commencent à diverger publiquement. Avec, d'un côté, les États-Unis et vraisemblablement la Grande-Bretagne, et de l'autre, le secrétaire général de l'ONU, sans doute appuyé par la France, la Russie et probablement la Chine.

Par la voix de responsables anonymes, Washington laisse entendre qu'une ou deux « violations patentes » suffiront à déclencher la foudre américaine, avec ou sans accord formel du Conseil de sécurité. Vu de Washington, l'enjeu du 8 décembre s'annonce central, sinon décisif. George W. Bush résume d'une formule : « Si Saddam Hussein ne désarmé pas, nous irons le désarmer. »

Kofi Annan, lui, repousse l'échéance au contrôle sur le terrain, lorsque les inspecteurs

en désarmement de l'ONU auront repris leur travail en Irak. au plus tard le 23 décembre. C'est à eux, dit-il, qu'il revient de trancher entre vérité et mensonge, de « juger ce qui est grave et délibéré ». Les États-Unis « semblent placer la barre beaucoup plus bas que les autres », observait-il après s'être entretenu mercredi avec le président américain.

Dans l'intervalle, d'autres manœuvres de Bagdad risquent de fracturer le Conseil de sécurité. Le détonateur se

trouve peut-être dans le ciel irakien, où des avions américains et anglais patrouillent dans les deux « zones d'interdiction aérienne » délimitées par l'ONU. Depuis l'été, les provocations, les tirs et les représailles y sont devenus quasi quotidiens. Sans les mentionner, la résolution 1441 interdit à l'Irak « tout acte d'hostilité » à l'égard de l'ONU et de ses membres. La Maison-Blanche pourrait y trouver un argument.



Chris Helgren/Reuters

A U.S. self-propelled howitzer in Kuwait on Tuesday. About 10,000 U.S. troops are engaged in exercises 50 kilometers from Iraq.

International Herald Tribune
Wednesday, November 20, 2002

Turkey to get paid if there's war in Iraq

By Bradley Graham

The Washington Post

WASHINGTON: The United States has begun discussions about compensating Turkey for economic losses and other costs likely to be incurred in a U.S.-led war against Iraq, according to American and Turkish officials.

Both sides described the discussions as still at an early stage and marked by a wide gap in what the Turks would like to receive and what the United States was willing to pay. But the mere existence of the talks, which participants said had been initiated by the United States within the last two months, reflects the importance that U.S. officials place on Turkey in any war with Iraq.

Turkey, a longtime NATO member, borders northern Iraq and is in position to serve as a crucial base for U.S. military operations. Its bases and airfields

are likely to be prime staging areas for American forces, and Turkish troops could play a significant role policing the flow of refugees from Iraq or guarding prisoners of war. At the same time, U.S. officials have expressed concern that Turkish forces may attempt to take advantage of a war and occupy northern Iraq to block the creation of an autonomous Kurdish region, which could serve as a base of operations for Turkey's own separatist Kurds.

Preparing for possible military conflict with Iraq, the Bush administration has initiated a number of diplomatic and military moves to secure basing, overflight rights and other crucial assistance from countries in the Gulf region and elsewhere. But U.S. officials described the offer of economic assistance to Turkey as unusual, saying similar discussions have been initiated with only one other ally in the region — Jordan.

"We've told them that if there is military action against Iraq, we would recognize that Turkey would have some losses and we would have to move in some fashion to help them," a senior administration official said.

As another sign of the high-level attention that Turkey is receiving within the administration, President George W. Bush got involved Monday in furthering Turkey's bid to join the European Union.

He phoned the current EU president, Prime Minister Anders Fogh Rasmussen of Denmark, and stressed the importance of "advancing Turkey's evolution toward" membership when EU leaders convene in Copenhagen next month, according to a White House spokesman. Bush also plans to meet with President Ahmet Necdet Sezer of Turkey on Wednesday during the NATO summit meeting in Prague.

Kurds wary of U.S. promises: Diaspora dream of Saddam's ouster but distrust Bush

By Jennifer Carlile MSNBC.COM November 19, 2002

LONDON, Nov. 18 - In the Kurdish Community Center in north London, Diyari Kurdi sips steaming black tea and calmly recounts the relatives he has lost to Saddam Hussein's regime: Twenty-four were gassed by the Iraqi leader's chemical attack on the country's minority Kurds in 1988. Then, when a CIA-backed Kurdish uprising against Saddam failed after the Gulf War in 1991, Iraqi security forces took revenge by killing Kurdi's grandmother and nephew.

THE FEAR OF Saddam's long reach even extended to Kurdi's 4-year-old daughter, who was born in London but has never seen the family's ancestral home in northern Iraq. One morning, 11 years ago, she awoke screaming: "Dad! Saddam killed my uncle!" Disturbed, because his daughter had never met her uncle, Kurdi contacted relatives still in northern Iraq. They confirmed his daughter's nightmare - Kurdi's 13-year-old-brother had been shot dead by Saddam's forces.

"Every single Kurd has lost relatives," said Kurdi, 41, originally from Sulamainy in northern Iraq. Kurdi spent five years fighting in the mountainous region before arriving in London as a refugee in 1983, five years after Saddam came to power and set out to stifle the minority Kurds. For most of their years in exile, Britain's Iraqi Kurds have watched bitterly as Saddam has kept an iron grip on power. Meeting in community centers with some of the country's 110,000 Kurds for cultural and social events and, occasionally, political rallies, their hopes of returning home were dashed long ago.

U.S. GIRDS FOR WAR WITH IRAQ

But as the United States girds for war with Iraq, and President Bush openly calls for Saddam's ouster, history has taught the Kurds to be wary of American promises. Here in Britain, the Iraqi Kurds are refusing to be swayed by sentiment alone. Washington sees Kurdish support as key to any military action in the region. Among Kurdish rebels in northern Iraq, the United States could count on a loyal guerrilla force of 75,000. The Iraqi Kurdish diaspora, with education and skills obtained in exile, is also seen as key to a post-Saddam Iraq.

Let down by Washington in 1975 and again after the Gulf War, this time Kurds say their leaders are demanding promises of safety and a role in an Iraq without Saddam.

"Kurds more than anybody else want to get rid of Saddam's regime," Kurdi said. "But America and Britain have their own plan - their own agenda. The United States and Britain let the Kurds down so many times. What are we going to get this time?"

NATION WITHOUT A STATE

The Kurds are considered the world's largest nation without a state of their own. Denied their independence after World War One today 20-25 million Kurds live in Iraq, Iran, Turkey, and Syria, as well as in Western nations where they have fled repressive regimes. Iraqi Kurds faced persecution under Saddam's rule throughout the 1980s. Human Rights Watch puts the number who died in the dictator's largest campaign of extermination against Kurds at 50,000-100,000. In just one of dozens of poison gas attacks, 5,000 civilians were killed in the town of Halabja, the first time chemical gasses were used to exterminate women and children since the Holocaust. The local population continues to suffer from high instances of cancer and birth defects.

The Kurds complain they've been used as political pawns for decades.

In the 1970s, amid a territorial dispute between Iraq and neighboring Iran, the Kurds aligned themselves with Shah Mohammed Reza Pahlavi of Iran, who was backed by Washington. But when Baghdad and Tehran made peace over the disagreement, the United States cut off all support to the Kurds. The Iraqi army took revenge by killing thousands.

After the 1991 Gulf War, with Saddam still in power, the CIA orchestrated an uprising using opposition among the northern Kurdish and southern Shia populations to overthrow the Iraqi leader. But when the Kurds rose to the challenge, the first President Bush shied away.

Thousands were slaughtered by Saddam's forces, and thousands more fled over the borders to Turkey and Iran. As news of the televised catastrophe spread, the Bush administration responded by declaring the "safe haven" in northern Iraq so that the surviving refugees could return home and live shielded from Saddam's military.

WARY OF AMERICAN PROMISES

In London, where memories of failed uprisings are still fresh, Iraqi dissident Kurdi said that many Kurdish families in

northern Iraq hung posters of President Bush senior in their homes when the CIA sought their help in toppling the Baghdad regime. Now, although enticed by the hope of overthrowing Saddam, Washington's plans fill them with suspicion and fear. "America's agenda is not clear to us, and we don't believe in promises anymore," Kurdi said. "But if tomorrow Bush's actions win us our freedom his statue will be everywhere."

Other Kurds in exile say they are ready to throw their support behind Washington, as long as the Bush administration lives up to promises to protect the Kurdish population in Iraq. Taha Kala, 34, also from Sulamainy, was forced to join Iraq's military ranks in 1990. A translator who speaks four languages, he shifted between American and British English when explaining that he spent one day on the Jordanian border working with Iraqi anti-aircraft weaponry just after the invasion of Kuwait. The next day, he deserted.

"I did not want to die for my enemy," he said.

Kala fought in the 1991 uprising and watched his best friend die outside of Kirkuk, also in Iraq's north, then hid in the mountains of Iran with his parents and five sisters. Despite his anger at past betrayals, Kala said, "no one in this area is better for us than America." Washington, too, has plenty of worries about its once and future Kurdish allies. Kurds have long sought an independent state in the region, a development that could destabilize the oil-rich area - with millions of Kurds living in neighboring Turkey, Syria and Iran.

As Washington has increased its preparations for a war against Iraq, however, fractious Kurdish political parties have given assurances that they would settle for autonomy under a new Baghdad government. But the various factions have still failed to unite. An opposition conference scheduled for Tuesday in Brussels - postponed for a fourth time - was the latest casualty of the bickering between anti-Saddam parties, including the Kurds.

If Saddam is ousted from power and the Kurds attain a protected area for themselves, however, many Kurds who have received asylum in other countries are expected to return to their birth land. But after decades building a life abroad, dissident Kurdi said the move won't be easy.

"I have two daughters born in Britain and a British passport. I have British friends from all classes and foreign friends from many countries," Kurdi said. "But if I could go back tomorrow I would go. I would be proud to be there."

Jennifer Carlile is an intern at MSNBC.com.

Paris Hosts Gathering That Brings Together Iraqi Opposition Leaders

Al-Hayat November 21, 2002 by Ismail Zayir

In a politically significant initiative on the Iraqi issue, Paris will host a meeting of the Iraqi Kurdish leaders and representatives of various Iraqi political tendencies on 29 November.

According to sources involved in arranging it, a meeting will be held in the French capital that will bring together Kurdistan Democratic Party Leader Massoud Barzani and Patriotic Union of Kurdistan Secretary General Jalal Talabani in the presence of French Foreign Minister Dominique de Villepin. Dr. Fuad Hussein, deputy president of the Kurdish Institute in Paris, stressed that Minister de Villepin is expected to contribute to the conference that the institute is organizing by separating the vision of France and the EU from their role in future Iraq.

Dr. Hussein told Al-Hayat that the two Kurdish leaders and Iraqi Arab dissidents, including Ghassan al-Attiah who is in charge of the "Iraqi file"; Dr. Muwaffaq al-Rabi'i, the independent Islamic figure who adopted the "Iraqi Shiites' Declaration"; and Adil Abd-al-Mahdi, a senior official in the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, will discuss three issues. These are: Iraq's future prospects and the current political situation in the region of Kurdistan and Iraq's other areas, the role of the minorities in Kurdistan, and the political future of Iraq's Kurds. Western politicians and intellectuals will take part and they include Alain Green, editor of the *Le Monde Diplomatique* magazine; Gerard Chaliand, the writer specializing in Middle East affairs; and Bernard Kouchner, the international representative of the civil administration in Kosovo who is a former minister with connections to the Kurdish file.

The diplomats who will take part include former French Foreign Minister Hubert Vedrine and Peter Galbraith, the former US Ambassador in Croatia and the UN envoy to East Timor. France is showing an interest in this gathering in view of the tense international situation and the UN inspectors' return to Iraq the day before yesterday to search for weapons of mass destruction.

According to Dr. Fuad Hussein, Paris "is looking toward a determination of the Iraqi opposition parties' stands on the future of the country as part of its efforts to lay down a specific European policy that takes account of the interests of both the Iraqis and the European peoples."

U.S. and UN at odds on leeway for Iraq

Annan favors a graduated approach, while Bush insists on 'zero tolerance'

By Colum Lynch

The Washington Post

UNITED NATIONS, New York: With an advance team of UN weapons inspectors arriving in Baghdad on Monday after a four year absence, the United States and the United Nations are divided over how aggressively the inspectors should conduct their hunt for chemical, biological and nuclear weapons programs in Iraq, UN and U.S. officials say.

Hans Blix of Sweden, the head of the UN Monitoring, Verification and Inspection Commission, arrived in Cyprus from Vienna on Sunday, along with Mohammed Baradei of Egypt, the director-general of the International Atomic Energy Agency, and about 24 inspectors, 14 from the UN and 10 from the atomic energy agency. They were to take a three-hour charter flight to Baghdad on Monday.

"Inspections are a chance for the Iraqi government, and that's what the Security Council has said," Blix said before leaving Vienna. Asked whether he thought war with Iraq was inevitable, he replied, "No, it's not."

But Baradei said he would make clear to the Iraqis that if they did not comply with the UN's inspection resolution, the threshold for the use of force was very low. The first inspections are likely to begin on Nov. 27, 10 days earlier than had been expected, Blix said.

"This is an opportunity for peace," Baradei said. "I hope Iraq makes full use of it" so Baghdad can "come back as a full member of the international community."

The Bush administration is insisting on the most intrusive inspections possible, pushing UN arms experts to probe where previous inspectors could not and to impose strict reporting requirements on the Iraqi government. Secretary of State Colin Powell cautioned last week against any idea that President Saddam Hussein would be "given slack" during the inspection effort that would deter the United States from using force if Iraq failed to cooperate.

Blix has argued for a more measured approach to achieving disarmament. Blix spelled out his aims at a meeting with recruits to the inspections teams in Vienna last month at which he said they should be firm with their Iraqi counterparts but never "angry and aggressive."

The division reflects broad differences in the UN Security Council that remain unresolved despite the council's unanimous approval Nov. 8 of Resolution 1441, which sets out stringent new terms for inspections in Iraq. And it may foreshadow clashes between the United States and its partners in the United Nations as Blix and his teams begin inspections.

In a letter to the Iraqi Parliament accepting the resumption of inspections, Saddam reiterated his contention that Iraq was "devoid of weapons of mass destruction."

That assertion was dismissed by President George W. Bush in his weekly radio address Saturday.

"We have heard such pledges before and they have been unfortunately betrayed," Bush said. "Our goal is not merely the return of inspectors to Iraq; our goal is the disarmament of Iraq. The dictator of Iraq will give up his weapons of mass destruction or the United States will lead a coalition and disarm him."

While Bush has argued that the 15-member Security Council should have "zero tolerance" for Iraqi violations, making even minor infractions a potential cause for military action, Blix, as well as the UN secretary-general, Kofi Annan, and other key Security Council members such as Russia and France maintain that Iraq will be held accountable only for serious violations.

The United States does seem to have a "lower threshold than others may have" to justify military action, Annan said in Washington last week, before meeting with Bush. "I think the discussion in the council made it clear we should be looking for something serious and meaningful, and not for excuses to do something."

Annan's view reflects those of UN members who have interpreted comments by senior White House and Pentagon officials as suggesting that conflict with Iraq may be inevitable.

Since the Security Council vote, Bush administration officials have maintained that the resolution prohibits Iraq from firing on U.S. and British war planes enforcing the "no-flight" zones over northern and southern Iraq. The resolution says Iraq shall not take or threaten hostile acts against UN member personnel upholding any previous resolutions, but the United States has differed with other UN members over

whether the Security Council ever sanctioned the policy of the zones.

Asked about the matter during a visit to Canada last week, Secretary of State Colin Powell acknowledged "one could argue" with the U.S. interpretation. But he said the United Nations was seeking a "new spirit of cooperation" from Iraq, and so firing on aircraft would suggest Iraq's behavior had not changed.

"If they were to take hostile acts against United States or United Kingdom aircraft patrolling in the 'no-fly' zones," he said, "then I think we would have to look at that with great seriousness."

The issue was thrust into the open over the weekend as administration officials said they had determined that an attack by Iraqi air defenses Friday against U.S. and British war planes patrolling over southern Iraq was a "material breach" of Baghdad's obligations under the terms of the resolution. The Iraqi

government said that seven civilians had been killed and four wounded by allied planes responding to the attack.

Blix said Friday that he and Baradei would meet with senior Iraqi officials while their team set up their telephone and fax lines and arranged for the inspectors' transportation. About 12 arms experts are expected to arrive on Nov. 27, and the inspections will start when they reach Iraq, he said. They are to be joined by another 80 inspectors during the following weeks.

International Herald Tribune
Monday, November 18, 2002



International Herald Tribune
Tuesday, November 19, 2002

Behrouz Mehrl/Agence France-Presse

Students carrying a man injured Monday in a clash with members of a hard-line militia during free speech demonstrations.

Militia battles protesting students in Tehran

By Nazila Fathi

The New York Times

TEHRAN: Paramilitary forces clashed Monday with protesting students, who gathered at Industrial Sharif University in central Tehran in support of a reformist scholar sentenced to death.

Demonstrations have continued for a second week in support of Hashemi Aghajari, an outspoken university professor, who had called for separation of religion and state.

The students protested despite an order by the supreme religious leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, to an appeals court to review the case considering the value Islam puts on "hu-

man life," a signal that the death sentence would be dismissed.

But spokesmen for the more than 4,000 protesters said Monday that their demands went beyond Aghajari's case and sought the release of all political prisoners and a guarantee of freedom of speech.

"We demand unconditional release of Mr. Aghajari but demand freedom of speech and opinion for everyone and for ever," said Abadullah Momeni, one of the speakers at the university, in a telephone interview.

Momeni added that the students did not consider blasphemy, the charge against Aghajari, as a crime and demanded that the judiciary change its approach.

"Blasphemy has no meaning in the world today, which favors freedom of speech and opinion," he said.

Blasphemy charges were raised against Aghajari after he said in a speech that people were not monkeys to follow religious leaders blindly.

About 300 members of a hard-line militia force attacked the protesters Monday. One student was severely injured and seven others were arrested.

Protests continued at universities around the country in support of Aghajari.

Ayatollah Khamenei had said last week that he would unleash the "public force," a reference to the militia, if other means failed to stop the protests.

Nouveaux heurts à l'université de Téhéran



HASAN SARBANKEHIAN/AP

TÉHÉRAN. De nouvelles échauffourées ont opposé, lundi 18 novembre à l'université de Téhéran, des étudiants réformateurs à des miliciens islamistes. Selon des témoins, quelque trois cents miliciens ont pénétré dans le hall de l'université où se tenait un rassemblement de plus de 3 000 étudiants, en solidarité avec l'intellectuel Hachem Agha-

jari, condamné à mort pour pensée dissidente. Plusieurs étudiants auraient été blessés. Pourtant, la veille, l'ayatollah Ali Khamenei, le Guide de la République islamique, avait ordonné la révision du procès de M. Aghajari dont l'affaire doit également être examinée par le Conseil suprême de la sécurité nationale dirigé par le président réformateur, Mohammad Khataami. Cet organisme, qui comprend les plus hautes autorités du pays, ne peut intervenir dans la procédure judiciaire. En revanche, il peut formuler des suggestions, dont celle de proposer au Guide la remise en liberté de M. Aghajari, incarcéré depuis le mois d'août et condamné à la peine capitale le 6 novembre. - (AFP, Reuters.)

Le Monde
20 NOVEMBRE 2002

Les tragédies soigneusement enfouies de l'armée turque

En Turquie, on ne critique pas l'armée, même quand elle est coupable de la mort de milliers de soldats. Pour avoir osé briser ce tabou, Ahmet Altan a été poursuivi par la justice de son pays. Il vient d'être acquitté.

AKTÜEL
Istanbul

Les monts Allahüekber, tout près de Sarikamis [localité proche de la chaîne du Petit Caucase], étaient en cette fin novembre 1914 couverts de 90 000 cadavres qui jonchaient le sol jusqu'aux sommets. On comptait plus de morts que de pierres. Certains corps reposaient sur la roche, d'autres étaient tombés à plat ventre. Certains gisaient à côté d'un arbre au pied duquel ils s'étaient endormis. D'autres étaient morts gelés en se serrant les uns contre les autres pour tenter de se réchauffer. Ils n'avaient ni bottes ni parkas, pas même des gants pour réchauffer leurs mains. La plupart avaient des traces rouges sur le corps, synonymes de typhus. Avant même qu'ils ne meurent, leurs corps avaient déjà été ravagés par des hordes de poux. Ils étaient morts les yeux ouverts. La plupart avaient à peine 20 ans. Avant même d'avoir aperçu l'ennemi [russe], avant même d'avoir pu tirer la moindre balle sur un ennemi absent, marchant dans une neige qui leur arrivait à la hanche, ils étaient morts gelés (par - 30 °C), torturés par d'affreuses démangeoisons. A leurs familles on avait seulement dit qu'ils étaient morts en "martyrs" pour leur patrie et pour la défense de leur territoire.

C'était pourtant un gros mensonge. Ils avaient été victimes de l'une des plus grandes erreurs de l'histoire militaire turque, commise par un général incompetent et ambitieux. Ils avaient été victimes du pari dangereux fait par un individu qui voulait figurer dans l'Histoire comme un grand combattant. Enver Pacha, qui avait donc tué pas moins de 90 000 hommes dans les monts Allahüekber, oubliant les morts qu'il avait laissés derrière lui, est ensuite revenu tranquillement à Istanbul, où il a interdit la moindre publication concernant la tragédie de Sarikamis, interdisant même qu'elle soit évoquée oralement. Personne n'a donc pu s'exprimer sur l'une des pires catastrophes de l'histoire militaire turque, pas plus qu'il n'a été possible de demander des comptes à Enver Pacha. Les noms des victimes de Sarikamis ont été inscrits dans le registre des martyrs, et Enver Pacha s'en est allé sacrifier d'autres soldats dans de

■ Ahmet Altan

Né en 1950, Ahmet Altan est célèbre, en Turquie, comme journaliste et écrivain. Un de ses romans, *Comme une blessure de sabre*, a été traduit en français en 2000 aux éditions Actes Sud. Son nouveau roman, *Aldatmak* (Tromper), est immédiatement devenu un best-seller en Turquie. Journaliste engagé pour la démocratie, Ahmet Altan avait déjà fait parler de lui en 1995 en publiant dans *Milliyet* un article intitulé "Atakürt", où il prend la défense des droits des Kurdes dans son pays.



nouvelles guerres. Dans n'importe quel autre pays, il aurait été destitué sur-le-champ et aurait peut-être même été jugé et condamné par une cour martiale. Mais ce ne fut pas le cas parce qu'Enver Pacha n'était pas seulement un général ; c'était aussi un militaire qui s'était emparé du pouvoir politique. Dans ces conditions, il n'a jamais rendu de comptes pour les dizaines de milliers de morts de Sarikamis. Dès lors, le silence de mort des monts Allahüekber plane toujours sur la Turquie aujourd'hui. Vous pouvez trouver tous les documents que vous voulez en Turquie sur les nombreuses batailles de la Première Guerre mondiale ; en revanche, il est encore extrêmement difficile de trouver des documents officiels évoquant la tragédie de Sarikamis.

Les compétences des militaires qui se sont emparés du pouvoir politique n'ont jamais été remises en question ; les erreurs commises n'ont jamais été abordées publiquement. Bien que le monde extérieur connaisse parfaitement la réalité de l'histoire militaire turque, la population de notre pays continue d'être la seule à l'ignorer.

Même à propos de la guerre de libération [menée par Atatürk entre 1919 et 1922], qui est considérée comme une guerre sacrée, nous ne savons pas tout. Par exemple, aujourd'hui encore, nous ne parvenons pas à savoir combien de soldats grecs ont débarqué en Anatolie pendant cette guerre de libération, avec combien de bateaux ils sont venus, combien d'entre eux sont morts et où se trouvent leurs tombes. Montrer de l'intérêt pour ce genre de questions relève de l'interdit et s'apparente presque à de la trahison.

Pourtant, si l'on ne met pas un terme à cette loi du silence sur tout ce qui touche à l'armée, on risque d'aller au-devant de nouvelles tragédies et de nouvelles pertes humaines.

Ainsi, c'est seulement quinze ans après la guerre de Chypre (1974) que nous avons appris que, pendant cette guerre, notre aviation avait bombardé un navire de guerre turc en Méditerranée. Ce que le monde entier savait a ainsi été caché à la population turque. On a pris grand soin de nous cacher les analyses déshonorantes pour l'armée turque, ainsi que les déclarations des généraux américains qui

DU 21 AU 27 NOVEMBRE 2002

COURRIER
INTERNATIONAL

sont tombées sur les télex de l'agence Associated Press immédiatement après que nous avons coulé le destroyer *Kocatepe*. Nous n'avons donc jamais entendu parler des déclarations des militaires américains qui mettaient en doute les compétences de l'armée turque en disant : "Nous avons appris aux Turcs à bombarder, mais nous aurions dû aussi leur apprendre où et qui bombarder", ou encore : "Si j'étais le chef d'état-major de l'armée soviétique, après avoir vu comment les Turcs se battent, je réduirais de moitié mes troupes à la frontière turque."

"QU'ILS LE COULENT, CE BATEAU ! IL N'EST PAS À NOUS !"

Aujourd'hui, nous venons d'apprendre que notre destroyer avait coulé à cause de la mauvaise humeur de l'épouse du secrétaire d'Etat américain de l'époque [Henry Kissinger], qui ne voulait pas être dérangée. En effet, notre Premier ministre d'alors [Bülent Ecevit] avait appelé le secrétaire d'Etat américain pour lui signaler que l'aviation turque comptait bombarder un navire grec mouillant en Méditerranée. Le secrétaire d'Etat avait alors tenté d'expliquer au Premier ministre turc qu'il s'agissait en fait, selon ses renseignements, d'un navire de guerre turc.

Alors qu'il tentait de le convaincre, sa femme lui avait dit : "Raccroche, qu'ils le coulent, ce bateau ! De toute façon, il n'est pas à nous", et le destroyer turc fut bombardé par nos soins. Par la suite, il ne se trouva personne au sein de l'armée turque pour s'interroger sur le sort du destroyer *Kocatepe*. Personne ne s'est dit : "Mais où est donc passé le *Kocatepe* ?" La nation n'a donc pas pu demander de comptes au sujet de cette tragique erreur. Des généraux n'hésitant pas à s'impliquer dans la politique à raison d'un coup d'Etat tous les dix ans [allusion aux coups d'Etat de 1960, 1971 et 1980] n'ont donc même pas réussi à améliorer leurs compétences en matière de technique militaire ; cela leur aurait pourtant permis de localiser leurs propres navires de guerre. Non, s'emparer du pouvoir politique suffisait à ces gens-là. Chaque fois, dans l'Histoire, qu'une armée s'est emparée dans la politique, elle l'a payé en perdant ses capacités militaires au point d'en arriver à bombarder ses propres troupes. Puisqu'il n'y a de toute façon personne pour critiquer les échecs de cette armée, elle n'a plus peur de mal faire. Dès lors que le pouvoir politique et la baïonnette sont imbriqués l'un dans l'autre et ne semblent pas devoir

se séparer, ce genre de sujet reste tabou et les erreurs s'accumulent. Personnellement, je ne suis pas kémaliste et je ne l'ai d'ailleurs jamais été. Hormis les sérieuses objections qui me viennent à l'esprit à propos de la façon dont Mustafa Kemal Atatürk a dirigé le pays, je considère que faire appel aux idées d'un homme décédé il y a plus de soixante ans pour déterminer l'avenir de la Turquie relève au minimum de la paresse intellectuelle. Toutefois, encore aujourd'hui, je ne peux que souscrire aux arguments utilisés par Mustafa Kemal lorsque celui-ci a écarté son rival Enver Pacha. En effet, Mustafa Kemal et Ismet İnönü [qui lui succédera après sa mort, en 1938] ont toujours défendu l'idée que les militaires devaient se retirer de la vie politique. Selon moi, il s'agit sans doute là des paroles les plus sensées qu'ait jamais prononcées Mustafa Kemal. Malheureusement, il semble que cette idée soit précisément celle dont les kémalistes ont aujourd'hui le plus peur. Dès lors, tant qu'il n'y aura personne en Turquie pour assumer réellement cette idée, le parfum de la mort continuera de planer sur Sarikamis et sur la Méditerranée.

Ahmet Altan*

* Ecrivain et journaliste.

November 21, 2002

The New York Times

Iraqi foes of Saddam face a shift in fortunes

By C.J. Chivers

The New York Times

LONDON: With rounds of quarreling and reduced expectations, a conference for Iraqi opposition groups devoted to replacing Saddam Hussein's government has been moved from Belgium to London and delayed until mid-December, opposition groups said.

In Denmark, meanwhile, an Iraqi general who defected in 1995 was charged with participating in war crimes. These events display the shifting fortunes and uncertainty among those who wish to replace Saddam.

A U.S. official said that details on the conference were not final, and that Britain had not yet agreed to be the host.

The conference, originally set for September, had been scheduled for this week in Brussels. The opposition groups hoped to declare unity and forge an agreement on how to govern Iraq should Saddam and his Arab Ba'ath

Socialist Party be removed from power.

But plans fell apart last week over disagreements about who would be invited to attend; the proportion of delegates for various ethnic and religious groups, and the agenda itself. There were also problems arranging visas for the delegates and their entourages.

The proposed new date and place emerged only after several groups met this weekend with a team from the U.S. State Department, Defense Department and National Security Council, which pressed them to resolve their differences and reconsider their agenda.

Sharif Ali bin al Hussein, an opposition leader and descendant of the Hashemite royal family that was displaced in a coup in 1958, said the conference was tentatively set to begin on Dec. 10 or 11, in London. He said that to represent the breadth of the opposition it might include as many as 400 delegates, far more than the 100 originally invited, or the 300 agreed on last weekend.

If the conference is successful, he said, it would probably lead to a statement of principles and perhaps selection of an advisory group to explore suggestions for a post-Saddam Iraq.

The diminished expectations in some ways reflected the political sensitivities surrounding any conference. Some opposition members said that the United States and Britain were in a difficult position: on one hand accepting the recent United Nations resolution for disarming Iraq, on the other pro-

moting a conference proposing to govern Iraq without Saddam.

A similar problem contributed to the collapse of the Brussels conference. Officially, the conference was delayed because of problems arranging visas. But opposition members here said Belgium had privately suggested that the opposition's objectives were well beyond those of other countries with an interest in the issue.

"The Belgians let it be known that the UN resolution is about disarming Saddam, but you want to meet about toppling him," said Mahmud Osman, a former Kurdish resistance member who is now an independent opposition delegate. "This was unacceptable."

In Denmark, General Nizar al Khazraji, 64, a former chief of staff of the Iraqi Army, was charged Tuesday with crimes against humanity and violations of the Geneva Convention for his supposed role supervising an officer who killed civilians in Iraq in 1988. Human rights workers and Kurdish officials say that as many as 182,000 Kurds were killed in the so-called Anfal campaign, which included mass executions, the razing of scores of villages, and the use of chemical weapons.

The general, who had said in a televised interview this autumn that he was prepared to lead a coup against Saddam, had been under investigation in Denmark since last year, when a Kurdish refugee spotted him on the street and reported him to the police. He has denied a role in the campaign.

SOMMET DE L'OTAN Paris est hostile à toute décision sur une contribution de l'organisation à la guerre contre Saddam Hussein

Bush bat le rappel de ses alliés contre l'Irak

George Bush a lancé hier un nouvel avertissement sans ambiguïté aux autorités irakiennes, quelques heures après le retour d'Irak du chef des inspecteurs en désarmement des Nations unies, Hans Blix, qui a dit avoir eu des discussions « constructives ». L'Irak s'expose à des frappes militaires s'il déclare le 8 décembre prochain qu'il ne possède pas d'armes de destruction massive, a déclaré à Prague le président américain. « S'il devait une fois de plus démentir que cet arsenal existe, il sera entré dans sa phase finale avec un mensonge et, cette fois-ci, la dissimulation ne sera pas tolérée », a-t-il déclaré dans un discours prononcé à la veille de l'ouverture du sommet de l'Otan dans la capitale tchèque.

Prague : de l'un de nos envoyés spéciaux
Luc de Barochez

Le président George W. Bush est venu au sommet de l'Otan, qui s'ouvre aujourd'hui à Prague, pour commencer à bâtir sa coalition militaire contre l'Irak. Arrivé le premier dans la capitale tchèque, le président américain a employé sa journée d'hier à battre le rappel de ses alliés. Fidèle à l'adage de Jules César « Si tu veux la paix, prépare la guerre », il a tenu à préciser que l'emploi de la force militaire ne restait qu'une option : « Si la volonté collective du monde s'exprime fermement, nous pourrions désarmer (l'Irak) pacifiquement », a-t-il dit au cours d'une conférence de presse avec le président tchèque, Vaclav Havel. Mais si jamais Saddam Hussein refusait de renoncer à ses programmes, alors « les Etats-Unis prendront la tête d'une coalition de pays volontaires pour le désarmer ».

« Si la décision était prise de recourir à la force militaire, nous consulterions nos alliés et amis qui, je l'espère, se joindraient à nous », a ajouté Bush. Lors d'un discours prononcé un peu plus tard devant des étudiants, il a averti une fois de plus Saddam Hussein qu'« aucun retard ni attitude de défi » ne seraient tolérés dans le démantèlement de son arsenal présumé d'armes de destruction massive.

Le président américain a rencontré hier à Prague son homologue turc, Ahmet Necdet Sezer. Il doit s'entretenir aujourd'hui, séparément, avec le président français, Jacques Chirac, et le premier ministre britannique, Tony Blair. Ce sont les dirigeants des trois pays européens qui comptent le plus aux yeux des Etats-Unis en cas de guerre contre l'Irak. Les Français, les

Britanniques et les Canadiens ont confirmé avoir été approchés, à la veille du sommet, par des responsables américains qui les ont sondés sur les effectifs qu'ils pourraient engager en cas de guerre.

A ce stade, les Etats-Unis n'envisagent pas de mobiliser l'Otan en tant que telle dans une opération contre l'Irak. La décision de se joindre à la « coalition des volontaires », a précisé George Bush, doit être prise par chaque pays, qui doit choisir, de la façon qu'il voudra, si, quand et comment il veut participer ».

Les Etats-Unis comptent repartir de Prague, à l'issue du sommet demain, avec en poche un communiqué exprimant un soutien ferme et unanime de l'Alliance à la résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU. La résolution prévient l'Irak qu'elle s'exposera à de « graves conséquences » si elle ne renonce pas à son arsenal de mort.

Le communiqué du sommet ne devrait pas aller plus loin, malgré les espoirs un moment caressés par Washington. Les Britanniques aussi avaient manifesté leur intérêt qu'en cas de guerre contre l'Irak l'Otan puisse jouer un rôle, contrairement à ce qui s'était passé pendant la campagne afghané l'an dernier. Mais la France a prévenu, avant-hier, qu'elle était hostile à toute décision à Prague sur une contribution de l'Alliance à une éventuelle intervention guerrière.

Les Etats-Unis ont fait machine arrière hier, soulignant qu'ils n'avaient pas besoin, à ce stade, que l'Alliance atlantique aille au-delà d'une déclaration de soutien à l'ONU. « Nous espérons avoir une déclaration politique à l'issue de ce sommet », a

déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche.

En raison de menaces non précisées, Bush a prononcé son discours dans un hôtel, et non pas dans l'ancien Parlement de Prague où l'événement était initialement prévu. Quelque 12 000 policiers ont été mobilisés pour assurer la sécurité du sommet. Des avions de combat F 16 américains patrouillent l'espace aérien. Mais hier à peine plus de 200 manifestants avaient répondu à l'appel des ex-communistes tchèques, sur la place de la vieille ville de Prague. La police craignait cependant d'autres manifestations, à l'appel d'organisations anarchistes et pacifistes.

Dévoilant le message qu'il doit transmettre aujourd'hui à ses pairs, George W. Bush a appelé l'Otan à se transformer radicalement pour s'adapter aux nouvelles menaces terroristes. « L'ennemi n'est plus la Russie. L'ennemi, ce sont les terroristes mondiaux, qui haïssent la liberté. Ensemble, nous pouvons œuvrer à vaincre l'ennemi, au nom de la liberté », a-t-il dit. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Alliance seront appelés aujourd'hui à entériner le principe d'une force de réaction rapide de l'Otan, aux effectifs de 21 000 hommes, qui sera capable d'intervenir partout dans le monde. Pour l'Otan, c'est le début de la transformation d'une alliance régionale en une organisation à compétences mondiales.



Le secrétaire général de l'Otan, George Robertson, et George W. Bush se sont entretenus à la veille de l'ouverture du sommet de Prague. Le principe d'une force de réaction rapide de l'Otan, qui sera capable d'intervenir partout dans le monde, sera entériné aujourd'hui. (Photo Jette/APP)

Le froid persiste entre Washington et Berlin

George Bush n'a accepté aucun rendez-vous avec Gerhard Schröder en marge du sommet de Prague. L'irritation américaine contre le chancelier n'a apparemment pas faibli. Schröder est accusé non seulement de refuser, par avance et dans tous les cas de figure, d'engager l'Allemagne dans un conflit avec l'Irak, mais aussi d'avoir usé de thèmes anti-américains dans sa campagne pour se faire réélire en septembre. Pourtant, les Allemands font des efforts. Ils ont proposé de succéder à la Turquie pour prendre la direction, avec les Pays-Bas, de la Force internationale de sécurité pour l'Afghanistan (Isaf). Ils ont laissé les Français mener le combat contre un cavalier seul américain en Irak. Et le ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer, qui, bien que Vert, bénéficie d'une meilleure image à Washington que son chancelier, est allé à Canossa pour plaider la cause de Berlin. Mais George Bush a la rancune tenace et continue à snober Schröder.

L. de B.

IRAK Accusé de crimes contre l'humanité au Danemark

Un ancien général de Saddam inculpé

Isabelle Lasserre

Ancien héros irakien de la guerre contre l'Iran, Nizar al-Khazraji a été placé en résidence surveillée au Danemark, où il est inculpé depuis mardi de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre pour son rôle dans les massacres perpétrés contre les Kurdes dans les années 80. Il s'apprêtait, affirme Copenhague, à se rendre en Arabie saoudite.

Aujourd'hui âgé de 64 ans, l'ancien chef d'état-major de l'armée irakienne, un sunnite, avait été limogé par Saddam Hussein en 1990 au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak, décision qu'il avait à l'époque critiquée. Après avoir fui en Jordanie en 1996, al-Khazraji

s'est vu refuser une demande d'asile politique au Danemark, justement en raison de son rôle présumé dans les attaques au gaz contre les populations kurdes. Il a néanmoins obtenu un droit de « séjour toléré » au Danemark, pays où il réside depuis 1999.

Parce qu'il est l'officier irakien de plus haut rang à avoir

fait défection, al-Khazraji fut un temps considéré par les Etats-Unis comme un successeur potentiel à Saddam Hussein. Si l'on en croit le quotidien arabe *al-Hayat*, il était même récemment le candidat le plus en vue parmi 62 officiers irakiens sélectionnés à Washington pour changer le régime baasiste.

Tout en affirmant haut et fort qu'il entendait jouer un rôle dans le renversement du pouvoir irakien, l'ancien général a

pourtant su rester en dehors des disputes de l'opposition. Censé avoir conservé le soutien d'une partie de l'armée, il était même considéré par certains comme un Karzaï irakien.

N'était cette casserole, l'opération Anfal, l'attaque chimique contre les populations kurdes, qui a fait des milliers de morts... Et qu'il n'a jamais réussi à faire oublier à l'Occident, même en fournissant des informations sur les programmes d'armements irakiens.

Clamant son innocence, al-Khazraji a reporté la responsabilité de l'attaque contre les Kurdes sur Ali Hassan al-Hajid, un cousin de Saddam Hussein, ancien ministre de la Défense, actuellement membre du

Conseil de commandement de la révolution. Son inculpation, dit-il, est une « *conspiration* »

du régime de Bagdad.

L'enquête ouverte par les autorités danoises contre l'ancien général irakien remonte, il est vrai, à octobre 2001.

Alors, pourquoi maintenant ? Si elle a été prise sous la pression des Etats-Unis, la décision des autorités danoises pourrait être interprétée comme un message à l'adresse des officiers irakiens de Bagdad : collaborez, ou vous subirez le même sort...

Partisan d'un rapide changement de régime à Bagdad, le premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen, a toujours soutenu la ligne dure du président américain, George W. Bush. Il a aussi récemment montré que son gouvernement n'était pas insensible à certaines influences extérieures.

C'est en effet sous la pression de Moscou que les autorités danoises ont arrêté Akhmed Zakaïev, un émissaire du président indépendantiste tchéchène, Maskhadov, qui a pourtant toujours défendu l'ouverture de négociations de paix avec les Russes.

Turkey in EU 'would bridge cultures'

Owen Bowcott

Admitting Turkey to the European Union would send a positive signal to the Islamic world and prevent a future clash of civilisations, the leader of the country's newly elected governing party told an audience in London yesterday.

Following meetings with Tony Blair and the foreign sec-

retary, Jack Straw, Recep Tayyip Erdogan called on the EU to demonstrate that it was not an exclusively "Christian club" but willing to include predominantly Muslim states in its ranks.

Mr Erdogan's explicit challenge to rightwing prejudices came as he embarked on an intensive lobbying of European capitals ahead of next month's

meeting of the EU Copenhagen summit which will consider Turkey's candidature.

Ankara is pressing to be given a firm date for entry as has been given to the 12 other applicant states - Poland, Hungary, the Czech Republic,

Estonia, Latvia, Lithuania, Slovakia, Slovenia, Cyprus, Malta, Romania and Bulgaria - which are due to join in 2004

and 2007.

Britain is a strong supporter of Turkey's cause, but this month the former French president Valéry Giscard d'Estaing caused uproar by demanding that Turkey never be allowed to join the EU. In an interview with *Le Monde*, he described Turkey as "a different culture, a different approach, a different way of life".

Fighting for change in Iran

The New York Times

Iran's pro-reform majority, long intimidated by powerful conservative clerics, is bravely pushing back. In Parliament, reformers have initially approved two vital pieces of legislation that would strengthen President Mohammed Khatami against unelected religious functionaries. In the streets, student protesters have compelled the country's supreme spiritual leader, Ayatollah Ali Khamenei, to order an appeals court review of the death sentence given to Hashem Aghajari, a history professor, for saying that Muslims should not "blindly" follow clerical authority.

The two laws being pressed by Par-

liament would help redress the balance between the popularly elected government and the self-appointed religious establishment. One would restrict the veto now wielded by the powerful Guardian Council, which currently can overturn acts of Parliament and bar candidates from running for electoral office. The other would strengthen the president's constitutional authority over the courts, which are now dominated by religious extremists.

Judicial extremism is evident in the sentence imposed on Aghajari, a close ally of Khatami. The court ordered that before being hanged, Aghajari, who lost a leg defending his country

against Iraq in the 1980s, should suffer 74 lashes and eight years' imprisonment. The cruelty of the sentence disgusted even conservatives and galvanized students into organizing the biggest demonstrations in years.

After five years of thwarted reforms, young Iranians are clearly running out of patience. The protest movement, which called not just for Aghajari's release but for an end to clerical dictatorship, spurred Ayatollah Khamenei to order a review of the death sentence. Though a religious conservative himself, Ayatollah Khamenei seems to recognize the danger of further discrediting Iran's Islamic Republic in the eyes of its discontented people. If he is wise, he will tell his clerical allies not to stand in the way of Parliament's two reform bills.

LE FIGARO JEUDI 21 NOVEMBRE 2002

The Guardian

Thursday November 21 2002

International Herald Tribune
Wednesday, November 20, 2002

L'Europe embarrassée par le cas turc

Le leader islamiste Erdogan était hier au Parlement européen.

Strasbourg (UE) envoyé spécial

Reccep Tayyip Erdogan, le dirigeant du Parti de la justice et du développement (AKP), poursuit son offensive de charme auprès des Européens. Le grand vainqueur des dernières législatives en Turquie s'est rendu hier au siège du Parlement européen, à Strasbourg, après une rencontre la veille à Bruxelles avec Romano Prodi, le président de la Commission, et en pleine tournée dans plusieurs capitales européennes. Partout, il a répété le même message: la Turquie a plus que jamais la volonté d'adhérer à l'Union.

Calendrier précis. Le problème est que les Européens, en dépit d'un discours officiel bienveillant, sont de plus en plus mal à l'aise face à cette candidature d'un pays peuplé de 68 millions de musulmans, qui plus est, situé principalement en Asie mineure. Or le temps des tergiversations semble révolu, Ankara exigeant que les quinze lui donnent, lors du sommet de Copenhague des 12 et 13 décembre, un calendrier précis d'ouverture des négociations d'adhésion. Accepter, c'est prendre le risque d'un rejet des opinions publiques

européennes, qui pourrait parasiter l'élargissement aux pays d'Europe de l'Est, lui-même peu populaire. Refuser, c'est prendre le risque de voir l'AKP, ce parti islamiste qui se dit «modéré», tourner le dos à l'Europe, et donner du grain à moudre aux durs de l'appareil d'Etat turc.

Début novembre, Valéry Giscard d'Estaing, président de la Convention chargée de préparer la Constitution de l'Union élargie, a mis les pieds dans le plat en déclarant que la Turquie «n'est pas un pays européen»: elle a «une autre culture,



Pat Cox, président du Parlement européen (à gauche), et Recep Tayyip Erdogan, hier à Strasbourg.

une autre approche et un autre mode de vie». Pour lui, son adhésion signifierait tout simplement «la fin de l'UE». Ce faisant, il dit tout haut ce que beaucoup murmurent dans les chancelleries et dans les couloirs bruxellois.

«VGE a eu parfaitement raison de lancer le débat des frontières de l'Europe, analyse l'eurodéputé français Jean-Louis Bourlanges, du groupe PPE-DE (démocrate-chrétien, conservateur). Le statut de pays candidat accordé à la Turquie par les chefs d'Etat et de gouvernement à Helsinki en 1999 sans réflexion, sans débat, dans la précipitation, ne peut pas être considéré comme irréversible: c'est le contraire de la démocratie.» Ne voulant pas se contredire à quelques années d'intervalle, toutes les capitales ont

pourtant réaffirmé le droit de la Turquie à adhérer à l'Union, le jour où elle en respectera les critères politiques et économiques. On discerne

«Plus on est eurosceptique, plus on est pour l'adhésion de la Turquie. Le pari est que l'Europe n'y résistera pas.»
Daniel Cohn-Bendit

simplement un peu plus d'enthousiasme proturc dans les pays les plus réservés à l'égard du projet d'Europe fédérale comme la Grande-Bretagne, l'Italie ou l'Espagne.

Fidèle. Pour la Commission européenne, fidèle aux engagements pris, il ne fait aucun doute que la Turquie a sa place en Europe. Günter Verheugen, commissaire chargé de l'élargissement, l'a rappelé mardi à Strasbourg: «Une date (de début de négociation) sera fixée lorsque les critères politiques seront respectés.» Avant quelques journalistes, Chris Patten, le commissaire aux Relations extérieures, a estimé «que l'on soit pour ou contre, on s'est engagé vis-à-vis de ce pays depuis maintenant quarante ans (accord d'association dès 1963). Comment leur dire: vous avez fait des progrès comme nous vous le demandions mais, désolé, on a changé d'avis?»

Calcul. Le débat fait rage au sein du Parlement européen, même s'il a préféré confirmer, mercredi, la «stratégie de pré-adhésion» dont bénéficie la Turquie (Libération d'hier).

Tous les groupes politiques ont étalé leurs divisions. «Il y a des positions divergentes», a admis l'Allemand Hans-Gert Pötinger, président du PPE, opposé à l'adhésion comme son parti, la CDU. Au sein du groupe socialiste, les clivages sont aussi présents. La Française Pervenche Bérés, favorable à l'adhésion, reconnaît que la question n'est pas tranchée au PS. «Et au sein du groupe des socialistes européens, les Allemands, en dépit de l'évolution récente de Schröder, sont assez contre.» «En fait, les clivages sont très nationaux, analyse Daniel Cohn-Bendit, président du groupe des Verts. Plus on est eurosceptique, plus on est pour l'adhésion de la Turquie. Le pari est que l'Europe n'y résistera pas.» Tout le monde se retrouve pour refuser qu'une date d'ouverture de négociations d'adhésion soit fixée dès le sommet de Copenhague. Avec le calcul que, si la Turquie doit être membre, ce ne sera pas avant une dizaine d'années... ●

JEAN QUATREMER

22 NOVEMBRE 2002



U.K. officials back Turkey on EU bid

From news reports

LONDON: British officials backed Turkey's campaign to have the European Union set a date for the start of membership talks, after Prime Minister Tony Blair met with the leader of Turkey's governing party.

Turkey wants the EU to fix an accession timetable at the 15-member bloc's summit meeting next month in Copenhagen. EU officials have said that Turkey has not met all the criteria for talks, such as freeing political prisoners and reducing the military's influence over political decisions.

"What we're looking for at Copenhagen is a satisfactory outcome for Turkey," Foreign Secretary Jack Straw of Britain told journalists after the meeting. "I expressed our strong support for Turkey's accession to the European Union as soon as that is possible."

Former President Valéry Giscard d'Estaing of France, who heads a year-long convention to hammer out an EU constitution, appeared to reject Turkey's EU aspirations this month when he said it had "a different culture, a different approach, a different way of life" that was not European.

Some EU members such as Greece say that a timetable for Turkey should

be conditional on ending the division of Cyprus, where Ankara maintains about 35,000 troops. The United Nations submitted a plan last week for reunifying the island, which has been split between ethnic Greeks and ethnic Turks since 1974.

Reunifying Cyprus and settling Turkey's EU entry date should be "treated as one thing," Recep Tayyip Erdogan, leader of Turkey's Justice and Development Party, said during a meeting with investors at the Savoy hotel in London. Turkey could get a date for talks to begin without prior agreement on Cyprus, if it commits to making progress on the UN plan, he said.

"Mr. Blair told me that they will do their best to enable Turkey to get a date at Copenhagen and will try to persuade" other EU members, Erdogan said. Erdogan is midway through a tour of European capitals to build support for Turkey's membership bid.

(Bloomberg, AFP)

■ Kurdish broadcasts allowed

Turkey's broadcasting authority on Wednesday authorized state radio and television to air limited programs in the once-banned Kurdish language, a step toward meeting EU membership re-

quirements, The Associated Press reported from Ankara.

Turkey's Parliament voted in August to allow TV and radio stations to broadcast in regional languages such as Kurdish. EU countries welcomed the change but said they were waiting to see if it is properly implemented.

The changes could not be put into force until the broadcasting authority ruled on the details.

On Wednesday, Fatih Karaca, the head of the broadcasting authority, said only state television and radio — not private stations — could air the broadcasts.

He said radio broadcasts in Kurdish or other regional languages could not exceed 45 minutes per day and a total of four hours a week. Television broadcasts in Kurdish cannot exceed 30 minutes a day and a total of two hours a week.

It is not clear when the broadcasts will start.

Kurdish activists have criticized the regulations, saying the limits on the broadcasts were a violation of basic freedoms.

"This is not democratic, this is not freedom," said Naci Kutluay, deputy chairman of Turkey's pro-Kurdish Democratic People's Party. "This will neither satisfy the Kurds, nor the EU."

International Herald Tribune
Thursday, November 21, 2002

Au Proche-Orient, la fin des modèles

DANS QUELQUES MOIS, le profil du Proche-Orient aura changé. Dans deux des pays parmi les plus importants de la région, l'Irak et l'Iran, une histoire prend fin, dans l'échec ; un modèle s'éteint, dans la faillite. Or ces deux pays, dans l'affrontement idéologique et dans la guerre, n'ont cessé de marquer le Proche-Orient de ces vingt dernières années. Ils ont été des pôles d'influence et d'inspiration ; ils ont cherché, l'un et l'autre, la prépondérance régionale, tantôt par l'exemple, tantôt par la force, ou les deux à la fois. Quelque chose s'achève. Une transition est en cours, encore difficile à saisir.

Volontiers prosélyte à ses débuts, la révolution islamique iranienne ne s'est jamais exportée. Si elle a voulu, par la suite, constituer un exemple — élections libres, presse plus dynamique que partout ailleurs dans la région, femmes au Parlement, au gouvernement, dans la fonction publique et dans l'armée —, celui-ci est aujourd'hui dans une impasse. Le modèle iranien ne fonctionne pas. L'épreuve de force paraît inévitable entre deux camps.

D'un côté, ceux qui ont élu, librement, à deux reprises le président réformateur Mohammed Khatami (en 1997 puis en 2001) et une majorité réformatrice au Majlis (le Parlement). Ils veulent l'exercice de la démocratie ; ils entendent que le pouvoir politique revien-

ne à ceux qui ont la légitimité du suffrage populaire ; ils n'ont rien contre l'islam, un des piliers — pas le seul — de leur identité nationale, mais ils aimeraient prouver qu'il est soluble dans la démocratie. Ils sont l'Iran moderne, éduqué, jeune. Ils représentent la majorité d'un pays de plus de 60 millions d'habitants, pour la plupart nés après la révolution khomeiniste de 1979.

En face, ceux qui prétendent incarner l'héritage de l'ayatollah Khomeiny, regroupés, plus ou moins, autour du « guide spirituel », l'ayatollah Ali Khamenei, et de la fraction la plus conservatrice du clergé chiite iranien. Ils consentent aux élections, mais veulent que le pouvoir politique reste dans leurs mains ; ils subsistent la démocratie formelle, mais entendent que le pays reste une mollaharchie réelle. Ils contrôlent plusieurs centres de pouvoir : la justice, une milice — les Bassidj — chargée des basses œuvres et recrutée dans les bas quartiers, une armée enfin, les Gardiens de la révolution, qui double l'armée officielle iranienne. Au travers de fondations, ils disposent d'immenses moyens financiers.

Bien sûr, le paysage politique est plus compliqué — on est en Iran ! Le président Khatami est un homme du sérail, un ayatollah lui aussi. Il vient du Parti de la révolution. Toute la question est de savoir s'il peut encore réussir là où

Gorbatchev a échoué : réformer dans le système. Et le « guide », de son côté, sait ménager les réformateurs quand les conservateurs vont trop loin : il a ordonné à la justice de revenir sur la condamnation à mort d'un des héros du camp khatamiste, l'universitaire Hachem Aghajari. Ni Khatami ni Khamenei ne veulent d'affrontements de rue. Mais, à s'en tenir à un statu quo qui le maintient dans un rôle de postiche, le président élu risque de se déconsidérer et d'être débordé par ses électeurs. Il a posé un ultimatum au « guide » : si celui-ci laisse bloquer par les conservateurs un projet de réforme de la justice, Khatami se dit prêt à démissionner, et, avec lui, le Parlement élu. Ce serait la crise de régime, le face-à-face résultant de l'impossible synthèse démocratie-mollaharchie.

FANTÔME DÉGÉNÉRÉ

Au-delà du vieil antagonisme entre Perses et Arabes, la révolution iranienne voulait mobiliser et inspirer les déçus du modèle laïque dans la région. Au nom de l'islam révolutionnaire, elle espérait soulever les sujets des émirats et autres monarchies de l'autre rive du Golfe ; mais elle visait aussi, parmi les Satans de moyenne envergure, le régime « infidèle » de Bagdad, ce parti Baas détesté parce que socialiste et laïque, et parce que l'Irak aspirait

DIMANCHE 24 - LUNDI 25 NOVEMBRE 2002

Le Monde

à être, aux dépens de l'Iran, la puissance dominante dans la région. Le Baas prétendait prendre le relais d'un nassérisme enseveli sous les sables de la défaite face à Israël (en juin 1967) et les décombres d'une économie naufragée par la planification à la soviétique.

Commençant à monopoliser le pouvoir en 1969, un an avant la mort de Nasser, Saddam Hussein n'eut jamais l'aura du raïs égyptien. Il n'en a ni la flamboyance, ni l'envergure, ni le charme personnel, ni l'éloquence, bref, rien de ce qui composait le charisme de Gamal Abdel Nasser. Il avait, en revanche, ce que n'avait pas l'Égypte : les ressources du pétrole et de l'agriculture dans un pays bénéficiant, qui plus est, d'une démographie équilibrée. Les dix premières années au moins, il va entreprendre une formidable modernisation de son pays. Il aspire alors au leadership dans le mon-

de arabe. L'écrivain palestinien Saïd Aburish, qui travailla un temps à Bagdad, raconte : « Les Arabes de ma génération étaient orphelins de Nasser. Vers quel autre leader que Saddam, quel autre pays que l'Irak pouvions-nous nous tourner ? » (in *Le Nouvel Observateur*, 10-16 octobre 2002). Cela ne va pas durer. Très vite, grisé de pouvoir, de plus en dictatorial, plus brutal que jamais, Saddam Hussein entraîne son pays dans une série de guerres (contre ses Kurdes, contre l'Iran, contre le Koweït, etc.) - elles seront, pour l'Irak, autant de catastrophes.

Le régime irakien n'est plus que le fantôme dégénéré du modèle laïque qu'a voulu être le baasisme. Le pouvoir de Saddam Hussein est tout le contraire de l'autocratie éclairée et modernisatrice qu'il prétendait être dans les années 1970. C'est aujourd'hui un pouvoir tri-

bal, affairé à se survivre et à remplir les caisses du clan. Le dernier vestige d'un modèle d'Etat laïque au Proche-Orient paraît condamné à court terme, qu'il soit déstabilisé par le régime de souveraineté restreinte que vont lui imposer les inspecteurs du désarmement de l'ONU ou renversé par une intervention américaine. Fin de partie à Bagdad, impasse à Téhéran : ce sont deux modèles qui s'effondrent. Le vide politique est palpable au Proche-Orient. Il profite sans doute à Ben Laden. L'espoir viendrait de Turquie. Avec l'arrivée au pouvoir de ce parti islamique (ou islamiste, si l'on est mal disposé à son égard) qui entend respecter la laïcité de l'Etat et approfondir la démocratie, l'expérience politique en cours à Ankara pourrait être déterminante. Pour tout le Proche-Orient.

Alain Frachon

Nations weigh U.S. request to join forces against Iraq

By James Dao

The New York Times

WASHINGTON: The governments of Britain, Australia, Denmark and several other nations say they are strongly considering formal requests from the United States to join a military coalition against Iraq, if weapons inspections fail.

The countries are among more than 50 nations that American diplomats have been contacting this week in for-

eign capitals and at the NATO summit meeting in Prague to discuss participating either in an invasion or postwar reconstruction effort in Iraq, administration officials said.

While the United States is asking some nations to provide troops and military equipment for a war, it is requesting others for support for peacekeeping, relief and reconstruction operations following a war.

American and foreign officials said Wednesday that the discussions with most nations were still in the early stages and that few, if any, governments have committed troops or other resources.

The preparations for war had two objectives, officials said: to pressure President Saddam Hussein of Iraq to comply with weapons inspections, and to have a force in place for quick action in case Iraq violates UN resolution 1441 requiring disarmament.

"In dealing with Iraq, it's clear that only the credible threat of force and se-

rious consequences are likely to elicit Iraqi cooperation and compliance," said Philip Reeker, the deputy State Department spokesman. "In that vein, we're engaged in discussions with a large number of like-minded governments around the world about what may need to be done if Iraq does not comply with the Security Council resolution. And this includes participation in and support for a future coalition."

But the United States also has a political objective in recruiting partners for a possible military strike: To demonstrate that it is not acting unilaterally against Iraq. The participation, even nominal, of other countries in a military "coalition of the willing," as the White House has called it, would be particularly important to the administration if the United States chose to attack Iraq without authorization from the UN Security Council, officials said.

The U.S. diplomatic blitz began on



Kevin Lamarque/Reuters

President Bush, Secretary of State Colin Powell, Condoleezza Rice, the national security adviser, and Defense Secretary Donald Rumsfeld at the NATO summit meeting in Prague on Thursday. They sought military backing against Iraq if arms inspections failed.

Monday when the State Department sent cables to more than 50 U.S. embassies asking them to open formal discussions with their host governments about joining a coalition against Iraq. The effort continued Wednesday in Prague, where President George W. Bush discussed Iraq with President Ahmet Necdet Sezer of Turkey and President Vaclav Havel of the Czech Republic. Bush is scheduled to meet with Prime Minister Tony Blair of Britain and President Jacques Chirac of France

in Prague on Thursday, before traveling to Russia.

In Sydney, Australia's prime minister, John Howard, said Wednesday that Australia has participated with the U.S. Central Command, which oversees U.S. forces in the Middle East, in planning for a possible military strike against Iraq. Australian officials also said that Australia plans to withdraw 150 special forces commandos from Afghanistan, where they have helped hunt for Al Qaeda and Taliban forces, for possible

redeployment to Iraq.

French, Canadian and Dutch officials said their governments have also received requests for assistance from the United States. It was not clear Wednesday night whether Germany would be asked to participate.

Pentagon officials said there have also been discussions and some informal agreements with some Gulf countries about using their bases as staging areas for troops and aircraft.

Disarming Saddam ■ By David Phillips

America and Iran are allies

WITH OR without war, Iran is committed to disarming Iraq. The Guardian Council stipulates that "there can be no worse regime for us than Saddam's." The United States and Iran have common cause in disarming and, if necessary, removing him.

They also share some common interests in managing Iraq after a regime change. Both are adamant about preserving Iraq's territorial integrity. Both are committed to contain vigilantism and revenge-taking that might destabilize the country. And both want to ensure that Iraq's ethnic and religious groups, disenfranchised for decades under Ba'ath party rule, secure their political and cultural rights in a post-Saddam Iraq.

Although Iran has declared "active neutrality," its extensive contacts with the Supreme Council for Islamic Resistance in Iraq could yield valuable intelligence on Iraq's weapons of mass destruction. The United Nations would certainly welcome such information.

Should the United Nations find Iraq in material breach of the recent Security Council resolution authorizing intrusive weapons inspections, Iran would be one of many countries to endorse military action. Moreover, it could assist any U.S.-led international security force by providing access to its airspace and allowing search and rescue missions for American pilots downed on Iranian territory.

If Iraq uses chemical agents against U.S. ground forces, Americans may well end up in Iranian hospitals, which are well equipped and staffed by medical personnel experienced in treating victims of chemical weapons from the war that Iraq waged against Iran.

As a frontline state in any new con-

flict, Iran will be inundated by Iraqi refugees. The displaced population will be even greater if Saddam Hussein uses weapons of mass destruction against Shiites or Kurds. UN agencies can provide some relief, but Tehran will bear the biggest burden. In this event, the United States should provide emergency humanitarian assistance to address the needs of refugees.

America should also extend its security umbrella by eliminating Scud missiles that could attack any of Iraq's neighbors, including Iran.

The United States and Iran cooperated in the war against the Taliban and Al Qaeda in Afghanistan, and in forming a new administration in Kabul. But cooperation was suspended after President George W. Bush included Iran in his axis of evil. This time the convergence of U.S. and Iranian interests in Iraq may foster continuity in their collaboration.

Any such rapprochement will meet strong opposition in some circles of the Bush administration. No matter how helpful Iran may be, the United States will be realistic. It will reach out to Tehran only if America's national interest is advanced by doing so. Some circles in Tehran are equally wary of contact with the United States.

But small gestures have a big impact within Iran. For example, the United States could stop obstructing Iran's application to join the World Trade Organization. By requiring standards of openness and transparency, Tehran's candidacy will promote moderation in Iran.

The U.S. Treasury Department's Office of Foreign Assets Control restricts transactions with Iran. America could loosen procedures for exporting food and medicine to Iran, and relax prohibitions on U.S. nongov-

ernmental organizations providing assistance to refugees in Iran.

The 1997 Visa Reform and Security Act mandates a lengthy security review for Iranians wanting to enter the United States. Increased medical and humanitarian exceptions could be provided, and applications could be evaluated more expeditiously.

As Iran progresses down the path of reform, the United States may choose to broaden its dialogue with Tehran. Unconditional talks should include making clear why Hezbollah is so heinous to Americans. Other concerns, such as Iran's meddling in the Middle East peace process and its extensive nuclear program, must be discussed.

In turn, Iranian officials could raise their concerns about sanctions, frozen assets and Iran's inclusion on the list of countries sponsoring terrorism.

Iranian hard-liners think that after Iraq, the United States has its sights set on Iran. But America need not interfere in Iran's domestic affairs. The Iranian state has much more to do at home. Reform is the inevitable next stage in Iran's evolution.

The writer, a senior fellow at the Council on Foreign Relations in New York, contributed this comment to the International Herald Tribune.

Herald INTERNATIONAL **Tribune**

November 25, 2002

Hard-liners mobilize as Iran quells reformists

Agence France-Presse

TEHRAN: Iranian hard-liners on Sunday began a week of street rallies as pro-reform students were told to end two weeks of demonstrations or face a fierce conservative backlash.

About 10,000 members of the hard-line Basij militia chanted "Death to America" outside the former U.S. Embassy here. But rival rallies planned by university students were called off after government authorization was withheld.

A leading member of the main reformist party backing President Mohammad Khatami warned students that their continued protests — originally sparked when the pro-reform academic Hashem Aghajari was sentenced to death for blasphemy — could cause hard-liners to declare a state of emergency.

"The students must be very vigilant in order to avoid a violent reaction from hard-liners," said Said Hajarian, a leader of the Islamic Iran Participation Front.

"They should organize gatherings and roundtables, and avoid going out onto the streets, because certain people are ready to declare the country to be in a state of emergency."

The warning was also echoed by that group's leader, who is the brother of President Khatami.

"When the pressure becomes too strong for the reform movement, it is normal that students and the youth look for other solutions," said Mohammad Reza Khatami.

Since Nov. 9, students have been demonstrating nearly every day over the Aghajari verdict.

On Sunday, student leaders said they had called off protest gatherings at Amir Kabir polytechnic and Elm-o-Sanat (Science and Technology) University, both in Tehran, after the authorities refused to grant permission for the rallies.

A government source said that because the Aghajari case was now subject to a review following the intervention of the supreme leader Ayatollah Ali Khamenei, students should end their protest actions, which have spread across the country and have sparked sporadic clashes.

Khamenei denounced the wave of student protests Friday and called for political unity.

On the other side of Iran's political



Raheb Homavandi/Reuters

Iranian civil servants taking part in a demonstration by members of the Basij militia in front of the former U.S. Embassy in Tehran. The government has told pro-reform students to end rival protests, saying they could trigger a backlash by hard-liners.

divide, the Basij militia gathered outside the former U.S. Embassy as part of events marking national Basij week.

"Islam is victorious, the East and the West are defeated," shouted the crowd of about 10,000 armed and uniformed activists, including 2,000 women clad in black chadors.

The embassy was overrun by radical students on Nov. 4, 1979, just months after the removal of the U.S.-backed Shah of Iran. Its 52 staff were held hostage for 444 days, in a crisis that led to the suspension of U.S.-Iranian ties.

Now called the "den of spies" and serving as a Revolutionary Guards base, the walls of the former embassy are covered with an array of colorful revolutionary artwork denouncing the "Great Satan."

National Basij week, which began on Saturday, comes amid mounting polit-

ical tension between the country's reformist and conservative camps as well as the rise in student protests.

Shortly before the Aghajari verdict, reformists unveiled what has been seen as a last-ditch initiative to challenge the power of hard-liners.

Reformist lawmakers introduced legislation to strip a conservative oversight body of its right to approve candidates for public office and to give President Khatami the power to challenge judicial rulings he deems to be politically motivated.

The reformists have threatened to call a national referendum if conservatives block the initiatives.

For their part, the Basij, an ultra-conservative volunteer militia, serve as street enforcers for the government, cracking down on "un-Islamic" moral and political practices.

International Herald Tribune
Monday, November 25, 2002

A Saint-Pétersbourg, MM. Bush et Poutine affichent leur accord sur l'Irak et la Tchétchénie

L'alliance « antiterroriste » entre les Etats-Unis et la Russie éclipse des désaccords persistants

MOSCOÛ

de notre correspondante

C'est dans un somptueux palais de Catherine la Grande, en cours de rénovation pour les fêtes du tricentenaire de Saint-Pétersbourg, la ville natale de Vladimir Poutine, qu'a été reçu, vendredi 22 novembre, George W. Bush. La campagne « antiterroriste » mondiale, ciment des nouvelles relations russo-américaines depuis les événements du 11 septembre 2001, a été le thème dominant de ce « sommet informel » entre les deux présidents. La rencontre, prévue à l'origine pour octobre au Mexique, avait dû être reportée en raison de la prise d'otages dans un théâtre de Moscou par un commando tchétchène.

M. Bush n'a passé que trois heures dans la région de Saint-Pétersbourg, avant de se rendre en Lituanie. Il s'agissait de la deuxième visite en Russie du dirigeant américain, après un sommet à Moscou en mai, marqué par un accord de désarmement nucléaire et l'annonce d'un « dialogue énergétique ». M. Bush a répété à son interlocuteur que l'élargissement de l'OTAN « ne menace pas la Russie ». M. Poutine a répondu qu'il n'excluait pas « la possibilité de renforcer les relations de la Russie avec l'Alliance ».

Dans une déclaration commune, les deux présidents ont appelé l'Irak à respecter « totalement et sans condition » la résolution 1441 de l'ONU sur son désarmement. M. Poutine a toutefois voulu marquer une distance sur ce dossier, rappelant que « 15 des 19 auteurs » des attaques du 11 septembre 2001 étaient des ressortissants non pas de l'Irak, mais de l'Arabie saoudite,



« Lorsque des terroristes provoquent la mort de civils, un véritable leader doit être ferme »

GEORGE W. BUSH

pays qui, selon le président russe, joue un rôle dans le « financement » de réseaux terroristes.

C'est au cours d'une conversation téléphonique ce mois-ci, au moment où les Etats-Unis battaient le rappel des voix à l'ONU en faveur d'une résolution musclée contre l'Irak, que M. Poutine aurait suggéré à M. Bush de se rendre en Russie après le sommet de l'OTAN. Devant une équipe de la télévision russe, M. Bush a déclaré jeudi que les intérêts économiques russes en Irak (contrats pétroliers, dette)

« seraient bien sûr pris en compte », répondant à une inquiétude souvent évoquée à Moscou.

Le président américain a par ailleurs apporté un soutien appuyé à la façon dont le Kremlin avait géré la crise des otages à Moscou (128 morts parmi les spectateurs du théâtre). « Lorsque des terroristes provoquent des morts de civils, un véritable leader doit être ferme. Mon ami Poutine s'est trouvé dans une situation très difficile : les terroristes menaçaient de tuer 800 personnes. Il a fait tout son possible pour sauver des vies. J'ai entendu que certains accusent la Russie de ce qui s'est passé. Ce sont les terroristes qui devraient être accusés », a commenté M. Bush.

Le président américain a aussi, dans cet entretien diffusé à la télévision russe, lancé un appel à un règlement politique en Tchétchénie. « L'un n'exclut pas l'autre, a dit M. Bush, on peut pourchasser les terroristes et les meurtriers, mais en même temps régler la situation par des moyens généralement pacifiques. » Interrogé sur les liens que le président tchétchène, Aslan Maschadov, entretiendrait, selon Moscou, avec le terrorisme international, M. Bush a esquivé la réponse : « Je n'ai pas eu l'occasion de discu-

ter de tels liens avec Vladimir Poutine. » Il a ajouté que les Etats-Unis continuaient, dans la République ex-soviétique de Géorgie, où ils ont envoyé cette année quelque 200 instructeurs militaires, de prêter main-forte au président Edouard Chevardnadze pour « trouver les assassins, les soutiens d'Al-Qaïda, qui pourraient se cacher dans les gorges de Pankissi, avec pour but de déstabiliser la Russie ».

« SENTIMENT D'ENCERCELEMENT »

A Moscou, l'idée que l'OTAN puisse à l'avenir déployer des forces dans la région balte n'enchantait guère, surtout après l'arrivée de soldats américains en Asie centrale et dans le Caucase. Tout cela suscite « un sentiment d'encercllement », commente un haut responsable russe, même si aucune critique de cet ordre n'est formulée ouvertement.

L'important, écrivaient vendredi les *Izvestia*, journal proche du pouvoir russe, « est que la position de Bush concernant les méthodes de la guerre antiterroriste, telle qu'il l'a formulée après la prise d'otages à Moscou, est très appréciée au Kremlin ».

Natalie Nougayrède

U.S. seeks a war pretext, Iraqi letter to Annan says

The Associated Press

BAGHDAD: In a long, stern letter to the United Nations, Iraq's foreign minister has complained that the new Security Council resolution on weapons inspections provides a pretext for the United States to wage war against his country.

"There is premeditation to target Iraq, whatever the pretext," Foreign Minister Naji Sabri wrote to Secretary-General Kofi Annan in a letter dated Saturday and made public Sunday.

The Iraqi complaints are not expected to interfere with the scheduled resumption of UN weapons inspections Wednesday.

The letter had been expected, promised by the Iraqi official when he wrote to Annan on Nov. 11 to accept Resolution 1441, which sent the inspectors back to Iraq after a four-year absence.

The resolution, adopted Nov. 7, de-

mands that the Iraqis give up any chemical, biological or nuclear weapons, or face "serious consequences." It requires the Baghdad government to make a declaration by Dec. 8 of any weapons of mass destruction, facilities to manufacture them, and "all other chemical, biological, and nuclear programs," even those not related to military uses.

The Iraqis have agreed to meet the Dec. 8 deadline. But top UN inspectors who visited Baghdad last week said the Iraqis expressed concern about the short time allotted to make a comprehensive report.

Paragraph 4 of the resolution says that "false statements or omissions" in Iraq's declaration of its weapons or weapons programs could contribute to a finding that it had committed a "material breach" of the resolution, a finding that might lead to military action.

The foreign minister's letter, which analyzes the 2,200-word resolution

paragraph by paragraph, complains that this key paragraph is unjust and unprecedented, "because it considers the giving of inaccurate statements — taking into consideration that there are thousands of pages to be presented in those statements — is a material breach."

Sabri wrote that the aim was clear: "to provide pretexts" to be used in "aggressive acts against Iraq."

Sabri urged members of the Security Council to ensure that the weapons inspectors are committed "to their obligations according to the UN Charter" and the United Nations' goals. If they do so, he wrote, they will "uncover the false U.S. accusations."

Sabri said the United States and Britain had failed to back up their allegations that Iraq retained some chemical or biological weapons.

Sabri also complained that the resolution gives the inspectors "unjust power" such as "conducting interviews with citizens inside the country without the presence of a representative of their government or asking them to leave their country with their families for interviews or demanding lists of the names of all scientists and researchers and removing equipment without notifying the Iraqi government."

Barzani sees little for his troops to do if the U.S. invades

Los Angeles Times By Robin Wright
November 24 2002

Massoud Barzani is a respected military strategist and a survivor who can play all sides of the fence. In the 1980s, Iraqi troops killed three of his brothers, 29 family members and some 8,000 Barzani clansmen. Nevertheless, in 1996, Barzani briefly allied with Saddam Hussein and allowed Iraqi troops into Kurdistan to rout rival Kurdish leader Jalal Talabani and his Iranian backers. A good chunk of Barzani's budget comes from levies on goods smuggled into and out of the rest of Iraq through the northern Kurdistan enclave.

Barzani inherited the leadership of the Kurdistan Democratic Party from his father, the legendary Mulla Mustafa Barzani, the charismatic, dagger-wielding fighter who launched the Kurdish nationalist movement in Iraq and, in 1961, an armed struggle. The Barzani family history chronicles the repeated U.S. betrayal of the Kurds. After using Kurdish fighters to pressure Baghdad, then-Secretary of State Henry A. Kissinger turned around and negotiated a deal between Iran and Iraq in 1975 that let Hussein crush the movement launched by Barzani's father, who was forced into exile. In 1991, after calling for a Kurdish uprising against Baghdad after the Gulf War, the United States allowed Hussein to quash the rebellion, which led to thousands of deaths and more than 1 million Kurds fleeing to the borders with Turkey and Iran. Barzani's headquarters are in Salahuddin, a mountaintop retreat near Irbil.

Question: Do you think the new U.N. resolution renewing weapons inspections in Iraq means war can be avoided? Or do the chances of war now increase?

Answer: The resolution has probably delayed [the war]. I think that the decision about war has already been taken.

Q: Do the Kurds really want a change of government? Kurdistan is the only area of Iraq to thrive since 1991, effectively gaining self-rule [under protection from U.S. and British warplanes] in the northern no-fly zone. You would have to give this up if Iraq is reunified.

A: We want a democratic, federal Iraq. So we welcome whatever achieves this goal.

Q: What role will the Kurds play if there is a war? For example, would you be prepared to allow U.S. troops to use your facilities in Kurdistan?

A: I don't think that the fighting will be in our region, but Americans could come via Kurdistan. We cannot prevent them from doing so.... During a war, I don't think we will be able to offer anything, because there are differences in systems of command, training and ways of fighting.

Q: Is there a role for Kurdish fighters, the peshmerga? Are they the equivalent of Afghanistan's Northern Alliance?

A: It's a mistake to compare the situation here with Afghanistan or to compare the peshmerga with the Northern Alliance. But this is not purely a matter of toppling Saddam Hussein, which is not a difficult job.... The most important thing is what happens after the war. We have proposed, first, that within three months [of a regime change], Iraq establish a federal parliament; and, second, that we have guarantees that the United States would not allow any foreign interference in Iraq or in the Kurdish area. If we are given these guarantees, the Kurds will do their best to cooperate in all possible ways. But if the war is merely to overthrow the regime, and we don't know what lies ahead for the Kurds, why should the Kurds put themselves in a trap?

Q: So you're not satisfied with the U.S. commitment so far?

A: The commitment we have is different from [the one] in the past. There is trust [this time]. What worries me is the lack of transparency and details -- specifically, on the formation of the new government. The United States should respect the will and the desire of the Iraqi people to decide on the formula for a new government. The other issue that worries us is the danger of foreign interference [by a neighboring state].

Q: What is the Kurds' vision of a post-Hussein Iraq?

A: We are opting for a voluntary union. There is no animosity between the Kurds and the Arabs. There are other minorities living here, like the Turkmen and the Assyrians, who are all brothers. We're working for an alternative that is pluralistic and federal. There is a desire and will to preserve the unity and the territorial integrity of this country within the state of Iraq.

Q: One of the most explosive issues of post-Hussein Iraq is the fate of the northern city of Kirkuk. The Kurds' propo-

sed constitution makes Kirkuk their regional capital, which makes Turks nervous because Iraq's Kurds would have strategic and economic power that might inspire Turkey's own restive Kurds. Some Turkish politicians even warn of military intervention if the Kurds take control of Kirkuk. Is there room for compromise on Kirkuk?

A: What right does Turkey have to dictate to us? We are not going to accept this kind of interference from any country. Other people have made a big thing out of Kirkuk. For others, Kirkuk is important because it lies on a sea of oil. For us, Kirkuk is important because it lies on a sea of our blood. Kirkuk is the symbol of the suffering of the Kurdish people. But when we talk about Kirkuk, it doesn't mean that there should be no one else there except Kurds. Kirkuk is part of Kurdistan, and it has the identity of Kurdistan. But at the same time, it's a city of Iraq, like Basra and Baghdad. So there could be Arabs, Turkmen and Shiites living there, too. But what we are not ready to compromise on is the identity of that city. Also, whatever we have submitted is a proposal. Both the [Kurdish] constitution and the issue of Kirkuk are points to be discussed. They're negotiable.

Q: After all these years of tension among the Kurds, is the fighting really over?

A: Yes. It was an unfortunate thing to happen, but it has happened to other peoples as well. The circumstances are conducive for peace four years after signing the Washington agreement in 1998 because of confidence-building measures. Trust has come back to people. The rank and file of the Kurdish parties have been convinced that war leads to the destruction of the Kurdish whole. So I'm optimistic.

Q: What is your role if Hussein is ousted?

A: I've been a peshmerga for 40 years, since I was 16. My personal desire is to go to one of the villages in the Barzan area to be left to my personal life, to retire. So, the moment our people are liberated and free, I think my mission would end.

* * * * *

Talabani urges limited U.S. aid to the opposition in ousting Hussein

Los Angeles Times By Robin Wright (chief diplomatic correspondent and author of four books on international affairs.)
November 24 2002

Jalal Talabani used skills learned during his obligatory Iraqi army duty to fight in and help lead the first Kurdish revolt in 1961. He subsequently became a top official in the Kurdish Democratic Party of Mustafa Barzani. After the collapse of the Kurdish revolt in 1975, precipitated by a U.S. policy shift, Talabani and other Kurdish intellectuals launched a more modern and less clan-based movement, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), which then began its own armed resistance inside Iraq.

The split reflects a core problem for the Kurds, the world's largest ethnic group without a country and the most victimized sector of Iraqi society -- the only group in Iraq against which Saddam Hussein used chemical weapons. The rivalry between the two Kurdish parties has diverted attention from their long-term goal. Disputes over revenue-sharing and land led to two years of sporadic clashes. In 1996, Hussein's intervention helped the Kurdistan Democratic Party push the Patriotic Union of Kurdistan back to the Iranian border, leading Talabani to call Barzani a traitor.

Talabani now controls the eastern sector of "liberated" Kurdistan, Barzani the western area. Both have their own administrations and military forces. But they share a national assembly originally elected in 1992. It reconvened last month for the first time in six years, a symbolic move reflecting new attempts at unity mediated by the United States. Talabani's headquarters are in Sulaymaniyah.

Question: Will the new U.N. resolution inevitably lead to war?

Answer: We're not against an invasion, but I would be glad not to see a U.S. invasion of Iraq. It would be better to help Iraqis liberate their own country. If an invasion means 150,000 troops, occupying Baghdad and imposing a government, this should not be the intent of the United States. But if the United States helps the real opposition forces -- the peshmerga, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, the Free Officers and others -- with its Air Force and Special Forces, [victory over Hussein] will be easy. It won't need to send a large army.

Q: Would the Patriotic Union of Kurdistan collaborate with a U.S. military campaign?

A: When [Secretary of State] Colin Powell sent his message of congratulations to our parliament [last month], he said he was proud that the Kurds are partners of the U.S. in the fight against tyranny and terrorism and for a free, democratic Iraq. This [partnership] was unanimously adopted by the national assembly.... But we would also be happier if the United States agrees on a future plan for Iraq based on democracy, federalism and a multiparty state.

Q: Since the imposition of the no-fly zones in 1991 and the U.N. oil-for-food program in 1997, the Kurds have created an area of self-rule in the north. What difference has it made?

A: The Kurds [proved] we can administer our territory and provide an example of peace and stability in Iraq. We're a balance between Sunni and Shiite, secular and fundamentalist. You see the climate of democracy even in the progress of [Kurdish] women -- two women ministers and four judges, many Kurdish women's organizations, even a battalion of women fighters [in the PUK area].

Q: Aren't Kurds actually better off now than if they were integrated back into Iraq?

A: That's very shortsighted. What we have is not stable or permanent. Half of [Iraqi] Kurdistan is still under Iraqi dictatorship. We need to reunite Iraq to get back with other parts of Kurdistan and reunite with Iraq for a permanent democratic life.

Q: Are the Kurds willing to give up their dream of an independent Kurdistan?

A: We never asked for an independent Kurdish state. These are only accusations of neighbors. What we ask for always is in [the] context of Iraq. But we do want a new government within a framework of self-determination.

Q: In a new government, Kurds talk about federalism as the solution to the problem of Iraq's long-standing ethnic and religious rivalries. What does this mean?

A: It means giving the rights of sovereignty to the central government -- the presidency, control of the finance ministry, foreign policy, the army and important industries like oil. Other powers will be given to the freely elected regional governments. We haven't selected one final model. There are lots of federal systems as models -- the United States, Belgium, Canada, Switzerland, the United Kingdom.

Q: What should happen to Kirkuk, the Jerusalem of Iraq, claimed by different ethnic groups?

A: President Clinton wrote a letter to the U.S. Congress in which he described Kirkuk as a Kurdish city. But Kirkuk is, historically, a city of Kurds, Turkmen, Assyrians and Arabs in the region of the Kurds. It should be ruled like Brussels. It should be a city of brotherhood, not what it is now, a city of hatred undergoing ethnic cleansing.

Historically, Sulaymaniyah has also been a [Kurdish] capital, and Iraq made Irbil a capital. The future capital must be decided by parliament. We may even build a new town so there is no rivalry.

Q: Al Qaeda is active in Al Biyara in the PUK part of Kurdistan. Your forces have clashed with them. What are you doing to contain them?

A: This is now the main base for those who left Afghanistan. They are leading all Al Qaeda activity in the Middle East, including Jordan, Palestine, Lebanon, Syria. They have tried some car bombs and assassinations [against us]. They planned to kill me and almost killed our prime minister. They operate in the mountains but are not too active at the moment. They are training, but they're also daily losing people who are leaving their ranks and going to other groups or going back home. Their morale is not good. We are trying to [contain] them with our Iranian brothers.

Q: Does U.S. involvement in Iraq this time differ from previous interventions?

A: This is the first time we have an overt relationship with the United States. Before, it was all covert relations and operations.... I'm confident the United States will not walk away this time [like it did] in 1991. They promised.

But we are not the puppet of anyone. We are not struggling for the United States but for the Kurds. It'd be great to have the backing of the United States, but we will continue either way.

* * * * *

THE NEW YORKER

NOVEMBER 25, 2002

LETTER FROM IRAQ

NO PLACE TO HIDE

Travels through a terrorized land.

BY JON LEE ANDERSON

The land around the Abu Ghraib prison, twenty miles west of Baghdad, is barren and dusty. Run-down garages and grubby car-repair shops line the road near the prison's main gate, which is within sight of the grand highway that Saddam Hussein built across Iraq in the early nineteen-eighties. Abu Ghraib is the biggest prison in the country. Until recently, it housed maybe fifty thousand men, although to my knowledge there are no official figures on this. Iraqis told me that it was a "countless" number, or many, many thousands. Quite a few of the prisoners were political detainees, and over the years human-rights organizations have reported that mass executions took place there regularly. I met a man in Jordan, an Iraqi in self-imposed exile, who said that a friend of his had been incarcerated in Abu Ghraib. The friend told him that every Wednesday was execution day at the prison. An old-fashioned Indian hanging machine had been used for a while, but a problem had arisen with noise. There was a terrific banging sound every time the machine dropped a body, and people living near the prison had begun keeping track of the executions by counting the bangs. The old gallows was replaced by a quiet modern device, but the locals still knew when executions were taking place because the condemned men ululated as they went to their deaths. "In our culture, this is something that only women do, when they are happy," the Iraqi exile said. "But the men in Abu Ghraib make the sound because they are so relieved that they are finally going to die."

In mid-October, a few days after Saddam received a hundred per cent of the vote in a referendum on his leadership, all the foreign journalists in Baghdad that the Ministry of Information could round up joined a convoy of vehicles headed for Abu Ghraib. We hadn't been told what was going on, but as we

raced out of town the voice of the information minister came on the radio, announcing that Saddam and the Revolutionary Command Council had issued a general amnesty. When we got to the main entrance of the prison, within an hour, relatives and friends of the prison-

ers were already starting to congregate. They were dancing and waving their arms and chanting hysterically, "Na'am, na'am na'am"—"Yes, yes yes, to our beloved leader Saddam Hussein, We give our lives and blood for you." Some of them shouted "Down Bush!" Men were beating on drums, and one man shot a Kalashnikov into the air. A flatbed truck carrying a green cylindrical tube about the size of a Scud missile moved along the road outside the prison walls, but nobody seemed to notice.

The mob soon overcame the guards who had been trying to keep control of the gates, and I was swept into Abu Ghraib with everyone else. We entered a vast space filled with rubbish and mounds of earth and open holes. The crowd headed toward blocks of cells sev-



Portraits of Saddam Hussein and Jesus hang in a framer's shop in the bazaar area between Rashid Street and the Tigris River in central Baghdad.

Photograph by Thomas Dworzak.

eral hundred yards away, yelling and chanting. Seagulls wheeled above us, and there was a repulsive stench in the air. As we drew near the barracks of the prison, the stench intensified. Gaunt men wearing soiled *dish-dashes*, the traditional Iraqi men's robe, were coming out of the cellblock area, holding bundles of clothing. Some of them were accompanied by healthy-looking people who wept and kissed and embraced them. A man passed me carrying a younger man who was ashen and apparently so debilitated that he could not walk.

We tumbled through an arched, tunnel-like entrance in a wall at the end of the great plaza of dirt, into another open space, this one a small rectangle of filth surrounded by more walls, with caged entrances that led to the cellblocks. Men and boys ran across the yard and climbed onto roofs and tore aside loops of razor wire to get inside. A few guards waved their arms and screamed things in Arabic that I couldn't understand. I saw the source of the stench: a spectacular mound of garbage that must have been accumulating for years. Human shit clung like caked mud to the razor wire outside the bars of the cells, and more shit lay in piles everywhere. As I stood watching, an Italian reporter for RAI television, a blond woman I had met in Baghdad, came up to me. Her cameraman had been swept away by the mob, and she was on her own, wearing skintight white Armani jeans and a white polo shirt. She said that she needed my help. An Iraqi official in plainclothes told me to get her out of there. Several excited young men had crowded around us and were laughing and pointing. The woman held on to my belt and I guided her through the crowd, assisted by the official, who tried to clear the way for us. Now and then, some of the men moved closer and I could feel the woman flinch as they grabbed her. "I guess it wasn't a good day to wear Armani," she said.

We got back to the tunnel-like entrance just as the guards had managed to chase most of the men from the roofs and were clearing the area. I didn't want to go into the tunnel, which had become something of a gauntlet, and the guards and I were shoving one another back and forth over this issue when a pickup truck with a couple of soldiers in the back drove up. I forced my way onto

it, with the Italian woman still attached to me, and the driver of the pickup accelerated and braked his way crazily through the archway. One of the soldiers made us get off at the other side, and a minute or two later, after more scuffling, we had disentangled ourselves from the mob and were back in the great open space, where hundreds of bewildered men were moving toward the open gates of the entrance.

An ethnic Turkoman from the city of Kirkuk, a strong-looking man dressed in a shabby robe, stood calmly among the reunited relatives and prisoners, wearing a dreamy smile, his small cloth bundle of prison gear at his feet. Saddam has been systematically cleansing the area around Kirkuk of Kurds and Turkomans for several years. Human Rights Watch reports that nearly a hundred thousand people in the region have been deported and their land given to Arabs. The Turkoman said that he was forty-three years old, although he looked at least ten years older. He had spent the last eleven years in Abu Ghraib, where he had been serving a twenty-year sentence on charges of spying for Turkey. I asked him what his plans were. "To go home," he said. How did he feel? His smile broadened: "Wonderful." He lifted his eyebrows and added, "Thank you, Saddam Hussein."

We pushed our way out of the prison and found my car and driver. By that time, there was a huge traffic jam, and it was impossible to use the road. People had simply parked their cars in both lanes of the two-lane highway and along the shoulders of the road, and cars and trucks were backed up for miles. We drove along in the dirt, away from Baghdad, made a huge loop, and doubled back.

A day or two later, a throng of relatives of prisoners who had not appeared when the prison gates were opened demonstrated in Baghdad, chanting praises of Saddam, but also demanding to know where the missing men were. Flustered officials tried to control journalists' reports about the incident, but CNN went live. The next morning, when the prisoners' relatives tried to demonstrate again, they were dispersed by soldiers. The relatives went away, but they had made their point.

It was understood that Saddam had released the prisoners in order to im-

prove morale in the country, as well as to counteract criticism of his abysmal record of human-rights abuses, but, still, the response of the people did not seem clear. Not long after the families' demonstration, I met with an influential Iraqi under circumstances that were unusually free of oversight, and I asked him to explain why political prisoners emerging from years of confinement in Abu Ghraib would, apparently spontaneously, shout praises to Saddam, and why the relatives of the disappeared also praised him. Our conversation was unexpected, since I had become used to

having an official government minder along—a "guide" from the Ministry of Information, whose job it was to help solicit official interviews, sit in on them, take notes, and report back, presumably, about me. When I journeyed outside Baghdad, I was accompanied not only by the guide (an amiable man named Ahmed who spoke no English and excrable Spanish, the language we communicated in) but also by an agent of the Mukhabarat, the Iraqi secret police.

"You call these things a riddle," my influential source said, "and I guess that is what they are. But you should not expect to hear the truth when you talk to Iraqis. There is a great deal of fear among people in Iraq, and for very good reasons." Before we parted, the man—who is someone who actually sees Saddam fairly regularly—gave me a piece of advice that seemed straight out of "Alice in Wonderland": "Listen closely to the people, and judge for yourself. But remember, the truth is to be found in what they *don't* say."

Much blood has been spilled defending Iraq from foreign marauders (Alexander the Great, Trajan, Hulagu Khan, the Ottomans, the British), and the Iraqi national psyche is perhaps understandably paranoid. That tendency, along with the obsessive cult of personality of Saddam Hussein, makes for a society with curious disconnections. A couple of years ago, I visited the holy city of Karbala, about fifty miles southwest of Baghdad, where the custodian of the shrine of Hussein, the Prophet Muhammad's grandson, received me for tea in the grand, gold-leafed mosque that shelters Hussein's remains. Hussein and his family were massacred in Karbala in the year 680 during a dispute over who was Muhammad's rightful heir, and his

death became the defining event in the great schism in Islam, between the Shiites, who accept Hussein's father, Ali, as the legitimate successor, and the Sunnis, who believe that the Prophet was succeeded by Abu Bakr, the first caliph. More than eighty per cent of the Muslims in the world are Sunni, but in Iraq there are more Shiites than Sunnis, and neighboring Iran, of course, is almost entirely Shia.

The custodian, or *sadin*, of the shrine was a corpulent man with a large mustache who sat amiably in a throne-like chair in an air-conditioned room with marble floors and windows that looked onto an interior courtyard. He wore a clerical waistcoat and skirt and a burgundy *tarbouche*—a brimless felt cap—wrapped with a green cloth. As we drank sweet, hot tea, I could see wraithlike women in black robes walking outside in the courtyard and men touching the mirrored gates of the mosque with their fingers. There were three pictures on the walls of the room, hanging in frames: a large photograph of Saddam praying that hung directly above the *sadin's* chair; a photograph of Saddam on a visit to the mosque, surrounded by soldiers; and a colored chart showing Muhammad's family tree. The tree was depicted as a real tree, with many leaves, on which the names of the Prophet's descendants were written. A leaf in the upper left-hand corner was obscured by a circle that contained a portrait of Saddam.

Reproductions of this chart are fairly common in Iraq, and I had seen it before, but I always found it curious, since it purports to link Saddam to Ali, Muhammad's cousin and son-in-law, around whom the Shiite faith was formed. The ruling Baathist party is composed mostly of Sunni Muslims, and Saddam has virtually disenfranchised the Shiites, particularly since 1991, when, in the wake of the Gulf War ceasefire, a group of Shiite Army officers in southern Iraq led a rebellion against him. The rebellion was crushed in a matter of weeks, and Saddam punished the Shiite community viciously. I mentioned my confusion to the *sadin*, who explained that the stories of problems between Saddam and the Shiites were simply Western propaganda. "The real problem," he said, "is that the United States wants to dominate the oil-producing states of the Gulf, and one of the ways the United States is

doing that is by exploiting divisions between ethnicities and sects of the Muslim world."

An ancestral connection between Saddam and the central figure in the Shiite belief system actually has a certain wacky logic, given that Saddam's role in Iraqi life is as an omniscient, irritable, and unpredictable deity. A Western diplomat in Baghdad told me that the results of the referendum to ratify Saddam's popularity were probably genuine. "The people were voting for themselves, for their own security," he said. "They believed that somehow the regime would *know* if they voted against Saddam." Tariq Aziz, Saddam's Deputy Prime Minister, explained to me that it was all about love. "In a Western democracy, there is no love between the people and their leaders," he said. "It's different here. Even children have posters of Saddam Hussein on their bedroom walls. I don't think that in America you have pictures of George W. Bush on your walls. This is a different culture. Iraq is a democracy, although it's not a liberal democracy. But in our own way . . . What is the essence of a democracy? A healthy relationship between the people and the government."

A few days after the prisoners were released, I travelled from Baghdad to the southern city of Basra on a vintage Iraqi Airways 727. It was a regular, if unauthorized, flight through the no-fly zone that is enforced by U.S. and British jets. In what has by now become a pro-forma ritual, Iraqi pilots receive radio warnings from their U.S. military counterparts that they are entering forbidden airspace, and they ignore them. The Americans and the British don't do anything further, since the only thing they could do is shoot down the passenger planes.

Basra, which was once called the Venice of the Middle East, is a beat-up, sorry-looking town, bisected by trash-strewn roads and canals filled with raw sewage. The city sprawls along the Shatt-al-Arab, the channel that flows from the confluence of the Tigris and the Euphrates, forty miles upstream, into the Persian Gulf (the "Arab Gulf," to Iraqis). Basra is thirty miles from the border with Kuwait and was on the front line during the war with Iran in the nineteen-eighties, and so has been hit by rockets and bombs repeatedly. Many of

the villas on the corniche that runs along the Shatt-al-Arab at the city center are pocked by shellfire and crumbling with neglect. Shortly before I arrived, the radar installations at the airport were bombed by a no-fly-zone patrol. The first morning I was in town, an air-raid siren honked rhythmically throughout

the city for several minutes, but everyone ignored it, and no jets appeared overhead. Ahmed, the minder, explained that the sirens go off whenever Iraqi airspace is penetrated, not just when U.S. or British fighters bomb or strafe targets nearby.

The unpatched hole in the sidewalk in front of the Basra Sheraton is in a starburst pattern, indicating that it was made by mortar fire. The hotel still bears the logo of the international chain, although it lost its franchise long ago. The Sheraton's décor is left over from the seventies, as are its brochures, which depict heedless Western tourists frolicking in the swimming pool and dancing in the hotel night club. There were few guests when I was there—just some Iraqi military officers, a Gulf Arab or two, and the odd Russian. Across the street from the hotel, and extending for several hundred metres along the waterfront, is a line of perhaps two dozen bronze statues on plinths, in memory of Iraqi officers killed during the Iran-Iraq war. The right arms of the statues are extended and point accusingly toward the Iranian frontier. A statue of Saddam, which is larger than the others, stands at one end of the corniche. It also gestures toward Iran. The statues had faded to a dusty green, but workers were applying fresh coats of black paint to them, and by the time I left they were gleaming.

My escort from the Mukhabarat, a dark-skinned and muscular Bedouin who told me to call him Lion, accompanied me on a drive into the marshlands, or what is left of them, north of Basra.

The marshlands are a sensitive topic in Iraq, almost taboo, and I had stressed that I was interested only in the area's natural beauty and historical significance. We drove for more than two hours to the village of Al-Madina, occasionally passing women walking along the road in black chadors, or children herding water buffalos. Soldiers manned machine-gun nests at every bridgehead. The landscape was tattered and bleak, a salt-encrusted desert leavened occasionally by a few

date palms or a copse of bullrushes or a swampy section where stagnant water gathered in pools. As we approached the village, I noticed that the date palms were dead and decapitated, just forlorn wood spikes without leaves, leaning this way and that—the result, Lion told me, of shelling from Iran during the eighties.

This part of Iraq was once covered by several thousand square miles of wetlands created by the Tigris and Euphrates Rivers. The Sumerians, the ancestors of the modern marsh dwellers, controlled the river water with an elaborate irrigation system. The most distinctive aspect of the landscape was vast beds of tall reeds, resembling bamboo, with which the marsh dwellers, a tribe called the Madan, built large, vaulted island houses. Tamarisk trees grew on the banks of the deltas where river water fed into the marshes, and carp and dozens of other types of fish were abundant. There were well over a hundred species of birds, many of them migratory waterbirds who depended on the marshes for refuge in the winter. The Madan raised cattle, sheep, and goats and hunted wild boars.

I learned about this place as a boy, when I read "The Marsh Arabs," a memoir by the British explorer and writer Wilfred Thesiger, who lived in the marshes for several years in the nineteen-fifties. Thesiger, who is still alive, was born and spent his childhood in what was then Abyssinia, where his father befriended Haile Selassie, and he later travelled extensively in Arabia, Afghanistan, and Africa. "Like many Englishmen of my generation," he wrote, "I had an instinctive sympathy with the traditional life of others." He described the marshes of Iraq as a romantic Arcadia: "Memories of that first visit to the Marshes have never left me: firelight on a half-turned face, the crying of geese, duck fighting in to feed, a boy's voice singing somewhere in the dark, canoes moving in procession down a waterway, the setting sun seen crimson through the smoke of burning reedbeds, narrow waterways that wound still deeper into the Marshes. A naked man in a canoe with a trident in his hand, reed houses built upon water, black, dripping buffalos that looked as if they

had calved from the swamp with the first dry land. Stars reflected in dark water, the croaking of frogs, canoes coming home at evening, peace and continuity, the stillness of a world that never knew an engine."

Needless to say, this world no longer exists. Plans to drain the marshes were already being devised by British engineers in the nineteen-fifties, when Thesiger was there, although the real damage was not done until forty years later. Originally, the idea was to build canals to drain off water that was excessively salty or polluted, and to create more land that could be cultivated. The work progressed slowly, and was delayed further in the eighties, when Iranian forces repeatedly crossed into Iraq and invaded the marshes, which became a war zone. Many of the marsh Arabs, who are Shiites, fought against the Iranian Shiites in the war, and causeways were built so that armored units could maneuver. The marshes remained fairly remote, however, and after the war they became a sanctuary for a large number of deserters from the Iraqi Army.

Thesiger touches on the old problem of the inability of governments to exert control over the marsh dwellers. "The Marshes themselves," he writes, "with their baffling maze of reedbeds where men could move only by boat, must have afforded a refuge to remnants of defeated people, and been a centre for lawlessness and rebellion, from earliest times. Sargon, the great Assyrian king, was defeated by the Chaldeans who lived there. . . . A thousand years later the Marshes were the stronghold of the Zanj, whose rebellion threatened the very existence of the Abbasid Caliphate. Innumerable slaves, mostly of African descent, had been used to drain the Marshes around Basra. Treated with unspeakable brutality, they revolted, killed their guards, and terrorized the neighborhood."

In "Iraq: Thirty Years of Progress," a sympathetic account of the Baathist party's first three decades in power, written in 1998 by Najib Sabri Al-Hadithi, who is now Saddam's foreign minister, the draining of the marshes is subsumed in an account extolling the construction of an immense canal known as the Saddam River. "In the 1990's, under the

harsh economic hardships of the blockade or sanctions," Al-Hadithi writes, "Iraqi authorities started with pure Iraqi efforts, potentialities and expertise to implement this giant project. It was completed in record time of 180 days from May 25, 1992, to December 7, 1992, when it was inaugurated by President Saddam Hussein." What is not explained is that this project was essentially an exercise in genocide against the marsh Arabs, in retaliation for the Shiite uprising against Saddam in the days following the ceasefire in the Gulf War.

On February 28, 1991, the day the Gulf War ended, a Shiite commander of an Iraqi tank battalion fleeing Kuwait had set off a revolt in Basra, and hundreds of Baathist Party officials, police agents, and Mukhabarat informers were

subsequently killed. The intifada was joined by thousands of members of the Badr Brigade, a militia made up of Iraqi refugees, who crossed the border into Iraq from Iran. The militia was led by the Shiite cleric Muhammad Bakr al-Hakim, who declared an Islamic republic in Basra. The Shiites in the south and the Kurds in the north had been encouraged by the Allies to rise up against Saddam, and they assumed that they would get support for their intifada, but they didn't. For reasons that have never been completely clear, the Americans and the British abandoned the rebels. In mid-March, the Iraqi Army shelled the Shiite shrine in Karbala. The marsh Arabs rebelled in June and they were put down savagely. Villages were bombed and then razed. Several human-rights organizations have reported that napalm and chemical agents were used in the marshes. Lakes were poisoned, killing large numbers of aquatic birds and animals. The reed beds were burned. People were transported to Army camps in the north, where mass executions took place.

Thousands of Shiites, including several leading clerics, were killed outright. Others were arrested and disappeared. For a few years, Shiite rebels kept up a

low-level insurgency, using what was left of the marshes as a sanctuary, but they did not survive for long. By 1994, most of the marsh dwellers had been killed or had fled into exile in Iran or moved to the slums of Basra and other Iraqi cities. Estimates of how many people were murdered or displaced vary widely, but

the U.S. State Department says that two hundred thousand people out of a population of two hundred and fifty thousand were affected. What had been pristine swampland teeming with birdlife and water buffalos had become the vast baked pan of an empty desert. Today, there is little in the way of a security problem in southern Iraq, because, quite simply, there is nowhere to hide.

Sheikh Rashash, the brother of the paramount chief in the region, was waiting for us in the village of Al-Madina, which consists of several dozen mud houses. The sheikh and several other men greeted us in a *mudhif*, a lofty, arched meeting house made of reeds. Persian carpets lay on the floors, kilim-covered cushions were arrayed along the sides, and lamps hung from the reed rafters. A fireplace with large brass coffeepots had been constructed in the center of the *mudhif*, which was open at both ends and could fit perhaps two hundred people. I got off to a bad start with the sheikh, a big-nosed, beefy man who wore a *dishdash* and a red-and-white checked *kafiyeh* headscarf, when I addressed him as "Sheikh" and said that I was pleased to meet a chief of the famous marsh Arabs of Iraq, whom I had read about when I was young. He stood up from his cross-legged position in front of me on the floor and strode purposefully over to the entrance of the *mudhif*. He pointed to a portrait of Saddam hanging above the archway, and boomed out, "There is savagely. Villages were bombed and then razed. Several human-rights organizations have reported that napalm and chemical agents were used in the marshes. Lakes were poisoned, killing large numbers of aquatic birds and animals. The reed beds were burned. People were transported to Army camps in the north, where mass executions took place.

Thousands of Shiites, including several leading clerics, were killed outright. Others were arrested and disappeared. For a few years, Shiite rebels kept up a

Very rich." Where were the oil rigs? I asked. There were oil wells, he said, waving toward the distance. "It's beginning now. There are seventy-six oil wells." I told him I had heard that the marshes were cleared because of conflict, not to drill for oil. His eyes narrowed, and he shot a look at Ahmed, my guide, and Lion, the Mukhabarat man, and said something to them in Arabic.

Then he turned back to me, grinning. "This is wrong," he said. "The people are living better than they were before. I speak very clearly for you."

I tried a different tack. "Are the people happy about the marshes being gone?" I asked. The sheikh waved at the men in the *mudhif*, who were staring at me without expression. "Look at these people. They are healthy, and happy, whether the marshes are gone or not gone. Don't worry about it. Before, people only had small boats. Now they have cars. Now the people work making bricks, in agriculture, and as taxi-drivers."

I asked him what he felt about the results of the recent referendum and the prisoner release. He said that he had killed two water buffalos and made a special lunch to celebrate the referendum and then had thrown a larger feast for the men who returned to the area from jail. Giving feasts, settling local disputes, and providing food for the poor were the duties of sheikhs, he explained. They were hereditary rulers, although they could lose their jobs if they were "bad." Had any of the returning men been in prison for political crimes? I asked. "It included every kind of person," he said. "Now everyone must just think about family, and children, and work. Anyone who has been in jail would have to be crazy to return."

Hoping to escape the conversation in the *mudhif*, which made me feel claustrophobic, I asked the sheikh if there were still any of the old boats around that I might be able to see. He shook his head. "Everyone has cars now. They are better." He paused and stared hard at me for a moment and then he said, "Wasn't it like this in America once? We all change. Maybe in ten more years this"—he waved up at the beautiful reed structure—"will not be reeds but glass, like in America! There people came from the wilderness, too, but now

they have big houses, big cars. We, too."

It was almost dusk when we left Al-Madina. Sheikh Rashash's parting line to me was: "The President has given us electricity and roads, and I hope he gives us more presents in the future. Anything he gives would be nice. The Shia are with Saddam Hussein. The great-grandfather of the Shia is Saddam Hussein. We have only one leader, and he is Saddam Hussein."

We pulled into the town of Qurna,

back on the main road to Basra, just after sunset. It was a dark night, but out in the distance we could see billowing flames, gas burnoffs from oil fields. Lion felt bad about not finding me a traditional marsh boat in Al-Madina, and we drove down to a filthy little river at the edge of town, where he thought such a boat might be, but there was nothing. We passed a hodgepodge of shops and kebab houses and entered a warren of little streets, where men in open workshops were welding metal doors and gates, which seemed to be the town's main industry. There was not much electricity, and the place felt lost and poor. The Tigris and the Euphrates meet at Qurna, which Iraqis believe is the site of the Biblical Garden of Eden. We were shown the way to "Adam's Tree" by a gaggle of local children. The tree was surrounded by a cracked cement patio next to a dilapidated hotel, although you could tell that this section of town had once been substantial. Several old-fashioned villas, reminiscent of those in the back streets of Havana, were still standing, although they had fallen into disrepair.

A couple of green cloths were tied around the central bough of the tree. One of the children shinned up and tore a piece of cloth off, and slid back down. Ahmed explained that the cloth is believed to cure sick people. I noticed that someone had ripped out a large piece of the tree's trunk, and that the orange flesh of the wood was raw. Someone had also added some graffiti to the tree.

There are several art galleries in the old-fashioned stone houses along Abu Nawas, a street that runs along the Tigris River across from the Republican Palace complex in Baghdad. Most of the

paintings and sculptures on display are decorative or abstract. The only art with a specific content in Iraq either glorifies Saddam or is some kind of gruesome protest of the national tragedy caused by U.S.-Zionist aggression. One evening, I attended the opening of an exhibition of the work of a woman who had made paintings dedicated to the date palm, Iraq's national tree. In some of the paintings, the palms were leafless, bent over, or set against bleak land-

scapes—much like the trees around Al-Madina, in the drained marshlands. The artist explained to me that the date palm symbolizes the Iraqi soul and psyche, and the dead palms in the darkly rendered paintings, as I suspected, were intended to represent “the suffering of the Iraqi people under U.N. sanctions and war.” If there was a subtext, she didn’t let on.

Most of the galleries on

Abu Nawas have at least one bucolic painting of the marshes, usually depicting robed women paddling canoes in calm water against a backdrop of reeds and woven houses. Like the paintings of Bedouins astride prancing stallions, another Iraqi favorite, scenes of the marshlands are cherished images of old Iraq. The marsh scenes even appear occasionally in the paintings of Saddam. In an exhibition at the Saddam Arts Center, I saw one in which Saddam is dressed like a humble peasant, with a headscarf. He smiles and helps women gather reeds. Boats drift by and birds fly overhead. The backdrop is a forest of reeds. Life is perfect.

Nowhere in Iraq did I see photographs or paintings of the wasteland that the marshes have become today. Indeed, the marshes are rarely mentioned. Government apparatchiks are made uncomfortable by the subject. My guide, Ahmed, refrained from uttering any opinion whatsoever about the marshlands during our trip. After returning to Baghdad, however, I described my horror at what I had seen in the south to a government adviser, with whom I was alone. He nodded and put a hand on his forehead. “Yes, it’s terrible, just terrible what has happened there.” I took him to mean that he shared my sentiments, and from the pained look in his eyes, I believe that he did. But I realized later that what he had said could be construed to mean almost anything.

In late October, Iranian officials accused Iraq of setting fire to the small pocket of remaining marshland on their common border—the Al-Hawizeh marsh, which is forty miles northeast of the area I was allowed to visit. There was speculation that the fires had been set in the dried-out marshlands to deny cover

to Iranian-based Shiite guerrillas who are expected to cross over if the Bush Administration starts a war against Baghdad.

I stopped in Amman, Jordan, for a few days on my way home from Baghdad, and I met an Iraqi exile there, a Sunni Muslim whose family, which is very grand, used to control part of the marshes. He lives in a stone villa on the outskirts of the city with two German shepherds. His living room is festooned with a collection of old muskets, battle-axes, and other mementos of his family, and he showed me two prized possessions: a pair of spiked bronze helmets from the seventh-century wars that followed the Prophet Muhammad’s proclamation of the birth of Islam, and an intimate snapshot of Iraq’s ill-fated king, Faisal II (who was murdered, along with most of his family, in the revolution of 1958), shirtless and smiling on waterskis. The walls of the house were filled with framed portraits of the exile’s illustrious ancestors—sheikhs and pashas and royal-guard commanders wearing dashing robes and silver swords—from the late nineteenth and early twentieth centuries, when Iraq was still called Mesopotamia.

My host left Iraq during Saddam’s rise to power. Several of his relatives still live there, and he explained that, for their sakes, I could not identify him. People who have family members in Iraq regard them as hostages of the system and are terrified that their relatives will be punished if they speak out openly against Saddam. After one of Saddam’s former generals defected to the West, he received a videotape in the mail showing the rape of a woman who was a close relative.

I told the Sunni exile about the dismal landscape of the marshes and about the sheikh in the hamlet of Al-Madina, and how he had extolled the virtues and marvels of the marsh Arabs’ new life, without water and boats, and his description of happy people making bricks and working as taxi-drivers. My host laughed and shook his head. “The sheikhs can’t tell the truth. Saddam brings them to Baghdad one by one and talks to them. They have to praise him and recite poetry to him, and he gives them presents. They have no choice. They know that anything they say to

you will go straight back to him.” The Mukhabarat had agents, eyes and ears for Saddam, posted in every town and village, he said.

The exiled Iraqi felt that I had perhaps misinterpreted one aspect of the situation in Iraq. “Most Westerners are mistaken to make a point out of the repression of the Shia,” he said. “In Iraq, there is little difference between Shiites and Sunnis. They are all Arabs. Most of the commanders of the Iraqi Army in the war against Iran were Shiites. But later Saddam became concerned about the possible Shiite connections with Iran. In the south, what you see is repression by Saddam against Arabs who happen to be Shia.”

The overemphasis on the hostility between Sunnis and Shiites was troubling to many Sunnis. “We are blamed because it looks as if Saddam represents the Sunni, and he doesn’t,” the exile said. “The tribes in the south have lived close together for a long time, and if they had problems in the past it was over land, or something else, not because one was Sunni and one was Shia.” A great many Iraqis, he said, wanted to see an end to Saddam Hussein. “There are Army officers, inside and out of Iraq, waiting, but they know that if they are discovered they and their families will be destroyed. Many of them were ready to act in 1991, and they could not believe it when the Americans stopped their advance and pulled back.” My host predicted that an American-led war was inevitable. “And then, my friend, you will see, if the Americans come in, those sheikhs you talked to, they will change,” he said. “They will back any government that replaces Saddam. But there is one thing the Americans should know. The Iraqis cannot stand foreigners. You can win the Iraqis over fast and you can also lose them very fast. If the Americans come, they should put in any government they can find, and then they should leave.” ♦

THE NEW YORKER, NOVEMBER 25, 2002

Turkey plans thrust into Iraq to stop any Kurd war refugees

By Dexter Filkins

The New York Times

DIYARBAKIR, Turkey: Turkish officials are preparing to send troops up to 100 kilometers into northern Iraq on what they say is a mission to prevent an influx of refugees in the event that a war there sets off a mass movement toward Turkey's borders.

The plan, which is being circulated among top government officials, is giving rise to fears that it could be used as a cover for the Turkish military to snuff out any attempt by Iraqi Kurds to set up their own state if President Saddam Hussein falls from power.

Turkey has been battling its own Kurdish insurgency for years, and Turkish leaders are concerned that a war in Iraq could lead to an independent Kurdish state on their own borders.

Turkish officials say they are fearful that an Iraqi attack on the Kurds, possibly with biological or chemical weapons, could cause a panic similar to the one that followed the Gulf War in 1991, when more than a million Kurds poured into Turkey and Iran in flight from the Iraqi Army.

"In case of a massive influx, it would be necessary to take measures to keep them away from our border," said Gokhan Aydiner, regional governor in southeastern Turkey. "We have our own experience from 1991 in mind. We naturally do not want it to be repeated."

The Turkish plan is a measure of the anxiety that is sweeping the region as the threat of an American-led war with Iraq looms. While many leaders in the area say they would be happy to see Saddam deposed, they fear a war's unintended effects.

In Turkey, for instance, officials have indicated that they would support a U.S.-led attack, but they are determined to avoid a repeat of 1991. That crisis began weeks after the Gulf War had ended, when Iraq's Kurds, emboldened by Saddam's defeat, rose up against him.

Iraqi forces loyal to Saddam responded with ferocity, and thousands of Kurds headed for the borders. American troops and international aid agen-

cies rushed in to help deal with the crisis, but at one point more than 1,000 people a day were dying on the borders from exposure and disease.

Turkish officials insist that the influx of refugees helped fuel the long-running Kurdish insurgency inside Turkey.

This is a delicate time for Turkey, which is seeking membership in the European Union. One factor inhibiting Turkey's admission has been its often brutal treatment, and sometimes torture, of suspected members of Kurdish guerrilla groups.

The plan for sealing the borders, dated Oct. 22 and signed by Bulent Ecevit, who was then prime minister, envisions the establishment of 18 camps — 12 of them in Iraq — designed to hold about 275,000 refugees. The camps in Iraq would be filled first, and foreigners trying to enter Turkey before the first 12 camps were filled would be turned back. The camps in Turkey would be opened only after the ones in Iraq were filled.

The plan calls on the army to ensure "the maintenance of security in the region," and it makes it clear that the government does not want any refugees to stay for long.

"The main principle will be to send foreigners settled in the camps either back to their region of origin or to third countries," the document says.

Human rights workers in Turkey have sharply criticized the Turkish preparations to go into Iraq, with some saying that the real goal would be to forestall any attempt by Iraq's Kurds to set up their own government there.

The rights groups fear the Turkish Army would make it impossible for them to work in northern Iraq, and thus would effectively deny the Kurdish people the very benefits the Turkish government says it wants to deliver.

"The Turkish Army would do its best to eliminate the possibility of a Kurdish entity in northern Iraq, through military means," said Selahattin Demitas, of the Turkish Human Rights Association. "The only law that will be applied in that area would be the law of war."

Others say the Turkish plan, if carried out, would violate long-standing norms of international law governing



Tarik Tinazay/Agence France-Presse

Prime Minister Abdullah Gul reading the program of his government in Ankara.

the treatment of refugees. Generally speaking, countries are obliged to grant entrance to people fleeing persecution from other countries. Officials at the United Nations, which would ordinarily play a large role in any relief effort, say the Turkish government has refused so far to divulge the plan's details.

"We couldn't get as much cooperation as we expected," said Metin Corabatir, spokesman for the UN High Commissioner for Refugees in Ankara. "We have not seen the report."

Turkish leaders already regard their country as an embattled front line against illegal immigrants from Asia. In the first 10 months of this year, more than 13,000 people were detained trying to cross into Turkey from Iraq. Most were Iraqi, but the police arrested Bangladeshis and Indians as well.

Several parts of Turkey near the Iraqi border are under emergency rule. Although the government offers political support for Kurdish groups battling Saddam in Iraq, hundreds of Turkish troops are operating in northern Iraq to root out remnants of Kurdish guerrillas there.

The New York Times

November 25, 2002



E U R O P E

BRITAIN OR BUST

After a five-day standoff, asylum seekers are evicted from a church near the Sangatte refugee center. Why are migrants so desperate to reach the U.K.?

By NICHOLAS LE QUESNE CALAIS

THERE ARE FAR MORE HOSPITABLE places than the Red Cross refugee center in Sangatte, in northern France, a stinking hangar crammed with over 1,600 asylum seekers and surrounded by police and a high wire fence. But that's exactly where 99 Iraqi Kurd and Afghan migrants badly wanted to be last week. WE WANT TO GO TO SANGATTE OR TO DIE, read one handmade banner held aloft by a group of young men who occupied the Calais Church of Saint Pierre-Saint Paul, about 8 km from Sangatte. Most had paid thousands of dollars to people

smugglers to get them this far, and they hoped to use Sangatte as a base from which to sneak into the U.K.

Denied access to the center by the French government's recent decision to turn away all new arrivals there, the men installed themselves instead in a tiny waterfront chapel and refused to leave. Some threatened to go on hunger strike. "We'll fight to stay here," their spokesman announced through a line of riot police.

But when the riot police finally moved into the church, the migrants didn't fight but filed obediently into buses waiting to ferry them to local police stations. Before the eviction, Kurshid—an 18-year-old Iraqi

Kurd who paid smugglers \$6,000 for the month-long journey via Istanbul to Sangatte—stood outside the church with a towel wrapped around his head against the cold. "We want to go to Sangatte because from there you can go to England, Australia and Canada," he explained. "We don't want to apply for asylum here because the French won't give us a passport or political rights." But just hours after police moved in, 76 of the 99 men lodged official requests for asylum in France, with 13 more accepting the offer of five days in a reception center to consider their options. Both possibilities had been on the table since the occupation began five days previously.

TIME, NOVEMBER 25, 2002



NO SANCTUARY
Refugees take shelter in the church, far left, after being refused entry to Sangatte; an Iraqi Kurd leaves voluntarily under escort, above, while the remaining protesters are evicted by French riot police, left

CLOCKWISE FROM LEFT: JOBARD—SIPA; SYLVAIN LEFEVRE—REUTERS/FRANCIS LO PRESTI—AFP

footage of people clambering aboard Channel Tunnel trains—and vigorous protests from the British—the French authorities pretended the problem didn't exist.

But after winning power on a law-and-order platform, France's new right-wing government decided to act. In September, French Interior Minister Nicolas Sarkozy and his British counterpart David Blunkett agreed that the center at Sangatte would close for good by April 2003. Some 900 French police are now stationed around Calais to intercept migrants, while an additional 1,000 places have been created in reception centers elsewhere in the country, to avoid large concentrations of asylum seekers in specific areas. Two weeks ago, the French announced major arrests: they had broken up six people-smuggling rings operating inside Sangatte. "This is all about preventing the emergence of another Sangatte, where organized smuggling groups can set up shop again," says a spokesman for the French Interior Ministry. "We aren't going to accept the existence of any more zones outside the law."

The French crackdown has pushed many migrants over the border into Belgium, where coastal police picked up 60 illegal aliens last week, all of them from Sangatte. "We don't have any overall numbers yet, but there are more and more refugees every day," says Karen Vinck, a Zeebrugge police official working on the case. "It's getting worse." Vinck adds that the increased controls are pushing migrants to take bigger risks. In Nieuwpoort, a small coastal town 40 km from Zeebrugge, dozens of migrants have attempted to cross the Channel in small boats and rubber dinghies over the past few weeks.

As coordinated Franco-British action drives migrants and smugglers away from the Calais-Dover route, towns elsewhere along the coast can expect increased traffic. As an icy drizzle blew in off the Channel last week, Calais resident Jean Godts nodded over at the lights burning behind Saint Pierre-Saint Paul's stained-glass windows. "They must be unhappy to be doing what they're doing," he said of the asylum seekers who were still holed up in the church. "But we're a poor town here in Calais. We can't accept all the misery of the world." The residents of other towns, elsewhere in Europe, may soon have to look some of that misery in the face. —With reporting by Helen Gibson/London and John Miller/Brussels

The standoff in Calais was just another reminder of the U.K.'s popularity among asylum seekers. Over the past three years, only 1% of the migrants passing through Sangatte have applied for refugee status in France. Like Kurshid, most want to go to Britain, which has traditionally been viewed as a cushier option. The U.K. allows more people to remain in the country, even if they are not granted asylum. Migrants think they have a better chance of finding work there in the black market, many already speak some English and also perceive Britain as more tolerant. "As long as there is the feeling in Kurdish Iraq that Britain is the place to be—there are lots of jobs, you can work, you are looked after—then they will want to come," says Dover M.P. Gwyn Prosser.

The French and British governments are trying to change that. In return for closing Sangatte and adopting a harder line against migrants, the French have demanded that Britain reform its asylum policy. Under the new Nationality, Immigration and Asylum Bill approved last week, asylum seekers in the U.K. will lose the right to work that they have enjoyed until

now; appeal procedures will be streamlined; access to benefit payments restricted; and holding centers built to house asylum seekers while their claims are being processed. But even if these measures are implemented next year as promised, it's by no means certain that they will deter migrants. Sangatte itself is proof of how attractive passage to the U.K. remains.

The Sangatte center opened in September 1999 to cope with Kosovar refugees from the Yugoslav war, who had been sleeping out in Calais parks and trying to stow away on cross-Channel ferries. Since then, the huge warehouse has become a staging post on the international smuggling route to the U.K. A staggering 60,000 people have passed through Sangatte over the past three years. Despite nightly news

Knocking on Britain's Door

Asylum seekers target the U.K. because so many are allowed to remain

2001 figures

	U.K.	GERMANY	FRANCE
New applications	92,000	88,287	47,291
Allowed to remain	39,990	19,942	7,323
Deported	9,285	27,902	*

* The French government does not release deportation figures
SOURCES: UNHCR Statistical Yearbook 2001; Asylum Statistics United Kingdom 2001 (National Statistics Office); www.bundesgrenzschutz.de

Selon le responsable des chiïtes irakiens opposés à Saddam, la France ne doit pas s'engager dans le conflit qui oppose les États-Unis à l'Irak

Ayatollah al-Hakim : « Paris a trop misé sur Saddam Hussein »

L'ayatollah Sayed Mohammed Baqer al-Hakim est le chef de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak, (Asrii), l'un des deux mouvements chiïtes d'opposition au gouvernement irakien de Saddam Hussein. Fils de l'imam Muhsin al-Hakim, qui fut jusqu'à sa mort en 1970 le chef de la Marjayat, le directoire religieux des musulmans chiïtes, il vit en exil en Iran depuis 1980. De passage au Koweït, il évoque la crise irakienne pour *Le Figaro*.

Propos recueillis
à Koweït-City
par Adrien Jaulmes

LE FIGARO. - Comment envisagez-vous l'évolution prochaine de la situation en Irak ?

Ayatollah AL-HAKIM. - Malgré la résolution 1 441, tout indique que la guerre aura lieu. Tout le monde sait que Saddam Hussein va violer cette résolution, comme toutes les expériences passées l'ont prouvé. Sur le plan intérieur, le régime irakien se prépare à faire face à une intifada, une insurrection intérieure comme au lendemain de la guerre du Golfe en 1991. Il a aussi rapproché ses forces des zones habitées pour s'en servir de boucliers. C'est pourquoi nous nous inquiétons du nombre de victimes en cas de conflit. Mais le peuple irakien attend lui aussi impatiemment de voir la fin de la dictature actuelle.

C'est pour cette raison que j'ai invité les Russes et les Français à réactiver la résolution 688 (votée en avril 1991 pour « protéger les civils kurdes au nord et chiïtes au sud », *NDLR*). Si cette résolution est de nouveau appliquée, si le peuple irakien est protégé contre les tentatives de répression du régime, il pourra agir lui-même.

Avez-vous encore confiance dans un soutien international, après que la coalition a laissé le régime irakien réprimer l'insurrection chiïte en 1991 ?

La position américaine n'est plus la même. Naguère, les États-Unis ne souhaitaient pas de changement de régime en Irak.

Ils voulaient maintenir un Irak faible, par le biais de sanctions. Ils veulent désormais un nouveau pouvoir à Bagdad. Mais nous ne comptons que sur Dieu et sur nos propres capacités.

De quelles forces disposez-vous ?

Notre mouvement a des dizaines de milliers de partisans en Irak. Nous ne savons pas exactement combien, nos consignes étant de créer des cellules indépendantes dans le pays. Du côté iranien de la frontière, nos forces sont présentes depuis la guerre entre l'Iran et l'Irak.

Comment réagissez-vous à la « fatwa » lancée en septembre dernier par deux dignitaires chiïtes irakiens contre tous ceux qui « coopèrent avec les Américains » ?

Ces fatwas ont été publiées par le régime de Bagdad. Nous ne les avons pas encore vues. Le gouvernement de Saddam Hussein essaye d'utiliser ce genre de choses pour tromper la population. Ces manœuvres sont du même ordre que les 100 % de oui au dernier référendum.

Accepteriez-vous dans le cas d'un changement de régime en Irak un gouvernement provisoire formé par des militaires sunnites ?

Nous nous sommes mis d'accord avec le reste de l'opposition à ce sujet. Nous sommes en faveur d'un régime parlementaire, élu par le peuple irakien au suffrage universel direct, dans lequel toutes les confessions et toutes les ethnies seraient représentées. Nous refusons un régime dominé par une minorité, quelle qu'elle soit. Le plus important est que le nouveau gouvernement irakien soit élu par le peuple, et qu'il assure la justice pour le peuple.

Dans cette hypothèse, êtes-vous partisan du vote des femmes ?

Oui, nous sommes pour le vote des femmes. Nous avons aussi passé un accord avec le reste de l'opposition sur ce sujet. La femme est une part essentielle de la société. Il faut l'égalité entre tous.

Approuvez-vous la position de la France au cours des dernières semaines ?

La France est déjà venue en aide au peuple irakien, notamment en suscitant la résolution 688. La question est de savoir pourquoi la France n'agit pas aujourd'hui en faveur d'un changement de régime en Irak, et pour protéger le peuple irakien. La bataille qui s'engage met aux prises les États-Unis et le régime de Saddam Hussein. La France ne doit prendre parti

ni pour les uns ni pour les autres, mais plutôt en faveur du peuple irakien. A l'intérieur de l'Irak, la population pense souvent que la France soutien Saddam Hussein, que Chirac et Saddam Hussein sont des amis.

Vous trouvez donc la politique française trop en faveur du régime irakien ?

Les Français ont mis tous leurs œufs dans le même panier en misant sur le régime de Saddam Hussein. Nous leur avons parlé franchement, et ils commencent à changer un peu. Mais ils doivent jouer un rôle dans l'Irak futur. La France a une relation ancienne avec l'Irak. Et si le régime change, le peuple, lui, reste après la chute du régime.

LE FIGARO

26 NOVEMBRE 2002

Iraqi cleric may aid the U.S.

Shiite ayatollah, foe of Saddam, is backed by Iran

By Michael R. Gordon

The New York Times

KUWAIT: An Iranian-backed ayatollah may seem an unlikely ally for the Bush administration, but consider Ayatollah Mohammed Bakir Hakim. The ayatollah is an Iraqi Shiite who has been living in Tehran for more than two decades. He is backed by the Iranian government, which President George W. Bush has labeled an "axis of evil."

Still, the United States and the Shiite cleric are in the process of forging a political alliance of convenience. It is an arrangement that is strongly supported by Kuwait, Washington's staunchest Arab ally in its campaign to dislodge President Saddam Hussein of Iraq.

The alliance is also quietly backed by Tehran, a subtle signal that Iran seems prepared to offer a modicum of cooperation if the Bush administration mounts a military campaign in Iraq.

"Our job right now is to change the current regime," Hakim said in an interview in Kuwait. "It is very important that there be an understanding between the Iraqi opposition and the United States."

The Bush administration appears to agree. The ayatollah received a letter last week from Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz and three other ranking administration officials, asking him to send a representative to a Dec. 10 meeting of Iraqi opposition leaders in London.

The purpose of the session is to endorse a set of democratic principles for governing Iraq if Saddam is deposed, and to commit the successor government to destroying Iraq's weapons of mass destruction.

Opposition leaders would also be asked to reaffirm Iraq's territorial integrity.

The reason the Bush administration would like Shiites at that meeting is clear. While Iraq has been dominated by the Sunni Muslim minority, an estimated 55 percent of the nation's population are Shiites.

The administration wants to demonstrate that it has broad support among Iraq's diverse array of opposition groups. It also wants to encourage a new structure for government: a system in which Shiites would be represented but in which fundamentalist Islam would not become the dominant ideology.

Advertising Washington's concern for Iraq's Shiites could also help any American or allied military intervention as well. Much of Baghdad is populated by Shiites, and they also dominate southern Iraq, the principal invasion route that forces would take if they moved toward the capital.

It is a political alliance of convenience.



Stephen Crowley/The New York Times
Mohammed Bakir Hakim wants to "change the current regime" in Iraq.

Hakim was one of nine Iraqi opposition leaders who received the letter from the Bush team and one of two Shiites. The other Shiite is Mohammed Bahr Eloom, a moderate cleric living in London. Hakim's organization is called the Supreme Assembly of the Islamic Resolution in Iraq. Aides said the organization planned to open an office in Washington soon.

Even so, there are apparently strains between Hakim and the Americans, which he does not seem at pains to hide. The Bush administration, for example, is eager to obtain Hakim's political support; but, Hakim said, the administration has not indicated any interest in forging a military alliance with Hakim's guerrilla force, the Badr brigade, which has several thousand members. Experts said the group is trained, equipped and influenced by the Revolutionary Guard of Iran.

Hakim seems prepared to work with Washington if an American or allied invasion enables him to secure a place in a new power structure in Iraq, but he said he would like to see U.S. forces leave as soon as possible.

"Iraqis are able to manage their own lives," Hakim said. "I see no need for American forces to remain in Iraq, because no external forces threaten Iraq."

After the Gulf War, there were occasional contacts between Hakim's movement and the Central Intelligence Agency, according to Iraqi opposition figures, but no real cooperation. That began to change as U.S. policy shifted from containing Saddam's government to making military plans to destroy it.

Still, the relationship has not developed easily. After the Bush administration invited Hakim to join other Iraqi opposition figures in Washington for a meeting last August, he initially demurred.

Just days before that meeting, Ahmad Chalabi, who heads the Iraqi National Congress, an umbrella group of opposition lead-

ers, flew to Tehran to persuade Hakim to send a representative. Hakim sent his brother, who gave the Pentagon a report detailing alleged Iraqi plans to use poison gas to suppress future Shiite rebellions.

A big question is just how much influence Hakim still has in Iraq, and how much independence he has from the Iranian government. Hakim has asserted that he does not coordinate his strategy with Tehran and that his main interest is protecting the rights of the Shiites in a new and democratic Iraq. That claim has been viewed skeptically by some experts.

"He is representing fundamentalist Islam, which does not allow any democracy," said Amatzia Baram, an expert on Iraq at the

University of Haifa in Israel. "And he is representing Iranian interests. Still, he should be included. Lots of people in Iraq know of him."

Some experts say Hakim's Iran connection has a benefit. It gives Iran a stake in a future Iraqi government and helps encourage Iran's neutrality, or possibly even cooperation, if the White House attacks Iraq, said David Mack, a former State Department official.

There have been other signs of Iranian cooperation, including moves by the Iranian Navy to close its territorial waters to smugglers going to and from Iraq.

In addition to the two Shiite leaders it asked to attend the London session, the Bush administration also sent messages to Chalabi; the two leading Kurdish groups; the Iraqi National Accord, an organization of former members of the Arab Ba'ath Socialist Party; a group that wants to restore the monarchy, and organizations that represent the Turkoman and Assyrian minorities in Iraq.

Eager to fight Saddam, but 'in a cage' in Denmark

By Glenn Frankel

The Washington Post

SOROE, Denmark: In a simple two-bedroom apartment set in an anonymous block of flats in a small town in Denmark, the general waits.

Once he was the most senior officer of Saddam Hussein's army, with a row of ribbons across his chest, a million Iraqi soldiers under his command and the respect and admiration of a nation. Then he fell out with the Iraqi leader and fled abroad — lured, he said, by promises from the Central Intelligence Agency of support to lead the grand revolt that would topple the dictator and restore Iraq to greatness.

Nizar Khazraji, 64, says he is ready to play the role that his entire life has prepared him for, that the time is ripe now that Washington and the world are applying new pressure on the faltering government. But he is going nowhere. For the general has a past and a pursuer.

He faces allegations that he played a role in the Anfal, the brutal campaign against Kurdish rebels in northern Iraq in which Saddam's forces slaughtered more than 100,000 civilians, razed hundreds of villages and sprayed poison gas. He has been released on his own recognizance but ordered to remain in Denmark.

He says he is innocent, the victim of false accusations by Saddam's agents and by rivals in the fractious and fratricidal world of Iraqi opposition groups and of a right-of-center Danish government that is determined to show it is not soft on immigrants in general and an accused war criminal in particular.

To his pursuer, none of this matters. A special prosecutor, Birgitte Vestberg, said she does not much care that the general is a pivotal figure in the Iraqi opposition, nor is she impressed by his insistence that he was about to leave Denmark to start an insurrection against Saddam when she charged him last week with the wholesale murder of civilians and other war crimes.

Her response to his complaints is: "How sad," delivered without even a hint of a smile.

She has no interest in his potential role as leader of a new Iraq, nor does she mind if she has upset geopolitical strategies hatched in Washington, London or Riyadh. Her sole task is to determine whether the general has committed

crimes he must answer for

and to bring him to justice if he has. It could take a year, she said, or it could take longer.

Sitting in his small living room, the highest-ranking general ever to flee Iraq impatiently tore open another pack of Marlboros, leaned back and pondered his unexpected fate.

"I need to be in Iraq," he said. "Instead, I'm in a cage."

By birth and training, Khazraji is a professional soldier. His father was a brigadier, his uncle an army chief of staff. He studied at the Iraqi military college, served in the armored corps, special forces and engineers, and vaulted up the ranks.

In 1971, he was military attaché in Moscow and there he first met Saddam. The future president was 34 years old and vice president of the ruling Ba'ath Party.

Khazraji's uncle had been condemned to death after the 1968 coup that brought the party to power. Khazraji pleaded for his uncle's life. Saddam promised the sentence would be commuted — and it was.

From then on, a wary relationship was established. Khazraji said that at first he admired Saddam, who declared he would build a modern Arab state. But in the years that followed, as torture and mass executions became commonplace, he came to understand the man's ruthlessness.

During the Iran-Iraq war, Khazraji served as commander of the First Corps in northern Iraq, in the country's Kurdish region. In July 1987, a low point in the Iraqi war effort, Saddam appointed him army chief of staff. Khazraji said he found a demoralized army and launched an offensive.

Within months the tide had turned and Iran sought a ceasefire. Khazraji became a national hero.

Still, he said, Saddam retained personal control of most military sectors, leaving Khazraji in charge only of the regular army, and kept him in the dark. Then, on Aug. 2, 1990, the Republican Guard, under Saddam's authority, invaded Kuwait.

"I was called to the general command headquarters along with the minister of defense and I was informed," he recalled.

"It was like being struck by lightning. I had never dreamed that Saddam would invade another



Kristian Linnemann/The Associated Press
General Nizar Khazraji, the highest-ranking officer to defect from Iraq.

Arab country. And this was a message in capital letters that this man didn't trust me any more."

Khazraji said that within weeks he wrote two strategic reviews predicting disaster unless Iraq withdrew. On Sept. 18, Saddam summoned him to a meeting and demanded that he read aloud from his report.

But Saddam, his face reddening, quickly interrupted him. "He told me, 'Why don't you just spit it out and say you don't want to

fight this war?' I was shocked. I told him, 'What I've written is only part of the truth — the rest is even darker than I've stated.'"

Two days later, he was relieved of his post. He believes that only his popularity saved him from execution.

Five months later, as the United States and its allies evicted Iraqi forces from Kuwait, he was summoned back to active duty and sent to Nasariya in southern Iraq to help organize a defense against a possible U.S. invasion. Instead, he faced an uprising from the region's Shiite Muslims, who included some of his own soldiers. The local governor and Ba'ath Party leader were slaughtered by a rebel mob and Khazraji was shot four times in the stomach. It took him seven months to recover.

After that, he said, he lived under virtual house arrest in Baghdad, seldom venturing out of his family compound for fear of arrest or assassination. In 1996, he accepted what he said was an invitation by exiled dissidents connected to the CIA to leave Iraq and join the external opposition. He fled Iraq with his family through the Kurdish zones.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

November 26, 2002

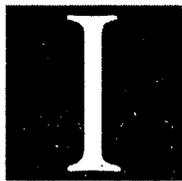
LA GALÈRE



Calais, le 18 novembre. Allan Abdullah, interprète bénévole auprès des associations qui aident les migrants kurdes, a reçu ses propres papiers le 12 septembre.

DES KURDES DE CALAIS

Allan, Ali, Aziz et beaucoup d'autres avaient échoué dans une église évacuée de force le 14 novembre, après avoir ricoché sur le centre de Sangatte. Ils racontent les pérégrinations qui les ont amenés jusque-là



LS étaient plus d'une centaine à l'intérieur et autour de l'église Saint-Pierre - Saint-Paul de Calais, évacuée jeudi 14 novembre à l'aube, après quatre jours et cinq

nuits d'occupation. Une centaine de déracinés, kurdes pour la plupart, échoués à Calais après d'inraisemblables périples clandestins. Il y avait Nawzid Ahmed Ali, 19 ans, allongé sur un banc, qui affirmait d'un air las avoir déserté l'armée irakienne et ajoutait que ses parents avaient été « tués par Saddam », avant de se renfermer dans un silence maussade. Il y avait aussi Mir Ahmad, 27 ans, lequel expliquait posément aux envoyés de la préfecture s'être enfui de Bagdad pour raisons politiques, après deux ans d'internat en chirurgie. Son désir le plus cher était d'exercer à nouveau son métier dès que possible, et il pensait que cela serait plus facile en Angleterre. Et puis Faribors, 27 ans, diplômé « en sociologie et en planification urbaine », contraint de prendre le maquis il y a trois ans après avoir participé à « une révolte contre les mollahs » à l'université de Téhéran. Droit comme un « i », il affirmait, dans un anglais impeccable, avoir effectué le voyage seul, « pour 1 000 dollars », sans aucune aide, à pied jusqu'à Istanbul et la frontière grecque, puis en train et en bateau par Patra, Athènes, Ancône, Rome et Paris.

Il y avait enfin Aziz Ali, 37 ans, qui avait vendu son garage de Suleymanieh (Kurdistan d'Irak) en 1999, pour tenter sa chance en Europe avec son épouse et Rania, leur fillette de 2 ans et demi. Sa femme avait été abattue par des gardes-frontières et Rania avait été prise en charge par « un passeur irakien de nationalité française », qui l'avait emmenée en Angleterre. Seul au monde, désespéré, Aziz avait alors longtemps erré en Grèce, pour arriver finalement à Calais. Son rêve européen brisé, il assurait à qui voulait l'entendre que son seul but était, désormais, de récupérer Rania pour la ramener en Irak. La guerre prochaine ? Il n'en avait cure : « Plutôt mourir comme un homme dans mon pays que comme un chien à l'étranger », disait-il.

Sortis quelques instants de l'anonymat à l'occasion d'une épreuve de force très médiatisée avec les autorités françaises, la plupart de ces réfugiés y sont retombés très vite. Aujourd'hui, par crainte de représailles des réseaux mafieux, sur lesquels ils comptent toujours pour passer outre-Manche, ou par souci de ne pas indisposer les services officiels s'ils ont décidé de demander l'asile en France, ils acceptent rarement de raconter par le menu l'incroyable périple qui les a menés jusqu'à nous.

Allan Abdullah n'a plus cette réticence. Le précieux papier, il l'a en poche depuis le 12 septembre. « Le jour de mon vingt-cinquième anniversaire, souligne-t-il en souriant. Un cadeau du ciel ! » Coupe de cheveux impeccable, portant le blouson et le jean avec distinction, discret et toujours disponible, il sert bénévolement d'interprète aux associations caritatives qui aident les migrants kurdes perdus dans Calais depuis la fermeture du centre de la Croix-Rouge de Sangatte aux nouveaux arrivants.

Au Kurdistan irakien, Allan était journaliste à la chaîne locale UTV - « U comme unité », précise-t-il - de Suleymanieh. Il y pré-

sentait le journal télévisé et animait une émission politique intitulée « Dossiers », diffusée en direct et dans laquelle, assure-t-il, il jouissait d'une totale liberté de parole. Une liberté dont il mesure les limites quand, révolté par l'attentat du 11 septembre 2001 au World Trade Center de New York, il déclare que « le Coran condamne ceux qui s'en prennent aux femmes et aux enfants de leurs ennemis ». L'antenne est coupée immédiatement et Allan enfermé quinze jours dans une villa, où il est battu à plusieurs reprises. « Un ami de l'Union islamique du Kurdistan, un mouvement plus caritatif que politique, auquel j'appartiens aussi, est venu m'expliquer que nous ne pouvions pas nous opposer de front aux talibans sans risquer d'être éliminés de la scène politique, raconte-t-il. C'était vrai. Il m'a cependant précisé aussitôt qu'il était d'accord avec moi et me ferait évader à condition que je ne révèle jamais son identité. »

L'ami tient parole et l'emmène discrètement chez un responsable communiste de Suleymanieh, qui le cache un mois dans sa maison, le temps de se faire un peu oublier des talibans. Il est ensuite conduit à Moscou, à un peu plus de 200 km au nord-ouest de Suleymanieh, au domicile d'un gros transporteur « membre de la mafia arabe ». Il y restera caché encore deux mois. « J'avais peur, car cette ville est quand même contrôlée par Saddam Hussein », dit Allan. Mais son hôte finit par le faire embarquer dans un camion turc qui, trois jours plus tard, le dépose chez son « correspondant » en Turquie, à Istanbul. Moyennant 4 500 dollars (autant d'euros), ce dernier se chargera de l'acheminer jusqu'en France, où il arrive le 27 décembre 2001, « sans problème, en sept jours seulement, avec un seul changement de camion effectué je ne sais où. Le second véhicule, dans lequel nous étions six clandestins, aurait dû passer en Grande-Bretagne, mais nous avons été découverts avant l'embarquement », raconte le jeune Kurde. Allan, qui ne parle que sa langue maternelle, l'arabe et l'anglais, ne comprend pas les policiers et ne sait pas où il se trouve. « Ils nous disaient "go back" en montrant la côte, vers l'ouest. J'ai compris plus tard qu'ils étaient persuadés que nous venions du centre de la Croix-Rouge à Sangatte et nous conseillaient d'y retourner. J'en ignorais même l'existence. Moi, ajoute-t-il, tout ce qui m'importait, c'était d'atteindre l'Europe. Plus tard, j'ai vu les plaques d'immatriculation des voitures. J'ai compris que j'étais en France. »

APRÈS une nuit d'errance dans les rues de Calais, il rencontre une journaliste du quotidien local Nord Littoral, en conversation avec un groupe de migrants irakiens, et lui explique qu'il veut demander l'asile politique en France. Elle le conduit au siège de l'association Belle Etoile d'aide aux réfugiés, qui l'assiste dans ses démarches à la préfecture d'Arras. Pour Allan, dont toutes les économies ont été consacrées au paiement du voyage, l'attente de la réponse constituera sans doute la partie la plus éprouvante de son aventure. Il ne tient pas plus de deux mois sous le hangar de Sangatte - « trop de promiscuité et de bagarres entre passeurs » - et descend à Paris. Trois mois plus tard, il est de retour à Calais. « Un Irakien rencontré par hasard avait pu m'héberger quelque temps, mais je m'étais vite retrouvé à la rue. J'ai même dor-

mi dans le métro, raconte-t-il. C'était mieux qu'à Sangatte, mais quand même pas terrible. » Après un mois passé au domicile d'une Calaisienne, il finira par trouver. le

ter la vie, transforma ce jeune Kurde insouciant en paria politique, à son corps défendant, et précipita son départ. Un chahut vers minuit devant un poste de police de la

D'Istanbul, un passeur les emmène en voiture jusqu'à un petit village des environs où, sur le marché, les réfugiés sont entassés dans un camion transportant des légumes. « Nous étions 35, dont 5 Palestiniennes,

« A Paris, j'ai même dormi dans le métro. C'était mieux qu'à Sangatte, mais quand même pas terrible »

ALLAN ABDULLAH

vivre, le couvert et un tout petit salaire (25 euros pour cinq jours de travail par semaine) chez les compagnons d'Emmaüs. En dépit des épreuves qu'il a subies, Allan est parfaitement conscient d'être un privilégié. « Si tu es journaliste, chanteur ou écrivain et que tu peux apporter la preuve d'une persécution politique, tu obtiens l'asile sans problème, explique-t-il. Pour les autres, c'est nettement plus difficile. Je connais à Calais plusieurs Kurdes irakiens dont l'asile a été refusé et qui sont forcés de jouer à cache-cache avec la police. » Ali Shoan - c'est le nom d'emprunt qu'il s'est choisi pour raconter son histoire - pourrait bien être de ceux-là si le recours qu'il vient de déposer après un refus de l'Ofpra n'aboutit pas. Bonnet de laine sur le crâne, survêtement et baskets, la « tchatte » d'un titi de banlieue, Ali, 22 ans, semble pourtant bien intégré. Mieux, peut-être, qu'Allan. Il file aujourd'hui le parfait amour avec une jeune Calaisienne mère de deux enfants, joue au football dans un club amateur de la ville et parle un français suffisamment correct pour se faire parfaitement comprendre. « J'ai appris en neuf mois », précise-t-il fièrement.

Son père, soldat dans l'armée irakienne, n'a été libéré qu'en 1999 par les Iraniens, qui l'avaient capturé treize ans plus tôt, lors du conflit opposant les deux pays. Comme ses deux frères aînés, Ali avait dû arrêter ses études pour aider sa mère, qui, durant tout ce temps, éleva seule ses cinq enfants à Kirkouk, centre pétrolier important du nord-ouest irakien. Il rêvait de l'Europe « depuis l'âge de 14 ans ». En septembre 1999, une bêtise de gamin turbulent, qui faillit lui coû-

ter la vie, transforma ce jeune Kurde insouciant en paria politique, à son corps défendant, et précipita son départ. Un chahut vers minuit devant un poste de police de la

ville, des policiers qui tirent. « Ils ont eu peur », commente-t-il, sans rancune apparente. Touché par une rafale - il exhibe sept cicatrices de blessures par balles, impressionnantes -, Ali s'effondre. Un ami parviendra à l'emmener à Suleymanieh, en zone contrôlée par les Kurdes; où il passera plusieurs mois à l'hôpital. Le 15 janvier 2000, il est sur pied, avec pour seule séquelle apparente une main à demi paralysée. Son père sollicite l'aide d'un oncle, avocat à Vienne, qui paiera environ 2 500 dollars pour le voyage - c'était le prix à l'époque, mais le renforcement des contrôles a entraîné une hausse progressive des tarifs, qui, aujourd'hui, peuvent dépasser 10 000 dollars, précise Ali. Il gagne en voiture l'Iran, d'où il passe en Turquie à pied. « Quinze jours à travers la montagne. Nous étions 80. Des Kurdes de différents pays, mais aussi des Arabes, dont deux Egyptiens. Je n'ai pas compris ce qu'ils faisaient là. » Deux membres du groupe seront abattus en cours de route par les gardes-frontières.

En Turquie, les migrants continuent le voyage entassés à l'arrière de plusieurs petites fourgonnettes, puis par les transports en commun jusqu'à Istanbul. « On nous avait donné de fausses cartes des Nations unies stipulant que nous étions des réfugiés iraniens et nous étions dispersés : cinq par autobus, pas plus. Le chauffeur n'était pas dupe, mais, en Turquie, avec un bakchich, tout est possible », raconte le jeune Kurde. A Istanbul, on trouve même, sur les marchés, des « magiciens » qui, « pour un sandwich », vous plient un billet de 100 dollars si menu que, une fois enrobé de scotch blanc, il a l'apparence d'un cachet facile à avaler en cas de fouille policière...

2 Syriens et 11 ressortissants du Bangladesh, serrés derrière des cageots. On nous avait donné des sacs-poubelles et des bouteilles de plastique pour faire nos besoins. La vapeur de nos respirations se condensait sur la bâche du camion et nous dégoulinait dessus. » Après quatre jours dans ces conditions, le groupe est débarqué derrière une station-service en pleine campagne, avec la consigne d'attendre un autre camion - « à caisse métallique munie de scellés » - qui les amènera en France en quatre jours, « dont sept heures de traversée en mer », sans sortir du camion, évidemment.

Le conducteur larguera ses passagers par groupes de cinq près de Marseille. Ali y restera un mois et demi, dormant sur la plage, aidé par un groupe de jeunes Algériens vendeurs de cigarettes de contrebande qui comprenaient son arabe. Il est arrêté à plusieurs reprises. « Les policiers croyaient que je vendais de la drogue. Ils m'ont envoyé balader quand je leur ai dit que je voulais demander l'asile politique en France. L'un d'eux m'a quand même finalement conseillé de m'adresser à l'Ofpra, à Paris. » Une bénévole de la Croix-Rouge s'occupant des prostituées dans la rue lui remet un billet de train pour la capitale et lui parle du centre de Sangatte, où il finit par échouer. « J'étais épuisé, se souvient Ali. Je n'y ai fait que dormir et manger pendant quinze jours. » Un employé de la Croix-Rouge lui expliquera ensuite les conditions d'attribution d'une demande d'asile en France et l'aidera à effectuer les démarches nécessaires à la préfecture du Pas-de-Calais, à Arras.

Aujourd'hui, Ali attend avec confiance le résultat de son recours chez son amie, rencontrée dans un parc public calaisien. Il a retrouvé toutes ses forces et sa joie de vivre. Son périple, visiblement vécu intensément de bout en bout, ne lui a apparemment pas laissé de trop mauvais souvenirs. Si l'asile lui est accordé, il aimerait reprendre des études et devenir journaliste. « Pour voyager », lance-t-il en souriant.

Jean-Paul Dufour

Valéry Giscard d'Estaing a relancé le débat

Les députés français partagés sur l'adhésion turque

Nicolas Barotte

Les députés sont prudents. Rares sont ceux qui n'émettent aucune réserve sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Un débat relancé par les déclarations du président de la Convention européenne, Valéry Giscard d'Estaing, estimant que « la Turquie n'est pas un pays

européen », et la réponse du président de la République, Jacques Chirac, qui a suivi, jugeant au contraire que la Turquie avait « toute sa place » en Europe. Depuis le sommet d'Helsinki de 1999, la Turquie est officiellement reconnue comme candidate à l'intégration. Avant de pouvoir discuter d'intégration, l'UE a posé plusieurs conditions, notamment sur le respect de la démocratie. Exigences qui ne

sont pas encore totalement remplies par la Turquie.

« La Turquie a vocation à faire partie de l'Union européenne », estime cependant le député UMP Yves Jégo. « La position de Valéry Giscard d'Estaing n'est pas la bonne », poursuit-il. Le président du groupe UMP à l'Assemblée, Jacques Barrot, souligne, quant à lui, « l'absence de débat public » sur la question. Puis il résume les

ambiguïtés de la position européenne : « Nous nous sommes engagés moralement, au moins à discuter de l'adhésion. » Sans obligation d'aller plus loin. Le propos de Jacques Chirac semble pourtant plus généreux. « Il peut donner lieu à différentes interprétations », répond Jacques Barrot. Et déboucher sur autre chose qu'une adhésion : un « partenariat fort », par exemple.

« On peut associer la Turquie à l'Europe sans l'intégrer politiquement. Laisser croire à une adhésion est une erreur », affirme le président de l'ancienne Démocratie libérale, Alain Madelin. Le député d'Ille-et-Vilaine souligne l'hostilité des opinions à l'entrée de la Turquie en Europe. Il met au « défi » Jacques Chirac et Gerhard Schröder de soumettre cette adhésion à un référendum. « Il faut faire une autre

offre à la Turquie plus sérieuse et plus solide », dit-il.

A gauche aussi on hésite. « Géographiquement c'est compliqué, culturellement c'est compliqué », remarque Maxime Gremetz. Si le député communiste n'a pas « d'opposition de principe », il s'inquiète surtout de l'attitude américaine, soutenant l'adhésion de la Turquie. Déjà membre de l'Otan, Ankara est un allié stratégique de Washing-

ton. Les Etats-Unis veulent un « pont avancé dans l'Europe », pense le député de la Somme.

Le groupe socialiste à l'Assemblée n'a pas encore eu de débat sur le sujet. Le député de l'Aisne Jean-Pierre Balligand hésite : question chypriote, minorité kurde, islamistes au pouvoir... Mais, à supposer tous ces préalables résolus, il juge qu'il ne serait « pas inintéressant, au niveau économique et en termes

stratégiques, que la Turquie soit dans l'Europe ». De même, pour Jack Lang, l'entrée de la Turquie serait « une très bonne chose ». D'ailleurs il préfère parler, à propos du nouveau gouvernement, de « démocrates islamistes ». Le député Vert Noël Mamère, quant à lui, est favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Europe. « L'Union européenne a déjà engagé des discussions », rappelle-t-il d'ailleurs.

En Turquie, la question du foulard islamique constitue un premier test pour les dirigeants de l'AKP

Le nouveau gouvernement peut-il remettre en cause l'inconstitutionnalité du voile à l'université et dans la fonction publique sans essayer les foudres des milieux laïques ?

ISTANBUL

de notre correspondante

Il était inévitable, après la victoire électorale du Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste modéré), le 3 novembre, que la question du foulard islamique, qui divise la Turquie depuis des années, soit reposée avec acuité.

Le débat a été relancé, il y a quelques jours, lors du départ du président turc, Ahmet Necdet Sezer, pour le sommet de l'OTAN, à Prague. Le président de l'Assemblée nationale nouvellement élu, Bülent Arınç, membre de l'AKP, s'était rendu à l'aéroport pour assister au départ du couple présidentiel : une simple affaire de protocole. Mais, élément inhabituel, Bülent Arınç était accompagné de son épouse, qui porte le foulard, et la présence de Mme Arınç, visiblement émue à l'occasion de cette première cérémonie officielle, a fait frissonner l'élite kémaliste du pays. « Bülent Arınç a voulu adresser un message à sa base radicale en amenant son épouse voilée », a protesté le commentateur Tufan Türenç dans le quotidien *Hürriyet*, en ajoutant : « L'érosion des règles de l'Etat laïque et démocratique a commencé. »

Les grands quotidiens turcs, qui ont affiché les portraits des nouveaux ministres, ont publié, quelques jours plus tard, les photos de leurs épouses : quinze d'entre elles ont la tête couverte. Emine Erdogan, la femme du dirigeant de l'AKP, très active dans les quartiers pauvres, porte le foulard. Hayrunnisa Gül, l'épouse du premier ministre, avait tenté de s'inscrire à l'université à la fin des années 1990, mais elle en avait été rejetée en raison de son *türban*, comme on appelle le foulard islamique en Turquie.

Les dirigeants de l'AKP tentent pour l'instant de contourner le pro-



La photo qui réveille la polémique : le 20 novembre, à son départ pour Prague, le président de la République, Ahmet Necdet Sezer (à gauche) et sa femme (à droite) étaient accompagnés du nouveau président du Parlement turc, Bülent Arınç, et de son épouse coiffée du foulard islamique.

blème. « C'est une question de choix personnel », affirme le premier ministre, Abdullah Gül. « Le foulard n'est pas un élément étranger à la structure naturelle de la Turquie. Il est regrettable que ces questions aient été politisées », ajoute-t-il. Le chef de l'AKP, Recep Tayyip Erdogan, s'est contenté pour sa part d'affirmer : « La question ne figure pas à mon agenda. » Pour éviter une confrontation avec les institutions étatiques, l'AKP n'avait pas présenté de candidates voilées aux élections.

RÉFÉRENCE INDIRECTE

Le président de la République, fervent laïque, a pour sa part tranché en affirmant : « Il est impossible d'autoriser le foulard dans le secteur public car il est anticonstitutionnel. » Mais la Constitution peut être amendée avec l'accord des deux tiers des députés, et l'AKP détient 363 des 367 voix nécessaires.

S'il ne semble pas vouloir forcer une décision sur ce sujet pour l'instant, le Parti de la justice et du développement a déjà indiqué qu'il

entendait « lever les obstacles à l'éducation », une référence indirecte à l'interdiction de porter le foulard à l'université, perçue comme une pression injuste par de nombreux Turcs pieux.

Le port du foulard islamique a fait l'objet d'une série de décisions et contre-décisions légales au cours des deux dernières décennies. Les partisans de la laïcité affirment que le *türban*, le foulard épinglé sous le menton, qu'ils distinguent du fichu traditionnel, est l'uniforme de l'islam politique. Pour le grand public, ces symboles extérieurs sont moins importants : il n'est pas rare de voir des adolescentes, avec et sans foulard, se promener côte à côte.

Une étude sur l'attitude des Turcs face à la religion, publiée en 2000 par la Fondation pour les recherches économiques et sociales (Tesev), indiquait que la majorité des Turcs sont religieux et pratiquants, mais qu'ils sont également tolérants. Alors que 77 % d'entre eux déclaraient que la République laïque avait eu un effet positif sur le

développement du pays, 66 % estimaient que le port du foulard devrait être autorisé dans les universités et la fonction publique.

Les dirigeants turcs devront-ils désormais, au nom de la laïcité, laisser leurs épouses à la maison ou serait-il plus moderne de leur permettre de jouer un rôle actif dans la société, avec foulard si nécessaire ? Est-il juste d'accuser les « islamistes » de vouloir maintenir le pays dans l'ignorance et de refuser aux filles voilées l'accès aux universités ? La Turquie va devoir trouver des réponses à ces questions. « Nous sommes convaincus que la Turquie doit résoudre ce problème. C'est ce que le peuple veut. Les élections l'ont démontré », a récemment déclaré le premier ministre, Abdullah Gül, au quotidien *Hürriyet*, en rappelant que son parti a obtenu 34 % des voix. « Mais si nous parvenons à résoudre cette question par le compromis, le pays y gagnera », a-t-il ajouté.

Nicole Pope

Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies

« La guerre est évitable si Saddam Hussein honore ses engagements »

Les inspecteurs sont de retour à Bagdad. Estimez-vous que la perspective d'une guerre s'éloigne un peu plus ?

Je crois que la guerre est évitable. Elle est évitable si le président Saddam Hussein honore ses engagements pris devant les Nations unies et coopère pleinement avec les inspecteurs. Pour la communauté internationale et le Conseil de sécurité, le problème est celui du désarmement. Si l'Irak s'exécute, les arguments pour une guerre auront considérablement diminué. Mais que le président Saddam Hussein défie les inspecteurs et les Nations unies et le Conseil prendra ses responsabilités.

Washington a déjà prévenu que si l'Irak, dans la déclaration de ses armements qui doit être faite avant le 8 décembre, maintient qu'il n'a pas d'armes de destruction massive, cela sera considéré comme une « violation patente ».

C'est au Conseil de sécurité de décider. Si c'est bien la position des Etats-Unis, elle devra être examinée avec les autres membres du Conseil. Evidemment, si les inspecteurs estiment qu'il y a des interrogations, ils les poseront. Le Conseil aura l'occasion de débattre de ces questions.

Vous avez demandé à George Bush d'être « patient ». Combien de temps ? Quelques semaines, quelques mois, un an ?

J'ai parlé de patience pas seulement en termes de temps mais plutôt en termes d'actions; d'initiatives. Je constate qu'on risque d'utili-



NIKOLA SOLIC/REUTERS

ser des événements que d'autres pays estiment peu ou pas assez importants pour déclarer une guerre. Si les Etats-Unis font cela, ils vont diviser le Conseil de sécurité. Or, si on laisse l'espace et le temps aux inspecteurs de faire leur travail, la situation sera autre. Nous devons faire le point et prendre une décision sur quelque chose de substantiel. Quand les Nations unies décident d'agir, ce doit être sur des bases incontestables pour ne pas perdre des soutiens.

Avec cette limite que, selon la résolution 1441, le Conseil « considère » la situation mais ne vote pas – donc ne décide pas – d'une action militaire.

Oui, on peut considérer que les Etats-Unis ont les mains libres. Mais si par hasard le Conseil décidait de voter pour une action militaire, je crois que les Américains accepteraient et seraient même ravis. Dans le cas où il n'y a pas de

vote du Conseil, le Congrès américain a donné à l'exécutif le pouvoir d'y aller. Mais il n'est pas exclu qu'il y ait une deuxième résolution, cela dépendra de la situation.

Sur un plan plus général, il ne fait pour vous pas de doute que seul le Conseil de sécurité est habilité à autoriser l'usage de la force ?

C'est mon interprétation de la Charte des Nations unies, et je crois que c'est dans l'intérêt même des Etats. En matière de sécurité internationale, qui doit décider si ce n'est pas le Conseil de sécurité ? Il s'agirait ici d'une intervention pour protéger le monde d'armes de destruction massive.

Bagdad vous a adressé une lettre pour expliquer que la résolution 1441 sera utilisée comme un prétexte par Washington pour se lancer dans la guerre. Que leur avez-vous répondu ?

C'est une longue lettre de quinze pages. Ils posent quelques questions juridiques, mais je ne crois pas que cela va les empêcher de coopérer avec les inspecteurs.

Que se passera-t-il si cette mission des inspecteurs dure un an, un an et demi ou plus ?

Les inspecteurs ont indiqué que s'il y a une pleine coopération des Irakiens le travail peut être fait en un an.

Est-ce que la logique de la résolution 1441 n'est pas d'arriver, à supposer que tout se passe correctement, à la levée des sanctions contre l'Irak ?

Il y a d'autres résolutions du Conseil – sur la propriété des archi-

engagements »

ves, sur les prisonniers koweïtiens, les disparus... Si ces résolutions sont appliquées, le Conseil doit logiquement suspendre ces sanctions.

Les Nations unies sont-elles renforcées avec cette résolution ?

Oui, je crois que les Nations unies ont bien géré cette affaire, même si nous n'en sommes pas encore sortis. Ce qui est intéressant dans cette période, c'est que ce ne sont pas seulement les hommes politiques et les diplomates qui ont appelé à passer par le Conseil de sécurité mais les opinions et, en particulier, la population américaine.

Propos recueillis par François Bonnet et Alain Frachon

Le Monde

27 NOVEMBRE 2002

Iraqi opposition issues democracy plan for post-Saddam era

By Judith Miller

The New York Times November 27, 2002

Iraqi opposition members are circulating a detailed plan for transforming Iraq from a dictatorship into an essentially secular democracy in two to three years if President Saddam Hussein is removed from office.

The plan, "The Transition to Democracy in Iraq," was formed after fierce debate among representatives of a State Department-supported group that consists of Iraqi intellectuals in exile, representatives of human rights groups, other private organizations and representatives of leading Iraqi opposition groups.

The document, 98 pages long, suggests that the groups have been able to compromise over divisive issues like the role of religion and ethnicity in a post-Saddam Iraq.

It endorses a set of principles that its authors

say enjoys broad support among opposition groups, like democracy, federalism, respect for the rule of law and human rights, and a "road map" for the transition to a government that would begin organizing in exile.

On Monday, a State Department official welcomed what he characterized as the latest "draft" of the document and endorsed several of its major principles.

But he said that the administration did not favor the "road map" the paper recommended and that it opposed any effort to establish a government in exile that might "disenfranchise" prospective opponents of Saddam's government in Iraq.

The major authors discussed the paper Monday at a meeting with Condoleezza Rice, national security adviser to President George W. Bush, and other White House officials.

People at the meeting said Rice had invited

the group back to discuss their ideas further next week. She had previously expressed reservations about establishing a transition government that might rule out internal alternatives to the fractious opposition that has emerged in exile, officials said.

The document being circulated is widely expected to be considered next month at a major conference of opposition groups.

Deep ideological disputes and mistrust of one another had prompted opposition leaders to postpone such a meeting set for this month, which the Bush administration had intended to be a showcase for an emerging unity among the opponents of Saddam. It had originally been scheduled for Nov. 22 in Brussels, but opposition leaders said they now expected it to be Dec. 10 in London.

The paper maps out a process — no more than three years — that would culminate with elec-

tions in which Iraqis would vote on a constitution and the structure of a new government, almost certainly without the participation of the current ruling party, the Arab Ba'ath Socialist Party.

The report says a "transitional" government would be responsible for guaranteeing basic human and political rights. Torture would be forbidden, as would arbitrary arrest, detention and exile. All citizens would be considered equal no matter their sex, race, religion or ethnicity.

Some issues remain so divisive that the authors chose to offer competing alternative visions or to defer them. Although they recommended that Iraq undergo "de-Ba'athization" similar to the "de-Nazification" of Germany after World War II, the paper also noted that

some opposition groups strongly oppose outlawing the Ba'ath Party.

Similarly, although the authors clearly favor separation of religion and state, they defer the issue of what relationship should exist between the new state and religion, specifically between the government and Islam, to which the overwhelming majority of Iraqis subscribe, although in different branches.

The major obstacle for the Bush administration is the two-stage process that the paper endorses. "We want an identifiable leadership to come out of this process, a leadership that can become the future leadership of Iraq," said Kanan Makiya, a prominent dissident who was a major author of the paper.

Toward that end, the document assigns a

pivotal role in establishing the "transitional authority" to the opposition groups in exile and to the Kurds of northern Iraq. The Kurds are under the protection of Gulf War allies within a no-flight zone.

The core of the "transitional authority," the paper states, should be drawn from those 4 million Kurds and the 3 million Iraqis in exile.

The assertion of a lead role for the exiles has been resisted not only by the State Department but also by some smaller Iraqi groups that fear being marginalized by Ahmed Chalabi, founder of the Iraqi National Congress, an umbrella group in London. Chalabi has strong support in the Pentagon and from Vice President Dick Cheney's office.

U.S. mounts effort to get Turkey's support for Iraq war

By Michael R. Gordon

The New York Times

WASHINGTON: The Bush administration is mounting a major effort to enlist the support of the new Islamic government of Turkey for a northern front if there is a war with Iraq, according to senior officials.

As part of that effort, Paul Wolfowitz, the deputy defense secretary, plans to leave Sunday for a round of consultations in Ankara, Brussels and London. Turkey is his key stop.

Bush administration officials say the United States could defeat Iraq without Turkey's support. But they argue that a U.S. military campaign would be more decisive and quick if Iraq's military had to fight on several fronts.

They also say the Pentagon needs to dispel uncertainty over Turkey's role in a potential conflict. There have been, in effect, two military plans by the United States: one that assumes extensive Turkish cooperation in a potential military campaign to dislodge Saddam Hussein's government, and one that does not.

Senior U.S. officials said Washington was running out of time to settle its northern-front strategy, because they consider it unlikely that the Iraqi government will comply with United Nations weapons inspections.

U.S. officials did not say precisely what role they would like Turkey to play. Turkey has air bases that the United States would like to use to mount bombing attacks. It also has a large army.

Asked if the United States wanted Turkish ground forces to participate in an attack, a senior administration official said Washington believed it would be advantageous to confront Iraq with as potent a military threat from the north as possible.

Wolfowitz's trip is the first of a series of high-level visits intended to elicit international support for the Bush administration's tough policy on Iraq. Some of these trips, like Wolfowitz's, are intended to establish a military coalition. Others are intended to secure political support from nations like China that

have no intention of joining the fray but whose views are important.

The trips come during a crucial period. On Dec. 8, Iraq is to submit an account of its programs to develop biological, chemical and nuclear arms and the missiles that might carry them. There are likely to be different interpretations of whether the declaration is adequate and the United States wants to maintain a tough stand.

Besides the Wolfowitz trip, visits will be made to Europe, Asia and the Middle East by Richard Armitage, the deputy secretary of state; Stephen Hadley, the deputy national security adviser, and Douglas Feith, the undersecretary of defense for policy. Marc Grossman, the undersecretary of state for political affairs, will accompany Wolfowitz and then proceed with his own itinerary.

Wolfowitz's first stop will be Brussels, where he will meet with NATO ambassadors. The Bush administration would like the members of the North Atlantic Treaty Organization to join the coalition of nations that are able and willing to confront Iraq.

It also wants NATO to reaffirm its intention to support Turkey, which is a member of the military alliance, in the

event of a war with Iraq. Article V of the NATO charter stipulates that an attack on one member is to be considered an attack on all. Washington would like this

provision to be invoked in the event of a conflict with Iraq.

Wolfowitz will also visit London. The staunchest of U.S. allies on Iraq, the British are expected to contribute military forces for an invasion of Iraq.

But Turkey is the critical stop. The administration has carried out extensive consultations with the Turks about a potential confrontation with Iraq. Vice President Dick Cheney visited An-

kara in the spring.

But the election victory by Turkey's Justice and Development Party, whose leaders have strong Islamic views, has made it necessary for the administration to start from scratch.

Before its victory, the party indicated that it would leave any decision on Iraq to Turkey's military.

Bush administration officials are using several arguments to try to persuade the Turks to support and participate in a potential offensive. First, officials argue that the war will be over more quickly, and that as a result there will be less economic disruption, if Turkey joins in the attack. Many neighboring states are willing to support a military offensive if it is relatively brief and decisive and if civilian casualties are low. What they fear is a long, drawn-out conflict.

Washington is also arguing that the threat of military force will encourage Saddam to comply with the demands of UN weapons inspectors, although some senior Bush administration officials privately say they consider Iraqi compliance highly unlikely.

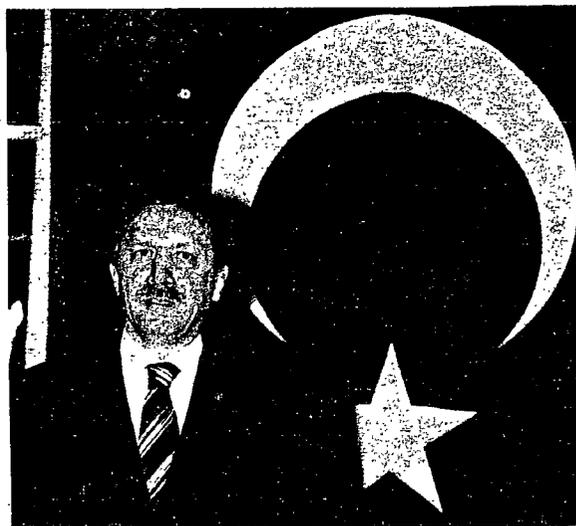
Washington is offering Turkey tangible benefits. The Bush administration has indicated that it is prepared to give Turkey economic aid to compensate it for any losses it might sustain as a result of an Iraq war. Just how much is a matter of negotiation.

More generally, Washington argues that Turkey would benefit economically in the long term if a new government were installed in Iraq and trade with Iraq expanded. Washington has also been backing Turkey's efforts to join the European Union.

The European Union is holding an important meeting in Denmark on Dec. 12 to discuss Turkey's potential membership. President George W. Bush called Denmark's prime minister, Anders Fogh Rasmussen, last week to support Turkey's efforts to join.

The administration also has made it clear that it will not support a separate Kurdish state in northern Iraq — a concern for Turkey, which has a restive Kurdish minority.

Europe Qui a peur de la Turquie?



Recep Tayyip Erdogan, vainqueur des législatives.

Le leader islamiste modéré Erdogan est à Paris pour plaider l'intégration de son pays à l'Union.

Ankara envoyé spécial

Après Rome, Athènes, Strasbourg et Berlin, voici le tour de Paris. Recep Tayyip Erdogan, leader de l'AKP (Parti de la justice et du développement, issu du mouvement islamiste), grand vainqueur des élections du 3 novembre, vient aujourd'hui

en France poursuivre sa campagne diplomatique afin de convaincre les leaders de l'Union européenne de la nécessité de fixer à la mi-décembre, à l'occasion du sommet de Copenhague, la date de l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie. «Nous ferons le maximum pour obtenir un résultat, mais les réformes lancées servent d'abord à la bonne santé de la Turquie», a modéré l'ancien maire islamiste d'Istanbul, conscient de la difficulté de sa tâche. «L'Europe est ma priorité», avait-il déclaré après sa victoire.

Constitution. Abdullah Gül, vice-président du parti, qui occupe les fonctions de Premier ministre interdites à Erdogan en raison d'une condamnation vieille de trois ans pour «incitation à la haine religieuse», ne cesse de répéter sa volonté de poursuivre la démocratisation et de faire adopter au plus vite «une nouvelle Constitution participative et

fondée sur les libertés, afin de remplacer celle qui restreint notre nation». L'AKP dispose

quasiment de la majorité nécessaire des deux tiers. «Cela fait vingt-deux ans qu'il nous faut une nouvelle Constitution, car celle en vigueur est l'œuvre des militaires», souligne le politologue Sahin Alpay.

Les premiers conflits entre le nouveau gouvernement et la classe politico-militaire traditionnelle commencent néanmoins à surgir. «La lune de miel risque de finir, malgré le consensus sur l'UE», constate Ismet Demirdogen, journaliste. L'atmosphère optimiste consécutive au triomphe de l'AKP est brouillée par la question du droit à porter le foulard islamique dans les administrations publiques ou les cérémonies officielles. Le chef de l'Etat, Ahmet Necdet Sezer, juriste et démocrate convaincu, a lancé dimanche une mise en garde contre toute réforme visant à libéraliser son usage. Le 29 no-

vembre, lors de sa prochaine réunion, le Conseil national de sécurité, organe qui institutionnalise le rôle des militaires dans la vie politique, avertira le nouveau parti au pouvoir de l'importance de la défense des «principes fondateurs de la République», dont, en premier lieu, la laïcité. Vendredi, Abdullah Gül a fait une autocritique inattendue sur la prière collective des ministres et députés.

Des litiges s'annoncent également sur la question chypriote. «La politique d'Etat n'est pas un dogme», a affirmé Erdogan, insistant sur une solution rapide pour la division de cette île dont le nord a été envahi par l'armée turque en 1974. Le nouveau plan du secrétaire général de l'ONU lui semble «une base possible de négociations». Les nationalistes de droite et de

gauche l'accusent déjà de «trahir en vendant Chypre».

Doutes. Sur l'économie, aussi, les premiers doutes apparaissent. Après l'élection, le patro-

nat se félicitait de voir enfin un gouvernement disposer d'«une vaste et stable majorité». Certains s'inquiètent aujourd'hui des carences de l'AKP, soulignant que ce parti n'a «ni la vision ni les cadres nécessaires pour résoudre la crise économique». Le gouvernement a déjà déclaré qu'il poursuivra le programme du FMI, avec des retouches mineures pour renforcer la dimension sociale. «L'UE est le grand atout de l'AKP», souligne Ergun Aksoy, spécialiste de ce mouvement.

Erdogan le sait. Il a annoncé que, faute d'accord à Copenhague, il compte sur la présidence grecque de l'UE pour obtenir enfin la date qu'attend son pays ●

RAGIP DURAN

Population: 67,8 millions (dont 12 millions de Kurdes)
Espérance de vie: 69,8 ans
Taux d'alphabétisation: 85,1%
PNB/habitant: 2212 dollars (2001)
Dette extérieure: 130 milliards de dollars (projection 2002)



27 NOVEMBRE 2002



Les non-dits qui pénalisent Ankara

La Turquie paie son poids démographique et sa religion.

27 NOVEMBRE 2002



Les sondages sont unanimes: près de 80 % des Turcs souhaitent l'entrée de leur pays dans l'UE. Ce pourcentage d'euro-enthousiastes reste beaucoup plus important que dans la plupart des autres pays candidats. Fortes du soutien de l'opinion publique et de la légitimité d'une reconnaissance dès 1963 par la CEE de la «vocation» de la Turquie à intégrer un jour le club, les autorités d'Ankara pressent pour obtenir une date de début des négociations d'adhésion. Mais les Turcs sont 68 millions et, à 98 %, musulmans. D'où l'embarras – croissant – d'une partie des Européens à admettre un pays limitrophe de zones hautement instables comme le Caucase ou le Moyen-Orient. L'avenir européen de la Turquie, pourtant pilier depuis un demi-siècle du flanc sud-est de l'Otan, a ainsi déclenché un débat passionné sur les frontières de l'Europe comme sur les fondements de son identité culturelle.

Pieds dans le plat. Début novembre, Valéry Giscard d'Estaing, président de la convention chargée de préparer l'Union élargie, a mis les pieds dans le plat, en affirmant que «la Turquie n'est pas un pays européen». Son mérite fut de clamer ce que beaucoup murmurent dans les couloirs de l'UE. Depuis, le débat fait rage et divise les grandes familles politiques européennes. Les gouvernements, eux, s'en tiennent à une position officielle de façade, affirmant le droit de la Turquie à adhérer quand elle aura rempli les critères exigés.

«Nous avons donné notre parole il y a quarante ans, et nous ne pouvons pas la retirer maintenant», rappelait récemment Chris Patten, commissaire européen pour les Relations extérieures. Il est revenu hier à la charge, soulignant l'impossibilité «d'appeler, d'une part, à la constitution d'Etats musulmans séculiers et, de l'autre, de dire non à la Turquie». Mais de nombreux diplo-

mates, notamment en France et en Allemagne, reconnaissent qu'il leur faut aussi tenir compte de l'état d'esprit de l'opinion. Les passions sur le cas turc entraînent beaucoup de non-dits. «Ankara paie en fait une peur beaucoup plus générale de l'élargissement. Mais pour les douze autres pays, il est trop tard pour revenir en arrière», note le professeur d'économie Ahmet Insel. De nombreux intellectuels turcs ne cachent pas leur malaise croissant face à ce qu'ils ressentent comme une hypocrisie des Européens. «Notre grand problème vis-à-vis

«Nous dépendons totalement de l'UE pour notre politique commerciale, sans pouvoir participer à la prise de décisions.» Les autorités d'Ankara

des Quinze, c'est la réalité de quelque 70 millions d'habitants avec un revenu annuel moyen d'à peine 2500 dollars et qui rêvent de venir travailler en Europe occidentale. Toutes les autres questions, comme la religion, la culture, la géographie ou les droits de l'homme, viennent après», estime

l'écrivain Orhan Pamuk. Ces réalités économiques pèsent lourd, surtout quand s'y ajoutent de vieilles peurs ancrées dans l'imaginaire de l'Occident chrétien sur l'envahisseur turc.

Modèle jacobin. L'Empire ottoman fut un ensemble multinational tolérant, avant de devenir dès le XIX^e siècle «l'homme malade de l'Europe». Inspirée du modèle jacobin, la République fondée par Mustapha Kemal après la Première Guerre mondiale a accéléré l'occidentalisation du pays, imposant à une société en partie réticente une laïcité aussi réelle qu'ambiguë: l'Etat contrôle l'islam au travers du directoire pour les affaires religieuses. Aujourd'hui, la Turquie n'en reste pas moins l'un des quelques pays d'Europe où le mot laïcité conserve tout son sens. Mais l'adhésion du

pays ne peut qu'inquiéter une bonne partie du courant démocrate-chrétien de l'UE, qui avait tenté sans succès il y a deux ans d'imposer une mention de «l'héritage religieux» de l'Europe dans la charte des droits fondamentaux.

Réformes. Au sommet d'Helsinki, il y a trois ans, les Quinze ont finalement reconnu à Ankara le statut de pays candidat. Le Parlement sortant, bien que dominé par la gauche nationaliste et l'extrême droite, a réussi à adopter en un temps record bon nombre des réformes démocratiques exigées par les Européens, comme l'abolition de la peine de mort ou la reconnaissance des droits culturels des Kurdes. Au fur et à mesure que la candidature turque se crédibilise, les réticences augmentent. C'est que la situation a bien changé depuis 1963. La CEE était alors avant tout un marché commun, et dans l'Europe divisée par la guerre froide, la Turquie se trouvait dans le bon camp. Et, à l'époque, l'islamisme n'était pas un problème.

Humiliante à bien des égards, la situation est en outre toujours plus difficile pour les Turcs, notamment depuis l'entrée en vigueur de l'accord d'union douanière il y a six ans. «Nous dépendons totalement de l'UE pour notre politique commerciale, sans pouvoir participer à la prise de décisions», rappelle Ankara, qui souligne que le déficit commercial avec l'UE atteint chaque année quelque 10 milliards de dollars.

Aujourd'hui, la Turquie exige une réponse claire. L'arrivée de l'AKP aux commandes du pays, parti issu du mouvement islamiste, ne simplifie pas la donne. Mais si les frilosités des Européens s'en trouvent renforcées, il est encore plus difficile de claquer la porte, au risque de renforcer les durs de l'islamisme turc ou l'autoritarisme des militaires, vigilants gardiens de la laïcité républicaine ●

MARC SEMO

Lobby contre lobby

Arméniens et Turcs ont chacun leurs relais au Parlement et dans les sphères économiques françaises.

Réseaux politiques contre lobbying marchand. Les premiers s'opposent à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne si elle ne reconnaît pas le génocide arménien de 1915. Ou, tout du moins, «ne réfléchit pas elle-même sur les périodes douloureuses de son histoire». Les seconds pensent trouver à Ankara une manne économique au bénéfice des entreprises françaises. Ceux-là militent pour que l'Europe accueille les Turcs dans la zone euro. Et les premiers

s'affrontent aux seconds dans les palais nationaux. **Réunion discrète.** Aujourd'hui, au moment où Valéry Giscard d'Estaing fera son show européen devant la commission des Affaires étrangères, une cinquantaine de députés se réuniront discrètement. Ils constituent le groupe d'amitié France-Arménie et ont en commun d'être sensibles électoralement et/ou amicalement à la cause arménienne. Parmi eux, René Rouquet (PS), maire d'Alfortville (Val-de-Marne) – ville à forte pré-

sence arménienne – et successeur de Joseph Franceschi, figure emblématique de la cause arménienne; le centriste André Santini (Hauts-de-Seine) et le député UMP Guy Texier. Ce dernier, président de la commission de la Défense, est «né et a grandi au milieu des Arméniens dans les quartiers nord de Marseille». Il juge «nécessaire que l'Europe s'arrête bien quelque part». Si possible avant Ankara.

Le député UDF de Saint-Chamond (Loire) Fran-

2
7
NOVEMBRE
2002

çois Rochebloine préside le groupe d'amitié franco-arménien. A «titre personnel», ce proche de François Bayrou se dit «opposé» à l'adhésion de la Turquie. Mais il ne «lie pas (son) amitié pour le peuple arménien à son refus de faire de la Turquie un des 25». C'est le même François Rochebloine qui a été désigné rapporteur de la proposition de loi relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915. Cette loi a été définitivement votée le 18 janvier 2001, après être restée en souffrance durant plusieurs années au Parlement. Aucun gouvernement ne voulant prendre le risque diplomatique-économique de froisser Ankara. En 2000, par exemple, les sénateurs ont tenté, à deux reprises, d'examiner une proposition de loi identique à celle de Rochebloine. Une première fois, le texte a été déposé en mars, conjointement par le

socialiste Gilbert Chartoux et le communiste Robert Bret. Rejeté «pour des raisons diplomatiques». Sept mois plus tard, ce sont des sénateurs représentant chacun des groupes parlementaires – parmi lesquels Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire (DL) de Marseille, et Michel Mercier, sénateur (UDF) du Rhône – qui imposent à leurs pairs l'examen et l'adoption de la proposition de loi. Depuis, Gaudin n'a pas failli. Il est «viscéralement» et «moralement» «déterminé à (se) battre» contre l'adhésion de la Turquie à l'UE.

Tournée des popotes. Le lobbying marchand, lui, milite à l'inverse. La branche internationale du Medef est le plus sûr et le plus entreprenant allié d'Ankara. La semaine dernière, son responsable, Thierry Courtaigne, a fait faire la tournée des popotes françaises à l'Ernest-Antoine Seillière turc. Il

a ainsi rencontré les présidents des deux assemblées, Jean-Louis Debré et Christian Poncelet. La France est le premier des investisseurs en Turquie. La reconnaissance du génocide arménien a «stop-
pé net toutes relations économiques entre Paris et Ankara. Le préjudice a été énorme», rappelle un conseiller du Medef. Précisant que son organisation «n'a pas vocation à faire de la politique», le même ajoute que c'est le patron des patrons français qui, après la promulgation de la loi de janvier 2001, a été la première personnalité hexagonale à se rendre en Turquie. La diplomatie passe souvent par la case argent ●

DIDIER HASSOUX

Les membres d'une association d'immigrés turcs de Paris: «L'Europe finira bien par l'accepter»

Tôt ou tard, la Turquie fera partie de l'Union européenne. Ils en sont convaincus. Réunis hier soir pour l'inauguration d'un nouveau local de l'association Acort (Assemblée citoyenne des originaires de Turquie, qui regroupe des immigrés de longue date plutôt laïques), dans le X^e arrondissement parisien, les convives d'origine turque sont unanimes. «L'Europe finira bien par l'accepter, car la Turquie peut être un excellent laboratoire pour les Occidentaux et leur apprendre comment s'entendre avec un pays musulman», estime ainsi un avocat, ancien du barreau d'Istanbul, installé en France depuis vingt ans.

La déclaration de Valéry Giscard d'Estaing, pour qui «la capitale de la Turquie n'est pas en Europe» (lire pages 2 et 3), n'a pas vraiment blessé les proches de l'association. Sevinç, 30 ans, regrette juste «les arguments fallacieux» qu'elle a entendus ici et là. Cette Française, dont les deux parents d'origine turque sont également français, dit «on» pour parler de son pays d'origine. «On est déjà dans l'Europe, ne serait-ce qu'au niveau économique, estime-t-elle d'un ton énergique. Et Chypre? C'est un pays européen? Et la Russie?»

Dans l'ensemble, les visiteurs installés autour d'un buffet – turc – appétissant pensent que l'ancien président de la République a eu le mérite d'énoncer les choses clairement. «Il a eu le courage de dire ce que les hommes politiques occidentaux pensent profondément», reconnaît un



Umit Metin, coordinateur de l'association Acort (Assemblée citoyenne des originaires de Turquie), hier soir, à Paris (X^e).

participant. C'est-à-dire que le véritable obstacle, c'est la religion. «On n'a pas peur de 300 millions de chrétiens. Pourquoi auraient-ils peur de 70 millions de musulmans?» plaisante Memet Boduk, président de l'Acort et membre du Conseil des résidents étrangers, installé à Paris par Bertrand Delanoë. «Je suis content que le débat soit posé, dit également Umit Metin, coordinateur de l'Acort. Car la question est celle de la place de l'islam.»

Pour ce militant de gauche, VGE s'adresse moins aux autorités turques qu'aux immigrés qui vivent

en Europe. «En refusant l'adhésion de la Turquie, il envoie un message aux immigrés musulmans qui signifie: "Vous n'êtes pas comme les autres, vous n'êtes pas assimilables."» Amplifié par les attentats du 11 septembre, ce refus sonne d'abord à ses yeux comme un rejet implicite des musulmans en Occident. «La reconnaissance de l'islam en France et en Europe est donc un préalable à l'acceptation de la Turquie en Europe», estime-t-il. Sevinç approuve: «Si la Turquie faisait partie de l'Union européenne, on aurait moins à prouver qu'on est français... on serait européens.»

Ce soir, tout le monde trouve du bon dans la candidature turque. «L'espoir de l'adhésion a été un moyen de rattraper cinquante ans de retard», se félicite Umit, faisant allusion aux récentes réformes. «Cela peut faire avancer les dossiers difficiles, comme celui des Kurdes, véritable gangrène», glisse un représentant de cette communauté, un verre de jus d'orange à la main. Finalement, seul un des convives est hostile à l'entrée de la Turquie dans l'UE. Mais il l'était aussi pour la France. En 1992, ce jeune homme avait voté contre Maastricht ●

CHARLOTTE ROTMAN

La classe politique française divisée

Les clivages dépassent les courants formels.

27 NOVEMBRE 2002



Promesses, trahisons, non-dits... et grosse hypocrisie. Depuis près de quarante ans, la question de l'adhésion de la Turquie à l'Europe divise la classe politique française et transcende le traditionnel clivage gauche-droite. Pour exprimer leurs réticences, la plupart des politiques préfèrent se réfugier derrière la géographie: il serait délicat d'intégrer au sein de l'Union européenne un pays dont la quasi-totalité du territoire se situe en Asie. En toile de fond, une question taboue, parfois effleurée du bout des lèvres: un pays peuplé presque exclusivement par des musulmans peut-il rejoindre un espace politique de culture chrétienne?

Dès 1963, «l'accord d'Ankara» signé par les dirigeants européens et les autorités turques prévoyait d'instaurer une union douanière complète dans un délai de trente-deux ans. Voulu par De Gaulle, il fut d'abord un geste politique fort, qui reconnaissait que la Turquie avait «vocation» à rejoindre les instances politiques et économiques de l'Europe. En avril 1992, François Mitterrand fut le second chef d'Etat français, après De Gaulle, à se rendre en visite officielle à Ankara. Il saisissait cette occasion pour souligner que la Turquie devait «jouer un rôle éminent» dans le «système européen en voie de constitution». «L'Europe se dessine comme une vaste communauté de valeurs et d'intérêts qui ne saurait être limitée par des conceptions géographiques ou par des préjugés culturels», avait proclamé le chef de l'Etat. Depuis, la Turquie continue d'être baladée au gré des déclarations des uns et des autres.

Fracture à droite

A droite, si les gaullistes - Jacques Chirac en tête - y sont plutôt favorables, la famille libéralo-centriste et démocrate-chrétienne y est, dans l'ensemble, hostile. Une fracture interne réapparue au lendemain du sommet européen d'Helsinki de décembre 1999. Alors que le tandem Chirac-Jospin venait d'y valider la candidature de la Turquie, François Bayrou, patron de l'UDF, et Alain Madelin, président de DL, avaient tempêté en chœur contre une «très mauvaise décision».

Le 8 novembre dernier, le président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, Valéry Giscard d'Estaing, a ravivé ces réserves. VGE a jeté un pavé dans la mare en affirmant que l'adhésion de la Turquie signerait «la fin de l'Union européenne». «Il s'agit d'une position personnelle», s'est empressé de préciser Jean-Pierre Raffarin. «C'est le Conseil de Copenhague qui devra

prendre à la fin de cette année position quant au fond et quant à la procédure», a estimé le Premier ministre. Prudence, donc, du côté du gouvernement, qui ne veut pas opposer une fin de non-recevoir, tout en estimant que la Turquie est loin d'être prête pour l'adhésion. Le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, rappelle qu'il y a «des conditions à remplir, et que l'Europe jugera sur pièces».

Lors du sommet de l'Otan à Prague, le week-end dernier, Jacques Chirac s'est montré un peu plus ouvert. Après l'arrivée au pouvoir à Ankara des islamistes modérés, le Président a réaffirmé que la Turquie demeurerait un «pays laïque» qui a «toute sa place en Europe sur le plan historique et sur celui de la civilisation». Avant d'encourager son gouvernement à «poursuivre la voie des réformes». Son ancien conseiller diplomatique, le député RPR de Paris Pierre Lellouche, se charge de désamorcer la question religieuse: «Penser que l'islam n'est pas soluble dans la démocratie, c'est accepter par avance une guerre

des civilisations. La question est de savoir si l'on aide l'islam à se réconcilier avec les droits de l'homme et l'économie de marché, ou si on le laisse se réfugier dans une fuite en arrière fondamentaliste.»

Pierre Lequiller, président (UMP) de la délégation de l'Assemblée nationale à l'UE, conditionne, lui, l'adhésion de la Turquie à son respect des droits de l'homme ou de la laïcité. Plus direct, Jacques Barrot (ex-UDF), président du groupe UMP à l'Assemblée, a applaudi la sortie de VGE, en jugeant qu'il «est prématuré d'imaginer une entrée de la Turquie dans l'ensemble européen». Quant au vice-président de l'UMP, Jean-Claude Gaudin (ex-DL), il «partage absolument l'avis du Président Giscard d'Estaing». Une approbation qui tient aussi à sa qualité de maire de Marseille, et donc de protecteur de l'importante communauté arménienne qui peuple sa ville.

Malaise à gauche

A gauche, le trouble s'est lui aussi accru. Ses responsables prennent tous soin de combattre l'idée, en vogue dans certains pans de la droite, que l'Europe serait par nature un «club chrétien». «Un argument très fort, notamment dans la CDU alle-

mande», s'inquiète le député européen (PC) Francis Würtz, qui juge que «briser la perspective de l'adhésion comme l'a fait Giscard est irresponsable». Jusque-là, c'est surtout au nom de la défense de la minorité kurde en particulier, et des droits de l'homme en général, que certains dirigeants de gauche, comme Bernard

«Il faut (...), pour des raisons aussi bêtes que des raisons géographiques, arrêter l'Union européenne quelque part.»
Hubert Védérine, ex-ministre PS des Affaires étrangères

Kouchner (PS), rechignaient à accueillir la Turquie.

Hubert Védérine vient de lever le voile sur un autre pan du malaise qui secoue la gauche sur le sujet. L'ancien ministre (PS) des Affaires étrangères du gouvernement Jospin a estimé que l'Europe avait fait de «fausses promesses» à la Turquie. Il a exhibé un planisphère pour justifier son revirement: «Il faut, pas du tout pour des raisons intellectuelles, culturelles ou religieuses, mais pour des raisons aussi bêtes que des raisons géographiques, arrêter l'Union européenne quelque part.» L'attitude encourageante des Quinze - qui fut la sienne lorsqu'il était au pouvoir - est «mensongère», a ajouté Védérine.

En accueillant le Président turc Demirel en février 1998, Lionel Jospin s'était montré plus diplomate. Le Premier ministre d'alors avait affirmé que la Turquie devrait avoir «toute sa place» dans la «construction de l'Europe de demain». Hubert Védérine heurte également les convictions de son ancien ministre chargé des Affaires européennes, Pierre Moscovici. Celui-ci incite l'UE à «tenir ses engagements» en adoptant une attitude «claire et franche»: «Il ne s'agit pas d'être un proturc béat, mais il faut, de bonne foi, tendre la main à ce pays.» Et Moscovici de mettre en garde ses collègues contre la tentation d'«introduire une sorte de bug, un critère caché qui ferait de la nature musulmane de la Turquie un obstacle à son adhésion».

Une position d'«ouverture» qui n'égale cependant pas l'acte de foi de Michel Rocard. Dans le Monde daté d'aujourd'hui, l'ancien Premier ministre PS érige l'adhésion de la Turquie en «acte de paix». Une fois de plus, Rocard risque de se sentir un peu seul dans ce concert de réticences plus ou moins assumées ●

RENAUD DELY, ANTOINE GUIRAL
et VANESSA SCHNEIDER

Les chefs des deux principaux mouvements kurdes attendus pour des entretiens à Paris

SEULS de tous les dirigeants de l'opposition irakienne à avoir des entrées officielles à Paris, Massoud Barzani et Jalal Talabani, respectivement chefs du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), étaient attendus, lundi 25 novembre, à Paris. Ils doivent être reçus, au cours de leur séjour, par le président du Sénat, Christian Poncelet, le ministre des affaires étrangères, Dominique de Villepin, et le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy. Ils participeront à une conférence

autorités françaises ont maintes fois réaffirmé que le changement ou le maintien du régime irakien était l'affaire des Irakiens eux-mêmes et dit son souci de voir respectée l'intégrité de l'Irak.

SOUVENIR AMER

Les entretiens de Paris devraient permettre aux deux dirigeants kurdes de rassurer leurs hôtes sur leur vision de l'avenir de l'Irak : un Etat fédéral, dont les leviers de souveraineté relèveraient du pouvoir central, assure le représentant du « gouvernement » kurde en France, Siwan Barzani. Par ailleurs, bien que courtisés par les Etats-Unis depuis 1991, le PDK et l'UPK souhaitent, par le biais d'une plus grande implication de la France, équilibrer leurs relations avec Washington, dont ils appréhendent les vues pour l'après-Saddam Hussein et dont ils gardent le souvenir amer de quelques « trahisons », dit M. Barzani, dans une allusion - notamment - à la passivité américaine lorsque l'armée irakienne est intervenue contre les Kurdes en 1991 et 1996.

La France, tant au sein de l'Union

européenne qu'en sa qualité de membre du Conseil de sécurité de l'ONU, fait entendre le seul son de cloche audible différent de celui de Washington, renchérit le représentant de l'UPK en France, Ahmed Bamarni. A l'ONU, la Chine et la Russie au mieux la suivent, au pire se taisent. Les Kurdes souhaitent une participation de l'Europe au débat sur l'après-Saddam Hussein. « Si la France donne le "la", les autres pays européens suivront », ajoute-t-il.

C'est Christian Poncelet qui, il y a près d'un mois, a fait transmettre aux deux dirigeants kurdes une invitation à se rendre à Paris, précise Siwan Barzani. La rencontre avec M. Sarkozy devrait, selon lui, principalement porter, à la demande du ministre, sur l'afflux de réfugiés kurdes irakiens, dont le nombre, depuis le début de l'année, s'élève à quelque 2 000 personnes. La solution de ce problème ne peut être que politique, plaide-t-il. Ces réfugiés ne peuvent être renvoyés chez eux que via Bagdad, puisqu'il n'existe pas d'Etat kurde. C'est donc les envoyer à la mort ou au moins les

livrer à une répression certaine.

Le privilège dont bénéficient les deux dirigeants kurdes en France leur a permis d'être reçus, à l'occasion, à un niveau ministériel et, en 1992, par François Mitterrand. Ils le doivent surtout à l'ancien ministre Bernard Kouchner et à Danièle Mitterrand, qui ont constamment dénoncé la répression dont sont victimes les Kurdes. Les relations du PDK et de l'UPK avec la droite française sont plutôt embryonnaires. En 1995, à l'occasion d'un passage à Paris, M. Talabani avait été reçu par Edouard Balladur et Alain Juppé, alors premier ministre et ministre des affaires étrangères. C'est également sous le gouvernement Balladur qu'une conférence avait été organisée à Rambouillet pour tenter de réconcilier le PDK et l'UPK, qu'un conflit meurtrier opposait alors dans la partie du Kurdistan irakien qu'ils contrôlent, au nord du 36^e parallèle.

Mouna Naïm

Les Kurdes irakiens Talabani et Barzani la semaine prochaine à Paris



PARIS, 22 nov (AFP) - 19h23 - Les deux dirigeants du Kurdistan irakien Jalal Talabani et Massoud Barzani sont attendus en début de semaine à Paris où ils seront reçus par les responsables français, avant de participer à une conférence le 29 novembre sur l'avenir des Kurdes d'Irak, a-t-on indiqué vendredi de source officielle française.

Les deux leaders kurdes doivent être reçus mercredi par le ministre français des Affaires étrangères Dominique de Villepin, a indiqué à l'AFP un porte-parole du quai d'Orsay interrogé sur cette visite.

Selon le responsable de la représentation du gouvernement du Kurdistan irakien à Paris, Saywan Barzani, les deux dirigeants kurdes seront auparavant reçus mardi par le président du Sénat Christian Poncelet, qui est à l'initiative de cette visite.

MM. Barzani et Talabani doivent également rencontrer jeudi le ministre français de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, a indiqué ce responsable.

Massoud Barzani dirige le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et Jalal Talabani est à la tête de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Les deux dirigeants doivent participer vendredi prochain à Paris à une conférence intitulée "Quel avenir pour les Kurdes d'Irak ?", organisée par l'Institut kurde (un institut à vocation culturelle) à l'Assemblée nationale.

MM. Talabani et Barzani devaient prendre part ce week-end à Bruxelles à une conférence de l'opposition irakienne. Cette conférence a cependant été une nouvelle fois reportée en raison de divergences concernant la participation et l'agenda. La réunion doit en principe se tenir le 10 décembre à Londres.

Jalal Talabani, Secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et Massoud Barzani, Président du parti démocratique du Kurdistan (PDK), ont rencontré, mardi 26 novembre, François Hollande, Premier secrétaire pour discuter de l'avenir politique de l'Irak



QUEL AVENIR POUR L'IRAK ?

de l'administration américaine, notamment Donald Rumsfeld ou du Mouvement monarchiste dont personne ne peut vraiment évaluer son influence en Irak, mais qui est très actif ces derniers temps à Londres.

Les trois premiers partis ne sont pas favorables à la mise en place d'une administration provisoire militaire américaine à Bagdad, après la chute de Saddam Hussein. Les chiïtes sont soutenus par l'Iran et les Kurdes n'ont pas gardé un bon souvenir de la politique américaine à leur égard dans le passé. Mais, l'ensemble de l'opposition irakienne est convaincue de la volonté de Washington d'en finir avec le régime irakien. La tournée française de Jalal Talabani et Massoud Barzani témoigne de leur volonté de garder leur indépendance vis-à-vis des États-Unis. Sayed Mohammed Baqer Al-Hakim, chef de l'ARSSI ne dit pas autre chose quand il demande que : « La France ne prenne pas parti, ni pour les États-Unis ni pour Saddam Hussein, mais plutôt en faveur du peuple irakien ».

Le Parti socialiste entretient des relations amicales de longue date avec les deux partis kurdes qui participent régulièrement aux Congrès du PS. Au Conseil de l'Internationale socialiste réuni à Casablanca en juin dernier, le PS a soutenu et obtenu l'adhésion de l'UPK, ainsi que celle du parti kurde de la Turquie (HADEP) à l'IS.

Les deux dirigeants kurdes ont fait part de leur objectif sur l'avenir politique de l'Irak : l'instauration d'un régime parlementaire démocratique respectueux des droits de l'homme et de la diversité du peuple irakienne. La revendication spécifique des Kurdes est la mise en place d'un système fédéral en Irak. À aucun moment, les dirigeants kurdes n'ont pas demandé au PS d'abandonner son opposition à la guerre. Au contraire, ils ont exprimé leur satisfaction de la position du PS qui consiste à dire que le refus de la guerre ne soit pas au détriment de la lutte du peuple irakien contre le régime de Saddam Hussein.

Karim Pakzad

L'HEBDO DES SOCIALISTES

30 novembre 2002

Dans l'éventualité d'un renversement du régime de Saddam Hussein, l'opposition irakienne prépare activement l'alternance. Trois partis jouent un rôle important : les deux partis kurdes et le parti chiïte arabe le Conseil supérieur de la révolution islamique (ASRII) (65 % de la population). Dans l'éventualité d'un conflit, ils peuvent mobiliser plusieurs dizaines de milliers de combattants armés à l'intérieur du pays. Ce n'est pas le cas des autres partis d'opposition tels que le Conseil national irakien (CNI) d'Ahmed Chalabi, très en vue auprès de certains membres

Éditorial

Le danger de l'admission turque

DEPUIS une bonne décennie, les Américains exercent une aimable, mais constante, pression sur les gouvernements européens pour qu'ils admettent la Turquie au sein de l'Union. Dans cette affaire, l'intérêt des Américains est très clair : ils cherchent à récompenser un allié qui ne leur a jamais fait défaut depuis 1945, tant durant leur guerre froide contre le communisme que dans leur ac-

tuelle stratégie proche-orientale. Ils essaient de faire payer le prix de cette récompense aux Européens.

Curieusement, les Américains, qui exigent des visas pour leurs visiteurs turcs, voudraient que les Européens ouvrent pleinement leurs frontières aux travailleurs et aux familles turcs. Le problème est que les Turcs ne sont pas, et n'ont jamais été, des Européens. Quiconque a vécu à Erzurum, à Ankara ou à Istanbul n'a jamais eu l'impression de vivre dans une ville européenne, même s'il a pu apprécier l'hospitalité et l'honnêteté de la population turque.

Que la Turquie ait eu dans le passé de grands leaders - tel Mustapha Kemal - admirateurs fervents de la civilisation européenne n'en fait pas pour autant un pays européen. L'Europe s'est construite sur le double héritage du christianisme et des Lumières. Pas la Turquie.

Aujourd'hui, ce grand pays

proclame son ambition de concilier islam et modernité. L'expérience est intéressante, mais elle ne nous concerne pas au premier chef. Il n'appartient pas à l'Europe de réformer le monde musulman, comme il ne lui appartient pas de régir le monde chinois ou le monde hindou. Si la civilisation islamique doit se réformer un jour, ce devra être l'œuvre des musulmans eux-mêmes, pas la nôtre.

De bonnes âmes nous expliquent qu'il faut intégrer les islamistes turcs « modérés » dans l'Europe, comme rempart face à d'autres nations orientales tentées par une version plus extrémiste de l'islam. C'est la théorie du loup dans la bergerie censé la protéger de la meute...

Conscients de leurs intérêts, les Anglo-Saxons s'affirment publiquement comme des partisans à tous crins de l'élargissement de l'Union européenne. Les Américains, parce qu'ils ne veulent pas, en

réalité, d'une Europe institutionnelle forte, capable un jour de contester leur leadership mondial ; les Anglais, parce qu'ils ont toujours rêvé d'une vaste zone de libre-échange qui préserverait à la fois leur souveraineté et leur rôle d'incorruptible pivot des relations transatlantiques. En son heure, le général de Gaulle l'avait bien compris.

Sous la pression des Anglo-Saxons, l'Europe s'est lancée dans une course folle à l'élargissement, qui fait que l'Union va bientôt accueillir en son sein vingt-cinq pays, avec des institutions qui avaient été prévues pour six et qui, à quinze, sont déjà totalement paralysées. Avoir réalisé l'élargissement de l'Union, avant son approfondissement, constitue une erreur historique, qui sera peut-être fatale à l'Europe institutionnelle. Admettre la Turquie serait purement et simplement lui donner le coup de grâce.

Renaud Girard

Les Turcs seraient 400 000 en France

Une communauté très soucieuse de son identité

Delphine Chayot

Peu connue, peu intégrée, la communauté turque de Paris se sent volontiers européenne. « Pour ces immigrés, une Turquie européenne serait à l'évidence source de fierté », explique Riva Kastoryano, chercheuse à l'Institut de sciences politiques de Paris.

La communauté s'est formée en France par vagues successives, au gré des événements politiques, sociaux et économiques en Turquie. Les premiers travailleurs sont arrivés dans les années 60, munis de contrats dans la confection ou le bâtiment. La communauté s'établit dans les X^e et XI^e arrondissements, pour reproduire un mode de vie « à la

turque », avec ses codes et ses commerces – épiciers, coiffeurs, auto-écoles ou restaurants.

L'autarcie est favorisée par la création de nombreuses associations où s'exprime toute la diversité ethnique, religieuse ou linguistique du pays. « Les divisions sont importantes mais la Turquie demeure la seule référence », souligne Riva Kastoryano. Turquie, dont les dernières nouvelles arrivent par les journaux en langue turque ou la dizaine de chaînes de télévision par satellite. D'après une enquête de l'Institut d'études démographiques (Ined) publiée en 1995, seuls 13 % des femmes et 34 % des hommes nés en Turquie parlent le français. « Contrairement aux immigrants des anciennes colonies, la France n'était pas, pour les Turcs, un

pays de destination privilégié », analyse Pinar Hüküm, responsable d'une association de médiation franco-turque.

Pour préserver son identité, la communauté perpétue avec rigidité des traditions familiales et villageoises, qui s'assouplissent au pays. Le nombre d'unions mixtes chez les jeunes reste ainsi exceptionnellement bas : de 2 % à 3 %, alors que la moyenne dépasse les 10 % pour les autres communautés immigrées. Pour la deuxième génération, tiraillée entre le désir de se fondre dans la culture française et la crainte de perdre ses racines, le modèle familial est difficile à refuser. Au contraire, indique Pinar Hüküm, « l'adhésion à l'identité européenne, moins marquée et moins présente, semble plus évidente aux Turcs de Paris ».

LE FIGARO MERCREDI 27 NOVEMBRE 2002

Les positions économiques françaises en Turquie s'émoussent

Marie-Laetitia Bonavita

« Bienveillance et vigilance ». Tels sont les sentiments des entreprises françaises vis-à-vis de la Turquie, selon Thierry Courtaigne, directeur de Medef International. Cette bienveillance s'impose naturellement, compte tenu de l'ancienneté de la présence de l'Hexagone en Turquie : les premiers établissements scolaires français datent du XVI^e siècle, et le nombre de nos compatriotes sur place s'élève à quatre mille personnes. Économiquement, la France occupe le rang de premier investisseur en termes de stock de capital cumulé entre 1980 et 2001, même si les positions françaises tendent depuis à s'émousser. Entre 1987 et juin 2002, le nombre de filiales françaises est passé de huit à trois cent quarante-six. « Les Français sont heureux en Turquie », martèle Thierry Courtaigne, qui note au passage que les familles des expatriés sont en sécurité. Pas question donc de se laisser impressionner par

les risques de fondamentalisme, dénoncés par certains lors de la récente victoire aux élections du parti islamiste AKP. Tout d'abord 34 % de voix n'ont rien d'un raz de marée. Ensuite l'AKP est plutôt considéré comme modéré.

Vigilante, la France se doit toutefois de l'être. Sur le plan politique, personne ne peut mésestimer la très forte majorité de députés AKP, et leur diversité, à l'Assemblée nationale. Et tous de s'interroger sur l'inflexion que comptent donner ces députés à la politique économique du pays. Accepteront-ils de poursuivre la rigueur, peu populaire, que tente d'imposer le Fonds monétaire international (FMI) ou, au contraire, d'alléger le fardeau des plus pauvres, en mettant en œuvre une politique de relance ? Quel que soit le choix, les investisseurs étrangers en subiront les conséquences.

Une politique de monnaie forte risque de renchérir les exportations, et donc de pénaliser l'économie turque fortement tournée vers les pays étrangers (pays méditerranéens, Asie centrale). Une politique de re-

lance, avec une ouverture à tout va de crédits bancaires, n'aura rien de bon pour un système bancaire en pleine restructuration. Les autorités gouvernementales ont dépensé plus de 30 milliards de dollars pour rationaliser le système bancaire turc, principale source d'instabilité économique du pays. En outre, la nouvelle majorité législative souhaitera-t-elle améliorer le fonctionnement de

Le nombre d'expatriés français a diminué mais aucune entreprise tricolore n'a quitté le pays.

l'économie de marché en prenant un certain nombre de mesures : accélérer les privatisations des principales entreprises publiques, achever la dérégulation des secteurs monopolistiques – tabac, sucre, alcool, énergie –, lever les entraves bureaucratiques pour les investisseurs étrangers ?...

Pour Thierry Courtaigne, « cette observation bienveillante ne doit pas empêcher

de continuer à aller de l'avant en Turquie ». Certes, le commerce bilatéral entre Paris et Ankara s'est redressé depuis le début de l'année, après s'être contracté en 2001 en raison de la récession. Mais des progrès restent à faire, notamment en matière d'investissements. En matière de flux (et non plus de stocks), Paris n'est plus que le quatrième investisseur du pays. De fait, le montant

moyen annuel des projets français s'est révélé ces dernières années inférieur à celui des principaux concurrents de l'Hexagone : il n'est plus que de 106 millions de dollars en moyenne, à comparer à 440 millions pour l'Allemagne, 427 millions pour les Pays-Bas, 295 millions pour les États-Unis et 165 millions pour l'Italie. Actuellement, Ankara recense beaucoup plus de sociétés à capitaux allemands (1 013), néerlandais (419), anglais (366) ou américains (375).

Il n'empêche, les entreprises

françaises occupent aujourd'hui en Turquie des parts de marché significatives dans la construction automobile, la construction électrique, le ciment et la pharmacie.

Renault, qui a investi en partenariat avec Oyak, le fonds de pension de l'armée, se classe au quatrième rang parmi les entreprises industrielles et au troisième rang parmi les exportateurs. La récession a accéléré son redéploiement vers les marchés extérieurs, comme la France, mais aussi les Peco (pays d'Europe centrale et orientale) et le Maghreb : le site du Brusa est une plate-forme mondiale pour la fabrication de la Mégane break. Le groupe Schneider (construction électrique) vend sur le marché intérieur mais également à l'export. Total Fina occupe 8 % du marché des produits raffinés. Dans les services, Carrefour est la première entreprise, et Axa se situe au sixième rang dans l'assurance-vie.

En tout cas, la France se targue que, si en période de récession le nombre d'expatriés s'est réduit, aucune entreprise française n'a quitté la Turquie.

Barzani rejette tout plan américain sans entente sur l'avenir de l'Irak



PARIS, 27 nov (AFP) - 16h47 - Le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, a rejeté tout plan américain sur l'après-Saddam Hussein et une éventuelle participation de ses forces à une action américaine en l'absence d'une entente préalable sur l'avenir de l'Irak, dans une interview mercredi à la BBC-radio.

"On ne peut discuter d'un renversement du régime (de Saddam Hussein) sans se mettre d'accord sur l'alternative", concernant l'avenir de l'Irak, a-t-il indiqué dans cette interview au service arabe de cette radio.

A ce propos, M. Barzani s'est prononcé en faveur d'un régime parlementaire de type fédéral, démocratique et pluraliste.

Mais il a fermement exprimé son opposition à l'idée de placer l'Irak "sous mandat ou sous commandement militaire" américain pendant une période de transition. M. Barzani a ainsi rejeté implicitement un plan américain en trois étapes pour l'Irak de l'après-Saddam Hussein dont a fait état, il y a quelques jours, l'hebdomadaire américain US News and World Report.

Selon ce plan, la première étape passerait par une administration militaire américaine de ce pays durant au moins six mois à un an, dans l'éventualité d'une offensive victorieuse américaine sur Bagdad, avant la mise en place d'une relève irakienne dans un délai de deux ans.

Pour M. Barzani, "un mandat militaire ou un commandant militaire" américain sont inacceptables en l'état actuel des choses. "Le rôle des soldats est de défendre le territoire", a-t-il dit, en écartant ainsi également l'idée d'installer un militaire à la tête d'un gouvernement irakien.

Actuellement en visite à Paris, M. Barzani s'est également dit opposé à l'idée d'annoncer d'ores et déjà un gouvernement provisoire, souhaité par certaines parties de l'opposition irakienne en exil. Selon lui, cette question n'est pas "sérieusement discutée, ni justifiée".

"Si le régime venait à tomber, tous les efforts devraient se concentrer sur les moyens d'assurer la sécurité et éviter le chaos", a-t-il affirmé.

Il a estimé que les Etats-Unis avaient déjà décidé ce qu'ils comptaient faire en Irak sans en avoir informé l'opposition de façon précise. "S'ils veulent assurer la sécurité (du pays), il leur faut nous écouter", a-t-il ajouté.

Dans une récente interview au journal américain Los Angeles Times, M. Barzani avait indiqué que les Américains pourraient décider d'utiliser le territoire du Kurdistan, tout en semblant exclure des combats dans cette zone du nord de l'Irak.

Selon lui, l'important est de savoir "ce qui se passera après la guerre".

"Nous avons proposé en premier lieu, a-t-il précisé, qu'un parlement fédéral soit mis en place" après la chute du régime, et en deuxième lieu, des garanties que les Etats-Unis s'opposent à des ingérences étrangères en Irak ou dans la région kurde".

"Si on nous donne ces garanties, les Kurdes feront de leur mieux pour coopérer. S'il ne s'agit que de renverser le régime, sans qu'on sache ce qui se passera ensuite pour les Kurdes, pourquoi devront-ils tomber dans ce piège?", s'est-il demandé.

Quel avenir pour les Kurdes d'Irak? L'heure des choix approche



PARIS, 29 nov (AFP) - 19h16 - Les dirigeants du Kurdistan irakien, région qui vit dans une relative autonomie depuis 1991, des opposants en exil et des spécialistes de la question kurde ont plaidé vendredi à Paris en faveur d'un Etat irakien fédéral, dans l'éventualité de la chute du régime de Saddam Hussein.

Mais, sous cet apparent consensus, de nombreuses interrogations se font de plus en plus jour --sur fond de spéculations tous azimuts --tant sur le type de système fédéral souhaité que sur les objectifs réels des Américains à propos de l'Irak de demain.

"Notre projet s'inscrit dans le cadre d'un Etat fédéral, pluraliste et doté d'un gouvernement central", a déclaré à l'AFP le secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, qui participait aux côtés de l'autre grand dirigeant kurde, Massoud Barzani, à une conférence organisée par l'Institut kurde de Paris sur l'avenir des Kurdes d'Irak.

"Que l'on soit pour ou contre la guerre, on ne peut faire l'économie d'une réflexion, sur l'après Saddam Hussein" et la situation des Kurdes, a d'emblée lancé le président de l'Institut, Kendal Nezan.

D'autant plus, a-t-il observé, qu'"avec les deux grands partis kurdes qui depuis onze ans administrent le Kurdistan, la paix, la démocratie et une relative prospérité (grâce au transit du pétrole) ont été établies dans une région dévastée par des décennies de guerre".

"Les Kurdes savent ce qu'ils veulent et, contrairement à ce que pensent les dirigeants turcs, ils se situent dans le cadre d'un Etat irakien, au sein duquel ils souhaitent partager le pouvoir avec les autres composantes de la population", a indiqué un spécialiste en géopolitique de retour du Kurdistan, Gérard Chaliand.

Les Kurdes représentent près du quart de la population irakienne, contre 55% environ pour les chiites, les sunnites arabes, minoritaires, tenant depuis la création de ce pays les rênes du pouvoir.

Le Kurdistan "est un exemple unique au Moyen-Orient traitant les minorités ethniques et la religion avec autant d'ouverture", a poursuivi M. Chaliand soulignant les progrès réalisés (infrastructures, santé, éducation) dans cette région.

"Reste à savoir où l'on va", a-t-il cependant lancé. M. Chaliand s'est aussi inquiété du fait que "les Etats-Unis comptent se servir de la démocratie comme d'une arme contre des pays comme l'Irak et l'Arabie saoudite".

"L'objectif de la guerre est infiniment plus facile à réaliser que la vision de l'après-guerre", a-t-il estimé.

Pour l'opposant chiite irakien installé à Londres Mouaffaq al Rubaïe, il est essentiel que "les Kurdes soient incorporés dans un Etat irakien unifié, mais décentralisé, et que la majorité chiite (55% de la population environ) cesse d'être aliénée" de la vie politique .

"Pour éviter son démembrement, l'Irak devra être doté d'une structure fédérale" afin d'en finir avec un système où les sunnites conduisent seuls les affaires de l'Irak comme ils le font depuis la création de cet Etat en 1921, a-t-il dit.

"Trois maux caractérisent la situation de l'Irak: la dictature, la persécution des Kurdes et la discrimination contre les chiites. La démocratie, le fédéralisme et l'abolition de la discrimination" sont des solutions à ces maux, a estimé cet opposant.

"Démocratie et fédéralisme agissent comme des mots magiques. Mais il appartient avant aux Kurdes de définir leur choix", a indiqué Adel Abdul Mahdi, porte-parole du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (ASSRI, principal mouvement chiite basé en Irak), rejetant toute idée de "tutelle sur les Kurdes".

Cependant, s'il existe un large consensus de façade sur l'idée de fédéralisme, les Irakiens restent divisés sur le type de fédération ou d'Etat fédéral (géographique ou ethnique et religieux) qu'ils souhaitent. Cette question sera au coeur des débats de la conférence de l'opposition prévue à la mi-décembre à Londres.

"On spéculait beaucoup sur les objectifs des Américains, mais il y a peu de discussions sur les aspirations des Irakiens", a conclu un opposant et analyste irakien originaire d'Irbil (nord de l'Irak), Siyamend Othman, qui a mis en garde contre la tentation des "divisions ethniques".

Kurds in Iraqi Kurdistan Stuck in the Middle

Sydney Morning Herald November 30 2002

A few kilometres short of the border, the highway from the Iranian capital, Tehran, becomes the pot-holed track to Kurdistan. Here, where the borders of Turkey, Iran and Syria push up against Iraq, a day of reckoning looms for a fairytale experiment in democracy. As the intensity of planning rises for a US-led war against Iraq, so does the level of Kurdish anxiety.

"Welcome in Kurdistan," says a beaming border guard, resplendent in his national dress. A luxuriant moustache sprawls across his rugged good looks, and where his voluminous, string-tied pantaloons meet their matching jacket, he wears a colourful cummerbund, its intricate knotting a clue to the northern district from which he hails.

The high country of Iraqi Kurdistan is stunningly beautiful - alternately rocky and grassed; the slopes are dotted with sheep and cattle, with orchards and walls of poplars honeyed by the autumn sun. But for millions of Kurds these mountains hold memories of torment. Nasreen Mustafa Sideek recalls the icy squalor and gnawing hunger 11 years ago, as she hid from Saddam Hussein's last brutal assault: "People fought over tiny pieces of bread and in the night I'd wake to the screams of parents as their children died.

"There was a night when I slept against the wall of a school - it was pouring rain, I had nothing. I thought, 'If I don't die now, nothing will ever break me.' In the morning the sun was shining." The sun has kept shining for Sideek and her people. Now she is 35, has a Harvard degree in architecture and sits behind a grand desk as minister for reconstruction in one of the regional governments running two Kurdish statelets carved out of northern Iraq in defiance of Saddam.

But she's wary: "We face the prospect of a new war. What guarantees have we got? Saddam can slaughter us here again, so I'm not satisfied with anything I have heard from the US. I worry greatly because now I'm responsible for crisis shelter, water, sanitation and food distribution ..."

Officially this is Saddam's Iraq; within his borders. Unofficially, it's another planet. Just to get here is a fight - the Turks and the Syrians bar the way and the Iranian authorities relent only after months of badgering for a transit visa.

But it is worth the journey to see the utterly unthinkable - the fundamentals of democracy thriving within Saddam's realm. Irbil, the provincial capital with a population of 750,000, has an instant sense of prosperity. The markets are thriving and despite two layers of trade sanctions - one imposed by the United Nations, the other by Baghdad - shops are filled with imports. The city brims with the energy and purpose lacking in Baghdad - from the enthusiasm of the bureaucrats and hotel staff to the swagger of a young woman walking downtown, the sun flaming her long hair and the silver butt of the pistol on her hip.

Older men look slightly comical in the earthy colours of their national costume. But the youngsters strut in denim and baseball caps and demand the lowdown on Jennifer Lopez and Britney Spears.

Iraqi Kurdistan has dozens of political parties and a thriving independent media. Even the Baghdad papers are sold locally - for a laugh. Political discourse here is hardball.

Coming to Iraqi Kurdistan - mostly they drop the Iraqi and refer simply and proudly to Kurdistan - jolts a visitor out of a sense built up over years of visiting Baghdad that Saddam's way is the only way for the Iraqis. Here is another, exciting way that gets little international attention despite a quest by the Bush White House for a working model of democracy in the Middle East.

Out of the Baghdad straitjacket, the Kurds flaunt the communications symbols of our age - mobile telephones, satellite dishes and unfettered access to the internet. There are no political prisoners. Jails are monitored to ensure human rights and inmates have TV in their cells. During the holy month of Ramadan in Sulaymaniya, the Herald observed the evening delivery to cells of food and enough bottled gas to blow up the prison, just so that local criminals could cook their own pre-dawn breakfast before fasting for the day.

In a territory about twice the size of Tasmania, the Kurds have built 45,000 kilometres of roads, there are endless tree-planting projects and Baghdad's Arabic signposts have been replaced by Kurdish.

In Irbil, a wealthy Kurd who now lives in Saudi Arabia is building a grand mosque and mansions like wedding cakes are popping up across the suburbs and hillsides of the capital and a string of other cities and towns.

In 10 years the Kurds have done more for their society than Baghdad managed in seven decades. Saddam and his predecessors gave them just over 800 schools, but the Kurds have opened 2705. Under Baghdad they had 549 doctors; now it's 1870. They had one threadbare university; now they have three.

They claim to have rebuilt virtually all of the 4500 villages levelled by Saddam as he dictated where Kurds could and could not live and the animal herds that were totally looted by Baghdad now are twice as big as in 1991.

Expatriate businessmen are coming home. Fadl Jalal, 48, sold a supermarket chain in Sweden to return. Over lunch in his Irbil hotel, the former guerilla - they are called peshmergas (those who face death) - brushed aside the challenges of smuggling business supplies through the sanctions' cordons. "There were thousands of us risking life and blood for Kurdish freedom, but now it is time to rebuild our country and if people like me do not come home, why should others come to help?" The Kurdish camaraderie is so infectious it is tempting to play the sad and the glad game: the absence of all that makes Baghdad bad must make Iraqi Kurdistan good.

But the fabric of the endless Kurdish suburbs is no different to the cinder block and mud-brick sprawl of Baghdad. In the refugee camps around the bigger Kurdish towns, families displaced from farms and villages by Saddam are wrapping their hovel homes in plastic to fend off another cold winter, much of which they will spend watching satellite TV from around the world. The power fails often and streets are alive with the clatter of children rolling gas cylinders to depots to queue for hours to have them refilled so their families can cook a meal. Local authorities estimate that as many as 60 per cent of the population live in poverty, but some estimates still put the average Kurdish salary at about \$US50 (\$90) a month, about 10 times better than in Baghdad.

The hospitals complain of not enough medicine, but there has been a dramatic decline in disease and UN figures show that the number of babies who die in their first year is 58 per 1000 live births - about half the rate for the rest of Iraq. Women's rights are evolving. Slowly. In the towns you see bareheaded young women with one, and even two, of their shirt buttons undone. They are in Parliament, they have been appointed to the judiciary, they are allowed to study and they are in training to fight alongside the fabled peshmerga. A woman poet, whose black attire is more figure-hugging than the potato sack that so many women wear, is revelling in a new-found celebrity status because the mullahs are up in arms over her poem *Islam Will not Kill Me*.

But when Patriotic Union of Kurdistan MP and lawyer Galawzh Jabbari makes the three-hour trip from Sulimaniya, in the east, to Irbil for sittings of the Parliament, it is like a scene from *Men in Black* - Kurdish style. Wary of travelling alone, she is accompanied by two of her brothers, who are behind her at all times, brandishing Kalashnikovs. The third member of her security detail is a nephew so big and intimidating that he does not need a weapon.

Jabbari's husband was murdered by the Baghdad regime because he trained as a peshmerga. He was taken into custody in the 1980s and the first she knew of his fate was when she received a blunt order to collect his body from one of the darkest corners of Saddam's huge internal security network - the Abu Ghraib Prison, on the outskirts of Baghdad.

Now she keeps a tight grip on her emotions as she recalls: "We had to bring a coffin. His arms were broken and the rest

of his body had been branded with a hot clothes iron. The blood had been drained from him and his finger and toe nails were gone."

Some here want to forget; others to remember. In Irbil, the huge security complex from which Baghdad orchestrated the death of tens of thousands of Kurds has been replaced by a leafy park. But in Sulaymaniyah, the next biggest Kurdish

city, the cells in which men were hung from steel hooks high on a wall and women raped are being preserved as a museum. Despite the bitter history, Baghdad and the Kurds have come to a twisted accommodation. Baghdad uses Kurdistan as a sort of gulag into which it drives Kurds it no longer wants in the south. And because the thousands of tankers that smuggle Saddam's oil to Turkey must use Kurdish roads, the Kurds have been able to extract transit fees estimated to be as much as \$US1 million a day - all of it in breach of the sanctions regime designed to protect the Kurds.

Much of modern history has been shaped by betrayal, but few peoples have been abandoned, double-crossed and cheated as often as the Kurds. In the 1920s, they were sold down the river by the British on a promise of independence and they were crossed and double-crossed by the US in 1975, 1988 and in 1991, with their interests and blood being deemed expendable each time as Washington tried to stage-manage the regional power play.

So there is a deep distrust of the US and the Bush family. It was the first president Bush who urged the Kurds to revolt against Saddam after the 1991 Gulf War. He then refused to help them in the face of a punishing counter-attack by Baghdad until almost 2 million desperate Kurds, with the young Nasreen Mustafa Sideek among them, fled to the Turkish border. She recalls: "I took nothing with me ... when I heard the helicopters over my home. I had so much hope of the uprising; I didn't expect it to fail because I could not believe that the international community would desert us. It is that disappointment that I remember more than the physical fatigue."

In the face of international shame, the unsustainable bubble of freedom that is today's Iraqi Kurdistan was the compromise - a UN-sponsored haven that exists beyond international law and the protective air patrols which have cost the US and Britain more than \$US10 billion. Subsequently, when the UN set up the oil-for-food program that allows Saddam to sell oil to feed his people, the Kurds were guaranteed a cut of the revenue of more than \$US1 billion a year.

Today, on the eve of a new war, the challenge confronting the Kurds is to find succour in a post-Saddam world where the oil-for-food program will no longer exist and in which the first inclination of the rest of the Iraqi opposition as it takes control of the country will be to relegate the Kurds to their historic also-ran position in Iraqi national affairs.

So the Kurds are trying to present themselves as serious, sensible players who want to buttress themselves as the prospect of Saddam's overthrow looms. The dominant political parties - the Kurdish Democratic Party (PDK) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) - have finally buried their longstanding distrust of each other and stand united as they seek the best deal from Washington.

They have ended the armed skirmishes over control of this 10 per cent of Iraq by the simple expedient of carving the territory in two - the yellow flags of the PDK fly in the west; it's green for the PUK in the east. And officials of each tend to talk of the other almost as if it was another country.

One of the swirls of the political, diplomatic and military intrigue that bedevil this region is the historic hunger for a Kurdish homeland that would stretch northwards from Mosul and Kirkuk in today's Iraq almost to the Black and the Caspian seas, gathering in millions of Kurds who the Great Powers parcelled out to Turkey, Iran and Syria when the Ottoman Empire collapsed in 1922.

That homeland is out of the question now.

Talk of autonomy, even for the 4 million Kurds in Iraq, causes great anxiety in neighbouring capitals - Tehran, Damascus and, especially, Ankara, which has threatened war over anything that might evolve into Kurdish independence. The neighbours' fear is that the merest suggestion of autonomy for the Iraqi Kurds would inflame the nationalist yearning of more than 20 million Kurds who live unhappily within their borders.

The Iraqi Kurds are pleading with the US and with the fractious Iraqi opposition groups for constitutional guarantees that would preserve their regional autonomy and revenue flow in a post-Saddam Iraq. They have strong cards to play; if the Iraqi opposition is to be credible, it needs the Kurds in its ranks.

But there are organisational flaws in the opposition groupings. Despite the urging of Washington, the different ethnic groups are having great difficulty agreeing on a single plan for the post-Saddam Iraq and those who have remained on the ground to do the hard work bitterly resent what they see as the pumped up self-importance of the exiles who strut the corridors of international power, trying to carve up Iraq in deals with Donald Rumsfeld and Dick Cheney.

And much of Washington's war plan revolves around a rerun of its Afghanistan strategy, in which Kurdistan would be the welcome mat for US ground forces and the peshmergas would be the Northern Alliance.

There is much general agreement. But so far, concrete deals have eluded them, prompting 70-year-old Hamida Fandi, who is grandly titled as the PDK's minister for peshmerga affairs, to warn: "No man is more evil than Saddam Hussein, but the

Kurds cannot be asked to surrender the freedom they have come to love just because Washington wants to get rid of him."

The street talk is aggressive. In the village of Shorsh an old woman swore she would tear Saddam apart with her bare teeth; and Hamid Hussein, a farmer waiting to go home to his land near Kirkuk, in Iraq proper, said: "We have lost hundreds of thousands of our people, but every Kurdish family would sacrifice one more son to get rid of Saddam."

But go up the line of command and the talk gets more cautious. The general secretary of the PDK, Jawher Namiq, put it this way: "For the first time in our history we have progress and now all of this might be lost. We don't want change in Iraq that would mean us losing what we have gained. We don't want Saddam to go and for us to have to deal with another dictator. The upper hand that the international community will have in the new Iraq is a guarantee for us, but we can never again be dependent on the mood and temper of the rest of Iraq."

Asked about his fighters becoming the Northern Alliance of Mesopotamia, Fandi, who conceals a small Beretta pistol in his cummerbund, said: "We have had a lot of experience of Baghdad and we know that they would attack us. It would mean another war but we have decided that we will never be refugees again. We will protect this land and we will die in this land."

And the British-educated Prime Minister of the PUK-controlled east, Barham Salih, echoed Fandi's caution: "We worry about a repeat of Saddam's gas attacks on Halabja. Our prognosis is bright; this time we have friends beyond the mountains. But our memories are too vivid and we have deep worries about being betrayed again."

There are three airstrips in Kurdistan that would be of use to the US in a war on Baghdad. But Fandi says that the Kurds have yet to decide if the US can use them. But even as Kurdish officials say "no" when asked if US intelligence teams are operating in the enclave today, they nod "yes".

They also confirm that a steady parade of officials of the CIA and British intelligence, the Pentagon, State Department and National Security Council has passed through as the US finesses its plans for war with Iraq.

The frontline between Iraq and Kurdistan is an arresting reminder of the fragility of the Iraqi Kurds' little experiment with democracy. The Kalak crossing is less than 30 minutes' drive south from Irbil, on a road being rebuilt, and the median strip is being replanted as though the Kurds expect to be using it again any time soon.

Najat Barzani, the local PDK commander, pointed out dozens of Iraqi positions on a ridge line just over the Qandail River. They were like warts on the velvet-smoothness of the hills. But it took only the seconds needed to focus a set of binoculars to reveal the extent of the threat - air-defence systems and anti-aircraft stations, tanks and artillery, and, at this point, an estimated 5000 Iraqi troops watching the Kurdish villages to the north of the river.

They don't shoot often, but they don't have to - this is an exercise in threats and intimidation and just their presence is reminder enough for the Kurds of the risks they face in the coming weeks and months.

* * * * *

Mensonges, obstructions...
DESARMEMENT

COMMENT
SADDAM
PEUT TRICHER



Inspecteurs des Nations unies en Irak en 1992

Comme il l'a fait après la guerre du Golfe, le régime de Bagdad va sans doute tout tenter pour compliquer la tâche des inspecteurs de l'ONU chargés de traquer ses armes de destruction massive, estime le physicien français Michel Saint Mleux, qui a conduit une dizaine de missions d'inspection en Irak entre 1991 et 1998

Le Nouvel Observateur. – Les inspecteurs de l'ONU vont bientôt commencer leur travail en Irak. Ont-ils, selon vous, une chance de trouver tout ce qu'ils cherchent dans le court délai imposé par les Américains ?

Michel Saint Mleux. – Oui, mais cette chance est, je le crains, assez mince. Au début, tout se passera probablement bien. Les Irakiens afficheront sans doute une réelle volonté de coopérer. Ils ouvriront, par exemple, un de leurs sites « présidentiels ». Mais au bout de quelques semaines l'atmosphère risque de se dégrader. Je pense que, comme toujours, Bagdad cherchera à gagner du temps. Saddam Hussein espère que l'unanimité du Conseil de Sécurité va se déliter. Vous savez, la situation d'aujourd'hui me rappelle celle de l'après-guerre du Golfe, au printemps de 1991. A l'époque, nous disposions aussi d'une résolution « musclée », elle nous donnait le droit d'entrer partout, quand nous le voulions, sans prévenir. Les restrictions concernant les sites dits sensibles et les palais « présidentiels » sont venues bien plus tard, en 1996 et 1998. Pourtant, dès juin 1991, notre travail a été ralenti, saboté par les Irakiens, qui ont multiplié les chicaneries puis les obstructions systématiques, sans parler, bien entendu, de leurs mensonges répétés. C'est pourquoi, au bout de sept ans, quand les inspecteurs sont partis, le travail n'était toujours pas fini. Et pourtant il est clair que les équipes de l'ONU ont détruit beaucoup plus d'armements irakiens que les bombardements alliés...

N. O. – D'après la nouvelle résolution de l'ONU,

toute entrave devra être rapportée au Conseil de Sécurité...

M. Saint Mleux. – ...Et c'est à ce moment-là, sans doute, qu'on verra des dissensions apparaître à l'ONU. C'est en tout cas ce qui s'est passé en 1992, quelques mois seulement après la déroute de l'armée irakienne et le début des inspections. Le premier sujet de discordance concernait la destruction des matériels à double usage, civil et militaire. Américains et Français n'étaient pas d'accord – déjà... Bagdad espère donc que, cette fois-ci encore, les membres du Conseil de Sécurité ne s'entendront pas sur l'interprétation à donner à telle ou telle entrave rapportée par Hans Blix, le patron des inspecteurs.

N. O. – Les Américains risquent alors d'attaquer l'Irak sans attendre un feu vert de l'ONU, comme ils l'ont plusieurs fois promis.

M. Saint Mleux. – Oui, mais les Irakiens escomptent peut-être que les Américains se contenteront dans un premier temps de montrer leur détermination en bombardant seulement quelques sites, comme au début des années 1990. A l'époque, on l'a oublié, les Américains ont lancé à plusieurs reprises des missiles de croisière contre l'Irak après que Bagdad nous avait empêchés d'inspecter certains lieux. Chaque fois cela nous a aidés – un peu – dans notre travail. Puis les obstructions recommençaient. Finalement, le soutien international à de telles opérations militaires destinées à faire plier Saddam Hussein s'est émoussé. Le maître de Bagdad espère probablement que le même scénario se reproduira cette fois-ci.

N. O. – C'est justement pour éviter un tel enlèvement diplomatique que les Américains se sont engagés, au moindre faux pas de Bagdad, à attaquer massivement l'Irak...

M. Saint Mleux. – Oui, c'est la menace qui plane sur le régime irakien. Sera-t-elle suffisante pour contraindre Saddam Hussein à coopérer pour une fois pleinement et dans la durée ? Je l'espère.

N. O. – Comment les Irakiens peuvent-ils faire obstruction aux inspections ?

M. Saint Mleux. – Ils peuvent, d'abord et avant tout, mentir sans vergogne. En 1991, ils devaient comme aujourd'hui nous remettre une déclaration sur leurs stocks et leur programme d'armes de destruction massive. Ils venaient tout juste de perdre la guerre et pourtant ils ont écrit n'importe quoi ! Dans ce document, ils ne mentionnaient qu'un vague laboratoire nucléaire civil, et rien d'autre. Puis nous avons trouvé le calutron, un gigantesque appareil de 1 000 tonnes, qui sert à enrichir l'uranium. Qu'ont dit les Irakiens ? Pris la main dans le sac, ils ont continué à mentir. Ils ont affirmé, contre toute évidence, que ce calutron était à usage... civil. Il a fallu que nous démontrions devant le Conseil de Sécurité que cet engin consommait plus d'électricité que ses composants ne pouvaient en produire pour qu'ils reconnaissent finalement la véritable fonction du calutron : fournir de la matière fissile pour une bombe atomique.

N. O. – Peuvent-ils encore cacher des programmes clandestins ?

M. Saint Mleux. – Et comment ! Ils sont les maîtres de la dissimulation. Grâce à l'aide de techniciens venus d'Europe de l'Est, ils ont acquis un incroyable savoir-faire en matière de constructions souterraines. Deux exemples : au cours de nos recherches, nous avons découvert par hasard une raffinerie de pétrole entièrement souterraine – une raffinerie complète ! –, ainsi qu'un poste de commandement militaire de secours sur plusieurs étages, avec des rampes d'accès qui pouvaient disparaître dans le sable...

Les Irakiens peuvent dissimuler leurs laboratoires clandestins dans les endroits le plus inattendus. Un jour, nous sommes allés visiter un bâtiment administratif, également par hasard. Nous avons fait, comme toujours, des prélèvements dans les bouches d'aération, les radiateurs... et nous avons découvert des traces d'uranium. En réalité, dans ces bureaux anodins, des techniciens faisaient fondre de l'uranium métal dans des moules en graphite. Ils s'entraînaient à usiner l'uranium pour pouvoir plus tard fabriquer des composants de têtes nucléaires !

Les Irakiens savent aussi très bien déplacer subrepticement leurs équipements secrets. En réalité, pendant sept ans, ils ont joué avec nous à une sorte de grande partie de bonneteau. Quand nous arrivions quelque part, ils nous faisaient attendre sous un prétexte quelconque (le gardien a perdu la clé, il a été pris d'une maladie soudaine, le chef n'est pas au courant...), et pendant ce temps-là, ils montaient les équipements dans des camions et disparaissaient. Les satellites repéraient parfois ces manœuvres, mais pas toujours. A de nombreuses reprises, dans des hangars, nous avons découvert des dalles en béton qui avaient manifestement servi de socles à des machines ; mais celles-ci avaient été précipitamment enlevées avant notre visite, et la plupart du temps nous n'avons jamais su à quoi elles servaient.

Les Irakiens sont également experts en brouillage d'indices. Quand nous survolions le désert en hélicoptère, nos appareils capables de détecter à distance de faibles rayonnements radioactifs s'affolaient sans arrêt. Nous devions sans cesse nous poser, afin de voir quelle était l'origine de ce rayonnement. Très souvent, il s'agissait seulement d'un peu d'uranium qui traînait là on ne sait pourquoi. Nous n'avons jamais eu la preuve formelle que ces morceaux d'uranium avaient été déposés un peu partout en plein désert afin de nous épuser. Mais c'est probable.

De même, beaucoup de bâtiments irakiens étaient équipés d'un paratonnerre, doté, comme souvent dans les pays très orageux, d'une source radioactive qui attire la foudre. Mais ces sources étaient 100 à 1 000 fois plus puissantes que nécessaire. Elles aveuglaient nos spectromètres. Etait-ce voulu ? C'est, là encore, probable. Il pouvait aussi arriver, lorsque nous survolions le pays à basse altitude pour repérer des sites cachés, que des batteries antiaériennes

pointent notre hélicoptère. Nous n'étions jamais certains que les soldats n'allaient pas tirer. C'était très stressant !

N. O. – *En fait, les Irakiens ont failli réussir à masquer une grande partie de leur programme nucléaire et biologique...*

M. Saint Mleux. – C'est vrai. Au printemps de 1995, c'est-à-dire quatre ans après le début des inspections, nous pensions que notre travail allait toucher à sa fin. D'une part, nous estimions que les ingénieurs irakiens n'avaient qu'une connaissance théorique de la construction d'une tête nucléaire ; d'autre part, nous n'avions rien trouvé de probant concernant un

qui rendait compte d'un contact avec l'un de ses homologues pakistanais. Il écrivait que le patron du programme nucléaire à Islamabad, le célèbre Dr Khan, proposait de vendre à l'Irak les plans d'une arme atomique et d'une centrifugeuse [un équipement pour l'enrichissement de l'uranium]. Lorsque j'ai présenté ce document à un chef atomiste irakien, il n'a pas nié. Il a simplement dit : « Nous n'avons pas pris cela vraiment au sérieux. » Disait-il la vérité ? Ou, au contraire, une filière nucléaire militaire pakistano-irakienne s'est-elle mise en place ? Mystère.

N. O. – *A votre avis, où en est aujourd'hui l'Irak en matière d'arme atomique ?*

M. Saint Mleux. – Je pense qu'ils savent fabriquer une bombe rudimentaire. Pendant ces quatre dernières années, ils ont pu valider leurs plans par des tirs « froids », c'est-à-dire sans matière fissile. Mais pour mettre au point une arme, ils manquent très certainement d'uranium enrichi. Nous avons détruit leur calutron, et quand nous sommes partis, nous n'avions découvert que deux centrifugeuses, alors qu'il en faut au moins mille pour produire en un an la quinzaine de kilos d'uranium enrichi nécessaires à la fabrication d'une bombe. S'en sont-ils procuré depuis ? J'en doute. Mais s'ils y sont parvenus, on risque de ne jamais les découvrir.

N. O. – *Pourquoi ?*

M. Saint Mleux. – Parce que les centrifugeuses sont de tout petits équipements, qui ne font aucun bruit et consomment très peu d'électricité. On peut les installer dans un bunker souterrain.

N. O. – *N'y a-t-il pas des capteurs capables de les repérer à distance ?*

M. Saint Mleux. – Un grand pays occidental (dont je ne souhaite pas révéler le nom) en a fabriqué un, mais j'ignore s'il est efficace. Cela dit, il est clair qu'il existe aujourd'hui des matériels de détection chimique, nucléaire et bactériologique beaucoup plus performants que ceux des années 1990. Les progrès ont été gigantesques. Des chercheurs ont, par exemple, mis au point un capteur « organique » qui peut repérer la moindre molécule chimique ou biologique recherchée. D'autres ont développé des analyseurs d'air capables d'intercepter des nano-particules [de la taille d'un millième de micron]. Mais souvent ces équipements extrêmement sophistiqués ont été confectionnés par des services de renseignement qui rechargent à les confier à des mains étrangères. Ainsi, à l'époque, les Américains ont refusé de nous fournir un capteur d'ADN pouvant déceler les traces d'agent biologique. Seront-ils plus coopératifs avec la nouvelle équipe d'inspecteurs ? Je l'ignore. En tout cas, la mise à disposition par les grands services secrets de leurs appareils de détection dernier cri est assurément l'une des clés de la réussite des inspections qui recommencent.

*Propos recueillis par
VINCENT JAUVERT*



L'arrivée des inspecteurs de l'ONU à Bagdad le 18 novembre



X. Ramezler

Physicien, retraité depuis un an du Commissariat à l'Energie atomique (CEA) où il a fait toute sa carrière, **Michel Saint Mleux**, 63 ans, a été, de 1991 à 1999, commissaire français et membre du bureau exécutif de la Commission spéciale des Nations unies chargée du désarmement irakien (Unscm). Il a mené pendant cette période une dizaine de missions d'inspection en Irak.

d'armes bactériologiques, et qu'ils avaient commencé à expérimenter différents matériels d'une tête nucléaire. Nous avons aussi découvert le memorandum d'un agent secret irakien

programme d'armes biologiques. Et puis, coup de chance, en août 1995, le ministre des Industries militaires, le gendre de Saddam Hussein, Hussein Kamel, a fait défection. A Bagdad, les dignitaires ont été pris de panique. Ils étaient persuadés que Kamel allait révéler tous les secrets qu'ils nous avaient cachés pendant notre mission. Ils ont décidé de prendre les devants. Et dès le lendemain on nous a emmenés à Haidar, dans une usine de poulets, la désormais fameuse chicken farm. Là, on nous a remis un million de documents. Grâce à eux, nous avons pu établir qu'en réalité les Irakiens avaient importé 40 tonnes de milieux de culture pour un gigantesque programme

La carotte et le bâton **Sangatte, le grand cafouillage**

Le centre a fermé avec dix jours d'avance. Depuis, les autorités tentent de convaincre les réfugiés de demander l'asile en France et de quitter le Calais. Y compris à coups de matraque. Cette nouvelle politique suffira-t-elle à décourager les candidats à l'exil ?

De notre envoyée spéciale

Il est costaud, le CRS. Planté sur les marchés du bus, il attrape les hommes par l'anorak et les monte un à un dans le car. Le geste des agriculteurs pour charger le bétail récalcitrant. Les hommes crient, tentent de se recroqueviller ou se débattent, mais le fonctionnaire de police a du métier. Aidé de ses collègues, et de leurs coups de pied le cas échéant, en moins de dix minutes il a embarqué tout le monde, une quarantaine de personnes. Ça se passe jeudi 14 novembre, vers midi, sur le parvis de l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Calais. Les hommes sont des ré-

fugiés, la plupart des Kurdes d'Irak, qui ont passé les dernières nuits dehors, sous le vent pluvieux. Avant de donner l'ordre d'évacuer le parvis, la hiérarchie s'est renseignée sur le nombre de représentants des médias présents. « Quatre ou cinq caméras », a répondu dans la radio grésillante le commissaire. Les autres, ces dizaines de journalistes qui faisaient le pied de grue depuis trois jours devant l'église, étaient allés se reposer après une ultime nuit de veille récompensée, vers 5 heures du matin, par l'évacuation « en douceur » de l'église où s'était retranchés une centaine de réfugiés refusés à Sangatte, camp d'accueil fermé aux nouveaux arrivants depuis le 5 novembre.

A midi, donc, l'opération nettoyage de l'église était terminée. Mais embarqués pour quoi ? Raffle policière ? Pas du tout, affirmait le commissaire en charge des opérations, exténué et embarrassé : « On veut juste les conduire au poste pour leur proposer de demander l'asile en France et des hébergements d'urgence. » Embarqués de force pour se voir offrir l'aide de l'Etat français ! Les militants associatifs se pincent pour le croire : jusqu'alors, il ne fallait pas parler du droit d'asile (1). Et eux à qui on interdisait de distribuer leur brochure sur l'asile traduite en huit langues aux abords de Sangatte ont dû en livrer des cartons entiers à la préfecture pour qu'elle soit à disposition dans les commissariats du coin. Alors qu'on répétait depuis des mois que les centres d'hébergement pour demandeurs d'asile étaient plus que pleins, voilà que miraculeusement des places sont trouvées. Dans le bus, les hommes n'ont pas l'air de comprendre. Ils se frappent la tête contre les vitres, hurlent. C'est que, depuis la fermeture de Sangatte, la police ne les a pas habitués à une telle bienveillance. Afin d'éviter tout regroupement, toute installation, les réfugiés sont systématiquement délogés. Ils dorment dans une cabine téléphonique, à deux pour se tenir chaud ? Ouste ! Ils se reposent dans une entrée d'immeuble ? Ouste ! Certains se voient même remettre une « invitation à quitter le territoire » ou un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Harcèlement policier pour forcer ces réfugiés à quitter le Calais, pour éviter surtout la constitution de nouveaux Sangatte.

Le petit village côtier a désormais une renommée internationale et est en passe de voir son nom devenir un terme générique synonyme de « camp de réfugiés ». Jusqu'à la fermeture du centre géré par la Croix-Rouge, les choses étaient assez simples : les centaines d'exilés, cherchant à se rendre en Grande-Bretagne, y étaient nourris et logés, de façon ultraprécaire, mais le confort est chose relative quand on quitte son pays dans la clandestinité. Les passeurs ont rapidement intégré l'étape par Sangatte dans leurs « voyages organisés ». L'effectif a explosé. Plus de 60 000 personnes s'y sont arrêtées depuis son ouverture. Le port et le tunnel sous la Manche, portes d'entrée si proches, ont été « sécurisés », c'est-à-dire transformés en bunkers. Détection de CO₂, rondes canines, barbelés hérissés de lames de rasoir, le passage

Plus de 60 000

**personnes sont passées
par le centre de Sangatte
depuis son ouverture
il y a trois ans.**

est devenu plus risqué. Dix personnes sont mortes, beaucoup ont été blessées. Plus difficile, plus cher, le passage outre-Manche demandait toujours plus de temps. L'effectif du centre a explosé, rendant les conditions d'accueil encore plus déplorables. D'un côté de la Manche, les Français plaidaient l'assistance humanitaire à de pauvres bougres qui, assurait-on, n'avaient que l'Angleterre comme but. De l'autre, les Britanniques accusaient ces Français de complicité avec les passeurs, qui trouvaient là un marché très captif.

Ainsi donc, à la faveur d'un durcissement sensible de la législation britannique concernant l'asile, décision fut prise par un très catégorique Nicolas Sarkozy de fermer le centre, trois ans après son ouverture, pour que cesse l'absurdité. Annoncée pour le 15 novembre, la fermeture a été anticipée de dix jours. Sans que rien, visiblement, ait été préparé pour gérer ceux qui ne manquèrent pas de continuer à arriver.

Et que se passe-t-il depuis le 5 novembre ? La confusion, le cafouillage. Confrontés à des dizaines de personnes errant dans les rues de la ville, les associatifs de Calais n'ont pas réfléchi très longtemps avant de décider de faire pression pour leur cause d'amiante. C'est que le mois de novembre n'est pas réputé pour ses nuits à la belle étoile. Après l'occupation sauvage de deux salles de sport, le maire et le curé décident d'ouvrir une église désaffectée. Saint-Pierre-Saint-Paul fait face au port. C'est l'église des pêcheurs. Elle est fermée depuis deux ans pour cause d'amiante. Elle ne dispose que d'un WC et de deux lavabos. Parfait pour du provisoire. Une centaine de réfugiés s'y rassemblent. Très vite, les CRS en interdisent l'entrée. Très vite, les caméras du monde entier débarquent – même celles d'Al-Jazira sont là. Et, très vite, l'unique WC se bouche, ne laissant bientôt sa place qu'à un trou de 8 centimètres de diamètre dans le sol. Tous les



Clandestin dans le parc Saint-Etienne à Calais

Jean-Pierre Brunet-La Voix du Nord-MusPPP

ingrédients de la crise sont réunis. Nicolas Sarkozy l'avait-il anticipée, lui qui assure que la fermeture de Sangatte a été « préparée, voulue et réfléchie » ? Avait-il imaginé qu'il faudrait de longues heures de négociations, des ultimatums repoussés, la diffusion en Mondovision de Kurdes d'Irak et d'Afghans réclamant, via une pancarte, « We want UN » (« Nous voulons les Nations unies ») ?

Avait-il surtout élaboré cette drôle de solution qui ajoute de la confusion à l'absurde ? Ce deal inédit : « Vous pouvez demander l'asile en France et être hébergés, mais loin de Calais. Mais si vous ne voulez pas monter dans nos bus, circulez, et en vitesse ! Qu'on ne vous voie plus. » De la carotte et beaucoup de bâton. Car la police est omniprésente et hyperactive à Calais. Une fois l'église évacuée, on a même fait venir en renfort 500 hommes. Bois, parcs, bancs publics, la traque aux migrants est un boulot de tous les instants. Pour les réfugiés, c'est une ultime vicissitude. Ils ont appris à être maltraités, depuis ces longues semaines qu'ils sont sur les routes d'Europe. Epuisés, sales, le regard vide, couvertures sur le dos ou serviette de toilette autour du cou, ils ont derrière eux de nombreuses semaines d'errance. Et si près du but, galère. Sangatte, ce centre qu'on leur avait vendu comme la dernière étape avant l'Angle-

● *Epuisés, sales, le regard vide, ils ont derrière eux de nombreuses semaines d'errance.*

terre, a fermé avec dix jours d'avance sur ce qu'on leur avait dit. C'est l'arnaque. Ils ont peur. Et comment faire confiance à ces policiers qui, après les avoir chassés, leur proposent une prise en charge ? Un jeune Kurde raconte, montrant ses plaies aux mains : « La police nous chasse avec des chiens. » Certains affirment que les policiers les aspèrgent de gaz lacrymogène, « comme ça, tout autour du cou », avant de les faire sortir des fourgons. D'autres disent avoir été emmenés à des dizaines de kilomètres de Calais et lâchés dans la nuit sur les routes. « Il faut écaïer les migrants. Les dégoûter de Calais. Faire savoir que le voyage est sans issue », résume un agent de la police de l'air et des frontières dans un témoignage recueilli par « la Voix du Nord ». Ça a le mérite d'être clair.

A Sangatte, où 5 000 badges ont été distribués aux résidents autorisés, c'est la même

chose : après 72 heures d'absence, le badge n'est plus valable. Près de la moitié d'entre eux ont ainsi été désactivés dans la première semaine suivant la fermeture du camp. Autant de gens qui ont peut-être pu passer en Angleterre ou qui se retrouvent à squatter dehors en attendant le camion qui les y conduira. « La volonté affichée par le gouvernement, c'est de les rendre invisibles, de nettoyer Calais de ce qu'un élu a appelé la "gêne visuelle" », analyse Steven, un des membres du Collectif de Soutien d'Urgence aux Réfugiés (C-Sur).

Et après ? Juste des points d'interrogation. Ceux qui ont été évacués de l'église ont été transférés dans des centres d'hébergement, en Touraine, dans le Charolais ou en région parisienne. La préfecture du Pas-de-Calais triomphait : la grande majorité d'entre eux demandait l'asile en France. Pourtant, dès leur arrivée en centres d'hébergement, certains ont immédiatement disparu pour retourner vers le

Nord et l'Angleterre. Les autres hésitent à renoncer à leur rêve britannique. Accepter la proposition de la France et s'engager dans la procédure longue et aléatoire de l'asile ? Pourquoi pas ? Après tout, la vie est toujours meilleure ici que là-bas, dans cet enfer qu'ils ont choisi de fuir (voir encadré). Au ministère de l'Intérieur, c'est le pari inverse qui a été fait. On semble y considérer que ce qui motive principalement le voyage, c'est la Grande-Bretagne et non la nécessité vitale d'échapper à un destin de violence. « Notre objectif, c'est de tarir les flux, explique un conseiller de Nicolas Sarkozy. Nous avons réussi à faire changer la loi britannique, nous avons démantelé les réseaux mafieux de passeurs. Si le message passe dans les pays d'origine que l'Angleterre n'est plus aussi accueillante, ils comprendront que ce n'est plus la peine de venir jusqu'en France. » Et d'annoncer des contrôles renforcés aux frontières.

Mais si la possibilité de demander l'asile en France faisait son chemin, via les téléphones qui fonctionnent à plein entre Calais et le reste du monde, et créait une nouvelle espérance chez les candidats à l'exil ? Le conseiller, sûr de lui, écarte cette possibilité : « Non, ce qu'ils veulent c'est aller en Angleterre. » Le ministre doit d'ailleurs rencontrer son homologue britannique au début de décembre,

pour « voir comment répartir les 1 500 occupants de Sangatte ». Pour Pierre Henry de France Terre d'Asile, les choses ne sont pas si simples : « On ne tarit pas la source en fermant Sangatte ! On ne fait qu'ouvrir d'autres routes. A l'heure où l'on entend des bruits de bottes du côté de l'Irak, les gouvernants européens devraient avoir le courage de prendre à bras le corps le grand défi migratoire qui s'annonce et d'adopter une politique d'asile enfin généreuse. »

ISABELLE MONNIN

(1) Depuis le début de l'année, 300 demandes ont été enregistrées dans le Pas-de-Calais.

Des réfugiés jeunes et souvent diplômés

« Seuls partent vers ces destinations lointaines les mieux dotés socialement, afin de mener à bien ce qui a été interrompu ou interdit dans leur pays : des études, une activité artistique, littéraire ou journalistique, un commerce, l'exercice d'une profession libérale, une bonne scolarité pour les enfants, etc. » Ce sont les moins pauvres et les plus vaillants qui tentent leur chance en Occident au prix de longues semaines de voyage et de milliers de dollars (6 000, en moyenne). C'est ce que montre

une étude sociologique réalisée à l'intérieur du centre de Sangatte entre septembre 2001 et avril 2002 par Smain Laacher (1). Souvent diplômés, jeunes, et presque toujours aisés, ces errants n'étaient pas des exclus économiques chez eux. Ainsi, seuls 7% des personnes interrogées sont partis pour échapper au chômage. Dans 75% des cas, la décision a été prise pour fuir la guerre et les persécutions politiques. ■

(1) Lire « Après Sangatte... », la Dispute, 4,10 euros.

A la préfecture de Bobigny

Sans-papiers, une si longue attente

Chaque jour, 1 500 candidats se pressent à la direction des étrangers, qui ne peut en accueillir que 600. Commence alors une épuisante course d'obstacles. Reportage

Toutes les couleurs du monde sont là, qui attendent. Il n'est pas 8 heures, ce matin d'octobre. Ils sont des centaines, debout, dehors, l'air déjà fatigué. Bientôt, les portes de la direction des étrangers de la préfecture de Bobigny en Seine-Saint-Denis ouvriront. Top chrono pour... de nouvelles heures d'attente. D'abord s'assurer qu'on est dans la bonne file, poser dix fois la même question : « C'est bien là pour les renseignements ? » Puis atteindre au pas de l'escargot le distributeur de tickets. Prendre son mal en patience. Arriver enfin à un premier guichet, ou entrer dans un box pour ceux qui ont une convocation pour un entretien individuel. Tenter d'expliquer clairement sa situation dans le bruit, tenter de comprendre ce que répond l'agent. Saisir si l'on relève du « 12 bis 3, 7 ou 11 » (1). Vérifier ses documents frénétiquement, courir après un photocopieur. Essayer le charme, la compassion ou l'emportement si la situation se complique.

Un ticket numéroté dans une main, un dossier dans l'autre, chacun sait que ce qui se jouera ici est vital. Lui est malien. Il voudrait « des papiers pour travailler honnêtement ». Elle est algérienne et vient renouveler une carte de séjour. Ceux-ci, avec la poussette, sont chinois. Sans-papiers. Tous ont construit un morceau de leur vie ici, ils souhaiteraient pouvoir vivre légalement. Nerveux, « parce qu'on ne sait jamais ce qui va nous tomber sur la tête », ils attendent, pour demander un renseignement ou venir chercher un titre, pour déposer un dossier ou retenter leur chance après un premier échec.

Chaque jour 1 500 personnes se pressent de-



Tous les mercredis, manifestation devant la préfecture

Lefloch-Travers-Gamma

vant ces guichets, prévus pour en accueillir 600. C'est plus, beaucoup plus, qu'il y a quelques années. La Seine-Saint-Denis est le département français qui compte le plus d'étrangers (2). A tel point qu'en 1995 on inaugurerait un bâtiment flambant neuf qui leur est exclusivement

tions de l'attente des étrangers, « souvent depuis 5 ou 6 heures du matin, parfois depuis la veille au soir, dans le vent, le froid, la pluie ». « Certains ont même dû revenir plusieurs fois et attendre des heures entières pour signaler un simple changement d'adresse. » Souvent accusés de mauvaise volonté, ces fonctionnaires avaient ce jour-là organisé une distribution de café pour les étrangers. Ils attendent la réponse du préfet. ■ I. M.

consacré. A tel point qu'aujourd'hui la préfecture songe déjà à le transformer pour s'adapter à l'inflation des demandes. Titres de séjour, asile, demandes de régularisation : tout se passe là, dans ce bloc sombre posé sur la dalle de la préfecture. Alors attendre fait partie de la démarche administrative.

Avant la construction de ce bâtiment, la situation était déplorable : chaque nuit, des centaines de personnes dormaient dehors, enroulées dans des cartons, espérant être dans les premières quand les portes ouvriraient. Certains se faisaient payer pour faire la queue. Aujourd'hui, des grappes d'étrangers viennent encore très tôt le matin, bien avant l'ouverture des portes. « On a des difficultés à faire comprendre aux usagers que nous travaillons jusqu'à 16h30, dit Frédéric Pierret, le secrétaire général de la préfecture. Bien souvent, s'ils arrivaient vers 11 heures, ils ne feraient pas la queue et verraient leur situation traitée de la même façon. » Reste que l'attente, les heures de queue font partie du jeu. Une étude commandée au cabinet Artis Facta par la préfecture montre

qu'un usager sur deux a prévu de passer la matinée à la direction des étrangers. Des agents rapportent qu'il arrive qu'une même personne refasse la queue pour demander le même renseignement, habitude de pays où l'administration est variable et corrompible. Parfois l'attente est vaine. On était venu tôt, on avait bien un ticket, mais quand son numéro apparaît enfin sur l'écran lumineux, le guichet se ferme. C'est ce que les associations appellent la « politique des 30 tickets » : pour certaines démarches, nécessitant un examen approfondi des dossiers, comme le droit d'asile, les fonctionnaires ne peuvent travailler à flux tendu et guichets ouverts. Ils ne peuvent pas non plus prévoir à l'avance le nombre de dossiers qu'ils pourront accepter dans la journée. Parfois 30, parfois 36, ça dépend. Alors, le 31^e ou le 37^e se cassera les dents sur un guichet clos.

Deux listes de sans-papiers ont été dépo-

« Honte et colère »

« **M**onsieur le Préfet, nous avons honte et nous sommes en colère. » C'est le début de la lettre qu'a reçue le préfet de Créteil, dans le Val-de-Marne, il y a une dizaine de jours. Les signataires ? Des agents de la préfecture et du conseil général, las de voir les condi-

La loterie des régularisations

Les décisions sont-elles prises avec « intelligence » et « souplesse », comme l'a demandé Nicolas Sarkozy ? Ou « à la tête du client » ?

C'est l'engorgement. Le nombre d'étrangers s'adressant en préfecture augmente partout. On estime que depuis cet été la demande a crû au niveau national de 20%. La moitié de ces demandeurs seraient en France depuis moins de dix-huit mois. Les autres ont attendu d'avoir dix ans de présence en France ou retentent leur chance sur un autre critère. Ainsi, depuis le début de l'année, les demandes pour raisons de santé explosent (voir infographie). Nicolas Sarkozy estime à 300 000 le nombre de sans-papiers. Début septembre, il rejetait l'hypothèse d'une régularisation massive, mais demandait à ses préfets de réexaminer tous les dossiers en tenant compte du « caractère particulier de certaines situations », de « faire preuve de souplesse et d'intelligence au regard des preuves de la présence depuis dix ans, lorsque la bonne foi du demandeur ne peut pas être mise en cause ».

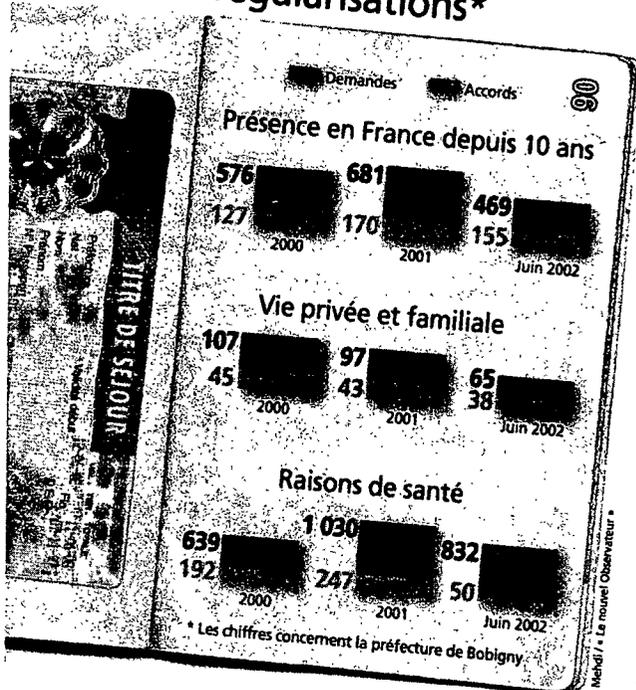
Il chargeait par ailleurs une inspectrice générale de l'administration, Anne-Marie Escoffier, d'identifier « les situations mal réglées par la législation actuelle et de faire des propositions pour que les dossiers soient traités de façon homogène par les préfectures » - son rapport sera remis le 25 novembre. Une façon de répondre aux accusations d'arbitraire quant à l'application de la loi par les préfectures. Le texte définit ainsi des critères de régularisation : être présent en France depuis dix ans au moins (et le prouver par deux attestations par année de présence), y avoir des attaches de vie privée et familiale (conjoint, frères, oncles, pacs...) ou être atteint d'une maladie nécessitant des traitements non dispensés dans le pays d'origine. Or les sans-papiers se plaignent : les décisions sont prises, disent-ils, à la tête du client. La question des preuves soulève le plus de mécontentement : alors qu'une circulaire de-

mande aux préfets une certaine souplesse dans l'examen des dossiers et précise que la présence continue en France peut être démontrée « par tout moyen », les attestations ne font pas toujours foi pour l'administration.

Il arrive souvent que les étrangers n'aient pas conservé les preuves administratives de leur résidence (contrat France Télécom, courrier fiscal, etc.) avant 1997, date du premier texte Chevènement instituant cette règle. Alors, c'est la débrouille : on demande à un voisin de témoigner qu'on vit là, au médecin d'attester qu'il nous soigne depuis des années, à la boulangerie de certifier que tous les jours on prend une baguette, on joint des enveloppes reçues à l'époque, etc. Parfois ça passe, parfois non. « On a vu un nombre insensé de certificats médicaux signés par le même médecin, raconte le secrétaire général de la préfecture de Bobigny. Si on acceptait tout, ce serait la porte ouverte à un recours massif aux faux. » Paradoxe : les attestations « de proximité » sont parfois rejetées ; les fiches de paie toujours acceptées, alors que les sans-papiers n'ont précisément pas le droit de travailler. ■

I. M.

Nombre de régularisations*



tombe. En cas de refus, un courrier est adressé au demandeur, si c'est oui, il vient retirer son titre en préfecture. Il arrive que la décision soit difficile à prendre. Il arrive aussi que les étrangers ayant échoué exercent un « recours gracieux » auprès du préfet. Dans ces cas-là, des cadres de la préfecture se réunissent et revoient un à un les dossiers « problématiques ».

Ça se passe loin du brouhaha. A un étage auquel on n'accède qu'avec un passe. Les étrangers ne viennent jamais ici, seulement incarnés par les dossiers qui trônent au bout de la grande table. Tout est calme et feutré. Les tasses fument d'une bonne odeur de café. La salle de réunion est vaste. Il y a trois chefs de bureau, la directrice des étrangers et le secrétaire général. On peut commencer. Le premier cas est un Malien débouté de l'asile en 2000. A l'époque, il avait indiqué être arrivé en France en 1999. Aujourd'hui, il prétend être là

quittances de loyer « mais manuscrites et sans tampon ». Au regard de sa vie familiale, pourtant, « il semble difficile de rejeter cette demande ». C'est oui. Une Malgache maintenant. Son dossier comporte un certificat de scolarité photocopie de travers : « C'est émouvant un faux comme ça. » On vérifiera. Si elle est bien inscrite dans l'école mentionnée, elle pourra rester. Puis vient le dossier d'une jeune Chinoise. Elle a 18 ans, est en CAP de restauration. Il y a deux ans, elle a rejoint ses parents et une sœur en France sans passer par la procédure du regroupement familial. Ils ont une carte de résident (valable dix ans). Une de ses sœurs vit encore en Chine. Elle demande des papiers au titre du 12 bis 7 (vie privée et familiale). Discussion des cadres :

« C'est vachement récent comme entrée, d'habitude ils s'y prennent mieux les Chinois.

- En même temps, la faire repartir... Elle repartira pas.

- Oui, mais si on lui donne, ça se saura tout de suite dans le milieu. Elle est dans la restauration.

- On peut quand même pas la laisser comme ça, sans rien !

- Elle serait là depuis cinq ans, d'accord, mais là, non. Donc, refus, mais c'est pas satisfaisant parce qu'on sait qu'elle va rester. »

Fin de la réunion. Il est 10 heures. Dehors, il n'y a plus personne qui attend. Dedans, ils sont encore quelques centaines. Ça s'échauffe. Une femme crie : « Monsieur, vous doublez ! » Des bébés pleurent. Au guichet, une fonctionnaire explique calmement que « ce n'est pas la peine de vous énerver, ça ne changera rien ».

ISABELLE MONNIN

sées à Bobigny depuis le mois de septembre. Résultat : 28 régularisations sur les 917 premières demandes, plus de la moitié des noms déposés étant inconnus de la préfecture jusqu'alors. La proportion monte à 60% pour les 500 premiers noms de la seconde liste qui en compte près de 2 000. Ce surcroît de travail n'est pas compensé par l'augmentation des effectifs du personnel. Et les sans-papiers demandant une régularisation au titre de leur présence en France depuis plus de dix ans sont convoqués pour entretien individuel dans cinq mois. Une fois le dossier constitué, viendra l'instruction de ses pièces. Il passera de fonctionnaire en chef de bureau et devra être paraphé par quatre personnes différentes avant que le verdict

depuis 1990, donc depuis suffisamment longtemps pour répondre à un des critères de régularisation. Les preuves de sa présence passent de main en main. Pour les années 2000 et 2001, pas de problème, il présente des fiches de paie. Mais de 1992 à 1998, les seuls justificatifs versés au dossier sont des enveloppes qu'il aurait reçues. Problème : les cachets de la poste semblent avoir été « bidouillés ». « On peut parfois fermer les yeux si d'autres preuves sont irréfutables, analyse le secrétaire général, mais quand il n'y a que des fausses preuves, c'est non. »

Une Congolaise de 29 ans, vivant en France depuis dix-sept ans avec toute sa famille, mais irrégulière depuis un refus de renouvellement de titre de séjour en 1994, présente, elle, des

(1) Critères définis par la loi Chevènement de 1998 permettant une régularisation des gens présents depuis plus de dix ans, de ceux ayant des attaches privées ou familiales ou des malades ne pouvant être traités dans leur pays.

(2) En 1997-1998, lors de la « régularisation Chevènement », près d'un quart des demandeurs résidaient ici (40 000 demandes, le taux d'accord avait été de 51%).

A 3 000 mètres d'altitude, drôle de frontière entre l'Irak et l'Irak

PIRANCHAH/HADJI-OMRAN
(frontière Iran-Irak)

de notre envoyée spéciale

Pour rejoindre le Kurdistan d'Irak via l'Iran, il faut d'abord gagner Ourmia, une petite ville de l'Azerbaïdjan d'Iran à une heure d'avion de Téhéran, puis rouler encore quelques centaines de kilomètres vers le sud. Les vergers de pommiers à perte de vue font petit à petit à un paysage plus accidenté : le Kurdistan d'Iran. Une fois passée la morne localité de Piranchah, avec ses maisons grises aux toits plats, la voiture s'engage sur une route qui conduit droit au mont Zagros, la barrière naturelle qui marque la frontière entre l'Irak et l'Irak. C'est là, sur un sommet nu et balayé par les vents, à 3 000 mètres d'altitude, que se fait le passage vers le Kurdistan d'Irak, une région qui, depuis 1991, échappe à l'emprise de Bagdad car elle est devenue, dans la foulée de l'après-guerre du Golfe, « zone de protection » des Nations unies.

La frontière ? Une grande grille de fer forgé peinte, de deux mètres sur deux. Erigée entre deux blocs de béton au sommet de cette montagne pelée, elle comporte en son centre une petite porte qui, au moment opportun, sera entrouverte par la partie iranienne pour laisser passer les voyageurs. Seuls les piétons peuvent traverser, les voitures ne sont pas acceptées et le passage des camions se fait un peu plus loin.

De part et d'autre de la grille, des gens attendent. La plupart vont rendre visite à des parents ou sont occupés à un petit commerce (tapis, cigarettes). Des femmes se protègent des tourbillons de poussière en s'enveloppant dans leurs longs tchadris noirs, des hommes discutent et fument en petits groupes. Soudain, côté irakien, une rumeur se répand.

De nouveaux arrivants, venus à pied depuis la route en contrebas, se pressent le long de la grille. Ils passent les bras par les interstices, tendent leurs papiers ou hèlent un chauffeur



En octobre, à Hadji-Omran. Des Kurdes d'Irak font passer des aspirateurs en Iran.

et commencent à marchander une course. Puis c'est l'attente. Pour combien de temps ? Nul ne le sait. Il faut s'armer d'une patience tout orientale, faire la queue sans broncher autour d'une petite cahute où s'effectue l'inspection des bagages. Fait rare en Iran, ce poste de douane-là ignore la division hommes-femmes. Lors de la fouille – en vigueur dans tout le reste du pays – pour la bonne raison qu'aucune douanière femme n'est présente. C'est donc à grand renfort d'excuses que les sacs de la gent féminine sont scrutés. Cassettes et pellicules sont systématiquement confisquées.

Adnan, un jeune Kurde de Souleimaniya (ville au sud-est du Kurdistan d'Irak) qui rentre au pays après des années passées en Europe, voit ses cassettes vidéo saisies. « Ce ne sont que des vidéos familiales, le mariage de ma sœur en Allemagne que j'ai filmé ! », proteste-t-il mollement. Rien n'y fait. Mais voici que



le sésame s'entrouvre. Une personne, puis deux, puis trois se faufilent. De l'autre côté, au Kurdistan d'Irak, il n'y a ni grille, ni poste, ni douaniers, mais la petite localité de Hadji-Omran, qui fut longtemps le fief d'été de Mustafa Barzani, le fondateur du Parti démocratique du Kurdistan, l'une des deux formations qui gèrent la région. « C'est ici que Mullah Mustafa [Barzani] tint des négociations avec le pouvoir irakien. Ceux qui voulaient le voir devaient venir jusqu'ici. En 1970, Saddam Hussein, alors vice-président, s'y rendit pour négocier l'accord d'autonomie. Un an plus tard, Bagdad envoya 12 kamikazes déguisés en religieux qui se firent exploser non loin du chef. Celui-ci fut blessé, l'accord tomba à l'eau, et ce fut la guerre », raconte un jeune Kurde du cru.

De la guerre et des armes, Faouzi, le chauffeur qui transporte chaque jour les nouveaux entrants vers Salahadine ou vers Erbil, à 200 kilomètres de là, ne veut plus entendre parler : « Nous ne voulons plus la guerre. Le plus important pour nous, c'est de préserver nos acquis. Mais regardez comme nous sommes isolés. La frontière avec la Turquie est fermée depuis février. La Syrie et l'Irak ouvrent leurs au compte-gouttes », déplore-t-il. Non officiel, le passage vers Hadji-Omran est une tolérance faite aux Kurdes d'Irak de la part des autorités de la République islamique qui acceptent les allées et venues des gens du coin et celles de rares étrangers.

Comme le reste de la région kurde, ce coin échappe à Bagdad. Les autorités irakiennes, irritées par cette situation, ont, à la mi-octobre, fait pression sur Téhéran pour que la presse étrangère ne soit plus autorisée à passer ; même chose côté syrien. « Pour venir ici, le plus simple serait de passer par Bagdad, mais, pour cela, il faudra attendre que Saddam Hussein soit renversé », rêve Faouzi.

Marie Jégo

Rumsfeld should know ■ By Joost R. Hiltermann

Who minded Iraqi mustard gas in 1983?

WASHINGTON

In warning against a possible Iraqi chemical or biological strike against U.S. troops, Secretary of Defense Donald Rumsfeld remarked last week that "there's a danger that Saddam Hussein would do things he's done previously — he has in the past used chemical weapons."

Rumsfeld should know. Declassified State Department documents show that when he had an opportunity to raise the issue of chemical weapons with the Iraqi leadership in 1983, he failed to do so in any meaningful way. Worse, he may well have given a signal to the Iraqis that the United States would close its eyes to Iraq's use of chemical weapons during its war

with Iran, providing an early boost to Iraq's plans to develop weapons of mass destruction.

As President Ronald Reagan's special envoy for the Middle East, Rumsfeld in December 1983 made the first visit by a U.S. official of his seniority to Baghdad, where he met President Saddam Hussein and Foreign Minister Tariq Aziz. Iraq had broken off diplomatic relations with the United States in June 1967. Now both sides hoped that the talks in Baghdad would facilitate a resumption of formal ties.

The visit came at a time when Iraq was facing Iranian "human wave" assaults that posed a serious threat to the regime. In response, Iraq had started to use chemical weapons on the battlefield — primarily

mustard gas, a blister agent that can kill. This was known in Washington at least as early as October 1983. State Department officials had raised the alarm, suggesting ways of deterring further Iraqi use.

But they faced resistance. Washington, while taking a formal position of neutrality in the Gulf conflict, had started a pronounced tilt toward Iraq, providing it with significant financial and political support.

As talking points and minutes of the meetings show, the aim of Rumsfeld's mission was to inform the Iraqi leadership of America's shifting policy in the Middle East. It was also intended to explore a proposal to run an oil pipeline from Iraq to the Jordanian port of Aqaba (a U.S. business interest involving the Bechtel Corporation), and to caution the Iraqis not to escalate the war in the Gulf through air strikes against Iranian oil facilities and tankers (which Washington feared might draw the United States into the war).

There is no indication that Rumsfeld raised U.S. concerns about Iraq's use of poison gas with Saddam Hussein. But in a private meeting with Tariq Aziz, he made a single brief reference to "certain things" that made it difficult for the United States to do more to help Iraq. These things included "chemical weapons, possible escalation in the Gulf, and human rights."

There is no record of further discussion of chemical weapons or human rights at these meetings, which covered the length and breadth of the warming relationship. Rumsfeld did, however, place considerable emphasis on the need for Iraq to prevent an escalation in the Gulf conflict via attacks on Iranian oil installations and tankers. Certainly nothing suggests that he told the Iraqi leadership to take care of "certain things" before diplomatic relations could be restored.

The senior U.S. diplomat in Baghdad reported a

few days later with evident delight that "Ambassador Rumsfeld's visit has elevated U.S.-Iraqi relations to a new level." But, he noted, "during and following the Rumsfeld visit we have received no commitment from the Iraqis that they will refrain from military moves toward escalation in the Gulf."

The record of the war suggests that, flush with their new confidence in U.S. backing, the Iraqis may have felt that they were now less restrained. They attacked Iranian oil facilities and ended up drawing the United States into the war, in 1987.

In the first Iranian offensive after Rumsfeld's visit, in February 1984, Iraq used not only large amounts of mustard gas but also the highly lethal nerve agent tabun. It was the first recorded use of the nerve agent in history. In November 1984, shortly after Reagan's re-election, diplomatic relations between the Washington and Baghdad were restored.

Iraq made increasing use of chemical weapons on the battlefield and even against civilians. This culminated in the wholesale gassing of the Kurdish town of Halabja in March 1988, causing the deaths of several thousand innocent men, women, and children.

Eventually Iraq was able to force a cease-fire with Iran after eight years of fighting.

The American public should demand a full accounting for the support its leadership provided Iraq in the past, including its green light to chemical weapons use — weapons that Washington is belatedly claiming should be destroyed.

The writer, Middle East project director for the International Crisis Group, is preparing a book on U.S. policy toward Iraq, with partial support from the Open Society Institute and the MacArthur Foundation. He contributed this comment to the International Herald Tribune.

Phony War II • By William Safire

The hopeful uniters aren't united

WASHINGTON

I am staring at a White House document that symbolizes "Phony War II," America's campaign of finger-wagging and rostrum-rattling at Saddam Hussein. The document is a letter sent individually to leaders of the Iraqi opposition who plan to meet in London on Dec. 10.

The time of Allied paralysis between Hitler's blitz of Poland in 1939 and the spring of 1940 was called the phony war, which gave the Nazis time to prepare a crushing strike westward.

Writing on White House stationery, the signers say: "The United States looks forward to a conference at which a full range of Iraqi oppositionists will lay out for the world their united vision for the future of Iraq."

The key word is "united." The irony is in the signatures of four Americans. One is Richard Armitage, Colin Powell's alter ego. Another is Paul Wolfowitz, Don Rumsfeld's intellectual warhawk at the Pentagon. A third is Lewis

Libby, Vice President Dick Cheney's national security man. The Iraqi-unifying quartet is rounded out by the National Security Council's Stephen Hadley, guardian of Condi Rice's inscrutability.

Most of these guys have been at each other's throats over Iraq policy since Nov. 27, 2001, when President George W. Bush launched his first oratorical missile against Iraq. Wolfowitz and

Libby want to go in and get it over with. Armitage wants to scare Saddam to death with United Nations resolutions. Hadley shuttlecocks back and forth, often reflecting the CIA's bewilderment.

The Iraqi "oppositionists" know that each represents a different shade of policy. Before the Americans could tell the divided Iraqis to form a united front, they had to set the example.

Ahmad Chalabi, of the Iraqi National Congress in London, is despised by the CIA and its State Department acolytes because his warning that the CIA's attempted mid-'90s coup against Saddam had been penetrated was ignored. But this Ph.D. from the University of Chicago is aces high with the Pentagon, is usually accepted as coordinator by the Kurds, and will be energized by the signatures of Wolfowitz and Libby.

Iyad Alawi of the Iraqi National Accord in Amman, Jordan, will like the name of State's Armitage, because State leans toward the Sunni minority in Iraq, with its support in the officer corps that offers "stability without Saddam." The anti-Saddam Sunnis will be disappointed that no CIA name signs the letter.

Jalal Talabani and Massoud Barzani of the Kurds, building a democracy under U.S. air protection in northern Iraq, will be reassured by the name of Wolfowitz, although the Pentagon's deference to Turkey's paranoia about

possible Kurdish independence has prevented the United States from arming and training the main, 70,000-man anti-Saddam force on the ground.

Mohammed Bakir Hakim, of the Supreme Islamic Revolutionary Council

in Tehran, speaks for much of the Shiite majority in Iraq's south and is happy to see the name of State's Armitage on the letter. He is closest to the CIA, in contrast to the Kurds, whose on-the-ground intelligence has been scorned by America's absent intelligence agency.

That's how the Bush "uniteds" mesh with Iraq's soon-to-be-uniteds. But all this planning is taking place as if the war to liberate Iraq's peoples were just around the corner. What if the present period drags on and on?

What if UN inspectors are manipulated and bamboozled by an Iraqi regime that was able to veto the tough-minded inspector Rolf Ekeus and get its preference, the see-no-evil Hans Blix? Tyranny would then bob and weave and survive.

At the end of Phony War I, Hitler emerged stronger than ever. Phony War II is now a year old, and time is on Saddam's side.

The New York Times

«Un Irak proaméricain préférable à un Irak avec Saddam Hussein»

24 heures
13 novembre 2002

GUERRE Pour le directeur de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan, une intervention américaine semble inévitable. Les Kurdes s'y préparent politiquement et militairement. Rencontre.

PARIS
PHILIPPE DUMARTHERAY

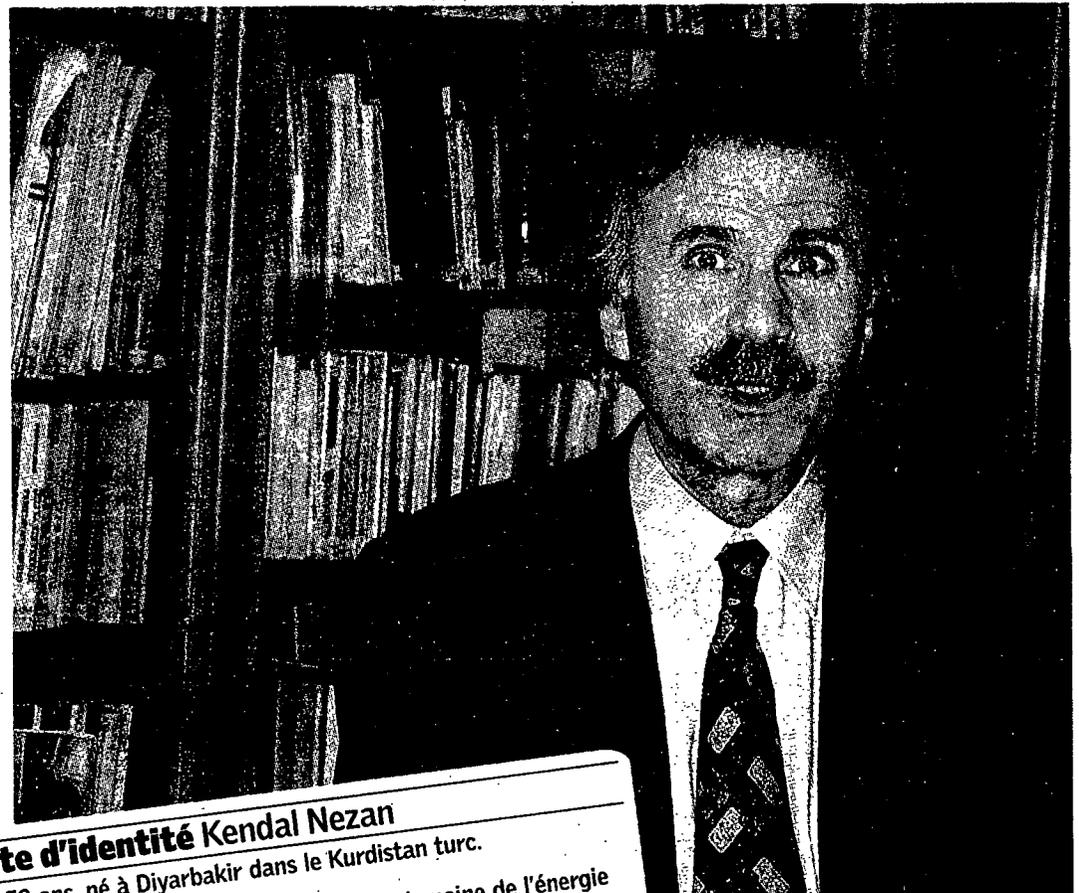
Très fin connaisseur du Moyen-Orient, homme clé de la question kurde, Kendal Nezan revient d'un voyage au Kurdistan irakien. Ses rencontres avec les dirigeants de cette région, avec la population, en font aujourd'hui un interlocuteur privilégié. Nous l'avons rencontré dans son bureau parisien.

— **La guerre contre l'Irak est-elle encore évitable?**

— J'ai le sentiment que, quelle que soit l'issue des discussions à l'ONU, on se dirige vers une confrontation militaire. Ne nous leurrions pas, la mission de désarmement de l'Irak est impossible. Car Saddam garde ses armes de destruction massive comme une police d'assurance. Pour lui, se défaire de ces armes équivaldrait à se mettre à nu vis-à-vis de sa propre population, vis-à-vis des Américains. Il essaiera donc de les dissimuler. A un moment ou à un autre, il y aura un clash qui entraînera l'intervention militaire. De toute façon, les Américains ont très envie de provoquer un changement de régime à Bagdad, car ils ont un projet de réforme pour l'ensemble du Moyen-Orient.

— **Cette intervention semble programmée. Pourquoi maintenant?**

— Le statu quo ne peut pas être prolongé indéfiniment. Dans un avenir assez proche que pourrait-il se passer? La levée des sanctions, la liberté donnée à Saddam Hussein d'utiliser les ressources considérables des revenus pétroliers pour se réarmer, pour renforcer son appareil



Carte d'identité Kendal Nezan

Age: 53 ans, né à Diyarbakir dans le Kurdistan turc.

Etat civil: célibataire.

Formation: physicien. Il a travaillé dans le domaine de l'énergie nucléaire au CNRS. En France depuis 1968.

Loisirs: le cinéma japonais et européen. Adore les néoréalistes italiens. Il a également publié des articles sur les musiques extraeuropéennes.

Kendal Nezan, ici dans la grande bibliothèque de l'Institut kurde de Paris.

Philippe Dumartheray

de répression. Et quand on a de l'argent, il n'est pas bien difficile de se procurer des armes, y compris nucléaires, étant donné la désorganisation des anciens pays communistes. Voilà l'autre facteur de risque. Le jour où Saddam aura l'arme atomique, ce sera trop tard.

— **Vous revenez du Kurdistan irakien. Comment les partis et la société civile réagissent-ils face à cette guerre annoncée?**

— Au niveau politique, il y a une stratégie commune. Mais les Kurdes ne vont pas s'engager à la va-vite dans cette confrontation. Ils n'ont pas les moyens de

l'empêcher. Ils vont rester très prudents. Ils ne vont pas provoquer la colère de Saddam Hussein et ainsi exposer le peuple à des représailles. Au niveau de la population, tout le monde souhaite la chute du régime mais, en même temps, il y a une inquiétude face à l'avenir.

— **Quelle est la nature de cette inquiétude?**

— Il y a tout d'abord la crainte d'une éventuelle intervention

des Turcs. Car pour la Turquie, un fédéralisme en Irak est inac-

«A un moment ou à un autre, il y aura un clash qui entraînera l'intervention militaire»

ceptable. Et cette même Turquie pourrait prendre le prétexte d'une menace contre l'unité nationale pour intervenir peut-être sous la forme de l'occupation d'une ville, comme celle de Kirkouk, riche en pétrole et qui abrite une partie de la communauté turcomane. La population kurde est donc inquiète malgré les assurances américaines. Par ailleurs, il y a une inquiétude plus générale. Depuis plus de onze ans, les Kurdes d'Irak vivent de façon autonome sinon quasi indépendante. Ils jouissent d'un espace d'expression démocratique. Mais ils ne savent pas quel sort leur réservera le futur régime irakien. Même si le principe du fédéralisme a été adopté par l'ensemble des partis de l'opposition. Mais ils ont l'habitude des promesses non tenues. C'est un saut dans l'inconnu. Surtout que le projet américain est loin d'être clair et précis. Les Américains s'engagent sur la démocratie. Quant au reste...

— **Sur le plan militaire, quelle va être l'attitude des Kurdes? La neutralité absolue, la mise à disposition de bases ou un rôle semblable à celui joué par l'Alliance du Nord en Afghanistan?**

— Les Kurdes ont 70.000 combattants bien organisés, mais ils n'ont que des armes légères. Ils peuvent libérer, avec un soutien aérien, le reste du Kurdistan ira-

kien. Il faut savoir que Bagdad n'est qu'à une heure, une heure et demie de voiture depuis la frontière kurde. Dans un premier temps, les planificateurs ont peut-être pensé à une solu-

tion type Alliance du Nord. Mais cela supposerait préalablement l'armement des forces kurdes. Cela inquiéterait la Turquie. Ce plan a été mis de côté. Actuellement, le scénario le plus probable est une intervention massive à partir du sud, du Koweït et peut-être de Jordanie, qui ensuite se focalisera sur Bagdad. Les Américains sont convaincus que l'armée irakienne ne se battra pas, que les gardes républicains ne se mobiliseront pas si le régime est en péril. L'action sera donc centralisée sur Bagdad et elle devrait être de courte durée. Une dizaine de jours peut-être. Car peu d'Irakiens sont prêts à mourir pour Saddam. Mais en cas d'attaque conventionnelle des troupes de Saddam, nous sommes prêts à nous défendre. Nous avons déjà mis plusieurs fois ses troupes en échec.

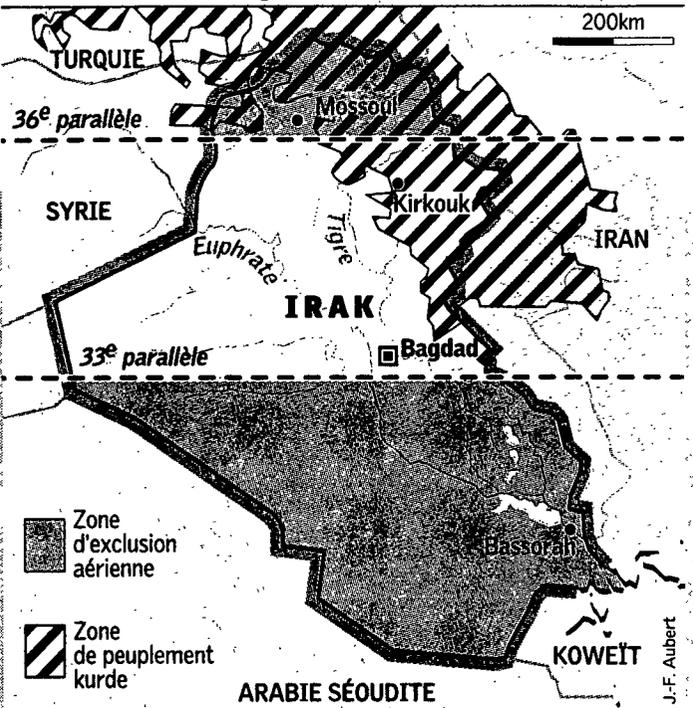
— **Quel avenir pour l'Irak, pour le Kurdistan irakien après une intervention américaine?**

— On peut changer beaucoup

de choses, mais pas la géographie. Les Kurdes ne peuvent pas créer un Etat indépendant contre la volonté des Etats qui les entourent. S'il n'y avait des Kurdes qu'en Irak, il y a longtemps que les Américains auraient promu l'indépendance du Kurdistan. Actuellement, le schéma le plus probable après l'intervention est le suivant: une présence américaine pour quelque temps, un ou deux ans. Un gouvernement de transition avec les principales forces de l'opposition. Les pourcentages sont d'ores et déjà connus (les Kurdes 20%, les chiïtes 60%, les Turcomans 5%, les sunnites arabes 15%). Cette phase de transition durera environ un an. Puis, il y aura une élection pour une Assemblée constituante. Les principes de cette Constitution sont déjà en discussion avec les temps forts suivants: fédéralisme, laïcité, démocratie et pri-

maut du pouvoir civil sur les militaires. Mais ce n'est qu'un cadre pour l'instant. Il faut noter qu'on est loin des élucubrations d'une union avec la Jordanie ou

Irak, futur champ de bataille?



d'autres plans tout aussi loufoques.

— **Quant à la solution du maintien du régime actuel mais sans Saddam? Avec son fils Koussai par exemple?**

— Il n'y a pas de solution avec le régime actuel. Pendant dix ans, la CIA l'a pourtant envisagé. Depuis le 11 septembre 2001, il y a une nouvelle approche qui consiste à favoriser l'émergence d'un régime plus présentable.

— **Etes-vous favorable à un nouvel Irak proaméricain?**

— Un Irak proaméricain, c'est toujours mieux qu'un Irak avec Saddam Hussein. N'oubliez jamais que depuis les invasions mongoles, on n'a rien connu d'aussi sanglant dans ce pays. □



Que l'on soit pour ou contre la guerre, l'après-Saddam Hussein doit être pensé comme construction d'une démocratie, où l'expérience du Kurdistan peut être utile.

L'Irak de demain a besoin des Kurdes

par KENDAL NEZAN

L'heure de vérité approche à grands pas dans la crise irakienne. On saura d'ici le 8 décembre si le régime va enfin se résoudre à livrer son arsenal d'armes de destruction massive ou s'il va, une fois de plus, tenter des manœuvres dilatoires dans l'espoir de diviser le Conseil de sécurité de l'ONU et de gagner du temps afin de prolonger sa survie. En attendant cette date butoir, les optimistes voudraient croire à un dénouement pacifique de la crise. Supposons que conformément à leurs espoirs les dirigeants irakiens saisissent la chance ultime qui leur est offerte, grâce notamment à l'action diplomatique de la France, qu'ils laissent les inspecteurs accomplir leur mission et qu'au terme de celle-ci l'ONU certifie que le désarmement de l'Irak est achevé.

Dès lors, en bonne logique, le Conseil de sécurité devrait décider de la levée des sanctions et rétrocéder au régime irakien souverain le libre usage de la manne pétrolière. Question: comment, par quel mécanisme et au nom de quoi pourrait-on alors empêcher ce régime de consacrer à nouveau l'essentiel de ces ressources à son réarmement et à son appareil de répression? D'autant qu'en matière d'acquisition d'armes, il dispose de réseaux et d'un savoir-faire qui a fait ses redoutables preuves et que même sous un embargo international supposé très strict, il a pu acheter du matériel de défense sophistiqué dans une série de pays allant de l'Ukraine à la Chine.

Actuellement, dans le cadre du programme «pétrole contre nourriture», la population irakienne bénéficie, en principe, de près de 80 % du produit des exportations pétrolières du pays. Qui pourrait garantir qu'une dictature qui, en deux décennies a ruiné l'économie de ce riche pays en trois guerres d'agression contre les Kurdes, l'Iran et le Koweït, va demain miraculeusement consacrer une partie des revenus pétroliers aux besoins de sa population?

Autre question, et pas des moindres: que vont devenir les zones d'exclusion aérienne, en particulier la zone de protection kurde, qui depuis 1991 permet à la population éprouvée du Kurdistan de gérer elle-même ses affaires? Le retour du régime tant détesté de Saddam Hussein ne risque-t-il pas de provoquer un nouvel exode massif, une nouvelle tragédie humaine?

Le désarmement de l'Irak pourrait peut-être éloigner le spectre de la guerre mais il ne saurait, à lui seul, ramener la paix en Irak et dans la région. Dans le meilleur des cas, il prolongerait le statu quo actuel de «ni guerre ni paix». Mais pour combien de temps? Jusqu'à la mort naturelle du dictateur? Et s'il venait à être remplacé par l'un de ses fils, ce qui est une pratique courante au Proche-Orient, son régime devrait-il rester en place pour encore quelques décennies au nom de la «stabilité» et de la peur de l'inconnu, au détriment des intérêts et de l'avenir de tout un peuple?

L'autre hypothèse, celle d'un refus ou d'une coopération insuffisante de Bagdad avec les inspecteurs de l'ONU entraînant une intervention anglo-américaine reste, qu'on le veuille ou non, très probable. Saddam Hussein n'a jamais déclaré lui-même qu'il accepterait la résolution 1441 du Conseil de sécurité. Il a laissé son ministre des Affaires étrangères adresser au secrétaire général de l'ONU une longue diatribe qui prend date pour une éventuelle confrontation et qui, en attendant, pour gagner du temps, accepte le retour des inspecteurs. Cependant, les plus hauts dirigeants du pays affirment que l'Irak «ne possède plus aucune arme de destruction massive». Ce qui n'augure rien de bon car, dans un rapport soumis en janvier 1991, l'Unscorn, sur la base de documents des fournisseurs, estimait que l'Irak devait posséder encore 360 tonnes d'armes chimiques, y compris 1,5 tonne du très mortel VX, dont 10 milligrammes suffisent à provoquer la mort immédiate, 3600 tonnes de précurseurs des armes chimiques dont 300 tonnes pour la fabrication du VX, une quantité d'agents biologiques suffisants pour produire plus de 25000 litres d'anthrax et plus de 30000 munitions spéciales pour l'utilisation de ses armes chimiques et bactériologiques.

Il va falloir justifier le sort de cet arsenal impressionnant que le dictateur irakien s'est ingénié à conserver comme une police d'assurance et un attribut de puissance. Selon la formule désormais consacrée du président Bush, toute omission ou supercherie risque fort de provoquer la guerre. L'opposition irakienne et la grande majorité des Irakiens

espèrent qu'une telle guerre va les délivrer de cette dictature déjà gravée dans la mémoire collective comme le régime le plus sanglant de leur histoire depuis l'envahisseur mongol du XIII^e siècle, Houhagou, célèbre pour ses pyramides de têtes coupées.

Dans ce contexte, il ne se trouvera guère que quelques milliers d'inconditionnels qui accepteront d'aller mourir pour Saddam Hussein et Bagdad ne résistera pas longtemps à une offensive militaire américaine. Gagner la guerre sera sans doute beaucoup plus facile que réussir une paix juste et durable. On sait les conséquences de la mauvaise paix de Versailles en Europe et au Proche-Orient, où des frontières arbitraires dessinées par la Grande-Bretagne, souvent au mépris des aspirations des populations concernées, sont à l'origine des conflits qui déchirent encore cette région du monde. On sait aussi que le fameux «nouvel ordre mondial» promis par George Bush père n'aura finalement été qu'un vulgaire argument de marketing politique pour «vendre» à l'opinion la guerre du Golfe. En sera-t-il de même de la promesse de George Bush fils d'instaurer en Irak une véritable démocratie?

Si l'on devait laisser aux seuls Américains la gloire de mettre fin à une dictature honnie par sa population et par ses voisins, l'Irak, avec ses fabuleuses réserves pétrolières, deviendrait pour longtemps une chasse gardée de Washington, comme il est resté jusqu'en 1958 un

Depuis plus de onze ans, les deux grands partis kurdes qui administrent le Kurdistan ont réussi

à établir la paix, la démocratie et une relative prospérité dans leur région dévastée.

protectorat des Britanniques qui avaient libéré ce pays du joug turc. Pragmatiques, ces derniers avaient consenti à la France et aux Etats-Unis une part appréciable (23,75 % pour chacun) du pactole pétrolier du vilayet de Mossoul (l'actuel Kurdistan irakien), en échange de leur soutien pour que ce territoire kurde soit annexé à l'Etat irakien qu'ils venaient d'inventer de toutes pièces et à la tête duquel ils placèrent comme roi le prince saoudien Fayçal. Cela alors même que la Société des nations avait établi que 85 % des habitants de ce vilayet demandaient la création d'un Kurdistan indépendant.

Cette fois-ci, les Américains risquent d'être moins magnanimes si la France et la Russie continuent de miser sur la survie du régime irakien pour recouvrer leurs créances et sauvegarder les avantageux contrats pétroliers concédés par un Saddam Hussein aux abois.

En tout cas, que l'on soit pour ou contre la guerre, on ne peut faire l'économie d'une réflexion sur l'après-Saddam. La France, si elle veut garder son rang et préserver ses intérêts, devrait penser à préparer l'avenir en engageant le dialogue avec

les composantes démocratiques de l'opposition irakienne. En particulier avec les deux grands partis kurdes qui depuis plus de onze ans administrent le Kurdistan et qui, après des débuts cahoteux, ont réussi à établir la paix, la démocratie

et une relative prospérité dans leur région dévastée par des décennies de guerre. Les Kurdes qui forment 28 % de la population irakienne pouraient, en raison de leur cohésion retrouvée et de leur expérience de gouvernement, jouer un rôle de premier plan dans l'Irak de demain si celui-ci devenait une démocratie. Bien que victimes principales des «dégâts collatéraux» de la longue alliance de Paris avec Bagdad, ils restent très francophiles. Notamment parce qu'ils se souviennent que de Gaule, interpellé par le chef de la résistance kurde, le général Barzani, avait refusé de vendre des Mirage à un Irak en guerre contre les Kurdes et que c'est la France du président Mitterrand qui a

fait voter en 1991 la fameuse résolution 688 dite de «devoir d'ingérence» qui a permis la création de leur actuelle zone de protection. Echaudés par maints engagements non tenus

des Américains, ils voudraient pouvoir compter sur l'appui de Paris à l'ONU et en Europe, pour l'établissement dans l'Irak d'après-Saddam d'un régime démocratique et fédéral, respectueux de sa diversité culturelle et confessionnelle, et en paix avec ses populations et avec ses voisins. En les aidant dans la réalisation de ce projet démocratique, la France rehausserait à la fois son prestige moral, conserverait ses intérêts légitimes, répondrait aux attentes des citoyens français qui, dans leur grande majorité, éprouvent de la sympathie pour le peuple kurde et de l'aversion pour le tyran de Bagdad et constituerait un nécessaire contre-poids à la mainmise de plus en plus pesante des Américains dans cette région stratégique du monde ●

Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris.

Devant la Cour de Strasbourg, la Turquie reconnaît ses torts en matière de droits de l'homme

Ankara accepte de payer des compensations

BRUXELLES

de notre bureau européen

La Turquie admet désormais, devant la Cour européenne des droits de l'homme, que certaines des réformes qu'elle a décidées, en vue de promouvoir ces droits, ne sont pas appliquées. Dans le cadre de quatre affaires soumises à la haute juridiction de Strasbourg, elle a proposé des règlements amiables, qui ont été acceptés par les parties requérantes, a annoncé la Cour, mardi 26 novembre.

La Turquie a ainsi accepté de verser 15 000 euros à Bekir Keçeci, qui a été torturé. Soupçonné d'appartenir à une organisation politique illégale, il avait été placé en garde à vue en janvier 1993 à la direction de la sûreté d'Ankara, de même que son épouse. M. Keçeci a soutenu, devant la Cour, que des policiers de la section antiterroriste l'ont frappé à la tête avec un bâton clouté, lui ont torqué les testicules et ont tenté de violer son épouse sous ses yeux. Des examens médicaux pratiqués après sa garde à vue ont confirmé les sévices. En février 1995, le procureur d'Ankara a inculpé dix policiers, mais la cour d'assises les a acquittés, en mars 1997.

La requête de M. Keçeci auprès de la Cour européenne a été déclarée recevable en octobre 2000. Au mois de juin 2002, le gouverne-

ment turc a proposé un règlement amiable. Dans une déclaration faite en août, il «regrette l'apparition de cas individuels de mauvais traitements infligés par les autorités à des personnes en garde à vue (...) nonobstant la législation turque existante». Il admet que «le fait d'infliger de mauvais traitements, comme en l'espèce, et l'absence d'enquête effective, constituent une violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Il s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que l'interdiction de pareils actes soit «respectée à l'avenir».

De la même façon, Ramazan Kimay, membre du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et son épouse, Makbule, viennent-ils d'obtenir une indemnisation de 59 000 euros: le gouvernement turc a reconnu, en août, que des agents de l'Etat avaient détruit leur maison, dans le Sud-Est de la Turquie, en 1994. Il a «regretté» l'absence d'enquête sur la plainte que M. Kimay a déposée en 1995. Il «s'engage à édicter les instructions appropriées et à adopter toutes les mesures nécessaires pour garantir que les droits individuels (...) y compris l'obligation de mener des enquêtes effectives soient respectés à l'avenir».

Dans deux autres affaires, le gouvernement turc a admis, en

août, que les autorités n'avaient pas pris «les mesures nécessaires pour protéger la vie» d'un jeune militant du PKK, Orhan Yakar, tué en 1996, à 16 ans, dans des conditions mal élucidées, alors qu'il se trouvait aux mains des forces de l'ordre. Il a accepté de verser 6 000 euros au journaliste Özkan Kilic, condamné à de la prison pour avoir critiqué le traitement du problème kurde.

La Turquie, qui est membre du Conseil de l'Europe depuis 1949 et en a ratifié les principales conventions en matière de droits et de libertés, a été de plus en plus souvent traduite, ces dernières années, devant la Cour paneuropéenne. En 2001, la Cour a enregistré 1059 requêtes individuelles émanant de citoyens turcs. Sur ces

pe, cette augmentation des requêtes ne signifie pas qu'elle respecte moins les droits de l'homme que par le passé. Elle est imputable au fait que la Turquie a admis, à partir de 1987, que des individus, et non seulement des Etats, puissent l'attaquer en justice.

Ce droit de recours individuel – reconnu par la France seulement en 1981 – a commencé à produire ses effets en 1995. En avril, le gouvernement turc a reconnu que les condamnations que la Cour prononce contre la Turquie à propos de dispositions prises dans le cadre de la prévention du terrorisme «font apparaître clairement que le droit et la pratique turcs doivent d'urgence être mis en conformité avec les exigences de l'article 10 de la Convention», qui garantit la liberté d'expression.

En 2001, la Cour a enregistré 1059 requêtes émanant de citoyens turcs

Rafaële Rivais

Le Monde

28 NOVEMBRE 2002

requêtes, 171 ont donné lieu à des arrêts sur le fond, dont 169 ont conclu à des violations de la Convention des droits de l'homme.

Paradoxalement, souligne un responsable du Conseil de l'Euro-

Quatre mille ans d'histoire

Entre Tigre et Euphrate, de Babylone à l'Empire ottoman s'est développée une brillante civilisation

LE CODE D'HAMMOURABI

Berceau de la civilisation, la Mésopotamie, située entre les fleuves Tigre et Euphrate (le Croissant fertile), a vu, dès le VI^e millénaire avant notre ère, s'édifier une société qui dépasse le cadre rural pour former des cités-Etats.

Avec l'époque sumérienne (2800-2006 av. J.-C.) émergent une administration centralisée et l'écriture cunéiforme, la première de l'histoire. Babylone prend l'ascendant sous l'empereur Hammourabi (1792-1750 av. J.-C.), qui fit rédiger le fameux code, premier monument juridique de l'histoire de l'humanité.

Après le passage des Hittites, vient le temps de l'hégémonie des Assyriens, à partir de leurs capitales d'Assour et de Ninive. La prise de Jérusalem et la destruction du premier Temple (587) par l'empereur Nabuchodonosor II entraînent l'exil des Juifs à Babylone. Cette dernière est conquise par les Perses, puis par Alexandre le Grand (334), qui y meurt dix ans plus tard, épuisé par ses campagnes.

LE CALIFAT SOUS HAROUN AL-RACHID

Dès la mort du prophète Mahomet, les Arabes islamisés, qui apparaissent dans le Croissant fertile dès l'an 12 de l'Ègre (633), s'en emparent en écrasant l'Empire sassanide. La conquête définitive sera assurée en 642. L'Irak va connaître les premiers conflits au sein de la nouvelle religion avec l'assassinat (en l'an 40 de l'Ègre) du gendre et cousin du prophète, Ali, ce qui donnera plus tard naissance au chiisme, aujourd'hui dominant en Iran et majoritaire en Irak.

Bagdad devient le siège du premier califat. Après les Omeyyades, les Abbassides vont y régner, faisant de la nouvelle capitale le centre du monde musulman, le cœur commercial de tout l'Orient et un foyer de rayonnement de la culture universelle. Contemporain de Charlemagne, avec lequel il entretiendra des relations, Haroun Al-Rachid symbolisera ce raffinement des arts et des sciences, immortalisé par les contes des Mille et Une Nuits, tout en étendant

son empire de la Méditerranée à l'Asie centrale et du Sud.

Les Abbassides seront renversés par les Turcs seldjoukides avant que les Mongols de Houlagou (1258) et les hordes de Tamerlan (1401) ne s'emparent du pays et rasant l'un après l'autre Bagdad, dont la vocation universelle ne s'en remettra pas.

COLONISATION BRITANNIQUE ET NAISSANCE D'UNE NATION

Longeant le Tigre déserté par les troupes ottomanes, Sir Stanley Maud, commandant le corps expéditionnaire britannique qui a débarqué dès décembre 1914 dans le Chatt Al-Arab, pressent-il qu'il fait basculer le destin de l'Orient arabe, le Machrek ? Ce 11 mars 1917, Bagdad s'offre à lui. La ville n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fut sous le califat abbasside, mille ans auparavant : la plus grande cité de l'univers, merveille d'architecture, première université au monde et immense centre commercial alimenté par l'agriculture la plus moderne de l'époque. Pour le général, la route des Indes est enfin sécurisée. Après le canal de Suez, Sa Gracieuse Majesté, en conquérant Bassora, puis Bagdad, s'empare du second verrou d'accès à l'océan Indien. Mission accomplie.

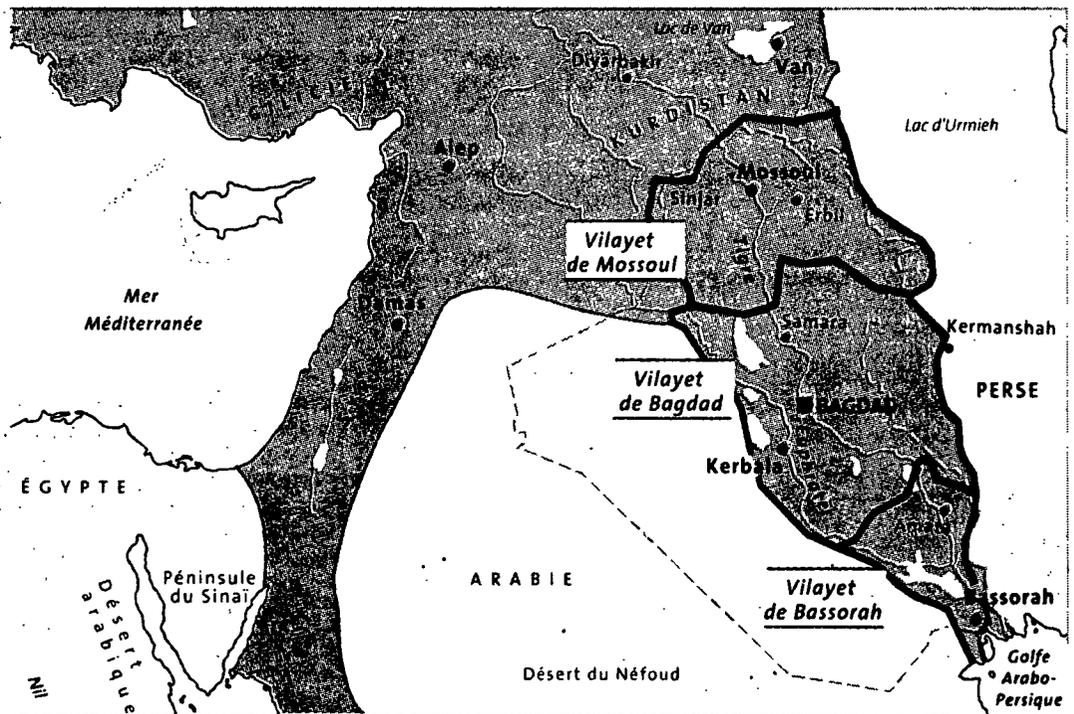
Les ambitions du Foreign Office au Machrek, elles, sont beaucoup plus larges. Le général Allenby s'empare de Jérusalem en décembre 1917, puis de Damas. Le général Marshall occupe Mossoul et Kirkouk en octobre 1918. Des manœuvres diplomatiques menées au Moyen-Orient le Royaume-Uni sort grand vainqueur. Négocié en secret avec la France en janvier 1916, l'accord Sykes-Picot, modifié à l'avantage des Britanniques, pré-

LES VILAYETS DE L'EMPIRE OTTOMAN

Le sultan Soliman le Magnifique entre à Bagdad en 1534. La période ottomane marquée par l'incorporation de toute la région de l'Irak contemporain à l'empire turc, s'achèvera en 1920 avec le début du mandat britannique. Les Turcs (sunnites) vont diviser administrativement le territoire conquis en trois vilayets : Mossoul, en région kurde, Bagdad, au centre, avec les lieux saints chiites, et Bassorah, au sud en zone chiite. L'affaiblissement de l'emprise des Ottomans ouvre la voie aux ambitions persanes et arabes : Bagdad sera occupée pendant quinze ans par le Persan Chah Abbas (1623), tandis que les wahhabites (sunnites), venus de la péninsule Arabique, pillent plusieurs villes du Sud (1802, sac de Kerbala). Une majorité des irakiens est ainsi issue de tribus arabes bédouines. Les Anglais seront les premiers Occidentaux à ouvrir un consulat, dans le port de Bassorah, sur la route des Indes (1764).

LES TROIS VILAYETS DE LA MÉSOPOTAMIE OTTOMANE (1534-1919)

□ Limites des vilayets ■ L'Empire ottoman en 1914 --- Limites actuelles de l'Irak



Source : Jean-Pierre Lulizard « La question irakienne », Fayard 2002

100 km

N° 314 - NOVEMBRE 2002
Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS

side au partage de la dépouille ottomane et servira de socle à la création d'États, alors amplement artificiels, qui, jusqu'à aujourd'hui, donnent sa physiologie à l'Orient arabe.

Une « monarchie coloniale »

Abdallah, fils du chérif de La Mecque, Hussein Al-Hachemi, s'installe sur le trône d'une très artificielle Transjordanie. Fayçal, autre fils du chérif, devient roi d'Irak le 13 août 1921. Très vite, l'homme lige du monarque, Nouri Saïd, propose à Londres d'abandonner son mandat sur l'Irak contre un soutien irakien sans faille à sa politique régionale. Les Britanniques négocieront une indépendance du royaume à des conditions léonines. Effective le 30 juin 1930, elle leur laisse la mainmise sur le pétrole, via la célèbre IPC (Iraq Petroleum Company), sur les finances, l'armée et la police. Car Londres, dans cet Irak « indépendant », a fort à faire pour protéger une classe dirigeante faible, composées d'ex-officiers ottomans, de grands propriétaires terriens et de chefs tribaux locaux. La liste est longue des soulèvements ethniques et religieux et des révoltes sociales, tous réprimés par les Britanniques. « *Ce pays n'existe pas* », disait son roi en 1930. Au sud, le particularisme chiite n'a cessé d'effrayer les gouvernants successifs. Au nord, Mahmoud Berezendji se proclame roi du Kurdistan en septembre 1922. Les Britanniques rétablissent l'ordre, mais le séparatisme kurde n'a, depuis, jamais cessé. De 1921 à 1958, on comptera 58 cabinets ministériels et une douzaine de complots issus des cercles militaires travaillés par le nationalisme arabe.

Le principal coup d'Etat est celui de Rachid Ali Al-Gaylani, le 1^{er} avril 1941. Comme d'autres nationalistes arabes (ainsi le jeune officier égyptien Sadate), il n'hésite pas à se lier à l'Allemagne hitlérienne contre le colonialisme britannique. Celui-ci ramènera Fayçal au pouvoir sans lésiner sur les moyens. Mais, désormais, les cercles intellectuels semi-clandestins prolifèrent, les manifestations ouvrières et étudiantes se multiplient. Dirigée par Qadi Mohammad et Mustafa Barzani, une éphémère République autonome kurde naît en janvier 1946. Deux événements vont miner définitivement la royauté : le renversement de la monarchie égyptienne en 1952 par les « officiers libres » Néguib et Nasser ; puis la campagne militaire anglo-franco-israélienne pour occuper le canal de Suez, en octobre 1956, qui achève de discréditer les Britanniques.

La république : démocratie et dictatures

Dans la nuit du 13 au 14 juillet 1958, le roi Fayçal, petit-fils du premier monarque, est abattu. La population descend dans les rues. Le soir, le général Kassem annonce la naissance de la République irakienne. S'il est un pays, au Proche-Orient, où les communistes ont pu croire un moment le pouvoir à portée de main, c'est bien l'Irak. Durement réprimé jusque-là, le PCI, fondé en 1934, seul parti vraiment « pluriel », a une puissante implantation. La révolution démocratique lui ouvre des perspectives inédites. Kassem, le *zaïm*, multiplie les projets de réformes politiques et sociales, sans satisfaire aucune des forces qui le soutiennent. Face aux nationalistes arabes, nassériens ou baasistes, Kassem opte pour un « nationalisme irakien » intrinsèque. On peut ainsi dater de son régime la constitution de l'Irak contemporain. Mais, devant les difficultés, il renonce à ses promesses démocratiques. Les tentatives de putsch se multiplient. Le 9 mars 1959, alors que la ville de Mossoul est bombardée par des nationalistes arabes, communistes et Kurdes sauvent le régime, avant d'entreprendre en juillet à Kirkouk un véritable pogrome contre les Turkmènes. Leur rôle accru fait grimper leurs exigences. Kassem prend peur et multiplie bientôt arrestations et condamnations de communistes et de baasistes. Le 7 octobre, il est victime d'une tentative d'assassinat baasiste. Parmi ses agresseurs, un homme de 22 ans, qui, blessé, s'enfuit en Syrie : Saddam Hussein al-Takriti.

Dans le pays, grèves et manifestations violentes se multiplient. Pourchassé, le PCI quitte le gouvernement. Déçu, le Kurde Barzani reprend la guérilla en avril 1961. Dans l'armée, le Baas se renforce. Le 3 février 1963, Kassem fait arrêter plusieurs de ses dirigeants. Le 8, un vendredi, baasistes, nassériens et autres nationalistes arabes passent à l'acte. Des milliers d'Irakiens convergent vers le ministère de la défense, où Abdelkarim Kassem a installé son QG, et réclament des armes pour s'opposer aux putschistes. Le *zaïm* refuse. Barricadé à l'intérieur du ministère, il décide de résister avec quelque 1 500 hommes de troupes fidèles. Après quarante-huit heures de combats, le ministère est pris d'assaut, Kas-

sem et ses proches sont exécutés. Réputé proche du Baas, Abdel Salam Aref est nommé président. Des milliers de personnes sont arrêtées, tuées ou jetées en prison après d'affreuses tortures.

Les rivalités éclatent rapidement au grand jour et minent le Baas, dont les relations avec l'armée se détériorent. Le 18 novembre 1963, les militaires s'emparent du pouvoir. Aref se promeut maréchal. Les principaux dirigeants baasistes sont arrêtés, la Garde nationale mise en déroute. Le nouvel homme fort s'empresse de mettre sur pied une force d'élite et de confier à ses proches les postes-clés de l'appareil d'Etat.

Le Baas au pouvoir

Les hésitations de la politique économique d'Abdel Salam Aref, la poursuite de la guerre au Kurdistan, la valse des premiers ministres ont pour conséquence d'accroître le malaise. La crise perdure après la mort d'Abdel Salam Aref, le 13 avril 1966, dans un accident d'hélicoptère, et l'accession de son frère Abdel Rahman à la présidence. La guerre israélo-arabe de 1967 achève de discréditer un régime qui, malgré ses vociférations panarabistes, ne dépêche sur le front égyptien qu'un maigre contingent de soldats. Le fruit est mûr. Le 17 juillet 1968, un nouveau coup d'Etat réinstalle le Baas au pouvoir, dont les deux figures-clés sont, au départ, le brigadier général Ahmad Hassan Al-Bakr et Saddam Hussein, avant que le second s'impose comme seul et unique maître des lieux.

LA DICTATURE DE SADDAM HUSSEIN

L'ami des occidentaux

En février 1979, une révolution islamiste, première du genre à l'époque moderne, chasse du trône le chah d'Iran, un allié fidèle des Occidentaux. Un an et demi après, le 22 septembre 1980, Saddam Hussein déclenche la guerre contre l'Iran, aussitôt qualifiée par la propagande officielle de « *Qadissiya de Saddam* », du nom d'une célèbre bataille que les musulmans remportèrent en 636 contre l'empire perse des Sassanides. Pourquoi fait-il la guerre ? La révolution islamique iranienne fait peur. Elle ne cache pas ses ambitions régionales : étendre l'islam révolutionnaire au Proche-Orient. Les ayatollahs ont autant de mépris pour les monarchies du Golfe – des « *taghoutis* » corrompus – que pour le parti Baas au pouvoir à Bagdad – des « *athées* ». La révolution n'entame en rien l'ancestrale rivalité entre l'Irak et l'Iran, entre les Arabes et les Perses. Au printemps 1980, les accrochages se multiplient au sud de la frontière irano-irakienne. Les propos se durcissent. Le chef de la révolution, l'ayatollah Ruhollah Khomeiny, appelle les Irakiens à renverser Saddam Hussein et son « *régime immonde* ». L'Irak est une cible de choix. Puissance régionale concurrente de l'Iran, sa population est majoritairement chiite ; le pays abrite les tombeaux des imams fondateurs du chiisme ; Khomeiny, chassé par le chah, y a trouvé refuge de 1964 à 1977, avant de venir en France. Avec le Liban, où les chiites forment la communauté musulmane la plus nombreuse, l'Irak est un terrain privilégié pour la propagande révolutionnaire iranienne. Téhéran appuie un mouvement de chiites irakiens qui combat le Baas.

En ce temps-là, l'Irak est encore un protégé de l'URSS. C'est aussi un pays au faite de sa puissance, militaire et économique. Le régime est d'une brutalité rare. Mais, revenus pétroliers aidant, le Baas a engagé un développement qui impressionne. Infrastructures, éducation, santé, agriculture, industrie : Bagdad fait figure de modèle. La France cultive de très près Saddam Hussein ; les Etats-Unis ne sont pas indifférents aux succès irakiens. Tortures, exécutions sommaires, répression systématique des Kurdes et des chiites, corruption, on ferme les yeux : à l'heure de la révolution iranienne, le régime irakien fait figure d'Etat laïque et éclairé, d'autant plus séduisant qu'il est riche de revenus pétroliers gigantesques. Quand le dictateur de Bagdad lance son armée dans le sud-ouest de l'Iran, personne ne s'est vraiment mobilisé pour le retenir – pas plus l'URSS que les Etats-Unis, encore moins la France.

La guerre de huit ans

Saddam Hussein vient pourtant de commettre une erreur monumentale. En septembre 1980, il dénonce les accords d'Alger de 1975, qu'il avait

lui-même signés avec le chah – donc avec l'Iran. Ceux-ci, en contrepartie d'un abandon par Téhéran de son soutien aux Kurdes irakiens, divisaient à parties égales entre les deux pays les eaux du Chatt el-Arab, le fleuve frontalier. Saddam Hussein veut profiter de la faiblesse de l'Iran, pris dans les convulsions révolutionnaires, pour en reprendre tout le contrôle. Officiellement, Bagdad dit ne vouloir que « *dissuader le régime raciste iranien de porter atteinte à la souveraineté irakienne* ». En fait, il s'agit d'épuiser la révolution islamique ; de faciliter l'installation à Téhéran d'une opposition de meilleure composition que les ayatollahs ; d'asseoir enfin la prépondérance de l'Irak dans la région. Les pays arabes du Golfe soutiennent explicitement ces objectifs ; Moscou et Washington les approuvent tacitement. Tous font sur l'Iran la même analyse que Saddam Hussein. Et tous se trompent, lourdement.

Passés quelques succès, les troupes irakiennes sont vite arrêtées par l'armée islamique. L'agression extérieure a sans doute sauvé la révolution. Elle a regroupé les Iraniens face à l'ennemi ancestral. L'Irak est surarmé, l'Iran survolté. Dès 1983, l'armée iranienne est en territoire irakien. A l'obstination du baasiste succède celle de Khomeiny : l'imam veut provoquer la chute de Saddam Hussein. L'affrontement est total, concentré de monstruosité guerrière. L'Irak bénéficie du soutien massif de l'URSS et de la France. Plus discrètement, il est aussi appuyé par les Etats-Unis. A aucun moment, Bagdad, qui utilise à partir de 1984 les gaz à grande échelle (contre les Iraniens et contre sa population kurde), ne suscite la réprobation de Washington. L'arme chimique n'émeut pas encore la Maison Blanche.

Quand, le 8 août 1988, les deux pays, épuisés, acceptent la fin de la guerre négociée sous l'égide de l'ONU, celle-ci a fait des centaines de milliers de morts. Saddam Hussein a contenu l'offensive de l'Iran et défendu les pétromonarchies de la contagion révolutionnaire. C'est ce qu'on lui demandait. Mais l'Irak est ruiné. Or son président n'a qu'une idée en tête : réarmer. Il présente la note aux monarchies de la région. Celles-ci refusent de payer. Saddam va se servir tout seul. Il aurait pu se contenter de s'emparer de la partie du Koweït qui jouxte la frontière irakienne, riche en pétrole, et que Bagdad a toujours revendiquée : les Etats-Unis n'auraient vraisemblablement pas réagi. Mais, le 2 août 1990, il envahit tout le Koweït, d'où il peut menacer l'Arabie saoudite.

Il détient alors, potentiellement, au service de ses ambitions, les plus grandes réserves pétrolières du monde. Il vient de commettre une deuxième erreur. Les Etats-Unis vont réagir.

La crise koweïtienne

Des mois durant, Saddam Hussein va manœuvrer, essayer de jouer au plus fin avec ses adversaires, alternant avec une rare maladresse concessions et provocations. Le 3 août 1990, confronté à une réaction du Conseil de sécurité de l'ONU, qui a exigé de l'Irak un « *retrait immédiat et inconditionnel du Koweït* » et imposé des sanctions économiques, bientôt suivies d'un embargo, le dictateur annonce son intention de se retirer de l'émirat... à certaines conditions. Mais le 8 août, alors que les premiers soldats américains de l'opération « Bouclier du désert » arrivent en Arabie saoudite, il proclame au contraire... l'annexion du Koweït ! Et annonce qu'il prendra les milliers d'Occidentaux de l'émirat comme « *boucliers humains* ». Cherchant une porte de sortie, il propose aussi un règlement « *sur la même base* » de tous les « *problèmes d'occupation* » de la région. Les Etats-Unis, pressés par certains alliés, dont la France, feront mine à un moment d'envisager ce « *lien* » entre la crise du Golfe et le conflit israëlo-palestinien (discours du président Bush, le 1^{er} octobre, à l'ONU), avant de le récuser, à mesure qu'avancent leurs préparatifs militaires.

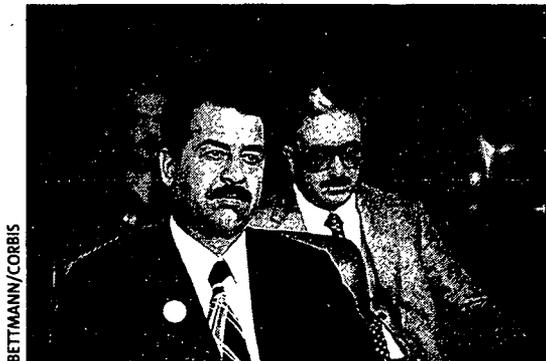
L'automne se passe en gesticulations diplomatiques, en particulier à l'initiative de l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev, que Washington cherche à ne pas trop humilier. Mais, dès le 30 octobre 1990, George Bush a arrêté le calendrier de la guerre, auquel il se tiendra. On compte bientôt 500 000 soldats américains dans la région. Le président leur rend visite à la mi-novembre, tandis que Saddam Hussein appelle à la guerre sainte. Aux Etats-Unis, des « *experts* » largement inspirés par le Pentagone glosent sur la « *quatrième armée du monde* ». Le dictateur irakien, dicit George Bush, est « *pire que Hitler* ». Washington agite la menace « *nucléaire* » irakienne. Désormais, l'Amérique veut la guerre.

L'irrésistible ascension de Saddam Hussein

Prébendes, violences : tous les moyens auront été bon pour prendre le pouvoir

PROCLAMÉ PRÉSIDENT en 1968 à la suite d'un coup d'Etat, le général Al-Bakr est également installé à la tête du Conseil de commandement de la révolution (CCR). Commence ce qui va devenir l'une des marques déposées du régime : l'exercice du pouvoir par la terreur. Saddam Hussein, dont l'ascension, à 32 ans, est fulgurante, en est la cheville ouvrière. Il fait son entrée au CCR dès novembre 1969.

Le tandem multiplie et perfectionne les appareils sécuritaires, purge les administrations civiles et la police. Dans l'armée, tandis que le président fait le ménage et confie les postes de commandement à des membres ou des sympathisants du Baas, des commissaires politiques sont installés à tous les niveaux qui transgressent la hiérarchie pour n'en référer qu'à Saddam Hussein. Ce dernier contrôle



BETTMANN/CORBIS

par ailleurs le bureau de la sécurité nationale du CCR, l'appareil de la sécurité présidentielle, les services de la sécurité générale et la Garde nationale.

Souvent publiques, les exécutions de et autres « *criminels* » politiques se succèdent. La sécurité du régime tient de l'obsession. Au milieu des années 1970, trois organismes au moins, la Garde républicaine, les Forces spéciales et la Milice populaire, en sont chargés, qui s'espionnent aussi l'un l'autre, sans compter l'inflation d'agents du ministère de l'intérieur qui, en 1978, emploiera plus de

150 000 personnes – soit près du quart de l'ensemble des fonctionnaires de l'Etat.

La Charte d'action nationale garantissant en principe les libertés publiques, adoptée en juillet 1973, ne trompe que le Parti communiste, qui s'engage avec le Baas au sein d'un Front national patriotique avant de devenir le premier dindon de la farce. Auparavant, en 1970, Saddam Hussein en personne avait signé un accord d'autonomie avec les Kurdes, dont l'encre avait à peine séché qu'un attentat (manqué) visait déjà Idriss, l'un des fils du diri-

geant kurde Moustapha Barzani...

Un an plus tard, ce dernier est lui aussi la cible d'un attentat raté. Si la nationalisation de l'Iraq Petroleum Company, en 1972, ne permet, dans un premier temps, que de valoriser l'image d'un pouvoir qui se veut nationaliste, elle donnera au régime, avec l'augmentation des prix du pétrole consécutive à la guerre israëlo-arabe de 1973, les moyens d'une politique de développement – mais aussi d'armement – tous azimuts, qui fera de lui le chouchou de certains Occidentaux. Le régime maintient son cap et n'a de cesse de veiller à son ancrage en entretenant le clientélisme et en distribuant les prébendes afin de devenir le principal recours de Irakiens pour une vie meilleure.

Les effectifs du Baas enflent considérablement en même temps que se met en place, à commencer par les écoles, un culte de la personnalité. Voué à Al-Bakr et à Saddam Hussein, il sera entièrement consacré à ce dernier, lorsqu'il succède au président démissionnaire, le 16 juillet 1979.

Homme fort du régime dès 1975, Saddam Hussein devient président en 1979. Derrière lui, Tarek Aziz, longtemps chef de la diplomatie, actuel vice-premier ministre.

■ POINT DE VUE

Turquie : dire oui est vital

par Michel Rocard

Le Monde 27 NOVEMBRE 2002

APRÈS TOUT, il faut peut-être savoir gré à M. Giscard d'Estaing d'avoir, à propos de la Turquie, crevé l'abcès. A force de ne pas oser en parler, de petites concessions en petites lâchetés, nous autres Européens étions en train de nous acheminer doucement vers une crise majeure.

Une décision de principe, favorable à l'adhésion turque, que nos chanceleries n'auraient pas osé ne pas prendre puisque la même fut déjà prise il y a quelques décennies au Conseil de l'Europe, à l'OCDE et à l'OTAN, que l'Union européenne elle-même s'est engagée sur le principe il y a longtemps, avec confirmation il y a deux ans, et que nos amis américains y poussent fortement, courrait grand risque de se heurter au refus catégorique d'opinions publiques à qui l'on n'a rien expliqué. La gifle que serait pour la Turquie un rejet par référendum raté aurait des conséquences géostratégiques redoutables.

Ouvrir le débat est donc une urgence. La Turquie a de quoi faire peur. C'est le tiers-monde, c'est l'Islam à nos portes. Ce sont aussi 66 millions d'habitants, un peu plus que l'Angleterre, l'Italie ou la France. Dans trente ans, elle friserait les 100 millions d'habitants, dépassant alors l'Allemagne : le premier des pays de l'Union ? Elle est brutale et ne s'en cache pas : Arméniens, Chypriotes et Kurdes l'ont tous payé de grandes souffrances. Elle est pauvre, aussi, et c'est même cette pauvreté qui donne aux Européens de l'Ouest l'impression que, derrière la demande d'adhésion, se profilent des millions de Turcs en recherche d'émigration et d'asile économique.

La réalité est cependant plus nuancée et plus complexe que ne le laissent penser ces images trop simples. En termes économiques tout d'abord : si le revenu turc par habitant n'est qu'un gros quart de celui de la République grecque de Chypre, ou les deux tiers de celui de la République tchèque, il est, à 10 % près, voisin de celui de la Pologne, des pays baltes ou de la Slovaquie, et presque triple de celui de la Roumanie et de la Bulgarie, qui ont le statut de candidat agréé, même si elles ne font pas partie du premier groupe.

La Turquie connaît depuis trois ans une crise économique grave. Mais, si elle la maîtrise, on peut penser que la « pulsion d'émigration » pourrait fort bien être moins forte en Turquie que chez bien des candidats mieux agréés dans l'actuelle Union.

Mais cela, qui est déjà fort important, n'est pas l'essentiel.

En matière de paix et de tranquilli-

MICHEL ROCARD, ancien premier ministre, est président de la commission de la culture au Parlement européen.

té internationale, nul ne saurait dire que le XXI^e siècle se présente bien. Sur son flanc oriental, l'Europe doit, dans les décennies qui viennent, maîtriser et tout faire pour diminuer deux tensions possibles qui, en s'aggravant, deviendraient majeures.

La première concerne ses relations avec la Russie. Si elles venaient à se détériorer, les forces nationalistes et antioccidentales toujours à l'œuvre dans ce grand pays verraient leur poids politique progresser. Sans traiter ici de la relation directe entre l'Europe et la Russie, il faut prendre en compte l'influence que ce pays conserve dans les anciennes Républiques soviétiques d'Asie occidentale et centrale. Leur sensibilité pourrait tout à fait jouer dans le même sens. Or, cinq sur six de ces Républiques sont turcophones : l'influence majeure qui y dispute celle de la Russie vient de Turquie. Un camouflet à la Turquie y aggraverait un anti-occidentalisme latent.

La seconde grande tension dont l'Europe doit en priorité se soucier concerne la relation générale de l'Occident avec les pays musulmans. Le rejet de la Turquie dans les ténèbres extérieures ne serait pas ressenti comme une méfiance et une offense par la seule Turquie, mais dans toute cette immense zone. Au-delà du poids géostratégique que sa population (en tout près de 200 millions d'habitants) et sa place sur la carte du monde lui confèrent, cette région recèle la deuxième grande réserve pétrolière du monde après le Moyen-Orient. On ne saurait négliger cette réalité.

A plus long terme et si se confirme le pronostic somme toute raisonnable d'une croissance continue, l'humanité rencontrera des problèmes de ressources. Le seul grand réservoir de ressources naturelles encore à peu près inexploré - hors le cas du fond des océans - est la Sibérie. Si rien ne change, le plus probable est qu'au milieu de ce siècle cet immense gisement d'à peu près tout sera principalement mis en valeur par un consortium sino-japonais.

Il n'est naturellement pas exclu que nous puissions vivre en paix avec ces pays, mais si l'Europe tient à prendre sa part dans cette aventure et à assurer la sécurité de ses

approvisionnements, cela passe par la Russie et les Républiques turcophones d'Asie centrale. Il faut y regarder à deux fois avant d'afficher l'inimitié.

L'Europe a donc un intérêt stratégique tout à fait évident à intensifier au maximum ses liens avec la Turquie. Si nous devons néanmoins refuser son adhésion, il faudrait que les motifs soient forts. Quels pourraient-ils être ?

Sa pauvreté la rend trop différente du reste de l'Union ? Rien qu'en la présentant, nous avons déjà vu que l'argument ne tient pas.

Elle est musulmane ? Cet argument, que l'on n'ose guère formuler publiquement, et auquel M. Giscard d'Estaing ne s'est pas référé, est sans doute le plus important, celui qui conditionne les évidentes réserves de nos opinions publiques.

Il est tout à fait probable que personne n'osera, dans l'avenir non plus, utiliser cet argument de manière formelle dans des négociations publiques. Mais n'ayons aucun doute : si finalement la réponse faite à la Turquie devait être négative, le monde entier, musulman comme non musulman, verrait dans cet argument la raison ultime du refus. Par un effet bien naturel, l'UE se verrait dès lors définie comme un club chrétien.

Ce n'est pas ce qu'elle est. S'il est hors de doute que parmi les valeurs qui nous sont communes et nous rassemblent beaucoup sont d'origine chrétienne, il en est bien d'autres, tout aussi essentielles, qui se sont construites et affirmées contre l'Eglise ou les Eglises.

L'UE est un ensemble de nations qui se sont liées entre elles par des traités et des institutions parfaitement séculiers, laïques au sens français du mot. C'était d'ailleurs le seul moyen de faire vivre ensemble des communautés nationales à dominante catholique, protestante ou orthodoxe et de garantir les droits d'importantes communautés juive et musulmane.

Aucun organe de l'Union n'a donc compétence pour tirer de ce qu'elle est et des traités qui la fondent un argument négatif à l'endroit d'une nation candidate à l'adhésion à raison de sa religion dominante. Ce serait en outre entrer dans des contradictions insoutenables : chacun sait bien que, dans une dizaine d'années, dans l'ex-Yougoslavie, la Slovaquie ayant montré le chemin, l'Albanie et la Bosnie musulmanes demanderaient leur adhésion, et qu'il faudra répondre oui pour conforter la paix, la stabilité et le développement

dans toute la zone.

Enfin ce serait une maladresse extrêmement grave, à l'encontre des 10 millions de musulmans qui vivent en Europe, et plus encore de toute la communauté musulmane du monde. Le problème-clé des relations de l'Occident avec cette immense communauté d'un mil-

L'Union européenne doit faire de la politique pour créer son avenir

liard d'hommes : peut-elle accepter des institutions séculières ? J'aimerais écrire laïques, mais il est essentiel d'utiliser ici un vocabulaire mondialement compréhensible. Rejeter la Turquie, ce serait rejeter le plus important, et presque le seul des pays musulmans qui se soit doté d'institutions séculières et les preserve depuis plus d'un demi-siècle.

La Turquie n'est pas européenne, dit M. Giscard d'Estaing. C'est l'argument géographique. C'est aussi l'un des plus blessants pour la Turquie. Byzance-Constantinople-Istanbul a joué sur deux millénaires un tel rôle dans notre histoire que l'« européité » de la plus grande ville de Turquie s'impose dès l'énoncé de son nom. Le reste devrait s'ensuivre, puisqu'elle est la capitale économique et intellectuelle. Le fait que la Turquie soit à cheval sur deux continents présente un avantage indiscutable de clarification : son appartenance à l'un ou à l'autre faisant doute, elle ne peut être décidée que par choix délibéré tenant à d'autres raisons.

C'est donc bien aux membres de l'UE, et à leurs opinions publiques, de décider s'ils souhaitent voir la Turquie nous rejoindre ou pas. Ni la géographie ni la religion ne suffisant à trancher, le débat va se nouer finalement sur l'image que la Turquie donne d'elle-même aujourd'hui. Elle reste loin de nos usages, mais fait déjà des efforts significatifs, en abolissant la peine de mort et en autorisant l'enseignement des langues minoritaires.

L'Union européenne ne saurait se permettre de faire une application bureaucratique et sectaire de ses critères et de ses règles. Elle doit faire de la politique pour créer son avenir. L'adhésion de la Turquie à l'UE sera une confirmation de sa nature séculière, un acte de paix dans une région fort instable, et, pour l'avenir plus lointain, une assurance-vie.

Michel Rocard

Osirak, la bombe et les inspections

par Georges Amsel

JE suis le coauteur du rapport « Osirak et la prolifération des armes atomiques », qui avait été remis à François Mitterrand, fraîchement élu président de la République, via son conseiller Jacques Attali, par chance quelques jours avant la destruction de ce réacteur par l'aviation israélienne en mai 1981.

Ce rapport, qui fut ensuite publié par la revue *Les Temps modernes* (septembre 1981, n° 422), a servi de document de base pour éclairer le président pour la gestion de cette crise : il n'avait confiance à ce moment-là ni dans le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) ni dans les divers rapports établis sous l'égide de son prédécesseur, Valéry Giscard d'Estaing. Pendant les deux ans qui ont suivi, j'ai servi de conseiller à François Mitterrand pour les problèmes de prolifération, que j'ai donc pu suivre de très près.

Contrairement à ce qu'écrit *Le Monde* daté 29-30 septembre, Osirak ne devait, officiellement, pas produire de plutonium. Bien au contraire, le CEA affirmait avec force que cela était impossible. C'est précisément notre rapport qui a démontré cette possibilité. En revanche, Osirak devait fonctionner avec de l'uranium enrichi à 93 % en isotope 235 (alliage métallique avec de l'aluminium), une charge du cœur du réacteur totalisant environ 13,9 kg d'uranium enrichi. Cet uranium est dit « de qualité militaire » car il est la substance constitutive des bombes atomiques. Il n'est utilisé en dehors des bombes que dans les sous-

marins atomiques et dans quelques réacteurs de recherche de puissance, tels Osiris à Saclay, dont Osirak était la copie.

Négoциé secrètement en 1976 par Jacques Chirac, alors premier ministre, et approuvé par M. Giscard d'Estaing, le contrat stipulait que six charges devaient être fournies en une seule livraison. Comme il est élémentaire de séparer chimiquement uranium et aluminium, et qu'il faut environ 16 kg d'uranium très enrichi pour faire une bombe, c'était là offrir sur un plateau à l'Irak de quoi faire cinq bombes atomiques.

Devant les vives protestations, dès que le contrat fut connu, d'Israël et des Etats-Unis ainsi que de personnalités telles que le savant atomiste Francis Perrin, M. Giscard d'Estaing a été amené à modifier le contrat, limitant à deux char-

ges par livraison les fournitures. La seconde charge devait alimenter le réacteur Izis, copie de basse puissance d'Osirak, ne servant qu'à des simulations neutroniques.

Après l'attaque d'Osirak, ces deux charges neuves sont restées en Irak, sous la surveillance de l'Agence de Vienne, surveillance qui a cessé depuis que toute inspection a été refusée par l'Irak. Il serait crucial de savoir si cet uranium a été rapatrié après la guerre du Golfe ; sinon, l'Irak possède déjà de quoi faire largement une bombe. Le silence gardé en ce moment sur ce point est pour le moins étonnant.

Cependant, il fut admis avant l'attaque d'Osirak que l'Irak ne détournerait probablement pas ces charges, car cela aurait mis fin à toute autre livraison. Notre rapport a démontré qu'Osirak aurait pu produire environ 5 kg de plutonium militaire par an, autre matière première des bombes, qui en nécessitent 6 kg pour être opérationnelles. Pour cela, il suffisait d'irradier de l'uranium naturel, ou, mieux, appauvri, avec les neutrons produits par le réacteur. Or l'Irak avait acquis de grandes quantités d'uranium appauvri, en vente libre. C'est autour de cette question qu'ont tourné les contestations après l'attaque. Le CEA niait farouchement la possibilité de produire du plutonium avec Osirak. Par ailleurs, pour échapper aux critiques liées à l'uranium hautement

enrichi, le CEA a proposé la reconstruction d'Osirak avec un combustible dit « Caramel », de moindre enrichissement, combustible déjà proposé à l'Irak auparavant et refusé catégoriquement, ce qui confirmait les soupçons. En fait, Caramel ne changeait rien au danger de prolifération, les neutrons étant dans ce cas aussi nombreux et les possibilités de production de plutonium étant inchangées. Le CEA continuait cependant à nier l'évidence. C'est avec Caramel que François Mitterrand s'est engagé à reconstruire Osirak, ce qui ne s'est par la suite pas réalisé.

Quant au type de plutonium mentionné dans l'article du *Monde* daté 29-30 septembre et dont les inspecteurs de Vienne auraient juré l'innocuité, il s'agit d'une erreur technique. Ce type de plutonium dit « civil », censé ne pas pouvoir servir à la fabrication de bombes, est produit par les réacteurs électrogènes ; il existe par dizaines de tonnes, sinon par centaines, sous une forme débarras-

GEORGES AMSEL est directeur de recherche émérite au CNRS.

sée de la radioactivité induite dans le combustible usagé, ce retraitement étant opéré dans des usines telles que celle de La Hague. Le transport de ce plutonium, restitué par contrat à l'Allemagne ou au Japon entre autres, défraie les

chroniques régulièrement. Pour ce qui est d'Osirak, le plutonium qu'il aurait pu produire aurait été de qualité militaire.

Ces détails techniques sont nécessaires à la compréhension du problème et à celle de la situation actuelle.

En premier lieu, les inspections après la guerre du Golfe ont confirmé notre rapport de 1981 point par point et mis en évidence la stratégie de Saddam Hussein pour se procurer la bombe. Un des arguments du CEA était « qu'Osirak était la manière la plus inefficace de produire du plutonium ». Or il est apparu après la guerre que la stratégie de Saddam Hussein consistait à essayer toutes les voies possibles pour arriver à ses fins :

- Se procurer de l'uranium hautement enrichi via Osirak, de quoi faire cinq bombes, d'où le refus de Caramel, stratégie qui a échoué ;

- Produire du plutonium avec Osirak, tentative avortée du fait de sa destruction et de sa non-reconstruction. A ce jour, vingt et un ans après, Osirak aurait pu produire de l'ordre de 100 kg de plutonium militaire, de quoi fabriquer une quinzaine de bombes ;

- Produire de l'uranium très enrichi par séparation électromagnétique, comme les Américains pendant la seconde guerre mondiale. Les machines « calutrons » correspondantes ont échappé aux inspecteurs de l'Agence de Vienne et n'ont été découvertes qu'après la guerre du Golfe ;

- Il en était de même pour les ébauches de systèmes d'enrichissement isotopique de l'uranium par ultracentrifugation, retrouvés après la guerre.

Par ailleurs, on peut constater avec étonnement qu'un fait bien connu semble passé sous silence : il a été prouvé expérimentalement, dans les années 1970, que le plutonium « civil » pouvait exploser. Il semblerait simplement qu'une telle bombe soit moins efficace et n'explose pas à coup sûr. De ce fait, elle ne peut guère servir dans une logique de dissuasion, car le largage par un Etat d'une bombe qui fait long feu entraîne-rait des rétorsions immédiates con-

tre cet Etat. En revanche, dans une logique de terrorisme, où il n'existe pas de cible précise et identifiée contre laquelle une rétorsion est possible, l'emploi d'une telle bombe est tout à fait concevable. Ce plutonium civil existe en quantités énormes.

Il existe une possibilité d'obtention de plutonium militaire que personne n'évoque. Il s'agit d'enrichir du plutonium civil, par exemple par ultracentrifugation ou par séparation laser. Ce dernier type de séparation isotopique n'est peut-être pas encore au point, mais de nombreuses équipes y travaillent. Une enquête sur ce sujet serait bien instructive. De telles technologies ne requièrent que la manipulation de quelques dizaines de kilos de matière, donc des installations modestes, particulièrement faciles à cacher.

A la lumière de tous ces faits, il apparaît fort probable que l'Irak a continué ses efforts vers le développement de la technologie menant à la bombe, en particulier en l'absence d'inspection pendant quatre ans, sans parler d'efforts possibles pour se procurer du matériau fissile militaire, par exemple par le truchement d'Etats de l'ex-Union soviétique où ces matériaux sont largement dispersés et notoirement mal gardés. Il en est de même pour le plutonium civil.

Que peuvent apporter dans le domaine nucléaire de nouvelles inspections ? Les inspections du type de celles de l'Agence de Vienne, dirigée à l'époque par Hans Blix, qui supervise aujourd'hui les inspections de l'ONU : notre rapport en a abondamment démontré l'inefficacité, démonstration corroborée par la suite par le fait que les installations nucléaires mentionnées ci-dessus sont passées inaperçues de l'Agence pendant dix ans. Il ne faut pas oublier que l'Inde comme le Pakistan ont acquis la bombe atomique tout en niant y travailler.

Pour ce qui est des inspections actuellement en négociation à l'ONU, leur capacité de mettre en évidence toutes les tentatives possibles décrites plus haut est sujette à caution. En tout état de cause, à moins d'être un leurre, elles devraient être appuyées sur une volonté politique inébranlable, dans un cadre particulièrement sévère et efficace, couvrant tout le territoire et menées de façon impromptue. Les 6 kg de plutonium requis pour fabriquer une bombe représentent le volume d'une orange (moins de 300 cm³)...

La CIA dénonce les armements français fournis à l'Irak

DANS un document daté du 2 octobre, la Central Intelligence Agency (CIA) met en cause, parmi les pays fournisseurs d'armes de destruction massive à l'Irak, la seule France qui, à en croire le service américain de renseignement, a permis au régime de Saddam Hussein de disposer d'avions capables de larguer des charges biochimiques.

Le dossier de la CIA, intitulé « *Iraq's weapons of mass destruction programs* » fait état, dans ses 24 pages, du fait que des tests ont eu, dans le passé, pour but d'adapter à des avions Mirage F1 des armes biologiques. C'est le seul pays fournisseur cité, alors que Bagdad a reçu l'essentiel de son arsenal de l'ex-URSS, un Etat qui n'est pas formellement identifié parmi les vendeurs d'armes à Bagdad. Depuis 1982, l'Irak a reçu de la France plus de 120 Mirage F1-EQ, qui ont été rendus ravitaillables en vol, pour en allonger le rayon d'action, et aptes à l'emport de munitions modernes, tel le missile Exocet AM-39 pour l'attaque anti-navires.

« BACILLUS SUBTILIS »

A ce jour, il est difficile de dire combien de Mirage F1 l'Irak a pu conserver en état de fonctionner. Les experts s'accordent à considérer qu'il en existe environ 36, sur lesquels entre 15 et 25 seraient encore opérationnels. Le reste aurait été « cannibalisé » et servirait de réserve pour pièces détachées.

Selon la CIA, des essais ont eu lieu, dans les années 1990, pour tester l'aptitude opérationnelle de cet armement. Les Irakiens ont adapté à des Mirage F1 des bidons de 2 200 litres de contenance, sous la voilure ou sous le fuselage de l'appareil. Ces bidons largables peuvent emporter des agents bio-

chimiques toxiques, comme, dit-on de même source, le permanganate de potassium, la glycérine ou le *bacillus subtilis* (encore dénommé anthrax B).

Les essais auraient eu lieu sur la base d'Abu Obeydi, une infrastructure de l'armée de l'air irakienne à la confluence du Tigre et de l'Euphrate. Mais le service américain de renseignement ne précise pas si le système d'armes en question — Mirage F1 et munitions toxiques — est resté opérationnel malgré les inspections de l'ONU entre 1991 et 1998.

Les Français, qui ont eu vent des informations de la CIA, conviennent qu'elles ont quelque réalité. Pour autant, cette reconnaissance des faits — qui remonte au temps où la France prêtait aussi des Super-Etendard à l'Irak pour lutter contre l'Iran, tant la coopération entre Paris et Bagdad était soutenue — n'empêche pas les spécialistes français de remarquer que la CIA est orfèvre en la circonstance.

En juin 1966, des agents de la CIA ont volontairement disséminé, dans le métro de New York, des germes pour illustrer la vulnérabilité des Etats-Unis en cas de guerre bactériologique. En quelques minutes, les passagers de neuf stations de Manhattan ont souffert de sérieux désagréments, sans que leur vie soit en danger. Le fait est avéré, puisque la CIA a dû s'expliquer, onze ans après, devant le Congrès des Etats-Unis. A l'époque, la CIA s'était justifiée en affirmant que l'agent biochimique qu'elle avait répandu, pour les besoins de sa démonstration, dans les couloirs du métro new-yorkais, avait été choisi parce qu'il était relativement inoffensif : il s'agissait de *bacillus subtilis*.

Jacques Isnard

A Bagdad, dans l'attente d'une attaque américaine :

« Même ceux qui sont contre Saddam sont hostiles à Bush »

BAGDAD

de notre envoyé spécial.

Les photos sont affichées sur les murs noircis. Un garçonnet, une jeune fille, un couple et ses six

REPORTAGE

Les martyrs de 1991 restent très présents à la mémoire des Irakiens

enfants... Et la visite se poursuit, comme au musée, en suivant un tapis rouge, pour découvrir cette fois des clichés insoutenables, corps calcinés, mutilés, déchiquetés. Les fleurs déposées ça et là n'y changent rien.

L'endroit sent encore la mort et le feu, comme en ce jour de février 1991, où deux bombes américaines avaient explosé en pleine nuit. A l'époque, l'abri d'Amariya était une forteresse de béton où les habitants du quartier trouvaient

refuge lors des alertes aériennes. Mais ces bombes-là étaient trop puissantes. La première avait transpercé le plafond, la seconde était entrée par la conduite d'aération. Quatre cents personnes — selon les autorités irakiennes — seraient mortes ici.

Depuis, l'abri a été transformé en lieu de mémoire. Pour ce peuple profondément nationaliste, les « martyrs d'Amariya » incarnent les souffrances du conflit de 1991. « Quand vous voyez ce qui s'est passé ce jour-là, comment voulez-vous que nous disions aujourd'hui "bienvenue aux Etats-Unis" ? », demande une étudiante avant d'ajouter : « même ceux qui sont contre Saddam, et il y en a beaucoup, sont hostiles à Bush. » Un jour pourtant, les Américains seront peut-être là. Au sol, cette fois. Bagdad s'y prépare. Mais sans vraiment oser l'avouer.

En apparence, la ville ne s'inquiète pas. Les marchés sont bondés, les magasins bien achalandés, la population ne constitue pas de stocks. Quant aux expatriés occidentaux, parmi lesquels une centaine de Français, ils ne ressentent

aucune hostilité à leur égard. Bien sûr, la propagande fonctionne. Les médias locaux, aux ordres du pouvoir, ne cessent de dénoncer les « menaces impérialistes » et d'accorder une large place aux manifestations pacifistes de Paris ou Londres. Mais la population, elle, paraît bien loin de ces préoccupations géopolitiques. Sa priorité est ailleurs : dans l'urgence du quotidien.

SENTIMENT D'IMPUISANCE

L'embargo imposé par l'ONU en 1990 — nettement assoupli depuis — a fixé les règles de cette société condamnée à un huis clos partiel. Les plus démunis cherchent à survivre, les autres à gagner des dollars. La guerre, c'est l'affaire du destin. Et de Saddam.

Coupés du monde, privés d'informations indépendantes, dans l'impossibilité physique et financière de s'exiler, la plupart des Irakiens partagent ce sentiment d'impuissance. Après plus de vingt ans de violences et de privations, un mot revient souvent dans leurs propos : « habitude ». Habitude des raids aériens et des bruits de bottes. Habi-

tude, aussi, des négociations sans fin, à New York ou ailleurs. « Les gens se disent que la résistance des autres nations résoudra les Etats-Unis d'agir, ce qui n'était pas le cas en 1991 », estime un directeur de société.

Aux abords de l'université de technologie, où des dizaines de boutiques d'informatique se sont montées, la perspective d'un conflit n'effraie pas davantage, du moins à première vue. « De telles crises éclatent tous les deux ans ! » rappelle un commerçant. « Ça ne pourra pas être pire qu'en 1991 ! » insiste le vendeur d'un magasin de jeux vidéo.

Devant lui, des CD pirates sont alignés sur les présentoirs. L'Amérique des batailles virtuelles est à l'honneur : Star Trek, La Guerre des Etoiles... « Vous savez, poursuit le jeune homme, nous n'avons rien contre le peuple américain. Le problème c'est le fils Bush. »

Un peu plus loin, une autre boutique propose des ordinateurs importés de Dubaï. L'un des propriétaires de cette start-up à la mode irakienne, confirme l'analyse de ses compatriotes : « Le nord et le sud du pays

ses inavouables en public, par crainte des représailles. Le contrôle policier du pays est tel que ces choses-là ne se disent pas, surtout devant des journalistes étrangers. A y regarder de plus près, les signes de préparation à la guerre sont pourtant nombreux. Les rations alimentaires, attribuées à chaque citoyen dans le cadre de l'embargo, ont été doublées. Le maillage de la société par le parti Baas et des services de renseignement, déjà très dense, a été resserré en particulier au sud, région à majorité chiite. La présen-

subissent déjà des attaques américaines et anglaises; les gens sont donc habitués. Lors des derniers bombardements sur Bagdad, en 1998, il y avait un grand match de foot. Le jeu a continué, les spectateurs n'ont pas quitté le stade! Les Irakiens savent comment réagir. Et si les Américains attaquent au sol, ils seront attendus! En fait, les pays voisins ont plus peur que nous. Mes fournisseurs de Dubaï refusent désormais de me faire crédit!»

ANGOISSES INAVOUABLES

Reste à évaluer, la part d'angois-

ce militaire a été renforcée dans le nord (Kurdistan). Les mouvements de population sont de plus en plus limités, surtout à Bagdad...

Les Irakiens s'attendent donc à une nouvelle épreuve, peut-être aussi à un changement de régime. Certains redoutent déjà le contrecoup d'une éventuelle intervention. Les proches du pouvoir et du parti se retrouveraient alors en position délicate, de même que toutes les catégories sociales suspectées d'avoir profité financièrement de l'embargo et des largesses du régime.

Cette crainte de règlements de comptes, voire de guerre civile, est perceptible au sein de la minorité chrétienne, soit 600 000 à 800 000 habitants sur 23 millions. Saddam Hussein, chef d'un Etat laïc mais à dominante musulmane, a toujours su s'appuyer sur les chrétiens, quitte à les manœuvrer. Aux yeux de nombre d'entre eux, il reste, faute de mieux, le garant d'une forme de stabilité, un ultime rempart contre le chaos.

Philippe Broussard

■ **POINT DE VUE**

Face à Saddam Hussein, restons unis

par Jack Straw

DEPUIS onze ans - depuis qu'elles se sont retrouvées côte à côte pendant la guerre du Golfe -, la Grande-Bretagne et la France appuient les démarches que font les Nations unies pour protéger le monde des armes de destruction de masse de l'Irak. Elles ont rédigé ensemble les résolutions de l'ONU visant à empêcher Saddam Hussein de développer ses programmes d'armement, tout en laissant les marchandises civiles pénétrer dans le pays. De bout en bout, en leur qualité de membres permanents du Conseil de sécurité attachés à faire respecter le droit international, elles ont eu un objectif en vue : éliminer les armes de destruction de masse irakiennes. Cet objectif commun n'a pas varié. Nous sommes unis non seulement parce que nous avons le même objectif, mais aussi parce que nous faisons la même analyse de la menace que représente Saddam Hussein, et parce que nous jugeons urgent d'agir.

Pourtant, beaucoup de Britanniques et de Français se posent encore des questions : pourquoi maintenant ? Qu'y a-t-il de nouveau pour que le Conseil de sécurité s'agite ainsi ? En quoi l'ancienne politique d'endiguement et de dissuasion a-t-elle échoué ? D'ailleurs, pourquoi l'Irak ?

Il y a des années que la prolifération des armes de destruction de masse fait peur. Ce qui la rend encore plus dangereuse aujourd'hui - en particulier depuis le 11 septembre 2001 -, c'est l'existence de groupements terroristes arbitraires et meurtriers, prêts à l'attaque et tout disposés à s'en servir s'ils arrivent à mettre la main dessus. Ces acteurs, qui ne sont pas des Etats, constituent ce qu'on appelle une menace « asymétrique ». A la différence des « Etats voyous », ils sont hors de

JACK STRAW est le ministre des affaires étrangères britannique.

portée de la dissuasion classique. Il nous faut agir de façon décisive, et de toute urgence, contre ce danger. Si nous ne les empêchons pas de détenir ces armes, qui sait à quelles atrocités et à quels chantages ils pourraient se livrer !

L'Irak n'est pas le seul pays à posséder des quantités inquiétantes d'armes de destruction de masse, loin de là malheureusement. Mais c'est le seul à être connu pour les avoir utilisées non seulement contre ses ennemis, mais contre sa propre population. Nous pensons qu'il n'aurait aucun scrupule à le refaire. Pour lui, elles ne relèvent pas de la dissuasion ou du dernier recours - elles font partie intégrante de l'exercice du pouvoir. D'ailleurs, comment être sûr qu'elles vont bien rester en possession du régime irakien ? Comment être sûr que celui-ci aura toujours un comportement rationnel et que la doctrine de la dissuasion restera valable ? Pouvons-nous nous permettre de prendre ce risque ?

Cette menace bien particulière - pour son peuple, pour les pays voisins, pour la paix internationale et pour la sécurité - en fait un cas unique de dangerosité et d'urgence. Le mois dernier, le gouvernement britannique a publié un dossier documenté sur ces programmes d'armement pour en expliquer les raisons. C'est tout à fait exceptionnel et jamais ni lui ni ses prédécesseurs n'avaient mis à ce point des renseignements secrets sur la place publique. Mais, sur un sujet qui a une telle portée internationa-

le, il tenait à livrer une évaluation aussi précise que possible.

Le régime irakien continue à prétendre qu'il ne possède pas d'armes de destruction de masse. Nos éléments de preuve confirment ses capacités cachées et ses efforts pour les augmenter encore. Il a des stocks importants d'armes chimiques et biologiques ; la capacité de les propulser, au moins sur les pays voisins ; et toujours un programme nucléaire militaire. S'il se procure suffisamment de matière fissile soit à l'intérieur, soit à l'étranger, il peut avoir l'arme nucléaire dans un an.

Le monde est unanime sur la nécessité de désarmer l'Irak. La liste des résolutions du Conseil de sécurité en témoigne. Mais comment y parvenir ?

La Grande-Bretagne et la France sont d'accord avec leurs partenaires de l'Union européenne sur quatre principes.

Un : étant donné le risque que

Pour la Grande-Bretagne et la France, dont les sièges permanents au Conseil de sécurité de l'ONU sont au cœur de la politique étrangère, l'enjeu est encore plus grand

l'Irak fait courir à la sécurité européenne et internationale, il faut le désarmer, dans le cadre de l'ONU de préférence.

Deux : la meilleure façon de le faire est d'y renvoyer les inspecteurs, dotés de solides garanties sur leur droit d'accès à tous les sites et à tout moment.

Trois : il faut que la communauté internationale reste unie pour exercer le maximum de pression sur Saddam Hussein et l'obliger à respecter ses obligations.

Quatre : il faut tout faire pour résoudre le problème pacifiquement ; mais s'il s'y oppose, devant cette menace à la fois spécifique et pressante, nous ne saurions nous dérober.

Depuis 1991, quatorze mesures de désarmement distinctes ont été significatives à Saddam Hussein. A ce jour, pas une n'a été mise en œuvre.

Ce mépris du droit international a amené les Nations unies à la croisée des chemins : soit elles règlent la menace que posent à la sécurité internationale les armes de destruction de masse ; soit leur aptitude à protéger notre sécurité est gravement mise à mal. Pour tous les Etats membres de l'Union européenne, ce second scénario est impensable. Pour la Grande-Bretagne et la France, dont les sièges permanents au Conseil de sécurité sont au cœur de la politique étrangère, l'enjeu est encore plus grand.

Il y a quelques semaines, Saddam Hussein a déclaré qu'il ne laisserait jamais entrer les inspecteurs. La seule raison pour laquelle il a changé d'avis depuis, c'est la pression exercée par l'ONU et la crédibilité du recours à la force dont il est menacé.

On connaît le proverbe : si tu veux la paix, prépare la guerre. Dans le cas de l'Irak, si nous voulons éviter la force, il faut qu'il n'y ait pas le moindre doute sur la volonté internationale d'y recourir, sauf désarmement.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a fait valoir le même argument quand il est allé à Bagdad pour tenter de désamorcer

la crise en 1998. La démocratie peut faire beaucoup, a-t-il dit, mais doublée d'une menace militaire crédible, elle peut faire plus encore. Ce qui s'est passé avec l'Irak depuis 1990 n'a fait que le confirmer - et c'est tout aussi vrai aujourd'hui.

Il faut absolument maintenir la pression. La Grande-Bretagne et la

France ont le même intérêt à ce que l'accord se fasse aux Nations unies sur un régime qui donne accès sans condition aux inspecteurs, à tout moment et à tous les sites, quels qu'ils soient, y compris ces prétendus « palais présidentiels » qui ont déjà servi à dissimuler des matériels de guerre. Là encore, j'ai bien peur que, pour avoir un impact, cette nouvelle démarche du Conseil de sécurité ne doive s'accompagner de la menace implicite du recours à la force.

J'ai vu Dominique de Villepin la semaine dernière, et j'ai bon espoir que nous puissions nous accorder à New York sur une façon d'aller de l'avant qui respecte nos préoccupations et nos principes.

Je sais très bien le malaise que provoque la perspective d'une

action militaire. Je le ressens aussi. Il n'est pas question de s'embarquer à la légère dans ce genre d'intervention. Une solution pacifique venant des Nations unies serait infiniment préférable. Mais il faut trouver une solution, et vite. Comme Dominique de Villepin me l'a fait remarquer, le statu quo n'est pas acceptable.

Saddam Hussein a la possibilité d'éviter l'action militaire. Celle-ci n'est pas inévitable, et le président Bush l'a bien précisé. Mais, cette fois-ci, c'est véritablement la dernière chance. L'ONU ne peut pas être un moyen d'éviter l'action effective si on veut lui conserver sa crédibilité.

Beaucoup pensent que nous ne traitons pas de la même façon d'autres pays qui contreviennent aussi au droit international. L'Irak

n'est pas le seul pays à ne pas respecter les résolutions de l'ONU. Je sais que la parole du Conseil de sécurité devrait s'appliquer également au Moyen-Orient, en Israël, en Palestine et dans tous les pays qui refusent de reconnaître le droit d'Israël à exister.

Par le biais du « processus du quatuor » (Etats-Unis, Union européenne, Russie, ONU), la Grande-Bretagne, la France et les autres Etats de l'Union s'efforcent de raviver les négociations de paix entre Israël et l'Autorité palestinienne. Il y a urgence. La recherche de la paix et de la stabilité dans la région est la priorité des priorités pour les diplomates britannique et française. Elle a été au cœur de ma mission en Egypte, en Jordanie, au Koweït et en Iran la semaine dernière.

Mais, avec Saddam Hussein, la

diplomatie a montré ses limites. Il l'a refusée chaque fois qu'il a pu, en particulier ces quatre dernières années. Il résiste à la volonté de l'ONU et compte sur d'éventuelles divisions au sein du Conseil de sécurité pour l'empêcher de faire appliquer ses résolutions. La prolifération des armes de destruction de masse est trop dangereuse pour laisser ce petit jeu-là continuer. Dans l'intérêt de la sécurité internationale, de la stabilité régionale et de la réputation des Nations unies, il est temps de montrer que la communauté internationale est unie dans sa volonté de ne plus se laisser bernier impunément, et d'en finir avec cette menace.

Jack Straw

Traduit de l'anglais par Anne-Marie Lavagne

Iran Is Quietly Rooting Against Hussein

By ELAINE SCIOLINO

MADRID — President Bush's vision for Iraq is a bit like that of the Ayatollah Ruhollah Khomeini, the father of Iran's revolution. After Iraq invaded Iran in 1980, the ayatollah described Saddam Hussein as part of an evil alliance, calling him "a pro-American mercenary" and "an infidel" and urging the Iraqi people to overthrow him.

"If you can kill Saddam before we execute him, stab him in the back!" he told Iraqis. "Paralyze the economy! Stop paying taxes! This is a war between Islam and blasphemy!"

After Mr. Hussein withdrew most of his troops and declared a cease-fire in the Iran-Iraq war in 1982, the ayatollah rejected it, vowing to install an Iranian-style Islamic republic in Baghdad. It was 1988, the year before he died, that he gave up trying.

In their public stance today, the Iranians are being a lot more circumspect about changing Iraq's regime by

force, now that the country proposing to do so is the United States. So as Americans prepare for war against Iraq, a huge question looms: Can the United States and Iran work together, or can they at least stay out of each other's way? In any action to disarm Iraq, the preference of the Bush administration, as officials have long described it, would be not only to rid Iraq of its weapons of mass destruction, but also to rid it of President Hussein. Various administration officials have spoken of installing a government that reflects the will of the Iraqi people and conforms to Washington's vision of what a modern Middle Eastern nation should look like.

Is that offensive to Iran? On the surface, of course. But in the shadows, perhaps not.

Iran's president, Mohammad Khatami, was in Madrid recently reiterating Tehran's official line: Iran is vehemently opposed to any war against Iraq, only the Iraqi people can determine their destiny, and "if there is a

war, we can take no sides and help no one."

But other voices in Iran have begun suggesting that an American invasion might not be such a bad thing.

Mr. Khatami's brother, Mohammad Reza Khatami, deputy speaker of Iran's parliament and a voice of the reformist constituency that brought

the president to power, said a few weeks ago, "The day that Iraqi President Saddam Hussein is toppled will be among the happiest days for the Iranian people, no matter how this occurs."

Jafar Golbaz, a deputy in parliament, went further: "It will be the happiest day for all Iranians to see Saddam toppled, no matter by whom. Tehran may even decide to cooperate with the United States if it receives assurances that its interests will be respected."

So what will Iran do if war comes? President Khatami, despite his statements to the Europeans that a unilateral war to topple Mr. Hussein would destabilize the whole region, also suggested that Iran would not oppose any decision by the Security Council. He said in Madrid that there should be support from the United Nations if "there need to be further steps taken."

Iran's navy is quietly cooperating with American vessels in the Persian Gulf, channeling boats suspected of smuggling Iraqi oil and dates away from Iran's shores so Americans can intercept them.

"We are condemned to be neighbors," Iran's foreign minister, Kamal Kharrazi, once said of Iran and Iraq, meaning that Iran will have to coexist with whatever regime is in power in Baghdad. These days, at least a few Iranians seem to be suggesting much the same about America.



Associated Press

The Iran-Iraq war ended in 1988, but little goodwill has developed between the countries. Iranian troops carry the remains of soldiers killed in the war.

Les déboires du « printemps de Damas »

LE MONDE DIPLOMATIQUE

- NOVEMBRE 2002 -

QUEL sera l'objectif américain après l'Irak ? La question hante les dirigeants de Damas, qui craignent de faire les frais de la politique des Etats-Unis, des tensions nées entre le Liban et Israël sur les questions de l'eau et des risques d'embrasement à la frontière des deux pays. Cette instabilité de l'ordre régional a permis aux caciques du régime baasiste de mettre un terme au « printemps de Damas », qui avait suivi la mort du président Hafez El Assad et son remplacement par son fils, M. Bachar El Assad.

Par notre envoyée spéciale JUDITH CAHEN *

* Chargée d'études sur le Proche-Orient à Paris.

A la mort d'Hafez El Assad le 13 juin 2000, après trente années de pouvoir sans partage, la société civile, les opposants au régime, et même certains baasistes, ont cru à la démocratisation du système politique. La personnalité et la jeunesse de son fils Bachar, successeur désigné du *qaïd*, sa volonté de modernisation et de lutte contre la corruption ont suscité un grand espoir. Certes, nombre de gens furent choqués par la rapidité avec laquelle la succession fut bouclée (1) et refusèrent la manière dont le nouveau pouvoir insistait sur l'« exception syrienne » qui empêcherait le pays de pratiquer la démocratie des autres. Mais l'insistance du jeune président sur le respect de l'opinion publique accéléra le mouvement de contestation réclamant plus de démocratie et de respect pour le droit des personnes.

« Il faut redonner la parole au peuple. Que le Parlement ait à nouveau le pouvoir de contrôler l'Etat. Sans ce retour aux principes républicains, la Syrie restera ce qu'elle est aujourd'hui : un régime totalitaire, une République héréditaire. » Par cette déclaration de juin 2000, M. Riyad Turk, chef du Parti communiste - Bureau politique, libéré après plus de quinze ans de prison, s'affirme comme la figure emblématique du « printemps de Damas (2) ». Pendant un an, des pétitions - émanant de groupes aussi différents qu'un collectif de « 99 intellectuels », d'avocats, de Syriens de l'étranger ou des Frères musulmans basés à Londres - paraissent dans la presse arabe non syrienne pour réclamer la fin de l'état d'urgence - maintenu depuis l'arrivée du Baas au pouvoir en 1963 -, le retour à l'Etat de droit, le multipartisme et la libération de tous les prisonniers politiques.

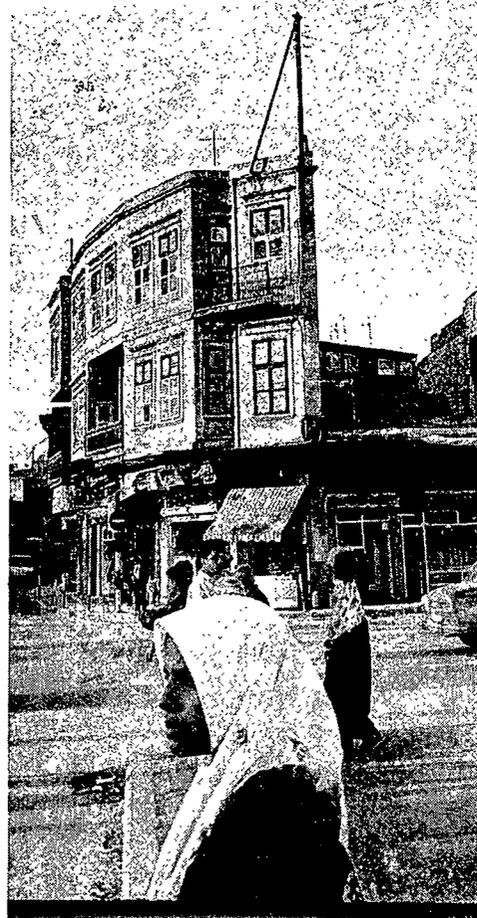
Parallèlement, des *muntadayat* (forums de discussions organisés en appartement) s'ouvrent à Damas et dans la plupart des grandes villes du pays, recueillant un

large succès. Des personnalités politiques indépendantes, des universitaires, mais aussi nombre de citoyens commencent à y exprimer, en public et sous l'œil attentif de membres du Baas, leurs critiques contre la corruption, l'accaparement du pouvoir par les dignitaires du régime et leurs enfants ou appellent au multipartisme, au respect du droit d'expression et à la libération des prisonniers politiques.

Puis, en septembre 2001, le régime, après avoir lancé un premier avertissement sur les lignes rouges à ne pas franchir (3), jette en prison dix militants pour la démocratie, dont M. Riyad Seif, député indépendant, et M. Turk. A la fin d'août 2002, tous les militants sont condamnés à des peines allant de deux à dix ans de prison pour avoir « porté atteinte à la Constitution, incité à la sédition armée et aux dissensions confessionnelles, sapé le sentiment patriotique et propagé de fausses nouvelles ».

Certains observateurs étrangers soutiennent que M. Seif a été emprisonné à la suite d'un rapport au Parlement dans lequel il dénonçait des irrégularités entourant la création de deux monopoles de téléphonie mobile, SyriaTel et Investcom, dont M. Rami Makhoul, cousin de M. Bachar El Assad, est le principal actionnaire. En réalité, M. Seif n'avait même pas cité ce dernier, mais il avait attiré l'attention sur le fait que la Syrie était l'un des rares pays dans le monde où l'Etat n'avait rien gagné par la vente des licences de téléphonie mobile et où les opérateurs n'étaient même pas soumis à l'impôt sur les sociétés...

Pour M^e Haïssam Maleh, président de l'Association des droits de l'homme en Syrie (ADHS), contre lequel un mandat d'arrêt a été émis récemment, « le pouvoir a voulu, avec ces arrestations, envoyer un message clair à la société civile. Il n'avait pourtant rien à craindre de ce mouvement - et d'ailleurs personne ne croit en Syrie que le régime



CHRISTOPHE GOUSSARD. - Alep, 2002

sera renversé par la force. Mais la peur est double : il y a celle du peuple, et celle du régime, qui craint pour ses privilèges ».

Une presse sous contrôle

LES forces ayant porté le « printemps de Damas » avaient d'ailleurs des contours flous et manquaient singulièrement d'assise populaire. Y... regarde, sceptique, le marc de son café ; il a préféré une rencontre dans un lieu public, les appartements des opposants étant trop souvent surveillés. Après avoir passé de longues années en prison, cet ancien membre du Parti communiste de M. Turk porte un regard amer : « Les jeunes sont formatés par le Baas de la maternelle à l'université. La nouvelle génération ne pense au mieux qu'à faire de bonnes études, au pire qu'à s'enrichir par tous les moyens. En Syrie, on ne peut pas vraiment parler d'opposition, mais plutôt d'« attitude oppositionnelle » consistant à en appeler à la « glasnost » et à la modernisation. Ses différents courants sont comme des tribus qui se

côtoient, mais ne proposent pas de projet fédérateur. Et elle a échoué à conquérir la jeunesse, peut-être parce qu'elle continue à utiliser un vocabulaire politique qui n'a pas changé depuis les années 1950-1960. »

Cette jeunesse urbaine ressemble à celle des grandes villes européennes : portables et *street wear* sont l'apanage des Damascènes, qui ont depuis peu investi la traditionnelle medina, désormais remplie de cafés Internet, de restaurants implantés dans d'anciens palais et de discothèques pleines à craquer le jeudi soir, veille du week-end musulman. Les copines sortent en groupe, les lycéennes enlacent leur petit copain dans les lieux publics, et on aperçoit çà et là des femmes voilées fumer en pleine rue.

Du côté du pouvoir, les choses sont retournées à la situation initiale, confie un diplomate : « *Le style présidentiel n'a pas changé, même s'il y a moins de por-*

traits du président dans les rues. Avant son accession au pouvoir, on voyait Bachar El Assad partout, en toute simplicité. Aujourd'hui, non seulement on ne le voit plus, mais il reste totalement opaque pour son peuple sur les questions internes : aucune interview aux médias syriens, pas de discours télévisés... »

D'ailleurs, l'ancien système politique n'a jamais disparu. Plus que jamais, il s'apparente à une *joumloukia* (4). Pour confirmer son intronisation, M. Bachar El Assad a dû réunir le Congrès du parti, qui ne s'était plus tenu depuis 1985. Le Baas, un moment tenté par le « printemps », s'est soudé autour des dignitaires, de peur de perdre ses privilèges de parti « guide » de la Syrie. Seule nouveauté, quelques proches du nouveau président (huit sur trente-six ministres) détiennent des postes importants du point de vue économique, mais pas du point de vue politique.

M. Assad fils a permis l'introduction d'une nouvelle loi sur la presse (inchangée depuis 1949), qui autorise la publication de nouveaux titres, mais reste très restrictive : les journaux mettant en cause l'« unité » ou la « sécurité » nationale peuvent être interdits, la publication de fausses nouvelles est punie de un à trois ans de prison et d'une amende pouvant aller jusqu'à 18 000 dollars. Pour cet universitaire damascène, « *la nouvelle loi institutionnalise la censure. Les fils des caciques du régime, par leurs liens avec le pouvoir et leur poids économique, sont les seuls à en profiter* ». De fait, les nouveaux titres sont tous dirigés soit par des formations politiques inféodés au Baas, soit par des amis ou familiers de Bachar, soit par des fils de dignitaires du régime. Cette nouvelle presse s'est même montrée bien plus dure vis-à-vis du dossier Seif et des autres prisonniers d'opinion que la presse officielle.

Sur la corruption, ce diplomate européen constate, non sans une pointe de cynisme, que « *derrière chaque homme d'affaires il y a un général qui veille au grain. Ici, la corruption est endémique. Par exemple, chaque colonel a*

droit à une dotation de diesel. Qu'en fait-il ? Il la revend à bon prix aux chauffeurs de taxi... La plupart des puissants ne pensent qu'à se faire de l'argent ; peu leur importe que ce soit dans une économie socialiste ou capitaliste. Mais, lorsqu'ils auront compris qu'il y en a plus à se faire dans un système capitaliste, alors peut-être ils songeront à la démocratie ».

Dans un pays où le chômage frappe au moins 20 % de la population active, où les 15-35 ans représenteront dans deux ans un peu plus de 8 millions de personnes, soit près de la moitié de la population, et où le produit national brut par habitant se situe en deçà de 1 000 dollars (5), le gouvernement mise surtout sur le thème de la réforme économique pour faire oublier l'absence de démocratie. Mais de quelles réformes s'agit-il et à quelle vitesse se réalisent-elles ?

Ainsi, malgré la loi n° 28 sur la création de banques privées, votée en 2001, l'ouverture du premier établissement privé, prévue pour 2002, a été reportée. Le Conseil suprême de la monnaie et du crédit, qui gère la Banque centrale et les activités bancaires publiques et privées, n'est toujours pas créé, et il faudra encore que les banques candidates passent par deux étapes préliminaires, dont une seule prend trois mois. L'investissement privé, autorisé en 1991, ne décolle pas, et les étrangers, eux, n'en représentent qu'à peine 1 %. Comment, il est vrai, s'engager dans un pays dans lequel la justice semble si inféodée au régime, même dans le domaine des affaires (6) ? Réputé proche de M. Bachar El Assad, ancien membre du Parti communiste, M. Issam Al-Zaim, ministre de l'industrie, a affirmé, le 11 juillet 2002, que les réformes économiques peuvent tout à fait avancer sans qu'on touche au domaine politique, le modèle à suivre étant celui de la Chine...

D'autre part, et malgré le contrôle qu'exerce sur lui la Syrie, le Liban est devenu, surtout depuis deux ans, un terrain de relative liberté d'expression pour l'opposition syrienne. Le quotidien libanais *An-Nahar* (interdit en Syrie) et surtout *Al-Moulhaq*, son supplément culturel, dirigé par l'écrivain et homme de théâtre Elias Houry, ouvrent régulièrement leurs pages à l'opposition

syrienne. Pour M. Houry, « *dès avant la mort d'Hafez El Assad, certains intellectuels s'exprimant au Liban avaient brisé les tabous sur la Syrie. Maintenant, leur marge d'expression est devenue une lutte qui peut s'épanouir, car elle fait partie intégrante de la lutte pour la démocratie libanaise* ». Le

5 juillet 2002, un sit-in de la gauche libanaise et de quelques chrétiens de l'opposition avait lieu à Hamra, artère principale de Beyrouth, pour demander la libération de M. Turk.

Le contexte régional, avec l'Intifada palestinienne, l'élection de M. Ariel Sharon, puis les attentats du 11 sep-

tembre, a placé le pays du « mauvais côté de la barrière (7) ». Le regain de tension offre au régime un prétexte pour repousser l'ouverture démocratique. Mais l'affrontement régional permet aussi à l'opposition d'exprimer, indirectement, ses critiques.

Ainsi, à partir du siège de Jénine par l'armée israélienne, au printemps 2002, des sit-in ont été organisés pendant quarante-deux jours devant le siège de l'ONU à Damas, dans le quartier chic d'Abou Roumané, sans qu'aucun slogan ni affiche fasse référence à la politique officielle du régime. Le mouvement est allé jusqu'à rassembler 5 000 personnes. « *Or, commente un intellectuel, le pouvoir ne pouvait ni interdire, car, pour le principe, les manifestations pro-palestiniennes sont bienvenues, ni laisser faire, puisque celles-ci n'étaient pas prises en main par le parti et risquaient de finir en critiques contre l'inaction du régime face aux frères de Palestine. Il a donc décidé de neutraliser les manifestants par d'autres moyens : en faisant venir par bus entiers des centaines de jeunes appartenant au Baas ainsi qu'aux moukhabarat (services de renseignement), et en noyant ainsi la manifestation dans cette foule.* »

A Damas, la vieille garde a repris le dessus. Une amnistie des prisonniers syriens, que Patrick Seale, biographe de Hafez El Assad, appelle de ses vœux (8), serait non seulement moralement nécessaire, mais également utile pour l'image du pays. Or M. Bachar El Assad donne l'impression d'agir comme s'il avait, quoi qu'il arrive, trente ans de pouvoir devant lui. Et même si l'époque des arrestations massives est passée, la façon dont le fils gère la contestation tend à montrer qu'un des slogans du temps du père (*Assad lil abad wa baad al abad* : « Assad jusqu'à l'éternité et après l'éternité ») a pris le sens d'une sombre prophétie. Pourtant, comme l'a si bien dit le dramaturge syrien Saadallah Wannous, décédé en 1997, les Syriens « *sont condamnés à l'espoir* ».

(1) Sur les modalités de la succession, voir l'article d'Alain Gresh, « L'ascension programmée du docteur Bachar », *Le Monde diplomatique*, juillet 2000, ainsi que ceux de Sakina Boukhaima et de Philippe Droz-Vincenzi (« Bachar Al Assad : chronique d'une succession en Syrie » et « Syrie, la "nouvelle génération" au pouvoir : une année de présidence de Bachar Al Assad », dans *Maghreb-Machrek*, respectivement n° 169, juillet-septembre 2000 et n° 172, juillet-septembre 2001).

(2) *Le Monde*, 28 juin 2000. M. Riyad Turk adopta, dans les années 1970, des positions hostiles à l'URSS et au régime en place à Damas : il créa sur cette base le PC - Bureau politique, dont il fut secrétaire général. Il passa dix-sept ans et demi dans une cellule d'isolement et fut libéré en 1998 sans avoir été jugé. Depuis septembre 2001, il est à nouveau sous les verrous et a été condamné à deux ans et demi de détention.

(3) Le 8 février 2001, dans une interview à *Asharq Al-Awsat*, puis en mars lors de manœuvres militaires, M. Bachar El Assad déclare que l'unité nationale, la politique de son père, l'armée et le parti sont des sujets qui ne peuvent être critiqués. De son côté, le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam déclarait : « *L'Etat ne permettra pas que la Syrie se transforme en une autre Algérie.* »